RACCOLTA

PER ORDINE CRONOLOGICO

DI TUTTI GLI

ATTI, DECRETI, NOMINE ECC.

DEL

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

NON CHE

Scritti, Avvisi, Desiderj ecc. di Cittadini privati
che si riferiscono all'epoca presente

Tomo VIII.



VENEZIA
Andreola Tipografo del Governo provvisorio
1849.

RACCOLTA

PER ORDINE CRONOLOGICO

DI TUTTI GLI

ATTI, DECRETI, NOMINE ECC.

DEL

GOVERNO PROVVISORIO DI TOSCANA

Tomo VIII.

Andrea Bonducci, Gerente responsabile.
1849.

1 *Luglio.*

CARTEGGIO DIPLOMATICO
DEL GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA
CO' MINISTERI D' INGHILTERRA E DI FRANCIA E CON LE AUTORITA' AUSTRIACHE.

N. I.

Il Presidente del Governo provvisorio di Venezia ai Ministri degli affari esteri di S. M. la regina della Gran Brettagna e della Repubblica francese.

MILORD.
MONSIEUR.

Venise 4 avril 1849.

C'est au nom de l'humanité et de la justice, c'est au nom de la légitimité et de la liberté, que le peuple de Venise implore les effets aussi prompts que possible de cette médiation bienfaisante, que lui font espérer depuis plusieurs mois les Gouvernements des deux plus puissantes et plus libres nations de l'Europe. Nous allons rappeler des faits bien connus; mais nos malheurs nous y forcent: et le malheur, dignement supporté, quand même il serait denué de tout autre droit, est à lui seul un titre auprès des coeurs généreux. Les droits du peuple vénitien sont, comme chacun sait, des plus anciens et des plus légitimes. Venise, sortie de ses lagunes comme une création du libre arbitre et de la persévérance humaine, comme une protestation violente contre la violence étrangère, fit de son histoire une conséquence immédiate de son origine; et tout en gardant son indépendance et son originalité noua d'honorables rapports avec les peuples les plus redoutés de la terre, et rendit quelques services à la civilisation par ses arts, à l'humanité par son commerce, à la Chrétienté par ses armes. Les moyens spontanés par les quels elle acquit et garda ses domaines; la façon dont elle perdit et ses domaines et son existence politique, concourent à témoigner de ses droits. Tout en lui promettant une liberté plus vraie que celle qui lui était connue, on la livra à une puissance qui n'avait alors sur elle pas même le droit du plus fort. La Sainte-Alliance, dont le rôle était de faire respecter tous les droits qu'on disait violés par la révolution et la guerre; la Sainte-Alliance ne songea pas a Venise. L'Autriche, dont les proclamations animaient les Italiens à la guerre contre la France dans l'espoir de recouvrer leur vie nationale et l'héritage de leur souvenirs ; l'Autriche n'a pas tenu ses promesses. Les traités de 1815 ont subi des changements, que l'Europe a déjà reconnus. L'Angleterre et la France, qui ont

reconnu la légitimité du mouvement sicilien, ne pouvaient sans doute refuser leur appui à notre délivrance, dont la légitimité repose sur des fondements plus sacrés. Venise, en joignant ses forces, dans le moment de la lutte, à celles d'autres États d'Italie, n'en garde pas moins la propriété des ses titres, et le caractère unique, dont elle fait preuve même dans les présents efforts de sa résistance. Nous ne rappelerons pas les promesses dont l'Europe a retenti, ni ces paroles solennelles, où la pacification de la Péninsule était inséparablement liée à l'idée d'affranchissement, ni tous les témoignages de sympathie qu'eut Venise, et qui, dans son état, deviennent autant de promesses pour son avenir.

Si d'autres États italiens ont jadis rejeté les secours de la France, Venise était, en revanche, accusée du contraire : les journaux du temps en font foi. Et si quelqu'un, en son nom, a jamais osé s'associer à un refus non moins imprudent qu'ingrat, aucun de ses actes officiels ne saurait être cité qui ne prouvât notre gratitude et notre confiance. C'est ainsi que, dès le commencement, nous adressâmes au Gouvernement de S. M. Britannique des paroles dont la signification n'était pas douteuse. Mais quand nous aurions, à cet endroit-ci, des torts que nous n'avons pas, ce serait offenser des Gouvernemens tels que ceux des puissances médiatrices, que de penser qu'ils daigneraient saisir de si minces prétextes pour nous abandonner dans notre détresse.

En nous séparant un instant de notre peuple, et en assumant l'orgueil de mérites qui ne nous sont pas personnels, nous pouvons affirmer que le titre principal de Venise à l'appui des puissances, n'est pas tant ce qu'on lui a fait ou ce qu'on lui a promis, que sa propre souffrance et la manière dont elle sait l'endurer. L'histoire des révolutions ne présente pas beaucoup d'exemples d'un amour de l'indépendance allié avec un tel génie de sacrifices, qui parait être devenu l'état naturel des esprits. Point de factions, point de tumultes, point d'ostentation, point de haines. La liberté nouvelle n'éteint pas l'ancienne piété : les habitudes d'une vie par trop pacifique font place à de rudes exercices, à des privations journalières. La durée de la résistance est elle-même un titre, puisqu'elle démontre que ce n'est pas une ivresse turbulente, mais une volonté réfléchie.

Tout en recommandant { à V. E. / à vous, M. le Ministre, } l'Italie tout entière, dont les interêts sont solidaires, et dont la pacification, c'est-à-dire l'affranchissement, est devenu la condition indispensable de la paix de l'Europe, nous devons vous supplier de prendre dès l'abord en considération notre état, qui, faute de moyens économiques, ne saurait se prolonger sans donner gain de cause à notre ennemi. Ses délais sont calculés; il veut que la diplomatie de deux grandes puissances soit sa dupe, et qu'elle paraisse sa complice. Ce que Venise demande, c'est que le joug autrichien ne pèse plus désormais sur elle; c'est non pas qu'on lui rende tout ce que Campoformio lui a ôté, mais son nom au moins, et ce qui est strictement nécessaire à son existence. Elle se place sous le patronage associé de l'Angleterre et de la France, et leur abandonne le choix des moyens. La diplomatie, dans cette espèce de negociation, a

beau jeu, puisque notre délivrance n'est pas une révolution, c'est la reprise de nos droits historiques, de notre légitimité.

Au fait, Venise affranchie ne saurait donner de l'ombrage; Venise autrichienne serait une honte et un embarras.

Agréez { Monsieur / Milord } l'assurance de ma profonde considération

Le Président du Gouvernement de Venise
MANIN.

A' S. E. le Ministre aux affaires étrangères de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne.

Londres.

A' monsieur le Ministre aux affaires étrangères de la République francaise.

Paris.

VERSIONE.

Venezia, 4 aprile 1849.

In nome dell' umanità e della giustizia, in nome della legittimità e della libertà, il popolo di Venezia invoca, più prontamente ch' è possibile, gli effetti di quella benefica mediazione, di che da parecchi mesi gli hanno dato speranza i governi delle due più potenti e più libere nazioni dell' Europa. Noi venghiamo a rammentare fatti già noti; ma a ciò fare siamo costretti dalle nostre sventure: e la sventura, degnamente sofferta, ancorchè fosse spoglia di qualunque altro diritto, è da se sola un titolo presso i cuori generosi. I diritti del popolo veneziano sono, come a tutti è noto, i più antichi e legittimi. Venezia, sorta dalle sue lagune come una creazione del libero arbitrio e della perseveranza umana, come una solenne protestazione contro la violenza straniera, fece della sua storia una conseguenza immediata della propria origine; e custodendo sempre gelosamente la propria indipendenza ed originalità, strinse onorevoli relazioni co' popoli più rispettati della terra, e giovò non poco alla civiltà colle arti, alla umanità col commercio, al cristianesimo colle armi. I mezzi naturali mercè di cui ella acquistò e mantenne i proprii possedimenti; il modo con che perdette i possedimenti stessi e la esistenza politica, fanno luminosa testimonianza dei suoi diritti. Mentre le si faceva ampia promessa di una libertà, più vera di quella onde avea fatto sino allora esperimento, la si dava in servitù ad una potenza, che non aveva a quel tempo sopra di lei nemmeno il diritto del più forte. La santa Alleanza, la quale s' era assunto l' incarico di far rispettare tutt' i diritti, che si dicevano violati dalla rivoluzione e dalla guerra; la santa Alleanza non agognava punto a Venezia. L' Austria, i cui proclami spingevano gl' Italiani a combattere contro la Francia, nella speranza di ricuperare la propria nazionalità e il retaggio delle loro memorie; l' Austria non tenne in alcun modo le sue promesse. I trattati del 1815 subirono alcuni mutamenti, cui l' Europa ha già riconosciuto. L' Inghilterra e la Francia, le quali riconobbero legittimo il movimento siciliano, non potevano certamente negare il loro appoggio alla nostra liberazione, la cui legittimità è posta sopra fondamenti più sacri. Venezia, unendo le proprie forze, nel principio della lotta, a quelle degli altri Stati d' Italia, non difendeva meno la proprietà de' suoi titoli e il carattere unico, del quale fa prova eziandio nei presenti sforzi della sua resistenza. Non ricorderemo le promesse che suonarono in tutta Europa, nè quelle parole solenni nelle quali la pacificazione della Penisola fu inseparabilmente legata all' idea d' affrancamento, nè tutte le testimonianze di simpatia ch' ebbe Venezia, e che, nella presente condizione, divengono altrettante promesse pel suo avvenire.

Se altri Stati italiani rigettarono il soccorso della Francia, Venezia, in cambio, fu accusata dell' averlo chiesto: i giornali del tempo ne fanno pruova. E se qualche-

duno, in suo nome, fu ardito di unire il proprio voto ad un rifiuto imprudente del pari che ingrato, tutti i suoi atti uffiziali additano la nostra gratitudine e la nostra fiducia. Con questi intendimenti, sin dal principio, noi abbiamo indirizzato al Governo di sua Maestà Britannica parole di un significato aperto e sincero. Se non che, quando pure avessimo per questo riguardo torti, che non abbiamo, stimeremmo di offendere la generosità dei due governi delle potenze mediatrici, se pensassimo ch' e' si degnassero di cogliere sì meschini pretesti per abbandonarci nella nostra disavventura.

Staccandoci per un momento dal nostro popolo, e assumendo l' orgoglio di meriti che non ci son punto personali, noi possiamo affermare che il titolo principale di Venezia all' aiuto delle potenze, è riposto, più che in quello che le si fece o di cui le si diede promessa, ne' suoi proprii patimenti e nel modo con cui ella li sa sopportare. La storia de' rivolgimenti politici non offre certamente molti esempi d'un amore dell' indipendenza accompagnato a tale spontanea disposizione ai sacrifizii, da sembrare una condizione naturale degli animi. Quivi non partiti, non tumulti, non ostentazioni, non odii. La libertà novella non ispense l' antica pietà: le abitudini di una vita, troppo lungamente pacifica, sono mutate in rudi esercizii, in quotidiane abnegazioni. La durata della resistenza è per sè stessa un titolo, dappoichè dimostra, non esser ella un' ebbrezza turbolenta, ma una volontà maturata.

Nel raccomandare pertanto { a V. E. / a voi, signor Ministro, tutta l' Italia, i cui interessi sono solidali e il cui pacificamento, o a meglio dire affrancamento, divenne già condizione indispensabile alla pace di Europa, noi dobbiamo supplicarvi di considerar innanzi tutto la presente nostra condizione, la quale, privi siccome siamo de' mezzi economici, non potrebbe a lungo durare senza darla vinta al nostro nemico. I suoi temporeggiamenti sono calcolati: egli vuole che la diplomazia delle due grandi potenze sia tutta in inganno e che sembri complice con lui. Venezia chiede, che il giogo austriaco non pesi più ormai sopra di lei: non già che le si renda ciò che le venne tolto pel trattato di Campoformio, ma almeno che le sia renduto il proprio nome, e quello che è strettamente necessario alla sua esistenza. Ella si mette sotto la protezione alleata dell' Inghilterra e della Francia, lasciando ad esse libera la scelta dei mezzi. La diplomazia, in questa forma di negoziato, ha buoni patti; dappoichè la nostra emancipazione non è una rivolta, ma soltanto il ricuperamento de' nostri diritti storici, della nostra legittimità.

E in vero, Venezia libera, non potrebbe dar ombra ad alcuno: Venezia austriaca, sarebbe una vergogna e un impaccio.

Aggradite { Signore / Milord } l' assicurazione della mia profonda considerazione.

Il Presidente del Governo di Venezia
MANIN.

A S. E. il Ministro degli affari esterni di S. M. la Regina della Gran Brettagna.

Londra.

Al signor Ministro degli affari esterni della Repubblica francese.

Parigi.

N. II.

Il Ministro degli affari esteri di S. M. la Regina della Gran Brettagna al sig. Manin, ec., ec.

(Questo dispaccio è stato ricevuto dal Presidente del Governo provvisorio di Venezia il giorno 10 maggio.)

Foreign Office, april 20 1849.

SIR.

I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 4.e Instant, and to assure you in reply that Her Majesty' s governement have witnessed with great interest, not only the heavy sacrifices which the people of Venice have made during the last twelve months, for the purpose of maintaining the cause which they have exposed, but also the good order which during that period has been preserved within the city. But in regard to the desire expressed by you on behalf of your fellow citizens that Venice should cease to belong to Austria, Her Majesty's governement can only say that the Treaty of Vienna, to which Great Britain was a party, assigns Venice as a part of the Austrian empire; and that the arrangement proposed by the British and French governements to the governement of Austria in August last as the basis of negotiation, did not go to disturb that arrangement of the Treaty of Vienna. No change can be made in the political condition of Venice, except by the content and act of the imperial governement, and that governement has already announced its intention in that respect. Her Majesty's governement then can only repeat with earnestness the advice which is has recently instructed Her Majesty's consul general at Venice to tender in its name to the governement of Venice, namely that the Venetians should lose no time in endeavouring to come to an amicable arrangement with the Austrian authorities, as to the best means of re-establishing without collision the authority of the Emperor of Austria within the city of Venice.

I have the honor to be, sir,

Your most obedient, humble servant
PALMERSTON.

M. MANIN.

Venice.

VERSIONE.

Ufficio degli affari esterni, 20 *aprile* 1849.

SIGNORE.

Ho l' onore di parteciparvi la ricevuta della vostra lettera del 4 corrente, e d' assicurarvi, in risposta, che il Governo di S. M. ha osservato con grande interesse, non solo i gravi sagrifizii fatti dal popolo di Venezia durante gli ultimi dodici mesi, col proposito di sostenere la causa da esso abbracciata, ma altresì il buon ordine, che fu mantenuto nella città per tutto quel periodo di tempo. Ma, riguardo al desiderio da voi significato in favore dei vostri concittadini, che Venezia cessi di ap-

partenere all' Austria, il Governo di S. M. può dirvi soltanto che il trattato di Vienna, a cui la Gran Brettagna intervenne come parte contraente, assegna Venezia come una porzione dell' Impero austriaco, e che il componimento, proposto dai Governi inglese e francese a quello d' Austria, nell' agosto passato, come base della negoziazione, non andava ad alterare in questa parte il trattato di Vienna. Nessun cangiamento può esser fatto nella condizione politica di Venezia, se non col consenso e l'opera del Governo imperiale; e quel Governo ha già annunziato la sua intenzione in questo riguardo. Il Governo di S. M. può quindi soltanto ripetere seriamente l'avviso, ch' egli ha recentemente commesso al Console generale di S. M. a Venezia, di comunicare in suo nome al Governo di Venezia; cioè, che i Veneziani non perdano tempo nell' adoperarsi di giungere ad un amichevole accomodamento colle autorità austriache, come il miglior mezzo di ristabilire senza collisione l' autorità dell' Imperator d' Austria nella città di Venezia.

Ho l' onore di essere, signore,

Obbedientissimo umilissimo servitore
PALMERSTON.

Al sig. Manin.

Venezia.

N. III.

Il Ministro degli affari esteri della Repubblica francese al sig. Manin, ec., ec.

(Questo dispaccio è stato ricevuto dal Presidente del Governo provvisorio di Venezia il giorno 14 maggio.)

Venise.

Paris le 27 avril 1849.

MONSIEUR.

J' ai reçu la lettre que vous m' avez fait l' honneur de m' écrire le 4 de ce mois. Les nobles sentiments, qui y sont exprimés avec tant d' élévation et de dignité, m' ont y profondément touché. Personne plus que nous ne rend justice au courage, à la modération, à l' abnégation de tout intérêt personnel que le peuple vénitien a apportés à la défense de son indépendance. Si la liberté italienne eût été partout défendue ainsi, elle n' aurait pas succombé, ou du moins, en recourant à temps, après une honorable résistance, à la négociation, elle eût obtenu des conditions, qui lui eussent assuré une partie des bénéfices de la victoire. Il en a été autrement. Des fautes irréparables ont été commises, et les Vénitiens, qui n' ont pas à se les reprocher, doivent aujourd' hui, par la force des choses, en supporter les conséquences. Quelque illusion que puisse vous faire un généreux patriotisme, vous êtes trop éclairé, monsieur, pour ne pas comprendre qu' après les évènements accomplis, lorsque Venise continue seule, en Italie, à tenir tête à l' Autriche, le cabinet de Vienne ne saurait être amené à lui accorder une existence complètement séparée, qu' il lui refusait à l' époque même où il consentait à l' accorder aux Lombards. Pour l' y déterminer, il faudrait, ou des evènements au dessus de toute prévoyance humaine, ou une guerre générale, qui serait pour l' Europe, dans les conjonctures actuelles, une si terrible calamité, que vous même, monsieur, vous pouvez à peine la

désirer, votre haute raison ne vous permettant sans doute pas d'attendre pour votre patrie des avantages incertains et hypothétiques au prix d'une catastrophe universelle, dans la quelle Venise elle-même se trouverait peut être engloutie. Je vous en conjure donc, monsieur, n'essayez pas plus long-temps de vous dissimuler les nécessités de la situation; usez, pour ouvrir les yeux de vos compatriotes, de l'autorité que vous ont justement acquise vos talents et vos services, et sans perdre davantage un temps précieux, mettez à profit l'ensemble des circonstances, qui, aujourd'hui encore, peut disposer l'Autriche à traiter Venise avec plus de ménagemens, ou même a lui faire, sous une forme quelconque, des concessions importantes. Je n'ai pas besoin de vous dire que, si vous entrez dans cette voie, la France fera tout ce qui dépendra d'elle pour vous la faciliter. Vous saurez déjà, lorsque cette lettre vous parviendra, que tels sont aussi les sentiments et les dispositions du cabinet de Londres.

Agréez, monsieur, l'assurance de ma haute considération.

E. DROUYN DE LHUYS.

Monsieur Manin.

VERSIONE.

Venezia
Parigi, il 27 aprile 1849.

SIGNORE.

Ho ricevuto la lettera, che mi faceste l'onore di scrivermi il 4 di questo mese. I nobili sentimenti, in quella espressi con tanta elevatezza e dignità, m'hanno profondamente commosso. Nessuno più di noi rende giustizia al coraggio, alla moderazione ed all'abnegazione di ogn'interesse personale, mostrati dal popolo veneziano nella difesa della propria indipendenza. Se gl'Italiani avessero dovunque propugnata in tal guisa la lor libertà, non avrebbero certamente soggiaciuto, od almeno, ricorrendo in tempo, dopo una onorevole resistenza, alle trattative, avrebbero ottenuto condizioni tali, da assicurarsi una parte dei benefizii della vittoria. Ma le cose andarono diversamente. Irreparabili errori furono commessi, e i Veneziani, che non hanno a farsene rimprovero, debbono oggidì, per la forza degli avvenimenti, sopportarne le conseguenze. Per quanta illusione possa farvi un generoso sentimento di Patria, la vostra perspicacia, o signore, dee comprendere, che, dopo i fatti compiuti, se Venezia volesse continuar sola, in Italia, a tener fronte all'Austria, il gabinetto di Vienna non potrebbe esser indotto a concederle una esistenza interamente separata, già negatale nel momento stesso in cui consentiva di accordarla alla Lombardia. Per determinarlo a ciò, sarebbero necessarii o avvenimenti superiori a qualunque previdenza umana, o una guerra generale, che, nelle presenti congiunture, sarebbe per l'Europa sì terribile calamità, da poter appena voi stesso, signore, desiderarla; dappoichè la vostra alta ragione non vi permette al fermo di attendere in favore della vostra Patria vantaggi incerti ed ipotetici, al prezzo di una catastrofe universale, nella quale Venezia stessa andrebbe forse travolta. Lasciate dunque, vi scongiuro, o signore, lasciate ormai di nascondervi le necessità della situazione presente: fate uso, per aprire gli occhi de' vostri compatriotti, di quell'autorità che vi siete acquistata a buon diritto coll'ingegno e coi vostri servigi; e senza perdere di vantaggio un tempo prezioso, traete profitto dal complesso delle circostanze che, oggidì stesso, può indur l'Austria a trattare Venezia con maggiore condiscendenza, od almeno a farle, sotto una forma quale che sia, concessioni importanti. Non è mestieri ch'io vi dica, che, se vi metterete per questa via, la Francia farà quanto sta in lei per agevolarvela. Al giungere di questa lettera saprete già essere identici a questi i sentimenti e le disposizioni del gabinetto di Londra.

Aggradite, signore, l'assicurazione della mia alta considerazione.

Signor Manin. E. DROUYN DE LHUYS.

N. IV.

Il Presidente del Governo provvisorio di Venezia al sig. E. De La Cour, incaricato d'affari della Repubblica francese a Vienna.

Monsieur l'Ambassadeur.

Le 24 avril dernier, monsieur le Ministre aux affaires étrangères de la République française chargea monsieur Valentin Pasini, notre agent à Paris, de me faire connaître, qu'à son avis non différends avec l'Autriche seraient plus facilement arrangées, si nous entrions en négociations directes avec les Autorités autrichiennes, en nous assurant en même temps, que nous serions appuyés par les Ambassadeurs français et anglais à Vienne.

Le Gouvernement provisoire de Venise, qui a toujours suivis les conseils de la France, est disposé à les suivre même en cela, marchant par la voie qui lui a été tracée, pourvu qu'il en ait les moyens.

Monsieur le maréchal Radetzky, après avoir poussé vigoureusement le siége et bombardé Marghera, intima la reddition de la ville avec des conditions, qu'on pourrait à peine accepter si nos fortifications avaient été prises ou détruites.

Dans la réponse, que nous lui avons donnée, nous lui avons indiqué notre disposition à traiter même directement avec le Gouvernement autrichien. De cette déclaration il ne fit aucun cas, et continua énergiquement les hostilités par terre et par mer.

Toutefois nous persistons dans le désir de suivre le conseil de la France. Pour cela, il est nécessaire qu'il ait une personne à Vienne, qui puisse négocier en notre nom, et dont la sureté personnelle ne soit pas compromise. A' cet effet, je m'adresse à vous, monsieur l'Ambassadeur, dont je connais les sentiments nobles et généreux, et qui ne pouvez pas être insensible à la condition qui nous a été faite par les évènements, et je vous prie de vous intéresser pour obtenir un sauf-conduit au surnommé monsieur Pasini, à fin qu'il puisse se porter immédiatement à Vienne pour la négociation dont il s'agit, à l'égard de la quelle il a déja reçu les instructions nécessaires.

Ce serait seulement pour éviter une perte de temps précieux, que j'oserai vous prier, monsieur l'Ambassadeur, de vous donner la peine, lorsque vous aurez obtenu le sauf-conduit, de le faire transmettre par l'intermédiaire de votre Gouvernement à monsieur Pasini.

Veuillez agréer, M.r l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

Venise 11 mai 1849. Signé MANIN.

A M.r Lacour
Ambassadeur de la Rép. française
à Vienne.

VERSIONE.

SIGNOR AMBASCIATORE.

Il 24 aprile ultimo, il signor ministro degli affari esteri della Repubblica francese, diede incarico al signor Valentino Pasini, di farmi sapere, che, per suo avviso, le nostre differenze con l'Austria potrebbero più facilmente comporsi, se entrassimo in trattative dirette con le Autorità austriache, assicurando nello stesso tempo, che troveremmo appoggio presso gli ambasciatori francese ed inglese, residenti in Vienna.

Il Governo provvisorio di Venezia, che ha sempre seguito i consigli della Francia, è disposto a seguirli anche in ciò, mettendosi per la via che gli venne segnata, sempre che gliene sia procacciato il mezzo.

Il signor maresciallo Radetzky, dopo avere spinto vigorosamente l'assedio e bombardata Marghera, intimò la resa della città a condizioni tali, che si sarebbero potute appena accettare, se le nostre fortezze fossero state prese o distrutte.

Nella risposta, che gli abbiam data, gli accennammo la nostra disposizione di trattare anche direttamente col Governo austriaco. Di questa dichiarazione egli non fece alcun conto, e proseguì energicamente le ostilità per terra e per mare.

Tuttavolta, noi persistiamo nel desiderio di seguire il consiglio della Francia. E per ciò abbiam d'uopo, che una persona si rechi a Vienna, a trattare in nostro nome, e che la sicurezza personale di lei non sia compromessa. A tale effetto, io mi rivolgo a voi, signor ambasciatore, i cui nobili e generosi sentimenti mi sono noti, e che non potete essere insensibile alla condizione a che fummo condotti dagli avvenimenti; e vi prego d'interessarvi per ottenere un salvacondotto al sunnominato sig. Pasini, affinch'egli possa recarsi immediatamente in Vienna per le trattative di cui parliamo, intorno alle quali egli ha già ricevuto le istruzioni necessarie.

E, nel desiderio di non perdere un tempo prezioso, mi faccio ardito di pregarvi, signor ambasciatore, a prendervi il disturbo di far trasmettere il detto salvacondotto, tosto che lo abbiate ottenuto, col mezzo del vostro Governo, al signor Pasini.

Vogliate aggradire, signor ambasciatore, l'assicurazione della mia alta considerazione.

Venezia, 11 maggio 1849.

Sott. MANIN.

Al signor Lacour, ambasciatore della Repubblica francese a Vienna.

N. V.

L'Incaricato d'affari della Repubblica francese a Vienna al sig. Manin, ec., ec.

(Questo dispaccio è stato ricevuto dal Presidente del Governo provvisorio di Venezia, il giorno 19 maggio.)

LEGATION DE FRANCE A' VIENNE.

Vienne le 15 mai 1849.

MONSIEUR.

Je n'avais pas attendu la lettre, que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date du 11 de ce mois, pour m'employer officieusement en faveur de Venise. — A différentes occasions, j'ai entretenu les Ministres de S. M. imperiale de la position exceptionnelle de cette ville, et tout récemment encore je leur ai fait part, à la suite d'instructions émanées de mon Gouvernement, des propositions d'accomodement transmises par M.r Valentin Pasini.

Je ne vous dirai point, combien j'eusse été heureux de contribuer à faire cesser un état de choses, dont la prolongation entraîne tant de sacrifices de la part des habitants de Venise. J'ai donc vivement regretté de ne pas avoir vu mes efforts couronnés de succès, ou du moins de n'avoir pu déterminer le cabinet de Vienne à entrer dans la voie d'une conciliation avec la ville, au nom de la quelle vous m'écrivez.

Mais il persiste à repousser, non seulement tout intermédiaire entre Venise et lui, bien plus encore toute offre de négociation émanée directement de cette ville elle-même.

C'est à ce titre qu'il refuse d'accorder à M.r Valentin Pasini le sauf-conduit, qui lui permettrait de se rendre ici, sauf-conduit dont je lui ai fait la demande immédiatement après la réception de votre lettre.

M.r de Schwarzenberg s'est borné à me répliquer que le Gouvernement de S. M. imperiale était fermement décidé à ne point traiter avec Venise; que par suite la mission de M.r Pasini à Vienne n'aurait aucun but; et que du reste, si l'on avait, dans la ville assiégée, l'intention de négocier, on devait s'adresser à M.r Radetzky, le quel était investi de tous pouvoirs à cet effet.

Je m'empresse de vous transmettre cette réponse, que j'eusse désirée de nature à vous satisfaire.

Je déplore donc qu'il n'en soit point ainsi, mais je crois devoir vous dire qu'elle est l'expression d'une pensée qui me semble fortement arrêtée.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le chargé d'affaires de la
République française
E. DE LA COUR.

A' Monsieur MANIN, *etc. etc. etc.*

VERSIONE.

LEGAZIONE DI FRANCIA IN VIENNA.

Vienna, 15 *maggio* 1849.

SIGNORE.

Io non ho aspettato la lettera, che ebbi l'onor di ricevere da voi in data dell'11 di questo mese, per adoperarmi officiosamente in favor di Venezia. In parecchie occasioni tenni discorso a' ministri di S. M. imperiale intorno alla posizione affatto particolare di cotesta città, ed anche recentissimamente comunicai loro, in seguito ad istruzioni emanate dal mio Governo, le proposizioni d'accomodamento trasmesse dal signor Valentino Pasini.

Non vi dirò quanto sarei stato felice se avessi potuto far cessare una condizione di cose, la cui prolungazione costa tanti sacrifizii agli abitanti di Venezia. M'è riuscito dunque assai grave il non aver veduto coronate di buon esito le mie sollecitudini, od almeno il non aver potuto indurre il gabinetto di Vienna ad entrare nella via di una conciliazione con la città in nome della quale mi scrivete.

Esso continua a rispingere, non solo qualunque mediazione tra Venezia e lui, ma eziandio qualsiasi offerta di trattative, fatta direttamente da cotesta stessa città.

Per tale motivo esso ricusa di accordare al signor Pasini il salvocondotto, che gli permetterebbe di recarsi qui, e di cui gli feci ricerca tosto che ricevetti la vostra lettera.

Il signor de Schwarzenberg s'è limitato a ripetermi, che il governo di S. M. imperiale è fermamente deciso di non trattar con Venezia; che, in conseguenza, la missione del signor Pasini a Vienna non avrebbe veruno scopo; e che, del rimanente, se alcuno, nella città assediata, avesse intenzione di trattare, dovrebbe rivolgersi al signor Radetzky, il quale è investito di pieni poteri a tale effetto.

Mi affretto di trasmettervi questa risposta, che avrei desiderato di un tenore a voi soddisfacente.

Mi dispiace assai, che non sia stata tale, ma credo dovervi dire, esser essa la espressione di un pensiero, che mi sembra risolutamente deliberato.

Ricevete, signore, l'assicurazione della mia alta considerazione.

L' incaricato d' affari della Repubblica francese
E. DE LA COUR.

Al signor MANIN *ecc. ecc. ecc.*

N. VI.

Il tenentemaresciallo Haynau al Governo provvisorio di Venezia.

Dall' i. r. 2.° Corpo d'armata di riserva.

Padova li 26 marzo 1849.

AL GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

Dietro l'annessavi comunicazione ufficiale di S. E. il signor feldmaresciallo conte Radetzky dal quartier generale di Vespolato li 24 marzo 1849, l'avanzarsi vittorioso dell' i. r. armata nel Piemonte e la sconfitta totale delle armi sarde, seguita li 23 di questo mese presso Novara, è oramai un fatto, le di cui conseguenze riguardo lo Stato del Piemonte dovranno pure reagire sulle attuali circostanze della città di Venezia.

Da quella parte non avrà questa città d'attendere d'or innanzi ulteriore appoggio nelle proprie sue tendenze.

Non può sfuggire al Governo provvisorio che quelle medesime tendenze non siano più da sostenersi, e che la protrazione del presente stato di cose, pesantissimo per tutte le classi degli abitanti di Venezia, sarà immancabilmente seguita dalla totale rovina di questa poco fa ancora sì fiorente città.

Eccito quindi il Governo provvisorio di desistere dall' inutile resistenza, e di riconsegnare la città al legittimo suo sovrano, l'augusto Imperatore d'Austria.

Una pronta sommissione ed il ritorno al suo dovere farebbero ancora possibile l'accordare delle condizioni vantaggiose, non attendibili però qualora la città persistesse nella rivoluzione, costringendomi a estreme misure di rigore, i risultati delle quali, immancabili e tristi, vorrei risparmiare alla città di Venezia, sinora affascinata.

Il comandante dell' i. r. 2.° corpo d'armata di riserva

Il tenente maresciallo HAYNAU.

N. VII.

Il comandante in capo delle ii. rr. truppe in Italia, feldmaresciallo Radetzky, al Presid. dell' attuale Governo di Venezia.

Abitanti di Venezia!

Io oggi non vengo da guerriero o generale felice — io voglio parlarvi da padre. È scorso tra voi un anno intiero di trambusti — di moti anarchici e rivoluzionarii, e quali ne furono le sinistre conseguenze! Il pubblico tesoro esausto — le sostanze dei privati perdute — la vostra florida città ridotta agli ultimi estremi.

Ma ciò non basta. Voi ora, dalle vittorie della mia valorosa armata riportate sopra le truppe vostre alleate, siete ridotti a vedere le numerose mie schiere arrivate al punto di assalirvi da ogni punto di terra e di mare, di attaccare i vostri forti, di tagliarvi le vostre comunicazioni, d'impedirvi ogni mezzo di lasciare Venezia. Voi così sareste abbandonati, tosto o tardi, alla mercè del vincitore.

Io sono arrivato dal mio quartier generale di Milano per esortarvi l'ultima volta — l'ulivo in una mano, se date ascolto alla voce della ragione — la spada nell' altra, pronta ad infliggervi il flagello della guerra sino allo sterminio, se persistete nella via della ribellione; via che vi farebbe perdere ogni diritto alla clemenza del vostro legittimo sovrano.

Io mi fermo vicino a voi, nel quartiere generale del corpo d'armata qui stanziato, tutto domani, ed aspetto *ventiquattro ore*, cioè *sino alle ore otto di mattina del giorno sei di maggio*, la vostra risposta a questa mia *ultima* intimazione.

Le condizioni immutabili, che chiedo da voi a nome del mio Sovrano, sono le seguenti:

Art. 1. Resa assoluta, piena ed intiera.

Art. 2. Reddizione immediata di tutti i forti, dei arsenali e dell'intiera città, che verranno occupate dalle mie truppe, alle quali saranno pure da consegnare tutti i bastimenti e legni da guerra, in qualunque epoca siano fabbricati, tutti i pubblici stabilimenti, materiali da guerra e tutti gli oggetti di proprietà del pubblico erario.

Art. 3. Consegna di tutte le armi appartenenti allo Stato, oppure ai privati.

Accordo però dall'altra parte le concessioni seguenti:

Art. 4. Viene concesso di partire da Venezia a tutte le persone, *senza distinzione*, che vogliono lasciare la città per la via di terra o di mare, nello *spazio di quarant' otto ore*.

Art. 5. Sarà emanato un *perdono generale per tutti i sotto-ufficiali e semplici soldati delle truppe di terra e mare*.

Dal lato mio cesseranno le ostilità per tutta la giornata di domani sino all' ora sovraindicata, cioè, *le ore otto di mattina del sei di maggio*.

Dal quartier generale di Casa Papadopoli, li 4 maggio 1849.

Il comandante in capo delle ii. rr. truppe in Italia
RADETZKY *feldmaresciallo*.

N. VIII.

Il Presidente del Governo provvisorio di Venezia a S. E. il sig. feldmaresciallo conte Radetzky.

Dal Governo provvisorio di Venezia.

Il 5 maggio 1849.

Eccellenza!

Il tenentemaresciallo Haynau, con Nota 26 marzo p. p. N. 144, fece già al Governo provvisorio di Venezia quella intimazione di resa, che è sostanzialmente portata dai proclami di V. E. in data di ieri, acchiusi in un involto a me diretto.

Nel 2 aprile furono convocati i rappresentanti della popolazione di Venezia, a' quali il Governo diede comunicazione della detta Nota del tenentemaresciallo Haynau, provocando dall'Assemblea una deliberazione sulla condotta, ch' esso Governo doveva tenere nelle già conosciute condizioni politiche e militari dell' Italia. L' Assemblea dei rappresentanti ha unanimemente decretata la resistenza, e me ne diede l'incarico.

Al proclama dunque dell'E. V. non posso fare altra risposta che quella, che mi è già stata prescritta dai mandatari legittimi degli abitanti di Venezia.

Mi pregio poi di far noto alla E. V. che, sino dal 4 aprile, mi sono rivolto ai Gabinetti d' Inghilterra e di Francia, affinchè, continuando la loro opera di mediazione, vogliano interporsi presso il Governo austriaco per procurare a Venezia una conveniente condizione politica.

Ho speranza di ricevere fra breve la comunicazione ufficiale delle benevole pratiche delle prefate alte potenze, specialmente dopo le nuove istruzioni, che ho trasmesse a Parigi il 22 dello stesso mese. Ciò non toglierebbe che le trattative potessero aver luogo anche direttamente col Ministero imperiale, ove la E. V. ciò stimasse opportuno per giungere ad uno scioglimento più facile e pronto.

Spetta adesso alla E. V. il decidere se, durante le pratiche di pacificazione, abbiano ad essere sospese le ostilità, per evitare un forse inutile spargimento di sangue.

Aggradisca la E. V. le attestazioni dell'alta mia stima e profonda considerazione.

MANIN.

A S. E. il feldmaresciallo conte Radetzky, comandante in capo delle ii. rr. truppe in Italia presso Mestre.

N. IX.

Il feldmaresciallo conte Radetzky al Presidente dell'attuale Governo di Venezia.

Sua Majestà Nostro Sovrano essendo deciso di non permettere mai l'intervento di Potenze Estere fra Lui ed i suoi sudditi ribelli, ogni tale speranza del Governo revoluzionario di Venezia è vana illusoria et fatta solamente per ingannare i poveri abitanti.

Cesso dunque dorinanzi ogni ulteriore carteggio et deploro, che Venezia subirà la sorte della guerra.

Dal quartier generale Casa Pappadopuli il 6 maggio 1849.

Il comandante in capo delle imperie regie truppe in Italia
RADETZKY *feldmaresciallo.*

N. X.

L'i. r. ministro del commercio cav. de Bruck al sig. Manin.

Nella risposta da Lei data il giorno 5 maggio al proclama dei 4 dello stesso mese di S. E. il sig. feldmaresciallo conte Radetzky, Ella fece allusione a dirette trattative col Ministero imperiale per giungere ad uno scioglimento più pronto e facile.

Quantunque non saprei in che potessero consistere queste trattative, pure, per esaurire ogni via di moderazione, sono autorizzato a prevenirla che mi trovo presente nel quartiere generale presso Mestre sino a domani alle ore otto antimeridiane.

Addì 31 maggio 1849.

L'i. r. ministro del commercio DE BRUCK.

Al sig. avv. Manin a Venezia.

N. XI.

Il Presidente del Governo provvisorio di Venezia a S. E. il cav. De Bruck, i. r. ministro del commercio.

Dal Governo provvisorio di Venezia.

Il 31 maggio 1849.

Eccellenza!

Nella mia lettera del 5 corrente, io aveva l'onore di annunziare a S. E. il feldmaresciallo conte Radetzky, che dal Governo provvisorio di Venezia erano stati invocati i buoni uffizii dei Governi francese ed inglese, affinchè, continuando la loro opera di mediazione, contribuissero

ad ottenere per questo paese una conveniente condizione politica; ed aggiungeva che sarei disposto anche ad entrare in trattative dirette col gabinetto di Vienna, qualora esso feldmaresciallo trovasse ciò più opportuno per conseguire uno scioglimento più facile e pronto; che è quanto dire per ottenere più prontamente e più facilmente che fosse accordata a Venezia una conveniente condizione politica.

S. E. il feldmaresciallo, nella sua replica del 6 corr., ripulsando l'idea di ogni mediazione, nulla diceva rispetto alle trattative dirette, le quali sembrarono anche escluse da S. E. il Ministro degli affari esteri in Vienna, che veniva sul proposito interpellato dall'Ambasciatore francese ivi residente.

Ora l'E. V., colla sua lettera d'oggi, dichiara essere autorizzato a trattare col Governo di Venezia, ond'io, ottenutane speciale abilitazione dall'Assemblea dei rappresentanti di questa popolazione, come dal decreto, di cui mi pregio unire un esemplare, ho l'onore di annunziare all'E. V. d'essere pronto e disposto ad intavolare le pratiche occorrenti per devenire ad un componimento, che assicuri una conveniente condizione politica al mio paese; ed a tal fine prego l'E. V. che si compiaccia accordare regolari salvocondotti a due cittadini di mia confidenza, che a questo effetto si porteranno a Milano, o in quell'altro luogo, che all'E. V. sembrasse più conveniente.

Gradisca l'E. V. le attestazioni della mia profonda considerazione.

MANIN.

A S. E. il cav. de Bruck, i. r. ministro del commercio.

Mestre.

N. XII.

Rapporto dei signori Giuseppe Caluci e Giorgio Foscolo sulla conferenza avuta con S. Ecc. il sig. cav. De Bruck, i. r. ministro del commercio.

Rapporto dei cittadini Giuseppe Caluci e Giorgio Foscolo sulla conferenza avuta col cav. De Bruck, i. r. ministro del commercio, il giorno 2 giugno 1849.

Al Presidente del Governo provvisorio di Venezia.

Dietro il mandato, di cui ci onoraste, noi ci siamo portati (2 giugno) presso il ministro imperiale cav. De Bruck, ed alle conferenze intervenne il tenentemaresciallo conte di Thurn.

Il ministro, fin dalle prime, rivolgendoci cortesi parole, ci disse che tenessimo un franco linguaggio, che l'Austria del passato non è quella del giorno d'oggi, che gli uomini, i quali al presente dirigono le di lei cose, sono di liberali principii, e comprendere pur essi aver avuto gli Italiani poche guarentigie, e queste pure talvolta non rispettate; che

quindi, onde piantare la base delle trattative, gli spiegassimo chiaramente cosa intendevamo colle parole *di conveniente condizione politica.*

In questa prima conferenza, noi ci eravamo proposti di porre innanzi la questione sotto il punto di vista che potesse aprire la via ad una specie di transazione; e perciò proponemmo l'assoluta indipendenza della città di Venezia, con un raggio di territorio, che rendesse economicamente possibile la di lei esistenza. — Gli osservammo, che difficilmente in altra guisa potrebbesi venire ad un soddisfacente componimento, mentre, non il fanatismo di pochi, ma il radicato convincimento di tutti abborriva dal perdere di nuovo la propria indipendenza; che ogni altro mezzo sarebbe stato respinto dal popolo e porterebbe indubbiamente dei nuovi mali; che nella storia e nella politica non è nuovo il caso di una città libera, come la stessa Germania ne offeriva non pochi esempi; che finalmente l'Austria da un tale trattato con Venezia avrebbe ottenuto grandi vantaggi, e colla immediata pacificazione, e coi rapporti commerciali, e con altri patti, sul cui dettaglio si sarebbe discesi, se il punto fondamentale fosse stato abbracciato.

A questo nostro discorso, il De Bruck ci rispose francamente: essere impossibili le trattative. Secondo esso, l'Austria avea fermamente deciso di riacquistare Venezia, e solo potrebbesi discutere sui patti della futura Costituzione. Aggiungeva ch'egli stesso era stato incaricato di apparecchiare quella del Regno Lombardo-Veneto, e che anzi, per dimostrarci su quali basi di libertà fosse fondata, discendeva a farcene lettura, invitandoci a dirgli quanto avessimo stimato migliore pel bene del nostro paese. E qui infatti ci diede lettura di un progetto di Costituzione pel Regno Lombardo-Veneto. Difficilmente potremmo darne un esatto ragguaglio. I punti fondamentali per altro sarebbero:

a) Conservata l'integrità della Monarchia sotto un solo imperante;

b) Il potere esecutivo, nel Regno Lombardo-Veneto, verrebbe esercitato da un luogotenente dell'Imperatore, in unione ad un Consiglio di stato;

c) La capitale sarebbe Verona;

d) Il potere legislativo spetterebbe ad un Senato e ad una Camera di deputati, eletti quasi con suffragio universale; e diciamo *quasi*, imperocchè i requisiti per essere elettori sono tali, che quasi tutti li hanno;

e) Per appartenere al Senato sarebbe d'uopo od una dignità, od un forte censo determinato; ma per essere deputato nessun requisito speciale verrebbe richiesto, tolto l'età di 30 anni;

f) Queste Camere avrebbero il pieno potere legislativo, eccettuate alcune materie, come la guerra e le relazioni estere, il cui trattamento spetta alla Dieta generale residente in Vienna, e nella quale gl'Italiani manderebbero i loro rappresentanti.

Fattaci lettura di questo progetto, il ministro concludeva con tre proposizioni, la cui scelta abbandonava a noi.

O, egli diceva, Venezia potrà formar parte di questo regno; o, se vuol conservarsi il carattere ed i vantaggi di capitale, l'Imperatore accorderà di formare due regni, uno Veneto, l'altro Lombardo, nel qual caso la capitale di Lombardia sarebbe Milano e del Veneto Venezia, e si

avrebbono Parlamenti Veneti, Parlamenti Lombardi: o finalmente se vuole staccarsi anche dalle proprie provincie e vivere isolata, la si porrà alla stessa condizione di Trieste, costituendola città imperiale, regolata da un proprio Municipio, il quale, in tempi determinati, trasmuterebbesi in Dieta.

A tali proposizioni noi concordemente rispondemmo, che non potevamo spingerci in alcuna discussione, mentre saremmo usciti dalle nostre istruzioni: che soltanto assumevamo di riportare la cosa al nostro Governo, e che avremmo fatto tenere quanto prima al ministro una qualche risposta.

Così ebbe termine la conferenza, nella quale, senza spingere le trattative, avemmo campo di osservare su quali basi discenderebbe l'Austria ad un accomodamento con noi.

Venezia, 3 giugno 1849.

GIUSEPPE CALUCI.
GIORGIO FOSCOLO.

N. XIII.

I signori Caluci e Foscolo a S. Ecc. il cav. De Bruck.

Venezia li 3 giugno 1849.

Eccellenza!

Il Governo di Venezia, dietro la relazione da noi fatta, c'incarica di porgere a V. E. i proprii ringraziamenti per la benevolenza, ch'Ella gentilmente dichiarò di sentire verso la nostra città.

Riferimmo pure le tre proposizioni, che V. E. volle comunicarci, cioè: o di costituire un regno Lombardo-Veneto con apposito Statuto; o di dividerlo in due grandi sezioni, una Veneta, una Lombarda; o finalmente di rendere Venezia una città imperiale, con un proprio regime municipale. La decisione su tale proposito non può dipendere che dal voto dell'Assemblea, in cui il Governo fa la parte di relatore. In cosa sì grave, V. E. comprende per altro quanto importa che i punti della discussione sieno nitidamente precisati; nè certo noi abbiamo avuto la potenza intellettuale di tutto ritenere in ogni sua parte lo Statuto elaborato da V. E.; e quando pure molto lo ricordassimo, non possiamo pretendere che l'Assemblea stia sulla fede della nostra memoria. Aggiunga che sulla terza proposizione assai leggiermente abbiamo discorso, nè ci sarebbe possibile trasfondere in altri quell'idea chiara, di cui noi pure manchiamo. Sarebbe forse indiscreto dal lato nostro se chiedessimo copia di quello Statuto, di cui V. E. volle confidenzialmente farci lettura; ma V. E. vorrà perdonarci se invece la preghiamo che volesse sommariamente indicarci le basi fondamentali dello Statuto medesimo, e favorirci un'idea precisa delle guarentigie e dell'ordine costituzionale delle città di dominio imperiale. La somma gravità dell'argomento scusa abbastanza

questa nostra lettera, la quale ci porge occasione di protestarci col più sentito rispetto

Di V. E.

Umiliss. devotiss.
G. CALUCI.
G. FOSCOLO.

A S. E. Carlo cav. De Bruck, ministro di commercio di S. M. I. R. A.

N. XIV.

S. Ecc. il sig. cav. De Bruck ai sigg. Caluci e Foscolo.

Onde appagare possibilmente il desiderio espressomi dalle Signorie Loro nel foglio 3 corrente, pervenutomi questa mattina a Parma, di conoscere più concretamente, non già le proposizioni, come piacque alle Signorie Loro di chiamarle, ma bensì le idee, ch'io ebbi occasione di sviluppare, dei varii modi possibili di stabilire la condizione politica di Venezia, come parte integrante della Monarchia costituzionale dell'Austria, nei limiti determinati dalla Costituzione dell'impero, io esporrò qui in succinto queste idee.

Non mi è dato di comunicar loro la chiestami copia dello Statuto, compilato pel regno Lombardo-Veneto a senso dell'art. 76 della Costituzione dell'impero, perchè trattasi appunto di semplice progetto, che deve riportare ancora la sanzione sovrana; ma ciò non toglie ch'io non ne possa tracciare qui per sommi capi i principii fondamentali, sì come quelli che sono, quantunque in senso più lato, consonanti colle concessioni intese per altri popoli dell'impero.

Prendendo pertanto in esame il primo punto di una Costituzione collettiva pel regno Lombardo-Veneto, lo Statuto contemplerebbe di garantire la propria nazionalità ai suoi abitanti, accordando loro, per mezzo di rappresentanti liberamente eletti, la parte competente nel Parlamento dell'impero per gl'interessi generali della Monarchia, e, quanto agl'interessi interni, di stanziare nella Dieta nazionale del regno le proprie leggi.

A meglio rafforzare e rendere più generalmente proficue le libertà costituzionali, sarebbe accordata una legge comunale, basata sopra i più larghi principii dell'autonomia dei Comuni, e così pure sarebbero applicati al regno Lombardo-Veneto i diritti fondamentali che precedono la Costituzione dell'impero, con quelle modificazioni che meglio corrispondano al genio della nazione, massime per ciò che riguarda l'indipendenza e la supremazia della Chiesa cattolica.

Passando ora a considerare la seconda ipotesi, cioè della Costituzione separata dei due territorii, Lombardo e Veneto, è ovvio il dedurre che le massime surriferite sussister potrebbero senza vitali modificazioni a beneficio di ognuno dei due territorii.

In tale combinazione di cose, la città di Venezia conserverebbe an-

cora l'inapprezzabile vantaggio di formare centro dei rapporti sociali, commerciali ed amministrativi delle venete provincie, e di ritrarre da questa l'indispensabile alimento alla propria prosperità e grandezza.

Nell'ultimo supposto, che contemplerebbe il caso dell'isolamento della città di Venezia, a parità di Trieste, si presenta spontanea la considerazione che Trieste, priva mai sempre di naturale territorio e circondata da nude montagne e da altipiani produttivi, fu costretta in ogni tempo di cercare nel lontano commercio i mezzi alla propria sussistenza ed al proprio incremento, mentre Venezia, capitale da secoli di un ricco territorio, seppe contrapporre alle eventualità del commercio le risorse più certe e più indipendenti dell'agricoltura e dell'industria.

Volendo ora segregarsi dalle sue provincie, rimarrebbe come capo reciso dal suo tronco e ridotta a cercare, con esito dubbio, nuove fortune, rinunziando alle proprie.

Il modo, del resto, con cui viene ad essere costituito Trieste, attesa la peculiarità della sua condizione topografica, consiste essenzialmente in questo, che la rappresentanza civica abbina in sè le attribuzioni della Dieta provinciale, esercitando queste in apposite tornate.

Avendo in tal guisa corrisposto all'interpellazione fattami, rimango col desiderio che la città di Venezia sappia risolvere il suo meglio, e presto, onde non soggiacere agli estremi pericoli della guerra.

Milano, 5 giugno 1849.

L'i. r. ministro del commercio DE BRUCK.

Ai signori Caluci e Foscolo

Venezia.

N. XV.

I sigg. Caluci e Foscolo a S. E. il sig. cavaliere De Bruck.

Venezia, 9 *giugno* 1849.

Eccellenza!

Fino dal primo giorno, in cui fummo onorati di conferire con V. E., Ella ebbe la bontà di dichiararci che il nostro linguaggio doveva essere franco, perchè, solo dietro franche parole, si potevano gettare le basi di un utile e durevole accomodamento. V. E. dunque vorrà permetterci che francamente esponiamo il nostro pensiero.

Dichiarata dall'E. V. l'impossibilità di porre per base delle trattative l'indipendenza assoluta di Venezia, sul che appunto si aggiravano specialmente le nostre istruzioni, noi fummo costretti a nulla concretare, poichè portati sopra un campo diverso.

V. E. peraltro comprende che impossibile ci sarebbe stato il convocar l'Assemblea senza offrirle una concreta proposizione; ed a questo oggetto appunto scrivemmo posteriormente la nostra lettera del 5 corrente.

Ci duole il dirlo, ma la risposta, che n' avemmo, non migliorò certamente la nostra posizione. Denudiamo la cosa da ogni prestigio: quale offerta faremmo noi, fuorchè quella di discendere ad una semplice capitolazione? Si accerti, Eccellenza, che il popolo di Venezia, pieno ancora delle tradizioni di una libera vita, abituato ormai da quindici mesi all' indipendenza, affezionato maggiormente a queste nuove sue istituzioni, perchè comperate con sagrificii di sangue, non ascolterebbe nemmeno il Governo, se gli parlasse un tal linguaggio, e per la prima volta getterebbesi il seme della discordia, dell'anarchia.

V. E. ci disse, è vero, dover noi avere l' intimo convincimento che in Austria più non sono gli uomini del passato, che liberale è il ministero, che indubbiamente avremo libere istituzioni; ma le lontane speranze potranno mai indurre il popolo ad una capitolazione? Siamo certi, Eccellenza, di tutta la rettitudine delle di lei intenzioni; siamo certi che, se la di lei opinione non venisse seguita, ella per avventura si ritirerebbe; ma, dopo questo, che sarebbe di noi? Anche nel 1815 avemmo grandi promesse; pure V. E., spinto dalla propria lealtà, non potè disconvenire che non ci furono mantenute.

Ora invece non avremmo nemmeno promesse, ma nude speranze, e frattanto aprirebbesi uno stadio di militare occupazione, di cui la durata non potrebbesi calcolare.

Passiamo piuttosto, Eccellenza, ad un dato sicuro, il quale ci possa portare ad un effettuabile risultamento.

S. M. l'Imperatore, in una Notificazione del 16 settembre 1848, prometteva che del Lombardo-Veneto farebbe un Regno separato, tributario sì, ma avente una esistenza politica, e le cui guarentigie sarebbero state più ample di quelle, che ora ci vengono accennate come progetto di probabile approvazione.

Se questo regno separato non divenne assolutamente impossibile, sia per noi il dato, su cui aprire le nostre trattative; e siamo certi che, specialmente applicando ad esse l'idea saggiamente accennata da V. E., di costituire Venezia la capitale del Veneto, noi verremo con late istruzioni onde terminare prontamente una guerra, la quale turba non poco il bene di tutto lo stato.

Eccellenza! il giorno in cui Ella assunse di sostenere le sorti di Venezia, assicurando così la durevole pacificazione dell'Italia settentrionale, si pose sul cammino di una vera gloria politica; progredisca in questo cammino, cerchi di cogliere la palma, ed avrà la benedizione del popolo, ed un nome onorato nella storia colossale di questi tempi.

Spiegato in siffatta guisa il nostro pensiero, dipendiamo da V. E., e cogliamo l'occasione di segnarci con profondo rispetto.

G. CALUCI.
G. FOSCOLO.

A S. E. il sig. cav. De Bruck, ec.

XVI.

S. E. il sig. cav. De Bruck ai signori Caluci e Foscolo.

Venezia.

Milano, l'11 giugno 1849.

La risposta in data 9 corr., con cui le SS. LL. vollero favorire la mia del 5 corr., non potea a meno di destare in me il senso dispiacevole, che non siensi abbastanza compresi i principii, che soli possono formare base ad un avvicinamento.

Mi si accenna che nelle trattative, da parte mia, non sarebbero offerte che *speranze*. Ma, o si voglia considerare la posizione del regno Lombardo-Veneto in faccia alle altre provincie dell'impero, ed in questa parte sta il fatto ormai compiuto della Costituzione 4 marzo prossimo passato, di cui ad ogni buon fine acchiudo un esemplare, la quale stabilisce per principio fondamentale ed indeclinabile che il regno stesso forma parte integrante della monarchia; oppure si voglia considerare la Costituzione speciale di queste provincie, ed avvisare in modo più concreto ai rapporti di un regno veneto col resto della monarchia e specialmente del regno lombardo, allora si presenta meglio definito il campo sul quale solo è dato di venire a trattative; le quali avrebbero per risultamento, non già speranze o promesse, ma la concessione effettiva di tutte quelle istituzioni che fossero compossibili col suaccennato principio della Costituzione 4 marzo prossimo passato — Rassicurate le SS. LL. che per tal mezzo arrivar si potrebbe ad una positiva e soddisfacente combinazione, e rimanendo così rimossi i dubbi che sembrano averne impedita l'iniziativa, non lascio la speranza che l'assennatezza di codesti cittadini, penetrati dalla gravità delle circostanze, non vorrà lasciarsi sfuggire la propizia occasione di concorrere col fatto proprio a stabilire la condizione futura della patria, anzichè abbandonarla all'esito non più dubbio nè lontano di una guerra micidiale e devastatrice.

Le Signorie Loro apprenderanno da questa leale e franca mia risposta, quanto io apprezzava il franco e leale loro linguaggio, e vorranno accettarla qual nuovo pegno del vivo desiderio che ho, di allontanare dai loro concittadini ogni maggiore disastro, e di contribuire nello stesso tempo, per quanto io possa, al loro benessere ed alla loro dignità nazionale.

L'i. r. ministro del commercio DE BRUCK.

Ai signori G. Caluci e G. Foscolo.

N. XVII.

Il Presidente del Governo provvisorio di Venezia a S. E. il sig. cav. De Bruck.

Eccellenza!

Come i miei incaricati ebbero l'onore di scrivere all'E. V. il giorno 13 del corrente, il Governo andava a convocare l'Assemblea dei rappresentanti, per comunicare alla stessa il tenore delle cose seguite, e specialmente quello della lettera, che l'E. V. si compiacque dirigere sotto la data dell'undici.

L'Assemblea, non sapendo prevedere a quali pratiche conseguenze possa condurre l'applicazione del principio posto nella succitata lettera dell'E. V., trovò di non poter prendere una determinata deliberazione, ma autorizzò il Governo a progredire nelle negoziazioni, per poi presentarle un trattato concreto.

Io quindi, nella speranza che si possa giungere a determinare le instituzioni del Regno ed i suoi rapporti con l'Impero, in modo che guarentisca il nostro ben essere e la nostra dignità nazionale, secondo le espressioni dell'E. V., invierò quali incaricati per le trattative i signori Giuseppe Caluci e Lodovico Pasini, e prego l'E. V. di farmi tenere pei medesimi il salvocondotto, e stabilire il luogo ed il giorno, in cui dovrebbero tenersi le conferenze.

Aggradisca l'E. V. le proteste della mia distinta stima e considerazione.

Dal Governo di Venezia, 17 giugno 1849.

MANIN.

A S. E. il sig. Carlo cav. De-Bruck
i. r. ministro del commercio di S. M. I. R. A.

N. XVIII.

S. E. il sig. cav. De Bruck al Governo provvisorio di Venezia.

Poichè nella di lei lettera del 17 corrente mi viene espresso il desiderio di conferire con me sulle future istituzioni del Regno Veneto ed i suoi rapporti coll'Impero, in modo da guarentire il ben essere di codesti cittadini e la loro dignità nazionale, io mi presterò di buon grado un' altra volta ad assecondare in questa parte il desiderio medesimo, a risparmio di maggiori disastri e rovine.

I due incaricati indicatimi vorranno quindi presentarsi il giorno di giovedì 21 corrente, alle ore otto antimeridiane, ai nostri avamposti militari, per essere accompagnati alla stazione della Strada ferrata presso

Mestre, ove si troverà pronto un traino apposito per condurli a Verona, dove io sarò per attenderli.

Milano, 19 giugno 1849.

L' i. r. ministro del commercio DE-BRUCK.

Al signor Daniele Manin a Venezia.

N. XIX.

Rapporto dei sigg. Giuseppe Caluci e Lodovico Pasini al Governo provvisorio di Venezia.

Al Governo provvisorio di Venezia.

I sottoscritti, incaricati dal Governo di recarsi in Verona presso il ministro austriaco cav. De Bruck per proseguire le negoziazioni precedentemente incoate, espongono nel presente rapporto l'esito della loro missione.

L'Assemblea dei rappresentanti, nell'adunanza 16 corrente, dopo udito il parere di una speciale Commissione, considerando « che non erano *bene determinate* le proposte del ministero austriaco, e che quindi non si poteva prender sopra quelle una deliberazione *bene determinata*, passò all'ordine del giorno, affidando al Governo l'incarico di chiedere gli schiarimenti opportuni, e sopra quelli poi continuare o no esso trattato, salva la ratifica della stessa Assemblea. »

Il Ministro austriaco, nel suo foglio 11 giugno, per ciò che riguarda la posizione del regno Lombardo-Veneto rispetto alle altre parti dell'impero, si limitava puramente ad accennare il principio, secondo lui *fondamentale ed indeclinabile*, della Costituzione imperiale 4 marzo 1849, che cioè il regno stesso dovesse formar parte integrante della monarchia. In quanto poi alla Costituzione speciale di queste provincie, ed ai loro rapporti col resto della monarchia, ravvisava egli meglio definito il campo, su cui era dato di venire a trattative; e da queste, a suo credere, si avrebbe potuto avere per risultamento, non già *speranze o promesse*, com' egli per toglier un nostro dubbio si esprimeva, ma la concessione effettiva di tutte quelle istituzioni, che fossero trovate compossibili col suaccennato principio della Costituzione imperiale 4 marzo.

Per tal guisa, di tutti i principii, di tutti gli ordinamenti amministrativi contenuti nella Costituzione 4 marzo, il solo che, riguardo alle provincie italiane, non potea subire alcun mutamento, ma doveva rimanere intatto, era quello dell'integrità e della indivisibilità dell'impero; tutti gli altri potevano essere modificati, o non esser presi in considerazione all'atto di compilare quello Statuto speciale, in cui, giusta quanto prescrive eziandio l'art. 76 della Costituzione 4 marzo, doveano essere determinati i rapporti delle provincie italiane con le altre parti della monarchia.

Istruzioni corrispondenti a questa idea fondamentale, e conformi alle deliberazioni prese dall'Assemblea nell'adunanza 31 maggio, ci furono

date da questo Governo, dopo consultata la Commissione per le negoziazioni cogli esteri, eletta nel dì 16 corrente. Si partiva dal principio di un regno Lombardo-Veneto, legato alla monarchia austriaca col vincolo della unione personale, e con altri larghi ed indeclinabili nessi o rapporti, concernenti gli affari esteri, le vie di comunicazione, le dogane, il comando e l'uso delle forze militari, ec. ec. In coerenza di ciò, erano stati predisposti alcuni studii sulle istituzioni politiche più convenienti alle nostre provincie, e su quelle garantie e quegli ordini amministrativi, dai quali non sarebbe dato di prescindere in uno Statuto veramente liberale, che avesse per iscopo di promuovere efficacemente la prosperità del regno, rispettando la dignità nazionale.

A noi però non fu porta occasione di fare alcun uso di questi studii.

Per adempiere all' incarico avuto, ci recammo a Verona il dì 21 corrente, ed aprimmo le conferenze, riportandoci al principio espresso nella lettera scritta dal ministro il giorno 11; che, salva, cioè, l'integrità dell'impero, lo speciale Statuto di queste provincie potesse essere svolto liberamente ed indipendentemente da ogni altro articolo della Costituzione imperiale, e fosse perciò dato di comprendervi tutte le istituzioni compossibili coll'integrità dell'impero.

Ma, fin dal principio delle conferenze, il ministro ebbe a farci ben diverse dichiarazioni, e nulla affatto corrispondenti a quelle del suo foglio 11 giugno. Non solo non era egli disposto da parte sua ad indagare, d'accordo con noi, quali potessero essere le basi di una Costituzione speciale delle provincie italiane, compossibili con la integrità della monarchia; ma ci espose a dirittura che un progetto di Statuto per le provincie venete era stato da lui compilato d'ordine dell'Imperatore, alla cui approvazione doveva in seguito essere assoggettato; che ci avrebbe fatto lettura del detto progetto; ch' esso conteneva tutto quanto era possibile accordare alle provincie lombardo-venete, a soddisfazione dei loro bisogni ed a guarentigia della loro nazionalità; ch' egli avrebbe volentieri udito le nostre osservazioni sulle singole parti del progetto, ma che non per questo era in sua facoltà di farvi alcun essenziale cangiamento, come a lavoro, i cui principii fondamentali erano collegati cogli alti interessi della monarchia, e già fissati preventivamente dal Ministero centrale.

Noi abbiamo fatto ripetutamente, ma inutilmente, osservare al ministro come queste sue nuove e così assolute dichiarazioni non si accordassero punto col tenore non meno esplicito della sua lettera 11 giugno. Ciò non ostante, credemmo di dover egualmente pigliare conoscenza del progetto di Costituzione, già approntato dal ministro, come di un atto che, se non altro, ci rivelava i pensamenti e le intenzioni attuali del Governo austriaco riguardo all'Italia.

Tre furono i documenti, dei quali ci venne fatta lettura: 1.° Un manifesto del cav. De Bruck, quale ministro imperiale del commercio e dei lavori pubblici, da pubblicarsi nel caso che il suo progetto di Statuto fosse stato accettato. In questo manifesto erano accennate le basi principali dello Statuto, e se ne prometteva la futura concessione da parte dell'Imperatore, non già una pronta attuazione. 2.° Il progetto di Sta-

tuto per il regno veneto, da applicarsi anche al regno lombardo. 3.° Un progetto di legge comunale.

Il progetto di Statuto, comunicatoci dal ministro, non è una speciale Costituzione pel regno veneto, in cui, salva l'integrità dell'impero, sia provveduto ai particolari diritti e bisogni del nostro paese con adatte misure e con derogare, quando fosse stato necessario, alle altre clausole della Costituzione imperiale 4 marzo; è invece uno Statuto quasi affatto provinciale, un'appendice od un corollario della detta Costituzione imperiale, la quale dovrebbe sussistere in tutta la sua integrità anche per la Lombardia e la Venezia. Sono accordati al regno gli stessi diritti fondamentali della libertà della stampa, della libertà dell'associazione, della libertà personale, dell'inviolabilità del domicilio e delle corrispondenze epistolari, ec. ec.; ma questi diritti, nei casi di guerra o di turbolenze interne, possono essere sospesi. Tutti poi gli altri articoli della Costituzione imperiale debbono applicarsi al regno veneto ed al lombardo. Quindi deputati italiani al Parlamento generale dell'impero, una sola Marina ed un solo esercito per tutta la monarchia, un solo bilancio e Tesoro, un ministero centrale pegli affari d'industria e commercio, ed altri ministeri parimente centrali per le comunicazioni d'ogni genere, per le pubbliche costruzioni, per la polizia, eccetera. In aggiunta a ciò, ed in forza dello speciale Statuto, il regno avrebbe, per la trattazione degli affari concernenti meramente il comune o la provincia, de' Consigli comunali e provinciali, ed una Consulta di stato, o Congregazione centrale, presso il potere esecutivo. Questo potere esecutivo sarebbe esercitato nel regno, sotto la dipendenza del Ministero centrale dell'impero, da un governatore, assistito da un Consiglio di Governo. Il governatore ed i consiglieri del Governo sarebbero nominati dal re, tra *tutti* i cittadini dell'impero, e così pure sarebbero chiamati indistintamente i cittadini del regno, od i cittadini delle altre provincie dell'impero, agl'impieghi, il cui conferimento fosse di competenza del potere esecutivo.

La Dieta o Parlamento del regno sarebbe divisa in Senato ed in Camera dei deputati. Il Senato sarebbe composto, per tutto il Veneto, di 36 membri, eletti 24 dalle provincie, 2 dalle corporazioni scientifiche e 10 dal re. La durata in carica dei senatori sarebbe di anni dieci, e potrebbero essere rieletti o confermati. Per tutti sarebbe richiesta l'età d'anni 40; e di più, pei senatori eletti dalle provincie, un estimo di scudi 20,000.

La Camera dei deputati sarebbe composta di 72 membri, i quali durerebbero in carica per un quinquennio, ed al giorno della elezione dovrebbero aver compiuto i 30 anni. Le condizioni per l'elezione e l'eleggibilità dei deputati sono abbastanza larghe, ma, per la nomina dei senatori, ristrette oltremodo e viziose. Ogni nomina per le due Camere, ed ogni deliberazione dei senatori e dei deputati, dovrebbero farsi a voto palese.

I membri della Consulta di stato, sedente a lato del governatore, sarebbero eletti, 3 dal Senato e 5 dalla Camera dei deputati. Durerebbero in carica quanto le Camere, e siccome queste non sederebbero nell'anno che per un breve periodo di tempo, il governatore, negl'intervalli delle sessioni, si gioverebbe della Consulta.

Da ciò si rileva agevolmente che, tra il sistema di amministrazione ch'era in vigore in queste provincie avanti il marzo 1848, e quello ora immaginato, non havvi alcuna sostanzial differenza, salva la istituzione della Dieta e l'annuale sua convocazione. Ma questa istituzione del Senato e della Camera dei deputati, così com'è foggiata nel progetto di Statuto, non potrebb'essere al regno di alcun notevole giovamento, e sarebbe più un' istituzione di nome che di fatto. Imperocchè, tolti gli affari, la cui trattazione spetta ai comuni ed alle provincie, o sui quali sarebbe chiamata a deliberare la Consulta di stato; tolti quelli importantissimi, e veramente vitali, riservati al Parlamento imperiale ed al Ministero centrale, di nient'altro potrebbe trattare la Dieta del regno, se non se di qualche legge particolare, applicabile alle sole nostre provincie, e per la quale sarebbe poi sempre necessario il concorso e la sanzione del potere esecutivo centrale. Con siffatti ordinamenti politici, le nostre finanze non sarebbero amministrate nell'interesse del regno, concorrendo noi con una quota equa e proporzionale nelle spese generali della Monarchia; ma sarebbe invece mantenuta quella per noi gravosissima ripartizione delle imposte, che ha durato per 33 anni fino all'epoca gloriosa del marzo 1848.

Le tariffe doganali, le convenzioni commerciali cogli esteri Stati, sarebbero stabilite, non con riguardo speciale per le provincie italiane, ma secondo i bisogni e le convenienze economiche degli altri Stati della Monarchia.

Nessun rispetto si avrebbe per la nazionalità italiana, quando gl' impieghi del regno si conferissero indistintamente ad ogni cittadino della monarchia, e gl'Italiani, con ingiusto ed inaccettabile compenso, fossero chiamati a pubbliche funzioni nelle altre parti dell'impero. Al quale proposito della nazionalità giova avvertire, che, secondo lo Statuto, vi sarebbe, oltre la cittadinanza generale dell'impero, una cittadinanza speciale del regno, indispensabile per chi dev'essere elettore od assumere ufficii nei Consigli provinciali, nella Consulta di stato e nella Dieta, ma non necessaria per chi fosse chiamato dal potere esecutivo ai pubblici impieghi. E questa cittadinanza del regno, ed il diritto di prender parte negli affari del comune, per le complicatissime disposizioni contenute nel progetto di legge comunale, potrebbero agevolmente essere acquisiti dai cittadini delle altre parti dell'impero; ma con assai maggiore difficoltà ed in più lungo tempo dai cittadini degli esteri Stati; e particolarmente dai veri concittadini nostri, gli abitanti delle altre parti d'Italia. Infine, nessuna parte della flotta, nessuna parte dell'esercito, sarebbe costituita di soli Italiani, e risederebbe stabilmente nel regno; con che forse è recata la più viva ed umiliante offesa al sentimento ed all'onor nazionale.

Per tutte queste considerazioni, attenendoci alle istruzioni avute dal Governo ed alle deliberazioni dell'Assemblea, noi abbiamo trovato che non era possibile continuare le trattative. Abbiamo esposto al ministro imperiale i principali motivi, pei quali il suo progetto di Statuto era da noi reputato non idoneo per le provincie italiane, e conseguentemente inaccettabile. Gli abbiamo dimostrato in ogni miglior guisa, come esso non corrisponda certamente ai bisogni morali del tempo e del paese, come

non possa valere a ripristinarvi la pace e la tranquillità; e come finalmente, malgrado le precedenti promesse, non sia da quello rispettata in alcun modo la nostra dignità nazionale.

E tanto più facilmente abbiam dovuto ritenere sciolta da parte nostra ogni negoziazione, che, interrogato il ministro sull'epoca e sul modo, in cui le nuove condizioni politiche sarebbero attuate, ed accennata la necessità, pel caso in cui si stipulasse un trattato, di un intermedio regime provvisorio, durante il quale fossero accordate sufficienti garantie, e presi gli opportuni provvedimenti a salvaguardia di ogni nostro diritto pegli averi e per le persone, ed a tutela del debito pubblico e delle valorose nostre milizie, abbiam dovuto riconoscere che, nemmeno intorno alle condizioni di questo regime interinale, si avrebbe potuto giungere ad un equo componimento. Il ministro ci dichiarò apertamente che la Costituzione ed ogni ulteriore guarentigia, che l'Austria fosse per accordare alle provincie italiane, non sarebbero attuate se non dopo il termine della guerra, e dopo assicurata la pace dell'Italia e dell'Europa, e che intanto sarebbe stato inevitabile di assoggettare Venezia, come ogni altra parte delle provincie italiane, al Governo militare.

Venezia 25 giugno 1849.

GIUSEPPE CALUCI.
LODOVICO PASINI.

N. XX.

S. Ecc. il sig. cav. De Bruck al Governo provvisorio di Venezia.

Dopo le conferenze, ch'ebbero luogo in Verona nei giorni 21 e 22 corrente cogl'incaricati signori Caluci e Pasini, avviso superfluo di ritoccare ancora l'argomento della futura condizione politica di Venezia, giacchè ogni migliore illustrazione in proposito può aversi e dai precedenti miei fogli e dagli stessi signori prenominati, ai quali anche verbalmente non mancai di prodigare nell'argomento le più late e precise spiegazioni.

Relativamente poi agli altri oggetti, sui quali si aggirarono parimenti le conferenze, testè avute coi signori incaricati Caluci e Pasini, mi affretto a dichiararle, di concerto con S. E. il sig. feldmaresciallo conte Radetzky, che, ritenute ferme le condizioni accordate dall' E. S. nel proclama 4 maggio p. p., nulla osta di accordare e determinare ulteriormente quanto segue:

1. La carta monetata, così detta comunale, verrà ridotta a due terzi del valore nominale; e per i vaglia, su cui riposa la carta denominata patriottica, come pure per tutti i titoli provenienti da prestiti forzati, ec., la riduzione sarà della metà.

La detta carta avrà corso legale soltanto in Venezia per l'accennato diminuito valore, fino a tanto che, d'accordo col veneto Municipio, sarà ritirata e sostituita, il che dovrà aver luogo entro breve spazio di tempo. L' ammortizzazione poi di questa nuova carta dovrà seguire a tutto peso

del Municipio, mediante la già decretata annua sovrimposta in ragione di cent. 25 per ogni lira d'estimo, o con altre misure sussidiarie, onde affrettarne la totale estinzione, prevalendosi anche della creata Banca nazionale veneta, che viene a tale effetto conservata.

In riguardo di questo aggravio, non saranno inflitte multe di guerra, ritenendo però ferme quelle che furono già inflitte ad alcuni abitanti di Venezia, relativamente ai loro possessi di terraferma.

2. Verranno rispettati i diritti civili già acquistati in virtù delle leggi emanate dal Governo durante l'esistenza del medesimo.

3. Verrà ristabilito il cordone finanziario nel modo istesso, come esisteva prima della rivoluzione, per determinare la linea del Portofranco, restringendo intanto i posti finanziarii di sortita.

4. Gli Ufficii civili riprenderanno la loro denominazione, e gl'impiegati ritorneranno al posto da loro anteriormente occupato; e ciò fino a nuove disposizioni, tanto relativamente a loro, quanto alla nuova organizzazione, alla quale potessero soggiacere gli Ufficii stessi.

5. Tutti i militari esteri di qualsiasi grado, come pure tutti gli ufficiali ed impiegati militari del medesimo rango, i quali erano anteriormente in servigio austriaco ed ai quali non si estende il perdono generale, accordato da S. E. il signor feldmaresciallo conte Radetzky, dovranno lasciare la città di Venezia, ed in generale l'impero austriaco, e si stabilirà, d'accordo col Municipio di Venezia, il modo del loro trasporto altrove per via di mare, a carico del Municipio stesso.

6. Le persone di condizione civile non native di Venezia, le quali non vi avessero già da tempo fissato il loro stabile domicilio, dovranno sollecitamente partire per la loro patria, sia nell'impero, sia nell'estero, promettendo che non avranno a provare la minima molestia.

7. Gli abitanti tutti di Venezia potranno liberamente rimanere in città, senza tema di molestie, ad eccezione di, al più, N. 40 persone, da nominarsi al momento della seguita occupazione, le quali dovranno lasciare la città assieme ai militari, come all'art. 5.

8. Se però qualcuno dei contemplati agli art. 5. 6. e 7. si facesse reo, dopo l'occupazione, di nuovi attentati a danno della pubblica tranquillità, e venisse condannato, in allora potranno essere prese in riflesso anche le colpe anteriori.

Queste sono le ultime condizioni, che S. E. il sig. feldmaresciallo conte Radetzky trova di accordare, ritenuto però che, se entro otto giorni non vengono accettate, dovranno ritenersi come non avvenute.

Quando venissero accettate, basterà che ne sia fatto consapevole S. E. il sig. tenentemaresciallo conte Thurn, comandante il 4.° corpo d'armata, ed in allora S. E. il conte Radetzky si darà certamente la cura di recarsi a Mestre per combinare l'esecuzione, assieme ai commissarii che verranno spediti come incaricati d'assistervi.

Io pure vi assisterò, e mi sarà sommamente grato di aver contribuito a salvare Venezia da quei disastri, ai quali colla guerra avrebbe dovuto miseramente soggiacere.

Milano 23 giugno 1849.

L'i. r. ministro del commercio DE BRUCK.

Al sig. Daniele Manin in Venezia.

XXI.

Il Presidente del Governo provvisorio di Venezia a S. Ecc. il sig. cav. De Bruck.

Dal Governo provvisorio di Venezia il 1.° luglio 1849.

Eccellenza.

Ho comunicato all'Assemblea dei rappresentanti il rapporto, che i signori Caluci e Pasini fecero al Governo intorno alle conferenze avute con V. E. in Verona i giorni 21 e 22 giugno, e la lettera che mi faceste l'onore di scrivermi il dì 23 da Milano; e l'Assemblea stessa, nella sua sessione d'ieri, ha presa a scrutinio segreto, con 105 voti sopra 118, la seguente deliberazione:

« Udite le comunicazioni del Governo;

« Letti gli atti della corrispondenza diplomatica;

« Visto che le così dette offerte dell'Austria, rispetto al Lombardo-Veneto, da un lato non assicurerebbero i diritti nè rispetterebbero la dignità della nazione, e dall'altro si ridurrebbero a semplici promesse, prive di qualunque garanzia e verificabili a solo piacimento dell'Austria medesima;

« Visto che le offerte speciali per Venezia si ridurrebbero a disonorevoli patti di capitolazione;

« Udita la dichiarazione del Governo, che agli atti delle trattative sarà data pubblicità col mezzo della stampa, affinchè tra l'Austria e Venezia sia giudice l'Europa;

« L'Assemblea passa all'ordine del giorno. »

Nell'atto che adempio al dovere di porgere a V. E. la presente comunicazione, non posso dissimularle il mio rincrescimento, che l'indole dei patti proposti abbia resa vana la nostra sincera intenzione di giungere ad un accomodamento reciprocamente onorevole e soddisfacente.

Aggradisca V. E. le attestazioni della mia profonda considerazione.

MANIN.

A S. E. il sig. cav. Carlo De Bruck i. r. ministro del commercio.

2 *Luglio.*

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI
DELLO STATO DI VENEZIA.

ORDINE DEL GIORNO 2 LUGLIO 1849.

Ore 12, seduta pubblica.

1. Lettura del rapporto sulle proposte relative all' annona.
2. Rapporto della Commissione militare sulla urgenza della proposta *Mainardi* relativa ai feriti.
3. Presa in considerazione di una proposta del rappresentante *Ferrari Bravo* sulla legge elettorale.
4. Presa in considerazione di una proposta del rappresentante *Mainardi* sopra una menzione dei fatti più onorevoli della nostra guerra.
5. Nomina del Presidente.
6. Nomina dei Vice-Presidenti.
7. Nomina dei due Segretarii.
8. Nomina delle quattro Commissioni permanenti.
9. Estrazione a sorte dei nomi dei rappresentanti per formare le tre Sezioni.

Sessione del detto giorno.

Presidenza del vicepresidente LODOVICO PASINI.

Il *presidente* legge una lettera del rappresentante Renier ed una del rappresentante Casoni, con cui si scusano della loro assenza dall'Assemblea, essendo occupati nel pubblico servigio; una del rappresentante Papadopoli, che non può intervenire per malattia; ed una del rappresentante Priuli, colla quale ei dà la sua dimissione dal carico di rappresentante, che non viene dall'Assemblea accettata.

Poscia vien letta una lettera del presidente dell'Assemblea, cittadino Minotto, colla quale, a nome della Commissione dell'Assemblea per l'annona, annunzia che il rapporto della medesima non avrebbe potuto, per l'importanza dell'argomento, essere in pronto che il domani.

Il *presidente:* Conseguentemente, non si può oggi trattare della prima proposta ch'era all'ordine del giorno.

Il *rappresentante P. Antonio Torniello:* Domando la parola. Per esonerare la mia coscienza, debbo esporre, e metter nelle mani della presidenza, questo pane, che mi fu consegnato in piazza, perchè sia mandato alla Commissione da noi altri eletta, subito, onde sia provveduto, e sollecitissimamente, perchè i bisogni sono urgentissimi. Il popolo è inquieto per ciò; non c'illudiamo, o miei signori; non istiamo a stancare il popolo, perchè il popolo è buono, ma, se il popolo verrà a stancarsi, la repubblica potrebbe riceverne danno.

Il *presidente:* Prego il rappresentante P. Torniello a comunicare alla Commissione dove ha trovato questo pane ed ogni altra relativa notizia.

Il *rappresentante Giordani D. Vespasiano:* Domando la parola. Mi associo alla espressione del rappresentante P. Torniello, perchè sia provveduto ai bisogni del popolo, per quanto riguarda il pane; ma non posso associarmi alla seconda parte della sua proposizione.

È vero che il popolo soffre, colpa l'alimento del pane confezionato a quella maniera; ma il popolo sa che noi abbiamo già con tutta premura cominciato ad investigare le cause, da cui deriva quella manipolazione del pane. So che il popolo, benchè soffra, è saggio, e che, per conseguenza, non darà motivi a tumulti, se dilazionata andrà la cosa di uno o due giorni, onde poterlo contentare nei suoi bisogni, affine di poter provvedere nel miglior modo possibile alle sue necessità.

La bontà, che ha dimostrato fino al presente, la tolleranza, di cui diede insigni prove, mi rendono certo che egli sarà ancora tranquillo nelle sue azioni; sapendo di scienza certa che l'Assemblea si dà tutta la premura perchè sia subito provveduto ai suoi bisogni anche in questa parte.

Il *presidente:* Prego tutti i rappresentanti, che avessero schiarimenti e consigli da dare alla Commissione, di affrettarsi di farlo entro la giornata. Il lavoro della Commissione sarà così più presto terminato, e più ricco di notizie.

Secondo l'ordine del giorno si deve leggere il rapporto della Commissione militare sull'urgenza della proposizione Mainardi, relativa a' feriti. Invito il relatore della Commissione militare a leggere il rapporto.

Il *rappresentante Mainardi:* La Commissione militare non ha potuto estenderlo, essendo troppo occupata. Credo che l'argomento non sia di spettanza tutt'affatto militare, e che quindi qualunque altra Commissione potrebbe deciderlo.

Il *presidente*: Ma quando la Commissione militare, nella seduta di sabato, accettò di fare oggi il rapporto sulla proposizione Mainardi, mi pare che dovrebbe essere approntato. Non credo poi sia conveniente, nè anche secondo il Regolamento, incaricare ora del rapporto un'altra Commissione. Pregherei quindi la Commissione militare a presentare il rapporto per l'adunanza di domani.

Il *rappresentante Varè*: Siccome nominiamo oggi una Commissione militare, se la precedente non può, potrebbe occuparsene quella che nominiamo oggi.

Il *presidente*: La Commissione è composta e parecchi dei membri sono presenti.

Il *presidente*: Secondo l'ordine del giorno, si dovrebbe trattare di una proposta del rappresentante Ferrari Bravo sulla legge elettorale. Siccome egli fa parte della Commissione annonaria, non potè intervenire all'adunanza, e domanda che sia trasferito ad altra adunanza il suo rapporto.

Seguendo l'ordine del giorno, invito il rappresentante Mainardi a dare schiarimenti sull'altra sua proposizione, alla quale venne proposta un'aggiunta dal rappresentante Tommaseo. (*Legge la proposizione Mainardi.*)

Proposizione Mainardi.

« Una Commissione di tre deputati sia incaricata di raccogliere tutti i fatti di virtù cittadina e militare, che giornalmente succedono, e riferirli ad ogni adunanza dell'Assemblea, la quale intende retribuire a ciascun individuo benemerente le lodi e i compensi dovuti, e vuole che nessun fatto sia perduto, il quale possa valere a dar gloria nella posterità al popolo che rappresenta. »

Il *rappresentante Mainardi:* La proposizione parla da sè. Credo che la rappresentanza convenga pienamente nella proposizione di assistere in questi momenti il popolo e confortarlo nella parte morale, dacchè il potere esecutivo è quello che ha la forza: io credo che la parte morale spetti tutta a noi.

Il *presidente:* Domando all'Assemblea se ella intenda di prendere in considerazione la proposizione Mainardi, coll'aggiunta Tommaseo.

Il *rappresentante Tommaseo*: Sull'aggiunta, domando la parola.

Il *presidente:* Il rappresentante Tommaseo ha la parola.

Il *rappresentante Tommaseo* (*legge*): Appena inteso quale atto io vi chiegga di gratitudine, d'umanità, di giustizia, consentirete, o cittadini, con me. Voi sapete la misera morte d'Agostino Stefani, muratore, che, offertosi al prode colonnello Cosenz per ire a dar fuoco là dov'era il nemico sul Ponte, e sospettato di tradimento, fu ucciso da' nostri. L'innocenza e il nobile ardire dell'uomo sono attestati e dall'autorevole parola del Cosenz, e dagli esami dell'auditore, giovane non men savio e buono che animoso e devoto alla patria. Sebbene la Commissione militare, accertata del fatto, sia per assegnare alla famiglia del defunto un sovvenimento, alquanto più largo del destinato agli operai che periscono servendo alla patria, io tengo tuttavia che sia debito dell'Assemblea stessa del popolo ammendare in modo solenne il fatto di pochi: i quali, del resto, in mezzo alla moltitudine affollata quel dì, sarebbe difficile discernere, e, scoperti, disumano punire, perchè, nell'impeto dello sdegno ed esasperati dalle comuni sventure e dai tremendi pericoli, riguardarono l'infelice come un nemico sul campo. Se fu troppo rapida l'ingiusta vendetta, non sia lenta, prego, la giusta ammenda. Ricordatevi che da più di un mese il sangue d'Agostino Stefani grida giustizia: tergete almeno da sangue innocente, per mani italiane versato, quel ponte, divoratore di vite, che ci costa tanto. Togliete dalla città buona e gloriosa l'augurio funesto, convertitelo in benedizione. Onorate la memoria del povero muratore, che si diede vittima per voi tutti, e affidando il suo nome al taccuino del Cosenz, parve legarlo alla gratitudine e pietà vostra. Imitate l'esempio dell'antica Repubblica, che, tutto che repubblica di patrizii tenaci della propria maestà, confessò con coraggio unico al mondo e non meno ammirabile di qualsia grande vittoria, confessò due volte d'avere commesso giudizio ingiusto, una sul capo di nobile, l'altra di popolano. E qui trattasi, non solo d'un innocente, ma d'un benemerito; e tanto più degno di riconoscenza ch'egli è un uomo di quel povero popolo, del quale la moderna libertà parla assai, poco pensa. Ma

la libertà verace è formata non tanto di fiaccamente esercitati diritti, quanto di generosamente adempiuti doveri.

Propongo all'Assemblea il seguente decreto; o s'altri ne consigliasse un più acconcio, io l'accetto fin d'ora:

« In nome di Dio e del popolo, l'Assemblea. — Ad onore di Agostino Stefani, muratore, che s'offerse a dar fuoco là dov'era il nemico sul Ponte, e, per isbaglio, fu ucciso da' suoi; oltre la pensione assegnata alla famiglia di lui dal dì della morte, un'iscrizione in luogo pubblico sarà posta per memoria del fatto. »

Posta dal presidente a' voti la presa in considerazione della proposta Mainardi, con l'aggiunta del Tommaseo, l'Assemblea l'ammette. Essa approva altresì la Commissione, proposta dalla presidenza, per riferirne, nelle persone dei rappresentanti Tommaseo, Mainardi, Francesconi, Benvenuti Adolfo, Foscarini Jacopo Vincenzo.

Il *presidente*, seguendo l'ordine del giorno, invita l'Assemblea a procedere alle nomine del presidente, dei vicepresidenti, di due segretarii e delle quattro Commissioni permanenti.

Fatta la votazione per ischede e lo spoglio dai segretarii, risulta eletto a presidente dell'Assemblea, con 49 voti sopra 89, il rappresentante Lodovico Pasini. Il rappresentante Minotto ha 39 voti, ed 1 il Rev. padre Torniello.

Quindi risultano eletti a vicepresidenti, i rappresentanti Varè con 69 voti, e Minotto con 39. Il rappresentante Benvenuti B. viene dopo di essi con 25 voti. Sono confermati a segretarii, ambedue con 72 voti, i rappresentanti Pasini Giovanni e Ruffini G. B.

I segretarii procedono allo spoglio delle schede, deposte dai rappresentanti per la nomina delle quattro Commissioni permanenti.

Il *presidente*: Durante lo spoglio delle schede per la nomina delle Commissioni permanenti, invito i tre rappresentanti Giustinian, Gerlin e G. B. Torniello, a procedere all'estrazione a sorte dei nomi dei rappresentanti per formare le tre Sezioni.

Segue l'estrazione dei membri che devono formar parte delle tre Sezioni nei mesi di luglio e di agosto.

Il *presidente*: I nomi saranno esposti domani mattina a mezzodì nelle sale delle rispettive Sezioni.

I rappresentanti sono invitati a riunirsi alle ore 12 per procedere in ogni Sezione alla nomina del presidente e dei segretarii.

Immediatamente dopo, vale a dire alle 12 e mezzo, si propone di tenere la seduta pubblica, nella quale l'Assemblea si occuperà de' seguenti argomenti: (*Legge l'ordine del giorno seguente.*)

ORDINE DEL GIORNO 5 LUGLIO.

Ore 12 meridiane.

Riunione delle Sezioni per la nomina dei respettivi presidenti e segretarii.

Seduta pubblica. — Ore 12 e 1/2.

1. Rapporto sulle proposte relative all'Annona.
2. Rapporto della Commissione militare sulla urgenza della proposta *Mainardi* relativa ai feriti.
3. Rapporto sopra la proposta de' rappresentanti *Mainardi* e *Tommaseo* per una menzione dei fatti più onorevoli della nostra guerra.
4. Presa in considerazione di una proposta del rappresentante *Ferrari Bravo* sulla legge elettorale.

Ora si procede allo spoglio delle schede, e questo finito, sarà chiusa la seduta.

Il *presidente:* Effettuato lo spoglio delle schede, risultarono eletti a comporre le varie Commissioni permanenti:

Per la I. di Guerra e Marina: i rappresentanti Casoni, con voti 63; Francesconi, 61; Cavalletto, 59; Mazzucchelli, 57; Mainardi, 57; Belluzzi, 54; Morandi, 51; Renier, 50; Benvenuti Adolfo, 47; Baldisserotto Francesco, 43; Rizzardi, 31.

Per la II. di Finanza, Arti e Commercio: Bigaglia con voti 63; Minotto, 63; Treves, 63; Errera, 62; Pesaro Maurogonato, 61; Della Vida, 61; Callegari, 59; Scarabellin, 58; Gierlini, 54: Reali, 44; Camerata, 43.

Per la III. di Legislazione civile e penale: Calucci, con voti 64; Avesani, 63; Benvenuti Bartolommeo, 61; Ruffini G. B., 61; De Giorgi, 56; Bullo, 54; Foscarini Giorgio, 52; Rensovich, 51; Somma, 48; Lisatti Gio. Domenico, 43; Lunghi, 39.

Per la IV. di Amministrazione interna, culto, istruzione e beneficenza: Tommaseo, con voti 62; Malfatti, 61; Arrigoni, 59; Pasini Lodovico, 58; Insom, 56; Comello, 51; Da Camin, 50; Priuli; 36; Trifoni, 34; Lattes, 33; Gasparini, 27.

I membri componenti le singole Commissioni saranno invitati a tempo opportuno per procedere alla nomina dei rispettivi presidenti e secretarii.

La seduta è sciolta alle ore 4 e 1/4.

2 *Luglio.*

N. 906.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

LA COMMISSIONE MILITARE
DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

Ordina:

Le imbarcazioni dei pescatori, e, in generale, tutte le imbarcazioni dal litorale e dalla laguna vanno a mare, non potranno trovarsi in mare dal tramonto al levar del sole.

Chi violasse questo ordine, che avrà forza di decreto, sarà considerato come spia del nemico, e come tale giudicato dal Consiglio straordinario di guerra.

La Commissione militare

GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*
GIROLAMO ULLOA.
GIUSEPPE SIRTORI.
FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il segretario generale
L. SEISMIT DODA.

SIBILLONE

A RIME OBBLIGATE

improvvisato dai tre amici F. F. e D., sull' argomento dei palloni che gli Austriaci si preparano a mandare sopra Venezia.

Questo trovato un tal trovato egli *è*
Che veduto di simili non n' *ho.*
Neppur colà dove si beve il *thè*
Creduto avrieno la laguna un *Po.*
Vengan palloni, vengano; per *me*
Colle mani alla cintola mi *sto.*
In perigli maggior vissi di *fè*,
Nè per balocco tal cura mi *do.*
Certo il Vandalo mezzi altri non *ha*,
E aver Venezia non ispera *più*,
Se tali sciocchi tentativi *fa.*
Ad un mio vaticinio or credi *tu*;
Dirà la storia: ancor Venezia *sta*
Dopo sì lunghe prove, ed Austria *fu.*

IL TRIONFO DI VENEZIA

sciolta dal giogo Tedesco in marzo del 1848.

DI GAETANO BONSEMBIANTE

SONETTO.

Avvinto e stretto da ritorte odiose
L'Adrio Leon gemea fremente in petto;
E pieno di fermezza in truce aspetto
Sfidava del destin l'ire orgogliose.

Ma in ripensar le avite prische cose
Sdegnò que' lacci che il tenean ristretto,
Scosse la chioma, e pien di caldo affetto
Un urlo tal mandò che terror pose.
A tal ruggito l'Aquila si scosse,
L'ali spiegò con ciglio intimorito,
Ed alla pronta fuga alfin si mosse.
L'Austro la vide, e benchè pria sì ardito,
A tal vista la fronte si percosse,
Fuggì repente timido e avvilito.

IL GIORNO 2 APRILE 1849.

DEL MEDESIMO.

SONETTO.

Riunita l'Assemblea con fermo core
Per la causa italiana a coglier voti;
Trovò che a questa tutti al par devoti
Giurò resister sino all'ultime ore.
L'Austro l'intese, ne fremè, dolore
Ne risentì, e con strateggi ignoti
Tutto tentò con arti, insidie, e moti
Per rendere Venezia nel squallore.
Ma la Diva dell'Adria che sedea
Sul docile Leon, quanto assai forte,
Una voce tuonò che sì dicea.
Mia diletta Vinegia, la tua sorte
Bella sta scritta in Cielo, e ogn'alma rea
Sol di viltà capace abbiasi morte. (*)
Così le tue ritorte
Cadranno infrante, ed i tuoi lunghi affanni
Cangeransi in dolcezze fra brev' anni.

(*) Si allude all'iscrizione della medaglia coniata dall'Assemblea li 11 aprile.

SULLA NOTTE DEL 24 GIUGNO 1849.

SONETTO
DELLO STESSO GAETANO BONSEMBIANTE.

D'un eletrico foco ardeva il Cielo
Al tuon commisto che scuotea la terra;
Il cannon micidial tuonava a guerra,
Per cui sentia nell'alma un freddo gelo.

Ardente e nero il Ciel qual fosco velo
Con lampi e tuoni par che il tutto atterra,
Ed il bronzo marzial nella bufferra
Mi pingeva di morte il fatal Telo.
Ond' io gemente a quella Diva immago — (*)
Prono per me pregai, pregai per tutti,
Onde il voto dei giusti alfin sia pago.
« Più non sarete in schiavitù redutti,
Una voce tuonò per l'aere vago,
« Ed i Teutoni pria cadran distrutti.

(*) La Madonna di san Marco.

---

3 Luglio.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

BULLETTINO DELLA GUERRA.

ISPETTORATO DEL 1.° CIRCONDARIO DI DIFESA

ALLA COMMISSIONE MILITARE.

Strada ferrata, 3 luglio 1849.

Nulla di rimarchevole negli ultimi tre giorni. Il nemico continua ad inquietarci con un fuoco ben nutrito, a cui le nostre batterie rispondono con vigore e buon esito.

Nessun progresso di sorta sul Ponte dal lato degli Austriaci.

La nostra batteria del gran piazzale è rimessa totalmente in buono stato; quella di s. Pietro è ultimata.

I nostri lavori procedono dovunque alacremente. Le nostre perdite, rispetto al continuo grandinare dei proiettili nemici, furono sinora di lieve momento. Pochi i feriti, pochissimi i morti.

Il tenente colonnello Comandante
ENRICO COSENZ.

Il capo dello stato maggiore
GIOVANNI MATHIEU magg.

PUBBLICATO PER INCARICO DEL GOVERNO PROVVISORIO
Il Segretario generale
JACOPO ZENNARI.

3 *Luglio.*

COMANDO IN CAPO DELLE TRUPPE NELLO STATO VENETO

ORDINE DEL GIORNO.

Jeri il generale in capo, presidente della Commissione militare, rassegnò la Divisione navale, comandata dal capitano di corvetta *Bucchia*. Fu primo oggetto del generale di assicurarsi dello spirito onde vanno animati gli equipaggi dei legni da guerra. È malagevole al certo il leggere nel cuore degli individui, ma non già in quello delle moltitudini, quando se ne ha l'abitudine. Soldati, artiglieri della marineria e marinai, mostravansi soddisfatti della cura che avevano di essi i loro giovani ed animosi ufficiali. Ma soprattutto manifestarono somma impazienza di provare coi fatti ai loro conterranei, che gareggiar sapranno colle milizie di terra in valore ed in ogni atto di patriottismo. Diceva loro il generale, che, se le milizie dell'estuario eransi rese terribili mercè l'uso della baionetta, i marini, per conseguire lo stesso scopo, correre debbono all'abbordaggio, e che in questa guisa l'ammiraglio Nieper con una debole fregata prese un vascello di linea presso Lisbona al re don Michele.

Godeva l'animo al generale, osservando che quegli equipaggi punto non abbisognavano di sprone, e sembrava che dicessero: « Gli elogi che giustamente hanno riscosso i valorosi nostri militi in Mestre, in Marghera, sulle batterie che fronteggiano Venezia, allontanano il sonno dagli occhi nostri. »

Fra le altre prove non equivoche di fiera brama di combattere, ne offrì una il tenente di artiglieria di marina, *Galandrea*. Questi stava sul brick il *S. Marco*, e, da sergente promosso uffiziale, pregò i suoi superiori, che gli permettessero di continuare a servire da sergente, a condizione di rimanere sul bastimento, onorato di un nome tanto classico, e che tra poco incontrerà il nemico.

Il generale in capo osa assicurare il popolo della Venezia, che la Divisione navale, sebbene debole pel numero de' suoi legni, onorerà sempre il nome dell'antica regina dei mari.

Il tenente generale comandante in Capo
GUGLIELMO PEPE.

3 *Luglio.*

N. 3722.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

DIPARTIMENTO DELLA GUERRA

ORDINE DEL GIORNO.

Inesivamente a dispaccio odierno n. 1257 della Commissione militare di guerra e marina avente pieni poteri, viene assolutamente vietato agli ufficiali dell'armata, di qualunque grado ed arma, d'indossare, anche fuori di servigio, altro vestito fuorchè la militare divisa.

Il direttore del dipartimento della guerra
capo dello stato maggiore gen.

G. B. CAVEDALIS, generale.

3 *Detto.*

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI
DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 3 luglio 1849.

Presidenza del citt. Lodovico Pasini.

L'adunanza principia alle ore 12 e mezza.

Si legge il processo verbale della precedente adunanza, che viene approvato.

Il *presidente*: La Commissione, che deve leggere il rapporto sulla *Annona*, fa sapere alla presidenza che il rapporto stesso sarà pronto entro un quarto d'ora.

In conseguenza, comincieremo dal secondo degli oggetti, che sono all'ordine del giorno, e quindi invito il relatore della Commissione militare a leggere il rapporto sulla urgenza della proposta Mainardi, relativa ai feriti.

Il *rappresentante Benvenuti Adolfo, relatore della Commissione* (*legge*).

Cittadini reppresentanti!

La proposta, fatta dall'onorevole collega Mainardi, di nominare nel seno dell'Assemblea una Commissione, cui fosse dato l'incarico di recare conforto di buoni uffizii e parole ai valorosi feriti, che si stanno raccogliendo quotidianamente negli spedali, o sono trasportati alle case loro, è tale argomento di onesta e ben meritata pietà cittadina, che dovette trovare pronta la via della mente e del cuore, ed avere pieno consentimento da noi tutti, ai quali venne affidato l'esame del disegno per riferirne ed averne la sanzione vostra.

Importa assai, nelle gravi condizioni di guerra in che ci troviamo, che i prodi nostri difensori ottengano più assai di ciò che può dare lo stato di ben regolati provvedimenti sanitarii e di condizioni assicurate per lo avvenire. È necessario, e doveroso che accorrano a confortarli con paterna sollecitudine i rappresentanti del popolo, e sentano i bisogni loro, i loro desiderii, e ne procurino con ogni possa il più pronto e possibile accontentamento.

E di tali cure poi più particolarmente avranno mestieri quei coraggiosi, che, sebbene non educati alla guerra, nè facendo parte delle milizie nostre, osano affrontare le palle nemiche e ne sono colpiti, mentre, col più vivo patriottismo, lavorano operosamente a migliorare i ripari, ad aumentare le difese.

A questi la parola del conforto, dopo il danno patito, diventa necessità; e quindi le cure e le promesse, che a seconda del sofferto infortunio, e della famiglia loro, sarà destinata largizione d'aiuti. Avrà per tal uopo, questa rappresentanza dei deputati, ogni maniera di facilitazioni, sia per le note giornaliere dei feriti, sia per ottenere dai capi degli stabilimenti sanitarii ed altre autorità quell'appoggio ed assistenza, di che potessero abbisognare per condurre con buon effetto la missione loro.

Raccolti i fatti e le informazioni, e provveduto al miglior ben essere dei feriti, dovrà la Commissione destinata dall'Assemblea, che potrebbe essere costituita da tre de' suoi membri, fare un rapporto ogni otto giorni almeno, quando vi siano sedute.

L'urgenza quindi della proposta riconosciuta colla sua utilità, crede la Commissione militare di proporvi il seguente decreto:

In nome di Dio e del popolo.

È nominata una Commissione di tre rappresentanti, con mandato dall'Assemblea di recarsi quotidianamente a vedere i feriti per causa di guerra, sentirne i bisogni, e confortarli con ogni possibile provvedimento.

Di tali pratiche darà relazione in seduta pubblica a determinati intervalli.

Il *presidente*: La Commissione militare era chiamata a fare, prima di tutto, il rapporto sull'urgenza della proposta Mainardi; ma forse per essersi ritardato di tre giorni il rapporto stesso, ha creduto di accumulare e l'urgenza e il merito della proposta, ed ha fatto un rapporto complessivo. Siccome però, se si considera il proposto decreto come un decreto ordinario, sono necessarie le tre deliberazioni dell'Assemblea, e se si considera invece come progetto d'urgenza, basta una sola deliberazione, così dividerò in due parti la votazione sulle conclusioni del rapporto testè letto, per modo che sia prima votata l'urgenza della proposta Mainardi, e poscia venga votato sul progetto di decreto, proposto dalla Commissione militare.

Posta ai voti l'urgenza della proposta Mainardi, è ammessa.

Il *presidente*: Ora l'Assemblea è chiamata a decidere, se si ritiene sufficientemente illuminata dal rapporto della Commissione militare sul merito della proposta Mainardi.

L'Assemblea si dichiara sufficientemente illuminata, e quindi viene aperta la discussione sulle conchiusioni della Commissione.

Il *rappresentante can. Arrigoni*: Siccome vi hanno degli spedali anche nella città di Chioggia, dove vengono raccolti quei prodi, che sulle nostre fortificazioni espongono la propria vita, così io chieggo da voi, cittadini rappresentanti, che sia nominata una Commissione per confortare quelli che si stanno in Venezia sofferenti, ed un'altra pure per quelli che si stanno degenti a Chioggia.

Il *presidente*: La Commissione militare accetterà, credo l'aggiunta fatta dal rappresentante Arrigoni: ed in tal caso la invito a formularla, d'accordo col proponente.

Il *rappresentante relatore Benvenuti Adolfo*: La Commissione militare, d'accordo col rappresentante Arrigoni, propone che la progettata Commissione sia composta, invece che di tre rappresentanti, di cinque: i quali avranno anche il mandato di visitare gli spedali fuori di Venezia.

Il *presidente*: Allo scopo che la legge possa avere la sua piena esecuzione, credo che sarebbe opportuno di sostituire nel testo del decreto proposto dalla Commissione alle parole: *a determinati intervalli*, un periodo precisato di tempo.

Il *rappresentante Benvenuti Adolfo*: Non essendo regolare lo spazio tra una seduta e l'altra, si è detto *a determinati intervalli*. Tuttavia osservo che nella proposta di legge si disse: *ogni otto giorni quando vi sia seduta.*

Il *presidente*: Se pertanto la Commissione crede, le ultime parole del decreto verrebbero cambiate così: « Ogni otto giorni, se viene raccolta l'Assemblea, od altrimenti alla prima seduta ».

Posto ai voti il proposto decreto, così rettificato, fu approvato dall'Assemblea come segue:

Votanti	N.	93
Maggioranza assoluta	»	47
Pel sì	»	92
Pel no	»	1

Vengono poi nominati a componenti la Commissione così stabilita i rappresentanti Arrigoni Pietro, Treves Giacomo, Zennaro dott. Angelo, Torniello padre Antonio, Comello Valentino.

Il *presidente*: Ora debbo fare una comunicazione all'Assemblea.

Il rappresentante Priuli aveva ieri diretto un foglio alla presidenza per dare la sua dimissione; ma l'Assemblea ha deliberato di non accettarla, mostrando con ciò quanto le stesse a cuore l'indipendenza del voto, la libertà della tribuna.

La presidenza si fece dovere di notificare al rappresentante Priuli la deliberazione dell'Assemblea; ma ora egli diresse un secondo foglio, con cui insiste nella data rinunzia.

Io credo però che l'Assemblea, avendo deliberato ieri sull'argomento non vorrà passare ad una nuova deliberazione sull'argomento medesimo, sussistendo gli stessi motivi, per cui ieri non volle assentire alla dimissione data dal Priuli.

(Si dà lettura del foglio).

» Cittadino presidente.

Esprimo tutta la mia gratitudine all'Assemblea, ma non posso continuare nell'incarico di deputato.

Il presidente Manin in questo medesimo luogo ha giustamente detto, che nessuno può violentare l'altrui coscienza. La mia coscienza formalmente mi dice, che io non potrei più adempiere ai doveri di rappresentante del popolo.

Nessuna voce davanti a Dio, nessuna davanti la propria coscienza.

Venezia, 2 luglio 1849.

N. Priuli ».

Il *rappresentante Benvenuti*: Il presidente del Governo Manin ha detto che non si può violentare la coscienza di nessuno; lo ha detto, quando un rappresentante, invitato a formar parte di una Commissione, dichiarò di non avere le cognizioni che sono necessarie a disimpegnare l'incarico che gli si voleva affidare.

La cosa è affatto diversa nel caso attuale, e qui non si tratta di cognizioni speciali; si tratta di cognizioni quali si richiedono in genere per servire la patria, per promuovere il bene pubblico.

Il rappresentante Priuli ha mostrato di ritenere d'avere queste cognizioni dal momento che accettò l'incarico di rappresentante, e lo ha convenientemente sostenuto, come abbiamo avuto occasione di convincersene appunto anche nell'ultima tornata, in cui fece una proposta approvata unanimemente dall'Assemblea.

Il motivo, ch'egli adduce per giustificare la sua rinuncia, non è dunque sufficiente; esso è quello identico, che l'Assemblea jeri dichiarò insussistente: ed io credo che non vorremmo oggi accoglierlo, mentre si comprometterebbe la nostra dignità. Nell'interesse appunto della nostra dignità, io propongo che l'Assemblea dichiari di persistere nella sua deliberazione.

Posta ai voti questa proposta viene adottata.

Il *presidente del Governo Manin*: Fu doloroso molto pel Governo, e credo anche pel paese, l'inconveniente nato nella sera di sabato, e che ha dato luogo alla rinunzia presentata dal rappresentante Priuli, la quale saggiamente l'Assemblea non volle accettare nè la prima nè la seconda volta. Alla presidenza dell'Assemblea fu già presentato un rapporto, che dimostra come il Governo avesse prese antecedentemente delle misure nel sito dove credeva che si potesse manifestare il pericolo, ma non dove non credeva che il pericolo si potesse manifestare, e che subito dopo ha cercato d'impedire ulteriori disordini, ed ha ordinato una severa inquisizione perchè i promotori del movimento sieno riconosciuti e puniti, come debbono esserlo sempre, e particolarmente nelle condizioni presenti, perchè ho detto altra volta, e ripeto, che i più grandi nemici della nostra libertà sono i promotori dei disordini.

Il *presidente*: Invito il relatore della Commissione incaricata del rapporto sulle proposte relative all'*Annona*, a leggere il rapporto stesso.

Il *rappresentante Minotto, relatore di detta Commissione* (legge):

Le proposte intorno alle quali la Commissione venne dall'Assemblea incaricata di fare rapporto, sono due: la prima del rappresentante Ferrari Bravo, in cui, dopo accennati varii lagni che si odono generalmente, propone la nomina di una Commissione, composta di quattro rappresentanti, uno dei quali sia medico, sotto la presidenza di D. Manin, con pieni poteri su quanto concerne l'annona, da cui dipenda la Commissione attuale ed il Municipio, che possa chiedere aiuto dalle autorità e convocare l'Assemblea, e che faccia ad essa rapporto di tratto in tratto; la seconda del rappresentante don Vespasiano Giordani, in cui chiede s'indaghi l'operato dalla Commissione centrale annonaria, dando immediato conferimento di pieni poteri alle Commissioni annonarie speciali, poste in diretta comunicazione col Governo e colla Commissione militare.

Oltre a queste due proposte, ricevette la Commissione uno scritto del rappresentante dott. Nardo, in cui notata la sparizione di alcuni commestibili, propone indagare se vi sia in ciò monopolio, e raccomanda d'invigilare sulla salubrità dei cibi e del pane principalmente pel mantenimento della pubblica igiene.

Venne finalmente trasmessa una petizione, indirizzata all'Assemblea da molti cittadini, nella quale richiedonsi indagini sulle cause della cattiva qualità del pane, e sulla scarsezza delle farine gialle.

Da questa esposizione chiaramente risulta quale fosse il nostro mandato: esaminare, cioè, le provvidenze annonarie attuali, dire se possansi migliorare e come, ed esaminare i mezzi a tal fine suggeriti dai proponenti. Egli è inutile esporvi le difficoltà di un esame siffatto, nel brevissimo tempo a noi concesso: possiamo però assicurare non aver noi perduto un momento dacchè ci affidaste l'incarico, procurando, a così dire, di allungare il tempo accordatoci, utilizzandolo interamente; non avere trascurato alcun mezzo per venire in luce del vero, ed essere la franca e coscienziosa espressione dell'intimo nostro convincimento quanto diremo.

L'ordinamento delle cose annonarie nella nostra città è attualmente così disposto, che la suprema gestione n'è affidata al Governo, il quale tuttavia più specialmente si occupa della parte amministrativa soltanto, accordando piena fiducia ad una Commissione centrale, dotata di larghi poteri, presieduta dal delegato, la quale veramente dirige tutto ciò che in generale si riferisce all'annona. La imparzialità e la giustizia vuole ci fermiamo alquanto a discorrere su questa Commissione, fatta da qualche tempo bersaglio di molte accuse; e, se da un lato senza riguardo veruno accenneremo ciò che nella sua condotta non riputiam degno di approvazione, non ometteremo dall'altro ciò che ne risultò di valevole in parte a giustificarla. Tanto più ci crediamo in dovere di farlo, quanto che una delle proposte sulle quali dobbiamo farvi rapporto, accenna a lagni in proposito, e l'altra direttamente domanda che si facciano indagini sulla condotta della Commissione annonaria, e propone che i poteri attuali di essa sieno devoluti alle Commissioni annonarie speciali di circondario.

Molte accuse la pubblica voce, e, quello ch'è peggio, la stampa, espose a carico della Commissione annonaria, ed è rincrescevole veramente il vedere come molte di queste, delle più gravi, siensi date senza

esatta cognizione dei fatti, essendo del tutto fallaci. Così, per darne qualche esempio, incolpossi di avere lasciata uscire come avareata gran copia di eccellente frumento, ed è fatto invece comprovato dagli atti di ufficio, essersi la Commissione annonaria sempre opposta alla uscita di ogni sorta di grani, perfino con la inobbedienza ad ordini superiori che la comandavano, ed essere seguite suo malgrado le poche esportazioni avvenute di grano già deperito. Si accusa di avere permesso esportazioni di baccalari, di olio e di altri siffatti generi; ma consta che non trattavasi di partite esistenti in Venezia, sì all'estero, le quali i negozianti introducevano, a patto solo che una metà od un terzo se ne lasciasse portare alla terraferma, dichiarando altrimenti di recare i carichi loro a Trieste. Per non perdere il tutto, doveva acconsentire la Commissione, diminuendo però quant'era possibile la proporzione della uscita, e col crescere delle stringenze, dopo l'arrivo del genere, negando perfino, attese le mutate circostanze, quanto aveva promesso. Le si fa colpa di avere trattenute in Venezia le conterie, mentre con ogni mezzo, e quasi con preghiere, ne procurò la esportazione fino a che fu possibile. Le si oppone di avere impedito l'esporto delle telerie, e lo fece solo per quelle bianche grossolane necessarie pel militare; ed è a queste tele qui conservate, che dobbiamo in gran parte la mirabile nostra difesa, poichè, mercè le migliaia di sacchi con esse lavorati, riparansi i danni che il cannone nemico fa contro i bastioni che i nostri prodi con tanto valore difendono. In fine, alla Commissione centrale facevasi carico di minuti disordini, che avrebbe spettato ad altri di togliere, quali gli abusi dei bottegai, che non si attengono ai prezzi del calmiere, ed altri concernenti il pane cattivo o mal cotto per colpa dei fornai, e simili.

Queste accuse, ed altre tali, non ributtate da quelli che con piena conoscenza dei fatti il potevano, attrassero la pubblica disapprovazione sopra cittadini, che con moltissimo zelo ed alacrità prestavano a pubblico vantaggio l'opera loro.

Nè però si creda che vogliamo con ciò dar lode a quanto dalla Commissione annonaria si fece e si fa, chè, per imparziale giustizia, converremo potersi dessa in alcuna parte disapprovare: come, per esempio, dell'avere troppo tardi dato pensiero alla erezione di mulini sufficienti ai consumi; di non avere favorito abbastanza la importazione dei generi dalla terraferma; di non avere forse provveduto in maggior copia alle vettovaglie; di essersi mostrata tenace un po' troppo delle misure adottate e sorda ad alcune rimostranze di cittadini zelanti: ma a questi falli dee contrapporsi la incertezza della condizione in cui ci troviamo da tanti mesi, sicchè molti fra quelli, che oggi le danno biasimo, sei mesi fa mostraronsi previdenti assai meno; la scarsezza sempre crescente del numerario effettivo e la difficoltà dei momenti; inoltre il non potersi pretendere da uomini infallibilità e perfezione.

Perciò, mentre crediamo avervi alcune cose che si potevano far meglio, sicchè noi pure proporremo in appresso modificazioni e ripari, stimiamo avere la Commissione annonaria operato quanto meglio credeva e poteva, secondo le proprie viste, senza risparmiare cure e fatiche, in un incarico, che pur troppo è sovente odioso di sua natura.

Dalla Commissione centrale dipendono il Municipio in quanto si riferisce all'annona, ed altre otto Commissioni speciali, una per ciascun circondario elettorale, formate di benemeriti cittadini, i quali, senz'altro compenso che il merito di essere utili al proprio paese, si prestano ad invigilare più da vicino, ed in quei particolari cui non può estendersi la Commissione centrale, lo smercio dei commestibili. Le otto Commissioni speciali hanno i loro presidenti, i quali settimanalmente riunisconsi per riferirsi le proprie osservazioni, e giovarsene, discutendo quelle misure che ciascuno stima migliori. È loro principale uffizio invigilare sui negozianti e bottegai, affinchè vendano i generi che posseggono della qualità ed ai prezzi che stabiliscono le mete, e particolarmente sui fornai, affinchè facciano pane buono e del peso legale. Al caso che loro si presenti qualche utile proposta di generale modificazione, o tale insomma che esca dai loro attributi, scrivono al Municipio, il quale dispone da sè, o l'accompagna alla Commissione centrale. Incredibile quasi è l'attività, con cui questi onorevoli cittadini si prestano a tutte le ore, col sacrifizio d'ogni comodità loro, alle pazienti, e talvolta eziandio odiose incumbenze che assunsero, e grandissimo il vantaggio che ne deriva al buon servigio del pubblico ed al mantenimento della quiete. Solo duole il vedere, come fra queste Commissioni e quella centrale non regni tutto quel pieno accordo, che a quella unità di azione si converrebbe; del che è nobile causa la impazienza delle prime nel vedere adottate quelle misure, che credono necessarie al bene pubblico, e forse altresì la tenacità, qualche volta soverchia, di già notata, della Commissione centrale. Desidera la vostra Commissione che giunga a quei benemeriti cittadini ripetuto il voto che, piegandosi alquanto ambe le parti, si ristabilisca un accordo giovevolissimo al più facile e sicuro ottenimento dello scopo comune, al che hanno già in parte annuito.

Finalmente, a compimento della ordinazione delle cose annonarie in Venezia, avvi una Commissione specialmente destinata a promuovere l'attivazione di mulini da grano, ed invigilare sull'andamento di quelli, formata questa pure di cittadini più specialmente esperti in quella partita, dei buoni effetti delle cui prestazioni avremo occasione di parlare in appresso.

Considerato il sistema, con cui l'annona è ordinata, cade in acconcio di esaminare due delle proposte sulle quali versa il presente rapporto.

Il rappresentante D. Vespasiano Giordani vorrebbe si accordassero pieni poteri alle Commissioni annonarie di circondario, poste in comunicazione diretta col Governo e con la Commissione militare. Con ciò si verrebbe a togliere affatto la Commissione centrale annonaria esistente; e noi già dicemmo francamente come stimiamo quella benemerita ed utile, sicchè, poste pure le imperfezioni avvertite ed altre che avremo più innanzi a notare, i beni da essa operati prevalgono di gran lunga, a tal che stimiamo che abbiasi a conservarla. Inoltre, persuasi che in massima giovi piuttosto centralizzare che no, crediamo utile una Commissione unica, che regoli e mantenga di concerto le otto parziali. Non consigliamo quindi che adottisi la proposta.

Il rappresentante Ferrari Bravo suggerisce invece che si elegga una

Commissione annonaria di quattro rappresentanti, uno dei quali almeno sia medico, cui presieda Manin, con pieni poteri, e dalla quale dipendano la Commissione annonaria, il Municipio e le Commissioni speciali. La Commissione trova ben giusto, anche a soddisfazione della opinione pubblica, che l'Assemblea prenda parte attiva in cosa di tanto rilievo quale è l'annona.

Esposto il nostro parere sulle modificazioni, delle quali crediamo utilmente suscettibile l'attuale sistema annonario, passiamo ora in rassegna le condizioni del paese in questo riguardo, esaminando se vi abbia qualche via per tentare miglioramenti.

Quanto all'approvvigionamento, senza entrare in particolari, diremo risultarci dai fatti esami, se non vi è tutta quell'abbondanza che si vorrebbe, aversi però sufficiente provvigione per un tempo non breve, massime dei generi di prima necessità. Importa tuttavia procurare con ogni mezzo che ci vengano altre provvigioni per via di terra o di mare, ed è la vostra Commissione d'avviso non si abbia a trascurare alcun tentativo per giungere a tale scopo. La Commissione centrale accorda agl'introduttori di commestibili il cambio in effettivo di una quantità di carta pari ad una porzione del valore di quelli, con un vantaggio notevolissimo sul cambio che fa la piazza. Se però si considera il grave pericolo che incorrono della perdita dei generi, e forse altresì della vita, coloro che qui li recano, non parrà forse allettamento bastante il cambio suaccennato; tanto più che gl'introduttori devono vendere a prezzi inferiori a quelli del calmiere, perdere sempre una parte sulla carta che loro si cangia dalla Commissione centrale, e molto più sull'altra che ricevono in pagamento, e che le pratiche necessarie per le verificazioni opportune, fanno talora riuscir loro difficile o lungo ottenere il cambio dalla Commissione annonaria. Pegli animali da macello introdotti si danno premii stabiliti, ed a noi sembrerebbe che questa misura avesse ad estendersi a tutti i viveri di prima necessità. Due obbietti però facilmente si affacciano: la mancanza di numerario e la difficoltà di prevenire gli abusi. Vorremmo che, senz'affatto disperare pel primo, si tentasse almeno un altro appello all'effetto dei cittadini, a pro' della generale sussistenza; crediamo poi non potersi guardare il secondo come irreparabile; e ad ogni modo meglio varrebbe incorrere il pericolo di qualche abuso, che trascurare un tale mezzo di approvvigionare il paese. Spetterà poi alle autorità militari di terra e di mare il vedere come possa venire agevolato da esse il miglior esito di queste misure, al che si sa essersi di già cominciato a dare pensiero, adottato avendosi un piano di approvvigionamento spalleggiato appunto dal militare.

Nella fiducia che questi o simili mezzi, o fortunati avvenimenti ci aprano una via agli arrivi dall'estero, non è cura meno grave quella di conoscere ciò che si possiede, e farne buon uso. Le misure adottate in proposito dalla Commissione annonaria ci sembrano, se non perfette, molto opportune.

Infatti, con determinazione 6 luglio 1848, ordinò a tutti i negozianti, depositarii, bottegai e venditori di commestibili, bevande e combustibili, di notificare con giuramento ogni quindici giorni le quantità di

quegli oggetti che hanno ed il luogo ove si attrovano, sotto pena di multa non mai minore d'un quinto del valore e qualità di quelli non notificati. Con altra del 29 maggio 1849, confermò l'obbligo delle notifiche, aumentando la pena alla confisca totale del genere ed altre pene *proporzionate alle circostanze*; inoltre gli Ufficii d'ordine pubblico vennero incaricati d'invigilare sui depositi che si fossero celati, o denunciati minori del vero. Malgrado tutto ciò, più volte la pubblica voce, come accade sempre in circostanze siffatte, parlò di depositi clandestini; ma abbiamo verificato che ogni qualvolta si fecero indagini, o nulla rinvennesi, od oggetti già regolarmente notificati. Se si consideri il sommo interesse che ha il popolo di scoprire tali frodi, se ve ne fossero, e la difficoltà di celarle a tutti, nasce ragionevole fiducia che non ve ne abbia di fatto.

Un dubbio, che potrebbe tuttavia nascere ai più diffidenti, si è che certi negozianti scaltramente dessero ad alcune famiglie a custodire parte de' generi di loro spettanza. A togliere pertanto questo pericolo, e ad evitare l'altro eziandio che alcune famiglie, per soverchio egoismo e paura, tenessero presso di sè larghe provviste di ciò onde più si scarseggia in paese, si proporrebbe che si estendesse l'obbligo delle notifiche dei commestibili, bevande e combustibili a quelle famiglie, le quali avessero provvigioni per più che una settimana dei primi, per più che un mese del resto. Conosciuta così la totale quantità dei generi esistenti in paese, starebbe nella saggezza di chi invigilasse sull'annona, il metter mano o no su queste proprietà dei privati, secondo l'entità loro, la urgenza dei bisogni e le circostanze.

Un altro pericolo, che sussiste malgrado la esattezza delle notifiche, sta in ciò, che i bottegai tengano i generi nei magazzini e lascino vuoti i loro fondachi, o rifiutino la vendita. Invigilano però, e molto zelantemente, contro questo disordine le Commissioni speciali di circondario, avvertendo per altro essere lodevole ritegno di alcuni bottegai quello di non dare a ciascuna famiglia che misurata quantità di tali generi, affinchè taluni facendone esuberante provvista, non abbiano poi altri ad esserne privi. Non mancarono di quelli tuttavia che lasciarono il fondaco vuoto, col pretesto che per la calda stagione i loro generi colà avrebbero patito danno; ma vi fu posto pronto riparo. Ad evitare il bisogno di ricorrere a mezzi clamorosi e violenti, giova per altro far sì che il calmiere lasci ai venditori un ragionevol guadagno.

Maggiormente difficile si è la distribuzione della farina gialla, e la difficoltà di trovarne ad ogni istante si è uno dei più grandi motivi di lagno del popolo. Essendovi formentone in molta copia, ed i mulini dando, come vedremo, un prodotto sufficiente ai bisogni, importa molto indagare la causa di questo disordine, che non dovrebbe sussistere. La distribuzione della farina gialla si faceva fino l'altro ieri ai mulini, dandosene a ciascun bottegaio una quantità determinata da una nota che la Commissione annonaria aveva redatto, dietro le indicazioni fornitele dai commissarii d'ordine pubblico, dei presuntivi consumi di ciascheduno. Nel dubbio che alcuni bottegai avessero più del bisogno pel loro smercio, altri meno, le Commissioni di circondario hanno ora assunto di ripartirsi

la farina e distribuirla ai bottegai in proporzioni da esse determinate. Questa misura può tornar utile in quanto che, vedendo quei cittadini più dappresso l'andamento della vendita, è loro più facile regolare equamente il comparto del genere: ma, adottatasi ieri soltanto, non ci fu dato saperne l'esito, solo essendoci risultato che nel mattino non vi furono disordini. Potrebbe accadere tuttavia che, per qualsiasi motivo, qualche bottegaio non vendesse in giornata tutta la farina ricevuta, e indurrebbe a crederlo l'essersi qualche volta trovata in commercio farina sobbollita o marcita. Non sarebbe quindi inopportuno che i bottegai avessero a tener nota di quelli cui sogliono vendere giornalmente la farina, e delle quantità, riscontrando di tratto in tratto la verità delle date indicazioni. Con ciò si scoprirebbe altresì se alcuni ingordi compratori facessero incetta del genere, lasciandone gli altri mancanti.

Una partita, sulla quale anche i più contrarii ai calmieri non potrebbero certo negare la utilità d'introdurli, sarebbe sugli erbaggi od altri vegetabili freschi, siccome generi che vengono dall'interno dell'estuario soltanto nè si possono celare senza che deperiscano prontamente. La molta variabilità dei prezzi bensì esigerebbe che s'incaricassero persone speciali, di piena fede, che li mutassero con quanta frequenza occorresse. Divenuti questi erbaggi di uso sì generale pei poveri, è necessario impedire che vi sia chi lucri soverchiamente sui loro guai.

Per la macinatura del frumento e formentone ebbe a riscontrare la Commissione aversi sufficiente prodotto dai mulini a vapore, attivati alla stazione della strada ferrata, a S. Girolamo, alla Giudecca e sul piccolo cavafango a vapore. Se però sconcertansi i meccanismi di alcuno di questi, non potendosi fare depositi, ne viene tosto un dannosissimo incaglio, tanto più che una sola macchina conduce parecchie macine. Visitati i diversi mulini, avemmo a riscontrare inoperosi solo quelli del cavafango, per una rottura avvenuta nella caldaia, cui entr'oggi doveva ripararsi, e ivi notammo pure una comunicazione viziosa di moto con una catena, alla quale si sta approntando un rimedio, che tutto induce a sperare efficace.

Avvi poi la spiacevole circostanza dell'essere i mulini della strada ferrata e di S. Girolamo su quell'estremo lembo della città, in cui giunsero talvolta le bombe dell'inimico. Perciò si costruirono alla Giudecca i fabbricati di legname pel collocamento dei mulini condotti da tre macchine locomotive, e si fecero al di sotto del luogo ove queste van collocate fornelli appositi per potervi bruciare il carbon fossile, invece del coke, il quale ogni dì più va mancando. In quattordici giorni si compirono tutti gli edifizii di legname, ed il collocamento di due locomotive, ed è quasi pronta la terza, essendosi ogni cosa disposta per guisa che basti trasportarvi dalla stazione i mulini e metterli in opera. Non pertanto, occorreranno due a tre giorni almeno al trasporto ed adattamento, durante il qual tempo la macinazione va di necessità in parte a rimanere sospesa. Pei mulini di S. Girolamo, che non si potrebbero trasportare senza un lavoro di alcuni mesi, cercossi di fare qualche difesa alla parte del fabbricato che contiene la macchina.

Tra questi mulini, quelli della strada ferrata lavorano farina bianca

d'alcune specie di frumento, le quali non sono suscettive di mescersi con la segala per la panizzazione, e farina gialla; quelli della Giudecca e del cavafango macinano farina bianca pel militare; quelli di S. Girolamo farine di frumento e di segala, le quali si mescono come vedremo.

Per avere un maggiore prodotto, tale da supplire alle momentanee sospensioni di lavoro, altri 12 piccoli mulini si stanno adattando alla macchina a vapore della Fabbrica tabacchi, i quali agiranno fra tre a quattro giorni, ottenute che si abbiano dall'Arsenale alcune ruote occorrenti; inoltre si sta ponendo in opera alla Giudecca la macchina, che era sulla barca il Conte Spaur, la quale condurrà pure varii mulini, ma esige per essere attivata un lavoro di poco meno che un mese. Di più si rinvennero e si fecero costruire gran parte di piccoli mulini a mano di due pietre sovrapposte, molti dei quali misersi in opera alla Casa d'industria, a quella di correzione ed al Bagno, e molti pure se ne allestirono per cederli ai privati, i quali possano così, facendone l'acquisto per sè, o meglio per cinque a sei famiglie in comune, provvedersi delle farine occorrenti. Tentaronsi pure macinini affatto analoghi a quelli che impiegansi pel caffè, i quali però sono ben lungi dal dare utilità proporzionata alla fatica, poichè con due uomini, da mutarsi ad ogni due ore, si frangono all'ora due terzi di sacco di formentone, i quali stacciati danno un tredicesimo soltanto di farina, gli altri dodici tredicesimi dovendo inviarsi al mulino, dove esigono per la loro compiuta macinatura altrettanto tempo e forza che il formentone non infranto.

Si disse più addietro come nel mulino a S. Girolamo si macinassero farine di frumento e di segala, che poi si vendono miste. Essendo questo un punto, dal quale provengono molti lagni e dubbiezze, dobbiamo occuparcene di proposito.

Essendovi in Venezia notevoli quantità di segala, la Commissione annonaria, desiderosa che i grani esistenti durassero più a lungo che fosse possibile, decise che il pane, anzichè di solo frumento, avesse a farsi per metà di farina di frumento e metà di segala, e pubblicò questa sua determinazione in un avviso del dì 16 giugno 1849. Di più, ad oggetto di aumentare ancora la quantità del pane, risolse di stacciare la farina in modo da lasciarvi il più minuto cruschello, la cui proporzione è di un 8 a 10 per 100. Questa misura porta l'altro vantaggio rilevantissimo, che il prodotto dei mulini, il quale vedemmo appena bastante ai consumi, di altrettanto si aumenta. Ma di questa seconda misura economica non pubblicò avviso di sorta, adducendo che stimava sufficiente il non avere nell'avviso succitato 16 giugno parlato di *fior di farina*, ma di *farina* soltanto. Da ciò però nacque in gran parte il malcontento del pubblico, il quale, non avvertendo a quella sottil distinzione, e vedendo il pane ruvido e bigio, inferiore a quello pel militare, composto di solo fiore di farina di frumento e di segala, attribuiva a malvagità del proprietario del mulino o dei fornai la presenza del cruschello, facile a riconoscersi con la stacciatura delle farine. Di qui molte accuse, ragionevoli sì, ma ingiuste pel fatto.

Ad ogni modo, avvi una verità che non conviene dissimulare, cioè la maggiore facilità di fare adulterazioni in queste farine miste, che nelle

pure, o introducendovi maggior proporzione del dovere di segala o di cruschello, od anche aggiungendovi estranee sostanze, e ciò molto più in un mulino di cui si tratta, ove, per la grande perfezione dei meccanismi, si ottengono separate molte qualità di prodotti, che conviene mescere dappoi, non volendo il solo fior di farina. Egli è perciò che la vostra Commissione trova indispensabile che la macinatura e la mescolanza si facciano sotto gli occhi di persone scevre d'ogni sospetto. Ora, non si può a meno di confessare, che recò spiacevole sorpresa il vedere all'incontro quelle operazioni che, come dicemmo, si fanno al mulino di S. Girolamo, interamente affidate al direttore di quello, sig. Oexle; tanto più che nel locale medesimo vi sono grandi quantità di crusche accumulate per lo passato, delle quali fanno parte i cruschelli, sicchè facile sarebbe separarneli con una semplice stacciatura per aggiungerne poscia maggiore quantità ai prodotti della odierna macinatura, ritirando altrettanto fiore. Ora dobbiamo dichiarare espressamente non aver noi il menomo dato di sospettare che ciò nè altra frode si faccia; anzi dobbiamo riferire che, dietro alcune voci sparse in proposito, l'Oexle invitato aveva la Commissione annonaria a fare indagini sul modo suo di procedere. Ma quella fiducia, che può accordare ad un privato un altro privato, non istimiamo possa accordarla chi agisce per terzi, meno una pubblica amministrazione, e meno ancora poi quando il pubblico palesa sull'argomento la sua diffidenza. Di più, un fatto che doveva maggiormente porre in guardia la Commissione annonaria si è, che nel passato consta quasi con sicurezza, che, per colpa di chiunque si fosse, nella segala macinata pel militare aggiugnevansi le spazzature del mulino, le quali, benchè di per sè non molto impure, attesa la nettezza del luogo, erano tuttavia certo inferiori al fiore di farina col quale mutavansi.

Interrogata su ciò la Commissione annonaria, rispose che a sorveglianza del mulino di S. Girolamo aveavi:

I. L'ingegnere Milesi, incaricato d'invigilare sull'andamento generale;

II. L'Ufficio finanziario, senza saputa del quale nulla entrava od usciva;

III. La guardia civica, uno della quale stava anche nel piano superiore;

IV. Il personale di servizio quasi tutto, il quale, per un costante suo malumore e diffidenza verso il direttore, ed alcuni de' principali lavoranti, sarebbe stato ben lieto di poterli cogliere in fallo;

V. Finalmente disse che era sua intenzione di nominare una espressa Commissione, la quale di tratto in tratto, saltuariamente, visitasse quello stabilimento.

A ciò però è da notarsi che l'ingegnere Milesi altro incarico non aveva, come è ben naturale, e come risulta dalla di lui lettera di nomina, che d'invigilare sulla macchina e sui meccanismi, e se voleva guardare più in là, i mugnai facevano il viso dell'armi; e che ora più non vi si trova, essendo alla Giudecca. Che l'Ufficio finanziario poco guardava alla qualità, e non era sempre al mulino, sicchè quando, per esempio, vi ci recammo l'altro ieri alle 4 e mezza pomer., non vi era alcuno di esso. Che la guardia civica non poteva, nè sapeva, nè aveva diritto di fare esami od indagini; che era facile ad alcuni operai fare

quella frode che stimavano più opportuna senza intervento degli altri ed in ore di loro assenza; che finalmente una Commissione a visite saltuarie non era sufficiente rimedio. A piena guarentigia quindi dell'interesse del pubblico ed a tranquillare la opinione su tale rapporto, gioverebbe che l'annona affidasse ad un'amministrazione di piena sua confidenza la sorveglianza assoluta e continua delle macinature e dei miscugli nel mulino, lasciandone poi la direzione all'Oexle od affidandola ad altri, come meglio credesse. Nè vale il dire che si potrebbero ritrarre campioni per fare confronti, attesochè nella grande quantità dei prodotti si può, concedeteci un trito proverbio, tosare la pecora senza farla gridare, nè ciò dee tollerarsi. A riparare in altro modo ai suaccennati pericoli, proponevano le Commissioni di circondario di ritirare separate le farine di frumento e di segala; ma questo mezzo parrebbe di scarso effetto, in quanto che nella seconda si potrebbe sempre impunemente far qualche frode, e dovrebbesi poi sempre fidare nel solo direttore del mulino pel miscuglio dei varii prodotti della macinatura. Inoltre forse che ne verrebbero ritardi nella consegna delle farine, e probabilmente anche imperfezioni nella mescolanza per angustia di locali o per poca abitudine.

All'uscire però dai mulini non cessa ogni pericolo di adulterazione delle farine, le quali, consegnate liberamente ai fornai, nelle proporzioni valutate necessarie ai loro consumi, possono da essi pure o ridursi più abbondanti di cruschello stacciandone parte del fiore, per farne pane fino da vendersi come di lusso, od aggiungendovi altre sostanze estranee procuratesi comunque, e specialmente cruschello. La sorveglianza in tal caso diviene più difficile d'assai, in quanto che trattasi di luoghi separati e distanti. A ciò però si ripara mercè l'attività delle Commissioni annonarie di circondario; ed affinchè queste meglio potessero prestarsi all'uffizio loro e dare maggiore sicurezza, la vostra Commissione loro propose che, essendo i commissarii al numero di 58, e 68 essendo i fornai, s'aggiungesero 10 altri membri, e facessero in guisa che ciascun membro sorvegliasse un dato fornaio, sicchè apparissero distinti i buoni effetti delle prestazioni di cadauno. Questa misura credesi già a quest'ora adottata dietro quanto ci disse il cittadino Crichi, presidente della Commissione annonaria del III circondario, e che presiede anche le adunanze settimanali ed ha la rappresentanza per tutti gli altri di lui colleghi. La Commissione indagò inoltre se constasse che nessun fornaio avesse piccoli mulini e depositi di sostanze d'altra natura, e n'ebbe negativo riscontro in tutti i sestieri. Trovò pure utilissimo il suggerimento che le Commissioni annonarie speciali ed i commissarii d'ordine pubblico d'ogni sestiere avessero saggi del miscuglio normale di farine, per farne confronti con quelle che rinvenissero presso i fornai sorpresi all'atto dello impasto del pane. Starà pure al membro della Commissione annonaria speciale l'invigilare che la cottura si faccia a dovere, e non si spinga con un colpo di fuoco per guisa che, acquistando durezza la esterna corteccia, rimanga l'umidità imprigionata a vantaggio del peso. Quanto ai miscugli di avena, fagiuoli, piselli ed altre sostanze delle quali si è molto parlato, dalle ricerche fatte in tutti i sestieri non ci risultò che siasi presentato alcun pane quale documento di queste falsificazioni, e

quello che venne esaminato come cattivo, trovossi nulla contenere di estraneo od altro che potesse dar luogo ad accuse fondate.

Qualche misura crede pure la Commissione che si dovesse adottare sulla vendita del pane bianco, la quale, per l'affollamento di cui è cagione, produce inconvenienti parecchi, e sarebbe forse utile generalizzare la misura da alcuni panattieri adottata di darne solo unito al pane misto in una certa proporzione stabilita, facendo distribuire a varii negozii tutto quello che si lavora, anzichè riserbarne la vendita ad alcuni soltanto.

Un fatto, riferito alla Commissione e da notarsi, è quello di una trattoria, in cui si vendette a 18 centesimi un pane bianco e di bella apparenza, ma assai più piccolo di altro egualmente bello, che in una trattoria prossima vendevasi a 12 centesimi; questo mostrerebbe il bisogno di una vigilanza anche su quegli stabilimenti.

Conchiusioni.

Avremmo desiderato, o cittadini, potere più tranquillamente riflettere su cosa di tanta rilevanza, prima che venire ad esporvi le conchiusioni del nostro rapporto; ma abbiamo creduto più utile impiegare nella ricerca dei fatti la maggior parte del tempo che per esso ci venne concesso, e vorrete con la discussione e coi lumi vostri rettificare qualche abbaglio in cui fossimo per avventura caduti, la stringenza del bisogno non permettendo una dilazione ulteriore.

La vostra Commissione adunque unanimemente propone:

1. Che non giovi ammettere la proposta del rappresentante don Vespasiano Giordani, che ci abbiano a dare pieni poteri alle Commissioni annonarie parziali, con sopprimere la Commissione centrale.

2. Che la proposta del rappresentante Ferrari Bravo meriti di esser accolta, con quelle aggiunte o modificazioni che la cognizione dei fatti acquistata ha rese necessarie, per dare alla proposta di legge, da concretarsi in esito alla discussione ed alle deliberazioni dell'Assemblea, quel tenore che può meglio valere a renderla veramente proficua allo scopo cui si mirò nel proporla.

3. Che si stabiliscano premii sulla introduzione di tutti i generi di prima necessità, come già si pratica pegli animali, rimettendo al potere esecutivo il fissare l'importo e le cautele opportune.

4. Che si obblighino anche le famiglie a notificare le provviste che hanno di commestibili per più che una settimana, di bevande e di combustibili per più che un mese.

5. Che stabiliscasi da persone probe e di piena fede un calmiere pegli erbaggi, da variarsi ogni qualvolta lo esigessero le circostanze.

6. Che i biadaiuoli debbano dare nota delle famiglie cui vendono farina gialla solitamente, ed in quale quantità.

7. D'istituire un'amministrazione sotto la cui stretta e continua sorveglianza abbiano luogo la macinatura ed i miscugli delle farine al mulino di s. Girolamo.

8. Che il pane bianco debba ripartirsi fra i varii venditori in una proporzione stabilita con quella del pane misto che tengono.

I rappresentanti membri della Commissione
FERRARI BRAVO GIOVANNI.
GASPARINI CESARE.
MALFATTI BARTOLOMMEO.
NARDO DOMENICO.
GIOVANNI MINOTTO, *relatore.*

Il *presidente*: Secondo il Regolamento, l'Assemblea rimette l'esame delle proposizioni ad una Commissione, e fissa il momento in cui il rapporto dovrà essere presentato. Interpello quindi l'Assemblea se intenda di aprire immediatamente la discussione su questo rapporto, o se la vuole riportare ad un'altra adunanza.

Io propongo per mia parte che il rapporto sia prima stampato perchè sia da tutti conosciuto.

Questa proposta viene adottata.

L'ordine del giorno chiama il rapporto sopra la proposta dei rappresentanti Mainardi e Tommaseo per una menzione de' fatti più onorevoli della nostra guerra.

Il *rappresentante Tommaseo (legge):* La riconoscenza è non tanto mercede de' benefizii passati, quanto stimolo a nuovi; e se agli uomini è debito sacro, a' popoli che aspirano a libertà, è lieto augurio. Però questa Commissione, o cittadini, vi raccomanda accettiate la proposta del raccogliere da ogni parte gli esempi di civile generosità e di guerriero coraggio, che sorgono in mezzo a noi, e udirne la relazione nelle vostre adunanze, e poi darla in luce, come in Francia suol farsi degli atti di virtù, che l'autorità pubblica ha per uso di premiare, col più misero in vero de' premii, il danaro. Sarà degno di noi, e più accomodato alle presenti angustie, che i fatti onorevoli abbiano intanto commemorazione di lode; e che lascinsi a tempi più riposati le medaglie e i costosi monumenti, segni di stima ormai troppo dall'adulazione o dalla vanità profanati. Per accertare i fatti onorevoli, giova che i commissarii, a ciò deputati dall'Assemblea, entrino in corrispondenza co' Municipii e co' capi delle milizie; ma giova più ancora ch'eglino stessi di tanto in tanto conversino con le milizie e col popolo, ne conoscano le disposizioni vere, e ne riferiscano all'Assemblea. Gli eletti del popolo debbono pur qualche volta sentire la viva voce del popolo: e i governanti, che dall'Assemblea ebbero tante prove d'annegazione e fiducia, debbon godere che l'Assemblea sia dal popolo amata. Già l'autorità ch'ella acquistasse sovr'esso, non sarebbe che a protezione dell'ordine; e quali servigii abbia renduti l'Assemblea francese agli amici dell'ordine, i moti dell'anno passato vel dicono. Noi, grazie al cielo, non n'abbiamo a temere di simili: ma, se non per tali necessità, per altre ragioni di tutta convenienza, la Commissione propone che i deputati tutti del popolo, dovendo far atto dell'uffizio loro, abbiano un segno che li dia a riconoscere; e questo il più modesto e il più semplice, per esempio un nastro tricolorato al braccio sinistro: o qual altro a voi meglio piace.

Fatto che merita, non solamente menzione d'onore, ma pubblica ammenda, si è quello che cagionò la morte d'Agostino Stefani, la quale già troppo v'è nota, e sulla quale spendere più lunghe parole sarebbe un far torto all'umanità degli animi vostri.

Se non può l'Assemblea sanare i mali della patria, tutti ne conosca i beni, e li faccia conoscere a conforto e ad esempio. E conforto d'esempi aspettiamo con grande brama massimamente da quelle milizie che sui veneti legni portano tanta parte delle nostre speranze. Ah sì! la marineria veneta s'adoprerà ardita a vincere le gravi difficoltà, da tanto lunghi e non volontarii riposi accumulate sovr'essa. Non lascierà, quant'è in lei, che i legni nemici, insultando a queste acque testimoni di tante vittorie, ci affamino; si rammenterà di quattordici secoli di navale grandezza; riguarderà con emulazione operosa le nobili prove delle milizie terrestri: e siccome gli allori di Milziade tolsero il sonno e accrebbero il cuore a Temistocle, così l'ardimento de' combattenti a Marghera e sul Ponte, ispirerà i marinai; e le mura di legno, così come Atene, salveranno Venezia.

La Commissione vi presenta le due seguenti proposte:

I. » Una Commissione di nove rappresentanti, tre per Chioggia, sei per il resto dell'estuario, raccoglierà i fatti di generosità civile e di militare coraggio, per riferirne ogni otto dì all'Assemblea, e poi divulgarli nella Gazzetta.

» A tal fine la Commissione si volgerà ai capi delle milizie ed ai Municipii; e visiterà ella stessa le milizie ed il popolo, per sempre meglio affratellare i differenti ordini di cittadini.

» Il segno, a cui riconoscere i rappresentanti, sarà un nastro tricolorato al braccio sinistro.

II. » Ad Agostino Stefani, muratore, che si offerse a dar fuoco là dov'era il nemico sul Ponte, e, per isbaglio fu ucciso da' suoi, oltre la pensione assegnata alla famiglia di lui dal dì della morte, un'iscrizione in luogo pubblico sarà posta per memoria del fatto. »

Il *presidente*: Adesso che l'Assemblea ha udito il rapporto, domando se intende che si proceda subito alla discussione, o che sia differita ad altro giorno.

Quelli, che intendono che si proceda subito alla discussione sono pregati di alzarsi. (*Approvato.*)

Il *presidente*: C'è nessuno che domandi la parola sulla questione generale? non essendovi alcuno, allora incomincieremo dalla prima parte del decreto.

Posta a' voti, è approvata. Egualmente viene approvata la seconda parte.

Il *presidente*: È adesso da porre ai voti la terza parte, cioè: *il segno, a cui riconoscere i rappresentanti, sarà un nastro tricolorato al braccio sinistro.*

Il *rappresentante ave. Benvenuti*: Domando se s'intenda che il segno debba essere portato da tutti i rappresentanti, o da quelli soltanto che fanno parte della Commissione.

Il *rappresentante Tommaseo*: Qualunque rappresentante faccia atto

pubblico in nome dell'Assemblea, quando desidera essere riconosciuto in qualsiasi occorrenza, porta quel segno. Sappiamo quanti servigi abbiano resi i rappresentanti dell'Assemblea francese all'ordine pubblico, presentandosi nei tumulti. Noi non abbiamo pericoli di tumulti; ma può essere in certi casi opportuno che un rappresentante parli al popolo per isviarlo da quei passi, in cui qualche malvagio volesse sospingerlo. In questi casi il rappresentante ha bisogno di essere riconosciuto; giova però ch'abbia un segno.

Il *presidente*: Allora pregherei la Commissione di separare l'articolo, per fare un'aggiunta al nostro Regolamento. Mi pare che questa disposizione generale, che giova molto al servigio che possono rendere i rappresentanti, non sia necessario di frammetterla a queste altre disposizioni, e, se in ciò si conviene, potrà anzi formar soggetto di un'altra deliberazione. (*Approvato.*)

Il *presidente*: Resta a deliberare sull'ultima parte della proposta, quella riguardante l'uccisione di Agostino Stefani.

Il *rappresentante Varè*: Sul fatto, che diede motivo a questa proposta, dev'essere stato aperto un processo contro coloro, i quali hanno ucciso lo Stefani. Nel processo deve certamente essersi agitato se lo Stefani era sì o no reo di quello, di cui lo accusavano coloro che lo hanno ucciso. Da quanto consta a me, il processo non è ancora finito; nè io credo che per questo debba sospendersi la deliberazione proposta dal rappresentante Tommaseo, perchè, a mio avviso, la rappresentanza del popolo può in piena coscienza affidarsi alle parole del tenente-colonnello Cosenz: ma credo dall'altro lato che sarebbe sconveniente che, dopo che la rappresentanza del popolo decise essere morto in servigio della patria lo Stefani, ci fosse un'autorità giudiziaria subalterna, che indagasse ancora sopra la cosa.

Perciò interpellerei il capo del dipartimento della giustizia del Governo a dirmi su che il processo si fonda, e se il Governo si prenderebbe la cura di trasmettere le deliberazioni dell'Assemblea al tribunale criminale, affinchè ogni indagine sul fatto dello Stefani cessasse.

Il *rappresentante Calucci, capo del dipartimento della giustizia*: A me non consta che questo processo sia terminato. Non saprei ancora indicare a qual punto l'autorità criminale lo abbia portato. Qui però si tratta di prendere una deliberazione, la quale andrebbe ad assorbire la competenza medesima del tribunale criminale. Ed io sono d'avviso che l'Assemblea abbia ad attendere che l'autorità competente, appieno verificato il fatto, ci dia essa medesima la prova dell'innocenza dello Stefani. Allora la patria riconoscente potrà fare l'espiazione, per così dire, del doloroso avvenimento e dare una memoria di riconoscenza allo Stefani.

Il *rappresentante Tommaseo:* Avrei ancora indugiato a far la proposta, che feci ieri, intorno all'espiazione che è debita alla memoria dello Stefani: ma trenta giorni son già passati da quella ingiusta e misera morte, e ancora, secondo le norme della lentezza austriaca, ancora il tribunale criminale non ha compita l'opera sua. (*Applausi vivi e prolungati.*)

Io non coglierò questa occasione per manifestare un desiderio le-

gittimo, che è desiderio di molti, cioè, che nella processura criminale in questo lungo spazio di sedici mesi fosse introdotto un qualche miglioramento degno dei tempi, e del nome, assunto da noi, di Repubblica. Solamente dirò che, giacchè questa opportunità ci si porge di correggere, almeno in un fatto particolare, la lentezza abituale della giustizia in questi tempi e in questi luoghi, che noi chiamiam liberi, noi dobbiam cogliere tale opportunità come fausta.

Abbiamo due documenti sotto gli occhi, i quali, per dir così, vi dispensano dal giudizio che il Tribunal criminale sarà per dare: l'uno è la testimonianza del prode colonnello Cosenz, e l'altro una memoria data a me dallo stesso auditore che fece le indagini. Questa è memoria privata, ma che però ha autorità di pubblico documento.

(Si dà lettura dei due documenti.)

Il *rappresentante Tommaseo*: Dietro gli schiarimenti avuti, anche senza che d'ufficio l'Assemblea comunichi il suo desiderio al tribunale, io credo che esso si affretterà a rendere giustizia alla memoria dello Stefani. Possiam dunque aspettare nella fiducia che esso compirà il suo dovere al più presto. (*Applausi.*)

Il *presidente*: Allora domanderò alla Commissione se d'accordo intenda che si possano pubblicare le altre due disposizioni, che credo possano stare da sè.

Porrò ai voti il complesso delle due proposizioni antecedenti. Quelli, che ammettono il complesso, sono pregati di alzarsi.

Viene approvato il complesso.

Terminato lo spoglio delle schede per la nomina della Commissione, risultarono eletti:

Tommaseo	con voti	73	per Venezia
Varè	» »	46	
Correr	» »	32	
Benvenuti Adolfo	»	26	
Talamini	» »	20	
Canella	» »	18	
Arrigoni	» »	70	per Chioggia
Renier	» »	64	
Zennaro	» »	29	

Il *presidente*: Passeremo adesso al quarto punto, cioè alla presa in considerazione della proposta del rappresentante Ferrari Bravo sulla legge elettorale.

Invito il rappresentante Ferrari Bravo a leggere la sua proposta, e dare gli schiarimenti opportuni.

Il *rappresentante Ferrari Bravo* legge la sua proposta:

Alla presidenza dell'Assemblea de' rappresentanti dello Stato di Venezia.

Il sottofirmato rappresentante domanda l'urgenza per la seguente proposta di legge:

In nome di Dio e del Popolo.

L' Assemblea dei rappresentanti dello Stato di Venezia.

Considerando che, a tenore dell'art. 47 della legge 24 dicembre 1848, il mandato degli attuali rappresentanti cessa allo spirare di sei mesi dal dì della prima riunione dell'Assemblea attuale;

Considerando che, avvenuta la prima riunione il giorno 15 febbraio anno corrente, cesserebbe col giorno 15 agosto prossimo venturo inclusivo il mandato dato dagli elettori ai rappresentanti dell' Assemblea suddetta;

Considerando che, nelle supreme circostanze del paese, sarebbe improvvido il lasciar mancare anche per un sol giorno la rappresentanza dello stato; ed improvvido del pari il devenire alla di lei creazione, con precipitazione e sotto l'influsso di possibili stringenti vicende di guerra;

Considerando che molte e lunghe sono le formalità delle elezioni, e che, d'altra parte, l'esperienza dei singoli casi, e le circostanze dei tempi, persuadono della necessità di riforme della legge elettorale summentovata, le quali deggiono necessariamente precedere i lavori elettorali;

Decreta:

Art. 1. È statuito che, al cessare del mandato dei rappresentanti all'attuale Assemblea, che spira a tutto il giorno 15 agosto prossimo venturo, subentri una nuova Assemblea di rappresentanti dello stato di Venezia, alla quale sia dato procedere alla propria costituzione formale, anche nel giorno 16 agosto suddetto.

Art. 2. Una legge speciale provvederà a sistemare i termini del mandato; la durata ed il numero dei rappresentanti; la capacità elettorale e di eleggibilità; l'epoca della preliminare convocazione; ed ogni altra disposizione d'interesse elettorale.

Art. 3. All'effetto dell'articolo precedente, la Commissione permanente di legislazione della presente Assemblea, è incaricata di prendere in esame la legge elettorale governativa 24 dicembre 1848, N. 8542; e di proporre all' Assemblea, con ragionato rapporto, impreteribilmente pel giorno 5 luglio p. v., in un progetto di legge elettorale complessivo, da discutersi in adunanza pubblica, tutte quelle modificazioni, delle quali l'esperienza e la condizione dei tempi mostrassero la necessità.

Art. 4. In caso che si rendano necessarie istruzioni pei lavori elettorali, od altre disposizioni esecutive, la Commissione stessa ne farà tema dei suoi studii successivi, sui quali sarà tenuta di produrre il proprio rapporto, e le proposizioni che saranno del caso, 48 ore dopo che la nuova legge elettorale sarà stanziata dall'Assemblea per l'analoga discussione.

Art. 5. Al presidente dell'Assemblea è affidata l'esecuzione del presente decreto, nelle parti che a tenore dell'interno Regolamento gli spettano.

Venezia, 30 giugno 1849.

Intorno la convenienza di questa proposizione, credo che le considerazioni, che precedono il decreto, abbastanza la dimostrino. Osservo solamente che, nell'ordine del giorno, è stato dato a questa mia proposta l'idea di una innovazione alla legge elettorale, che servì di base per la presente Assemblea. Le mie modificazioni a quella legge elettorale, come ognuno deve avere inteso dal loro tenore, non sono che d'interesse affatto secondario. L'interesse principale della proposta si è che, nei supremi momenti in cui ci troviamo, il paese non resti neppure un'ora senza la rappresentanza del popolo. Questo è l'oggetto principale della mia proposta, la quale spero, sotto questo riguardo, sarà presa in considerazione.

Il *presidente:* Interrogherò l'Assemblea se intenda di prendere in considerazione questa proposta del rappresentante Ferrari Bravo. Trattandosi di affari d'importanza, seguiremo il Regolamento e adotteremo lo scrutinio segreto.

Alcuni rappresentanti, appoggiandosi al fatto del giorno innanzi, in cui una proposta fu presa in considerazione per alzata e seduta, insistono perchè, anche rispetto a questa del rappresentante Ferrari, si proceda collo stesso metodo di votazione. Il presidente quindi mette alla votazione se, per questo caso, l'Assemblea voglia adottare tal modo. Per alzata e seduta è adottato.

Il *presidente*: Metterò ai voti per alzata e seduta la presa in considerazione della proposta del rappresentante Ferrari Bravo.

Esperita la prova e controprova, venne adottata la presa in consirazione.

Il *presidente*: La presidenza proporrebbe che nella prossima adunanza, che sarà domani o dopo domani certo, sia questa proposta del rappresentante Ferrari Bravo passata alle Sezioni, perchè merita un esame particolare, e perchè ogni Commissione scelga un commissario come prescrive il Regolamento per l'esame e pel rapporto definitivo, da farsi più tardi all'Assemblea. (*Approvato.*)

Il *presidente:* Il rappresentante Ferrari Bravo ha la parola. Io credo che sia sopra un fatto personale.

Il *rappresentante Ferrari Bravo*: Se avessi creduto che le onorevoli parole del rappresentante Tommaseo, relativamente al fatto dello Stefani, in ciò che concerneva l'azione del tribunale criminale, avessero riguardato una censura al tribunale criminale stesso, avrei immediatamente domandato la parola per confutare la sua opinione, e per farmi propugnatore delle necessarie libertà dei tribunali giudiziarii.

Credo però che questo non sia stato lo spirito delle parole del rappresentante Tommaseo, ma che invece egli abbia data la censura alla lentezza delle leggi austriache. Nondimeno, per torre ogni dubbio nel pubblico, e standomi a cuore vivamente l'onore del corpo a cui appartengo, mi sono creduto in dovere, perchè non avevo tutte le necessarie cognizioni, di rivolgermi tosto al presidente del tribunale criminale, affinchè m'informasse dello stato in cui si trova la procedura contro lo Stefani, la quale procedura non fu altrimenti incoata per giudicare le azioni di un morto (perchè la morte estingue ogni indagine, a meno che

non vi sia espressa domanda per qualche oggetto, onde vi si proceda) ma per investigare la condotta degli uccisori.

Il sig. presidente mi fece il favore di dirigermi questa risposta, che mi permetto leggere all'Assemblea, se alcuno non vi si oppone. (*Legge*):

« Signor consigliere!

« Il fatto avvenuto il 30 maggio venne partecipato al tribunale il 31, ed immediatamente si procedette all'ispezione e sezione del cadavere, incamminando pure immediatamente la relativa investigazione, alla quale si dovette procedere anche per via di requisitoria all'autorità militare, locchè naturalmente importò qualche remora indispensabile. Alcune delle requisitorie, scritte all'autorità militare, furono evase; ma manca ancora il riscontro ad interessante Nota 5 giugno p. v. diretta all'Auditorato di guarnigione per l'esame del generale Ulloa, constando da riscontro 7 giugno N. 2777, del predetto Auditorato che l'accennata requisitoria per la sua evasione sia stata rimessa alla competenza dell'Auditorato del primo circondario. La Prefettura centrale d'ordine pubblico, che con Nota 19 del ridetto mese di giugno, era stata interessata ad indicare la dimora di alcuni testimonii importanti, con sua responsiva pervenuta il dì 28, nell'indicare la dimora di quei testimonii, avvertiva che non avea potuto diffidarli a comparire dinanzi questo tribunale, perchè erano occupati nei lavori del Ponte della strada ferrata.

Risulta dagli atti quanto basta per ritenere che Agostino Stefani sia stato sventuratamente ritenuto traditore della patria, quando invece prestavasi ad eseguire un ordine ricevuto dal maggiore Enrico Cosenz, e che sia stato quindi, per un tristissimo equivoco, la vittima del furor popolare.

Lo scopo del tribunale è quello di scoprire gli autori della interfezione dello Stefani, e, per raggiungerlo, le indagini sono lunghe e difficili, avuto specialmente riguardo all'immenso numero di persone che presero parte nel fatto.

Venezia 3 luglio 1849.

« *Il suo* PELLESINA. »

Questa risposta credo giustifichi abbastanza la condotta del tribunale, che, come diceva, mi stava a cuore render nota all'Assemblea ed al pubblico.

Il *rappresentante Tommaseo*: Dalla lettera del presidente apparisce che la innocenza dello Stefani è fuori di dubbio, che le inquisizioni del tribunale non versano se non sull'indagine dei colpevoli: l'Assemblea può dunque procedere all'ammenda che è debita alla giustizia.

Quanto alla interpretazione, che il consigliere Ferrari Bravo, onestamente da par suo, dà alle parole mie, certamente egli ha colto nel segno. Aggiungerò alcune parole che ho scritte, perchè sia più esatta l'espressione del mio sentimento. (*Legge*:)

Fatto è che una morte violenta è accaduta sopra uomo, qualunque fosse la condizione e vita sua, sospettato di tradimento, il quale fu lapidato a furore di popolo; lapidato per voler distruggere il Ponte; men-

tre l'ingegnere Milani, ch'io non accuso, ma il cui consiglio ognun vede che non ha salvata la patria, quegli che ostinatamente consigliava di non distruggere il Ponte, è tuttavia colonnello. Fatto è che quest'atto, sul qual bisognava che la coscienza pubblica fosse subito rassicurata e diretta, da più d'un mese è lasciato nel buio. Io ne ho chiaramente accagionate le istituzioni austriache, non gli uomini austriacanti, quantunque a me paia che, in cosa sì strettamente attenente alla salute pubblica, i giudici potessero trovar modo di porre più prontamente in aperto la verità, acciocchè il popolo, dalle lentissime lentezze della giustizia togata, non colga pretesto a fare le sue troppo spedite giustizie. E parlando del popolo, intendo di coloro che, ne' momenti dell'ira, se ne fanno interpreti troppo liberi, e troppo violenti ministri. Non è nè vezzo nè piacer mio assalire le intenzioni degli uomini, quando posso incolpare il contagio delle abitudini e la miseria de' tempi. Ma non posso mutare alle cose i nomi e l'essenza, non posso ammirare il tribunal criminale per insolita velocità in questo fatto. Della libertà sua non dubito; solamente ne vorrei l'esercizio alquanto più vivo.

Il *presidente*: Il rapporto della Commissione sulle cose annonarie fu dato alla stamperia, e non potrà essere dispensato ai rappresentanti prima di domani a mezzodì. In conseguenza, la presidenza proporrebbe che non si tenesse seduta domani, ma invece dopo domani a mezzogiorno, per la discussione sopra quel rapporto, e per la presa in considerazione di una proposta, presentata da lungo tempo dal rappresentante Lunghi, di un progetto sui dibattimenti criminali, sulla quale proposta furono dalla Commissione di legislazione preparati alcuni lavori.

La seduta è levata alle ore 4 e 1/4.

ORDINE DEL GIORNO 5 LUGLIO.

Alle ore 12 riunione delle Sezioni per l'esame della proposta Ferrari Bravo sulla legge elettorale.

Seduta pubblica — Ore 1 pom.

1. Discussione intorno alle proposte fatte dalla Commissione per l'Annona.
2. Presa in considerazione di una proposta del rappresentante Lunghi sui dibatti criminali.
3. Deliberazione sul distintivo dei rappresentanti.

---

4 *Luglio.*

COMANDO IN CAPO DELLE TRUPPE NELLO STATO VENETO

ORDINE DEL GIORNO.

A perpetuare la memoria del valoroso tenentecolonnello Rosaroll, che periva il giorno 27 giugno p. p. della morte degli eroi alla difesa del

Ponte della strada ferrata, il generale in capo, assecondando i voti dell'armata, ordina che la nuova batteria sulla prima piazzetta di quel Ponte porti d'ora in poi il nome di *Batteria Rosaroll.*

Il generale in capo, presidente la Commissione militare con pieni poteri, GUGLIELMO PEPE.

4 *Luglio.*

N. 343.

IL CONSIGLIO DI REGGENZA DELLA BANCA NAZIONALE VENETA

Avvisa

Che resta fissato il giorno di venerdì 6 luglio p. v., alle ore 12 meridiane, per l'abbruciamento nella Loggetta di S. Marco della somma di L. 270,850, derivata in causa estinzione di Vaglia rilasciati dalle Ditte tassate; e ciò col solito intervento del commissario governativo, del podestà di Venezia, di un membro della Camera di commercio, e del presidente della Banca. Subito dopo verrà ammortizzata anche la somma di L. 300,000 di piccole cedole monetate, cambiate con quelle da L. 50 e L. 100.

Il presidente P. F. GIOVANELLI.

Il regg. cass. ANGELO LEVI. *Il regg. seg.* GIO. CONTI.

---

5 *Detto.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

BULLETTINO DELLA GUERRA.

ISPETTORATO DEL 1.° CIRCONDARIO DI DIFESA

ALLA COMMISSIONE MILITARE.

Strada ferrata, 5 luglio 1849.

Il fuoco nemico, che si rese nella giornata di jeri più gagliardo, era aumentato dalle sue batterie sul lembo della laguna, che, ad onta della grande distanza, avevano ripreso le offese.

La nostra batteria di s. Antonio, principale bersaglio dei suoi colpi, non ne soffriva che lievi danni; e le nostre perdite non meriterebbero menzione, se non fosse stato il doloroso incidente d'una bomba nemica, la quale, cadendo e scoppiando sopra il gran piazzale, colpì pressochè mortalmente il prode capitano d'artiglieria, *Colussi*, e recò nello stesso tempo gravi contusioni al suo collega *Martini* ed al tenente *Vit* dell'artiglieria di marina.

Non ostante il continuo grandinare delle bombe nemiche, la nostra truppa, senza eccezione di sorta, si prestò ai lavori comandati colla massima alacrità e con mirabile sangue freddo.

Il tenente colonnello Comandante
ENRICO COSENZ.

Il capo dello stato maggiore
GIOVANNI MATHIEU magg.

PUBBLICATO PER INCARICO DEL GOVERNO PROVVISORIO
Il Segretario generale
JACOPO ZENNARI.

---

5 *Luglio.*

N. 1580.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

LA COMMISSIONE MILITARE
DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

Il 1.° tenente Adriano Musolo, il 1.° tenente Marco Tardinovich, il tenente Bigatti, appartenenti al 2.° battaglione 1.° reggimento di linea veneto, il 1.° tenente Giuseppe Pastori del battaglione veneto napoletano, ed il capitano del Genio Saibante, vennero messi in disponibilità dalla Commissione militare di guerra e marina, per la loro trascuratezza al servizio, giusta quanto venne rapportato dai loro immediati superiori.

Venezia, 4 luglio 1849.

La Commissione militare
GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*
GIROLAMO ULLOA.
GIUSEPPE SIRTORI.
FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il Segretario generale
L. SEISMIT DODA.

---

5 *Detto.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

Il Consiglio straordinario di guerra presso la Commissione militare di guerra e marina con pieni poteri.

Viste le domande di congedo dei primi chirurghi dott. Lorenzo Marzani del fu Lorenzo, dott. Cristoforo Bevilacqua del fu Matteo, e del

secondo chirurgo dott. Mario Loredan del fu Girolamo, tutti e tre addetti alla Marina di guerra;

Viste le risultanze del processo;

Visto il decreto 19 giugno p. p. N. 66 della Commissione militare con pieni poteri:

Ha giudicato:

Essere applicabile per i due primi, cioè per il dott. Marzani e il dott. Bevilacqua, il detto decreto della Commissione militare, e non applicabile per il terzo, cioè per il dott. Loredan;

E quindi:

Doversi dichiarare atto di viltà in faccia al nemico la domanda di congedo dei dottori Lorenzo Marzani e Cristoforo Bevilacqua, ed essere puniti colla pubblicazione dei loro nomi nel presente giudizio.

Il presidente FRANCESCO SAN MARTINO, *colonello.*

Il maggiore auditore Giovanni Dario dott. Manetti.

Vista e confermata, si pubblichi e si eseguisca.

La Commissione

GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*
GIROLAMO ULLOA.
GIUSEPPE SIRTORI.
FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il Segretario generale
L. Seismit Doda.

---

6 *Luglio.*

N. 281.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

LA COMMISSIONE MILITARE
DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

La Compagnia di fanteria Ungherese viene trasformata in Compagnia di artiglieria con le competenze spettanti al corpo dell'artiglieria terrestre. Il sig. tenente colonnello *Mezzacapo*, ispettore di dett'arma, ne assumerà il comando.

La Commissione

GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*
GIROLAMO ULLOA.
GIUSEPPE SIRTORI.
FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il Segretario generale
L. Seismit Doda.

6 *Luglio.*

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI
DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 5 luglio 1849.

Presidenza del citt. Lodovico Pasini.

La seduta comincia a ore 1 e 1/4.
Letto il processo verbale, viene approvato.
Il *rappresentante Friuli* sale alla tribuna e legge:

Cittadini rappresentanti!

Se le parole che pronuncierò da questa tribuna saranno franche, io vi prego di accagionarne il mio forte sentire; se la mia voce sarà tremante, io vi scongiuro incolparne la non lieve mia agitazione.

La vostra generosa insistenza ha squarciato un orribile quadro, che da sabato sera mi stava fitto dinanzi gli occhi. Con quel quadro davanti, era languido il mio patriottismo, nullo il mio buon volere, schiava la mia coscienza. Voi usaste verso di me con indulgenza quasi eccessiva, e quella tela squarciossi.

Ripresa ora la calma, presento alla presidenza, ai deputati, e particolarmente all'avvocato Benvenuti ed al Manin, i dovuti atti di grazia, e vi chiedo di accordare perdono alla passata mia resistenza, che sarebbe in oggi una colpa, e direi quasi un delitto. Così potesse la mia voce alta levarsi fino al Governo, ed io il pregherei, per mia parte, distruggere qualunque traccia di quella tremenda scena.

Già il presidente Manin, da questa stessa tribuna, ha compilato di quel tristo avvenimento il processo, ha pronunciato la sentenza, ed ha emessa la più severa condanna, qualificando gli autori tutt'altro che patriotti.

Ora ritorno vostro collega, riprendo la libertà della parola, sicuro che la presidenza ed il Governo sapranno far rispettare, come accennò avanti ieri il presidente Pasini, *l'indipendenza del voto e la libertà della tribuna*. Ed io prometto che non sarò a nessuno secondo nella franchezza del voto; perocchè, fiero mai sempre di questa franchezza e della mia libertà, in qualunque evento, ho sempre liberamente dischiusi i miei sensi. Io vi prometto del pari, che, sempre alieno dalle alte cure ed amante della vita privata, non per ciò mancherò di servire con tutta l'anima e con tutte le mie poche forze il mio paese in quei pubblici rami di amministrazione, che si confanno col mio genio, colle mie inclinazioni, e che sono compatibili colla scarsa mia intelligenza e colla mia non robusta salute.

Cittadini rappresentanti! Queste parole io ripeteva, affinchè sappiasi quanto è forte il mio amore per questa carissima patria, quanto l'anima mia faccia pregio della benevolenza dei miei concittadini, e qual pugnale mi abbia fitto nel cuore chi si attentò di distruggerla. (*Applausi.*)

Il *presidente*: Nelle Sezioni dell'Assemblea, furono eletti a commissarii per riferire sulla proposta relativa alle nuove elezioni i rappresentanti Calucci, Varè e Pincherle.

I rappresentanti Papadopoli e Canal fanno sapere che, per essere indisposti, non possono assistere alle adunanze.

Si apre la discussione sul rapporto intorno la cosa annonaria. La parola è al rappresentante Varè.

Il *rappresentante Varè:* Io domando la parola sull'insieme del rapporto, o per meglio dire sull'insieme delle sue conclusioni; non per far rimprovero alla Commissione, che ha raccolto in pochissime ore un gran numero di fatti e dimostrò grande studio e grande amore a ciò che doveva fare, con grande imparzialità; ma per la chiarezza della discussione che andasse a succedere.

Osserverò che le conclusioni del rapporto non sono tanto determinatamente formulate, che si possa passare ai voti su di esse in forma di decreto; specialmente la più importante, la *seconda*, quella che deciderebbe della proposta Ferrari-Bravo, ne parla in forma che richiederebbe si può dire altro rapporto, altra Commissione. (*Legge quel brano di rapporto.*)

Io trovo anche che non è stato bene determinato se vogliasi creare una Commissione invece dell'altra Commissione annonaria centrale che esiste, o fare due Commissioni centrali, una subordinata all'altra, e porre così una ruota di più nel sistema, già troppo complicato.

In terzo luogo, io trovo che in queste conclusioni non sarebbe molto chiaramente distinta la questione di massima dalla questione di persone; distinzione che sempre bisogna esattamente conservare, e certo poi conservare accuratissimamente dove ci sono delle recriminazioni e dei lagni, i quali non alle massime, ma alle persone si riferiscono. Perciò, quando si suggerisce all'Assemblea dei rappresentanti di conservare o no la Commissione annonaria, in qualche modo viene fatta confusione, se si possa conservare *una* Commissione, o *quella* Commissione che esiste. Io vorrei che la discussione da premettersi fosse isolatamente sulle massime, e dopo ammesso e stabilito l'ordinamento delle massime, cioè come debba essere fatta l'amministrazione centrale della cosa annonaria e come debbano essere dipendenti le amministrazioni secondarie; allora, ma allora soltanto, si parlasse di persone sulle quali l'Assemblea potrebbe decidersi, o esplicitamente nominandole, o implicitamente accordando o no al potere esecutivo il diritto di nominarle.

In quarto luogo osservo che la proposta del rappresentante Ferrari-Bravo parlerebbe di Commissione a pieni poteri, la qual Commissione a pieni poteri dovrebbe esser presieduta dal capo del potere esecutivo, che aveva già precedentemente pieni poteri. Appoggiando questa proposta, il rapporto, dopo aver detto che a questa Commissione si darebbero pieni poteri, vorrebbe che l'Assemblea legasse le mani a questa nuova Commissione da nominarsi e le traccerebbe la via. Per esempio, se la Commissione a pieni poteri che si stabilisse, credesse necessario di non istabilire sull'introduzione di tutti i viveri premio alcuno, opinando che, per esempio, l'alto prezzo dei vini sia incentivo bastante a fare

che del vino quanto possa venire, venga, e che non occorra aggiungere un premio il quale non altererebbe di gran lunga il prezzo: se la Commissione a pieni poteri non credesse chiamare a notifica le provviste per otto o dieci giorni, che avessero le famiglie, ed entrare così nelle pareti interne delle famiglie senza assoluto bisogno, perchè *il governar troppo somiglia moltissimo al governar male:* se la Commissione a pieni poteri non avesse queste opinioni, nascerebbe un conflitto. E noi, abbiamo o no fiducia in questa che andiamo a nominare oggi? Ma l'accordare illimitata fiducia e il destinare pieni poteri, e poi legare le mani e tracciare una strada determinata, non sarebbe che una contraddizione.

Ciò premesso, e vista anche l'opportunità che il potere esecutivo, in momenti del più grave pericolo e delle più gravi stringenze, sia il più possibile concentrato, dopo che noi già abbiamo sottratto alla pienezza dei poteri dati ad un capo solo, pochi giorni fa, tutta la parte che si riferisce al militare (e credo abbiamo fatto benissimo); se oggi noi andiamo a sottrrare altra parte importantissima, facciamo certamente un potere esecutivo così smembrato che la cosa pubblica, invece d'andare sollecitamente, andrà certo più in lungo.

Per questo avea domandata la parola prima della discussione parziale; proponendo che il rapporto della Commissione (che contiene l'esposizione molto accurata di moltissimi fatti e di moltissimi desiderii reali, che certo erano in parte fondati e giusti del popolo, siccome risulta dalle accurate indagini della Commissione), invece di dar luogo alle otto deliberazioni proposte dalla Commissione, desse luogo ad una deliberazione sommaria; che, si passasse il rapporto, come espressione di molti bisogni e molti desiderii del popolo, al potere esecutivo, invitandolo a provvedere.

Nello stesso tempo, l'Assemblea destinerebbe alcuni dei propri membri a cooperare col Governo, perchè provvedimenti vengano presi pronti, energici, radicali; ma senza legare ad ogni momento l'azione dei poteri.

Sotto questo punto di vista, io vengo a proporre le due deliberazioni seguenti:

1. L'Assemblea rimette al capo del potere esecutivo il rapporto della Commissione, fidando ch'egli prenderà sull'importantissimo argomento dell'annona tutti quei pronti e radicali provvedimenti che valgano a soddisfare i bisogni ed i giusti desiderii del popolo;

2. Nomina una Commissione di cinque suoi membri, incaricati di sorvegliare l'operato di tutti gli ufficii esecutivi sull'annona, di studiare assiduamente tutti gli oggetti relativi, e di rappresentare al Governo ogni disordine che le risultasse, ed ogni provvedimento che reputasse opportuno.

E ben inteso, per parte mia, che quando domando al potere esecutivo che prenda pronti, energici, radicali provvedimenti, non intendo solamente sulle cose e sull'ordinamento, ma sì anche sulle persone, in quanto che questo fosse nostro giusto desiderio.

Il *presidente*: Il rappresentante Pesaro ha la parola.

Il *rappresentante Pesaro*: Egli è con molta esitazione che io monto

a questa tribuna per discutere sul rapporto della vostra Commissione: sia perchè ho pochissima abitudine di parlare al pubblico, sia perchè si tratta d'argomento grave assai e delicato, sul quale l'esperienza prova che in tutti i luoghi, in tutti i tempi, in circostanze analoghe alle nostre, il popolo e la stampa si sono occupati sempre con una certa passione: passione, ch'è giustificata dalla gravità ed importanza dell'argomento medesimo.

Ed io, avendo avuto in questi ultimi tre o quattro mesi molte volte contatto colla Commissione annonaria, ed avendo presa conoscenza di molte doglianze, che contro di essa si movevano, mi sarei altamente sorpreso della contraddizione che esisteva fra i varii reclami, i quali molte volte partivano da principii e tendevano a scopi totalmente diversi, se appunto l'esperienza non dimostrasse come sia sempre difficile il soddisfare negli oggetti annonarii a tutti i desiderii, come sia difficile conciliare insieme i tanti opposti interessi dei produttori, dei negozianti all'ingrosso, dei negozianti al minuto, e dei consumatori; e quanto sia difficile l'ottenere su questo argomento la piena adesione dell'opinione pubblica, considerando specialmente che quasi tutti ne parlano e ne giudicano, tanto quelli che conoscono i fatti, come quelli che non li conoscono; tanto quelli i quali, conoscendoli, li giudicano esattamente, come quelli che, pur conoscendoli, ne traggono le più erronee conseguenze.

Io non vengo qui a fare l'apologia della Commissione centrale; io non vengo a dire che, nei quattordici lunghi mesi della sua gestione, essa non abbia mai commesso errori: non dirò neppure che non abbia mai ingiustamente rigettato qualche richiamo; ma dirò che bisogna far grande distinzione tra le massime generali e i dettagli, ossia tra le massime e la pratica applicazione delle medesime. Quanto ai dettagli, la responsabilità certamente pesa tutta sulla Commissione centrale, che aveva pieni poteri per la esecuzione; ma in quanto alle massime generali, il Governo deve dichiarare lealmente che queste erano state da lui pienamente approvate; il quale Governo, come voi ben sapete, era costituito così: dal 22 marzo all'11 agosto era composto di varii ministri, ognuno dei quali rispondea del fatto proprio; dall'11 agosto in poi il presidente del Governo aveva pieni poteri; il referato sull'annona apparteneva ad un Comitato di finanza, del quale io non faceva parte, avendo solamente uno speciale referato sopra gli affari della Banca nazionale, sui prestiti e simili; ma di cui pure faceva parte il rappresentante Malfatti, uno dei membri della Commissione che fece il rapporto, sul quale ora discutiamo. Dal 10 marzo in poi, il Governo fu suddiviso in varii Dipartimenti, ed io ebbi il referato di quanto riguardava l'annona; e quantunque le doglianze che si fanno, si riferiscano più specialmente, e dirò anzi esclusivamente, a fatti precedenti al 10 marzo, od a fatti che nel 10 marzo erano, per così dire, irreparabili, non dispiacerà a nessuno, io credo, che dilucidi qui alcuni fatti, i quali serviranno a completare la prova che il Governo ha fatto quanto umanamente era possibile in quelle date circostanze, per migliorare ed aumentare l'approvvigionamento di questa città. Questa discussione forse sarebbe stata risparmiata, se la vostra Commissione, nella grande urgenza del momento, avesse avuto il tempo materiale d'interpellare il

Governo sopra alcuni fatti, che le sono rimasti ignoti, e non fosse stata costretta dalla necessità, di giudicare in alcuni casi sulle prime impressioni, mentre ella medesima confessa che l'argomento aveva bisogno di lunghi studii e di matura riflessione. La questione, come era stata posta il primo giorno, era assai semplice e netta. Era stato detto: *il pane da per tutto o quasi per tutto è cattivo:* a questo inconveniente bisogna riparare. Questo inconveniente poteva dipendere da due cause: o dalla cattiva qualità della farina, o dal cattivo sistema di panificazione, o da ambedue queste cause. L'indagarle, il prendere subito energici ed efficaci provvedimenti, ecco qual era il primo, l'urgente dovere dell'Assemblea in quello stesso giorno. Al contrario, avendosi voluto contemporaneamente fare inchieste sul passato e provvedere all'avvenire, abbiamo, per fare più presto, perduto più tempo.

Affrettiamone oggi almeno la discussione.

Qual è, o signori, il problema, che si dà risolvere a tutte le Commissioni annonarie, passate, presenti e future? Il problema è questo: procurare che in un paese assediato vi sia la maggior quantità possibile di provvigioni, al miglior prezzo possibile, della miglior qualità possibile.

Studiate tutti i reclami, che furono fatti contro l'attuale Commissione annonaria, e troverete che sempre si riferiscono ad uno di questi tre elementi, *qualità, quantità, prezzo*, o a due di essi, o talvolta a tutti tre insieme.

Però il problema così posto è insolubile. Lo dimostrano tale la logica e la scienza; e lo provo facilmente. Ogni qualvolta violentemente si fissano prezzi bassi, necessariamente il commercio d'importazione è scoraggiato. Ogni qualvolta si tolgono dal consumo tutti gli oggetti di qualità inferiore, quantunque salubri, naturalmente gli approvvigionamenti durano un tempo minore. Al contrario, quando i prezzi sono alti, allora il contrabbando e il commercio regolare portano l'abbondanza, i privati mettono mano alle loro scorte, e diminuisce il consumo generale. Gli stessi vantaggi si ottengono, mettendo in consumo anche gli alimenti di qualità inferiore. In conseguenza, debbo dirlo, bisogna scegliere dei due partiti l'uno: o aumentare, direi quasi, le sofferenze, prolungando la durata dei viveri, o lasciare che i viveri durino meno e diminuire le sofferenze.

In questo modo, io vi ho provato che il problema così posto era insolubile, od almeno vi avrò provato che era di una soluzione assai difficile. Dovete dunque ammettere che la Commissione annonaria ha lottato contro gravi difficoltà. Però, nel nostro caso, vi erano molte altre speciali difficoltà che meritano particolare riguardo.

Per esempio: il giorno stesso in cui (nel maggio 1848) fu istituita la Commissione annonaria, in quello stesso giorno era stato stabilito un calmiere sulle farine; un mese prima era stata proibita l'esportazione delle granaglie. Il proibire l'esportazione dei grani in aprile 1848 era assai ragionevole e giusto, perchè avevamo l'imminente pericolo di un blocco; ma è innegabile, e tutti sanno, che il commercio manda i suoi generi là solamente dove è libero di ritirarli a suo piacere. E se questa misura, giusta nel caso concreto ed accidentale, assicurava in qualche

modo al paese i generi che vi esistevano, portava però necessariamente l'effetto di scoraggiare le introduzioni nuove. Infatti, se esaminate da quell'epoca in poi, troverete che le importazioni dei grani per conto dei privati furono minime.

Egualmente il calmiere sarà stato forse una misura necessaria in quel momento di agitazione; ma è certo che il calmiere porta l'effetto che il commercio dei grani essendo inceppato, le importazioni diminuiscono.

Bisogna essere convinti del fatto che là solamente è abbondanza dove il commercio è libero, e che tuttociò che incatena il commercio produce carestia. Volete vederne una prova? Alcuni nostri concittadini, negozianti e proprietarii di terre nelle provincie vicine, avrebbero assai facilmente allora fatto portare le loro granaglie in Venezia, per garantirle da ogni pericolo; ma dovettero preferire un pericolo lontano ed incerto, al danno certo di vendere qui i loro generi a prezzo minore di quello che valevano in terraferma; ad un prezzo ch' era determinato, più che dalle circostanze generali del commercio, dalle circostanze locali del paese. (*Mormorio.*)

La Commissione annonaria non poteva e non doveva togliere il divieto dell'esportazione, nè modificare la legge del calmiere. Per togliere il divieto dell'esportazione, bisogna lasciar tempo al commercio di avviarsi; per togliere il calmiere, bisogna aspettare un momento di abbondanza e di perfetta pubblica tranquillità. Io dico dunque che fu opportuno di conservare le due leggi; ma solamente osservo che l'approvvigionamento generale del paese fu impedito in qualche modo da esse.

Un'altra circostanza notabile era questa. Non la sola Venezia nell'anno scorso era agitata, tutta l'Europa lo era; e quando vi è rivoluzione e guerra, naturalmente nasce una stagnazione in tutti gli affari commerciali ed una conseguente minore quantità di cambiali in commercio. E siccome il commercio di Venezia si fa tutto con l'estero, perchè Venezia non produce nulla, così per approvvigionarsi ha bisogno o di esportare danaro, o di rinvenire cambiali.

Il fatto è che tanto scarseggiavano queste cambiali per l'estero, che gradatamente aumentarono i cambi ad un limite veramente straordinario, e da questo conseguiva una maggior carestia e si accresceva nel tempo stesso la difficoltà d'importare generi in Venezia.

Inoltre, era stata impedita anche l'esportazione del danaro effettivo, di maniera che non avevamo cambiali per provvederci all'estero, ed avevamo l'impossibilità legale di portare danaro all'estero. Di modo che non restava altro che un commercio di permuta. Da ciò nacquero ben tosto nuove e grandi difficoltà, perchè fu necessario studiare quali fossero le merci esistenti in Venezia, alle quali si potesse senza pericolo e senza danno rinunziare. Di quelle stesse merci, che erano pur necessarie per Venezia, bisognava fare un calcolo, e domandare quanto deposito si dovesse conservare intatto, quale quantità ne occorresse, per quanti mesi. Da questa origine sorsero varie doglianze, in quanto che molti volevano che si aumentasse d'assai l'esportazione, calcolando il tempo della resistenza e del blocco più breve, e considerando che, au-

mentata l'esportazione, più facilmente si sarebbero introdotti altri generi. Molti invece volevano che questa esportazione fosse assolutamente proibita, per paura che i generi alla fine mancassero. Di maniera che la Commissione annonaria doveva continuamente lottare colle opposte esigenze di quelli che volevano l'esportazione, e di quelli che volevano impedirla o ridurla a minime proporzioni. Però, a queste difficoltà si aggiungeva un'altra assai più grave, quella della carta monetata. Voi sapete che dal mese di ottobre abbiamo cominciato a non aver in circolazione se non se carta monetata. Ben presto cominciò il disaggio sulla carta; il disaggio necessariamente fece sparire dal commercio tutto il denaro effettivo, e portò un inevitabile incarimento di tutti i generi. La difficoltà di trovare denaro effettivo e di fare commercio all'estero mediante cambiali, produsse in conseguenza, e produce un blocco che direi artifiziale, e ch'è irremediabile, perchè prodotto dalla carta monetata. Perciò abbiamo tentato più volte di porvi riparo, e si potrebbe raccogliere un volume delle note scritte dal Governo di Venezia a tutti i Governi italiani, per ottenere che la nostra carta avesse in qualche modo circolazione anche fuori; ma in nessun luogo questo ci è riuscito.

Interrogate tutti quelli che sono negli affari, ed essi vi diranno quanto ostacolo abbia recato all'approvvigionamento la carta monetata e la difficoltà di trovare cambiali per l'estero. Un altro imbarazzo grave e particolare di Venezia era il difetto di mulini. Fu detto della Commissione che abbia ritardato a porvi riparo, e sopra di ciò la Commissione centrale presentò una memoria, in cui si giustifica. Ad ogni modo, costò grande fatica il rimediare a questo inconveniente, a cui fu a quest'ora, per quanto era possibile, già riparato.

Un'altra difficoltà gravissima, contro la quale abbiamo lottato, fu il cambiamento imprevisto delle circostanze, in conseguenza degli avvenimenti politici, in quanto che nessuno avrebbe potuto immaginarsi che gli avvenimenti prendessero quella piega; nessuno avrebbe creduto in marzo, quando abbiamo salutato con tanta gioia il grido di guerra, che le cose avessero dovuto finire così. Ognuno avrebbe potuto pensare che, dal lato di terra, la guerra potesse esser incerta; ma che, dal lato di mare, la flotta sarda da un momento all'altro scomparisse, e l'austriaca, lungi dal rimanere appiattata in Pola, ci facesse un blocco così rigoroso, nessuno certamente lo avrebbe preveduto. Io non dico che questo fosse stato impossibile, tanto è vero che è avvenuto; ma dico che era improbabile, ed i governi devono regolare la loro condotta più sulla probabilità degli avvenimenti che sulla semplice loro possibilità.

Non ostante, per facilitare in qualche modo la importazione, ad onta delle difficoltà della carta monetata, il Governo e la Commissione annonaria avevano pur fatto qualche cosa. Imperocchè il Governo aveva cominciato intanto dal fare un appello alla carità patria dei cittadini, perchè cambiassero la carta in denaro. A questo appello risposero con molta generosità, perchè oltre 500,000 lire furono raccolte, mediante il solo compenso del 5 per 100, a cui alcuni anche rinunziarono.

A questa somma, il Governo aggiunse presso a poco altrettanto,

sicchè un milione circa fu distribuito a quelli che importavano viveri, specialmente dalla Romagna.

Certamente, il Governo non avrebbe mancato di fare per suo conto molti ulteriori acquisti di grani, se avesse avuto materialmente modo di provvedersi di denaro effettivo.

Ma sapete quante crudeli delusioni ebbe a soffrire il Governo.

La Romagna, che ha un forte debito verso di noi, aveva promesso di mandarci 100,000 scudi, e non ne mandò che 30,000 in carta monetata. Questi furono tutti distribuiti dalla Commissione annonaria a quelli, che portarono farine e bovi dalla Romagna.

Il Piemonte, che ci aveva promesso 600,000 lire al mese, da gennaio in poi, non ne spedì che 200,000, e siccome eravamo creditori di 135,000, spese nel ristauro dei suoi bastimenti, si può considerare come nullo il sussidio avuto da quella parte.

Genova aveva promesso un milione in effettivo, e pur quello ci mancò.

Cosicchè, abbandonati da tutti, noi abbiamo lottato, si può dire, senza mezzi contro difficoltà le più gravi. Però, anche per la circostanza dei cambi, che la Commissione annonaria offeriva a quelli, che importarono viveri, nascevano naturalmente molte querele, perchè molti necessariamente ne rimanevano esclusi. Ma quelli, i quali credono che in questi ultimi mesi non sieno entrati molti viveri in Venezia, si convincerebbero ben facilmente del contrario, esaminando i molti reclami di coloro, che non poterono essere esauditi nelle loro domande di cambio, non per mancanza di buona volontà, ma per fisica impossibilità di soddisfarle.

Il risultato però di tutti questi fatti fu questo, che al principio del blocco, vale a dire nell'aprile 1848, avevamo in Venezia lo stesso approvvigionamento che in aprile del corrente anno: fatto questo di grande importanza, che sparge molta luce sulla condotta della Commissione annonaria, essendo pur qualche cosa il conservare, dopo tanti mesi e ad onta di tante difficoltà, intatto il deposito. E questo fu ottenuto, impedendo ai proprietarii dei grani di macinarli, affinchè tutte le farine, che si consumassero, dovessero essere importate dall'estero senza pregiudizio del deposito.

Questo fatto stesso però fu cagione di molte e giuste querele, perchè i proprietarii dei grani dicevano: voi mi obbligate a non esportare la mia merce, a tenere infruttuosi i miei capitali, a conservare a mie spese questi generi, a lasciarli deperire.

Pure, ad onta di tutte queste querele, il Governo insistette ed ottenne il bellissimo risultato di avere in città dopo tanti mesi, la stessa quantità di grano, che vi si trovava in principio della guerra.

Di più, per taluni oggetti importati, sia per la via di mare, come dalla terraferma, si diedero premii, e si tolsero tutti i dazii anche di uscita, aprendo l'adito a un grande commercio colla terraferma di zucchero, caffè, manifatture e simili, ed offrendo così ai contrabbandieri un grandissimo lucro.

Inoltre si vendettero sigarj, con ribasso notabile, a tutti quelli che

portavano generi dalla terraferma, ottenendo in tal modo il doppio vantaggio di vendere le nostre merci, e di offrire un' occasione facile di spendere la carta monetata al pari.

In qualche modo, nel rapporto della Commissione è detto che si poteva approvvigionare di più la città.

Quanto ai privati, era impossibile, come abbiamo detto, fare di più. Per quanto riguarda il Governo, è facile la risposta.

Il Governo, quando aveva denaro, in aprile 1848, ha acquistato subito oltre 65,000 staia di grano, colle quali, non solo provvide al bisogno delle truppe in tutto questo tempo, ma ne possedeva, nel giorno 16 giugno 1849, una quantità che corrispondeva ad oltre due terzi del deposito generale, e della migliore qualità.

Successivamente, non fu più possibile fare nuovi acquisti, perchè il Governo non aveva più denaro effettivo, ma solamente carta monetata.

Ora tutti comprenderanno che, volendo cambiare alla Borsa una grande somma di carta monetata, se pure ciò fosse stato possibile, ne sarebbe conseguito un così forte disaggio che i prezzi di tutte le merci sarebbero sull'istante enormemente aumentati, e la perturbazione nei cambi e nel commercio sarebbe stata così grande, che il danno avrebbe di gran lunga superato il vantaggio.

Dietro queste osservazioni generali, pregherò uno dei segretarii di leggere una nota della Commissione annonaria, in risposta ad una delle osservazioni contenute nel rapporto.

Il segretario legge quanto appresso:

Ritardo nell'erezione de' mulini.

« Sino dal maggio 1848, la Commissione spedì apposito incaricato a Padova ed a Treviso per acquistare quante pietre da macina si potessero ivi rinvenire, ed alcune ne vennero infatti tradotte a Venezia. Immediatamente dopo la presa di Vicenza, la Commissione, col mezzo dell'ingegnere Milesi e del Municipio, ordinò a Milano l'acquisto di altre mole da macina, che non poterono essere spedite a Venezia perchè frattanto gli Austriaci avevano occupate le sponde del Po. Se ne curò allora l'acquisto a Sinigaglia, e s'incaricò persona apposita di comperarne il maggior numero possibile; con questo mezzo si ottenne il compimento del numero delle mole necessarie per ventitrè macine attivate alla Strada ferrata. Con queste, e col mulino a S. Girolamo, si vedeva provveduto allo stretto bisogno della popolazione; ma di più si erano fatte esaminare dall'ingegnere Meduna tutte le pietre da macina qui esistenti, e di cui erasi ordinata la notifica sino dal giorno 26 giugno 1848, e si calcolava di approfittarne in caso di necessità, specialmente di quelle di ragione del sig. Bigaglia, che infatti ora si stanno adattando alla Fabbrica tabacchi. Di più, si cercò sempre di eccitare la costruzione di mulini a mano nei comuni esterni, e lo si fece, non solo con parole, e con iscritti esistenti negli atti d'Ufficio, ma con essere difficili nell'aderire alle domande di esportare farine per quei comuni. A merito di questo sistema e di questi eccitamenti, esistono in Chioggia e Pellestrina

tanti mulini a mano che suppliscono del tutto alla macina delle farine gialle necessarie per quei paesi, ove se ne fa molto consumo. La Commissione poi sempre si adoperò a tentare il mezzo di far venire altre mole; ed appena conosciuti i rovesci di Novara, spedì immediatamente l'ingegnere Meduna in Romagna, con ordine di cercarne a qualunque patto e qui farne tradurre la maggior quantità possibile. Si prestò egli con tutta alacrità, ed alla metà di aprile erano giunte in Venezia delle pietre da macina, unite alle quali altre che quivi eransi rinvenute si composero quindici coppie di pietre. Si diede tosto mano alla costruzione dei relativi mulini, incaricandosi del progetto, direzione e sorveglianza dei lavori gl' ingegneri Milesi, Cappelletti, Meduna, Collalto; ed i sigg. Minotto e Pincherle. Si requisì la macchina d'asfalto alla Giudecca, per avere la necessaria forza motrice onde animare otto mulini; si chiese e si ottenne il piccolo curaporto capace di altri quattro; si chiese pure il grande cavafango, ma il tempo troppo lungo che occorreva per applicarlo a questo nuovo uso, ne fece abbandonare l'idea. Si requisì quindi la macchina fissa, denominata *Co. Spaur*, onde collocarla alla Strada ferrata per animare altri tre mulini che civanzavano, ed altri cinque da costruirsi colle pietre Bigaglia. Così si dovevano avere in complesso 20 mulini, che, aggiunti ai 23 prima esistenti, facevano ascender a 43 il numero dei mulini a vapore esistenti in Venezia, oltre quello di S. Girolamo.

« Gl' ingegneri, incaricati dell'esecuzione di questi lavori, avevano assicurato che sarebbero tutti compiuti in pochi giorni, ed a perfezione: invece i mulini alla macchina d'asfalto non furono attivati che il giorno 16 giugno p. p.; il cavafango, benchè attivato da molti giorni, non dà quasi nessun prodotto, perchè sempre vi avvengono interruzioni; per la macchina fissa occorrerà ancora, secondo il rapporto della Commissione, circa un mese, tanto più che, attesa l'attuale condizione della città, devesi trasportare essa pure alla Giudecca.

« Quanto la Commissione abbia cercato di affrettare la fine di questi lavori, può più d'ogni altro accertarlo il cittadino Pincherle, che pure vi si prestò con tutto l'impegno, ma era impossibile fare di più. La Commissione incaricò pure l'ingegnere Meduna di nuovi studii pei mulini a mano, e cessò poi dall'ingerirsi su questo argomento della costruzione dei mulini, allorchè venne istituita dal Governo un'apposita Commissione ai mulini, cioè alla fine di maggio. Questa pure si adoperò per costruire mulini a mano, parte da collocarsi nelle Case d'industria e di correzione, e nel Bagno, parte da cedersi ai privati; e dispose che le mole Bigaglia fossero collocate alla Fabbrica dei tabacchi: ma sino ad ora dai primi non si potevano ottenere certi risultati, e le seconde non sono ancora in attività.

« In conclusione: sino al giorno 16 giugno, non si ebbero altri mulini, se non quelli ch'erano stati disposti dalla Commissione sino dall'anno scorso, e non si potè approfittare delle mole Bigaglia, sulle quali la Commissione stessa aveva calcolato pel caso di necessità; dal 16 giugno in poi, si aggiunsero a questi i mulini della Giudecca e del cavafango, danti un medio prodotto sino ad ora di circa 70 staia al giorno,

attivati mercè le disposizioni emesse dalla Commissione, tosto conosciuta la probabilità di un blocco. Sono ancora inattive tre coppie delle mole qui pervenute per le cure della Commissione; sono inattive le mole Bigaglia; tutte le lusinghe della Commissione, fondate sull' assicurazione degli uomini d'arte, vennero deluse; nessun effetto potevasi ancora ottenere dai provvedimenti emessi dalla nuova Commissione ai mulini: eppure, tanto pel pane quanto per le farine gialle, venne sempre, e prima e dopo il 16 giugno, provveduto ai *reali* bisogni della popolazione, meno qualche strettezza affatto momentanea, dipendente o dal caso, o dal desiderio di taluni di provvedersi di più che pel bisogno giornaliero, o, finalmente, da qualche meno opportuna disposizione non già della Commissione, ma d'altri. »

Il *rappresentante Giordani* (*Legge*): Nè quanto disse il precedente oratore, nè il rapporto della Commissione incaricata a versare sulla mia ed altre proposizioni, acquieta l'animo mio nè l'altrui può acquietare, e meno ispirare nel popolo paziente quella fiducia che attende da fatti dimostrativi, da robuste immediate disposizioni, e da persone dalle quali possa sperare un più soddisfacente risultamento di quello che abbia fino ad ora ottenuto.

Persisterò nondimeno nel primo sistema di discrezione, abborrendo di personalizzare. Mi è però necessario di osservare che le stesse parziali mancanze, che non poterono sfuggire alla lealtà del rapporto, sono tali che, se anche funeste non avessimo a considerarle per il molto più che la Commissione annonaria avrebbe potuto fare, e per il molto che non avrebbe dovuto ommettere, giustificano la pubblica e popolare e intellettuale disapprovazione verso la Commissione suddetta.

Non dobbiamo illuderci: quando si tratta d'interessi, che nella parte più viva toccano individualmente il popolo di ogni classe, qual è appunto l'annona, la prima fiducia bisogna attenderla dalla opinione pubblica sui membri addetti a così laborioso ed importantissimo ufficio.

Cospicue, integerrime, conoscitrici pur anco de' varii articoli di vettovaglia, ravviso negli individui che compongono attualmente l' Uffizio centrale; ma ritengo bensì idonee queste loro qualità nei casi ordinarii, ma non le ritengo tali, e lo dimostra l'esperienza, nei casi eccezionali soltanto.

Questo mio sentire fu prevenuto dall' Assemblea colla nomina di una Commissione militare a pieni poteri, senza però in alcuna guisa offendere la delicatezza di chi ne aveva avuto fino a quel momento l'incarico; chè anzi li vediamo con vera compiacenza valutati nel consiglio e nella operosità della straordinaria Commissione.

Non mi si potrà negare certamente che due mezzi di offesa e di pericolo d'allontanare ci presenti l'ostinato nemico; quello dell' assedio, e fu provveduto, e tutto di si provvede per difendersi a qualunque costo, come i rappresentanti del popolo ad unanimità hanno deliberato e promesso; l'altro del blocco terrestre e marittimo, e senza mancare alla deliberazione ed all'impegno contratto con la patria, e può dirsi con tutte le altre nazioni, vi si deve in pari guisa straordinariamente provvedere.

Egli è a tale oggetto urgentissimo che, senza deplorare le giornate decorse dalla mia mozione, confortato anzi dal conoscere nell'insieme del rapporto vieppiù incalzante la necessità di provvedere, dirò che in questi supremi momenti è necessario provvedere con quella positività e robustezza, cui si mancò per l'avanti. A questo futuro scopo specialmente fu rivolta la mia mozione di sabato. Non lo vedo raggiunto dal rapporto e dalla proposizione della Commissione. — Non è più tempo di mezze misure, nè di riguardi personali.

Convien cominciare dal sapere con certezza ciò che resta di enti di ogni specie di alimento appresso chiunque. Bisogna riconoscere il numero di quelli da alimentarsi. Allora solo si avrà il quoto individuale di alimento comportabile colla salute e colla resistenza, e per quanto tempo. All'azzardo ned alla infedeltà di private dichiarazioni non si devono abbandonare gli estremi destini della patria.

A subordinato mio parere, senza l'innesto della finanza nel magazzinaggio, non si riparano i fatali ognora più crescenti disordini, che angariano la popolazione, possono compromettere il buon ordine, e rendere periclitante la difesa di una città assediata e bloccata. Coll'ingiusto ed arbitrario degrado della carta immancabilmente garantita, i venditori di magazzini operano un monopolio sopra i rivenditori in dettaglio, e questi, non solo si riscattano di quello ad essi imposto da' primi, ma vi aggiungono il loro proprio senza misura, a peso enorme dei compratori al minuto. Prudenza esige di non connotare persone, ma molte botteghe simulatamente sfornite tengono in altri luoghi di che rinfrancarsi e si rinfrancano alla spicciolata maliziosamente, o per negare talvolta di averne, o per giustificare l'estrema e saltuaria alterazione dei prezzi.

Tolga il cielo che io proponga di fiscare alcun che ad alcuno nè di privati, nè di negozianti. Bensì per conto del Governo dovrà tenersi il tutto disponibile, e lo si pagherà, di volta in volta che si dispone, in moneta corrente, con un lecito commisurato vantaggio pel proprietario del genere, che poscia si rivenderà ai dettaglisti contro pagamento di volta in volta con pari moneta corrente, e con lecito commisurato vantaggio verso di loro. Per questo solo mezzo potrà impedirsi il mercimonio, e raggiungere senza ingiustizia a quella positività di esistenza di vettovaglie e di tempo, che nell'attuale nostra condizione rendesi indispensabile.

Ad esecuzione pronta, severa, diligente e giusta di tali provvedimenti, mi associo al rapporto che propone una Commissione, ma non in quella parte che vuole la vecchia serbata; e sostengo essere necessaria la creazione di una nuova Commissione annonaria, cui sia presidente Manin, salve sempre le Commissioni speciali, la quale, con pieni poteri in questa parte, si aggiunga all'altra Commissione militare di difesa a pieni poteri, senza però che l'una si meschi nella giurisdizione dell'altra, ma si prestino vicendevole mano forte per l'adempimento delle analoghe operazioni rese necessarie nella imperiosità delle circostanze.

Sembrami che il precedente oratore voglia la Commissione giustificata per quello che finora operò sull'annona dal principio; che il monopolio, cioè, in questi casi eccezionali sia utile per racchiudere e con-

servare le vettovaglie e quindi impedirne lo scialacquo e prolungare il più possibile la penuria, e quindi la mancanza dei mezzi di sussistenza.

Io non entro nella discussione e meno nella soluzione di siffatto gravissimo problema, che sarebbe di pubblica economia; e che, quando pur prevalesse l'idea del monopolio, sarebbe stato d'uopo temperarlo con opportune disposizioni, le quali non lo abbandonassero a sole mani e avidità private, ma contemporaneamente lo neutralizzassero con quei pubblici provvedimenti, che sotto altri governi, non solo in simili circostanze, ma in altre ancora meno stringenti, furono adottati, o con acquisti e depositi per conto erariale, o con premii d'introduzione, o finalmente con quella positività di riscontri effettivi, che affacciassero una esistenza notoria di vettovaglie, e bilanciassero la ignota ed arcana degli speculatori monopolisti.

Intempestiva però sarebbe in adesso e dolorosa soltanto la investigazione del passato, atteso che il paese trovasi in tali stringenze da dover conoscere cosa siavi di che vivere per poter valutare quella distribuzione che prolunghi possibilmente la sussistenza, e quindi la difesa della città assediata e bloccata e della sua indipendenza.

A questi due scopi mirava essenzialmente la proposizione, che ho creduto di mia coscienza, e come uomo e come cittadino, di assoggettare ai voti bene ponderati di quest'Assemblea, che ogni di più rendesi responsabile verso il buono ed intelligente popolo che rappresenta.

La prima parte della mia proposizione si dirige ad una conoscenza di fatto che va ad essere quasi immutabile, dacchè poco ormai viene introdotto pella severità del blocco terrestre e marittimo.

A cogliere il frutto di questa prima parte, si potrebbe premettere dalla Commissione, che propongo d'instituire, la diffida a ciascheduno di dichiarare ciò che trovasi ad avere, sotto la comminatoria che se nell'incontro che si facesse, fosse rinvenuta alcuna maliziosa occultazione, s'incorrerebbe in una colpa punibile secondo il rigore delle leggi militari.

La seconda parte della mia proposizione mira ad impedire lo scialacquo, che pur troppo finora ebbe luogo, specialmente riguardo al vino, ed imporre una giudiziosa e necessaria temperanza: basta in questo stato di cose vivere, e vivere sani. Un tale scopo però non si può raggiungere se non se dietro la cognizione positiva di tutto quello che esiste, e della popolazione che ne abbisogna.

Appunto per ciò ritengo necessaria la durevolezza delle Commissioni di circondario, la prima cura delle quali dovrà essere di riconoscere ed il numero dei venditori in dettaglio, ed il numero dei consumatori, per potere ai primi distribuire i viveri, ed ai secondi nella rivendita imporre, secondo i loro mezzi e la loro condizione, un limite conveniente.

Non posso a meno, per ultimo, di toccare una conseguenza, che non è dell'immediato mio proponimento annonario, ma che pure va a riflettere a migliorare l'insieme dell'attuale e futura nostra condizione finanziaria.

Viene per tal modo impedito l'abuso di ogni aggiotaggio qualunque della carta monetata nello smercio dei commestibili, poichè la stessa re-

gola, che nella disposizione e pagamento dei generi sarà per tenere la Commissione coi proprietarii dei generi e coi dettaglisti, si dovrà conservare nella rivendita verso i consumatori, salvo quell'equo riguardo, che assicuri ed ai primi ed ai secondi un lecito differenziale profitto.

Il *rappresentante Minotto:* La Commissione nominata da quest'Assemblea, non aveva per oggetto di occuparsi dell'annona interamente, ma di occuparsi di ciò che da alcuni rappresentanti, relativamente all'annona, era stato proposto.

Molte cose sono state dette a questa tribuna, e, per quanto mi sia studiato tener dietro alla discussione, vorrà certo l'Assemblea compatirmi, se non mi si affacciano tutte alla mente coll'ordine che desidererei. Parlerò quindi dietro le poche note che fatto mi sono.

La vostra Commissione avrebbe vivamente desiderato di pensare ai bisogni presenti ed a quelli avvenire, senza farsi a riandare sul passato. Poco fa il rappresentante Giordani egregiamente avvertiva che questa investigazione del passato pareva a lui perniciosa; ma osservo che fu la proposta del rappresentante Giordani, che ha costretta la Commissione a queste indagini.

Infatti, egli, nella sua proposta, domanda un esame di tutte le operazioni della Commissione centrale, fatte anche col soccorso e coi lumi delle Commissioni parziali, per conoscere se e quali sieno state pregiudicievoli gravemente, e suscettibili di censura dal canto dell'autorità competente. Questa fu la ragione per cui la Commissione fece le indagini, le quali, però, la Commissione non fece avventatamente; ha cercato invece, in tutti i modi possibili, scoprire il vero, e lo avrebbe fatto per via del Governo, se, come il rappresentante Pesaro avverti, la strettezza del tempo non lo avesse assolutamente impedito.

Dirò di più, che i lumi avuti dalla stessa Commissione annonaria, in quanto che riferivansi a molti decreti o lettere governative, parve forse alla Commissione potessero a sufficienza mostrare quale stata fosse la condotta, e spiegare quali le opinioni del Governo in proposito. Ciò nullameno, ripeto, sarebbesi ben volentieri la Commissione prevalsa anche dei lumi del Governo, e credo che delle cose dette dallo stesso rappresentante Pesaro, molte si accordino con quelle riferite dalla Commissione.

Che se pure accennò la medesima a qualche cosa di non affatto approvabile nella Commissione annonaria, vide egualmente e rifletté alle difficoltà, che vi si opponevano. Ed in quanto a ciò, il dichiaro apertamente, o signori, sono persuaso che i riguardi personali si possano usare quando non si tratti della salute del paese, ma quando di questa è discorso, nessuno meno di me è disposto ad usare riguardi personali, e credo che tutti debbano tacere in faccia alla salute del paese, e che allora si debba parlare a cuore aperto. Credo che, quand'anche si fosse partiti da una contraria prevenzione, allorchè dall'esame dei fatti risulta una verità, se anche questa è contraria all'opinione concetta dal pubblico, abbiasi ad avere il coraggio di esporre la propria opinione e dire: *i fatti asseriti non sono veri*, anche se l'opinione del pubblico non è d'accordo con quella della Commissione.

Quanto si fece dietro rigorosissimo esame, portò la Commissione alle già emesse conclusioni, ed in queste fermamente persiste.

Dico adunque: accordo che la Commissione annonaria non abbia fatto forse tutto quello che avrebbe potuto fare, ma questo non basta; bisognerebbe vedere se altri in sua vece avessero potuto fare *tutto* quello che si poteva; e questo io non credo; bisognerebbe vedere se altri in sua vece avessero fatto meglio e questa sarà cosa possibile, ma non certa.

La proposizione che più avversa quella della Commissione, sarebbe quella fatta dal rappresentante Varè, la quale vorrebbe che, invece di discutere sulle conclusioni del rapporto, si rimettesse questo al Governo e si nominasse poi una Commissione, che sorvegliasse quanto riguarda l'annona.

Primieramente devo osservare una cosa detta dal Varè, a giustificazione della Commissione. Egli ha detto che il conferire pieni poteri alla Commissione proposta dal rappresentante Ferrari Bravo, e dar poscia alcune norme sulla condotta da tenersi relativamente all'annona, implicherebbe contraddizione; e questo infatti sarebbe vero. Prego però il rappresentante Varè a voler riflettere che, nel contesto del rapporto, e nelle conclusioni del medesimo, non si disse già di adottare le proposte del rappresentante Ferrari Bravo, quali vennero da lui scritte, bensì si accenna ad alcune modificazioni da farsi.

Quindi, una delle modificazioni poteva essere appunto quella dei pieni poteri; ed in questo caso sussistevano tutte le altre proposte, che nelle conclusioni del rapporto si facevano.

Quanto a me, lo confesso, ed in questo non so quale sarà l'opinione de' miei colleghi, crederei che una Commissione, incaricata di sorvegliare soltanto, potesse esser utile, ma non condurre a quei decisivi effetti che si desiderano, perchè noi già abbiamo le Commissioni parziali che sono numerose e sorvegliano da vicino.

Se miriamo, d'altra parte, che queste stesse Commissioni speciali hanno sopra di loro la Commissione centrale (sulla cui conservazione o meno deciderà l'Assemblea, ma che tuttavia sussiste) e che sopra questa Commissione sta il Governo, il quale fa adesso quello che il rappresentante Ferrari Bravo vorrebbe fosse fatto dalla Commissione annonaria da eleggersi dall'Assemblea, risulta che la sorveglianza attualmente esiste, quantunque sarebbe forse desiderabile che l'Assemblea avesse a conferire poteri maggiori in questa parte di quelli che hanno attualmente le autorità. Il conferire poi poteri siffatti, ed in questo modo, a persone di fiducia piena dell'Assemblea, pare sia stato lo scopo del rappresentante Ferrari Bravo nelle sue proposte, e quello pure della Commissione nello accoglierle.

Non mi associerò quindi alla proposta Varè, siccome l'ha formulata.

Il *rappresentante Tommaseo*: Domando la parola.

Il *presidente*: Debbo annunziare all'Assemblea che il rappresentante Ferrari Bravo ha deposto sul banco della presidenza una nuova proposta di legge:

Proposta di legge.

L'Assemblea dei rappresentanti dello stato di Venezia:

Considerando che per la più retta amministrazione della giustizia nell'applicazione delle leggi, è sommamente richiesto che sia guarentita la piena indipendenza dell'ordine giudiziario;

Considerando che il bisogno di questa indipendenza de' giudici tanto più si fa manifesto, quanto più sono difficili le circostanze dei tempi;

Considerando che l'ordine pubblico ha la principale sua base sulla confidenza del popolo nella retta amministrazione della giustizia;

Decreta:

Art. 1. I giudici sono inamovibili.

Art. 2. Sotto la denominazione di giudici sono compresi tutti i magistrati che si trovano in esercizio di giudicatura civile, criminale e mercantile, tanto cioè, i capi come i membri di un corpo collegiale giudiziario delle istanze superiori ed inferiori, quanto i giudici singoli di prima istanza ed i loro sostituti.

Art. 3. L'effetto della disposizione enunciata all'art. 1. è che gl'individui indicati all'art. 2. non possano essere nè destituiti, nè contro lor voglia traslocati, o pensionati, come pure che non possa esser loro negata o tolta la pensione o gratificazione, nei casi ne' quali avessero diritto a chiederla ed ottenerla o fosse stata loro conceduta, se non che in conseguenza di una sentenza di condanna emanata dall'autorità giudiziaria, e passata in cosa giudicata.

Art. 4. Il potere esecutivo è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Questa sarà posta nel primo ordine del giorno per la presa in considerazione. La parola è al rappresentante Tommaseo.

Il *rappresentante Tommaseo* sale in bigoncia e legge: Se alla Commissione d'annona, qual è, voi voleste, o cittadini, sovrapporre una Commissione nuova, non togliereste via i vecchi mali, ne aggiungereste, se non altri, due molto gravi, il contrasto de' poteri, e la lentezza: nocereste, cioè, alle due cose delle quali abbiam di bisogno, quanto di polvere e di pane, la concordia ed il tempo. Nè lasciare la prima Commissione qual è, voi potreste, quando è notissimo che parecchi di quelli che la compongono, alle deliberazioni di lei prendano di rado parte; onde le doglianze del popolo o di non pochi del popolo cadono sopra poche persone esposte all'odio e all'ire in momenti pericolosi. Io credo che siccome accusare le loro intenzioni senza conoscere tutti i fatti sarebbe ingiusto ed inutile all'uopo nostro, siccome ingiusto sarebbe il non rendere ad essi lode del bene che desiderarono fare; sarebbe d'altra parte rendere loro assai tristo servigio, condannandoli a rimanere bersaglio alle querele e agli sdegni. L'opinione di tutti così fortemente manifestata (e anche questo è fatto) merita che non si disprezzi o s'affronti: che s'ella s'inganna, rimarrà sempre luogo alla vecchia Commissione di dimostrare con gli errori altrui la propria sapienza e di ripararli. Una prova diversa è debita al popolo, debita all'Assemblea, debita

a quella stessa Commissione, di cui si lagnano tanti. Ond'io proporrei una Commissione nuova, presieduta da Daniele Manin, composta di dodici, i quali, tutti uniti, dapprima stabilirebbero le norme generali secondo le quali operare, e poi quattro per settimana provvedessero all'applicazione di quelle.

Il più grave fatto accennato dal relatore è, agli occhi miei, il poco accordo che passa tra la Commissione centrale e le secondarie, le quali esso relatore attesta essere benemerite della città. E renderannosi più benemerite ancora se, invece di passare, con giro austriaco, per il Municipio in tante faccende o troppo minute o troppo gravi, entreranno in corrispondenza diretta con la Commissione primaria; se avranno facoltà d'imporre multe e castighi fino a certa misura, acciocchè i trasgressori impuniti non insolentiscano e non si beffino, come accade, del nobile loro zelo; se finalmente una Commissione s'istituirà per ciascuna parrocchia, composta di quattro, e quinto il parroco, nella quale abbian luogo tutti i già provati delle otto Commissioni, e altri lor pari. Una Commissione per parrocchia potrà vigilare attentamente ai bisogni del popolo meglio che un commissario per fornaio; giacchè non al solo pane si dee dare pensiero. Il parroco in tutti i luoghi, massimamente in Venezia, in tutti i tempi, massime nel presente, è di necessità chiamato in parte d'uffizio siffatto, si perchè meglio di tutti conosce le condizioni intime di ciascheduna famiglia, si perchè può con la sua autorità risparmiare di molti provvedimenti odiosi e impotenti. Ma dopo usata la voce del prete; dopo fatte da esso ingiungere per obbligo di coscienza le notifiche de' generi di vittuaglia, che ciascuno ha; dopo fatto promulgare, per bocca d'esso prete, che le denunzie di tali generi non solamente non sono delazione rea, ma debito di buon cittadino; bisogna por mano alle pene e dare esempi che sostengano la moralità della legge. Si sa che farina a dieci centesimi la libbra può aversi, purchè si paghi in moneta; si sa che da un dì all'altro non possono i generi sparire, e, all'alzarsi del prezzo, ricomparire, siccome fanno; si sa che quest'anno gli approdi nel verno furono più copiosi del solito; e che il maggiore consumo di certe cose non rende ragione della totale subitanea mancanza. Non sarebbe impossibile computare per approssimazione l'ordinario e straordinario approvvigionamento della città, l'ordinario e straordinario consumo, per indi dedurre quante possano restare delle cose necessarie alla vita; non sarebbe impossibile, dalle persone adoprate a trasportare tal sorta di generi, e lavorarli e custodirli, sapere quanti ne siano entrati e quanti ne restino. Ma a tali particolarità non deve discendere l'Assemblea; basta istituire l'autorità, e porre il principio secondo il quale essa debba con pieni poteri operare. Ella s'intenderà col Governo sul modo di raccorre qualche po' di moneta per le compere, e di aver generi per via di credenziali che sieno risparmio di danaro; ella non dimenticherà quel che concerne la vendita del pesce, ch'è tanta parte del vitto e non poca del commercio veneziano, dimenticata da taluni, acciocchè appaia per nuovo fatto come Venezia, e nelle cose della guerra ed in altre, faccia le viste d'ignorare le origini splendide e l'unica natura sua. Essa vedrà come bisogni moltiplicare i mulini a mano, a vento, a corrente, caso che ca-

lamità segua a quelli che abbiamo: vedrà quanto convenga permettere i dolci, per dare il vitto a soli quelli che senza ciò perirebbero d'indigenza; essa distribuirà pane bianco a tutti o a molti fornai, acciocchè non si vegga quello spettacolo, che fa insieme maraviglia, terrore e pietà, di povera gente affollata ad una bottega, e donne incinte, donne con bambini in collo, che aspettano lungamente il momento d'avere un pane a contanti; aspettano senza disordine, aspettano senza lamento.

Ma quello che sopra ogni cosa varrà a scemare gli abusi e dar vero risparmio, egli è il provvedimento preso nel blocco del tredici, che di ciascuna famiglia sappiasi il numero, sappiasi, perciò, quanto pane o farina le si debba ogni dì; che la quantità data sia riconosciuta per via di biglietti, i quali attestino che il fornaio non ha fatto frode a questi per fare favore a quelli; che la farina gialla sia serbata pel povero; che il pane bianco sia pure rincarato, salvo pei malati e i bambini. A questi un attestato del medico insieme e del parroco darà pane bianco. E se non un medico per ciascuna Commissione di parrocchia, un medico si richiederebbe per due o tre di esse Commissioni almeno, acciocchè il pane quotidiano non diventi una bomba quotidiana nello stomaco delle genti, acciocchè il collera, che forse s'appressa, non trovi i corpi tristamente disposti al contagio.

Conchiuderò con due belli e felici e facilmente imitabili esempi. Anni fa sotto l'Austria, il Municipio di Venezia provvide alla carestia facendo pane e vendendolo, e imponendo per tal forma un calmiere di fatto, al quale i fornai obbedivano facendo al prezzo medesimo pane più buono ancora. Il Municipio dia esso il modello del pane ben cotto e giusto di peso: se approdi vengono, approprii a sè i generi commestibili, e venda quelli a tal prezzo che il mercante onesto ci possa non perdere. Così il Municipio, o chi facesse per esso, avrebbe un lucro da rivolgere a benefizio de' poveri. A' quali pensò nella parrocchia de' Santi Giovanni e Paolo il collega nostro Bigaglia, e con altri benemeriti mise insieme una somma, con la quale fornire ai più necessitosi pane e legna a men prezzo assai del comune. La pia istituzione potrebbesi dilatare; e, come nel blocco del tredici, dare a più poveri un foglio, mercè del quale i fornai venderebbero ad essi il pane un tanto di meno.

Queste e altre cose che la Commissione vedrà. Giova intanto che l'Assemblea abbia dimostrato al popolo quanto le stia a cuore il suo bene; come ella gli sia riconoscente della carità patria, di che tanto costantemente fa prova. Io veneratore, non adulatore, del popolo, non ne avevo, confesso, così pieno concetto; non lo credevo sì buono, cioè sì grande. Perchè la bontà intelligente, perseverante, generosa, è grandezza.

Il *presidente*: In conseguenza di questo discorso, il rappresentante Tommaseo fa la seguente proposta (*legge*):

La Commissione annonaria centrale sarà composta di dodici, preseduta da Daniele Manin.

Ogni parrocchia avrà la sua Commissione annonaria speciale, composta di cinque, tra' quali il parroco. Queste corrisponderanno direttamente con la Commissione centrale, e avranno facoltà di punire con multe fino al valore di lire cento. Per multe più gravi, e altre pene, scriverà alla Commissione centrale.

Questa, nelle prime adunanze, stabilirà le norme generali, secondo le quali operare. Quanto all'applicazione e agli affari ordinarii, quattro dei commissarii sederanno alla volta loro per settimana.

Nuove norme generali non saran prese senza il consiglio di tutti e dodici (tranne il caso d'impossibilità per alcuno), e senza la presenza o del presidente, o del vicepresidente, che sarà un d'essi dodici.

La Commissione centrale riceverà sole quelle querele e richieste, che riguardano massime generali; o quelle pure che riguardano fatti speciali, se rigettate dalla Commissione della parrocchia, alla quale il ricorrente appartiene.

A Chioggia, presederà, secondo le norme poste dalla Commissione centrale, il suo Comitato.

Il rappresentante Calucci ha la parola.

Il *rappresentante Calucci*: Mi sembra che la questione debba essere posta sotto il suo vero punto di vista.

Non è solamente questione di pane e di persone; è questione di forma governativa.

Allorquando si è conosciuto il pericolo di Venezia, saggiamente quest'Assemblea deliberò che il potere si dovesse concentrare, quindi proclamò il Governo dittatorio.

Al giorno d'oggi certamente il pericolo non è punto diminuito, e per conseguenza noi dobbiamo conservare il potere proposto.

Se la Commissione annonaria fosse stata eletta dall'Assemblea, io comprendo che, non piacendo le persone, o non piacendo i principii seguiti, si potesse cambiarla; ma la Commissione annonaria non fu nominata dall'Assemblea, fu nominata dal Governo; e se ora si vuole sostituire alla Commissione annonaria, nominata dal Governo, una Commissione annonaria con pieni poteri, nominata dall'Assemblea, la questione non si porta sulle persone, ma si porta precisamente sulla forma governativa.

Io credo che, in questo momento, per nessuna ragione sia utile lo scindere in qualunque parte il potere governativo.

Si vuole sostituire al potere centrale e dittatorio, il potere più lento che vi possa essere, cioè il potere di Commissioni, e questo certamente non potrà portare nè unità di mezzi, nè rapidità di mosse.

L'abbiamo fatto rispetto alla Commissione militare, ed era giusto di farlo, imperocchè il presidente del Governo ha dichiarato più volte che delle cose militari egli non è intelligente; ma, se lo facessimo ora anche per la parte annonaria, io domanderò: a cosa si ridurrebbe il potere del Governo?

Ricordiamoci che siamo in una città assediata. I poteri militari li ha una Commissione, il potere annonario lo si vuol dare ad una Commissione; e domando io, quali interessi vi possono essere in una città assediata, fuorchè quelli di difendersi e di procurare i mezzi del proprio mantenimento?

Ogni sottrazione di poteri, che noi facciamo al Governo, io credo poi che nel caso nostro sia esporsi ad un pericolo futuro più grave.

Il popolo, fino dal principio della rivoluzione, pose grande fiducia

in una persona. Questa fiducia fa sì che il popolo sia tranquillo, e molte volte abbiamo veduto alcuni leggieri movimenti cessare alla voce di questa persona; ma se noi un po' alla volta le torremo tutti i poteri, il popolo perderà pure della sua fiducia, e noi perderemo una delle più forti difese, che possiamo avere per l'interna sicurezza, per l'interna tranquillità.

Mi pare che la proposta del rappresentante Varè provveda a tutto.

Nella prima parte dell'ordine del giorno si propone di passare il rapporto della Commissione al Governo, non solo per provvedere a' bisogni, ma anche per secondare i desiderii della popolazione.

In questa voce si comprendono molte cose, ed io credo che il Governo avrà abbastanza intelligenza per vedere quali siano questi desiderii.

Nella seconda parte della proposizione, vi è un grande vantaggio; cioè quello di mostrare che l'Assemblea non resta fredda ai bisogni della popolazione, se elegge una Commissione, la quale assiste il Governo nello studiare ed indagare i mali, nel proporre i mezzi migliori per ripararli. Credo certamente che chi ha fiducia in questo Governo, accorderà che le di lei proposte saranno valutate.

Mi pare che, potendo ottenere un tale risultamento senza esporsi al pericolo di cambiare così bruscamente la nostra forma governativa, sia accettabile più di ogni altra la proposta del rappresentante Varè.

Il *presidente*: Se nessun altro domanda la parola sulla discussione generale, la discussione generale è chiusa. Adesso passeremo alle discussioni parziali, trattando le une dopo le altre le varie proposte che furono presentate. Prima, abbiamo le otto proposte della Commissione, che ognuno conosce perchè comprese nel rapporto già distribuito. Poi, abbiamo una emenda, che si allontana più d'ogni altra dalle conclusioni della Commissione e ch'è totalmente esclusa dal primo articolo del rapporto; ed è quella del rappresentante don Vespasiano Giordani, cioè una Commissione annonaria di nove membri con pieni poteri, cui sia presidente Manin, aggiunta alla Commissione militare di difesa con pieni poteri, con che però l'una non s'immischi nell'altra. Poi abbiamo la proposta del rappresentante Varè, alla quale il rappresentante Calucci ha data la sua adesione. Poi, la proposta del rappresentante Tommaseo.

Ora, come quella che più di tutte si discosta dalle proposizioni della Commissione, io porrò a' voti la proposta Giordani.

Se nessuno domanda la parola in particolare e solamente su questa proposizione, si passerà alla votazione.

Il *rappresentante Calucci* vorrebbe porre a' voti prima quella del Varè.

Il *presidente*: Secondo il Regolamento, porremo a' voti prima quella del Giordani, perchè mi pare che si discosti più d'ogni altra dalle proposizioni della Commissione.

Il rappresentante Giordani ha la parola.

Il *rappresentante Giordani:* Associandomi alla proposta del rappresentante Tommaseo, ritiro la mia.

Il *presidente:* Allora restano due sole, quella del dott. Varè e quella del rappresentante Tommaseo, e finalmente le conclusioni della Commissione: metteremo dunque a' voti la proposta Varè.

Il *rappresentante Giustinian:* Mi pare che quella del Tommaseo si allontani più di quella del Varè dalla proposta della Commissione.

Il *presidente:* Quella del Varè si allontana, mi pare, più di quella del Tommaseo.

Si dovrebbe metter a' voti quella che propone l'ordine del giorno e che non parla d'istituire particolari Commissioni. L'Assemblea vuole essa invertire l'ordine della votazione? o vuole che si proceda prima alla votazione della proposta Varè? (*L'Assemblea adotta di votare prima sulla proposta Varè.*)

Si deve votare prima la proposta Varè; v'è alcuno che chiegga di parlare? altrimenti metteremo a' voti separatamente per alzata e seduta l'una parte dopo l'altra.

Il *rappresentante Varè:* Domando la parola per avvertire che, essendo due le parti della proposta, se la divisione fosse domandata sarebbe di diritto. Però, come autore della proposta, osservo che sono logicamente legate fra loro. Per ciò io mi fido che saranno presi sull'importantissimo argomento dell'annona quei pronti e radicali provvedimenti che valgano a soddisfare i comuni desiderii; per ciò credo che il Governo potrà fare questo, in quanto vi sia una Commissione dell'annona che controlli ogni esercizio degli Ufficii esecutivi, e avverta il Governo dei disordini che nascono. In quanto a me, le due parti sono legate, e non rimetterei semplicemente senza altra deliberazione il rapporto della Commissione al Governo, quando non ci fosse anche la nomina della Commissione.

Il *rappresentante Tommaseo* chiede la parola: Ormai i bisogni del popolo dinanzi all'Assemblea e i desiderii dell'Assemblea dinanzi il popolo son posti in chiaro. Acciocchè non paia che noi in questi momenti difficili vogliamo detrarre all'autorità di veruno dei governanti; acciocchè s'eviti l'apparenza di ogni meschina passione, ch'è lontana certamente così dall'animo mio, come, o cittadini, dai vostri; io mi associo di buon grado alla proposta del collega Varè, perchè già in quella proposta è dimostrato chiaramente che le cose sinora non procedettero come dovevano, ed è insieme dichiarata la nostra fiducia nel presidente Manin.

Il *rappresentante Ferrari Bravo:* Domando la parola per rettificare un fatto. La vostra Commissione non avea obbligo di fare proposizioni sopra persone, ed è per questo che non le fece. Con ciò rispondo al collega Varè. Trovo che la Commissione, proposta dal rappresentante Varè, è una Commissione senza nessun potere, che non sarebbe che subordinata al Governo; essa non farebbe che l'uffizio di denunziatrice; mi pare che questo non sia altrimenti conforme alla dignità della nostra Assemblea. Io però m'associo agli altri rappresentanti, che desiderano di non implicare in questi momenti l'azione del potere esecutivo. Parmi che vi sia un rimedio, e che parrebbe essere efficacissimo. Io mi faccio un dovere di proporlo all'Assemblea. Il rimedio è che questa Commissione, poichè non ha fin qui se non che l'incarico d'indagare e rappresentare al Governo gli abusi, abbia altresì la facoltà di poter farsi riconoscere, sicchè i suoi suggerimenti sieno presi in considerazione; e se quella non trovi che a questi suoi suggerimenti sia dato il debito ascolto,

abbia la facoltà di convocare l'Assemblea, perchè si faccia a decidere tra il conflitto che potrebbe nascere tra la Commissione e il Governo.

Il *rappresentante Varè*: Io veramente credeva che, quando una Commissione di cinque rappresentanti del popolo avesse fatto una proposta a cui non fosse prestata attenzione, e questi cinque rappresentanti del popolo, investiti di un mandato speciale dall'Assemblea, richiedessero al Governo che l'Assemblea fosse raccolta; io credeva che non vi potesse essere dubbio che il Governo la convocasse. Se per altro si crede di dover farne menzione speciale, e dire che questa Commissione avrà diritto di convocar l'Assemblea, io non mi oppongo.

Il *rappresentante Bartolommeo Benvenuti*: Il rappresentante Ferrari-Bravo ha detto che sarebbe compromessa la dignità dell'Assemblea.

Io credo che l'Assemblea non comprometta per nulla la propria dignità. Certo, l'Assemblea serba la propria dignità rispettando la propria deliberazione, in forza della quale concentrava, per quanto era possibile, tutto il potere esecutivo, persuasa che in questo unico modo si potesse raggiungere lo scopo, che contempliamo, di resistenza.

Si è fatta, è vero, una eccezione, ma questa fu fatta perfettamente d'accordo col Governo; la Commissione nominata altra volta dall'Assemblea avrebbe seriamente pensato prima d'invadere la sfera del potere esecutivo, senza che quello ne fosse persuaso. L'Assemblea serve alla propria dignità, provvedendo affinchè non vi sia anarchia di poteri, e questa nascerebbe se vi fossero tre Commissioni tutte con pieni poteri. Si è detto da un rappresentante che queste Commissioni non dovrebbero immischiarsi le une negli affari delle altre: ma chi è che segni una linea di divisione nella pratica? tutte le mansioni si confondono le une colle altre.

Ogni Commissione ravvisa una stretta relazione tra gli oggetti più lontani e l'oggetto della sua missione, spinta a ciò dal proprio zelo. Da ciò nascerebbe conflitto, nascerebbe il peggiore di tutti i mali, l'anarchia dei poteri.

Io prego d'osservare che la istituzione della Commissione annonaria aumenterebbe gl'inconvenienti in confronto di quelli, a' quali potrebbe dar luogo la Commissione militare.

Tutto ciò, che si riferisce all'annona, è strettamente collegato coll'ordine pubblico; qualunque misura presa risveglierebbe molti malumori. Ora, come volete che il buon ordine sia mantenuto da una Commissione con pieni poteri, e che poi l'annona sia affidata ad un'altra commissione con pieni poteri? Nascerebbero delle collisioni, e la sostanza sarebbe che ognuna darebbe la colpa non a sè, ma all'altra; la responsabilità si diminuisce, e così in somma si perde lo scopo, che noi tutti abbiamo avuto in mira, lo scopo, che è tanto necessario nelle nostre circostanze, quello dell'unità della forza.

Il *presidente*: Metto dunque a' voti complessivamente la proposta del rappresentante Varè, a cui ha dato la sua adesione il rappresentante Tommaseo.

Risultato della votazione:

Votanti	94
Maggioranza assoluta	48

Pel sì 67
Pel no 27

(*Applausi.*)

Il *presidente*: La proposta è ammessa; ora si deve passare alla nomina dei membri della Commissione.

La seduta è sospesa per mezz'ora, così i rappresentanti potranno preparare le schede; alle 3 e 3/4 sarà ripresa l'adunanza per fare l'appello nominale.

La seduta viene sospesa e ripresa alle ore 3 e 1/4.

Il rappresentante Tommasini è invitato dal presidente ad assistere allo spoglio delle schede, essendo assente un segretario.

Risultano eletti a membri della Commissione i rappresentanti:

Pasini L. . . . . con voci 49
Giustinian . . . . . » . 44
Tommaseo . . . . . » . 41
Giordani . . . . . » . 35
Bigaglia . . . . . » . 31

Il *rappresentante Bigaglia*: Io non ho specialmente in questo argomento le necessarie cognizioni. Credo che sia dovere di prestarsi in tutto quello, di cui la patria ha bisogno, ma credo altresì che sia debito di un rappresentante di non accettare un incarico, quando abbia la coscienza di non poter soddisfare un obbligo, che non può disimpegnare. Crederei adunque di dispensarmene.

Il *presidente* domanda all'Assemblea se intenda di dispensare il rappresentante Bigaglia.

La dispensa è accordata; ed invece del Bigaglia forma parte della Commissione il rappresentante G. B. Torniello, ch'ebbe dopo di lui maggior numero di voci, cioè 25.

Il *presidente*: Seguendo l'ordine del giorno abbiamo la *Presa in considerazione di una proposta del rappresentante Lunghi sui dibattimenti criminali.*

Credo di avvertire l'Assemblea, che questa presa in considerazione doveva essere fatta tre mesi fa; ma, non essendosi raccolta l'Assemblea in questo intervallo, non ha avuto luogo.

Sopra questo argomento però, la Commissione di legislazione ha fatto degli studii preparatorii.

Invito, quindi, il rappresentante Lunghi a leggere i proprii schiarimenti.

Il *rappresentante Lunghi* dice che basterà la lettura della prima parte del progetto essendovi la riassunzione del suo discorso (*legge*):

Sono bene significanti l'espressioni del decreto 24 marzo 1848: « È restituito agl'imputati il diritto naturale della difesa ».

Era intendimento che il difensore, a cui erasi palesata la procedura, dietro le risultanze, ed il voto consultivo del giudice istruttore, discutendo in fatto ed in diritto, potesse meglio fermare l'opinione del retto giudicare.

Imperfetto però si accusa il provvedimento; si paventa l'influenza dell'istruttore, sebbene non entri nel giudiziale consiglio.

Dopo di aver esso sostenuto un lungo intralciato travaglio, non può essere indifferente per le imperfezioni, che fossero svelate dal difensore, e se lasciò travedere la predisposizione all'imputato.

E merita particolare considerazione, che se in un processo figura l'istruttore come giudicato, siede alternativamente giudice de' suoi colleghi. Basta il cenno, che potrebbe sorgere un delicato reciproco riguardo.

Il decreto non poteva essere che il passaggio al sistema dei dibattimenti, che provoco, ed a cui si congiunge l'indispensabile bisogno del pubblico ministero adottato in Inghilterra ed in Francia, e che Montesquieu intitolava *ammirabile instituzione.*

Non v' ha peggior consiglio di quello che attentare improvvidamente all'edificio della legislazione. Ma resta nel progetto intatta la parte risguardante le pene, dove per ingenua opinione sarebbe assai pregevole la latitudine lasciata al criterio del giudice.

Rimangono le regole di competenza, e tutta l'attuale procedura.

Soltanto si solleva la società dal peso di fornire gli assessori pegli esami. Fu creduto un tempo, che dovessero essere guarentigia della personale sicurezza. L'esperienza ha diversamente dimostrato: giammai fu frenato un abuso. L'uomo colle sue passioni porta il vizio nelle migliori istituzioni, ed invano si potrebbe fare richiamo alle prime credute idee. Sarebbe ora inutile provvedimento, e si potrebbe aggiungere che, nel primordio della procedura, si esige tutta la segretezza, e la loquacità non frenabile degli assessori sarebbe pericolosa.

Alla pubblicazione della legge che piacesse di sanzionare, tutti i processi compiuti sarebbero destinati al dibattimento.

In quelli dove già fosse aperta l'inquisizione, si dichiara che terrà luogo dell'atto di accusa, ed il pubblico ministero requisisce gli atti ulteriori al compimento, tralasciando i confronti, fuorchè nei casi di urgenza, perchè riservata questa prova all'importanza del dibattimento.

Nei processi che seguiranno, interviene il pubblico ministero per la stesa dell'atto di accusa, sorveglia l'andamento degli atti, e fa istanza per le operazioni necessarie.

Pertanto minima sarebbe la differenza nel corso della procedura.

È illimitata la confidenza, che ora si lascia all'istruttore, che con equa difficil lance deve ad un tempo preparare le prove del delitto, e sgombra di nubi dimostrare l'innocenza.

Troppo tardi talora il Consiglio giudiziale scopre, ed invano deplora irreparabili mende.

L'ingegno più perspicace, l'incessante attenzione e la lunga esperienza lasciano pur desiderare, e non bastano in qualche caso a togliere l'errore.

Il pubblico ministero, che sarebbe l'organo della legge parlante, il vendicatore della società oltraggiata, si unirebbe ad assistere e sorreggere l'istruttore, e presenterebbe un innesto previdente e salutare.

Nè potrebbe nascere confusione di attribuzioni, se rimane l'istruttore più confortato e sicuro.

Spariscono le fallaci intelligenze, e la verità richiesta di buona fede,

segnerà le luminose sue traccie, e farà porre solide basi all' attrito del dibattimento.

Benchè imperfettamente, indicherò i principali oggetti di questo grand' atto.

La viva voce del prevenuto, la confusione, la menzogna, i sensibili effetti delle diverse impressioni, da cui trovasi dominato, e, se fosse designato vittima di un querelante sleale, i segni del conforto e della confidenza.

I testimonii, che, investiti della dignità di servire all'ordine pubblico, non si esporranno a men vere asserzioni, e più ancora perchè atterriti dalla immediata procedura con arresto, quando risultassero spergiuri.

La spassionata dialettica di chi presiede, l'avveduto obbiettare delle contraddizioni ed inverisimiglianze, l'utilità dei confronti, con tanta solennità eseguiti, e la facoltà di far comparire e sentire qualunque persona sulle insorte novità.

Il pubblico ministero, coll'imponente linguaggio della legge, farebbe sentire la sua indeclinabile posizione, e senza personali riguardi, instando perchè il meritato castigo scenda sul delinquente.

Il difensore, con robusta eloquenza, con distinto sapere, con carità sentita, cerca di risolvere od attenuare la colpa, e sono ultime le parole del prevenuto.

Tutto questo complesso presenta l'ammirabile superiorità del dibattimento sulla nuda esposizione fatta col mezzo della scrittura, interprete sempre imperfetta dell' azione e della parola.

Passo alla sentenza, che si potrà dire antecipata dalla curiosa aspettazione degl'intelligenti uditori, i quali al momento formano l'opinione giudice dei giudici stessi; sarebbe una sorveglianza, un avvertimento che allontana la prevenzione ed innalza i giudici al di sopra di ogni debolezza.

Reso così perfettamente istrutto il Consiglio degli otto giudici, trovasi sciolto dall'imbarazzo delle sempre incerte e tortuose regole state scritte sulle prove, e obbedendo a quella violenta insuperabile persuasione, risultata dal dibattimento, pronuncia per intimo senso la condanna o l'assoluzione; e senza essere ligii nè all'Inghilterra, nè alla Francia, che si arrestano a queste due sole formule, adottando la romana sapienza *non liquet*, può soggiungere l'espressione dell'incertezza della propria coscienza.

E finalmente, quando i voti dei giudici fossero pari, più che la vendetta pubblica si userebbe un riguardo all'umanità, ordinando aver luogo l'opinione più favorevole all'imputato.

Questa serie di ottimi provvedimenti sul pubblico giudizio e sulla formazione della sentenza, furono da me presi, quasi letteralmente, dal decreto 8 settembre 1807, ch' ebbe vigore fino alla cessazione del regno d'Italia.

Si era allora spiegato il desiderio di avere anche i giurati. Ma Napoleone dichiarava al corpo legislativo, che le circostanze d'Italia non gli permettevano di pensare a tale stabilimento.

Non corriamo ciecamente al meglio, e siamo contenti del dibattimento, fondato sull'autorità del passato. Giudici bene istrutti ed onorati sieno i nostri giurati nel fatto, e decidano in diritto con anima fredda, libera, incorrotta ed illuminata.

Conchiudo con Beccaria: *Pubblici sieno i giudizii e pubbliche le prove del reato... perchè il popolo dica: noi non siamo schiavi, e siamo difesi.* Nell'epoca memoranda del 1791, il governo di Lombardia lo incaricava della riforma del sistema criminale, e noi facciamo plauso al genio fulminatore della tortura.

Più tardi, Mario Pagano diceva essere il dibattimento, custodia della libertà, trinciera contro la prepotenza, indice certo della felicità nazionale.

E senza poi ricorrere ai lontani tempi di Atene e di Roma, ove si disputava fra i più illustri cittadini l'onore della pubblica accusa; noi possiamo rallegrarci, o signori, che quasi tutte le nazioni dell'Europa, od hanno adottato i pubblici giudizii, od hanno almeno conosciuto questa verità intuitiva. No, non è un lampo di luce fuggitiva, che possa lasciare l'incertezza. Io ne ho provata la più intima persuasione, e, senza le interruzioni delle sedute pubbliche dell'Assemblea, avrei da oltre tre mesi adempito all'obbligo assunto di dimostrare l'insufficienza di un decreto, che non ha provveduto al sacro diritto di difesa. La istituzione del pubblico ministero, ed il giudizio orale che ho proposto, saranno il compimento del voto del mio cuore, e della giusta comune aspettazione. Siano un'altra volta aperte le minori sale di questo palazzo, e ricevano il postliminio del dibattimento. Sarà così anche in mezzo alla procella raddoppiato il timore del malvagio, l'innocenza sarà più protetta, la difesa più ampia e vantaggiosa. E torneranno i miracoli della veneta eloquenza, che saprà rendere segnalati beneficii all'umanità infelice.

L'argomento è di grande interesse sociale in ogni governo, ed in tutti i tempi, ed anco nelle attuali penose angustie ben meritevole, o signori, delle sapienti e sollecite vostre considerazioni. (*Applausi.*)

Il *presidente*: Invito l'Assemblea a votare per alzata e seduta sulla presa in considerazione del progetto del rappresentante Lunghi.

La presa in considerazione è adottata.

Il *presidente*: Avendo la Commissione permanente di legislazione già fatto alcuni studii sul progetto, l'esame e rapporto, che devono precedere la discussione, saranno dati alla stessa Commissione di legislazione, la quale s'impegna di dare il rapporto fra pochi giorni.

Adesso dobbiamo deliberare sull'ultima parte dell'ordine del giorno, cioè sul distintivo dei rappresentanti.

Dopo udite varie proposte, il *presidente* osserva ch'è quistione da rimettersi per una ulteriore diffinitiva proposta ai questori dell'Assemblea.

L'Assemblea annuisce, e dopo convenuto sull'ordine del giorno, si proroga fino a martedì.

Lettera del rappresentante Priuli, letta dal presidente dell'Assemblea nella sessione 2 luglio corrente.

« Egregio cittadino presidente dell'Assemblea!

» Allora che, nel decorso gennaio, il secondo Circondario elettorale mi nominò a rappresentante del popolo, conobbi la gravità e l'importanza del mandato che mi veniva conferito.

« Fedele a questo mandato, non mancai di assistere alle regolari adunanze, usando del diritto impartitomi con franchezza e coraggio, senza deviare giammai dai limiti del dovere e dei riguardi parlamentarii.

« Una ingrata e non meritata dispiacenza, che poteva tornarmi fatale, mi ha ora convinto che io non sarei più in grado di usare liberamente di questo diritto.

« Dissi dispiacenza *non meritata* perchè la proposizione da me, con tutto riguardo e sommessione esternata nella secreta adunanza di sabbato scorso nè poteva interpretarsi, nè fu interpretata sinistramente da' miei colleghi.

« Dissi *non meritata* perchè, nell'adempiere al mandato ricevuto dal popolo, corrisposi con riconoscenza alla gratitudine dimostratami dal popolo stesso, procreatore di quella numerosa infantile famiglia, a cui dedicai da molti anni le mie povere cure, e direi quasi tutto me stesso.

« Dissi *non meritata* perchè, coll'aiuto di Dio, nel corso della mia vita già declinante, non ho giammai offuscato il mio onore, la mia fama, ed il vero e leale mio patriottismo.

« Ma questo medesimo sentimento ardentissimo di patriottismo mi costringe a dimettermi in oggi dall'impartitomi incarico, appunto perchè mi sarebbe impossibile l'esercitarlo.

« Aggiungesi la necessità di riposo, altamente domandato dallo stato presente della mia affievolita salute.

« Nel cessare di essere rappresentante del popolo, voglio avere il conforto di poter dire: *ho cessato di essere rappresentante del popolo perchè ho adempiuto al mio dovere, e perchè ho sentito il convincimento di non poterlo più adempiere.*

« Col dovuto rispetto mi dichiaro.

« Venezia, li 2 luglio 1849.

« *Sott.* Nicolò Priuli ».

7 *Luglio.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

BULLETTINO DELLA GUERRA.

ISPETTORATO DEL PRIMO CIRCONDARIO DI DIFESA

ALLA COMMISSIONE MILITARE.

Strada ferrata, 7 luglio 1849.

Nella scorsa notte il nemico, il quale, negli ultimi tre giorni di fuoco oltre l'usato gagliardo, s'era avveduto non poter domare la costanza dei difensori delle nostre batterie, tentò di ottenere colla sorpresa quanto non gli era riuscito di vincere colla forza.

Ad un'ora circa dopo la mezzanotte, scoppiava un brulotto nemico fra la terza e la quarta delle nostre traverse sul Ponte, senza però recare alcun danno. Mezz'ora più tardi, alzavasi un pallone aerostatico dalla parte di Campalto, e quasi contemporaneamente scuoprivansi due altre barche incendiarie, scendenti il canale di sinistra. Nel mentre che sulle medesime si dirigeva la nostra attenzione ed il nostro fuoco, riusciva ad un distaccamento nemico di approdare di soppiatto sotto la nostra batteria *S. Antonio*, e di scalarne il parapetto all'improvviso.

La riserva maggiore, accorsa dopo pochi istanti sotto il comando del capitano di piazza *Mestrovich*, composta di Gendarmi, Cacciatori del Sile e 1.° di linea, si avventò con irresistibile impeto sugli assalitori, che ricacciò, dopo breve ma disperata resistenza, dalla batteria.

In questo mentre la piroga la *Brillante*, comandata dal nostruomo *Privato*, fattasi arditamente innanzi, coglieva il fuggente nemico da un lato, mentre *S. Secondo* lo bersagliava dall'altro; di modo che a ben pochi di quelli che disperatamente lanciavansi nell'acqua, riusciva di sottrarsi all'eccidio.

È in nostre mani intatto uno dei brulotti nemici.

Il coraggio e la presenza di spirito, con cui i nostri ufficiali e soldati affrontarono l'attacco nemico, meritano ogni lode.

Il tenente colonnello Comandante
ENRICO COSENZ.

Il capo dello stato maggiore
GIOVANNI MATHIEU magg.

La Commissione militare nel pubblicare il presente rapporto, mentre si loda della condotta degli ufficiali e militi di ogni arma in generale, ha già ordinato le indagini le più scrupolose per iscoprire se si possa apporre a negligenza o trascuranza di taluno l'avvenuto della

notte decorsa, per procedere contro i colpevoli a rigore delle leggi di guerra.

PER ORDINE DELLA COMMISSIONE MILITARE
Il Segret. gen.
L. SEISMIT-DODA.

PUBBLICATO PER INCARICO DEL GOVERNO PROVVISORIO
Il Segretario generale
JACOPO ZENNARI.

7 Luglio.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

LA COMMISSIONE MILITARE
DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

Bullettino della guerra.

Ore 2 mezzo pom.

Dopo poche ore dell'assalto, la batteria S. Antonio faceva fuoco da tutti i suoi pezzi.

La Commissione militare
GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*
GIROLAMO ULLOA.
GIUSEPPE SIRTORI.
FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il Segretario generale
L. SEISMIT DODA.

7 Detto.

IL GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

Decreta:

1. È accettata la rinuncia presentata nel giorno 30 giugno p. p. dagli attuali membri della Commissione annonaria centrale.

2. Ai rinunzianti sono sostituiti nel detto ufficio i cittadini:

COLETTI AGOSTINO.
CORRER PIETRO.
FARIO PAOLO.
GRIMANI MICHELE.
LOCATELLI ROCCO.
MOSCHINI CARLO.
PASINI LODOVICO.

3. Essi nomineranno tra loro il Presidente, conservando tutt' i poteri delegati alla Commissione centrale e tutte le sue attribuzioni.

Il presidente MANIN.

7 *Luglio.*

GOVERNO PROVVISORIO

LA COMMISSIONE MUNICIPALE

PEGLI OGGETTI ANNONARJ, SANITARJ, EC. DEL VII. CIRCONDARIO.

Avviso.

Qualunque dimostrazione contro i Bottegaj altro effetto non porterebbe che confusione e la necessità di chiudere le Botteghe.

La Commissione Municipale di questo Circondario continua ad occuparsi per iscoprire se vi sieno depositi occulti di generi.

Ogni Cittadino a cui constasse esistere un qualche deposito occulto di qualunque commestibile, è pregato recarsi presso questa Commissione all'Uffizio del Presidente, in Ruga a San Silvestro, N. 974, od al domicilio di ciascuno dei sottoscritti individui della Commissione, e si promette di condurre sul luogo la persona stessa che ne avesse il sospetto, onde possa essere del tutto informata la popolazione.

Venezia 2 luglio 1849.

ANTONIO DAL CERÈ - PIETRO CASTELLAN - GIOV. ARGENTONI - FRANCESCO MORO.

GOVERNO PROVVISORIO

LA COMMISSIONE MILITARE

PEGLI OGGETTI ANNONARJ, SANITARJ EC. DEL VII. CIRCONDARIO.

AVVISO.

A toglimento del monopolio che taluno vorrebbe fare sugli Erbaggi comperando a viva forza dalle barche che arrivano in ore straordinarie al Mercato per incettare il genere e rivenderlo a prezzo di capriccio, presi gli opportuni concerti con la Prefettura d'Ordine Pubblico, è assolutamente proibito, fino a nuova disposizione, di comprare-vendere all'ingrosso PATATE e FAGIUOLI dopo che sarà suonata l'ora del mezzogiorno.

Tutte le barche che arriveranno alla piazza dopo quell'ora dovranno darsi in nota subito al *Negoziante d'Erberia* al quale sono dirette.

Il Mercato dei sopraddetti generi sarà fatto la mattina, cominciando alle ore 4 antimeridiane.

Contro chi osasse tumultuare, sarà proceduto con tutto quel rigore che meritano i perturbatori dell'ordine.

Venezia 4 luglio 1849.

La Commissione

ANTONIO DAL CERÈ - PIETRO CASTELLAN - GIOV. ARGENTONI - FRANCESCO MORO.

---

7 Luglio.

PREGHIERA DELL' OPPRESSA ITALIA

AI LIBERI CITTADINI DEL NUOVO MONDO

FRATELLI AMERICANI!

I più formidabili abitatori del vecchio mondo, cittadini della libera Europa, sordi alle voci di umanità e di giustizia, non solo hanno abbandonata la tradita infelice Italia, ma da tutte parti fieramente discendono a dilaniare il seno fecondo di questo giardino di natura, di questo sacro immortale asilo delle arti, di questo venerando santuario dei più celebri antichi monumenti.

La città eterna, l'eroica Roma, resa ora per magnanimo inaudito coraggio tanto illustre quanto l'antica, senza aver recata ad altri alcuna offesa, senza colpa sua propria, senza programma politico, in truce strana maniera, reclamante acerba vendetta dalla mano di Dio e degli uomini, venne ferocemente e più volte barbaramente aggredita, mitragliata, bombardata. Oh iniquità! Quei projettili infernali, se poco colpirono i suoi cittadini, molto offesero i suoi preziosi capi d'opera d'arte, appunto per eternare fino alla più tarda posterità l'infamia del commesso orrendo assassinio. Cercherà forse invano colà il peregrino le tele più classiche di Rafaello, di Tiziano, di Coreggio, i marmi più insigni di Fidia, di Michelangelo, di Canova e dirà: chi fu il brutale che osò profanare questo dei Genj delubro sacrosanto?

Fratelli dell'opposto emisfero, inorridite! Roma fu bombardata dal popolo che si vantava il più incivilito della terra, da quello che sentì battere in cuore primo sovrumano palpito di libertà, che primo franse le abbominate regie catene; e questo popolo tanto gentile, ora si forma (oh vergogna!) complice e ministro disonorato di tirannide, di barbarie, e di dispotismo.

Ma altra innocente ed infelice Italiana Città, a Roma seconda sorella, nel pianto si strugge, ed eroica mendica non trovando pietà alcuna nei fratelli del vecchio emisfero, si prostra a chieder pietà e soccorso ai fratelli generosi ed umani del nuovo libero Mondo. Questa sventurata regina dell'Adria, creatrice di sè medesima, per quattordici secoli di sè stessa immacolata e possente Signora, per iniqua frode, per turpe ladroneccio, per successivi esecrati trattati, era stata fatta schiava abbietta dell'austriaca maledetta dominazione. Venezia coraggiosa seppe frangere questo giogo infernale; ma il vandalo scellerato da tredici mesi la adocchia inviperito, e per terra e per mare la bombarda, la fulmina, la stringe, la smunge, la affama.

Americani, soccorso, pietà! Fu un Italiano quello che primo approdò sul vostro deserto ignoto continente, e per quella immortale scoperta, Voi col progresso dei secoli, vi siete innalzati al rango di possenti, libere, e formidabili nazioni. Mostrate Voi alle nostre incrudite potenze di Europa cosa sia la gratitudine, la giustizia, quale sia il nobile dovere di tutelare degli oppressi fratelli i sacri conculcati diritti, e Voi, benchè disgiunti da immenso mare, volate con cento e cento navigli, a proteggere, a salvare questa troppo disgraziata, troppo martoriata, e sempre tradita Italia.

GIOVANNI TOPPANI.

---

8 *Luglio.*

N. 1650.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

LA COMMISSIONE MILITARE

DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

Affine di facilitare l'arrolamento nei corpi attualmente sussistenti della milizia veneta,

Decreta:

Art. 1. Restano abrogate le disposizioni inerenti al decreto 23 maggio 1848 N. 6093 del Governo provvisorio della repubblica veneta, con cui la inscrizione militare veniva limitata alle truppe regolari, ed esclusivamente devoluta al centrale Deposito a S. Biagio di questa città.

Art. 2. Tutti i Comandi di corpi o di legioni potranno direttamente accettare in servizio dei medesimi quegli individui, che vi si presentassero all'arrolamento, ed avessero le qualificazioni necessarie, previo;

a) regolare esame sulla loro idoneità fisica, in concorso del medico o del chirurgo di legione;

b) la prova che gl'individui stessi non appartengano ad altri corpi attualmente costituiti.

Art. 3. Il tempo obbligatorio del servizio durerà sino al termine della guerra.

Art. 4. Sussistono le paghe, le competenze e le altre condizioni respettivamente in corso per cadaun corpo o legione.

Art. 5. I suddetti Comandi sono strettamente obbligati di notificare i nuovi inscritti tanto al commissario di guerra respiciente il corpo, quanto al Comando del predetto centrale Deposito.

Art. 6. Questi ultimi terranno regolari registri per le rispettive incombenze.

La Commissione militare
GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*
GIROLAMO ULLOA.
GIUSEPPE SIRTORI.
FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il Segr. gen. L. Seismit Doda.

9 *Luglio.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

LA COMMISSIONE MILITARE
DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

Bullettino della guerra.

Una ronda, avanzatasi jeri sera alle ore 9 di buon tratto oltre alla linea degli avamposti, venne a scoprire due barche nemiche, ch'essa attaccava con un vivo fuoco di fucileria.

Le nostre batterie ben presto obbligarono l'inimico a ritirarsi.

Nella supposizione ch'esso attivasse qualche ulteriore lavoro, si avanzarono due piroghe per molestarlo con vivo fuoco di mitraglia — Ottenuto di fatti l'intento, fu spedita altra ronda, la quale trovò nel luogo stesso un morto e delle armi nemiche.

L'accaduto non recò verun ritardo nel proseguimento dei nostri lavori, i quali, come di solito, vennero nella notte ultimati.

Le nostre perdite durante le scorse 24 ore si limitano a due soli feriti.

PER ORDINE DELLA COMMISSIONE MILITARE
Il Segretario gen.
L. SEISMIT-DODA.

9 *Detto.*

N. 1380.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

LA COMMISSIONE MILITARE
DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

Facendo seguito al decreto 23 maggio 1848 N. 6093 del Governo provvisorio della Repubblica Veneta ed alle istruzioni del Dipartimento della guerra 21 febbraio 1849 sulle norme dell'arruolamento,

Decreta:

Art. 1. Che dalle Commissioni, già stabilite per l'arruolamento in Venezia ed in Chioggia, saranno destinati gl'individui che si presentano per entrare nel militare servizio a quel Corpo che liberamente preferiranno;

Art. 2. Oltre alle suddette Commissioni, vengono autorizzati i Co-

mandi dei Corpi e delle Legioni attualmente sussistenti, ad accettare direttamente in servizio dei medesimi quegli individui che vi si presentassero all'arruolamento, ferme le norme suaccennate, e più precisamente secondo i §§ 2, 4, 5, 6 13 e 14 delle stesse, ed inoltre passando d'intelligenza col rispettivo Commissario d'ispezione, se in Venezia, o di Circondario, se altrove:

Art. 3. Gli arruolamenti, fatti come all'articolo precedente, saranno notificati alla Commissione centrale d'arruolamento ed ai Commissari che hanno l'ispezione dei Corpi per le relative incombenze;

Art. 4. Il tempo obbligatorio del servizio durerà sino al termine della guerra.

La Commissione militare

GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*
GIROLAMO ULLOA.
GIUSEPPE SIRTORI.
FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il segretario generale
L. SEISMIT DODA.

---

10 *Luglio.*

N. 4923-1958 Annona.

GOVERNO PROVVISORIO

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

Avvisa

Che non potendosi usare ulteriormente per ora del pubblico ordinario Macello a S. Giobbe, vi venne provvisoriamente sostituito il fabbricato detto Stallone a Rialto.

Che in esso, e giammai fuori di esso per verun motivo o pretesto, dovranno fino a nuove disposizioni essere macellati gli animali tutti da mettersi in consumo, mentre sussiste sempre in pieno vigore, e quindi deve essere di eguale pieno effetto anche relativamente al succitato locale detto Stallone, l'attuale Regolamento.

I gelosi riguardi pertanto che col detto Regolamento contemplossi di tutelare, saranno sempre a tutto potere garantiti mediante la più attiva vigilanza, e mediante quelle misure di necessario rigore con le quali senza distinzione sarà sempre punito chiunque vi trasgredisse.

Il podestà, GIO. CORRER.

L'Ass. CARLO DOTT. MARZARI.

Il segr. A. Licini.

SULLE CONDIZIONI DELL'AUSTRIA A VENEZIA.

Nel Supplimento alla *Gazzetta di Milano* del 4 luglio corr. N. 185, fu pubblicato il carteggio del feldmaresciallo conte Radetzky, e del ministro imperiale, cav. de Bruck, col Governo di Venezia, già stampato in questo foglio del 1.° corr. N. 175.

Alla pubblicazione dei documenti, il foglio milanese fa seguire queste parole:

« Dalla premessa nuda esposizione dei fatti, e dal riportato carteg-
« gio, tornerà facile il rilevare, che, anche dopo le migliorate condizioni
« politiche dell'Italia, mercè la cooperazione dell'Austria, dessa non cessò
« pertanto di stendere generosa la mano della riconciliazione agli abi-
« tanti di Venezia, coll'assicurar loro una politica esistenza, fondata,
« come per tutto il regno Lombardo-Veneto, sopra istituzioni patrie e
« liberali, e coll'offrir loro, oltre il resto, la conservazione del porto
« franco, il parziale riconoscimento del debito pubblico coll'ammortizza-
« zione del medesimo a carico municipale, l'esenzione perciò di ogni
« multa di guerra, nonchè l'assoluto perdono per la maggior parte,
« ovvero le più clementi facilitazioni pei più compromessi.

« A queste condizioni e a queste cure, consigliate al governo au-
« striaco dal desiderio soltanto di risparmiare, come fu già accennato,
« il sangue e le ruine di una città sì preziosa, venne nel modo che ora
« tutti conoscono corrisposto.

« A chi pertanto siano ad attribuirsi le evenibili ed ormai inevita-
« bili conseguenze, giudicherà l'Europa. »

Noi non abbiamo mestieri di giustificare presso i nostri concittadini la deliberazione quasi unanime dell'Assemblea dei suoi rappresentanti, che rifiutò di aderire alle proposte fatte dal governo austriaco, mentre i nostri concittadini pienamente conoscono quali conseguenze rovinose sarebbono risultate dall'accettazione di quei patti. Ma poichè da ambe le parti si fa appello al giudizio dell'Europa, e gli esteri delle condizioni nostre possono non avere conoscenza esatta, crediamo spediente far alcune brevi osservazioni, che anche agli esteri dimostrino la inaccettabilità dei patti proferiti, e che nè meno in questa circostanza Venezia ha demeritata la fama di moderazione e di assennatezza, che pochi omai le contendono.

Le proposte austriache da un canto riguardano la condizione politica delle provincie lombardo-venete, e dall'altro i patti di resa della città di Venezia.

In quanto alle condizioni politiche, il ministro imperiale, cav. de Bruck, con la sua lettera dell'11 giugno decorso aveva dichiarato, che dalle negoziazioni si avrebbe ottenuto per risultamento la *concessione effettiva* di tutte le istituzioni occorrenti ad assicurare il *nostro benessere* e la *nostra dignità nazionale*, purchè fossero *compossibili* col principio

della integrità dell'impero, manifestando la speranza che avremmo approfittato della occasione *di concorrere col fatto proprio a stabilire la condizione futura della patria.*

Consta in vece dal rapporto 23 giugno decorso dei cittadini Giuseppe Calucci e Lodovico Pasini (documento N. XIX inserito in questa Raccolta), che il ministro cav. de Bruck escludeva sin dal principio il nostro concorso nel determinare le istituzioni di queste provincie ed i loro rapporti coll'impero, poichè aveva già approntato egli stesso un progetto di Statuto, e ne dichiarava immutabili le basi fondamentali, sottraendolo così ad ogni discussione.

Consta inoltre:

1. Che quel progetto di Statuto non presentava sufficienti guarentigie ai nostri diritti, ai nostri interessi, alla nostra dignità nazionale; segnatamente perchè la trattazione di tutti gli affari che costituiscono la vera vita politica ed economica della nazione, era portata a Vienna, e presso un Parlamento, ove i nostri deputati sarebbero stati chiamati a votare sopra proposte e dietro discussioni in lingua che non conoscono;

2. Che anche quel progetto poteva dall'imperatore essere totalmente disapprovato, o essenzialmente alterato;

3. Che le istituzioni in quel progetto stabilite, non erano attuabili se non *dopo il termine della guerra e dopo assicurata la pace dell'Italia e dell'Europa;* di modo che, in luogo di essere *concessioni effettive,* si riducevano a mere *promesse* d'istituzioni future, a tempo indeterminato ed incerto;

4. Che infrattanto sarebbesi assoggettata Venezia, come ogni altra parte delle provincie italiane, al governo militare.

Ciò quanto alle condizioni politiche proposte per le provincie lombardo-venete. Rispetto poi ai patti particolari di resa per la città di Venezia, contenuti nel foglio 23 giugno decorso del cav. de Bruck, osserveremo in generale che, bene considerati, lungi dal presentare concessioni favorevoli, si risolvono tutti in altrettante punizioni.

In particolare poi noteremo:

1. Molti patrimonii di Veneziani e di esteri qui dimoranti sono oggimai quasi per intero costituiti di carta monetata, e di crediti verso lo stato. La proposta di ridurre il valore della carta monetata a 2/3, del nominale, e quello dei crediti alla metà, porterebbe la rovina di questi patrimonii, anche perchè alle perdite di 1/3 sul valore della carta, e di 1/2 su quello dei crediti, si aggiungerebbero le perdite ulteriori, che eziandio su questi valori ridotti porterebbe il naturale disaggio. E quando si rifletta che la carta monetata del Comune finora in circolazione, e che si trova tutta in Venezia, ascende a 16 milioni, e che il debito pubblico verso i privati cittadini importa circa 19 milioni, si deduce con facile calcolo che verrebbero d'un colpo annullati circa 15 milioni di valori. Questo annullamento potrebbe in qualche modo giustificarsi, se l'ammortizzazione della carta e il pagamento del debito fossero assunti dall'Austria, o almeno ripartitone il peso sulle provincie del regno. Ma in vece vuolsi che l'ammortizzazione della carta e il pagamento del debito stieno a carico esclusivo del comune di Venezia: di modo che, mentre da un

lato si dimezzano le facoltà dei privati, dall'altro si lascia ai contribuenti di Venezia per tempo lunghissimo un peso enorme, che ne rende inevitabile la rovina. La possidenza, il commercio, l'industria ed i capitali ricevono in pari tempo un colpo mortale, e tutti gli elementi di futura prosperità vengono distrutti.

2. Dichiara il cav. de Bruck, nell'art. 5. del citato suo foglio 23 giugno decorso, che tutti gli ufficiali ed impiegati militari del medesimo rango, che erano anteriormente in servigio austriaco, dovrebbero uscire di Venezia e dall'impero, ed essere altrove trasportati per via di mare, a spese del Municipio. Questo decreto di proscrizione colpirebbe *nella sola Marina* circa 500 individui, i quali, per la massima parte aventi famiglia, e privi di qualsiasi patrimonio, dovrebbero esulare nella indigenza. Qualunque sia il modo nel quale il governo austriaco, secondo le sue opinioni, voglia giudicare la condotta d'uomini, che credettero non doversi rifiutare alla difesa della loro patria naturale, è sempre evidente che una condanna così grave a carico di un numero di famiglie così grande non merita essere chiamata *la più clemente facilitazione*, come il foglio milanese la chiama. Ma lo scopo vero di siffatta proscrizione, e in ogni modo la sua inevitabile conseguenza, sarebbe la distruzione della Marina veneta, e quindi dell'arsenale, onde verrebbe la miseria di parecchie migliaia d'operai, e la distruzione delle tante industrie, alle quali la esistenza di un arsenale dà vita.

3. Secondo l'articolo 7. del detto foglio del cav. de Bruck, sarebbero *dopo la occupazione* della città designati altri 40 proscritti civili, da inviarsi similmente oltremare a spese del Municipio. È naturale che moltissimi fra quelli, che sono o si credono compromessi, non istimerebbero prudente d'attendere la militare occupazione, e quindi emigrerebbero prima che essa fosse effettuata. Onde in fatto la proscrizione, in luogo di colpire sole 40 famiglie, ne colpirebbe qualche migliaio; e così Venezia, disertata dai migliori suoi abitanti, resterebbe un cadavere di città, cui nessuna forza umana varrebbe per molti anni a ridonare la vita.

4. L'amnistia stessa, che a prima vista sembrerebbe piena per tutti i civili, eccetto i 40 da designarsi, è assoggettata alla più pericolosa restrizione. Poichè, secondo l'art. 8. del suddetto foglio, se taluno dopo la occupazione si facesse reo di nuovi attentati a danno della pubblica tranquillità, verrebbero *prese in riflesso anche le colpe anteriori*. Sarebbe tanto difficile che Venezia sopportasse con tranquillità intera una mutazione così rapida di condizioni politiche; sarebbe tanto facile promuovere un'agitazione qualunque; sono tanti gli atti *anteriori* dei Veneziani qualificabili come *colpe* dall'Austria; che senza esitazione ogni uomo imparziale debbe esser condotto a concludere che l'amnistia proposta sarebbe in fatto nulla, e non servirebbe di alcuna garantia.

Per amore di brevità abbiamo notate le sole cose principali, trascurando le osservazioni minute. Tuttavia confidiamo che risulti abbastanza chiaro qual fosse l'indole delle proposizioni dell'Austria, e come l'Assemblea dei nostri rappresentanti non potesse, senza mancare al debito suo, sancire col proprio consenso la rovina del paese ed il suo disonore.

Simili patti possono essere *imposti* dalla forza, ma non *consentiti* dalla libera volontà di un popolo, che rispetta sè stesso.

11 *Luglio.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

BULLETTINO DELLA GUERRA.

ISPETTORATO DEL 1.° CIRCONDARIO DI DIFESA.

ALLA COMMISSIONE MILITARE.

Strada ferrata, 11 *luglio* 1849.

Nelle ultime ventiquattro ore, le batterie del nemico diminuirono sensibilmente il loro fuoco.

Si chiuse la giornata senza perdite o danni.

Non si scorge alcun nuovo lavoro nemico.

La ronda, spintasi innanzi di pien giorno lungo il Ponte della laguna, s'accertò che l'Austriaco non aveva oltrepassate le note sue posizioni. La dirigeva il valente capitano *Morel*, il quale, in questa ed in ogni occasione anteriore, diede prova di singolare coraggio e risolutezza.

Il Tenente colonnello Comandante
ENRICO COSENZ.

11 *Detto.*

N. 10420.

IL GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

In modificazione dell'articolo 2. del decreto 7 corrente N. 9915-4137,

Decreta:

La Commissione annonaria centrale è composta dei seguenti cittadini:

CERUTI GIO. BATTISTA.
CORRER PIETRO.
FARIO PAOLO.
LOCATELLI ROCCO.
MARZARI CARLO.
PASINI LODOVICO.
RADAELLI ELIODORO.

Il presidente MANIN.

COMANDO IN CAPO DELLE TRUPPE NELLO STATO VENETO

ORDINE DEL GIORNO.

Tra i valorosi, che segnalaronsi la notte del 6 al 7 andante nel respingere l'audace assalto che avvenne sulla batteria *S. Antonio*, condotti dall'intrepido tenente colonnello *Cosenz*, quelli, il cui nome merita meglio di essere reso pubblico tra le file del nostro tanto chiaro presidio della Laguna, sono:

Il tenente *Giuseppe Perazzo*, della legione *Cacciatori del Sile;* il capitano *Mestrovich*, del Comando di piazza; il tenente *Durelli Rocco*, del primo di linea, i quali entrarono i primi nella batteria.

Il tenente di artiglieria da campo, *Acerbi Giovanni.*

Il tenente *Gioacchino de Filippis*, dell'artiglieria da campo, ed il tenente *Marco Savornian* del Sile; il capitano *Piacentini* ed il primo tenente *Rubbi*, addetti allo stato maggiore del primo Circondario di difesa.

I marescialli d'alloggio della gendarmeria *Moras* e *Freddi Pietro*, ed i brigadieri *Gidoni*, *Zuliani*, *Bottura*, *Albanella*, *Dorin* e *Demetrio*, nonchè i gendarmi *Bassani*, *De Paoli*, *Cosano* e *Pasuello.*

Il sergente maggiore *Polidoro Polidori* del Sile, ed il comune *Dalbò* della stessa legione.

I caporali *Casolin*, *Dell' Antonio*, *Gobbi*, *Suppini* e *Pisentini* del 1.° reggimento di linea.

Il tenente generale comandante in capo
e presid. della commissione militare
GUGLIELMO PEPE.

Apriamo questa rubrica coi nomi, raggranellati non senza fatica, di quei valorosi che la notte del 6 luglio corrente ricacciarono dal piazzale i nemici, atto di sommo coraggio ed ardire, e degno veramente di singolare menzione. — Primo di tutti merita i nostri encomi il gendarme *Pasuello Luigi* della VI. compagnia che si trovava nella batteria al momento dell'attacco: esso con una sassata colpì nella faccia un uffiziale austriaco che primo avea scalato il parapetto: fu l'ultimo a ritirarsi col tenente colonnello *Cosenz* ed il primo a ritornarvi. I gendarmi *De Paoli Alessandro*, *Bassani Giuseppe* e *Cosano Antonio* condotti dal maresciallo d'alloggio *Giovanni Moras* VI. compagnia e seguiti dal cannoniere di Marina *Santini Matteo* e dal tenente *Durelli Rocco* della I. Legione di linea furono i primi ad entrare per riprendere il piazzale, e dietro di essi altri sette gendarmi e cinque della I. Legione di linea. Soggiunsero pochi minuti dopo, poichè le traverse erano d'impedimento, altri 28 gendarmi diretti dal maresciallo d'alloggio *Freddi Pietro* in una al tenente dei Cacciatori del Sile *Perazzo* che col cannoniere suddetto fecero fuoco col cannone non inchiodato e quindi militi ed ufficiali d'altre armi. —

Sarebbe cosa troppo difficile il volere accennare ai parziali fatti di ciascheduno, perchè nel calore delle mischie gli avvenimenti sfuggono con facilità e le ommissioni sono inerenti all'argomento. Non vogliamo però dar fine senza prima nominare il Brigadiere *Albanella Tommaso* III. compagnia che si prestò in singolar modo ad incoraggiare l'eletto drappello alla gloriosa intrapresa.

GIULIO D'ARIS.

11 *Luglio.*

N. 5441-2121 Annona.

GOVERNO PROVVISORIO

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

Avviso.

La vendita all'ingrosso del Pesce per parte degl'introduttori deve esser libera sì per l'interesse degl'introduttori medesimi, come per il maggior possibile vantaggio dei Consumatori.

Una sfrenata licenza però derivante da quella ingordigia di guadagno che direttamente sempre ricade a danno degli uni e degli altri, e la quale poi viene esercitata sempre violentemente, assoggetta di spesso detta vendita ad un monopolio di cui pur troppo la popolazione assai si risente.

A REPRIMERE PERTANTO SIFFATTI ABUSI SI PRESCRIVE:

a) Che gl'introduttori di Pesce non abbiano per assoluto ad approdare con le loro barche se non se alle pubbliche Pescarie, e che soltanto dopo aver trasportato dalla barca alle dette Pescarie e messo in mostra il genere, abbiano eglino a farne la vendita.

b) Che questa vendita onde sia sempre fatta a prezzi di tutta convenienza, ed il Pesce quindi possa essere rivenduto alla popolazione in dettaglio con un guadagno onesto e discreto, e giammai esorbitante, seguir debba regolarmente e tranquillamente, e per conseguenza a quelli che ne fanno acquisto per rivenderlo da per loro ai Consumatori, e non per farne di nuovo mercato all'ingrosso, e quindi per maggiormente incarirlo.

c) Che chiunque non desisterà da quegli arbitrii a reprimere i quali tendono le succitate disposizioni, e continuerà quindi a voler procurarsi un guadagno illecito a tutto danno della popolazione, sarà subito allontanato dalle Pescarie, e sarà inoltre, ove occorra, punito a rigore di legge.

Il Pesce che in adesso, stante le straordinarietà delle circostanze è divenuto un genere di prima necessità, ed al quale quindi deve ricorrere per il proprio sostentamento la maggior parte della popolazione, non dev'esser soggetto d'illecite speculazioni, di un monopolio cioè, il quale

riesca del più assoluto danno al generale dei Consumatori, cosicchè ogni mezzo atto a frenare gli arbitrii, ed a garantire per conseguenza quella regolarità nella vendita da cui soltanto può derivare che al paese sia dessa del bramato vantaggio, sarà assolutamente dal Municipio posto in uso senza riserve o riguardi.

Chiunque pertanto trasgredirà al prescritto, non avrà che a rimproverare a se stesso quel rigore con cui sarà irremissibilmente trattato.

Il Podestà GIO. CORRER.

L' Ass. CARLO DOTT. MARZARI.

Il segretario A. LICINI.

---

12 *Luglio.*

AL CONCISTORO DI GAETA

RISPOSTA

ALL'ALLOCUZIONE ATTRIBUITA A PIO IX

(Vedi T. VII, pag. 519 di questa *Raccolta.*)

So bene che per tale confutazione io sarò da molti considerato un eretico, ch' io sarò anzi scomunicato; benchè io solo mi sappia come sia vero seguace della pura Legge di Gesù Cristo, e come faccia niun calcolo delle fanatiche, ed interessate clericali scomuniche.

Così dunque rispondo all' Allocuzione di Pio IX del 20 aprile 1849, per altro disconosciuta autentica dalla Gazzetta di Venezia n. 171 del 26 giugno prossimo passato. Mi uniformo dunque all'opinione di quel giornale, ed anzi intendo rispondere a quello qualunque siasi l'abbia scritta.

Dolore gravissimo affligge il cuore del Pontefice, perchè Italia sia tutta agitata e sconvolta. Dovrebbe anzi fra la gioia più pura e più santa nuotare il suo magnanimo cuore, s'essa sia ora così tutta agitata e sconvolta per divenire grande, libera, ed indipendente nazione. Esso, come vero Italiano, a questo solo scopo, e non ad altri, deve sempre rivolgere i suoi alti pensieri.

Niuno ha mai negato al Papa il merito di essere stato il benefico iniziatore di questo sublime movimento. Tutti sanno com'esso abbia largiti amplissimi perdoni e come per Esso: *Mille e mille fur visti esuli figli — Ribaciar le natie sponde deserte* — (*), appunto perchè tosto tutti alacremente si accingessero all'impresa immortale di liberare la loro patria dalle catene, dalla schiavitù, dall'infamia. Il benefizio di quelle amnistie sarebbe stato turpe, ignominioso, se avesse ridondato a farli, piuttosto che profughi liberi, vittime abbiette della tirannide nel patrio soggiorno.

Che macchinazioni? che raggiri? a viva luce fu tutto operato, fu tutto scritto.

Il principato civile del Romano Pontefice è incompatibile col principato clericale; questa è sentenza di Dio, non degli uomini; ed è turpe, astuta, interessata menzogna quella di pronunciare: *che ad un tempo*

(*) CARLO PISANI.

stesso si fa guerra ostinata alla santissima nostra Religione. Non è vero. Questo è un furbo, astuto, gesuitico artifizio, per sostenere un superbo principio da Dio medesimo riprovato. Qui si tratta di politica, non di religione. Invece nell'allocuzione bugiarda si vuole ingannare farisaicamente il popolo, facendogli credere, che si voglia innalzare quest'edifizio politico sulle rovine dell'edifizio religioso. Ripeto che non è vero! Questa è impostura, bestemmia, iniquità.

È vero che fu infiammata la moltitudine di sacro patrio entusiasmo, non con tumulti perniciosi, ma perchè si disponesse a dimostrazioni necessarie, rese più necessarie per lottare contro la frode della oppressiva reazione.

Il Papa, o chi pur lui, poteva meglio far conoscere ai suoi venerabili fratelli, *al chiaro, all' aperto ed agli uomini tutti di buona volontà* cosa agognassero, e cosa agognino gli amici dell'uman genere, e qual cosa s'abbiano sempre *ferma e fitta nella lor mente.* Lo dirò io.

Gli amici dell'uman genere vogliono libertà, fratellanza, quella fratellanza predicata dal Vangelo: indipendenza da ogni principesca, o clericale dominazione; vogliono che come Gesù Cristo, il quale non fu mai re, i suoi successori sieno principi della Chiesa, capi della santa Religione, e che il potere secolare lo abbiano ad esercitare gli uomini del secolo, non i ministri di Dio.

Che si parla di molestie recate alle famiglie con quelle collette, che furono offerte spontaneamente per sussidiare la Patria? Non erano questi esborsi per vergognose accordate dispense, per simoniaci privilegi, ma erano sante offerte fatte per redimere il patrio terreno dall' obbrobrio della schiavitù.

Non è vero che ripugnassero ai liberi cittadini gli ordinamenti diretti a promuovere la retta ed utile educazione del popolo, e ciò sarebbe assurdo; poichè solo coll'educazione il popolo può conoscere cosa siano sentimenti di libertà, e d'indipendenza; e sarebbe massima controversa e figlia d'ignoranza il dire: che coll'istruzione si addormenta la plebe, se anzi con questo sviluppo frange essa i ceppi, nè si lascia più opprimere nell'avvenire dal duro giogo dei tiranni.

Sulla cospirazione, su quella trama orrenda era meglio tacere; che tutto fu manifesto a limpida luce; e moderato, tranquillo, dignitoso fu il popolo della libertà; che meglio sarebbe stato per noi avesse allora estirpati quei codini perniciosissimi, per vizi, per irreligione disprezzabili, insigniti di troppo profanate ecclesiastiche dignità. Sì, in tale effervescenza di cose venne proposta la civica milizia, la salvatrice della cittadina oppressione, appunto con tale celerità stabilita, perchè dalla reazione iraconda non fosse colto il destro d'incepparne la istituzione.

Conveniva illuminare la Consulta di Stato, perchè era duopo fosse inaugurata da cuori di libero palpito, perchè non si rendesse una chimera, solo formata per illudere momentaneamente il credulo popolo, nè fosse un corpo di breve vita, e da quella non venisse sancita una fragile carta costituzionale, cui bastasse un lieve soffio d'aria a disperdere; ed in fine non fosse una di quelle elastiche clementi concessioni accordate per paura, le quali, come fece re bomba, a suo tempo vennero tutte

tutte revocate, e come a somiglianza d'ogni re, avrebbe anche fatto il sovrano di Roma.

Quelli che aveano occhi d'Argo, e che vedeano i tranelli della raggiratrice camarilla, erano quei detti *turbolenti* che accompagnavano i consultori, eran quelli che portavano piaghe al *pio* ingannatore Governo. Certamente che ai venerabili suoi fratelli in ogni allocuzione, chi ne aveva interesse, ricordava di aver ammonito, esortato il popolo a guardarsi da quelli ch'esso chiamava *raggiratori*.

Un principio di politica, che va a formare la felicità delle nazioni (e questa felicità la prova l'esperienza) ma altrettanto va a ledere l'ambizione e l'interesse di alcuni, volete voi che sia accolto con piacere da quelli stessi, che anteponendo il proprio egoismo al comune ben essere, ne restano danneggiati? Quindi è naturale ch'essi sfogano la loro atra bile chiamando raggiratori, iniqui, birbanti i loro avversari, in quella forma che i Mandarini, i Mufti, i Rabbini chiamano iniqui birbanti raggiratori i Missionari Cristiani, e quando possono li fanno trucidare.

È certo che per conseguire il sacrosanto scopo di purgare l'Italia dalle orde esecrate dei barbari stranieri oppressori, dovea accendersi nei petti Italiani lo spirito marziale, e prevenire la meditata vandalica invasione negli Stati Romani. Sarebbero ugualmente, come sono ora accorsi i Croati, chiamati dal Padre dei fedeli a propugnare lo Stato della Chiesa. Doveano i popoli d'Italia esser fra loro intimamente uniti per abbattere la prepotenza, la frode, la tirannide dei loro principi, e tutelare la santità dei sacri diritti di libertà e d'indipendenza. Non erano calunnie quelle disseminate contro uomini irreligiosi addetti al divino ministero. Sappiamo che fu sempre interesse dei reazionarii togliere dall'esiglio, e sostenere in credito quelle religiose famiglie, e particolarmente la più formidabile, la gesuitica, sempre fautrice della oppressione; e noi per conseguire la libertà, noi dovevamo necessariamente annichilare il maggior fatale colosso, ipocrita e satellite dei tiranni, che indegnamente porta il nome di quel mansueto Gesù, nemico d'ogni finzione, di ogni cupidigia, d'ogni dispotismo.

Avvenivano appunto allora i fausti sconvolgimenti d'Italia e di Europa, ed appunto allora con tali sublimi movimenti obbedivano i popoli ai veri religiosi precetti, esercitando con ogni studio verso i fratelli la vera cristiana carità, liberandoli dalle catene e dall'obbrobrio, e così adoperandosi tenevano per fermo far cosa grata a Dio stesso, protettore della libertà degli uomini, da Esso tanto colla voce e coll'esempio insegnata.

Sappiamo tutto delle vostre Costituzioni. Che importa ripeterlo? Illusioni! Leggi fatte a maglia! Concessioni di breve vita! Felicità sfuggevoli! Come a Napoli, a Torino, e come si fece dovunque vi stanno re, così si sarebbe fatto anche a Roma. Depressa colla forza brutale e colle bombe la popolare effervescenza nelle Camere, ove si discutevano sulle savie leggi per rendere i popoli meno infelici, possono poi pacificamente far la tela i ragnatelli. I tiranni allora ascendono trionfanti sull'insanguinato sgabello, e sempre a più alti gradini, e sempre più fieri e più prepotenti. Quest'è cosa notoria. La guerra odierna è questa: de-

sposti iniqui, che vogliono oppressione e catene, contro popoli stanchi, inaspriti, che vogliono libertà, indipendenza. Queste massime loro le chiamano religione, amor paterno, carità di prossimo; le nostre irreligione, licenza, anarchia. Bella davvero questa morale filosofia! Ma ricordino che il sentimento di libertà è naturale nell'uomo, che questa tendenza è prossima all'universale sviluppo, perchè sacro istinto all'uomo concesso da Dio, ma dalla feroce aristocratica preponderanza tenuto trucemente incatenato. Le bombe, le fucilazioni distruggeranno uomini, ma faranno il principio liberale sempre più ripullulare, ingigantire.

Poveretti! Con orrore vi ricordate quelle ore notturne, e tuttora il Papa, o quelli che per lui scrissero, hanno tuttora presenti agli occhi certi uomini (dicano piuttosto illuminati) i quali per unico rifugio e salvezza dello stato e della Chiesa proposero la proclamazione della Repubblica. Quale parola ingrata è repubblica per coloro che vogliono dominare! Tutto è empio, tutto è turpe ciocchè non cade nel loro *tornaconto*; e repubblica pel despota non è certamente vocabolo di tornaconto.

Che intendimento, (oh impostura! oh ipocrisia!) che intendimento vi era in noi di offendere la giustizia, la virtù, la onestà, la religione? I più sozzi delitti invece pullulavano, e troppo, sotto il vostro regime farisaico. Che parlate di socialismo, di comunismo? Menzogne! Volete forse far creder ai popoli che le nostre dottrine siano quelle infami delle propagande francesi? La nostra scuola non è quella di Voltaire, di d'Alembert, di Rousseau, con cui fu inaugurata una repubblica di atei, e di carnefici. Noi vogliamo la repubblica proclamata da Gesù Cristo.

E quando mai più di adesso si videro i liberi italiani riverenti alla religione, ed alla virtù? Come a Roma, ove si ordinarono continue preghiere a Dio, ed esposizioni dell'Augustissimo Sacramento, così a Venezia per cinquanta giorni venne esposta la Beatissima Vergine alla pubblica adorazione, perchè fosse liberato questo popolo innocente e generoso dal truce assedio dei vandali masnadieri. Uomini, donne, fanciulli d'ogni condizione, tutti lagrimanti volgevano, come volgono gli occhi alla gran Madre di Dio per ottenere il suo patrocinio. Centomille lumi furono a Lei offerti.

E non qui un furto, non ferite, non qualsiasi delitto; che i tribunali da quindici mesi giacciono inoperosi; non uno scandalo, che fino i luoghi di dissolutezza già tollerati dai Papi, sono ora qui deserti, essendo la mente dell'uomo nella libera sua espansione elevata a più nobili affetti, e qui non più una bestemmia, non una imprecazione, e qui invece un mutuo reciproco amore; nè qui più superbia, nè avarizia, nè ira, nè accidia, capitali peccati; ma invece uguaglianza, corrispondenza, amicizia stretta, sincera fra cittadini e cittadini tutti fratelli; e fino il cuore dell'uomo più avaro, ora ammolito dal patrio affetto si dedica al soccorso de' poverelli, che pochi qui languiscono; per cui così tutti da noi si adempiono i precetti di *amar Dio sopra ogni cosa, ed il prossimo come noi medesimi*, i precetti *di fare e non fare;* tutte virtù che l'uomo eminentemente professa nel solo stato di libertà. Ecco le opere dei liberali Italiani qualificati colmi d'ogni turpitudine.

Il Papa, od i suoi aderenti invece dicono: che Roma è *ridotta una selva di bestie feroci — mostri d'ogni genere d'opinioni, staccati dal profondo degli abissi, per ogni dove infuriano a rovina e devastazione con danno della religione.* — Gli Italiani (e primi in questi saremo compresi noi italianissimi Veneziani) *non combattono per la loro indipendenza: la patria è un pretesto per immergere nei flutti effervescenti della incredulità, e commettere qualunque delitto, con isfrenata licenza di empietà, cupidigia e libidine — per togliere ogni onestà, ogni virtù, ogni giustizia — per difendere e lodare la nefanda condotta del sicario e del ladro ecc. ecc. ecc.*

No, che Pio IX non ha scritte tali nefandità, tali imposture, tali scelleraggini; e col Giornale di Venezia dichiaro io pure di disconoscere autentica l'Allocuzione 20 aprile 1849, ed inorridito per ora non vado più innanzi, riservandomi a progredire a fatti più chiari e compiuti.

GIOVANNI TOPPANI.

---

12 *Luglio.*

IL SACERDOTE

D. DOMENICO DOTT. VIANELLO

DI PELLESTRINA.

Per ismentire le voci calunniose sparse sul di lui conto, intorno al fatto avvenuto in Pellestrina la sera del giorno 5 dello scorso giugno,

PUBBLICA

essendone stato autorizzato dal decreto 7 luglio corrente n. 5436 del Comitato di vigilanza e dall'altro 10 detto n. 78 della Commissione militare con pieni poteri

La seguente deliberazione:

N. 763.

GOVERNO PROVVISORIO

DIPARTIMENTO DELLA GUERRA. *Venezia, il 28 giugno* 1849.

AUDITORATO GENERALE

Al sacerdote don Domenico Vianello detto Pagatutti.

Inerendosi alla deliberazione del Consiglio militare di II. Istanza 22 giugno corr. n. 570-377 confermata dalla Commissione militare a pieni poteri con dispaccio 27 andante n. 443-290; si dichiara al sacerdote *don Domenico Vianello* detto *Pagatutti*, che gli apparenti sospetti, che per una sventurata combinazione di circostanze diedero tema ad una investigazione penale in di lui confronto sopra titolo di spionaggio, non solo non si sono confermati, ma vennero assolutamente dileguati in esito alla assunta procedura, per cui fu decretata la desistenza per mancanza di titolo penale.

Locchè gli si rilascia quale attestazione d'Ufficio, a sua giustificazione inesivamente al disposto del § 279 del Codice penale.

L'AUDITORE GENERALE
CRISTIANCIG *Tenente-colonnello.*

12 *Luglio.*

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI
DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 10 luglio 1849.

Presidenza del citt. LODOVICO PASINI.

La seduta comincia a ore 12 e 1/2. Si dà lettura del processo verbale della precedente adunanza, che resta approvato.

Il *presidente*: I rappresentanti Calucci, d'Este e Reali fanno sapere che per essere indisposti non possono assistere alla odierna adunanza.

Il rappresentante dott. Nardo ha mandato alla presidenza alcuni suoi cenni sul modo di supplire in caso di blocco alla mancanza di alcune vettovaglie. La sua memoria sarà passata alla Commissione per le cose annonarie, eletta dall'Assemblea, e così pure prego tutti i rappresentanti di passare direttamente alla detta Commissione tutte le note e schiarimenti relative alle cose annonarie.

Il primo oggetto da trattarsi nell'ordine del giorno è la sostituzione di un membro nella Commissione per le cose annonarie, eletta il di 5 corrente, in conseguenza dell'essere uno dei membri stato chiamato a far parte della Commissione annonaria centrale, posto che è incompatibile coll'essere membro della Commissione eletta dall'Assemblea. Perciò invito tutti i rappresentanti a far una scheda con un nome.

Dallo spoglio delle schede risulta che il rappresentante:

Errera	ottenne voci	18
Bollani	»	12
Ferrari Bravo	»	12

Quindi resta eletto il rappresentante Errera.

Il *presidente*: Ora passiamo alla 2.ª parte dell'ordine del giorno, cioè la presa in considerazione della proposta Ferrari Bravo sulla inamovibilità dei giudici. Se il rappresentante Ferrari Bravo vuole aggiungere qualche schiarimento, egli ha la parola.

Il *rappresentante Ferrari Bravo* (*legge*): Quando nel marzo passato io vi proponea l'idea d'uno Statuto provvisorio per lo stato di Venezia, era mio intendimento di assicurare al popolo l'uso e l'esperienza pratica di quelle franchigie, che deggiono associarsi ad una forma di libero reggimento, tra le quali era pure, e non fra le ultime, quella di una retta amministrazione della giustizia, fondata sull'assoluta libertà ed indipendenza del giudice. La maggioranza dell'Assemblea respinse la mia proposta, ed io ho rispettato il voto emesso. Ora però che si tratta di modificare la forma del procedimento pei giudizii criminali, ho creduto non

dover ristarmi dal proporvi una legge parziale sulla libertà ed indipendenza del giudice, la quale ha per base la di lui inamovibilità, e la quale mi parve opportuna a circondare il giudice di quella pubblica fiducia, di cui appunto abbisogna sempre, e molto più quando stringenti ed imperiose si mostrano le circostanze. In linea di principio, l'onorevole nostro collega cittadino Luigi Lunghi, coll'intelligenza che gli diedero i suoi distinti talenti ed i suoi accurati studii sulle leggi, e coll'esperienza del diuturno esercizio per tutta una vita d'assidua applicazione, vuole egli pure il giudice indipendente e libero, perchè lo vuole immune da ogni dubbio ch'ei non potesse altrimenti essere coscienzioso. Io mi valgo dell'autorità del nome del Lunghi a sostenere la mia proposta di legge, come di un'espressione che, fatta recentemente a questa tribuna, deve tuttavia sonarvi all'orecchio, e percuotere le vostre intime convinzioni; ma potrei portarvi le autorità delle istorie di tutti i tempi e di tutti i luoghi, per comprovarvi quanto influente sia stata la soggezione del giudice, anche nella sussistenza di buone leggi, a falsarne la pratica applicazione, e ad ingenerare deplorabili conseguenze; perchè le passioni, e la possibilità di una servile debolezza, o di una ancor più vergognosa seduzione, sono, o possono essere da per tutto dove sono uomini. In principio adunque, la libertà e l'indipendenza del giudice paiono elementi vitali ed indispensabili della retta amministrazione della giustizia. Io vi ripeto inoltre ciò che altri vi hanno già detto, che nell'amministrazione giudiziaria, le ben piccole innovazioni che si son fatte non valsero a togliere l'andamento strettamente austriaco di questa macchina inceppata, ch'è pure un ramo importantissimo della pubblica prosperità e dell'ordine pubblico. Se fate adunque, come pare che facciate, qualche miglioramento nell'ordine giudiziario, mirate a tagliar corto intorno alla base principale della libertà de' giudizii, cui tende la mia proposta. Ho udito alcuno opporre svariatamente: 1.° che il provvedimento sia tardo: 2.° che all'opposto sia inopportuno e precoce, perchè precede l'organizzazione delle persone: 3.° che non sia necessario, perchè l'esperienza precorsa dimostrò presso noi che nulla non fu innovato nelle persone dei giudici dall'attuale potere. Al primo obbietto rispondo che meglio è tardi che mai pensare all'affrancamento del giudice dai legami, dai quali sorgesse apparenza ch'ei fosse o potesse essere stretto, e dico poi che certo della tardanza non sarebbe mia la colpa. Al secondo soggiungo che l'organizzazione delle persone fu sin qui mantenuta presso a poco tal quale era dapprima, e che quindi la disposizione troverebbe frattanto applicabilità all'affrancamento delle persone attuali, e sarebbe guarentigia delle future; mentre d'altra parte, sa il provvedimento di necessità dee riferirsi alle persone dei giudici, non è poi altrimenti vero che in sostanza ei sia nell'interesse delle persone, ma sibbene nell'interesse della retta applicazione delle leggi. Al terzo, prego considerare che le disposizioni di massime liberali sono una naturale conseguenza delle forme di libero reggimento, ed hanno lo scopo eminente del bene universale; conseguenza e scopo che assorbono qualsiasi riferimento agli organi del potere. Io sono sempre nemico delle allusioni a persone, non sono punto diffidente, ma in fatto dell'uso e

dell'esercizio delle libertà, senza fare mai supposizioni contrarie alle buone intenzioni dei governanti, amo il positivo e l'esplicito, perchè gli uomini cangiano coi tempi e colle generazioni, e la legge sola può rimanere eterna ed immutabile. Questi brevi cenni giustificheranno, io spero, la necessità di prendere in considerazione la proposta, sulla quale insisto con tutta la fiducia nella saggezza dell'Assemblea. (*Veggasi per la proposta la seduta 5 corrente.*)

Il *presidente:* Metterò dunque a' voti la presa in considerazione della proposta Ferrari Bravo. (*E' ammessa.*) Si ammette inoltre che sia delegata la Commissione di legislazione a fare il rapporto.

Il rappresentante Errera ottiene la parola per un fatto personale.

Il *rappresentante Errera:* Intesi essere stato io nominato per la Commissione annonaria? Devo far conoscere all'Assemblea d'avere una ragione particolare per non assumere questo incarico, ed è che sono uno dei rappresentanti al concorso creditorio cui pertiene il mulino di S. Girolamo. So che uno dei punti, su cui l'annona è basata, si è appunto il detto mulino; in conseguenza potrebbe succedere collisione tra gl'interessi dei creditori e quelli dell'azienda summentovata. Questo è il motivo per cui spero che l'Assemblea voglia accordare che io mi rifiuti all'onore impartitomi.

Il *presidente*: Nessuno opponendosi, invito l'Assemblea a fare una nuova scheda.

Dallo spoglio delle schede risultano date ai rappresentanti:

Ferrari Bravo	voci 31
Bollani.	» 14
Santello	» 11

Quindi resta eletto il rappresentante Ferrari Bravo.

Il rappresentante Tommaseo chiede di comunicare alcune notizie.

Il *rappresentante Tommaseo* (*legge*): La sera seguente all'adunanza dell'Assemblea che ci elesse, avevamo, dopo sentiti i capi delle Commissioni secondarie d'annona, e ponderati i fatti da quelle attestati, o noti altrimenti a noi, avevam preso d'indirizzare al Governo le nostre osservazioni; delle quali ci giova accennarvi, o cittadini, le più rilevanti, acciocchè dall'autorità vostra sia sostenuta la debole nostra parola.

Finchè l'ardimento delle milizie, aiutato dalle malattie che diradano le forze austriache, e sospinto dai miracoli della Provvidenza, ostinata a favor nostro, finchè l'ardimento delle milizie non ci procacci nuove provvigioni, bisogna conoscere quelle che abbiamo, le nascose scoprire, e distribuirle equamente, provvidamente. A bene distribuirle uno solo ci pare il modo, e non usato finora; e dal non lo usare derivò grande spreco di viveri. Lo provò nel primo blocco Venezia: tale esperienza dovrebbe assennarci. Se non si conoscono quante in ciascun circondario o parrocchia sien le famiglie, quante in ciascuna famiglia le persone; se a ciascuna famiglia non sia dato un cartellino che dica la quantità di farina o di pane o d'altri viveri, che deve essa famiglia ricevere ogni giorno dal tale venditore e non da altri; se non si ordini che il compratore lasci al bottegaio un biglietto in riscontro della quantità ricevuta; avverrà sempre quel ch'è avvenuto sin qui, che le medesime persone

gireranno per più botteghe comprando al di là del proprio bisogno, che altri patiranno penuria, e da ultimo patiranno penuria tutti, per essersi innanzi tempo consumate, o nascoste le cose necessarie alla vita. Senza questo ordinamento a noi pare inutile ogni altro; e però ne facciamo a voi stessi, o cittadini, parola.

Per conoscere le vittuaglie che abbiamo, per iscoprir le nascoste, oltre all'ordinare che anco i privati notifichino quant'hanno in casa, e minacciare ed imporre severi gastighi a chi froda; oltre al visitare i luoghi dove si sospetta di frode, due della vostra Commissione, e io son uno, chiedevamo che la guardia civica, senza tema di avvilirsi in indagine che ha per fine la vita e l'onore della patria, visitasse tutte quante le case, e con tale uguaglianza rendesse la precauzione non oltraggiosa a persona nessuna. Nè la visita priverebbe la famiglia del genere, ma darebbe a conoscere la quantità per l'appunto che nella città se ne trova. Gli altri della Commissione si contentano delle visite solamente ne' luoghi di cui si sospetta. Quanto valgano le denunzie sin qui fatte, a giudicarlo vi basti che trentamila libbre di lenti non notificate diconsi or ora profferte alla vendita. Tutti unanimi poi desiderano severe e pronte ai trasgressori le pene, chè il languore usato fin qui rese altri sbadati, ed altri insolenti. E perchè la pena, ed il premio, e ogni altro provvedimento sien pronti, bisogna alle benemerite Commissioni di circondario ampliare le facoltà; stabilire che dalla primaria dipendano per sole le massime generali, e ne' casi di dubbio, di differenza o d'appello; che al Municipio non ricorrano se non per avere il braccio, l'esecuzione degli ordini; che la stessa Commissione primaria le interroghi quanto alle norme generali da prendere, e faccia di loro il proprio consiglio. Così la primaria non sarà tacciata d'arbitrii, e pochi di lei basteranno alle faccende. Le Commissioni secondarie son esse che ormai per prova conoscono e gli uomini e i fatti; son esse che dei veri desiderii e bisogni del popolo hanno notizia; e la loro piena e continua corrispondenza con la primaria è condizione al buon esito della cosa.

Però noi le abbiamo subito interrogate; e intendemmo confermati da loro più fatti gravi; dico la disordinata vendita dei salumi che, se andasse così, li farebbe in brev'ora sparire; la vendita del pesce abbandonata ad incettatori ingordi, che vanno incontro ai poveri pescatori per averlo a vil prezzo ed esitarlo ad esorbitante, esercitando la tirannia antichissima de' pesciaiuoli, ma adesso intollerabile perchè pesa sulla indigente città. Abbiamo riconosciuta, fra altre che omettiamo, e di che fu scritto al Governo, la necessità di vegliare sui mulini dell'Oexle e affidarli a una Commissione speciale; la necessità di rendere accomodati alla macinatura della farina gialla i mulini che nella Casa di correzione giacciono inutili tuttavia; la necessità d'aver pronti sull'atto tanti mulini quanti tengano vece di quelli che sono sull'orlo della laguna, se mai danneggiati; la necessità di distribuire più farina a' fornai che hanno più famiglie da fornire, il quale ultimo guaio del lasciare intere contrade senz'alimento sarebbe tolto dallo spediente de' cartelli proposto da noi.

Abbiamo inoltre interrogati i capi delle Commissioni secondarie intorno alle persone ch'eglino stimerebbero più desiderabili nella nuova

Commissione primaria, e volevamo far noti i loro e i nostri desiderii al Governo. Ma il Governo con la scelta sua ci prevenne, e creò la primaria senza intendere la consultiva eletta da quest'Assemblea. La lettera del decreto non glielo imponeva; se glielo consigliasse lo spirito, non ispetta a noi giudicare. Noi non intendiamo nè riprendere, nè dolerci: ma dare a conoscere il fatto, acciocchè non ci venga attribuita la lode od il biasimo d'atti non nostri. Abbiamo volontieri accettato questo incarico, appunto perchè libero dal fastidio d'ambiziosi diritti, e nobile di schietti e modesti doveri. Io, quanto a me, l'ho accettato perchè l'addurre a scusa in questi momenti la insufficienza delle forze mie, poteva parere colpevole noncuranza dei dolori del popolo. Ma giacchè non pochi pensarono che la nostra Commissione fosse altro che consultiva, giacchè il paese dimostra fiducia nella nostra qualsiasi mediazione volgendosi a noi, egli è debito nostro far noto che noi non rispondiamo degli atti o delle scelte altrui, ma del nostro consiglio. E per risparmio di tempo i desiderii, che ci venissero significati dai cittadini, non li faremo primieramente noti alla Commissione in capo, serbando al Governo sole le cose più gravi, e affidandoci all'ingegno, all'esperienza, all'operosità del presidente Pasini.

Mi volgo da ultimo, o cittadini, al cuor vostro, e ripropongo l'esempio già dato dalla parrocchia de' SS. Giovanni e Paolo, dove alcuni benemeriti consigliati da Pietro Bigaglia, messe insieme lire secento, fornirono per due mesi a trecentoquaranta poveri di quella parrocchia, farina gialla per otto centesimi la libbra, e legna per due; a ragione, la legna, di una libbra e un terzo, e la farina, di mezza libbra per testa. Ogni famiglia ha il suo cartellino della quantità da ricevere sicuramente, men cara, e più buona. Imitino tutte le parrocchie l'esempio, lo promuovano i deputati; e la Commissione nostra, quand'altro con le sue cure non ottenesse, si crederebbe d'avere con tale consiglio operato abbastanza. Il più alto uffizio degli eletti dal popolo si è cooperare a' suoi sacrifizii, alleggerire i suoi patimenti. (*Applausi.*)

Il *presidente*: Se nessuno domanda la parola sulle notizie comunicate all'Assemblea dal rappresentante Tommaseo, si passerà all'altro argomento dell'ordine del giorno, cioè alla proposta del rappresentante Ferrari Bravo risguardante le nuove elezioni e le riforme alla legge elettorale. Invito il relatore della Commissione a leggere il rapporto.

Il *rappresentante Farè* (*legge*):

Poichè la legge 24 dicembre 1848, convocando la presente Assemblea dei rappresentanti lo stato di Venezia, la instituì come Assemblea permanente;

Poichè questa permanenza della popolare rappresentanza è senz'alcun dubbio richiesta dalle condizioni politiche, nelle quali la patria si trova;

Poichè, nell'articolo 47 della legge citata, è detto che il mandato dei rappresentanti s'intende dato dagli elettori per sei mesi dal giorno della prima riunione dell'Assemblea;

Poichè la prima riunione è avvenuta il 15 febbraio p. p.;

Ella è cosa evidentissima che bisogna provvedere alla sostituzione

dei rappresentanti in modo che i nuovi eletti abbiano a poter essere in carica nel 16 agosto p. v.

La letterale disposizione della legge che ci ha raccolti, appoggia adunque la proposta del collega nostro Ferrari Bravo, e la Commissione sotto questo aspetto non avrebbe che a parlarvi delle forme, sotto le quali adottarla.

Se non che, nella prima Sezione, quando facevasi l'esame preliminare della indicata proposta; alcuni rappresentanti mossero dubbio sulla opportunità di attenersi in questa occasione con l'usato scrupolo al tenor della legge. Le congiunture straordinarie, nelle quali si trova il nostro piccolo territorio, osteggiato da ogni parte e soggetto ad un continuo combattimento assai presso la città principale, inducevano questi rappresentanti a credere poco prudente l'aggiungere alle altre cause di agitazione nel popolo anche quella scossa, che l'opinione pubblica non può non ricevere da una votazione generale ed importantissima, preceduta dal vivo conflitto delle candidature.

Siccome però veniva risposto esser questo un inconveniente inevitabile pel chiaro tenor della legge, non potersi alterare o prolungare per autorità del mandatario il ricevuto mandato, ed esser poi pericolo ben più grave quello della nullità legale di cui sarebbero viziati, e certamente dalle minoranze accusati, quei decreti di forse vitale importanza che facessimo dopo il 15 agosto; così, a togliere l'obbietto della illegalità, veniva proposto da taluno che si chiamasse il popolo a dichiarare, per ischede del sì e del no, se intendesse prorogare il mandato alla presente Assemblea fino a guerra finita.

La vostra Commissione esaminò, com'era suo debito, questo punto agitato in una delle Sezioni: ma trovò che il proposto rimedio non faceva cessare i temuti inconvenienti, e ne presentava anzi alcuni di suoi proprii.

Siccome le schede del sì e del no dovrebbero rappresentare indubitatamente la ingenua volontà del corpo sovrano degli elettori, così bisognerebbe assicurarsi che nessuna persona non elettrice presentasse la scheda, che nessuno elettore ne presentasse più d'una, e che ognuno di essi potesse esercitare il proprio diritto: vale a dire, bisognerebbe premettere alla raccolta di queste schede tutte le operazioni elettorali, solite a farsi per le elezioni.

La lunghezza del tempo impiegato non sarebbe minore: ma neppur sarebbe minore l'agitazione e la preoccupazione delle menti, chè anzi la straordinaria maniera di votazione si presenterebbe come un motivo di più.

Le candidature non formulate con nomi proprii verrebbero fra loro in contrasto col sì o col no; e si prevarrebbero forse, per far decidere la negativa, di qualche scrupolo di legalità relativo alla novità del voto richiesto, ed alla limitata facoltà di scegliere al corpo degli elettori.

Sarebbero poi col proposto metodo messe ad una specie di tortura morale le coscienze di molti elettori, i quali, essendo contenti d'una parte di quest'Assemblea e contrarii ad un'altra parte, li vedrebbero costretti ad approvar contro voglia quest'ultima, o a condannare contro voglia la prima.

E se passasse il sì a piccola maggioranza, l'autorità morale e il prestigio legittimo della rappresentanza del popolo sarebbero menomati.

Che se poi venisse deciso il *no*, sarebbesi perduto un tempo prezioso, e sarebbesi chiuso l'adito a riempiere le condizioni dalla legge volute perchè l'Assemblea fosse pronta al 16 agosto.

I motivi, così sommariamente esposti, e più la convenienza di attenersi strettamente a quella regolarità di forme, che toglie ai nemici della patria ogni pretesto di calunniare la popolare rappresentanza, ci consigliano, cittadini, a proporvi di assecondare la mozione Ferrari Bravo, e di stabilire che si provveda senza ritardo a quanto occorre in proposito.

Questa decisione, oltre che il riconoscimento d'una legale necessità, sarà anche una prova di fiducia, che voi darete alla saggezza del popolo. Chiamato in questi solenni momenti all'esercizio della sua sovranità, alla elezione dei suoi rappresentanti, il popolo di Venezia, perseverante nella serenità come nei sacrificii, vorrà mostrarsi un'altra volta degno di grandi destini, ed esercitare il proprio diritto con la calma, ch'è il primo dei bisogni del paese. Speriamo che questa sia un'altra occasione per far disperare gli agitatori.

Visto, per altro, che la esperienza nostra e quella di altri paesi, la Romagna particolarmente, insegnarono che alcune delle operazioni elettorali possono essere semplificate ed abbreviate; visto che il semplificarle e l'abbreviarle sarebbe una grandissima utilità, non solo per il tempo che si risparmia, ma per le occasioni di turbolenza che si diminuiscono; noi crediamo che questa abbia ad essere il tema precipuo di quegli studii che, secondo la proposta Ferrari Bravo, dovrebbero essere demandati alla Commissione permanente di legislazione.

Noi crediamo però che l'Assemblea, accogliendo l'idea del proponente, non abbia bisogno di fare un formale decreto. Il decreto non servirebbe che a sancire un principio già ammesso e stabilito.

Perciò vi presentiamo la seguente interna deliberazione:

» Sulla proposta presentata il giorno 30 giugno dal cittadino rappresentante Ferrari Bravo;

» L'Assemblea incarica la sua Commissione permanente di legislazione:

» di prender in esame la legge elettorale 24 dicembre 1848;

» di studiar il modo di semplificare ed abbreviare le operazioni da essa volute, applicandole alle condizioni presenti dello stato;

» di consigliare tutte le altre modificazioni, che trovasse opportune;

» di fare su ciò particolareggiato rapporto entro otto giorni. »

Il *presidente*: Domando all'Assemblea se intenda che la discussione segua subito. (*E' ammesso.*) La discussione dunque avrà luogo immantinente.

Nessuno però domanda la parola, e non essendo chiesta la divisione, si mette ai voti la proposta complessiva.

Risultato della votazione:

Votanti	75
Per il sì	71
Per il nò	4

(*Approvato.*)

Il *presidente*: Seguendo l'ordine del giorno si passerà all'articolo 4., cioè alla proposta del rappresentante Lunghi di concentrare in apposito Uffizio i protesti cambiarii. Invito il relatore a leggere il rapporto.

Il *rappresentante Luigi Lunghi relatore*: La mozione di concentrare in apposito Ufficio i protesti cambiarii, sulla quale fu ordinato nella seduta 31 marzo *la presa in considerazione*, ha ottenuto il voto unanime dalla Commissione di legislazione. Convinta essa, che il protesto non sia eseguito colle prescrizioni del § 176 del Codice di commercio, e che il manifesto disordine debba essere frenato, le parve lodevole il progetto dei dieci fra i quindici notai assegnati alla città di Venezia, per la concentrazione in un solo Ufficio, al quale anche gli altri cinque notai possano farsi ascrivere; essendo importante pel pubblico interesse la solidaria obbligazione per i danni che il notaio, incaricato del protesto, avesse potuto arrecare.

Dopochè i Tribunali mercantile, di appello e di revisione aveano spiegato la loro piena adesione, interessava di avere le speciali dichiarazioni della Camera di commercio.

La Commissione ha chiamato il presidente della Camera stessa; e facilmente si è persuasa di stabilire l'Ufficio dei protesti, non già presso il Tribunale mercantile, bensì presso la Camera di commercio, dalla quale, come immediatamente dipendente, fosse sorvegliato, ed ogni qual volta si credesse, ma almeno ogni sei mesi, venisse eseguita una visita formale.

Venne riconosciuto troppo ristretto il tempo dalle *nove* ore al mezzogiorno per la presentazione degli effetti cambiarii, e si propose la estensione sino alle *tre* pomeridiane, e di poter eseguire il protesto anche sino alla mezzanotte. Si è fatto sentire ancora, che, se col progetto veniva favorita la gran maggioranza dei notai esercenti in Venezia, interessava di versare sulla riduzione della tariffa.

Venne scoperto un abuso inveterato di tassa per trasferta, benchè il protesto fosse eseguito nella periferia della città di Venezia: quando la tariffa 15 luglio 1829, stata diramata ai notai, d'ordine del Supremo Senato, dal Tribunale di appello, chiaramente comprendeva tutta la città; ed in allora soltanto cominciava non il diritto a tassa determinata, ma l'obbligo della parte instante di sostenere le spese pei mezzi di trasporto, quando occorresse viaggio oltre il miglio.

La Commissione ha riformato il progetto, escludendo la tassa di trasporto nella estensione della città; e perchè soltanto oltre il miglio si avesse diritto alle spese di accesso, ed in vista poi della singolare posizione di Venezia, ha trovato di soggiungere, che anco indipendentemente da viaggi, quando sia indispensabile il trasporto per acqua, la parte instante sostenga la spesa.

Il progetto comprendeva il pagamento della tassa anche nel caso di reperimento dei fondi; ma la Commissione, avuto riguardo che la maggior parte dei notai non esigesse alcun pagamento, ha indicato la esclusione.

Si sarebbe pure escluso il pagamento dei 50 centesimi per la scritturazione dell'atto di protesto nel registro generale che dovrà esistere presso l'Ufficio.

Ed egualmente si proponeva la cessazione di ogni pagamento di tassa d'archivio per il repertorio.

Venne resa così più semplice e di minor rilievo la tariffa:

Cioè: per il protesto in Venezia . . ital. L. 4:—
Per ogni altra piazza . . . . . » 3:—
Se sia fatto a più persone obbligate, o per il bisogno per ciascuno . . . . . » —:75
Occorrendo ripetuti accessi, per ogni volta. » —:50
E pel rilascio dopo i primi due esemplari del protesto. . . . . » —:50

e più le moderate spese nei riferiti casi di trasporto.

Riparato in tal modo un grande notorio disordine, e resa la tassa limitata in modo, che appare poter essere consentita dalla dignità della professione notarile, si persuade la Commissione che possa essere adottato il progetto come venne riformato.

Ecco il testo del progetto di legge;

« 1. A datare . . . . . viene istituito un apposito Ufficio, dal quale soltanto, col mezzo dei propri notai, saranno levati i protesti degli effetti cambiarii protestabili in questa piazza.

2. Tale Ufficio sarà costituito da tutti i notai qui residenti, i quali vorranno prenderne parte, ed avrà la sua residenza presso la Camera di commercio, ove sarà aperto ogni giorno, meno i festivi, dalle ore 9 antimeridiane alle 6 pomeridiane.

3. Ciascun individuo attualmente esercente il notariato in Venezia, dovrà dichiarare in iscritto alla Camera notarile, a tutto . . . . . se intende di formar parte dell'Ufficio. Il silenzio farà presumere la negativa. I notai che venissero in seguito nominati dovranno emettere tale dichiarazione entro dieci giorni da che sarà loro notiziato il relativo decreto. Quei notai che per omessa dichiarazione non formassero parte dell'associazione, potranno nullameno riunirvisi trascorso l'anno, dandone avviso un mese prima all'Ufficio. È libero a ciascuno di ritirarsi dall'associazione.

4. Il protesto potrà essere levato fino alla mezzanotte. Gli effetti cambiarii dovranno essere presentati all'Ufficio dalle 9 antimeridiane alle 3 pomeridiane. L'Ufficio non è responsabile dell'inesecuzione del protesto degli effetti presentati nelle successive ore nelle quali resta aperto.

5. L'effetto cambiario sarà consegnato all'Ufficio dietro contemporaneo rilascio di ricevuta, o scontrino a stampa, avente la firma del preposto all'Ufficio medesimo.

6. Egualmente l'atto originale di protesto, oltre alla sottoscrizione del notaio che lo levò, sarà firmato dal preposto, e munito del timbro d'Ufficio.

7. Il timbro rappresenterà il leone veneto, colla leggenda all'intorno: *Ufficio notarile dei protesti*, e al disotto *Venezia*.

8. All'atto di ricevere il protesto, la parte è obbligata a pagarne l'importo, come nella tariffa qui in calce.

9. Se il notaio troverà i fondi al domicilio, e la parte creditrice non fosse presente, li ricupererà; ed il giorno appresso, dietro ritiro dello

scontrino, li consegnerà alla parte creditrice. Il notaio, in questo caso, non è tenuto a rogare alcun atto, nè gli spetta alcuna competenza.

10. Sono abolite le tasse di archivio per repertorio.

11. I notai addetti all'Ufficio saranno solidariamente responsabili di ogni danno recato alle parti.

12. La Camera di commercio, da cui l'Ufficio dei protesti immediatamente dipende, sorveglierà per l'esatta di lui regolarità.

13. In quanto ai diritti e doveri reciproci fra i notai componenti l'Ufficio, la divisione degli utili, ed altre interne discipline, viene stabilito un apposito Regolamento.

14. I protesti relativi ad effetti cambiarii protestabili fuori di Venezia continueranno per ora ad essere levati dai singoli notai colle norme vigenti.

Regolamento interno per l'Ufficio dei protesti.

1. I notai costituenti l'associazione dell'Ufficio pei protesti eleggeranno fra loro un preposto e due coadiutori. L'elezione dovrà eseguirsi a schede secrete per maggioranza relativa.

2. Tanto il preposto, quanto i coadiutori rimarranno in carica tre mesi; ed il giorno decimo del terzo mese si convocherà l'associazione, e si rinnoveranno le cariche.

3. Come tutti i socii partecipano del dividendo degli utili in parti eguali, così tutti devono addossarsi gli obblighi e pesi relativi, e quindi gli ufficii di preposto e di coadiutore saranno gratuiti, nè si potranno rifiutare per la prima volta. In caso di rielezione, potranno rinunciare.

4. L'Ufficio avrà l'occorrente numero di persone subalterne, il cui compenso sarà determinato dall'associazione.

5. Il preposto dirige l'Ufficio, corrisponde colle Autorità e coi particolari, sorveglia il ricevimento degli effetti cambiarii firmandone gli scontrini, fissa la distribuzione degli effetti stessi ai notai che ne dovranno levare i protesti, sottoscrive le copie rilasciate dall'Ufficio, ha una chiave della cassa, e sopraveglia all'esatta trascrizione degli atti, nonchè all'ordine del registro, dei libri ed altri atti d'ufficio. I coadiutori dipendono dalle disposizioni del preposto, in quanto all'accettazione e al rilascio degli scontri degli effetti cambiarii; alla distribuzione ai notai, all'equa ripartizione del lavoro fra gli scrittori, ed alla ricevuta dei protesti.

Inoltre uno di essi terrà la seconda chiave della cassa, e assumerà l'incarico di controllore. All'altro saranno demandate le funzioni di contabilità.

6. Il repertorio, in cui vengono trascritti i protesti, ed il timbro di ufficio si custodiscono nella cassa.

7. L'Ufficio dovrà tenere un apposito repertorio dei protesti, ed il presidente della Camera notarile ne controllerà i fogli, mano mano che li consegnerà all'Ufficio, nel modo fino ad ora usato pei singoli notai.

8. Ad oggetto che più protesti possano essere contemporaneamente e con più sollecitudine trascritti nel repertorio, i fogli ne saranno divisi e numerati, e conterranno a stampa la modula dei protesti cogli oppor-

tuni spazj in bianco. Compiuta la trascrizione di giorno in giorno, i fogli, firmati dal preposto, verranno riuniti in apposito fascicolo, ed ogni mese i fascicoli legati in libro.

9. Il repertorio sarà somministrato dalla Camera notarile, come di uso.

10. I notai formanti parte dell'associazione si recheranno ogni giorno all'Ufficio dei protesti per ricevere gli effetti cambiarii da protestarsi, che ad ognuno di essi potessero venire assegnati.

11. Nella distribuzione dei protesti, il preposto dovrà aver riguardo ad un'equa ripartizione si rispetto al numero, che alle differenti località.

12. Tutti gli utili, detratte le spese, saranno, alla fine di ciascun mese, ripartiti egualmente fra i notai costituenti l'Ufficio.

13. Le spese per salarii, illuminazione e per ogni altro oggetto occorrente all'Ufficio, saranno a carico dell'associazione. La Camera di commercio dà il solo locale gratuitamente.

14. Come riesce indispensabile il costituire un fondo di cassa, così, almeno otto giorni prima che l'Ufficio venga attivato, quei notai che avranno aderito all'associazione si uniranno onde fissare, a maggioranza di voti, la tangente che ciascuno di essi dovrà versare per costituire il fondo medesimo. I notai che entreranno di poi saranno tenuti a contribuire lo stesso importo.

15. Essendo l'Ufficio dei protesti sotto l'immediata sorveglianza della Camera di commercio, dovrà ogni semestre presentare alla Camera medesima i libri, onde ne sia ispezionata la regolarità, ritraendo su ciò una dichiarazione d'ufficio. Oltre a ciò avrà diritto la stessa Camera di far visitare l'Ufficio dai suoi incaricati qualunque volta lo creda opportuno.

Modula di tariffa.

1. Per ogni atto di protesto fatto ad un solo in Venezia corr. L. 4:—
2. In ogni altra piazza . . . . . » 3:—
3. Fatto a più persone, sia come obbligate nella cambiale, sia come indicate al bisogno, per ciascuna persona a cui venisse fatto il protesto, oltre alla prima . . . . . » —:75
4. Occorrendo di dover portarsi più di una volta alla casa, o case, per ogni volta di più . . . . . » —:50
5. Occorrendo di dover rilasciare più di due esemplari del protesto, per ogni esemplare di più . . . . . » —:50
6. E tuttociò oltre la carta bollata pel protesto originale, e per le copie da rilasciarsi alle parti.
7. Nulla si esigerà per la dichiarazione di chi assuma il pagamento della cambiale per onore di firma.
8. Occorrendo viaggi oltre un miglio, la parte instante sosterrà le spese dei mezzi di trasporto.
9. Anche indipendentemente da viaggi, quando sia indispensabile il trasporto per acqua, la parte instante ne sosterrà le spese.

Il *presidente:* Ora chiederò all'Assemblea se intenda di aprir subito la discussione per versare sulla trattazione in generale dell'argomento,

e stabilire di passare in altro di alla seconda deliberazione, giusta quanto prescrive il Regolamento.

Il *rappresentante Tommaseo:* L'argomento è così speciale, e, nella sua specialità, sì importante, che sarebbe desiderabile che almeno la proposta di legge fosse stampata, acciocchè quelli che, come me, non han pratica della cosa possano interrogare gl' intelligenti, per farsi così una coscienza, e decidere con cognizione di causa.

Il *presidente*: La stampa dovea precedere la lettura; ma, ad ogni modo, il progetto col rapporto sarà stampato nella Gazzetta, ed anche separatamente, e distribuito ai rappresentanti. Domando dunque all' Assemblea se intenda che la discussione generale sia aperta subito su questo progetto, o differita.

Interrogata l'Assemblea, la discussione è differita.

Il *presidente*: Seguendo l'ordine del giorno, passeremo ad udire i rapporti sulle proposte del rappresentante Bartolommeo Benvenuti riguardanti la trattazione delle cause civili ed i processi criminali.

Il *rappresentante Bartolommeo Benvenuti*: Tre sono le proposte che furono fatte. Esse trovansi tutte abbracciate dal solo articolo 5. dell'Ordine del giorno.

La Commissione permanente di legislazione ne fece soggetto di tre separati rapporti. Io leggerò per la Commissione il rapporto relativo alla proposta, che ha per oggetto di obbligare i giudici a dire i motivi delle loro decisioni, anche quando confermano quelle dei giudici subalterni.

Il *rappresentante Minotto*: Crederei utile adottare la massima che abbiamo seguito sul rapporto testè letto dal rappresentante Lunghi; che, cioè, i rapporti venissero stampati e dispensati prima di farne lettura all'Assemblea. Allora crederei più facile fare la discussione nello stesso giorno.

Il *presidente:* Osservò che il progetto del rappresentante Lunghi era lungo e complicato, e che alle volte ci sono invece dei rapporti, sui quali, secondo il Regolamento, si può subito, e prima della stampa, passare alla discussione.

Il *rappresentante Benvenuti relatore*: Non basta alla società che i civili e criminali processi siano finiti; non basta nemmeno che siano finiti secondo le vere norme della giustizia. Importa all'ordine sociale, che le parti ed il pubblico siano persuasi della giustizia delle decisioni profferite dai tribunali; importa, come osservò il celebre Romagnosi, che il cittadino, nell'atto di subire una condanna qualunque, possa dire a sè stesso: *io la ho meritata.*

A stabilire, per quanto è possibile, questo accordo tra giudici e parti, vedesi presso le colte nazioni imposto l'obbligo ai primi di addurre i motivi delle loro decisioni. Saggissima instituzione, la quale tende a far camminare di pari passo l'autorità del comando con l'autorità della ragione, impedisce la precipitazione e la improntitudine nei giudizii, e svelando gli errori, che facilmente s'insinuano nella pratica giurisprudenza, la riconduce a poco a poco, con la dolce violenza della persuasione, sul retto sentiero.

Le leggi austriache riconoscono anch'esse la convenienza di unire

alla decisione la esposizione de' motivi, ma dispensano da quest'obbligo i tribunali superiori, quando confermino quella di un giudice subalterno. Della quale disposizione, niun'altra ragione può addursi se non questa, che, essendo di regola vietato il ricorso contro due conformi giudicii, riesce indifferente alle parti il conoscere perchè la prima decisione sia stata confermata dal tribunal superiore.

Ma, lasciando stare che siffatta ragione è inconciliabile con lo straordinario rimedio della revisione, accordato nei casi di manifesta ingiustizia, o di manifesta nullità, ognun vede che il legislatore austriaco ha perduto di vista i più nobili fini a cui, come abbiamo detto, mirar deve l'amministrazione della giustizia; ognun vede che resta con ciò scemata l'autorità morale delle decisioni dei giudici superiori, le quali altrove, e specialmente in Francia, spargono tanta luce sulla legislazione, e sono consultate come altrettanti oracoli dal pubblico senno; ognun vede infine che si apre incautamente l'adito ad ogni maniera d'inconvenienti.

Quindi fra noi attribuite il più delle volte ad impazienza e ad incuria del giudice superiore le sentenze di conferma; quindi errori nel credere che questa o quella massima di diritto, adottata dal primo giudice, sia stata sancita dal secondo, il quale invece l'ha disapprovata, e confermò la decisione per altre giuste ragioni; quindi, nella maggior parte dei casi, azzardato lo straordinario rimedio della revisione contro due conformi giudizii, e sovente ommesso con danno della giustizia; quindi incertezze continue nel trattare e decidere le ardue questioni sulla cosa giudicata.

Poichè il sistema di legislazione austriaco, originariamente destinato pei paesi tedeschi, ed in parte attivato sino dall'anno 1781, fu mantenuto ed è ancora, non senza nostra vergogna, in pieno vigore fra noi; e poichè una totale riforma dovrebb'essere il risultamento di studii, che per mala sorte non furono ancor preparati, cerchiamo almeno per ora di correggerne i vizii principali, cerchiamo di renderlo men grave per noi, mercè qualche acconcio rimedio.

Con questo intendimento fu fatta la mozione di estendere ai giudici superiori l'obbligo di dare alle parti i motivi delle lor decisioni, quando anche confermino quelle dei giudici subalterni; mozione di evidente ragionevolezza ed utilità, che la vostra Commissione di legislazione unanime vi propone di convertire nella seguente legge:

« Qualunque decisione di giudice, sia civile, sia criminale, dev'es-
« sere accompagnata dall'esposizione dei motivi, benchè confermi quella
« di un giudice inferiore. »

Il *presidente:* Domando all'Assemblea se la prima discussione su questa proposta di legge vuole che sia differita ad altro giorno o segua oggi. (*E' adottato che segua immediatamente.*) Non chiedendo nessuno la parola, passeremo alla prima deliberazione, la quale concerne particolarmente la trattazione generale dell'argomento.

La proposta di passare su questo progetto di legge ad una seconda deliberazione, è adottata ad unanimità con 71 voti.

Il *presidente*: Invito il relatore del secondo rapporto a darne lettura.

Il *rappresentante Avesani relatore*: La proposta del rappresentante

avvocato Benvenuti, relativa alla trattazione delle cause civili, ha due parti:

La prima ha in mira la più sollecita spedizione degl' incidenti, ed è concretata negli articoli 1, 2 e 3, che ho l' onore di leggervi:

« 1. Tostochè è presentato al Tribunale di prima istanza il primo « atto di una causa, in sede di cognizione, o in sede di esecuzione, il « Presidente lo assegna ad un consigliere, cui spetta di dar corso da « sè, cioè indipendentemente dal Consesso, a tutti gli atti del processo, « e di decidere tutte le questioni incidentali.

« 2. Contro i decreti emessi dal consigliere, o giudice del pro- « cesso, si ricorre direttamente al Tribunale cui egli appartiene: escluso « ogni ulteriore ricorso al Tribunale d'appello: salvo il caso di manife- « sta ingiustizia, o nullità.

« 3. Sono sottratte alla decisione del giudice del processo le que- « stioni, che riguardano la incompetenza, la cosa giudicata, il sequestro, « l'arresto personale, e la delibera d' immobili venduti alla pubblica asta. »

Parve alla Commissione, e se ne persuase lo stesso proponente, che in questo momento, essendo sfaccendati i Tribunali per la circoscrizione del territorio, non sia opportuno l' introdurre questa novità, che non è per ora necessaria.

La seconda parte soddisfà al bisogno, sempre urgente, sempre reclamato, della *oralità*. Eccone gli articoli:

« 4. Oltre alla decisione nei casi indicati dal precedente articolo, « è riservata al Tribunale la sentenza di merito sia interlocutoria, sia « definitiva.

« 5. Il giudice del processo compila, nei modi prescritti dalle vi- « genti istruzioni, la esatta relazione della questione, che deve essere « decisa dal Tribunale; e vi unisce le sue conclusioni.

« 6. Alla lettura, da farsi dinanzi al Consesso, della relazione e « delle conclusioni, sono invitati ad assistere gli avvocati difensori delle « due parti. Essi possono rettificare la relazione e fare le loro osserva- « zioni sulle conclusioni del relatore. È libero a qualunque membro del « Consesso di dirigere interpellazioni tanto al relatore, quanto agli av- « vocati.

« 7. È vietato agli avvocati d' introdurre nuovi mezzi di prova, « di accampare nuove eccezioni, e di esibire o leggere memorie scritte. « Le loro deduzioni sono fatte a voce dinanzi al Consesso cui spetta « giudicare, e non vengono assunte a processo verbale.

« 8. Quando il Presidente dichiara bastantemente istruito il Con- « sesso, tanto il consigliere relatore, quanto gli avvocati si ritirano; ed « il Consesso emette la decisione.

« 9. L'intervento degli avvocati, per gli effetti contemplati nei pre- « cedenti articoli, ha luogo anche presso il Tribunale d'appello e il Tri- « bunale di revisione. Il consigliere, che presso l'uno o l'altro di questi « Tribunali fa la relazione, non può, al pari degli avvocati, assistere « alla decisione. »

Il 4. articolo diventa inutile, legandosi coi primi tre, che sarebbero soppressi.

La Commissione fu unanime nell'aderire agli altri articoli, eccettuati due punti.

Uno dei membri della Commissione non vorrebbe, che il relatore leggesse agli avvocati delle due parti anche il suo voto, ma solamente la relazione delle deduzioni delle parti, in fatto ed in diritto, e là dovesse arrestarsi; sembrandogli sconveniente che si palesino alle parti i voti dei singoli giudici. Ma gli altri membri della Commissione considerarono che senza conoscere le conclusioni del relatore, gli avvocati perderebbero tempo nel rettificare fatti, forse inconcludenti, e nell'andar in traccia, per la confutazione, di argomenti di diritto, che non avranno per avventura condotto il giudice al suo *opinamento*.

Ed appunto, come in qualche altro Stato si fa conoscere alle parti persino, in forma quasi di sentenza, un così detto *opinamento* del tribunale, il quale poi, dietro rettificazione delle parti, pronunzia definitivamente in prima istanza; non parve inconveniente che si facesse conoscere l'opinamento del relatore ai difensori, acciocchè questi possano rettificarlo, ed impedire che gli altri giudici prendano errore, seguendolo.

Il secondo punto del disparere è questo. Ammesso che si faccia conoscere il voto del relatore ai difensori, e che questi lo confutino, il proponente avvocato Benvenuti crede giusto di escludere il relatore dal formar parte del Consesso giudicante. Questo pensiero è espresso negli articoli 8 e 9.

Ma la maggioranza della Commissione trovò più sconveniente l'escludere dal Consesso quel giudice, che è più informato di tutti, e di annullare il suo voto, perchè combattuto dai difensori. Essa non trovò sufficiente ragione per tale annullamento nella possibile irritazione prodotta dalla opposizione incontrata, la quale possa rendere il relatore ostinato al primo voto.

La opposizione medesima è sempre sofferta in Consiglio; e l'essere fatta piuttosto dal giudice collega, che dal difensore, non è sì gran differenza da dover portar questa, direi quasi, pena in aggiunta, di escludere il relatore dal dare quel voto, che si volle udire prima.

La Commissione vi propone adunque di ammettere gli articoli 5, 6, 7, 8, 9, escluso l'allontanamento del relatore, di cui l'articolo 8, e l'ultimo periodo del 9. Essa ha creduto utile l'aggiunta di un altro articolo, che dia facoltà alle parti di mandare altri avvocati in luogo di quelli che il Tribunale avesse invitati per averli trovati sottoscritti nelle scritture giudiziali, o indicati nelle procure o sostituzioni.

La Commissione ha ridotti questi articoli in forma di legge da decretarsi dall'Assemblea con un *Considerando* che spieghi, come l'Assemblea non intende di far una legge completa sulla trattazione delle cause civili, che esigerebbe molto di più, ma solamente una legge, che tolga intanto uno dei più gravi inconvenienti, cioè la mancanza di vero *ascolto*, la mancanza di *oralità*.

« Considerando, che, se la trattazione delle cause civili merita una completa riforma, alla quale si darà opera, urge intanto di togliere il massimo inconveniente, cioè la mancanza di *oralità*, che è veramente mancanza di *ascolto* delle parti;

L'Assemblea decreta quanto segue:

1. La relazione, insieme col voto e coi motivi di questo, che ora si legge dal giudice relatore al Consesso giudicante nelle cause civili, sarà letta alla presenza degli avvocati difensori delle due parti, che volessero assistervi, e che a ciò saranno previamente invitati.

2. I difensori possono rettificare la relazione, e fare le loro osservazioni sulle conclusioni del relatore. È libero a qualunque membro del Consesso giudicante di dirigere interpellazioni, tanto al relatore, quanto agli avvocati.

3. È vietato agli avvocati d'introdurre nuovi mezzi di prova, di accampare nuove eccezioni, e di leggere memorie scritte. Le loro deduzioni sono fatte a voce, dinanzi al Consesso cui spetta giudicare, e non vengono assunte a processo verbale.

4. Quando il presidente, a nome del Consesso, lo dichiara abbastanza istruito, gli avvocati si ritirano, ed il Consesso emette la sua decisione.

5. L'intervento degli avvocati difensori delle parti, per gli effetti contemplati nei precedenti articoli, ha luogo anche presso il Tribunale d'appello ed il Tribunale di revisione.

6. È libero alle parti di far intervenire altri avvocati in luogo di quelli che il Tribunale avesse invitati per averli trovati sottoscritti nelle scritture giudiziali, o indicati nelle procure o sostituzioni. »

Il *presidente*: Domando se l'Assemblea vuole che la prima deliberazione su questo argomento segua subito, o sia differita ad altro giorno. (*L'Assemblea adotta di passare subito alla deliberazione.*) Non essendovi alcuno che domandi la parola, metterò ai voti il progetto come fu redatto dalla Commissione di legislazione, per passare in altra adunanza alla seconda deliberazione.

La proposta è ammessa con 68 voti favorevoli e 3 contrarii.

Il *presidente:* Invito il relatore a leggere il terzo rapporto sulla proposta Benvenuti.

Il *rappresentante Giovanni Battista Ruffini relatore*: L'altra delle proposte del rappresentante Bartolommeo Benvenuti, per cui intende che nei processi criminali il giudice istruttore debba comunicare al difensore dell'accusato tanto la sua relazione, quanto le sue conclusioni, prima di farne lettura al consesso giudicante, ha un duplice scopo: quello, cioè, che il difensore non venga colto alla sprovvista da un voto inatteso; e che, soprattutto, nella relazione del fatto non sieno alterate o nascoste delle circostanze, che potrebbero dimostrare l'innocenza dell'accusato, od attenuarne la colpa.

Ribattere conclusioni di diritto, sebbene per la prima volta intese, non riuscirà malagevole nel più dei casi al difensore; ma non così soggiunger all'improvviso particolari de'fatti, rettificar quelli che si presentassero sotto un falso aspetto, rafforzare le prove addotte, od esibirne di nuove. Ennunziarvi siffatte difficoltà, additarvi il pericolo che peserebbe sugl'imputati, se la loro difesa non fosse così maturata, come n'è maturata l'accusa, parve alla Commissione sufficiente perchè l'utilità e la convenienza della proposta vi sia manifesta.

Quindi unanime conchiuse di formularla nel seguente decreto:

« Nei processi criminali, il giudice relatore dovrà comunicare al di-
« fensore dell'accusato, tanto la sua relazione, quanto le sue conclusioni,
« prima di farne lettura al consesso giudicante. »

Il *presidente*: Chieggo, come si fece per le altre proposte, se debba oggi cominciare la discussione.

Questa ammessa, l'Assemblea decide, con 67 voti favorevoli e 2 contrarii, che si debba anche sopra questa proposta passare in altro giorno alla seconda deliberazione.

Il *presidente*: Seguendo l'ordine del giorno, dovrebbe adesso farsi la lettura del rapporto sulla proposta Lunghi d'introdurre il dibattimento pubblico ne' processi criminali; ma la Commissione fa sapere che, essendo un progetto molto esteso e importante, bisognerebbe anzi tutto stampare il rapporto ed il progetto, e domanda perciò che sia differita ad altro giorno la lettura del rapporto medesimo.

Esaurito così l'ordine del giorno, io proporrei che, salvo non occorresse convocare l'Assemblea prima, la prossima adunanza sia tenuta da qui ad otto giorni, per passare alla seconda deliberazione sui tre precedenti progetti, e trattare degli altri argomenti come nel seguente ordine del giorno. (*Vedi sotto.*)

Prego poi le Sezioni, se hanno delle petizioni su cui debbono presentare rapporti, di prepararli e deporli sul banco della presidenza.

Avendo alcuni rappresentanti domandato che la prossima adunanza, invece che da qui a otto giorni, segua sabato prossimo, il presidente ne interroga l'Assemblea, e resta fissato il sabato.

La seduta è levata alle ore 3 e 1/2 pom.

Ordine del giorno 14 luglio 1849.

Ore 1 pom. — Seduta pubblica.

1. Rapporto sulla proposta Ferrari Bravo, risguardante la inamovibilità de' giudici, ec.
2. Prima deliberazione sulla proposta Lunghi, di concentrare in apposito Uffizio i protesti cambiarii.
3. Seconda deliberazione sulla proposta del rappresentante B. Benvenuti, risguardante la comunicazione dei motivi anche ne' casi di conferma.
4. Seconda deliberazione sull'altra proposta Benvenuti, relativa alla trattazione delle cause civili.
5. Seconda deliberazione sulla terza proposta Benvenuti, relativa ai processi criminali.
6. Sanzione del governativo decreto 18 marzo 1849, con cui fu abrogato l'anteriore decreto 30 aprile, che deferiva ai tribunali ordinarii la competenza pei delitti dei militari.
7. Rapporto sulla proposta Lunghi, d'introdurre il dibattimento pubblico ne' processi criminali.

13 *Luglio.*

N. 6611.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

COMMISSIONE CENTRALE ANNONARIA DI VENEZIA E DELLE SUE ADJACENZE

Avviso.

Importando sommamente che le notifiche dei commestibili e combustibili prescritte cogli Avvisi 6 luglio 1848 e 29 maggio p. p. sieno fatte con piena regolarità ed esattezza, ed abbraccino tutte le quantità esistenti sia presso i negozianti e bottegai, sia presso le private famiglie, questa Commissione usando delle facoltà ad essa impartite dal Governo e modificando in parte le prescrizioni precedentemente emanate sull' argomento,

Determina:

1. Resta fermo l'obbligo a tutti i negozianti, depositari, detentori per conto proprio o d'altrui, bottegai, venditori dei combustibili e commestibili indicati nell'Avviso 6 luglio 1848 N. 240 di notificare regolarmente e con ogni esattezza al 15 ed al 30 di ogni mese la quantità precisa degli articoli di cui sono provveduti e del luogo ove i medesimi vengono custoditi.

2. Sono obbligati all'osservanza del precedente articolo anche i pistori e fabbricatori di paste da minestra e di cervogia.

3. Pei negozianti di generi all'ingrosso saranno giustificate a tergo della relativa denuncia quelle differenze tutte ingenti, che fossero per emergere in più od in meno per taluno dei generi denunciati in confronto dell'anteriore denuncia, indicando la ditta dalla quale od alla quale ne sarà stato fatto l'acquisto e la vendita.

4. L'obbligo di notificare i generi contemplati dall'Avviso 6 luglio 1848, e qui sotto riportati, si estende eziandio per una sola volta e pel giorno 15 luglio corrente alle private famiglie. Queste però non saranno obbligate ad alcuna notifica qualora posseggano meno di

libbre	50	complessivamente in grani, farine, pane, legumi in sorte.
libbre	2	di formaggio.
libbre	6	di olio.
libbre	6	complessivamente di carne in sorte o pesce salato.
secchi	2	complessivamente di vino comune, aceto, acquavite.
fasci	100	di legna in sorte.
carra	2	di legna in sorte.
libbre	100	di carbone in sorte.

5. Le notifiche saranno prodotte in Venezia presso gli Uffici dell'ordine pubblico del rispettivo Sestiere, e, quanto agli altri Comuni, presso le Rappresentanze comunali, dai quali Uffici saranno rilasciate gratuita-

mente le apposite stampiglie. Le notifiche con un elenco riassuntivo saranno tosto trasmesse alla Commissione centrale.

6. L'obbligo della notifica pei negozianti, bottegai ecc. spetta in generale al proprietario, ma si ritiene esteso anche al semplice depositario o detentore, il quale però o firmerà la notifica insieme col proprietario, o presenterà una notifica separata in cui sarà indicato il proprietario del genere.

7. Al capo famiglia spetta di far le notifiche contemplate dall'articolo 4. Sotto garantia della Commissione annonaria centrale e del Governo, non verrà mai domandata alle famiglie che avranno fatto regolarmente le loro notifiche, alcuna parte dei generi che tenessero per uso proprio.

8. La contravvenzione al prescritto degli articoli precedenti, e specialmente l'occultazione per qualunque titolo e sotto qualunque pretesto di commestibili e combustibili, verrà irremissibilmente punita colla confisca del genere, con multe, con arresto e con altre pene proporzionate alle circostanze.

9. A chi indicherà una quantità qualunque di generi non denunziati sarà accordata a titolo di premio la metà del valore del genere manifestato, e volendolo, sarà tenuto segreto.

Questo benefizio s'intende esteso anche a favore di que' facchini e battellanti, od altri che avessero cooperato al trasporto ed alla occultazione del genere, bene inteso però che qualora questi cooperatori non fossero i denunzianti o venissero poi convinti della cooperazione, saranno anch'essi in proporzione puniti con pene afflittive.

10. Le Autorità Municipali, le Commissioni annonarie di Circondario, gli Ufficii d'ordine pubblico invigileranno per la piena osservanza di queste prescrizioni secondo le rispettive attribuzioni e con praticare, ove occorra, visite ai fondachi ed alle case private.

La Commissione annonaria confida che tutti i buoni cittadini, compresi della necessità e della opportunità di queste misure, vi si assoggetteranno di buon grado, ed agevolando con l'opera loro un'equa ripartizione delle vettovaglie, contribuiranno efficacemente ad accrescere i mezzi de' quali può disporre il Governo a difesa della gloriosa ed eroica nostra città.

GENERI CHE DEVONO ESSERE NOTIFICATI.

Grani	Riso estero e nazionale	Libb. sott. ven.
	Frumento estero e nazionale	Staja venete
	Frumentone estero e nazionale	idem
	Orzo in sorte	Libbre
	Segala	Staja venete
	Avena	idem
	Legumi in sorte	Libbre grosse
Farine	Bianca con e senza crusca di frumento	Libbre grosse
	Gialla con e senza crusca	idem
	Crusca di frumento, frumenton e segala	Staja venete
	Paste in sorte	Libbre grosse

Formaggi.	Dolci	Libbre grosse	. . . .
	Salati	idem	. . . .
Olio	Di oliva	Libb. grosse di misura	. . . .
	Di altre qualità	idem	. . . .
Porcine.	Lardo, presciutti e grassine in sorte	Libbre grosse	. . . .
	Carni insaccate	idem	. . . .
	Carne salata e fumata	idem	. . . .
Liquidi	Vino comune	Mastelli veneti	. . . .
	Aceto	idem	. . . .
	Acquavite raffinata e non raffinata	idem	. . . .
Legna	Fasci dolci	Numero	. . . .
	Fasci forti	idem	. . . .
	Altra legna forte	Carra	. . . .
Pesce	Secco (Baccalà)	Libb. grosse v.	. . . .
	Salato	idem	. . . .
Carbone.	Di legna	Libb. grosse v.	. . . .
	Fossile	idem	. . . .
Animali.	Bovini	Numero	. . . .
	Lanuti	idem	. . . .

PASINI LODOVICO *Presidente.*
CERUTTI GIO. BATTISTA.
CORRER PIETRO.
FARIO PAOLO.
LOCATELLI ROCCO.
MARZARI CARLO.
RADAELLI ELIODORO.

13 *Luglio.*

N. 6612.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

COMMISSIONE CENTRALE ANNONARIA

Avviso.

Per alcuni sconcerti avvenuti nelle macine attivate alla Giudecca, che si stanno con somma sollecitudine riparando, e per la sospensione di altre macine delle quali si è dovuto fare il trasporto dalla strada fer-

rata, la distribuzione della farina gialla sofferse in questi giorni una restrizione. S'invita pertanto la popolazione a sopportare pazientemente questa momentanea deficienza ed a supplirvi non solo col pane, ma con orzo, legumi, grano bollito e patate, dei quali generi la Commissione ha disposto che ne sia messa in vendita presso tutti i negozj una quantità maggiore dell'ordinario. Per supplire poi meglio ai bisogni quotidiani di farina, ed ovviare alla diminuzione cui si dovrà andare incontro fra poco, per alcune indispensabili riparazioni al mulino di S. Girolamo, è assolutamente necessario che i pubblici stabilimenti, i biadaiuoli e le famiglie private si forniscano del maggior numero possibile di *mulini a mano.*

Presso le Commissioni annonarie di circondario e la Commissione di sorveglianza ai mulini residente al Municipio, si potranno ottenere tutti i lumi necessarj per l'acquisto, la costruzione e l'uso di detti mulini a mano, dei quali si è già allestito un buon numero. Le Commissioni annonarie di circondario avranno cura che ai possessori dei mulini sia distribuita regolarmente la conveniente quantità di grano secondo i bisogni dei negozj e delle famiglie.

PASINI LODOVICO *Presidente*
CERUTTI GIO. BATTISTA
CORRER PIETRO
FARIO PAOLO
LOCATELLI ROCCO
MARZARI CARLO
RADAELLI ELIODORO.

---

13 *Luglio.*

N. 6613.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

COMMISSIONE CENTRALE ANNONARIA

Avviso.

Per vie meglio assicurare la ripartizione e la distribuzione regolare dei viveri in ogni Circondario e l'esatta osservanza delle discipline annonarie per ciò specialmente che tiene alla buona confezione ed alla salubrità del pane, la Commissione centrale trova necessario di aggiungere le seguenti prescrizioni a quelle precedentemente emanate.

1. Le Commissioni annonarie di Circondario, nominate coll' avviso 23 marzo passato dal Municipio di Venezia, invigeleranno alla completa esecuzione, giusta le norme in vigore, di tutto ciò che si riferisce all'annona, nel respettivo Circondario.

2. Avranno ciascuna un Presidente ed almeno sette membri. Gli attuali componenti le Commissioni proporranno i membri mancanti, la cui nomina dovrà essere approvata dal Municipio.

3. Le dette Commissioni si daranno ogni cura di coadiuvare la Commissione ai mulini per la diffusione e moltiplicazione dei *mulini a mano*, sia ne' pubblici stabilimenti, che presso i biadaiuoli e le private famiglie del Circondario, e veglieranno affinchè la macinazione del grano nei detti mulini segua con regolarità e senza interruzione.

4. Si recheranno in turno e a due membri per volta al mulino di S. Girolamo per assistere, in unione agli agenti della Commissione centrale alla manipolazione e mistura delle farine da distribuirsi ai Circondarii.

5. Avranno inoltre l'incarico di fissare il riparto fra i pistori del rispettivo Circondario delle farine miste di frumento e di segala destinate alla confezione del pane; di ripartire egualmente fra i biadaiuoli, secondo il bisogno, le farine gialle macinate ne' mulini pubblici, il grano da macinare ne' mulini a mano, il riso e i legumi che saranno assegnati in giusta proporzione a ciascun Circondario.

6. Veglieranno con ispeciale cura alla fabbricazione e buona cottura del pane, e ad impedire qualsivoglia abuso da parte dei pistori e dei venditori si pel peso che per la qualità.

7. Si presteranno con ogni attenzione, e coi mezzi che parranno tra' migliori, affinchè la vendita e la quotidiana minuta distribuzione delle farine, del pane, dei legumi, ecc. agli abitanti del Circondario segua con piena regolarità e con giusta proporzione tra le varie famiglie.

8. Gli abitanti del Circondario che scoprissero qualche disordine od avessero lagni a muovere sulle qualità o sulla distribuzione de' commestibili, dovranno rivolgersi alla respettiva Commissione, che vi porrà prontamente riparo, ed infliggerà ai contravventori le debite pene.

9. Sono mantenute tutte le altre attribuzioni già conferite alle Commissioni di Circondario, di sorvegliare, cioè, sulla salubrità de' cibi e delle bevande poste in vendita, sui pesi e le misure, sulla osservanza dei calmieri, sulla esattezza delle notifiche dei generi prescritte ai negozianti ed alle private famiglie, sui depositi clandestini, sulle incette dei generi e l'artificiale aumento dei prezzi, e generalmente sopra ogni altro oggetto relativo all'annona.

10. Le Commissioni potranno infliggere pene pecuniarie fino alla somma di lire 100, da esigersi col mezzo dell'esattore municipale; ordinare l'arresto, far chiudere le botteghe per 24 ore. Per una maggior multa e per una più lunga chiusura delle botteghe sarà necessaria l'approvazione del Municipio. Per infliggere una pena occorrerà il consenso del Presidente e di un membro della Commissione di Circondario.

Le Commissioni di Circondario, continuando a prestare anche per l'avvenire l'assidua e zelante opera loro, si renderanno sempre più benemerite della Patria comune.

PASINI LODOVICO *Presidente.*
CERUTTI GIO. BATTISTA.
CORRER PIETRO.
FARIO PAOLO.
LOCATELLI ROCCO.
MARZARI CARLO.
RADAELLI ELIODORO.

13 *Luglio.*

GOVERNO PROVVISORIO

LA COMMISSIONE MUNICIPALE

PEGLI OGGETTI ANNONARJ, SANITARJ, ec. DEL VII. CIRCONDARIO.

Cittadini!

La scarsezza di farina gialla di jeri ed oggi è dipendente dal trasporto dei Molini a Vapore dalla strada ferrata alla Giudecca, onde salvarli dalle bombe, ed avere pel seguito un prodotto sicuro e continuato.

Tale scarsezza aumentò per conseguenza il consumo del pane in modo da renderlo appena bastante alle ricerche.

Il buono e saggio popolo di questa eroica Città rassegnandosi a questa imponente necessità con quella virtù che lo rende unico, avrà nuovo titolo all' ammirazione del mondo tutto.

Giovedì prossimo comincierà ad essere la dispensa delle farine più abbondante; frattanto, o fratelli, costanza e tranquillità.

La Commissione

Antonio Dal Cerè - Pietro Castellan - Giov. Argentoni - Francesco Moro.

13 *Detto.*

XXIV · MAGGIO · MDCCCLIX

IL · DIO · PRESIDENTE · A · LE · BATTAGLIE
PROPIZIO · GVARDI · E · CVSTODISCA
QUESTO · NUOVO . PREZIOSO · VESSILLO · DI · GVERRA
DI · VICENTINE · ESVLI . FORBITO · LAVORO
CHE · LA · RELIGIONE · OGGI · FA · SACRO
E · SOLENNEMENTE · BENEDICENDO
DA · L · ARA · MAGGIORE · DEL · TEMPIO · DI · BVRANO
AL · I. · BATTAGL. · DE · LA . LEG. · III · DEL · BRENTA · E · BACCHIGLIONE
CONSEGNA · VVOLE · INCONTAMINATO
VOI · CHE · SOTTO · AD · ESSO · VI · INDRAPPELLASTE
ANNODI · LA · FEDE · INIZIO · DI · CIVILTADE
SVBLIMI · L · EROISMO
LA · SAVIEZZA · DIFENDA · LA · SPERANZA · VIGOREGGI
A · VENDICARE · DE · L · ITALA · TERRA · L · ONORE
CON · VSVRA · NÈ · TARDI
VOI · SEMPRE · DE · LA · PATRIA · ORGOGLIOSI
PERSEVERATE · NEL · GENIO · NAZIONALE
SVGGELLO · CHE · NON · SI · MVTA

IL · DOTT. D. G. B. TONELLI
CAPPELLANO · MILITARE · NELLA · PREFATA · LEGIONE

14 *Luglio.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

LA COMMISSIONE MILITARE
DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

Avviso

Il danno recato da una piccola esplosione testè avvenuta alla polveriera delle Grazie, si limita alla sola tettoia; le macine sono intatte e saranno riattivate ancora domani. Pochissima fu la perdita della polvere. L'incendio, dopo un'ora, era già spento.

PER ORDINE DELLA COMMISSIONE MILITARE
Il Segret. gen.
L. SEISMIT-DODA.

13 *Detto.*

N. 6697.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

COMMISSIONE CENTRALE ANNONARIA

Avviso.

In appendice al Calmiere pubblicato coll'Avviso 29 maggio decorso N. 5523 vengono assoggettati al Calmiere eziandio i seguenti generi:

	PREZZO DI VENDITA					
	All' ingrosso.				Al minuto.	
	Per ogni Stajo veneto		Per ogni 100 libbre grosse venete		Per ogni libbra grossa veneta	
	Lire	Cen.	Lire	Cen.	Lire	Cen.
Frum. Galatz peso netto di libbre 130	15	»	»	»	»	14
detto Ibraila idem	14	»	»	»	»	13
Fava di Aless. idem	»	»	14	»	»	16

Restano ferme ed applicabili al presente tutte le altre discipline e penali fissate dal precitato Avviso.

PASINI LODOVICO *Presidente*
CERUTTI GIO. BATTISTA
CORRER PIETRO
FARIO PAOLO
LOCATELLI ROCCO
MARZARI CARLO
RADAELLI ELIODORO.

14 *Luglio.*

N. 5456-2127 Annona.

GOVERNO PROVVISORIO

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

Avviso,

Ommessosi dall'Avviso 16 giugno p. p. N. 5771 della Commissione centrale annonaria fatto pubblico colla stampa, il prezzo cui deve essere venduto il biscotto di farina di frumento mista a segala.

SI RENDE NOTO:

che questo prezzo venne determinato in cent. *trenta* per ogni libbra dalla Commissione sullodata, giusta Ordinanza 10 corrente N. 6503.

Le contravvenzioni saranno punite colle norme ricordate dal suddetto Avviso.

Il Podestà GIO. CORRER.

L' Ass. CARLO DOTT. MARZARI.

Il segretario A. LICINI.

14 *Detto.*

N. 5519-2088 Amm. Com.

GOVERNO PROVVISORIO

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

AVVISO.

Essendo consumata tutta la carta soprafina in cui venivano impresse le cedule di moneta comunale da lire cento giusta l'avviso pubblicato il giorno 26 maggio p. p. N. 3836-1503, e non trovandosene altra simile in paese, il Municipio di concerto colla Banca Nazionale e coll' approva-

zione del Governo provvisorio avverte, che sarà sostituita della carta cerulea Inglese a mano un poco più fina di quella adoperata prima, restando ferme del resto in ogni parte le altre modalità descritte nell' avviso suddetto.

Il podestà, GIO. CORRER.

L'Assess. DATAICO MEDIN. *Il segr.* A. LICINI.

Visto, P. F. GIOVANELLI
Pres. della Banca Nazionale.

---

16 *Luglio.*

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI
DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 14 luglio 1849.

Presidenza del citt. LODOVICO PASINI.

La seduta comincia a ore 1 e 1/2.

Letto il processo verbale, viene approvato.

Il *presidente* annunzia l' assenza per malattia del rappresentante Calucci, e due proposte di legge, presentate dal rappresentante B. Benvenuti, per votarne la presa in considerazione nella prossima adunanza.

Il *rappresentante Tommaseo* legge il seguente rapporto della Commissione dell'Assemblea, destinata a raccogliere i fatti onorevoli:

La Commissione, da voi chiamata a raccogliere i fatti che onorano le nostre milizie ed il popolo, ha trovata ben presto occasione di esercitare l'uffizio suo, rammentando con gratitudine il coraggio di que' benemeriti, che nella notte tra il sei e il sette respinsero i nemici dal Ponte. I quali con astuzia non minore dell' ardimento, dopo tentato nuocere con un brulotto, e abbagliare gli occhi de' nostri con fuochi del Bengala, e con un pallone volante rivolgere l' attenzione loro dal lato opposto, s' avventarono al Ponte e occuparono la batteria, trovandosi e artiglieri e operai con pochi fucili, e quelli già scaricati contro due barche, una con fiaccole, l' altra buia, che alla volta nostra parevano venirsene minacciose. Ma fu breve lo sgomento, e la negligenza dell' ufiziale di ronda non fece che mettere a novella prova il cuore de' militi, il cuore del colonnello Cosenz, e dimostrare come Dio ci protegga. Trovavasi sopra luogo il Cosenz allorchè, arrampicatisi, presero la piazza del Ponte i nemici; e con la spada difese il posto, e cadeva forse, se un milite de' cacciatori del Sile, di nome Boa, con un legno scagliato sulla testa a un de' soldati austriaci, non gli causava il colpo imminente. Sopravvennero quaranta circa de' gendarmi, all' appressarsi de' quali, l' Austriaco, che non ama il cimento della baionetta, dopo alcune fucilate, e lasciati più morti, fuggì. Sopravvennero i cacciatori del Sile, e, ancorchè secondi, fecero a tempo per aver parte all' onore. E il Ponte in mezz' ora fu sgombro, e schiodati i cannoni ricominciarono il giuoco.

E il forte di S. Secondo e le piroghe fecero l'uffizio loro, e una delle due barche da accendere fu preda nostra. I nomi de' più benemeriti, oltre al tenente Perazzo che s'avanzò co' gendarmi, li avrete nella relazione militare stampata: la quale ripetere alla lettera sarebbe superfluo; indurvi una varietà qualsiasi, non senza pericolo di querele. Preghiamo i deputati, preghiamo i cittadini tutti a volerci fornire notizia, avverata che l'abbiano, de' fatti che noi ricerchiamo, de' quali i più splendidi sono sovente i più minuti in apparenza e modesti. La difesa del Ponte, agli occhi di chi conosce le cose, è onorevole impresa alle nostre milizie non meno che la resistenza, la quale i nemici stessi lodarono, di Marghera; se non che qui più angusto lo spazio e più esposto, e il patire più lungo.

Ai prodi di Marghera erasi proposta un' insegna d' onore, ai morti di Mestre un monumento, ai più valenti tra tutte le schiere un ordine quasi cavalleresco. Lasciamo le larghe promesse, diamo a tutti i meritevoli un indizio della gratitudine nostra: un' iscrizione a tutti insieme i caduti con lode, ai vivi un segno che attesti il tal milite essersi prodemente portato il tale o tal dì a tale scontro. La parola, usata da chi ne conosca il valore, è delle monete la più preziosa, delle croci la più stellata, il più perenne e alto de' monumenti.

Meritano, al parer nostro, menzione di lode e quegli operai che lavorano sotto il tiro nemico, e quelli che nelle polveriere, non sufficientemente difese da pericoli gravissimi e alle vite degli uomini e all'incolumità della patria. A questo preghiamo pongasi mente, giacchè de' miracoli, per forza de' quali la Provvidenza o ripara gli sbagli degli uomini, o ne attenua il danno, non possiamo pretenderne a tutt' i dì.

Tra i fatti che onorano il popolo, uno de' più continui e meritevoli di gratitudine si è la quiete e la fermezza sua nel soffrire le presenti insolite angustie. La Commissione vostra non teme di dare alla perseveranza di lui quella medesima lode che all' ardire de' militi. Perchè rinunziare alle abitudini di tutta la vita, attendere col prezzo alla mano ore e ore un pane nero pe' proprii figli, e attenderlo sovente invano, e metterne appena lamento, è non men grande servigio all' onore della patria che combattere in campo.

Ora domanderò la parola per alcuni ragguagli in nome della Commissione eletta dall' Assemblea per l' annona.

Il *presidente*: Il rappresentante Tommaseo continua ad avere la parola.

Il *rappresentante Tommaseo* (*legge*): Finchè le cose dell' annona non prendano quell' andamento che la novella Commissione è disposta dar loro; finchè il povero non abbia sicura la quantità quotidiana di pane necessaria alla vita, egli è nostro debito, o cittadini, dimostrare a voi, che non ci addormentiamo sui disagi del popolo, dimostrare al popolo che l'Assemblea compie l' uffizio suo, quanto comporta la necessità della concordia e la miseria de' tempi. Come noi tutti desideriamo che di simili relazioni cessi affatto il bisogno, voi, e tutti gli onesti, potete ben credere. Nè in tali relazioni è accusa, e nemmeno doglianza.

Vedendo tuttavia la farina mancare; sentendo che i mulini dell'Oexle

richiedevano riposo per essere raccomodati, che a que' della Giudecca era accaduto un dissesto, facemmo quella domanda che doveva esser fatta sin dalla prima minaccia del blocco: se i mulini a vapore sospendessero l'opera loro, come compensarla? con quanti mulini a mano? Se ne interrogò il signor Cricchi, alle cure del quale la città deve assai: rispose che, a far le veci di solo il mulino dell'Oexle, richiedevansi di quelli a mano, circa un migliaio. Interrogato quanti ne avessimo sino al dì dodici di begli e fatti: circa dugento. Ce ne bisognavano dunque ancora ottocento, de' quali un centinaio sperasi fatto a quest'ora. E consigliammo, e il Municipio già fece, che fosse agli operai idonei imposto tale lavoro al più presto; il quale può, se si voglia, compirsi in due settimane. Ma bisognava pur profferirlo alla fine questo numero tremendo: bisogna sapere per l'appunto quanti operai lavorino pel Municipio, quanti per i privati, quanti ne potrebbero lavorare ancora; bisogna dir chiaro al popolo il suo stato e il nostro, perchè il male conosciuto e confessato a noi stessi, e consolato dall'aspettazione del meglio, sostiensi con meno rammarico e meno sdegno. Bisogna far sì che i mulini a mano sien tanti, da sopravanzare, in caso d'altra necessità pur lontanamente possibile, all'uso giornaliero. Bisogna ordinare che i mulini già fatti lavorino sul serio, non come quelli alla Casa di correzione che danno, non già farina, ma grano pesto da dover essere rimacinato. Bisogna tenere approvigionato il paese di farine in serbo per almeno tre dì. Bisogna conoscere qual proporzione corra tra le farine date alle milizie, e quelle che all'intera città; giacchè, da quanto noi sappiamo, apparisce, per le milizie, macinarsi, in proporzione, molto più grano che per l'intera città. Bisogna imporre a' privati che possono, la spesa; acquistino il loro mulino a mano, invitino il popolo a usarne; non lascino tutte le cure al Governo: che è negligenza di schiavi, perchè abbandonare al Governo i doveri è un abbandonargli i diritti. Può a questo giovare eziandio la privata persuasione de' deputati del popolo: e però ve n'abbiam qui fatto parola. E questa e le cose che sto per toccare, sono dalla Commissione vostra con unanimità consentite.

Toccare, ho detto, perchè, dopo accennate parecchie, sopr'una urgentemente grave, fermerò il pensier vostro. Non basta che il Municipio vieti agl'incettatori andar quasi a ruba del pesce, senza determinare nè i gastighi nè le persone che gl'imporranno sull'atto: conviene che sia dalla Commissione annonaria regolato questo commercio, e venga severa e pronta a' trasgressori la pena. Conviene che il simile osservisi nella vendita degli erbaggi, dove i pochi grossi venditori dicesi che impongano il prezzo a' venditori di fuora, e promettano, se altri non compra, di comprare essi a quel prezzo, per poi rincararlo. E qui pure severa e pronta la pena. Severa e pronta (e questi che io vengo numerando, son fatti) a chi ha due cartellini del prezzo, l'uno secondo il calmiere da mostrare allorchè passa persona della Commissione, l'altro secondo il capriccio. Severa e pronta la pena a chi schernisce ed offende con parole crudeli la necessità del povero paziente. Severa e pronta a chi rifiuta la carta, e vuole denaro, o al denaro fa miglior patto. Severa e pronta a chi, per malizia o per negligenza, vende tal pane quale è que-

sto che io vi presento, non pane ma fango; il quale sparirà se il Municipio faccia con le farine debitamente mescolate un pane a modello, al qual debba il pane de' bottegai conformarsi. E acciocchè conosciate che in qualche fornaio è la frode, paragonate di grazia con questo il pane che vendesi pure da un fornaio a Santo Antonino. Questi, meglio che i diplomatici, sono documenti ad onore del nostro popolo e a confusione de' nostri nemici.

La facoltà del punire alle Commissioni secondarie fu saviamente concessa. Che se taluno per ira o altra passione eccedesse, rimarrebbe aperto alla primaria il richiamo. E dovrebbero le secondarie essere dalla primaria ascoltate innanzi di dare decreti od avvisi, sì perchè il loro zelo sel merita; sì perchè possono con l'esperienza fatta giovare; sì perchè, sentite eglino stessi le ragioni dei decreti, possono con più coscienza e avvedimento eseguirli. Le Commissioni secondarie direbbero se sia o no troppo lato arbitrio il lasciare a' privati tutto quello ch'eglino affermano destinato a uso proprio, foss'anco la provvigione di mesi e mesi, la quale larghezza a noi pare che eluda il divieto: direbbero se liberare dai dazii ogni commestibile e bevanda sia più dannoso all'erario che vantaggioso allo stato; direbbero se giovi dar pane da cuocere a' forni di qualche ciambellajo, piuttosto che far ammaccare la gente alle porte di pochi fornai.

Havvi degli uomini facetamente serii che, quand'odono cose non secondo l'umor loro, rispondono: voi siete ignorante de' fatti. — Questo pane è fango, ma fatto. Che se io i fatti non espongo in modo *pratico* e *positivo*, cioè arido e barbaro, perdonate. Noi sappiam bene che moltiplicare le provvigioni sarebbe l'ottimo de' rimedii; e però con ansietà volgiamo al mare lo sguardo umiliato; ma finchè nuovo pane non venga, supplichiamo sia usato con più severità quel che resta. Sperare che le vittuaglie e il vino nascosti appariscano mano mano che se ne fa sentire il bisogno e che il caro prezzo tenta le cupidigie; egli è un dimenticare quello che accade non solo ne' blocchi (dove all'avarizia mercantile s'aggiungono cagioni politiche) ma quel che accade nelle comuni carestie, che uomini crudeli si contentano buttar via il grano fradiccio, anzichè venderlo piucchè il doppio del prezzo usitato; egli è un dimenticare il turpe esempio di Palma assediata, ove dopo la resa (dal popolo sofferta fremendo) trovaronsi piene cantine di vino; inumano tributo di scellerata fedeltà al vincitore.

Il presidente della Commissione novella promise a noi di far fare per le parrocchie i registri delle famiglie, alle quali, secondo il numero e l'età, scompartire la misura del pane; perchè il presidente, savio com'è, vide che ogni altra distribuzione riuscirebbe iniqua e prodiga, e da ultimo pericolosa. Non è difficile la cosa a chi sinceramente la vuole, e a chiunque abbia cuore ogni cosa dev'essere meno difficile del veder languire un popolo per desiderio di pane, che ancora non manca. E qual male, di grazia, se l'intera città divenisse una grande famiglia, dove il fratello maggiore distribuisse con uguaglianza santamente scrupolosa e l'affetto ed il pane? Non mi oppongano, prego, la libertà del commercio in città, cui il nemico dalle acque, dalla terra e sin dall'aria invia mes-

saggi di morte e di schiavitù. Prima di ragionarci del libero commercio, levate il calmiere; levate il cordone che attornia la laguna; mettete in dileguo i cannoni nemici: ma, intanto, non ci predicate la libertà del non aver pane a contanti; la libertà di tornar dal lavoro e trovar le botteghe o vuote o serrate; la libertà del mandar tra la folla la moglie o la figliuola che sia percossa o calpesta, che svenga o muoia. Per queste ragioni speriamo che l'annona affretterà co' registri la distribuzione che ho detta; e la farà fedelmente da tutti mettere in atto, acciocchè non avvenga che provvedimento buono torni a vuoto per la sleale ostinatezza di chi ci pon mano per forza.

Dopo accennatovi, che ad alcune ingegnose proposte del dott. Nardo per trarre brodo da altre sostanze, noi rispondemmo con riconoscenza raccomandando ne specificasse e i modi e la spesa; io vengo a ciò che più preme al cuor vostro. Importa altamente che il popolo sappia quanto l'Assemblea senta i suoi patimenti, e quanto desideri renderglieli men gravi. Io ho, per indizio dell'affetto mio, cominciato una questua nella parrocchia dov'abito. Come io abbia a lodarmene, renderò conto altra volta: e prego che ogni deputato faccia il simile dal suo canto. Il mulino dell'Oexle tacerà per tre dì, per tre almeno. E al popolo, mancando il pane, gli si daranno fave in quella vece, e patate e altri cibi. Invitiamo l'annonaria ad annunziare al popolo più chiaramente l'inevitabile necessità, e assicurarlo che fra tanti giorni (dicasi anzi più che meno) avrà pane, e non dare per rimedio i mulini a mano quando al bisogno non bastano, e notare la quantità de' cibi da vendere che intanto terran vece di pane, non rammentando il grano bollito che fece mal suono. Preghiamo il presidente Manin che volga al popolo parola di gratitudine e di conforto. Preghiamo la Commissione militare che da' legni pur troppo alieni da spedizioni lontane, tolga le provvigioni non necessarie ora subito, e ne ceda alla città per pochi dì, che gliele renderà fedelmente. Di queste tre cose ardentemente preghiamo. Nessuno di noi può volere che il popolo veneziano paia da necessità, con la prudenza evitabili, tentato a rinnegare sè stesso, a perdere in un dì il merito del lungo patire; che questo buon popolo paia da noi, suoi fratelli, della mirabile sua perseveranza punito.

Il presidente L. Pasini lascia il seggio della presidenza, che viene occupato dal vicepresidente Minotto.

Il *rappresentante Lodovico Pasini:* Io non credo di dover ora passare in rassegna tutti i consigli, accettabili certamente in parte, forse in parte non accettabili, espressi nel discorso del rappresentante Tommaseo; mi credo solo in debito di dire poche parole per assicurare gli animi dei cittadini sopra il timore, da lui manifestato, che durante la temporaria sospensione della macinatura nei mulini di San Girolamo, si abbia assolutamente mancare di pane.

Furono già prese nei passati giorni misure tali da assicurare al popolo, durante i pochi giorni in cui rimarrà sospesa la macinatura dei mulini di S. Girolamo, quasi altrettanto pane quanto n'ebbe per lo passato. Nei mulini a S. Girolamo si macinava tutta la farina da pane, che era quotidianamente distribuita col mezzo delle Commissioni di circon-

dario ai pistori della città, e in aggiunta si macinava parte della farina assegnata al militare.

Negli altri mulini pubblici, cioè in quelli ora concentrati alla Giudecca, si macinava la massima parte della farina assegnata al militare, ed altra quantità per conto di private persone, o da essere distribuita alle popolazioni dell'estuario.

L'Intendenza militare, com'è suo debito, tiene una riserva. Si è dunque stabilito di usare in parte di questa riserva, e devolvere a solo uso della città tutta la farina che sarà in questi giorni macinata alla Giudecca e negli altri nostri mulini. Con questi prodotti, e coll'aggiunta di altre sostanze farinacee di riserva, si otterrà un pane niente affatto inferiore a quello usato finora; e si potrà per tre o quattro giorni sopperire convenientemente a' bisogni del popolo. Abbiamo poi predisposta la vendita di una ragguardevole quantità di *fava*, e prese le misure necessarie perchè la città sia provveduta, dirò quasi, esuberantemente, di patate. Ecco quanto si è potuto fare nella difficile congiuntura.

Per ciò che concerne i mulini a mano, non sarebbe neccessario di attivarne mille per supplire a quello, che va a rendersi per poco inoperoso, di S. Girolamo: prima perchè in questi giorni medesimi saranno attivati nuovi mulini presso la Fabbrica tabacchi; in secondo luogo perchè i mulini della Giudecca, cresciuti di numero, daranno domani un maggior prodotto; in terzo luogo perchè altri mulini di privati stabilimenti saranno volti a pubblico vantaggio: di modo che, computato il prodotto de' mulini a mano, si avrà in complesso quanta farina sarà necessaria.

In ogni caso poi devo avvertire che i mulini a mano in attività sommano a circa 350; è poi vero quello che accenna il rappresentante Tommaseo, che si lavorò poco finora in questi mulini, ma per una ragione naturalissima, che ora vi espongo. Fino a che la farina vien macinata e distribuita da stabilimenti pubblici, il popolo in generale non si adatta a macinare colle proprie mani; appena però il bisogno si è fatto sentire, si ebbe subito un buon risultato, e conosciamo alcune contrade della città, dove da ier l'altro si macina tutta la farina gialla occorrente a quelle famiglie. Devo poi raccomandar ai rappresentanti, ed ai cittadini in generale, di promuovere la instituzione di tali mulini presso un gran numero di famiglie e di far si che la macinatura a mano sia continua e non interrotta; perchè i mulini delle famiglie, che ne son provvedute, sieno prestati a quelle che ne mancano; perchè nessun mulino infine resti mai inoperoso. Così facendo, potremo facilmente e senza gravi inconvenienti provvedere al bisogno di questi tre o quattro giorni, in cui dura la sospensione del mulino di S. Girolamo; e dopo che questo sarà attivato avremo tali e tante macine da non temere più nessuna mancanza di farina.

Il *rappresentante Tommaseo*: Non dubito delle cure ingegnose e sollecite del presidente Pasini, e ne lo ringrazio di cuore. Solo desidererei che le cose dette qui in nome della Commissione annonaria, fossero stampate a quiete del popolo, perchè tali notizie possono allontanare di molti sospetti e prevenire disordini.

Il *rappresentante L. Pasini:* La Commissione centrale della quale io faccio parte, ha già pubblicato due o tre avvisi, ed uno di questi è diretto esplicitamente a tranquillare il popolo, ed a consigliarlo di far uso, finchè scarseggiasse la farina, di altri alimenti. Io non credo però conveniente che la Commissione annonaria debba preventivamente stampare come provvederà alla sussistenza ed ai bisogni della giornata; e credo che, in luogo della tranquillità, si metterebbe forse l'allarme con queste continue pubblicazioni. Ciò che da noi si fa è di prevenire in tempo le Commissioni di circondario del come sarà provveduto ne' di seguenti alla sussistenza del popolo, e di additar loro dove sono i depositi di farine, grano, fava ed altro, perchè i fondachi ne sian provveduti e il popolo possa fare in tempo le sue provvigioni.

Il *rappresentante Priuli:* Domando la parola. Fra tutte le cose, che ho sentito dire tanto dal rappresentante Tommaseo, quanto dal rappresentante Pasini, non ho sentito fare menzione di una che, secondo me, è importantissima, e la dico con coraggio, anche perchè non è mia.

Io ho fatto parte mesi fa di una Commissione, eletta dal Governo, per cercare possibilmente di ottenere della legna, e di farne un uso più economico. Questa Commissione si è occupata per molti giorni dell'argomento. Il rappresentante Minotto, che ne faceva parte e ne fu anche relatore, se n'è occupato moltissimo, ed ha pubblicato alcune sue osservazioni, e dato un suggerimento, che secondo me, utilissimo sarebbe, cioè quello di confezionare e porre in vendita delle vivande cotte. Questo si è fatto sempre durante la carestia, ed anche in tempi di blocco. Converrebbe dunque che ci fossero dei siti in cui si vendessero delle bevande confezionate, e particolarmente della *polenta*. Posso dire che ci è un sito a S. Maria Formosa dove si vende la *polenta*, e se ne fa grande smercio. Credo che il rappresentante Minotto potrebbe sviluppare le sue idee, di cui non ho sentito far menzione. Così si andrebbe evidentemente a risparmiare molto combustibile. Io penso che la Commissione annonaria dovrebbe interessare di nuovo la Commissione speciale ad occuparsi di questo argomento.

Il *rappresentante L. Pasini:* Mi pare che il rappresentante Priuli, senza avvedersi, sia entrato in un argomento, che non è ora da trattarsi. Il rappresentante Tommaseo ed io non abbiamo fatto menzione di tutti i provvedimenti, che si dovrebbero adottare. Se tutti fossero stati passati in rassegna, egli avrebbe ragione di muover querela per la ommissione che fosse corsa. Ma la Commissione dell'annona, nominata dall'Assemblea, volle solo render conto col mezzo del Tommaseo di quanto ha operato fin qui; ed io volli rispondere ad una sola delle sue osservazioni. Se si avesse trattato per disteso dei provvedimenti sull'annona ed alcuno ne fosse stato dimenticato, allora troverei opportuna l'osservazione del rappresentante Priuli. Dirò tuttavia in risposta che la Commissione annonaria centrale ebbe l'idea di approfittare degli studii della speciale Commissione, di cui il rappresentante Priuli, ed io pure, facevam parte; che fin da ieri fu dato l'incarico ad altro membro di quella Commissione, l'ab. Pasini, di ripetere le indagini per la città e di prendere in nota i luoghi ove si potrebbe senza ritardo alcuno attivare la vendita di polenta, ma specialmente di minestre cotte.

Il *rappresentante Bigaglia:* Non posso dividere l'opinione del rappresentante Priuli sulla somministrazione della polenta cotta. L'esperienza mi fece conoscere che per altri motivi convenga più di tutto al popolo la farina unitamente alla legna.

Non tutti i poveri vanno volentieri a comperarsi un pezzo di polenta, e nessuno, quantunque povero, può adattarsi a fare certi passi umilianti; nè credo poi in fatto vi sia con quel metodo gran risparmio di combustibile.

D'altronde, io trovo che il povero ha bisogno anche della legna, perchè in un'ora o nell'altra deve accendere il fuoco. Ha altre necessità a sopperire, ed altri alimenti da cuocere pei quali il fuoco gli diventa indispensabile. Col fuoco che serve a fare la polenta a mezzodì, egli provvede a tutte queste necessità. Credo in fine che sia molto più utile alla salute che il povero si faccia la polenta da sè, e la mangi con tutto comodo e tranquillità in famiglia. Per ciò mi pare che la somministrazione di farina gialla in natura, unitamente alla legna, come si pratica a' SS. Gio. e Paolo, sia il provvedimento più opportuno.

Il *presidente* (*Minotto*): Avrei da fare nel mio particolare alcune osservazioni a quanto ora fu detto; ma, siccome osservò il presidente Pasini che si uscì dall'argomento ch'era in trattazione, così, se nessuno domanda la parola, si passerà a quello che segue nell'ordine del giorno.

Il presidente Pasini riprende il seggio della presidenza.

Uno dei segretarii legge il rapporto della Commissione, dall'Assemlea destinata alla visita dei feriti: Eccolo:

La Commissione alla quale avete affidato il pietoso ed onorevole incarico di visitare i fratelli nostri feriti negli ultimi fatti d'armi, ve ne riferisce il meglio che le è conceduto.

Tre sono gli ospitali della nostra città, che raccolgono i malati militari. Fra questi, quello chiamato delle Convertite, situato alla Giudecca, è il solo che riceva i militari e i civili feriti per le fazioni di guerra.

In quest'ospitale, che venne sostituito a quello di S. Chiara nel 28 maggio decorso, trovavansi ieri 550 malati, fra i quali 117 feriti. Il numero totale dei feriti, entrativi dopo quel giorno 28 maggio, fu di 424; 57 ne morirono, 250 guarirono, e i 117 citati sono in cura.

L'affligente spettacolo di tante ferite non ci ha trattenuto dal visitare ad uno ad uno quei letti del dolore. A far questo, oltre il dovere, ci confortava la rassegnazione di quei sofferenti. Non abbiamo veduto un atto d'impazienza, non abbiamo udito un grido di dolore. Ognuno pago di sè stesso, e nell'amor della patria, aspettava tranquillo la sorte, che in cielo gli verrà decretata. Così venimmo assicurati, che, colà raccolti, essi pei primi chiedevano quei conforti che la religione sola può somministrare. Alle nostre ricerche se si chiamavano contenti del trattamento, e delle cure che a loro si prestano, neppur uno ebbe a far sentire il minimo lagno; e ciò tornando a molta lode del direttore, il sig. dott. Steffanini, è doveroso il rendergliene pubblica testimonianza. Devesi proclamare altresì che la scienza chirurgica e medica fece qui le sue prove, e riuscì a salvar molte vittime, mercè la somma abilità e solerzia

dei chirurghi primarii operatori, signori Coen, Rocca, Siro e Castagna, non che degli altri che a quest'ufficio con loro sono destinati.

Nella prima delle nostre visite, dopo il giro fatto adoperando espressioni di parziale conforto, il P. Torniello fece sentir a tutti ad alta voce, come la Commissione era stata inviata dall'Assemblea dei rappresentanti del popolo per ringraziarli di quanto avevano fatto a pro' della patria, per confortarli nelle loro sofferenze, per udire i loro desiderii, non che i loro bisogni. Li lodò di quei sentimenti di cui li vedeva animati, raccomandò loro di sempre più confermarvisi, assicurandoli che l'Onnipotente accorderebbe loro premio condegno. Fece elogio alla carità degli assistenti, e disse di non dubitare che saranno per accrescerne con la continuazione il merito in faccia a Dio ed agli uomini. Chiuse con le parole: *Viva la patria, viva Venezia!* parole, che furono ripetute da quelle fiacche labbra con viva emozione.

Passammo poi a visitare gli Uffizii. Un ospitale, trasportato in quel sito da così poco tempo ed in tante stringenze economiche, non può presentare nè la grandiosità nell'insieme, nè l'abbondanza dei mezzi, cose che vorrebbesi sempre ammirare in simili ospizii. Ma non ci corse all'occhio nessuna deficienza di ciò ch'è necessario per adempiere al sacro dovere di assistenza a quelli che soffrono. Che la farmacia sia ben provveduta, ebbimo assicurazione nel fatto della guarigione di molti; che le biancherie sieno all'uopo cambiate, ce ne fece avveduti la proprietà dei letti; che sieno sufficienti ce lo assicurò il direttore, non senza per altro farci sentire il desiderio che le vorrebbe più abbondanti, specialmente per quanto concerne le fasciature. La cucina poi, quando vi entrammo, era in grande operosità. Vi si apparecchiavano tutti quei cibi, che sono comportati dalla condizione degli ammalati; il pane bianco è di buona qualità; la carne non è certo inferiore a quella che i cittadini trovar possono nella presente carestia; e nell'impossibilità di rinnovar la provvisione di vino comune, viene sostituito il vino di Cipro, che si distribuisce in varie proporzioni secondo il grado della convalescenza. È giusto qui menzionare la benemerenza acquistatasi dall'amministratore sig. Marini.

In quest'ospitale vi è una sala per gli uffiziali: pochi vi si trovano, ed anch'essi ebbero a ripetere il loro contentamento per le cure di cui sono l'oggetto. Taluno ci fece sentire il desiderio di veder compensati con avanzamento i proprii sagrifizii; ma a noi non poteva spettare che la facoltà di assicurarli che faressimo intanto una privata raccomandazione, nel mentre ch'essi presenteranno le loro istanze alla superiore autorità nelle debite forme.

Altri uffiziali feriti sono, come si sa, in alloggio privato. Ne abbiamo visitato alcuni, per esprimere loro i sentimenti che guidano la nostra Commissione. Non essendovi un elenco generale del loro numero, è forza aver ricorso separatamente ai corpi a cui appartengono, e ciò non ommetteremo di fare anche in seguito, procurandoci le opportune notizie.

Ma non basta che i feriti abbiano tutti i soccorsi durante la loro giacenza nell'ospitale; conviene che, secondo il danno ch'ebbero a soffrire nella persona, trovino un compenso che assicuri loro per l'avvenire

i mezzi di sussistenza. Perciò evvi alla Giudecca la Casa degl' invalidi nella quale vengono ricoverati quelli che, per fisiche imperfezioni o per l'avanzata età, non sono più atti al lavoro. Questa Casa, che contiene militari e civili che servirono lo stato, è ora in via di ordinamento, per separare affatto gl'impotenti da quelli che prestar possono qualche servigio; ed intanto hanno tutti la paga ed il trattamento come gli altri soldati.

E prima ancora di provvedere all'individuo quando sarà per uscire dall'ospitale con qualche infermità, è d'uopo pensare a soccorrere sul fatto quelle famiglie, specialmente fra i lavoranti, che, perduto anche per un tempo limitato l'appoggio del loro capo, si trovano affatto sprovvedute di guadagno per vivere. A quest'atto di giustizia mira la legge 3 giugno di quest'anno, la cui esecuzione è affidata all'Uffizio detto *Commissariato di guerra respiciente gli ospitali*. Il commissario ivi preposto, il sig. Sola, lo dirige non solo, ma personalmente verifica i fatti e provvede ai casi speciali.

Fin qui quanto a Venezia.

Riguardo all'ospitale di Chioggia, trovò la Commissione pieno accontentamento di ogni maniera di tratto di quel direttore e dei chirurghi, che attendono alle cure di que'sofferenti. Crede la Commissione degno d'essere encomiato il chirurgo primario, Gamba, cui i diciassette feriti, che sono tutti in quell'ospitale raccolti, ad una voce commendano per le assidue cure e fraterne attenzioni, che prodigalizza verso quegl'infelici. Ebbe la Commissione a riscontrare nettezza, vigilanza e premure reali, praticate dagl'infermieri di guisa, che nulla c'è da desiderarsi in quell'istituto, che cospirar possa al sollievo delle pene di quegl'infelici.

Il *presidente:* Le Sezioni che ebbero le petizioni da esaminare hanno preparati alcuni rapporti; invito dunque i relatori a leggere i rapporti.

Il *rappresentante Bartolommeo Benvenuti relatore:* Due petizioni intorno al medesimo oggetto vennero presentate, l'una dall'avvocato Michele Costi, l'altra dal Consiglio di disciplina dell'ordine degli avvocati. Si chiede con esse che venga levato il decreto 27 febbraio p. p. N. 3083, con cui il Governo dichiarò in via di grazia eleggibile al posto di avvocato un cittadino con dispensarlo dalla laurea e dagli esami.

Di ciò non contento, l'avvocato Costi vorrebbe che si aprisse una speciale investigazione contro un giudice che, in opposizione alla maggioranza, emise un voto favorevole alla detta domanda, e che alla Commissione di revisione fosse fatto rimprovero per avere essa rilasciato il decreto di eleggibilità in esecuzione degli espressi ordini governativi.

Nessuno dei membri della Commissione di legislazione appoggiò queste accessorie domande dell'avvocato Costi; ma varii fra loro dichiararono doversi prendere in esame quella che riguarda l'annullamento del surriferito decreto.

In conseguenza, la Commissione unanime:

1. Propone che seguir debba il corso ordinario delle proposte fatte da un rappresentante la petizione del Consiglio di disciplina dell'ordine degli avvocati, e conseguentemente quella dell'avvocato Michele Costi, in quanto riguarda l'annullamento del governativo decreto 27 febbraio p. p., N. 3083;

2. Propone, per ciò che si riferisce agli altri oggetti contemplati dalla petizione dell'avvocato Costi, l'ordine del giorno.

Il *presidente*: Domando all'Assemblea se intenda approvare le conclusioni del rapporto. (*L'Assemblea approva.*) Invito il rappresentante Foscarini a leggere l'altro rapporto delle petizioni.

Il *rappresentante Foscarini relatore*: Il cittadino Francesco Gnoato chiede che sia determinato da quest'Assemblea, che, trattandosi di pignoramenti di libri, e di vendite di essi all'asta pubblica, debba il cursore essere accompagnato da un perito libraio. Nessuno degl'individui di questa Commissione considerò tale proposizione come meritevole d'essere presa in esame, dacchè si aumenterebbero senza necessità le spese degli atti esecutivi, e perchè l'interesse medesimo delle parti è una sufficiente guarentigia contro gl'inconvenienti temuti dal proponente.

La Commissione pertanto propone ad unanimità l'ordine del giorno.

Il *presidente* pone a'voti, per alzata e seduta, l'ordine del giorno, che resta adottato. Indi invita il relatore della Commissione, incaricata dell'esame sulla proposta Ferrari Bravo riguardo all'inamovibilità de'giudici, a leggerne il rapporto.

Il *rappresentante B. Benvenuti relatore:* Il rappresentante Ferrari Bravo vi propone di dichiarare inamovibili i giudici; e ciò per l'effetto ch'essi non possano essere nè destituiti, nè contro lor voglia traslocati o pensionati, nè privati del beneficio della pensione, se non in conseguenza di una condanna per delitto, emessa dall'autorità giudiziaria.

Non v'ha dubbio che alla retta amministrazione della giustizia è necessaria la indipendenza dei giudici nell'esercizio del lor ministero, e che questa indipendenza non è che una menzogna finchè la loro sorte trovisi abbandonata all'arbitrio di un poter superiore.

Ma affinchè il principio della inamovibilità dei giudici torni realmente proficuo, è mestieri che la sua applicazione sia accompagnata da alcune guarentigie suggerite dalla ragione e dalla esperienza, le quali impediscano ch'esso divenga sorgente di gravissimi abusi. È mestieri, cioè, che apposite leggi regolino la nomina dei giudici, determinino i casi nei quali ponno essere destituiti, traslocati o privati degli emolumenti annessi alla loro carica, e statuiscano le forme del giudizio che in simili casi dev'essere profferito. È mestieri insomma, che al principio dell'inamovibilità sia coordinato l'intero sistema della giudiziaria organizzazione.

Questa ovvia considerazione non è sfuggita ai legislatori, che proclamarono la inamovibilità dei magistrati; e ne abbiamo una prova nella recente Costituzione francese, la quale, mentre li dichiara inamovibili, assoggetta la loro nomina e la loro destituzione ad alcune condizioni e ad alcune formalità fissate da apposite leggi.

Nulla, o pressochè nulla di tutto ciò nelle leggi che ancor ci governano, poichè il principio della inamovibilità non era adottato nell'Austria. Nello stato attuale della nostra organizzazione giudiziaria sarebbe quindi inopportuno il volerlo introdurre fra noi. Estenderlo poi a tutti gl'individui ch'esercitano presentemente le funzioni di giudici, sarebbe, non che inopportuno, sommamente pericoloso. Infatti, se tale dovesse essere la vostra deliberazione, voi non solamente sancireste con

essa tutte indistintamente le nomine fatte dal governo austriaco e dai governi che si succedettero dopo il giorno 22 marzo 1848, ma, di rivocabili che sono, ne fareste tutto ad un tratto altrettante nomine a vita, perpetuando così a danno della società le funeste conseguenze di un error nella scelta non vostra, che avrebbe potuto da quei governi venir emendato.

Ciò basta, per nostro avviso, a far conoscere quanto sia necessario di por freno alla impazienza, che certo è comune a tutti noi di veder attivato un principio, il quale, saviamente applicato, assicura alla società l'inestimabile bene della retta amministrazione della giustizia.

La Commissione permanente di legislazione è quindi unanime nel ritenere che sulla proposta del rappresentante Ferrari Bravo debba esser preso il seguente motivato ordine del giorno:

» Considerando che, per attivare utilmente il principio della inamo-» vibilità dei giudici, rendesi necessario d' introdurre una radicale riforma » nella organizzazione giudiciaria, a cui non si è ancor provveduto; e » nella certezza che frattanto il potere esecutivo sarà per astenersi da » qualsiasi atto di nomina, promozione od altro, che possa difficultare » la futura organizzazione o ledere la indipendenza dei giudici, l'Assem-» blea passa all' ordine del giorno. »

Il *presidente:* Secondo il Regolamento, chiedo all'Assemblea di fissare il tempo della discussione. Chi crede che la discussione debba seguire subito, si alzi. (*L'Assemblea non proroga la discussione.*) C'è nessuno che domandi la parola sulle conclusioni del rapporto?

Il *rappresentante Tommaseo:* Proporrei un' emenda. Quantunque lo spirito di tutto il rapporto lo dimostri, aggiungerei *principio incontrastabile*, o aggiunta simile, per rendere onore e alle intenzioni del proponente e alla santità del principio.

Il *rappresentante Benvenuti:* Emerge dall' intiero rapporto che appunto la Commissione ammette come giusto il principio dell'inamovibilità.

Il *rappresentante Tommaseo:* Il rapporto è in nome della Commissione; nell' ordine del giorno deve parlare la stessa Assemblea.

Il *rappresentante Ferrari Bravo:* Mi pare che sarebbe necessario che la Commissione avesse dichiarato che ho acconsentito a questo ordine del giorno motivato.

Il *rappresentante B. Benvenuti, relatore:* Appunto. Il rappresentante Ferrari Bravo, chiamato dalla Commissione per fargli conoscere quali sarebbero le sue intenzioni, dichiarò d' annuirvi.

Il *presidente:* Domando al rappresentante Tommaseo quale aggiunta vuole che si faccia.

Il *rappresentante Tommaseo:* Il *santo;* o: l' *incontrastabile* principio.

Il *presidente:* La Commissione accetta ella questa aggiunta?

Il *rappresentante B. Benvenuti, relatore:* La Commissione accetta.

La proposta della Commissione fu adottata con 67 voti favorevoli e 2 contrari.

Il *presidente:* Passeremo ora alla prima deliberazione sulla proposta Lunghi, di concentrare, cioè, in apposito Ufficio i protesti cambiarii.

La proposta Lunghi e il relativo rapporto furono già stampati e

distribuiti a tutti i rappresentanti; per conseguenza debbono conoscerli perfettamente ed è inutile farne una seconda lettura. Ora domanderò se alcuno vuole la parola sulla questione in generale, perchè sul particolare non si può discutere che nel giorno della seconda deliberazione. (*Nessuno domanda la parola.*)

Porremo dunque ai voti perchè si debba passare un altro giorno alla seconda deliberazione.

Fatto l'appello nominale e lo spoglio dei voti, risulta che l'Assemblea non è in numero legale per deliberare, essendosi alcuni rappresentanti assentati. Per conseguenza lo scrutinio è annullato.

Il *presidente* invita quindi a discutere (per la seconda deliberazione) sulla proposta del rappresentante B. Benvenuti, risguardante la comunicazione alle parti dei motivi delle decisioni dei tribunali superiori, anche in caso di conferma.

Dopo una discussione a cui prendono parte i *rappresentanti Varè, G. B. Ruffini, B. Benvenuti* ed *Avesani*, la Commissione accetta che si sostituisca la parola: *sentenza* o *decreto*, all'altra: *decisione*.

Non essendo però l'Assemblea in numero legale, non si passa ai voti; e la seduta viene levata alle 3 e 1/4 pom., prorogando l'Assemblea a martedì p. v. alle ore 1 pom.

ORDINE DEL GIORNO PER MARTEDI' 17 LUGLIO.

Alle ore 12, riunione della prima Sezione per esame di petizioni.

Ore 1 pom. — Seduta pubblica.

1. Presa in considerazione di una proposta del rappresentante B. Benvenuti, sul toglimento di ogni procedura per contravvenzioni di finanza anteriori al 22 marzo 1848.

2. Presa in considerazione di una proposta dello stesso, per l'annullazione del decreto 21 maggio 1848 sulla prescrizione e l'usucapione.

3. Rapporto sulle riforme da farsi alla legge elettorale per le future elezioni dei rappresentanti.

4. Prima deliberazione sulla proposta Lunghi di concentrare in apposito Ufficio i protesti cambiarii.

5. Seconda deliberazione sulla proposta del rappresentante B. Benvenuti, risguardante la comunicazione dei motivi anche ne' casi di conferma.

6. Seconda deliberazione sull'altra proposta B. Benvenuti, relativa alla trattazione delle cause civili.

7. Seconda deliberazione sulla terza proposta B. Benvenuti, relativa ai processi criminali.

8. Sanzione del governativo decreto 18 marzo 1849, con cui fu abrogato l'anteriore decreto 30 aprile 1848, che deferiva ai tribunali ordinarii la competenza pei delitti dei militari.

16 *Luglio.*

L'ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI DELLO STATO DI VENEZIA

IN NOME DI DIO E DEL POPOLO

Considerando che il mandato conferito dagli elettori agli attuali membri dell'Assemblea, va a cessare col giorno 14 del mese di agosto p. v. per l'effetto dell'articolo 47 della legge 24 dicembre 1848,

Decreta:

1. La nuova Assemblea dei rappresentanti dello Stato di Venezia è convocata pel giorno 15 agosto.

2. Essa avrà mandato illimitato per decidere su qualsiasi argomento che si riferisca alle condizioni interne ed esterne dello Stato.

3. Il mandato de' nuovi rappresentanti s'intende dato dagli elettori per sei mesi a datare dal giorno della prima riunione dell'Assemblea.

4. Per l'elezione dei rappresentanti restano ferme le disposizioni della legge elettorale 24 dicembre 1848, in quanto non sieno modificate dalla presente legge.

5. Dal giorno 26 fino al giorno 30 del corrente mese di luglio, inclusivamente, saranno aperti gli Ufficii dei quattordici circondarii elettorali, instituiti con la legge 24 dicembre 1848, e riceveranno, dalle ore 10 antimeridiane alle 3 pomeridiane, le notifiche di quegli elettori che non fossero già inscritti nelle liste elettorali, e le domande di cancellazione dalle medesime.

6. Sono ammessi a farsi inscrivere come elettori nel rispettivo circondario:

a) Tutti coloro che nel passato gennaio, avendo le qualità necessarie per essere elettori, non si fossero inscritti;

b) Tutti coloro che volessero approfittare della deliberazione adottata dall'Assemblea, secondo cui la parola *cittadinanza*, contenuta nell'art. 5. della legge elettorale, deve intendersi nel largo senso di cittadinanza italiana;

c) Tutti coloro che avessero compiuto dopo le ultime elezioni, o compissero prima del 5 agosto p. v. il ventunesimo anno di età;

d) Tutti coloro che prima del 30 giugno p. p. avessero cessato di appartenere al circondario ove erano inscritti, o per cangiamento di domicilio, o per essere divenuti militari, od altrimenti, e chiedessero di esercitare il diritto elettorale nel circondario nuovo.

7. Le notifiche saranno fatte sopra una modula a stampa, secondo l'art. 14 della citata legge elettorale; ma nel caso indicato qui sopra all'art. 6., lettera *d*, dovrà la notifica essere corredata dal certificato di eseguita cancellazione di quel nome per parte dell'Ufficio del circondario, ove prima trovavasi inscritto. Ogni circondario farà un'apposita lista dei nuovi inscritti. Questa lista sarà comunicata a tutti gli altri Ufficii di circondario, affinchè chi si trovasse ancora inscritto nelle liste compilate per la precedente elezione, sia da queste cancellato.

8. Nei giorni 31 luglio e 1.° agosto, gli Ufficii di circondario completeranno le liste elettorali, compilate in seguito alla legge 24 dicembre 1848, in modo che i nomi de' nuovi inscritti siano chiaramente distinti dagli altri. Le liste staranno ostensibili nei successivi giorni 2 e 3 agosto, dalle ore 10 antimeridiane alle 3 pomeridiane. Entro questi due giorni 2 e 3, gli Ufficii ricevono e giudicano tutti i reclami secondo l'art. 22 della legge elettorale più volte nominata; ed eseguiranno le eventuali correzioni.

9. Le elezioni dei rappresentanti dello Stato di Venezia che devono comporre l'Assemblea dopo il 14 agosto p. v., avranno luogo nei giorni 5 e 6 agosto. Gli Ufficii di circondario staranno aperti per ricevere le schede, nel primo giorno dalle ore 8 antimeridiane alle 5 pomer. e nel secondo giorno dalle 8 antimerid. alle 8 pomer. Le schede, che fossero stampate o litografate, saranno nulle.

10. Nel giorno 7 agosto, gli Ufficii di circondario procederanno allo spoglio delle schede.

11. Terminato lo spoglio delle schede, proclamati i nomi de' nuovi rappresentanti e datone avviso ai medesimi, gli Ufficii di circondario trasmetteranno tutti gli atti suggellati alla presidenza dell'attuale Assemblea, per essere consegnati all'Assemblea nuova, la quale si raccoglierà il 15 agosto, e procederà alla verificazione dei poteri.

12. Se alcuno fosse eletto rappresentante in più circondarii, farà la sua dichiarazione di scelta al più tardi 24 ore dopo la verificazione dei poteri, e la nuova Assemblea provvederà per la sostituzione. Se la dichiarazione non fosse fatta entro il detto termine, sarà deciso in adunanza, per mezzo della sorte, a qual circondario apparterrà il rappresentante che non avesse fatto la scelta.

13. La verificazione dei poteri, e le nuove elezioni, pel caso che la rappresentanza di qualche circondario fosse rimasta incompleta, seguiranno colle norme degli articoli 76, 77, 78, 79 e 80 del *Regolamento per l'Assemblea.*

14. Per i circondarii XIII e XIV non è necessario che la formazione delle liste e la votazione avvengano in giorni fissi, com'è prescritto pegli altri circondarii; ma dovranno esser compiute in tempo, perchè lo spoglio delle schede e la proclamazione dei rappresentanti non sieno prorogati oltre il termine assegnato agli altri circondarii.

15. Il Governo provvisorio è incaricato della esecuzione.

Il Presidente
LODOVICO PASINI.

I Vicepresidenti
G. Minotto.
G. B. Varè.

I Segretarii
G. Pasini.
G. B. Ruffini.
A. Somma.
P. Valussi.

16 *Luglio.*

N. 5672.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

IL COMITATO DI PUBBLICA VIGILANZA

di concerto colla Commissione militare di Guerra e marina

Ordina:

È vietato di tenere dopo il tramonto del sole lumi accesi, quando non siano affatto chiuse le imposte, in tutte quelle stanze dalle quali si possono vedere le posizioni nemiche, specialmente dal lato di Mestre e di Marghera.

I trasgressori saranno puniti con una multa di correnti L. 50, da devolversi a benefizio della Patria, o con arresto da uno a tre giorni, nel caso d'insolvenza.

La Prefettura centrale dell'ordine pubblico e i Commissariati dei respettivi Sestieri dovranno invigilare per l'esatta osservanza della presente disposizione.

Zambaldi - Visentini - Rensovich - Morosini - Comello - Serena.

16 *Detto.*

POPOLO DI VENEZIA!

Questi sono i momenti nei quali tu dei mostrare, o generoso Popolo, il tuo caldo patriottismo, devi mostrare che sei degno della libertà, degno dei tuoi maggiori. Il nemico ci stringe con rigoroso blocco, ma il grano non manca ancora in Venezia, nè mancano i mulini. La Commissione annonaria provvide i mulini a mano per tutti i Circondarii; basta solo che noi vogliamo usarne. Lungi adunque ogni querela, ed anzichè consumare il tempo in oziosi ed inutili discorsi, procuriamo ciascuno di macinare quanto grano quotidianamente ci abbisogna, nel che possono occuparsi specialmente le donne, le quali in questo modo provvederanno ai bisogni delle proprie famiglie ed insieme al proprio decoro compromesso in quegli affollati scandalosi assembramenti. Così fanno i nostri fratelli di Chioggia e di tutto l'estuario, e così fecero i nostri padri nel blocco del 1813.

Veneziani! Coroniamo cogli estremi sforzi la nostra sino ad ora invincibile costanza; resistiamo fino all'ultimo pane, chè forse dall'ultimo pane potrebbe dipendere il premio dei nostri sagrificii, la gioia della vittoria e la vaticinata libertà d'Italia tutta, che guarda ancora fidente a queste nostre lagune.

Accorrete ai fondachi ove trovansi mulini a mano a vostra disposi-

zione, ed ove ancora troverete il grano a minor prezzo della farina in corso. I vostri parrochi v'indicheranno dove trovansi i locali nei rispettivi Circondarii.

---

16 *Luglio.*

LA FATALE SEDUZIONE
DEI TRADITORI AUSTRIACANTI.

AVVERTIMENTO AI BUONI VENEZIANI.

CITTADINI!

È invalso l'uso, pur troppo fatale, di scolpire sulle muraglie nefande iscrizioni, e diramare scritti ad invettiva censura, o derisione di quelli che benemeriti la patria governano, o contro quelli, quali sieno, che a vantaggio della patria si prestano. Mentre devesi sopire qualunque dissidio, anzi calma e moderazione ai cuori agitati consigliare, è utile far conoscere al buon popolo Veneto che quest'acre sentimento è tutta qui opera dell'austriaco pernicioso partito. In questi tremendi momenti chi ama Venezia deve paventare di muover labbro ingiustamente contro il suo Governo, e meno contro il sempre amato suo Presidente, assai più grande oggi, che il 17 marzo 1848.

Chi semina ora un solo lagno o malumore è piucchè mai un traditore della patria.

Perchè un concorso di sinistri avvenimenti, di tradimenti esecrati, di turpi raggiri, resero finora dubbia la vittoria della nostra sacra causa, dovrà dunque l'umana ingiustizia attribuirne la colpa all'Essere illustre ed innocente, che col cuore sulle labbra e sul volto, anzi col cuore sulle mani, e col più puro disinteressato eroico sentimento, alacremente di giorno e di notte operò, e tutto va operando per procurare la nostra salvezza? E come mai può annidarsi nel petto umano tanta empietà, tanta ingratitudine? Non tenta forse, per quanto sta in umano potere, di salvarci dalla schiavitù, dalle catene, dalla miseria, dall'obbrobrio di una straniera feroce dominazione, tormenti per noi tutti peggiori della morte più atroce?

Mi appello al voto del grato, del generoso, del civile popolo Veneziano. Non smentisca esso mai quel nobile carattere, che lo ha qualificato il modello d'ogni virtù al cospetto dell'Italia, dell'Europa, e del mondo.

Così ugualmente Mazzini e Armellini a Roma, Settimo a Palermo, Montanelli e Guerrazzi a Firenze, Avezzana a Genova, e simili, com'erano allora, non sono tuttora ammirabili eroi, sebbene sfortunati? Perchè la forza brutale delle bombe e delle baionette ha saputo ingiustamente opprimerli, mentre essi tutto tutto bene operarono per salvare quest'infelice tradita Italia, dunque noi insultando barbaramente la innocente sventura, anzichè farne soggetto di compianto e di più alta ammirazione, dovremo invece a loro gridare: morte?

Viltà, barbarie, ingratitudine sarebbe questa crudele, e degradante l'umana natura!

E fra noi, chi fu il primo che ci liberò, e quali sono quelli che cercano francarci dall'austriaco giogo infernale? *Manin*, ed i suoi Colleghi, la milizia, ed i nostri buoni cittadini. E perchè contro quello, e contro questi, mano vile, malvagia, traditrice osa con notturne iscrizioni, con parole e scritti perniciosi, imprimere invettive per suscitare funestissime discordie?

Dobbiamo invece in questi terribili istanti stringerci con più tenero affetto vicini ai Padri della nostra cara Patria. Sì ripetiamoli; anche in mezzo a tanta nostra calamità, essi sono sempre più benemeriti Padri della Patria, ed ogni giorno acquistano maggiori diritti alla nostra riconoscenza.

All'erta! veri cittadini, veri amici, veri fratelli, veri Veneziani! all'erta!

Animatevi ognor più del santo spirito di gloria, di coraggio, e di perseveranza!

Animatevi pure verso chi vi governa del sacro spirito di gratitudine!

Vegliate giorno e notte sui traditori, che ora tracotanti oserebbero alzare più orgogliosa la fronte. Sorvegliate quei scellerati che si spingono fra la moltitudine per agitarla, indispettirla, disanimarla alla eroica resistenza, esagerando i mali presenti, pronosticandone di più tetri futuri, per così sedurre il generoso nostro popolo a vergognosamente capitolare.

Guardando questa maestosa monumentale regina dell'Adria, non vi piange l'anima a dirotto pianto, non vi stringe il cuore l'ambascia più soffocante al solo sospetto che questa bella e gentile matrona potesse mai ritornare preda infelice e deplorabile dei barbari maledetti, abbominati *austro-mostri*.

Morte a noi tutti! meglio la morte piuttosto che una sì lunga, fiera, atroce, tormentosa agonia!

Voi con calma e moderazione intanto tentate di scoprire i colpevoli autori delle esecrate iscrizioni, degli scritti perniciosi, delle parole empie e seducenti, e così operando vi farete più degni del nome di onorati cittadini, e benefici salvatori della nostra cara patria.

GIOVANNI TOPPANI.

dimostrante i sussidi, o gli assegni giornalieri, accordati ai feriti, o superi

Num.° progr.°	Nome e Cognome del ferito o morto	Condizione	Indicazione se ferito o morto	Cognome e Nome del sussidiato, o di quello cui venne concesso il giornaliero sussidio
1	Olivieri Antonio	operaio civile	ferito	al ferito
2	De Col Pietro	idem	idem	alla famiglia
3	Zampieri Giov.	idem	idem	idem
4	Dabalà Antonio	idem	idem	idem
5	Parolin Giuseppe	artigliere civ.°	idem	al ferito
6	Bortoluzzi Vinc.	idem	idem	idem
7	Aidone Agostino	idem	idem	idem
8	Dozza Michele	operaio civile	idem	alla sua famiglia
9	Prian Antonio	idem	idem	al di lui padre Prian Pietro
10	Gamba Pietro	idem	morto	alla vedova Vianello Luigia
11	Olivieri Antonio	idem	idem	ai figli Maddalena e Raimondo
12	Mander Alessand.	idem	ferito	alla famiglia
13	Ore Alvise	muratore	idem	alla moglie Antonia Gattini
14	Pinca Francesco	barcaiuolo	idem	alla sua famiglia
15	Bernardi Andrea	operaio civile	idem	alla moglie Domenica Vittor
16	Voltolina Vinc.	barcaiuolo	idem	alla famiglia
17	Solenni Gio. Batt.	guardia civica	idem	allo stesso
18	Bortoluzzi Valent.	operaio civile	idem	alla famiglia
19	Folin Giovanni	idem	idem	alla famiglia
20	Dedemo Vincenzo	idem	idem	alla sua moglie Calvi Angela
21	Bissin Luigi	idem	morto	alla vedova Maria Pellarin
22	Zecchini Costante	guardia civica	idem	alla ved. Mar. Berlin ed alla figlia Ele
23	Morosini Gius.	barcaiuolo	ferito	allo stesso
24	Dedemo Vincenzo	operaio civile	morto	alla vedova Calvi Angela e 4 figli
25	Stefani Agostino	idem	morto perchè sospetto di trad.°	alla vedova Lucia Tres
26	Benvenuti Ant.	guardia civica	ferito	allo stesso
27	Trojan Giuseppe	idem	morto	ai genit. Ant. Trajan e Fassetta Giu
28	Zanon Maurizio	operaio civile	idem	alla ved. Catter. Rosati ed a sua fi
29	Toffoli Cristoforo	idem	idem	alla vedova Luigia Perdon ed a 4 fi
30	Boscolo Giuseppe	idem	idem	alla vedova Paola Boscolo e 2 fi
31	Fonda Giovanni	barcaiuolo	ferito	allo stesso
32	Puppa Pietro	idem	idem	idem
33	Capraro Anselmo	operaio civile	idem	idem
34	Fiorito Giacomo	idem	morto	alla vedova Antonia Cagioria
35	Alfonsi Franc.	idem	idem	alla vedova Giovanna Civan
36	Rissotti	idem	idem	alla famiglia
37	Sartori Giuseppe	idem	ferito	idem
38	Giacomazzi Giov.	idem	idem	idem

ETTO

morti per la difesa della patria, dal 20 maggio al 13 luglio a. c.

	Data del Decreto	Sussidio per una voltatanto L.	Sussidio per una voltatanto C.	Sussidio al giorno L.	Sussidio al giorno C.	Decorrenza del sussidio giornaliero	OSSERVAZIONI
20	mag. 14097 6641	60	—				
	id. id.	60	—				
20	dett. 14979-7147	60	—				
	id. id.	60	—				
18	giug. 16747-8140	50	—				
	id. id.	50	—				
	id. id.	50	—				
20	dett. 17105-8354	60	—				
20	dett. 18696-8976	60	—				
20	dett. 18317-8739				40	25 maggio	
20	dett. 18513-8834				80	1.° luglio	essendo loro stato concesso un sussidio di L. 60 come al n. 1.
1°	lugl. 19043-9205	70	—				
	id. 19105-9246	100	—				
	id. 19112-9249	80	—				
	id. 18901-9120	70	—				
4	dett. 19368-9380	70	—				
	id. 19481-9654	60	—				
	id. 19583-9510	90	—				
	id. 19758-9618	80	—				
5	dett. 19415-9396	70	—				
	id. 19649-9549				40	26 giugno	
	id. 19482-9455				80	16 detto	
	id. 19695-9562	90	—				
	id. 19322-9351			2	—	dal 31 luglio	avendo ottenuto una ant. di l. 70 come al progr. n. 20
4	dett. 19648-9548	100	—				accordate in pendenza dell'attivazione dell'assegno giornal.°
5	dett. 18968-9161	70	—				
	id. 18968-9161				80	26 maggio	
7	dett. 19768-9618				80	26 giugno	
	id. 19397-9393			2	—	21 giugno	
	id. 18482-8827			1	20	dal 22 nov. p. p.	avendo ottenuto una sovvenzione di lire 200
8	dett. 20041-9770	60	—				
	id. id.	60	—				
	id. 20036-9766	60	—				
9	dett. 20209-9866				40	21 giugno	
	id. 20240-9886	70	—				nella riserva dell' attivazione dell'assegno giornaliero
11	dett. 20344-9944	90	—				Idem
12	dett. 20521-10070	80	—				
13	dett. 20765-10224	80	—				

18 *Luglio.*

AL POPOLO VENEZIANO.

Le vostre angustie de' passati giorni per non poter aver pane a sufficienza, e in tempo, le abbiamo sentite nel cuore, come se fossimo delle vostre stesse famiglie, e abbiam fatto co' nostri consigli (giacchè con altro non potevamo) quanto era in noi per renderle meno lunghe. La nuova Commissione annonaria non poteva in un tratto sanare tutti i mali, ma subito s' è messa all' opera, e ne vedrete gli effetti. Il mulino dell' *OExle* ricomincia il suo lavoro; e avremo pane quanto richiede il bisogno quotidiano. Acciocchè ciascuna casa abbia la parte sua secondo il numero delle persone, andrete dal Parroco a scrivervi quanti siete in famiglia e quanto pane o quanta farina vi fa di bisogno comprare ogni dì. Vi si darà allora un cartellino sul quale starà notata codesta quantità di farina gialla o di pane, che potrete ricevere di sicuro: e l' andrete a comprare, non in mezzo alla calca della gente aspettando ore e ore, ma a vostro comodo perchè sarete sempre certi di averla. Andrete sempre alla stessa bottega; e sarà vietato andare in più d' una. Per la farina gialla i mulini a mano si vengono moltiplicando. In ogni parrocchia ne avrete anco da poter macinare senza spesa e così nutrirvi a men costo. Della farina bianca se ne andrà macinando a mano a mano più del consumo giornaliero per metterla in serbo per le straordinarie necessità. Le denunzie e le visite per le case scopriranno le provvigioni che possono servire ai privati e lasciare così più roba all' uso del popolo. A chi manca, le pene saranno severe appunto perchè si tratta del vitto e del rispetto che son debiti al popolo, il quale l' ha meritato e lo meriterà con la obbedienza alle leggi, e con l' ordine liberamente e coraggiosamente osservato. Delle provvigioni nuove ne verrà, speriamo in Dio, e nel valore delle milizie di terra e di mare. Non pensiamo alle cagioni dei sacrifizj passati; pensiamo che i sacrifizj furono occasione al popolo di meriti nuovi, e che nessun sacrifizio va perduto. Le cose che v' abbiamo dette, la Commissione annonaria le promette (perchè noi non siamo che Commissione consultiva, eletta dall' Assemblea per indicare i disordini senza facoltà di mettervi riparo); e la Commissione annonaria le farà. Pensate per altro che contentare tutti è cosa impossibile, e che qualunque di voi fosse in tali momenti chiamato a regolare l' Annona, per valente e buono che fosse, dimenticherebbe qualcosa o parrebbe che la dimentichi. Pensate che adesso anche molti de' benestanti patiscono, e più di voi, perchè sono men usi a patire, e che così imparano a compatire i bisogni del povero. Noi vi ringraziamo da parte di tutt' i buoni della docile sofferenza da voi quasi tutti, buon popolo, conservata anco ne' momenti difficili e vi esortiamo a rimaner sempre esempio di virtù a

Italia tutta, perchè gloriosa cosa è il soffrire nel nome della Patria e di Dio.

La Commissione consultiva per le cose annonarie, eletta dall'Assemblea

GIO. FERRARI BRAVO
D. VESPASIANO GIORDANI
GIO. BATTISTA GIUSTINIAN
NICOLO' TOMMASEO
GIO. BATTISTA TORNIELLI.

18 *Luglio.*

N. 6950.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

COMMISSIONE CENTRALE ANNONARIA

Avviso.

Affinchè la vendita e la giornaliera minuta distribuzione del pane, della farina gialla e del grano da macinare ne' mulini a mano seguano con piena regolarità e con giusta proporzione fra le varie famiglie, e non ne sia fatto alcuno spreco, la Commissione annonaria centrale trova necessario di prescrivere quanto segue:

1. A datare dal giorno 23 luglio corrente la vendita al minuto del pane, della farina gialla e del grano da macinare ne' mulini a mano, sarà fatta alle famiglie di Venezia verso *viglietti di assegno.*

2. Questi *viglietti di assegno* saranno rilasciati per quindici giorni, ma la distribuzione dei generi sarà fatta dai bottegai giornalmente.

3. Per ogni genere si darà un viglietto, e sopra ogni viglietto sarà notato il nome dell'individuo o delle famiglie cui verrà rilasciato; la quantità giornaliera di pane, di farina o di grano assegnato; e la bottega o fondaco nel quale il genere dovrà acquistarsi.

4. In ogni parrocchia della città col giorno 19 corrente il Parroco od il Coadiutore, coll'assistenza di due parrocchiani, designati dalla Commissione annonaria del circondario, compilerà per la sua parrocchia un registro in cui sarà notato per ogni famiglia:

Il cognome e nome del capo-famiglia;

La contrada ed il numero della casa;

Il numero degl'individui componenti e coabitanti in famiglia, distinguendo quelli minori di anni dieci da quelli di maggiore età, ed escludendo i militari;

La quantità *richiesta* giornalmente da ogni famiglia di pane, di farina gialla e di grano.

Il Parroco ed i due assistenti vorranno assicurarsi in ogni miglior guisa della esattezza delle fatte annotazioni, per ciò specialmente che

riguarda il numero degl' individui, il loro permanente domicilio nella parrocchia e la realtà dei bisogni asseriti.

5. La Commissione annonaria del circondario rivede i registri delle respettive parrocchie, fissa definitivamente la quantità di generi d'assegnarsi ad ogni famiglia, con riguardo alle sue condizioni economiche ed a quanto avesse notificato, e rilascia i viglietti di assegno sottoscritti dal Parroco e dal Presidente. I biglietti sono poi consegnati alle famiglie dalla Commissione parrocchiale.

6. Gli assegni saranno divisi in conveniente proporzione sopra i bottegai della parrocchia o del circondario. Ogni bottegaio riceverà giornalmente dalla respettiva Commissione annonaria la quantità di farina e di grano corrispondente ai fatti assegni, cosicchè ognuno sia assicurato di trovare all' ora prefissa quanto gli compete.

7. Ogni dì, all'atto di far la vendita del genere assegnato, il bottegaio staccherà dal viglietto il pezzetto corrispondente a quel giorno. Il distacco del pezzo comprova la seguita distribuzione. Chi mancasse di valersi in giornata dell'assegno, non vi avrà più diritto per quel giorno.

8. Di quindici in quindici giorni i viglietti saranno rinnovati, e per avere il nuovo si dovrà riconsegnare alla Commissione parrocchiale il viglietto pel quale fosse spirato il termine.

9. Nessuno, che non sia munito del viglietto di assegno, potrà esigere che gli sia assicurata la giornaliera quantità di pane e farina. Però ognuno, che non fosse stato già iscritto, potrà esserlo posteriormente, quando sia veramente domiciliato nella parrocchia, ed abbia diritto all'assegno. In questo caso però la decorrenza dell'assegno potrà non essere immediata.

10. Gli altri Comuni e le Parrocchie dell'Estuario seguiranno nella distribuzione del pane e delle farine questo stesso metodo degli assegni.

11. Le Commissioni annonarie di circondario ed i reverendi Parrochi sono incaricati della esecuzione di quanto è sopra stabilito, ed a questo fine saranno muniti dalla Commissione centrale di tutti i registri e stampe occorrenti.

Possano le norme nuovamente poste per un' equa ripartizione delle vettovaglie non solo accrescere i mezzi per la eroica nostra resistenza, ma alleviare i disagi e le sofferenze di questo buon Popolo, e vie meglio assicurare la pubblica tranquillità.

PASINI LODOVICO *Presidente*
CERUTTI GIO. BATTISTA
CORRER PIETRO
FARIO PAOLO
LOCATELLI ROCCO
MARZARI CARLO
RADAELLI ELIODORO.

ELENCO

DELLE COMMISSIONI ANNONARIE MUNICIPALI DI CIRCONDARIO

Alle quali giusta l'articolo ottavo dell'avviso 13 luglio corrente N. 6613 della Commissione annonaria centrale, ed altri precedenti avvisi, debbono rivolgersi gli abitanti del Circondario che scoprissero qualche disordine, od avessero lagni a muovere sulla qualità o sulla distribuzione dei commestibili; ed alle quali spetta porvi prontamente riparo od infliggere ai contravventori le debite pene.

Numero del circondario	PARROCCHIE che formano ciascun circondario	NOME e COGNOME dei componenti le Commissioni	UBICAZIONE dell' Ufficio di circondario		
			Parrocchia	Situazione	Num civi
I.	S. Pietro S. Martino S. Francesco	Dal Maschio Pietro. *Presidente.* Baldisserotto Bernardo. Filippini Antonio. Porri Angelo. Ferrari Luigi. Vitalba Leonardo. Trecco Giuseppe Locatello Giacomo. Povelato Gaetano.	S. Pietro di Castello	Calle Cavalli	449
II.	S. M. Formosa S. Zaccaria S. Gio. in Bragora	Gaspari Marc'Antonio. *Presid.* Cicogna Francesco. Cicogna Eugenio. Rossetti Giuseppe. Brinis Gio. Battista. Peroni Andrea. Peroni Francesco. Ciconi Gio. Domenico. Ciconi Francesco. Bollani Girolamo. Artelli Antonio.	S. Marina	Calle del Dose	
III.	S. Marco S. Luca S. Stefano S. M. del Giglio	Cricchi Bernardino. *Presidente.* Baehmann Giuseppe. Molin Giovanni. Contro Giuseppe. Manfredini Giuseppe. Ferrighi Marco. Barbetta Gio. Batt.	S. Luca	Calle del Traghetto s. Benedetto	394
IV.	S. Geremia S. Marziale S. Felice Ss. Ermagora e Fortunato	Mocenigo Pietro Alvise. *Presid.* Zonca Pietro. Castellan Ciuseppe. Pizzamano Girolamo. Fanna Luigi. Moro Giovanni. De Boni. Millin Pietro. Tonini Giovanni.	Santa Fosca	In campo	

Venezia, 18 luglio 1849.

DALLA COMMISSIO

FRANCESC

PARROCCHIE che formano ciascun circondario	NOME e COGNOME dei componenti le Commissioni	UBICAZIONE dell' Ufficio di circondario		
		Parrocchia	Situazione	Num. civico
Ss. Apostoli S. Canciano Ss. Gio. e Paolo SS. Salvatore	Pellanda Ambrogio. *Presidente.* Costantini Antonio. Riesch Federico. Agustinis Antonio. Gritti Vincenzo. Patella Giuseppe. Perusini Achille. Ongaro Luigi.	Ai Gesuiti	Caserma della G. C. in campo Pio IX.	
S. Nicola da Tolentino S. M. del Carmine S. Pantaleone S. Simeone Profeta S. Giacomo dall'Orio	Busetto Sante. *Presidente.* Cargnielli Ignazio. Locatelli Angelo. Rocchi Domenico. Marcon Giovanni. Bevilacqua Giovanni. Gidoni Eugenio.	S. Nicola da Tolentino	Fondamenta del Gaffaro	3539
S. Silvestro S. Cassiano S. M. Gloriosa dei Frari	Dal Cerè Antonio. *Presidente.* Argentoni Giovanni. Castellan Pietro. Moro Francesco. Tolotti Giovanni. Foffano Valentino.	S. Silvestro	Sulla Riva del vino	
Ss. Gervasio e Protasio S. M. del Rosario S. Angelo Raffaele S. Eufemia della Giudecca.	Berti Giuseppe. *Presidente.* Nani-Mocenigo Filippo. Rota Angelo. Chiggiato Giovanni. Scarpa Francesco. Cappelletto Pasquale. Pivato Antonio. Doria Andrea. Gardin Francesco.	Ss. Gervasio e Protasio	Fondamenta Nani	950

XVII.

Resoconto delle entrate e delle spese del Governo provvisorio di Venezia nel mese di giugno 1849.

Rimanenza delle due Casse camerali nel 31 maggio 1849:			
danaro effettivo	L.	526,259:20	
moneta patriottica, e del comune . .	»	2,091,076:00	
boni della repubblica romana. . . .	»	982:50	
carte di valore	»	419,902:10	
depositi di privati	»	9,290:87	
			3,047,510:67

ENTRATE.

Entrate ordinarie.

Rendite indirette complessive, comprese Lire 6888:21 di aggio valute derivato specialmente dai cambi della Commissione annonaria.	»	71,844:24	
Esazioni a favore degl'invalidi della Marina veneta mercantile	»	431:47	
			72,275:71

Entrate straordinarie.

Versamenti della Zecca in pezzi da 15 centesimi, e monete di rame, dedotte L.6,000 che le furono somministrate in paste d'argento pe' suoi lavori	L.	28,598:70	
Esazioni ulteriori in conto dei prestiti di quattro milioni e mezzo, e di un milione e mezzo	»	2,740:58	
Altre esazioni, in conto del prestito imposto col decreto 9 aprile 1849 N. 5566.	»	27,000:00	
Dal Municipio di Venezia, a saldo del prezzo dei sali e dei tabacchi che gli furono venduti.	»	2,165,800:00	
Dal Monte di Pietà di Venezia, in restituzione delle sovvenzioni avute . . .	»	178,936:86	
Offerte spontanee dei cittadini alla patria, trattenute sugli stipendii e sulle pensioni degl'impiegati civili e dei militari, e questue nelle Chiese	»	43,808:60	
Doni da altri paesi	»	2,925:60	(1)

(1) Da Ferrara . . . . . L. 600:—
Da Trieste . . . . . » 414:94
Da Firenze . . . . . » 2,210:66

L. 2,925:60

Ricavato dalla vendita di frumento, e di altri oggetti di vittuarie di ragione dell'erario nazionale, dedotte le spese .	L.	18,002:42	
			2,467,812:76
Utilità derivate all'azienda della strada ferrata pel rimborso delle spese di protesto ec.			655:44
Totalità dell'entrate	L.		5,588,254:58

SPESE.

Spese ordinarie.

Spese camerali di stato	L.	240,905:71	
Spese politiche di stato	»	85,196:53	
Comitato di pubblica vigilanza, comprese L. 13,883:90 pel cordone di barche intorno la laguna, e L. 2,055:34 pel Comitato filiale di Chioggia.	»	32,055:34	
Prefettura centrale d'ordine pubblico .	»	27,803:27	
Magistrato camerale, Intendenza e Cassa di finanza.	»	35,219:36	
Guardie di finanza e spese di procedura penale	»	43,796:67	
Clero veneto (cooperatori e fabbricierie).	»	6,133:09	
Restituzione di depositi privati. . . .	»	5,445:77	
			476,555:74

Spese straordinarie.

Guerra e Marina:			
Dotazioni della guerra	L.	1,947,424:69	
Dotazioni della Marina per la II. e III. decade di giugno, e spese straordinarie.	»	972,510:53	
			2,919,935:22
Interno:			
Al comando della Guardia civica . . .	L.	38,000:00	
Alla Zecca nazionale per le spese della propria amministrazione	»	10,000:00	
Al Consiglio delle poste per l'andamento della sua amministrazione	»	20,000:00	
Sovvenzione al Municipio di Venezia. .	»	100,000:00	
Sovvenzione all'Ospitale civile . . .	»	10,000:00	
Alla Commissione di soccorso degli esuli italiani.	»	9,000:00	
Restituzione di depositi giudiziarii. .	»	3,209:47	
Pagamenti pel debito pubblico	»	66,204:74	
Spese diplomatiche	»	7,741:85	
			264,156:06
Totalità delle spese	L.		3,660,647:02

Riporto della totalità delle spese		L. 3,660,647:02
Spese dell'azienda della strada ferrata.		» 25,000:00
Rimanenza delle due Casse camerali nel 30 giugno:		
danaro effettivo.	L. 476,310:62	
moneta patriottica e comunale. .	» 1,088,465:00	
note di banco austriache . . .	» 990:00	
carte di valore.	» 332,796:84	
depositi di privati.	» 3,845:10	
		1,002,607:56
Totalità eguale all'entrate		L. 5,388,254:58

18 *Luglio.*

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI
DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 17 luglio 1849.

Presidenza del citt. Lodovico Pasini.

La seduta è aperta alle ore 1 e 1/2.

Letto ed approvato il processo verbale della presente adunanza, 14 corrente, il *presidente* partecipa che il rappresentante Giordani non può assistere alla odierna adunanza perchè indisposto.

Il *presidente*: Secondo l'ordine del giorno, incominceremo colla presa in considerazione della proposta del rappresentante B. Benvenuti, del seguente tenore:

« 1. È proibita qualunque procedura per *le contravvenzioni di finanza commesse prima del giorno* 23 *marzo* 1848.

« 2. Sono annullati tutti i processi che fossero pendenti per siffatte contravvenzioni, ed annullati pure i profferiti giudizii nella parte in cui non avessero ancor riportata la loro esecuzione.

« 3. Saranno immediatamente restituiti i depositi fatti dalle parti in causa delle suddette contravvenzioni, e gli effetti sequestrati, od altrimenti il prezzo che si fosse ritratto dalla lor vendita, in quanto la finanza non ne avesse prima d'ora acquistata nelle vie regolari la proprietà in esecuzione dei profferiti giudizii. »

Invito il rappresentante Benvenuti ad aggiungere, se vuole, qualche schiarimento.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Furono generali le lagnanze contro il sistema di finanza adottato dall'Austria, e contro il metodo ch'era in corso per iscoprirne e punirne le contravvenzioni.

Forse si aspettava che dopo la rivoluzione il sistema subisse una qualche modificazione; ma certamente pochi si sarebbero aspettato che

per le contravvenzioni commesse sotto il governo austriaco, si continuasse a procedere dai governi che gli succedettero.

Questa è una vera contraddizione, perchè, in ultima analisi, si puniscono alcuni per non aver pagato all'Austria quelle imposte, che riteniamo che l'Austria non potesse esigere senza mancare alla giustizia od almeno alla convenienza. Questa osservazione ha probabilmente indotto il Governo provvisorio di Milano ad annullare tutti i processi per contravvenzioni di finanza; e tale disposizione fu considerata tanto ragionevole, tanto consentanea allo spirito della rivoluzione, che fu, per così dire, una delle primissime leggi di quel governo: la quale porta la data del giorno 23 marzo 1848. E sono assicurato che la Consulta veneta aveva domandato più volte al Governo della repubblica veneta lo stesso provvedimento, e che le autorità camerali aveano su ciò insistito.

Probabilmente il Governo non ha creduto di avere poteri sufficienti per ciò. Intanto avvenne che gl'impiegati camerali furono, moltissimi almeno, di non altro occupati che di esaminare questi processi, e portarli al termine. Questi processi, inoltre, furono in gran parte ultimati, e i più in contumacia delle parti; perchè gli accusati, o erano assenti, o, distratti da altri pensieri molto maggiori, non si arresero all'invito avuto dalla finanza; ed abbiamo veduto, parecchi giorni sono, il Commesso della finanza andare qua e là, in mezzo alle attuali strettezze, a tormentare una od altra famiglia per farle pagare poche lire.

Nè è vero, come parrebbe a prima giunta, che l'abolire questi processi sia di danno all'erario; perchè, se bene si esaminano le spese e i compensi dovuti all'esattore fiscale, si vede di leggieri che, in sostanza, si reca malcontento alle famiglie senza che l'erario ne abbia vantaggio. Credo dunque che la proposta meriti d'essere presa in considerazione; lo credo tanto più, in quanto che io sono assicurato che persino dall'Austria sono stati annullati tutti i processi per le contravvenzioni accadute prima del 22 marzo 1848.

Io non oso affermare questo fatto in modo positivo, quantunque ne sia stato assicurato, ed anzi mi sia stato raccontato che era venuta qui persona precisamente per ritirare alcuni depositi di merci, in base appunto di questa deliberazione del governo austriaco, ma dovette partire dicendo fuori: *che qui siamo più austriaci degli austriaci.*

Io credo dunque che la proposta sia consentanea veramente allo spirito della nostra rivoluzione, e meriti d'esser presa in considerazione, per esser anche consentanei alle lagnanze, che abbiamo sempre fatte, contro la durezza dell'Austria in ciò che si riferiva alla materia di finanza.

La presa in considerazione della proposta viene ammessa.

Il *presidente*: La seconda proposta del rappresentante B. Benvenuti è la seguente:

« Il 1. decreto 21 maggio 1848 del Governo provvisorio della repubblica veneta, che sospese la decorrenza d'ogni *termine di prescrizione e di usucapione contando dal 22 marzo 1848 inclusive resta annullato.*

« 2. Se però, nell'intervallo decorso dal 22 marzo 1848 in poi, si fosse compiuto il termine di prescrizione o di usucapione fissato dalle

vigenti leggi, non si potrà opporre nè la prescrizione nè l'usucapione alla parte che esercitasse la propria azione entro tre mesi dalla pubblicazione della presente legge.

« 3. Se, computando il tempo decorso dopo il giorno 22 marzo 1848, il termine di prescrizione e di usucapione scadesse entro questi tre mesi, non potrà essere opposta nè la prescrizione nè l'usucapione alla parte che esercitasse in giudizio la propria azione entro i tre mesi successivi alla scadenza del termine così computato.

« 4. Salve le disposizioni degli articoli 2. e 3., non si potrà in seguito opporre da chicchessia la interruzione del termine di prescrizione o di usucapione in base del succitato governativo decreto.

« 5. Restano ferme le convenzioni finora stipulate, a cui il decreto stesso avesse dato in qualsivoglia maniera occasione. »

Il rappresentante Benvenuti può aggiungere, se vuole, qualche parola di schiarimento anche su questa proposta.

Il *rappresentante B. Benvenuti:* La mia proposta non implica nessuna disapprovazione del decreto 21 maggio 1848 della repubblica veneta. Nelle circostanze d'allora, forse era giusto, forse conveniente di sospendere la decorrenza della prescrizione: ma le circostanze mutarono. Il territorio, che allora era esteso a tutte le provincie venete, è ora ridotto alla sola Venezia: cangiate le condizioni, cangia necessariamente la convenienza, la opportunità della legge. Quella legge, che allora era conveniente, adesso, secondo il mio modo di vedere, è inopportuna; la legge è convertita, in ultima analisi, in legge a tutto danno dei Veneziani, ed a vantaggio tutto di quelli che non sono a Venezia. Lo provo.

Se, per esempio un abitante di Padova ha un credito verso di me, e questo credito si prescriveva, secondo la legge ordinaria, nello scorso dicembre, ove egli venga a Venezia per esercitarla, non posso oppergli la prescrizione, e debbo pagare.

Se invece io ho un credito verso di uno di Padova, credito che, secondo la legge ordinaria, sarebbe prescritto sino dall'anno passato, e quindi mi reco a Padova per esercitare la mia azione, egli mi oppone la prescrizione; ed io non lo esigo.

Dunque la legge è realmente tutta a danno di noi Veneziani: inconveniente che non c'era allorchè fu emanata, e che sorse in seguito per la sofferta restrizione del territorio.

Oltre a questo danno attuale, c'è un altro inconveniente grave per l'avvenire.

In avvenire, non potranno che nascere grandissimi imbarazzi. La prescrizione è rimedio introdotto dalla legge per la tranquillità dei cittadini, per assicurare le proprietà, colle quali si collega la pubblica prosperità. Il termine, prescritto dalla legge attuale per l'usucapione delle proprietà, è termine molto lungo in confronto a quello fissato dalle leggi anteriori, perchè, mentre la legge francese fissava come termine di prescrizione i 10 anni, la legge attuale fissa quello di 30.

Se regge questa legge, noi andiamo a prolungare il termine decorso dal giorno 22 marzo 1848. Di più, noi in avvenire non lasciamo che un semenzaio di questioni.

Si questionerà sul potere legislativo del governo; e, ammessa la legge, a quali persone sia applicabile; in quali casi; sopra quali enti?....

Credo che sia nostro dovere di provvedere anche per l'avvenire, quando specialmente il provvedimento sia tale, che non rechi danno a chi che sia. Con lo scopo appunto di evitare qualunque pregiudizio, e di non nuocere a chi in piena fede ha creduto che dovesse stare ferma la disposizione del Governo della repubblica veneta; io ho adottato alcuni provvedimenti, su' quali reputo inutile per ora entrare in discussione, perchè formeranno soggetto di esame di un'apposita Commissione. Credo sia evidente che il toglimento di quella legge riesce di utile immediato a Venezia, e le assicura dei grandi vantaggi in avvenire, evitando grandi imbarazzi ed assicurando le proprietà; scopo, cui mira unicamente il rimedio della prescrizione.

Insisto perchè la mia domanda sia presa in considerazione.

La presa in considerazione viene ammessa, e resta adottato di affidare l'esame della proposta alla Commissione permanente di legislazione perchè ne faccia rapporto.

Il *presidente*: L'Assemblea è invitata a dichiarare se intende che anche l'altra proposta dello stesso rappresentante Bartolommeo Benvenuti sia affidata all'esame della stessa Commissione permanente di legislazione.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Mi parrebbe che fosse più conveniente rimetter la mia prima proposta alla Commissione di finanza, anche perchè la Commissione di legislazione è sopracaricata di lavoro; e trattasi d'argomento di finanza.

Sopra proposta del presidente, viene adottato di rimettere la prima proposta del rappresentante B. Benvenuti alle due Commissioni permanenti di legislazione e di finanza, perchè unite ne facciano rapporto.

Il *rappresentante Tommaseo*: Avrei a fare una interrogazione alla Commissione militare, se però ella è pronta a rispondere.

Il *rappresentante Ulloa*: Annuncii le proposizioni e vedremo se possiamo rispondere o no.

Il *rappresentante Tommaseo*: Si tratta di alcuni legni, che dicono essere nell'Arsenale quasi allestiti e a cui mancherebbe la ciurma, e la mia interrogazione riguarda appunto al modo di provvederci per via d'una leva.

Il *rappresentante Baldisserotto*: Siamo pronti a rispondere a questa interpellazione.

Il *rappresentante Tommaseo*: Dicesi che nell'Arsenale sian pronti un legno grande e altri minori, ai quali manca solamente la ciurma. Dicesi che una leva sarebbe da molti desiderata. La Commissione militare potrebbe dare su ciò gli schiarimenti opportuni, acciocchè l'aspettazione, giusta sì, ma forse troppo viva, del popolo sia dall'un lato acquetata, dall'altro rassicurata. L'aspettazione fu già detto essere uno dei più grandi nemici. E noi che conosciamo il valore delle milizie marittime, grandi cose aspettiamo da loro. Ma la misura stessa della speranza deve essere attemperata alla possibilità delle cose. E qui voglio dichiarare una parola di un mio precedente discorso, la quale certamente non avea senso di rimprovero nell'animo mio. Dissi la milizia marittima

aliena da spedizioni lontane, da ardimentose imprese, l'intenzione loro. Intesi soltanto che la possibilità a questo, ora manca; la quale possibilità può essere o dai prodigii che favoriscono Venezia, o dall'ardimento stesso delle milizie di mare, affrettata. Io protesto adunque che in quelle parole non era rimprovero, ma conforto, del quale abbiamo grandemente bisogno. E siccome la milizia marittima fu il germe della nostra libertà, così spero che ne sarà il fiore, ne sarà la corona.

Il *rappresentante Baldisserotto:* È vero che abbiamo nell'Arsenale ancora qualche bastimento da potersi armare; è verissimo che questi bastimenti non possono esser armati perchè mancano le ciurme. È un fatto poi che la Commissione militare cercò ogni possibile mezzo per averne; però il far la leva non istava a lei, ma al Governo, il quale per suoi particolari motivi non trovò di accordarla: quindi noi abbiamo adoperato ogni mezzo che ci restava. Abbiamo domandato al patriottismo degli abitanti dell'estuario di accorrere volontarii, e quelli che si sono presentati servirono a completare l'armamento dei bastimenti già in armi. Proseguendo ancora, e qualora avremo la ciurma conveniente, un altro bastimento potrà sortire dall'Arsenale.

Il *presidente*, seguendo l'ordine del giorno, invita il rappresentante de Giorgi a leggere il rapporto sulla legge elettorale.

Il *rappresentante de Giorgi, relatore:* La Commissione permanente di legislazione, nel prendere in esame la proposta del rappresentante Ferrari Bravo per la pronta elezione dei rappresentanti che formino la nuova Assemblea, dacchè il nostro mandato cessa col giorno 14 agosto prossimo, si occupò di quattro ricerche: 1. quali modificazioni fossero da fare alla legge elettorale 24 dicembre 1848; 2. in quali termini dovesse esprimersi il mandato della nuova Assemblea; 3. quanto tempo dovesse durare questo mandato; 4. come, nella strettezza del tempo, provvedere con ordine alle nuove elezioni; e convenne unanime ne' seguenti principii.

1. Che nella base della legge elettorale 24 dicembre 1848 non siano da portare, nelle circostanze presenti, modificazioni essenziali.

2. Che per lo stesso motivo il mandato da conferire alla nuova Assemblea sia quello stesso, che fu conferito a noi.

3. Che, non essendo conveniente far novità quanto alla durata del mandato de' nuovi rappresentanti, anche in ciò si segua la legge precedente, che la fissa a sei mesi dal giorno della prima riunione, che avrà luogo il 15 agosto prossimo.

4. Che i lavori per le nuove elezioni essendo agevolati dalle liste elettorali compilate nello scorso gennaio, le quali non possono abbisognare che di alcune aggiunte o cancellazioni, nessun inconveniente presenta l'abbreviare i termini fissati dalla legge 24 dicembre 1848; i quali furono quindi determinati in modo che tutte le operazioni elettorali siano compiute in 18 giorni, cioè dal 26 corrente, sino al 12 agosto prossimo, affinchè rimangano almeno due giorni per dare avviso ai nuovi eletti.

Siccome però il progetto della Commissione non porta sostanziali cambiamenti nella legge elettorale precedente, e che, ove dovessero seguire le tre deliberazioni, si arriverebbe al giorno 25 corrente col pericolo di non essere in tempo di votarla diffinitivamente, se per una causa

qualsiasi non potesse aver luogo una o l'altra delle due adunanze occorrenti coll'intervallo di tre di, e quindi a giorno fisso; così la Commissione unanime vi propone la seguente legge come d'urgenza.

» Considerando che il mandato conferito dagli elettori agli attuali membri dell'Assemblea, va a cessare col giorno 14 del mese di agosto p. v. per l'effetto dell'articolo 47 della legge 24 dicembre 1848;

» L'Assemblea decreta:

» 1. La nuova Assemblea dei rappresentanti dello stato di Venezia è convocata pel giorno 15 agosto.

» 2. Essa avrà mandato illimitato per decidere su qualsiasi argomento, che si riferisca alle condizioni interne ed esterne dello stato.

» 3. Il mandato de' nuovi rappresentanti s'intende dato dagli elettori per sei mesi a datare dal giorno della prima riunione dell'Assemblea.

» 4. Per l'elezione dei rappresentanti restano ferme le disposizioni della legge elettorale 24 dicembre 1848, in quanto non sieno modificate dalla presente legge.

» 5. Dal giorno 26 fino al giorno 30 del corrente mese di luglio, inclusivamente, saranno aperti gli Ufficii dei circondarii elettorali, instituiti con la legge 24 dicembre 1848, e riceveranno, dalle ore 10 antimeridiane alle 3 pomeridiane, le notifiche di quegli elettori che non fossero già inscritti nelle liste elettorali, e le domande di cancellazione dalle medesime.

» 6. Sono ammessi a farsi inscrivere come elettori nel rispettivo circondario:

» *a*) Tutti coloro che nel passato gennaio, avendo le qualità necessarie per essere elettori, non si fossero iscritti;

» *b*) Tutti coloro che volessero approfittare della deliberazione adottata dall'Assemblea, secondo cui la parola *cittadinanza*, contenuta nell'art. 5. della legge elettorale, deve intendersi nel largo senso di cittadinanza italiana;

» *c*) Tutti coloro che avessero compiuto dopo le ultime elezioni, o compissero prima del 5 agosto p. v., il ventunesimo anno di età;

» *d*) Tutti coloro che prima del 30 giugno p. p. avessero cessato di appartenere al circondario ove erano inscritti, o per cangiamento di domicilio, o per essere divenuti militari, od altrimenti, e chiedessero di esercitare il diritto elettorale nel circondario nuovo.

» 7. Le notifiche saranno fatte sopra una modula a stampa, secondo l'art. 14 della citata legge elettorale; ma nel caso indicato qui sopra all'art. 6, lettera *d*, dovrà la notifica essere corredata dal certificato di eseguita cancellazione di quel nome per parte dell'Ufficio del circondario, ove prima trovavasi inscritto.

» Ogni circondario farà un'apposita lista di nuovi inscritti. Questa lista sarà comunicata a tutti gli altri Ufficii di circondario, acciò che si trovasse ancora inscritto nelle liste compilate per la precedente elezione, sia da queste cancellato.

» 8. Nei giorni 31 luglio e 1.° agosto, gli Ufficii di circondario completeranno le liste elettorali, compilate in seguito alla legge 24 di-

cembre 1848, in modo che i nomi de' nuovi inscritti siano chiaramente distinti dagli altri. Le liste staranno ostensibili nei successivi giorni 2 e 3 agosto, dalle ore 10 antimeridiane alle 3 pomeridiane. Entro questi due giorni 2 e 3, gli Ufficii ricevono e giudicano tutti i reclami secondo l'art. 22 della legge elettorale più volte nominata; ed eseguiranno le eventuali correzioni.

» 9. Le elezioni dei rappresentanti dello stato di Venezia che devono comporre l'Assemblea dopo il 14 agosto p. v., avranno luogo nei giorni 5 e 6 agosto. Gli Ufficii di circondario staranno aperti per ricevere le schede, nel primo giorno dalle ore 8 antim. alle 5 pom., e nel secondo giorno dalle ore 8 antim. alle 8 pom. Le schede, che fossero stampate o litografate, saranno nulle.

» 10. Nel giorno 7 agosto, gli Ufficii di circondario procederanno allo spoglio delle schede.

» 11. Terminato lo spoglio delle schede, proclamati i nomi de' nuovi rappresentanti, e datone avviso ai medesimi, gli Ufficii di circondario trasmetteranno tutti gli atti suggellati alla presidenza dell'attuale Assemblea, per essere consegnati all'Assemblea nuova, la quale si raccoglierà il 13 agosto, e procederà alla verificazione dei poteri.

» 12. Se alcuno fosse eletto rappresentante in più circondarii, farà la sua dichiarazione di scelta subito, o al più tardi 24 ore dopo la verificazione dei poteri, e la nuova Assemblea provvederà per la sostituzione. Se la dichiarazione non fosse fatta entro il detto termine, sarà deciso in adunanza, per mezzo della sorte, a qual circondario apparterrà il rappresentante che non avesse fatto la scelta.

» 13. La verificazione dei poteri, e le nuove elezioni, pel caso che la rappresentanza di qualche circondario fosse rimasta incompleta, seguiranno colle norme degli articoli 76, 77, 78, 79 e 80 del *Regolamento per l'Assemblea.*

» 14. Il Governo provvisorio è incaricato della esecuzione. »

Il *presidente*: Secondo il Regolamento, l'Assemblea deve ora fissare il tempo per la discussione. Prima però credo di dover fare un'avvertenza. La Commissione, nel suo rapporto, propone che si voglia dichiarare il presente progetto una proposta di urgenza, quantunque ciò non sia conforme al Regolamento, perchè già a quest'ora due Commissioni speciali riferirono sull'argomento.

Secondo il Regolamento, le proposte d'urgenza debbon esser deposte sul banco della presidenza ed annunziate all'Assemblea, la quale nomina una Commissione per fare rapporto sull'urgenza, e, questa ammessa, una seconda Commissione pel rapporto diffinitivo. Nel caso presente, noi abbiamo già il rapporto sul merito bello e fatto. La questione d'urgenza si risolve dunque nel decidere se l'Assemblea debbe discutere e votare una sola volta o passare a tre deliberazioni sulle conclusioni della Commissione.

Or mi fo lecito di fare un'osservazione. Questa, che la Commissione chiama *proposta di legge*, non è in vero una legge nuova, ma un regolamento piuttosto, od un'ordinanza, con cui si cerca che la legge elet-

torale esistente sia posta in esecuzione per le future elezioni. Il Regolamento esige per le sole *proposte di legge* le tre deliberazioni.

La legge elettorale, ne' suoi punti fondamentali, non è minimamente variata; in conseguenza credo che, senza ledere il Regolamento, si possano adottare tutte le conclusioni della Commissione con una sola deliberazione. Io ne lascio però giudice l'Assemblea.

Viene adottato che basti una sola deliberazione.

Il progetto di legge viene posto ai voti, articolo per articolo, e gli articoli 1. 2. 3. 4. 5. e 6. sono adottati senza discussione.

Il *rappresentante L. Pasini cedendo il seggio della presidenza al vicepresidente Minotto*:

Propongo di sopprimere l'ultima parte dell'articolo settimo. Io credo che la corrispondenza fra i varii Ufficii dei circondarii sia difficile e possa portare molto più in lungo l'operazione necessaria per l'esatta rettifica delle liste. Io credo bastare che que' cittadini, i quali negli scorsi sei mesi sono passati ad abitare in un altro circondario e vogliono farsi inscrivere nel circondario ove hanno l'attuale domicilio, debbano presentarsi al circondario a cui appartenevano nello scorso gennaio, ritirare una dichiarazione che furono cancellati dai ruoli di quel circondario e con questa dichiarazione ottenere l'iscrizione nel nuovo circondario.

Il *rappresentante De Giorgi*: Quanto propone il presidente è già contenuto nella prima parte dell'art. 7.; ma siccome ci può essere il pericolo che uno stesso elettore vada ad inscriversi in più circondarii, così con la seconda parte si è voluto introdurre una cautela contro tale abuso, si è voluto impedire il pericolo di una doppia inscrizione, ciocchè non può essere che con la corrispondenza dei circondarii.

Il *rappresentante L. Pasini*: Non ostante a questa corrispondenza dei circondarii, io credo che non si potrebbe affatto evitare l'esposto pericolo della doppia inscrizione. Nè questo pericolo è molto a temersi. Anche alle precedenti elezioni molti potevano farsi inscrivere in due circondarii. Quale controllo abbiamo avuto allora? l'articolo della legge elettorale, che proibisce ai cittadini di farsi inscrivere e di votare in due circondarii. E siccome il votare in due circondarii sarebbe colpa gravissima, così credo che questo stesso controllo possa anche ora ritenersi sufficiente.

Il *rappresentante De Giorgi*: Farò osservare soltanto che le prime liste furono fatte in ciascuna parrocchia, alla presenza del parroco e di altre persone, che conoscevano tutti gl'individui abitanti la parrocchia. Allora quindi il pericolo della doppia inscrizione non poteva sussistere. Di questo io stesso fui testimonio perchè nella mia parrocchia vidi in pratica che tutti quelli, che si sono presentati, erano conosciuti come abitanti della parrocchia stessa. Ma se allora l'avvertito pericolo non vi era, adesso si, perchè l'iscrizione dei nuovi elettori si fa nei rispettivi Ufficii di circondario ed è impossibille che tutti i componenti degli stessi Ufficii li conoscano personalmente. Di più, mi pare che l'altra volta il pericolo fosse ovviato dalle liste che si facevano partitamente.

Il *rappresentante L. Pasini*: Ripeto quello che dissi prima, esser questo un rimedio posto ora soltanto ad un male o pericolo, che l'al-

tra volta era a temersi molto maggiore, e non produsse alcun disordine....

L'articolo 7. viene adottato.

Il *rappresentante L. Pasini riprende il posto di presidente.*

Sono adottati senza discussione gli articoli 8., 9., 10., 11.

Il *presidente* legge l'articolo 12.

Il *rappresentante Minotto:* Propongo un'emenda all'articolo 12., cioè che la dichiarazione di scelta debba sempre farsi dopo la verificazione dei poteri, togliendo dall'articolo la parola *subito.*

Il *rappresentante De Giorgi*: Sarà male espresso, ma il *subito* si riferisce all'atto della verificazione dei poteri.

L'emenda è ammessa.

Gli articoli 12. e 13. sono approvati.

Il *rappresentante Varè:* In questa legge sono fissati dei termini, come n'erano posti nella legge elettorale 24 dicembre; ma i detti termini erano obbligatorii pei primi dodici circondarii, e si faceva eccezione pei circondarii militari, pei quali furono stabilite norme speciali. Per l'articolo generale, che ora è dato, s'intenderebbe fissati gli stessi termini per ricevere le schede degli elettori appartenenti ai circondarii militari.

Ora, il rendere obbligatorii questi termini (mentre si tratta del diritto più grande che possono avere i cittadini), anche pei circondarii militari, nella presente condizione della nostra milizia, sarebbe un grande inconveniente, perchè quei militari, che fossero di servigio, avrebbero molta difficoltà di esercitare il diritto di elettore, che deve esser esercitato in persona.

Perciò vorrei che fosse adottato l'articolo 40 della legge elettorale 24 dicembre, così ridotto:

» Per i circondarii militari XIII e XIV non è necessario che la formazione delle liste e la votazione avvengano a giorni fissi, come è prescritto per gli altri circondarii; ma dovranno esser compiute in tempo perchè lo spoglio delle schede e la proclamazione dei rappresentanti non siano prorogati oltre il termine assegnato agli altri circondarii. »

Molti rappresentanti appoggiano l'accennata aggiunta.

Il *presidente:* Pongo a' voti l'articolo che il rappresentante Varè propone di aggiungere, il quale sarebbe il 14. del progetto.

L'articolo è adottato.

Si adotta anche l'articolo seguente del progetto, che diviene il 15.

Posto ai voti il progetto di legge nel suo complesso, viene adottato con 73 voti favorevoli e contrarii 4.

Il *presidente*: Il rappresentante Varè ha deposto sul banco una proposizione di urgenza, che ora leggerà.

Il *rappresentante Varè:* Propongo per urgenza il seguente decreto *(legge)*:

» Considerando che lo stato si trova nelle condizioni previste nell'art. 167 del Regolamento organico della Guardia civica;

» Considerando che la difesa del paese e dei forti da un lato, l'onore della milizia cittadina dall'altro, richiedono che si dia l'ordina-

mento più sicuro e più efficace alla cooperazione dalla milizia stessa volonterosamente prestata nell' adempimento dei doveri della truppa di linea;

» L'Assemblea decreta:

» 1. È posto in vigore il Titolo XI del Regolamento organico della Guardia civica per gl'individui compresi nella prima classe indicati all'art. 167.

» In conseguenza, tutte le guardie civiche dai 20 ai 30 anni sono mobilizzate per la difesa dello stato contro il nemico che assedia, e poste a disposizione del Comando in capo delle truppe.

» 2. Non si ammettono esenzioni per la Guardia civica mobilizzata, fuori che per difetti fisici riconosciuti.

» 3. È fatto appello al patriottismo delle guardie civiche, non comprese nella mobilizzazione obbligatoria, perchè si facciano volontariamente ascrivere nei ruoli dei militi cittadini, destinati a coadiuvare l'armata nella difesa dell'indipendenza e libertà della patria.

« 4. La Guardia civica mobilizzata è divisa in compagnie, sei delle quali formano un battaglione. Però le compagnie, appartenenti al distretto di Chioggia, formano un battaglione a parte, qualunque ne sia il numero. Le compagnie sono composte, di 1 capitano, 1 primo tenente, 2 sottotenenti, 1 sergente maggiore, 4 sergenti, 8 caporali, 2 tamburi, 100 guardie.

« 5. Gli ufficiali delle compagnie sono nominati a voti nelle forme prescritte dal Regolamento.

« 6. Gli stati maggiori dei battaglioni sono nominati dal Comando in capo delle truppe, sopra proposta del Comando della Guardia civica.

« 7. Saranno applicati alla Guardia civica mobilizzata gli articoli 170, 171 del Regolamento organico: però il soldo e le altre competenze le saranno dovute anche rimanendo nel rispettivo comune, fino a che dura la mobilizzazione.

« 8. Gli ufficiali della Guardia civica, chiamati a far parte della Guardia mobilizzata, non saranno sostituiti nelle rispettive cariche, se non che con nomine provvisorie, le quali cesseranno al termine della mobilizzazione.

« 9. Sono abrogate tutte le esenzioni date finora pel servizio ordinario della Guardia civica.

« 10. La compagnia dei Bersaglieri civici, già mobilizzata, e quella degli Artiglieri civici, rimangono intatte, a disposizione anch'esse del Comando in capo delle truppe.

« 11. Per la organizzazione della Guardia civica mobilizzata, si formerà una Commissione composta di tre ufficiali della Guardia civica, destinati dal comandante in capo della medesima, e di due ufficiali di linea, destinati dal comandante in capo delle truppe.

« 12. Con la mobilizzazione ora prescritta, la quale durerà per il presente stato di assedio, cessa d'aver effetto quella decretata il 17 agosto a. p. dal Governo provvisorio. »

Cittadini rappresentanti, io non ho bisogno di esporvi come la Guardia civica, oltre i zelanti e grandi servigii da essa prestati dal 17 marzo dell'anno decorso in poi per il mantenimento dell'ordine e della sicurezza interna della nostra città, abbia, da quasi un anno, anche prestato servigii luminosi alla difesa del territorio contro il nemico che ci stringe. Tutti noi ricordiamo come l'11 agosto dell'anno scorso, senza nessun decreto che la mobilizzasse, senz'alcuna legge che la costringesse, colla sola parola che accennava il pericolo, i cittadini sieno accorsi a Marghera, dove poteva da un momento all'altro tuonare il cannone, dove la maggior parte delle truppe, che vi si trovavano, erano dipendenti da altri governi, e pel troppo famoso armistizio Salasco, non erano più tenute a combattere.

Da quell'epoca in poi fu fatto un decreto di mobilizzazione, e la Guardia civica continua a mandare il suo contingente sui forti; e nell'assedio di Marghera offrì alla patria nobile e non iscarso contributo di sangue.

Ma le condizioni nostre domandano che si faccia qualche cosa di diverso, qualche cosa di meglio di quello che si è fatto finora. Da un lato, molti dei fucilieri della truppa di linea sono divenuti artiglieri. Dall'altro lato, le nostre legioni si sono assottigliate per morti e malati.

L'esercito dunque è in condizione, in cui il concorso e la cooperazione della Guardia civica gli divengono molto più preziose, di quello che per lo addietro. Nell'attuale condizione di cose, e nell'aspettativa, in cui siamo, che il nemico possa attaccarci da un momento all'altro, bisogna che il comandante delle truppe, quegli a cui spetta la responsabilità di difendere la città, sappia di poter contare sulle guardie civiche, tanto pel numero come per la qualità ed istruzione, e sappia potervi contare al momento e nel luogo in cui faccia bisogno.

Di più occorre, che su questa parte della Guardia civica, addetta al servizio della patria contro il nemico comune, non si faccia calcolo eccessivo per gli altri doveri e bisogni della Guardia civica; cioè che il Comando in capo della medesima non abbia a contare su quelli destinati al servizio contro il nemico, pel mantenimento dell'ordine, libertà e tranquillità nell'interno.

Bisogna che questi due riguardi sieno egualmente serviti; bisogna che sieno distinti, e ciascuno sappia il proprio dovere.

Questo credo che sia non solo necessario, ma urgentissimo, ed è per questo che vi presento il progetto lettovi in questo momento.

Io non discuterò, nè esaminerò le disposizioni, che vi ho proposto. Queste possono venire modificate dalle riflessioni che potrebbero essere fatte, si perchè io non sono militare, si perchè chiunque venisse a suggerire di meglio sarebbe certamente da me applaudito. Ma quello che importa è che si faccia, e si faccia subito. Il progetto da me letto è stato scritto in seguito a varie conferenze avute con uomini molto competenti, sapi di milizie e di guardie civiche. Ma siccome dopo scritto non fu a loro assoggettato, così lo dò sotto la mia sola responsabilità; non voglio che dai loro consigli possa venirgliene autorità nessuna.

Ora interessa parlare per l'urgenza.

Urge che il Comando della Guardia civica sappia su quante guardie può contare, indipendentemente da quelle che sono destinate a coadiuvare l'esercito; urge che l'esercito sappia e su quanto può contare al momento del bisogno.

Credo adunque che di questo importantissimo affare bisogni che l'Assemblea si occupi subito, e decida prima che l'applicazione della sua deliberazione qualunque, non sia resa indispensabile dal cannone nemico.

La presa in considerazione della urgenza viene ammessa, ed è adottato d'incaricare un'apposita Commissione perchè faccia il relativo rapporto.

Incaricata la presidenza di nominare questa Commissione, vengono eletti i rappresentanti Avesani avvocato, Baroni Lorenzo, Benvenuti Adolfo, Benvenuti B., Ruffini Carlo, i quali si ritirano per esaminare l'urgenza.

Il *presidente*: Per utilizzare il tempo, durante il quale la Commissione starà preparando il suo rapporto, rinnoveremo lo scrutinio per la prima deliberazione sulla proposta del rappresentante Lunghi per la concentrazione in apposito Ufficio dei protesti cambiarii; scrutinio annullato nella precedente seduta, per mancanza del numero legale.

L'Assemblea adotta di passare alla seconda deliberazione, con 70 voti favorevoli e 6 contrarii.

Si procede quindi alla seconda deliberazione sulla proposta del rappresentante B. Benvenuti, così concepita:

« Qualunque decreto o sentenza di giudice, sia civile, sia criminale, dev'essere accompagnata dalla esposizione de' motivi, benchè confermi quella di un giudice inferiore. »

Dopo alcune osservazioni del *rappresentante Chiereghin* si adotta di passare alla terza deliberazione, con voti favorevoli 59, contrarii 7.

Il *rappresentante Carlo Ruffini* in nome della Commissione eletta per riferire sulla urgenza della proposta Varè, legge un breve rapporto, dietro il quale l'Assemblea riconosce e pronunzia l'urgenza, con voti favorevoli 58, contrarii 20.

Il *presidente:* Ora, secondo il Regolamento, si deve rimettere la proposta o alle Sezioni, o ad una delle Commissioni permanenti, o ad una speciale. La presidenza propone una Commissione speciale di 9 membri.

Un rappresentante: Sono troppi; bastano cinque.

Il *rappresentante Varè*: Farò osservare che la proposta implica molti ed importanti riguardi; riguardi di grado; riguardi verso la civica stazionaria; riguardi verso l'armata, che la Guardia civica mobilizzata dovrebbe aiutare; riguardi di pubblica tranquillità e del buon ordine del paese, ch'è necessario conservare. Credo adunque che l'Assemblea, seguendo il suo costume su' casi di proposte importanti, vorrà scegliere una Commissione numerosa. Appoggio quindi la proposta della presidenza; cioè che la Commissione sia composta di nove.

Il *rappresentante Bigaglia:* Crederei che fosse da farsi una distinzione di classi. Potrebbero risultare nominati 9 rappresentanti tutti della Guardia civica, oppure 9 tutti militari, ovvero 9 tutti civili, cioè nè guardie civiche, nè militari. Sarebbe bene che la Commissione, appunto costituita di 9 rappresentanti, fosse composta, in proporzioni stabilite, di rappresentanti appartenenti ad ogni classe.

Il *presidente*: Sta nei rappresentanti eleggere a preferenza quei nomi, che crederanno più opportuni, considerato tutto quanto ella accenna. Ma il Regolamento nulla prescrive a questo proposito, e la scelta dee rimanere libera, a meno che non sia nella proposta stessa compresa qualche condizione di nomina.

Raccolte quindi, e spogliate le schede, risultano eletti i rappresentanti:

Avesani, con voti	43
Benvenuti Adolfo	38
Benvenuti Bartolommeo	33
Baroni	32
Comello	27
Varè	27
Francesconi	27
Tornielli Giovanni Battista	25
Tommaseo	24

Il *presidente*: Invito i commissarii a dichiararsi in qual tempo credano di poter presentare il loro rapporto.

La Commissione dichiara che presenterà il suo rapporto dopo domani.

Il *presidente*: Il rappresentante Tommaseo ha deposta sul banco della presidenza un'altra proposizione d'urgenza del seguente tenore:

« Sarà fatta una leva di 600 marinai in tutto lo stato, dai 18 ai 30 anni. »

Invito il proponente ad aggiungere, se crede, un qualche cenno.

Il *rappresentante Tommaseo* (*legge*): Le parole del prode, del probo Baldisserotto dimostrano chiara l'urgenza della proposta ch'io fo. Gli arruolamenti volontarii, languidamente o inopportunamente tentati, freddarono l'ardore patrio piuttosto che accenderlo, e parvero apportar disonore a questo popolo che d'onore è sì degno, che rispose ad ogni desiderio generoso, degnamente invitato che fosse. L'anima umana ha certa misteriosa e veramente celeste necessità del dovere, ama essere alle alte cose obbligata, richiede ch'altri richiegga da lei il sacrifizio come naturale diritto. A questo generale aggiungesi uno speciale riguardo. I marinari che diede l'arruolamento volontario fin qui, furono (parlo de' trentasei di Pellestrina) sviati dall'uffizio al quale erano chiamati e adatti, e messi per braccianti sul Ponte. Codesto scuorò gli altri, che pure alla leva, indetta davvero, sarebbero accorsi volonterosi, e dicevano: obbligateci a lasciare le case nostre: se no, le famiglie diranno che noi non le amiamo. — E questa e altre cose nell'amministrazione di mare ed altrove non reputo io fatte per mal volere; ma per alcune di quelle vecchie abitudini, nelle quali han parte e la forza d'inerzia, ch'è tanta parte delle debolezze e delle forze umane, e le delicatezze dell'amor proprio che si traveste in coscienza. Nella vecchia macchina dello stato abbiam degli uncini irrugginiti, i quali l'attrito può fare più adoperabili e più lucenti. Conchiudo: la marineria chiede forze: Venezia e l'Italia chieggono dalla marineria fatti degni: ogni indugio sarebbe oltraggioso a Venezia, e quasi sacrilego.

Ammessa la presa in considerazione dell'urgenza, è affidato l'incarico

di farne il rapporto alla stessa Commissione già nominata per riferire sull'urgenza della proposta Varè.

La Commissione si unisce per l'esame, e dopo pochi istanti, col mezzo del relatore *G. B. Ruffini*, propone che sia riconosciuta e pronunziata l'urgenza; ciò che l'Assemblea adotta con 61 voto favorevoli e 13 contrarii.

Il *presidente*: Dovendosi ora designare la Commissione pel rapporto, la presidenza opinerebbe, pel legame intimo che sussiste tra questa e la proposta testè fatta dal rappresentante Varè, di rimettere anche questa seconda alla medesima Commissione dei nove membri, poco fa eletta.

Il *rappresentante Benvenuti*: Io credo che ci sia, e ci è naturalmente qualche legame, perchè in tutte e due le proposte si tratta di provvedimenti militari da darsi. Ma credo che gli esami da farsi sieno d'indole affatto diversa, poichè per l'una conviene rivolgere gli studii sullo stato attuale della Guardia civica, e sui bisogni della città; per l'altra invece fa d'uopo rivolgere gli studii sull'estuario, studii che chieggono un esame affatto diverso. Crederei perciò che si dovesse nominare un'altra Commissione, della quale non dovrebbero far parte quelli che appartengono alla prima Commissione.

Il *presidente*: Nel caso che si adotti di nominare una Commissione speciale, propongo che sia di cinque membri; ed incito i rappresentanti a fare le schede. (Si ammette.)

Raccolte e spogliate le schede, risultano eletti a membri della Commissione i seguenti rappresentanti:

Arrigoni con voti	40
Mainardi	34
Fattorini	25
Perlasca	22
Ferrari Bravo	16

Il *presidente:* Invito anche questa Commissione a dichiararsi sul tempo, in cui crede poter presentare il rapporto.

La Commissione dichiara che presenterà il suo rapporto dopo domani.

Il *presidente* propone di tener adunanza il giorno 19 col seguente ordine del giorno .... (*V. sotto.*)

L'Assemblea approva.

La seduta è levata a ore 5 e 1/4.

Ordine del giorno 19 luglio 1849.

Alle ore 12, riunione della seconda Sezione per esame di petizioni.

Ore 1 pom. — Seduta pubblica.

1. Presa in considerazione d'una proposta del rappresentante Errera, relativa agli effetti cambiarii.
2. Rapporto sulla proposta d'urgenza del rappresentante Varè, di mobilizzare una parte della Guardia civica.
3. Rapporto sulla proposta d'urgenza del rappresentante Tommaseo, per una leva di 600 marinai dai 18 ai 30 anni.

4. Seconda deliberazione sulla proposta Benvenuti relativa alla trattazione delle cause civili.

5. Seconda deliberazione sull'altra proposta Benvenuti, relativa ai processi criminali.

6. Sanzione del governativo decreto 18 marzo 1849, con cui fu abrogato l'anteriore decreto 30 aprile 1848, che deferiva ai tribunali ordinarii la competenza pei delitti dei militari.

18 *Luglio.*

Relazione d'un pio *Uffiziale della flotta austriaca* intorno il fatto d'un brulotto, il quale con molta maestria, per confessione stessa di quella divota persona, e con molto coraggio, fu da' nostri appiccato alla fregata austriaca la *Venere* nella notte dell'11 corrente. L'uffizial della flotta non tace che molto fu il danno, più grande ancor lo spavento; che la fregata fu a un pelo d'essere affatto distrutta, e ne trae la santa considerazione, che, s'ella ne andò salva, fu solo opera della divina Provvidenza, la quale ha in particolar affetto e protezione le fregate di S. M. apostolica, e la innocenza in ispecie de' suoi uffiziali. Ed anche ci ne cava una seconda moral conchiusione; ed è che questo fatto del brulotto gli è pruova quanto disperata sia la nostra causa, se discendiamo a *mezzi* cotanto *vili*, com'egli li chiama. *L'Austria ebbe anch'ella*, egli dice, *l'offerta di brulotti consimili, quando la squadra d'Albini stringeva di blocco Trieste; ma l'Austria non l'ha accettata, calcolando cosa bassa, indegna e contraria al diritto delle genti il farne uso.* L'Austria è più generosa; rispetta i diritti de' popoli; il che però non le impedisce di dar mano generosamente alle bombe, così in casa propria, come in quella d'altrui. Ella può bombardar Bologna, bombardar Ancona, dopo aver bombardato Praga, bombardato Vienna, bombardato Brescia, bombarda la Laguna, nell'aspettazione di bombardare Venezia; ell'arde, diserta le città, fa scempio crudele del popolo: ma non commette cosa bassa ed indegna e rifiuta i brulotti.

Qui però il poco ricordevole uffiziale si dimentica una cosa. Le ii. rr. truppe, fra le altre mirifiche invenzioni ideate a' nostri danni colà contro quel Ponte, che pesa di tutto l'enorme suo peso sul cuore paterno della giovine maestà del loro sovrano, si valsero appunto d'alcuni brulotti, con cui intendevano di bruciar forse i marmi del fatal monumento. Ben è vero che la ridicola idea riuscì a niente; che non seppero neppure dar fuoco alle macchine, tanto che caddero intatte e innocenti nelle nostre mani; ma riman sempre il fatto, che quel mezzo il quale, impiegato da noi, è chiamato vile, parve buono anche a loro, e, come potettero, se ne giovarono prima pure di noi. Ma in noi era il coraggio di condurlo in mare sotto a una fregata nemica, con grave pericolo dei marinai. Ad essi non costava che il disturbo di affidarlo alla corrente dell'acqua, che dovea guidarlo indubbiamente al Ponte. A chi la taccia di viltà?

E quanto a' modi ingenui e alle armi leali dell'Austria, non si ri-

corda, egli, il virtuoso uffiziale, di quella lettera famosa del Windischgrätz, che fece il giro di tutti i giornali d'Europa, e nella quale quel glorioso capitano rinfaccia all'Aiace croato le sue facili vittorie in Piemonte, combattute con palle d'oro, anzi che con quelle di ferro o di piombo? Del rimanente, qual differenza mette egli tra'brulotti incendiarii e gli incendiarii palloni, con sì mirabil successo trovati e posti anche ad atto dagl'ingegnosi austriaci artiglieri? Tutt'a due quest'armi strane mirano al medesimo effetto, l'incendio e la distruzione; se non che quelli son volti contro forze pugnanti, ministre di morti e di stragi: questi sarebbero intesi contro l'inerme e innocente cittadino, che non ha schermo o difesa; i primi sono ovvii tormenti, già noti ed usati con ottimo effetto nelle lotte marittime: i secondi una preziosa invenzione austriaca, altrettanto nuova, quanto ridicola e vana.

E perchè i nostri lettori se ne formino un giusto concetto, ecco la descrizione di queste macchine tremende, quale è data dalla *Gazzetta Universale d'Augusta:*

« Essi sono fatti di una stoffa impenetrabile all'acqua e portano come zavorra un cerchio di legno, nel quale sta una bomba del peso di 30 libbre. Questa bomba, dopo un tempo da determinarsi, vien fatta saltar fuori dal cerchio per mezzo della sostanza impellente dei razzi, e cade verticalmente a terra, dopo che se n'è accesa la spoletta. La quantità della sostanza impellente, al pari della lunghezza della spoletta, risulta da calcoli trigonometrici, e precisamente il coseno o l'orizzontale, che s'immagina tirata dal punto da cui il pallone s'innalza, fino a quello dal quale la bomba deve cadere, dà la lunghezza di quella linea, secondo la quale il pallone si muove nell'innalzarsi, e quindi anche, in via approssimativa, il tempo che impiegherà nel percorrere questa linea, il che inoltre dipende anche dalla celerità del vento; la lunghezza della spoletta, su cui si basa lo scoppio più sollecito o più tardo della bomba, risulta dal seno o dalla verticale. »

Ma, per ritornare a quel timorato uffiziale, che legge sì chiaro nei decreti della divina Provvidenza, e scrive i suoi articoli segnandosi, se, a provare i torti delle *ribelli lagune* e l'abbandono del cielo non ha migliori argomenti che la mala riuscita del nostro brulotto, si ricreda, e consideri che l'Austria stessa non si tenne così protetta dal cielo in Ungheria, che non le fosse pur uopo di volgersi un tantino anche alla protezione cosacca.

---

18 *Luglio.*

L'ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI DELLO STATO DI VENEZIA

IN NOME DI DIO E DEL POPOLO

Considerando la necessità di dare un ordinamento più stabile e più efficace al concorso volonterosamente prestato dalla Guardia civica mobilizzata nella difesa del paese e dei forti;

Considerando che tale ordinamento dev'esser fatto col minor sacri-

fizio possibile per i cittadini, e senza scapito degli altri ordinarii doveri della Guardia civica;

Considerando in conseguenza, che si richiedono alcune modificazioni al decreto di mobilizzazione, pubblicato dal Governo provvisorio il di 17 agosto 1848;

Decreta:

Tutte le esenzioni e tutti i permessi finora accordati da qualsiasi Autorità pel servizio della Guardia civica, sono annullati.

2. Ogni cittadino tra i 18 e i 55 anni, non contemplato dagli articoli 12 e 13 del Regolamento organico 20 maggio 1848, deve presentarsi entro 48 ore dalla pubblicazione di questo decreto, al Comando della rispettiva Legione per assumere il servizio nella Compagnia cui appartenesse o cui fosse destinato.

3. Chi manca alla esecuzione di questo dovere sarà incorporato nella truppa di linea.

4. Anche i cittadini contemplati dai due articoli sopraccennati devono presentarsi, entro lo stesso termine, al Comando di Legione, per far constare il proprio diritto, della cui giustizia e verità giudica sommariamente una Commissione mista, instituita per ogni Legione dal Comando generale. Quanto alla lettera *b* dell' articolo 13 del regolamento, la Commissione non sarà obbligata ad attenersi al giudizio dei preposti alla pubblica beneficenza.

5. La mobilizzazione della Guardia civica, per la difesa dello Stato contro il nemico che assedia, è fissata a 1000 uomini, più il relativo numero di ufficiali; e ciò pel Comune di Venezia.

6. Andranno a sconto dei 1000 uomini:

a) La Compagnia dei bersaglieri civili, già mobilizzata;

b) Tutti quegli addetti alla Guardia civica, dai 18 ai 45 anni, che si presentassero volontarii a questo servizio di mobilizzazione per la difesa della patria.

7. A compiere il numero di 1000 uomini, la mobilizzazione è obbligatoria per la sola prima classe di cui parla l'articolo 167 del regolamento organico, cioè per gl' individui tutti della Guardia attiva e della *riserva*, i quali nel giorno da cui è datato il presente decreto sono fra i 20 e i 30 anni compiuti.

8. Le guardie civiche soggette alla mobilizzazione obbligatoria, come all' articolo precedente, sono distinte in sei liste, per l'effetto che non sieno chiamate le guardie della lista posteriore, se non nel caso in cui l' anteriore fosse esaurita.

9. Queste liste comprendono.

1. I celibi, o vedovi senza figli,
2. I maritati senza figli,
3. I maritati con meno di tre figli,
4. I figli unici di padre vivente,
5. I maritati con tre figli o più,
6. I figli unici di madre vedova, e i vedovi con figli.

Fra le guardie che si trovano nella medesima lista, se il numero eccede il bisogno, la sorte decide.

10. Per verificare le circostanze di famiglia, e per giudicare sommariamente dei difetti fisici o malattie, allegate per farsi esentare dalla mobilizzazione, viene istituita per ogni Legione una Commissione mista, composta di un medico militare da destinarsi dal Generale in capo delle truppe, di due uffiziali della Guardia civica e di due medici, da destinarsi dal Comando generale della Guardia stessa.

11. Le quattro Commissioni si uniscono, sotto la presidenza del Generale in capo della Guardia civica, per fissare le norme da adottarsi in tali giudizii; e ciò indipendentemente dalle norme che sono state fin qui adottate e pubblicate.

12. Chi è chiamato a far parte della Guardia civica mobilizzata può farsi rimpiazzare da un sostituto, che sia guardia civica, dai 18 ai 45 anni, purchè però lo presenti subito, e purchè tal sostituto sia accettato dalla Commissione di Legione. In caso di diserzione del supplente, il supplito deve mobilizzarsi personalmente, o sostituire altra persona sotto le medesime condizioni. L'aversi fatto rimpiazzare nel servizio della Guardia mobilizzata non dispensa dal servizio ordinario della Guardia civica stazionaria.

13. Le guardie civiche mobilizzate, che non fanno parte della Compagnia dei bersaglieri, sono divise ed organizzate in otto compagnie. Quattro compagnie formeranno un battaglione. I due battaglioni formeranno una mezza legione, comandata da un tenente colonnello.

14. Le nomine dei graduati di compagnia si fanno secondo il regolamento organico. Quelle per i componenti gli stati maggiori si fanno egualmente, ma non sono definitive; sulla terna così formata, la scelta è riservata al Comando in capo delle truppe.

15. Nel conferimento dei gradi non si potrà far cadere la scelta che sopra guardie civiche mobilizzate.

16. Organizzata così la Guardia civica mobilizzata, vien posta sotto gli ordini del Comando in capo delle truppe, in conformità all'art. 170 del regolamento organico; è soggetta alle regole e discipline militari, e fruisce di tutti i vantaggi, diritti ed onori delle truppe.

17. Essa riceve il soldo e le somministrazioni in natura, come i soldati dell'esercito, dal giorno in cui è posta in attività fino a che dura la mobilizzazione, sebbene rimanga nel proprio Comune. Nelle riunioni delle truppe e della Guardia civica, quest'ultima avrà la precedenza.

18. Del contingente, di cui all'articolo 5, non sarà tratta alcuna parte dalle compagnie degli artiglieri civici, come sono ora costituite.

19. Queste compagnie sono poste a disposizione del Generale in capo dell'esercito, perchè se ne valga come venne fatto finora.

20. Cessa d'aver vigore il decreto governativo 17 agosto 1848 N. 186; e le presenti disposizioni dureranno fino al termine dell'attuale stato d'assedio.

21. Nel breve intervallo che occorrerà perchè la presente legge sia posta in vigore, la Guardia civica continuerà a prestarsi con l'usata premura in aiuto dell'esercito, ogni qual volta la difesa della patria contro il nemico lo chiegga.

22. Il Governo provvisorio è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Il Presidente
LODOVICO PASINI.

I Vicepresidenti
G. Minotto.
G. B. Varè.

I Segretarii
G. Pasini.
G. B. Ruffini.
A. Somma.
P. Valussi.

---

18 *Luglio.*

REGOLAMENTO

per i Consigli straordinarii permanenti di guerra e marina, istituiti in Venezia ed in Chioggia dalla Commissione militare con pieni poteri.

1. Con decreto 18 giugno a. c. N. 55 della Commissione militare con pieni poteri fu istituito in Venezia un Consiglio di guerra straordinario, il quale procede a tenore degli articoli 14 e 15 del decreto 6 aprile a. c. N. 5457 del Governo provvisorio, in quanto non vi è derogato dal presente Regolamento.

2. La giurisdizione del Consiglio suddetto, oltre alla città di Venezia, si estende ai Circondarii I, II, IV e V, mentre quella del III è deferita all'altro Consiglio straordinario, istituito in Chioggia col decreto 25 giugno a. c. N. 256 della Commissione predetta, e ciò senza riguardo al luogo dell'arresto dell'accusato.

3. Questi Consigli straordinarii di guerra sono permanenti, e si compongono di

1 Generale o colonnello, presidente
1 Tenente colonnello
1 Maggiore
1 Capitano
1 Tenente
1 Sergente
1 Auditore referente, il quale ha soltanto voto consultivo.

4. Giudicano definitivamente, qualunque sia il grado dell'accusato, di tutte le trasgressioni e di tutti i delitti militari di gravezza o di natura tale, da rendere necessario un esempio pronto ed efficace.

Giudicano pure dei fatti loro particolarmente attribuiti coi decreti della Commissione militare con pieni poteri 18 e 19 giugno, e 2 luglio a. c. N. 37, 66, 906, e di quant'altri per legge speciale o disposizione particolare fosse per demandare ad essi il giudizio.

5. L'investigazione preliminare è affidata interamente all'auditore, il quale fa tenere dal suo attuaro un protocollo di tutti i processi che verranno passati al Consiglio dalla Commissione militare con pieni poteri, e ne rimette un estratto giornaliero al presidente, cui spetta la conoscenza del servizio riferibile all'Ufficio.

6. Ultimata l'istruzione del processo, l'auditore ne dà parte al presidente, il quale determina l'ora in cui dovrà radunarsi il Consiglio, indi fa intimare all'accusato essere egli sottoposto al Consiglio straordinario permanente di guerra, e dispone affinchè per l'ora stabilita vi sia tradotto, e vi si presentino contemporaneamente il difensore, e i testimonii d'accusa e difesa.

7. Le 24 ore entro le quali, a senso dell'articolo 15 del decreto 6 aprile a. c. N. 5457, la procedura deve avere il suo compimento ed esecuzione, incominciano a decorrere dall'ora stabilita per l'adunanza, come all'articolo sesto.

8. Per l'ora medesima dovrà essere a disposizione del presidente del Consiglio un ufficiale di piazza, una scorta conveniente di gendarmi, ed un profosso.

9. Le sedute sono tenute pubblicamente, pubblici sono i dibattimenti, e pubblica è pure l'intimazione della sentenza.

10. Il presidente, fatti introdurre l'accusato col suo difensore, o da lui scelto, o nominatogli d'ufficio, ed i testimonii d'accusa e difesa, dichiara aperta la seduta.

L'auditore, premesse le ricognizioni personali, ove occorrano, ritira le generali dell'accusato, lo interroga sul fatto, in quanto non sia abbastanza chiarito, e dà quindi lettura di tutte le risultanze processuali.

Poscia concreta la incolpazione in brevi termini ed in via di escussione, ed assume a processo verbale le giustificazioni dell'accusato.

Si fa luogo al confronto coi testimonii di accusa, in quanto l'accusato lo chiegga, od il Consiglio lo esiga, e si sentono i testimonii a difesa.

Se per le introduzioni dell'accusato, o per domanda del difensore, sorgesse dubbio sul bisogno di ulteriori indagini, il presidente sospende la seduta, e, raccolto il Consiglio in Comitato segreto, propone a deliberare, sentito il voto dell'auditore, se o no si debbano verificare.

Ritenendosi l'affermativa, si dà subito corso, in presenza del Consiglio, alle nuove pratiche; esaurite le quali, fatti ricomparire l'accusato ed il difensore, l'auditore comunica l'esito delle medesime, e deduce le sue conclusioni sul titolo, sulla colpabilità e sull'articolo di guerra del quale chiede l'applicazione.

Se il Consiglio delibera invece negativamente, il presidente ripiglia la seduta annunciandolo, e l'auditore deduce senz'altro le sue conclusioni.

Terminate queste, s'interpella l'accusato se abbia nulla a soggiungere, e il difensore fa la sua perorazione.

Se più fossero gli accusati, dipende dalle deliberazioni del Consiglio il decidere se debbano essere sentiti separatamente, avuto riguardo all'indole del processo. Le conclusioni dell'auditore saranno sempre comulative.

Però trattandosi di più accusati, non deve la sorte dell'uno essere diversa da quella degli altri implicati nella stessa causa, sicchè, pel prossimo espiro del termine delle 24 ore, non può un accusato essere condannato dal Consiglio straordinario, e rimessi gli altri al giudizio ordinario.

Finita la difesa, il presidente, richiesti i membri del Consiglio se abbiano alcuna osservazione a fare, od alcuno schiarimento a ripetere, ordina che l'accusato sia ricondotto in custodia, e fa sgombrare la sala.

Se l'accusato durante il dibattimento non conservasse un contegno regolare e tranquillo, e vi persistesse in onta all'ammonizione fattagli dal presidente, viene subito allontanato, ed il giudizio ha il suo compimento senza il concorso del solo difensore.

11. Ridottosi il Consiglio in Comitato segreto, il presidente avvia la discussione sulle conclusioni dell'auditore.

Qualora venga ammessa la colpabilità, l'auditore propone la misura della pena, ed il Consiglio passa ai voti sulla medesima.

12. I membri del Consiglio pronunciano secondo la loro convinzione.

13. Nel raccogliere i voti, il presidente incomincia da quello dei membri del Consiglio, che è di grado inferiore, e continua progressivamente, facendoli registrare ad uno ad uno a protocollo, il quale viene chiuso col suo.

14. La sentenza si forma secondo la pluralità dei voti.

In caso di parità, è accordata la preferenza all'opinione più mite, ed ove non emerga una pluralità assoluta, il conchiuso si fa con quella opinione a cui più si accosta il complesso della votazione.

Per l'applicazione della pena di morte, si esige sempre la maggioranza assoluta.

15. La sentenza è dettata a protocollo dall'auditore sulle basi della votazione, è poscia firmata da tutti i membri del Consiglio e dall'auditore, e munita del suggello d'ufficio.

16. La sentenza viene tosto cogli atti rimessa, col mezzo del capitano o del tenente del Consiglio, alla Commissione militare con pieni poteri, per la sanzione e per l'ordine della pubblicazione.

Ottenuto ciò, si riapre la seduta, e fatto comparire l'accusato, gli si legge la sentenza, presenti tutti i membri del Consiglio. Dopo è consegnato all'ufficiale di piazza.

Il Consiglio può però delegare la pubblicazione all'auditore, nel qual caso sarà fatta nella casa d'arresto.

17. L'esecuzione della sentenza spetta al Comando di piazza, coll'avvertenza che deve avere il suo effetto prima che spirino le 24 ore computate come sopra.

18. La sentenza pronunciata dai Consigli di guerra straordinarii permanenti e sanzionata dalla Commissione militare, è inappellabile.

19. L'articolo 16, del decreto 6 aprile a. c. N. 5457 del Governo provvisorio, e qualunque altra legge penale militare e di procedura, anteriore al 22 marzo 1848, sono abrogati.

20. Gli articoli di guerra, pubblicati dal Governo provvisorio col decreto 21 luglio 1848, costituiscono l'unica legge applicabile dai Consigli straordinarii permanenti di guerra.

21. Avendo la Commissione militare con pieni poteri, con decreto 3 luglio corrente N. 898, deferito al Comando del III. Circondario la decisione riservatasi col decreto 21 giugno a. c. N. 121, esso subentra

rispettivamente al Consiglio straordinario permanente di Chioggia in tutti i rapporti, nei quali, pel presente Regolamento, la Commissione è posta col Consiglio straordinario permanente in Venezia.

Venezia 14 luglio 1849.

La Commissione militare

GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*
GIROLAMO ULLOA.
GIUSEPPE SIRTORI.
FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il Segretario generale
L. Seismit Doda.

---

16 *Luglio.*

IL GOVERNO NAZIONALE UNGHERESE AL POPOLO.

La patria è in pericolo! Cittadini della patria! All'armi! All'armi! Se credessimo di poter salvare la patria coi mezzi ordinarii, non proclameremmo ch'ella è in pericolo. Se stessimo alla testa di una nazione fanciullesca, vile, che piena di spavento preferisse di perire piuttosto che difendersi, ci guarderemmo dal sonare la campana a stormo in tutto il paese. Ma poichè sappiamo che le popolazioni nella nostra patria formano una nazione maschia, che ha fatto i suoi calcoli quando decise di difendersi dall'oppressione più empia, poniamo da parte l'abbellire, il celare, l'ammantare, indegno di noi e della nazione, e gridiamo apertamente e senza riguardo al paese che la patria è in pericolo. Perchè siamo certi che la nazione è capace di difendere sè stessa e la sua patria, le manifestiamo il suo pericolo in tutta la sua estensione, ed eccitiamo in nome di Dio e della patria la nazione a guardare arditamente il pericolo in faccia, ed ogni cittadino a prender le armi. Non vogliamo lusingare o tenere a bada con isperanze; ma diciamo direttamente ed apertamente che, se tutta la nazione non si solleva con maschia risolutezza per difendersi fino all'ultimo estremo, tutto il nobile sangue finora sparso fu inutile, vano fu ogni sforzo precedente, la nostra patria e la nostra nazione perirà; e sul terreno, in cui riposano le urne de' nostri padri, che il cielo ha destinato in libero retaggio ai nostri nipoti, su questo terreno il *knout* russo dominerà sopra un popolo ridotto a schiavitù. Sì, lo diciamo apertamente e senza riguardo: se il popolo non si difende con forza unita, dovrà perire di fame: chi non è colpito dalle armi del barbaro nemico, deve perire di fame, perchè i selvaggi russi non mietono soltanto il frutto delle vostre fatiche, le spiche già mature alla messe, ma, lo facciamo sapere al popolo con cuore grondante sangue, la feroce schiera russa, che irruppe con tante forze nella nostra patria, taglia, sega, o calpesta coi piedi e adopera per letto, anche le spiche immature. Così essa procede trucidando e devastando, e lascia dietro

di sè assassinii, fiamme, fame e miseria. Ove arrivano le selvagge orde russe, il popolo ha seminato e coltivato indarno; torme di masnadieri stranieri distruggono i frutti delle vostre sanguinose fatiche. Ma, nella fiducia da noi riposta nel Dio della giustizia, noi dichiariamo che il pericolo può diventar micidiale per la nostra patria soltanto quando il popolo si contenga vilmente; ma che invece se si solleva coraggiosamente per difendere la sua patria, i suoi focolari, la sua famiglia, le sue messi e la propria vita, e si arma di falci o di scuri, di bastoni o anche soltanto di sassi, il popolo è forte abbastanza, e le orde russe, condotte nella nostra bella patria dall'... (1) imperatore austriaco, saranno distrutte fino all'ultimo uomo dalle braccia vendicatrici del libero popolo ungherese. Se volessimo nascondere o impicciolire il pericolo, non lo storneremmo tuttavia dal capo di alcuno. Però, esponendo così senza riguardo alla nazione il vero stato delle cose, la facciamo padrona della propria sorte. Se nel popolo è forza vitale, egli salverà sè stesso e la patria. Se invece, colpito da vile timore, rimane inoperoso, perirà senza remissione. Chi non si aiuta, nemmeno Iddio l'aiuta. Quindi nel sentimento del nostro dovere, facciamo sapere a tutti gli abitanti dell'Ungheria che il .... imperatore austriaco ci manda addosso le barbare orde russe. Facciamo loro sapere che un esercito russo di 46,000 uomini è entrato dalla Gallizia, per Arva, Zips, Saros e Zemplin, nella nostra patria, e, combattendo incessantemente, si avanza sempre più. Facciamo loro sapere che, oltre a ciò, anche in Transilvania sono entrate truppe russe dalla Bucovina e dalla Moldavia, colle quali il nostro esercito ha già avuto combattimenti sanguinosi. Facciamo loro sapere che in Transilvania, per la fiducia nel soccorso russo, è nuovamente scoppiata la rivoluzione valacca, e che anche il .... imperatore austriaco ha raccolte le sue ultime forze per isterminare la nazione ungherese. Facciamo inoltre sapere ai nostri concittadini che quantunque sia certo, come Dio è in cielo, che se i Russi avessero a riuscire a sottomettere la nostra patria ungherese, ne deriverebbe la schiavitù di tutti i popoli d'Europa, tuttavia non possiamo sperare alcun soccorso dall'estero; perchè i regnanti tengono soggiogata la simpatia dei loro popoli, i quali muti e inetti stanno spettatori della nostra giusta lotta. Non possiamo adunque sperare in altri che nel giusto Iddio e nelle nostre proprie forze; ma, se non ci gioviamo delle nostre proprie forze, anche Iddio ci abbandonerà. Ci stanno incontro giorni difficili; però, se guardiamo loro in faccia coraggiosi, la nazione deve aspettarsi libertà, felicità, prosperità e gloria. Le vie della divina Provvidenza sono nascoste; essa conduce i popoli alla felicità per mezzo a tentazioni e patimenti. La lotta dell'Ungheria non è più una lotta soltanto nostra. È la lotta della libertà dei popoli contro la tirannia. La nostra vittoria o la nostra sconfitta sono la vittoria o la sconfitta della libertà dei popoli. Dio ci ha eletti perchè, colla nostra vittoria, liberassimo i popoli dalla schiavitù

(1) Qui ed altrove, come si vedrà in progresso, l'austriaca *Gazzetta d'Augusta* ha avuto certamente ribrezzo di riferire un epiteto, che non sarà stato troppo onorevole per la maestà del piccolo imperatore.

del corpo, come Cristo ha liberato l'umanità dalla schiavitù dello spirito. Se noi trionfiamo dell'orde cacciateci addosso dai tiranni, diverranno liberi, in conseguenza della nostra vittoria, l'Italiano, il Tedesco, il Czeco, il Polacco, il Valacco, lo Slavo, il Serbo ed il Croato. Se soccombiamo, tramonta la stella della libertà per tutt'i popoli. Questo sentimento valga a rinforzare nel nostro petto la volontà risoluta ed a temprare la forza delle nostre falci; questa forza salvi ai nostri figli la loro patria, salvi l'albero vivifico della libertà, che, se dovesse cadere per la nostra viltà sotto la scure maledetta da Dio dei due tiranni imperiali, non metterà mai più radici. Popoli d'Ungheria! Volete morire sotto la spada sterminatrice del Russo feroce? Se nol volete, difendetevi! Volete vedere i Cosacchi del remoto settentrione calpestare i cadaveri contaminati dei vostri padri, delle vostre mogli, dei vostri figli? Se nol volete, difendetevi! Volete che una parte dei vostri concittadini sia strascinata nella rimota Siberia, o nella guerra straniera del tiranno, e che l'altra s'incurvi nel giogo sotto la sferza del Russo? Se nol volete, difendetevi! Volete vedere i vostri villaggi in preda alle fiamme, le vostre messi segate e calpeste? Volete morire di fame sul terreno, che avete coltivato con sudori di sangue? Se nol volete, difendetevi? . . .

Segue poi la speciale organizzazione della *crociata* contro le *orde selvaggie* (i Russi.) Il popolo deve essere chiamato alle armi dal pulpito e colle campane. Chi non ha fucile, dia mano alla falce o alla scure. « Non è ungherese ma un misero *czudar*, chi vuole scegliere le armi e non si difende con quanto gli capita fra le mani. » Ove compariscono i Russi, la campana deve chiamar subito gli armati sulla piazza. » In quei luoghi poi, ove l'orda selvaggia è già passata, il popolo si sollevi in massa dietro le sue spalle e sterminì i Cosacchi, soliti a cavalcare disordinati, e le altre più piccole torme d'armati, rimasti addietro. Il popolo dee specialmente darsi premura di non lasciar riposare in alcun luogo il nemico di notte, ma di balzargli addosso sempre all'improvviso, ritirarsi e poscia attaccar di nuovo, e ciò incessantemente; inquietarlo di continuo col suono delle campane, affinchè non trovi un momento di riposo sul terreno, ch'esso sì empiamente attaccò. Ove si presenta il nemico, tutte le provvigioni, il bestiame, il vino e l'acquavite devono essere nascoste nelle caverne dei monti o dietro le paludi, affinchè egli debba morire di fame. Prima che il nemico occupi un villaggio, deve allontanarsene ogni creatura vivente, e poichè esso lo ha occupato, uomini coraggiosi dovrebbero accendergliene i tetti sul capo, acciocchè quelle orde selvagge o cadano preda delle fiamme, o siano almeno impedite nel loro riposo. Nel principio di questo secolo, allorchè Napoleone attaccò l'impero russo, i Russi si sono in tal modo salvati dal soccombere. Noi poi vediamo in ogni modo che il nemico, ammazzando ed incendiando, devasta tutto; e sappiamo quante città e quanti villaggi furono ridotti in cenere dalle micce nemiche. In questi giorni appunto la soldatesca austriaca, dopo di aver attaccato gl'inermi abitanti di Bösarkany, nel Comitato di Oedenburg, ne incendiò tutte le case, dalla prima all'ultima. Se adunque tutto dev'esser distrutto dalle fiamme, ciò avvenga almeno mentre il nemico vi soggiorna dentro. Se vinciamo

avremo una patria, ed i villaggi distrutti rifioriranno di nuovo: ma, se dobbiamo esser vinti, tutto andrà distrutto ugualmente, perchè è una guerra d'esterminio quella che essi conducono contro di noi. » Finalmente si chiude nel modo seguente:

« Chi attacca colle armi la patria, è un nemico; ma chi non adempie al suo dovere di difenderla, è un traditore della patria e sarà considerato tale dalla patria e dal governo. La nazione ha ancora d'uopo d'un solo sforzo potente, e poi la patria è salva per sempre: ma, se il popolo non adempie fedelmente al suo dovere nel senso di questo proclama, la patria è perduta irremissibilmente. Il paese è in pericolo! Noi abbiamo un esercito valoroso, pieno di coraggio e deciso di morire per la libertà, che ascende a circa 200,000 uomini, eroi ispirati dalla libertà, ai quali non si possono paragonare quegli schiavi assoldati, perchè quelli stanno nel raggio di Dio e questi sono i custodi delle tenebre; tuttavia questa pugna non è quella di due campi nemici, ma una pugna della tirannia contro la libertà, dei barbari contro tutta la nazione libera. Quindi il popolo stesso dee sollevarsi coll'esercito; e se questi milioni d'uomini secondino il nostro esercito, abbiamo acquistata la vittoria e la libertà a noi ed a tutta l'Europa. Popolo potente, gigantesco dà adunque di piglio alle armi, unito coll'esercito! Ogni cittadino corra all'armi! all'armi! Così la vittoria è certa, ma soltanto così. Perciò noi disponiamo ed ordiniamo una leva in massa generale per la libertà, in nome di Dio e della patria.

Dato in Buda-Pest 27 giugno 1849.

LUIGI KOSSUTH, *governatore.*
Bartol. Szemere — Ladisl. Csany — Arturo Görgey — Sab. Vukovich — Casimiro Batthyrany — Michele Horvat — Franc. Duschek. »

19 *Luglio.*

PROTESTA

DEI NAPOLETANI RESIDENTI IN VENEZIA.

Alcuni, soliti usare tutti i mezzi atti a spargere dissensioni e malumori, in momenti in cui si ha bisogno del più grande accordo tra i differenti ordini di cittadini, austriacanti od invidi, fanno ad arte correre la calunniosa voce che i Napoletani qui residenti, i quali divisero finora i disagi ed i pericoli di questa classica terra coi nativi suoi abitanti e con gli accorsi da tutte le parti d'Italia, intendessero approfittare dell'amnistia ch'essi dicono concessa dal Re di Napoli ai compromessi nei movimenti politici di quel paese. Quindi i Napoletani tutti, qui residenti, dichiarano infami e calunniose tali voci, mentre essi non abbandoneranno questa terra, se non quando ne vedranno assicurate le sorti.

20 *Luglio.*

L'ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI DELLO STATO DI VENEZIA

IN NOME DI DIO E DEL POPOLO

Considerando essere necessario che le forze della Marina militare di Venezia siano proporzionate ai suoi alti doveri ed alle grandi speranze che in lei ripone la patria,

Decreta:

1. Per supplire al servizio della Marina militare, sono chiamati 600 individui, i quali s'intenderanno obbligati soltanto fino al termine della guerra.

2. Questi individui saranno tratti da tutto lo Stato, cioè da questa città, da quella di Chioggia, dalle isole e dai litorali, fra la classe dei cittadini abitanti attualmente nello Stato, dell'età di 18 a 45 anni, soggetti per la legge 25 luglio 1806 alla inscrizione marittima, siano o no inscritti nelle matricole dei Capitanati del porto di Venezia e di Chioggia.

3. A tale effetto il Governo disporrà per la immediata apertura d'un registro di prenotazione nei giorni e nelle ore, nei luoghi e presso quelle Autorità, che troverà opportuno di assegnare all'uopo; nel quale registro saranno chiamati e tenuti ad inscriversi tutti i cittadini menzionati nell'articolo precedente.

4. La divisione del contingente sarà eseguita, sommando il numero di guardie civiche mobilizzate per il Comune di Venezia col decreto 19 luglio, ed il numero di uomini di mare richiesti colla presente legge; poscia cercando quale sarebbe insieme il contingente di cadaun Comune in proporzione de' suoi abitanti, e imputando nel contingente complessivo del Comune di Venezia le guardie civiche mobilizzate col citato decreto. Gli altri Comuni forniranno il loro contingente esclusivamente con uomini di mare.

5. La mancanza all'inscrizione porta per assoluta conseguenza l'arruolamento forzato dell'inobbediente a qualunque servizio militare, quand'anche per fisiche imperfezioni fosse inetto al servizio della Marina.

6. Da quest'obbligo d'inscrizione, sotto la forza delle comminatorie dell'articolo precedente, non sono dispensati quelli, che avessero prestato anteriore servizio nella Marina di guerra, e nemmeno gli attuali artiglieri sussidiarii di Chioggia e Pellestrina, che non appartengono ad un corpo militare regolarmente organizzato.

7. Al contrario, non sono obbligati all'inscrizione:

1. Quelli che servono come operai organizzati nell'Arsenale di guerra;

2. I seguenti operai non compresi nella suddetta organizzazione: falegnami di nave, fabbri-ferrai da grosso e macchinisti, foratori, calafati e velai, salva al caso la loro chiamata ne' porti, secondo le regole prescritte per la chiamata de' marinai; ed inoltre

5. I militari di terra di qualunque arma, finchè si trovano in attualità di servizio nell'armata, come pure le guardie civiche che saranno mobilizzate in forza del decreto di quest'Assemblea del giorno 19 corr.

8. Compiuta la inscrizione di tutti gl'individui obbligati, una o più Commissioni miste, civili e militari, nominate d'accordo dal Governo e dalla Commissione militare con pieni poteri, faranno la scelta di quelli atti al servizio, perchè siano di mano in mano consegnati alla Marina di guerra fino alla concorrenza del numero sopra fissato.

9. La scelta seguirà con l'ordine e sopra le sei liste seguenti:

a) In prima lista si comprenderanno tutti i celibi,
b) In seconda lista i vedovi senza figli,
c) In terza lista gli ammogliati senza figli,
d) In quarta lista gli ammogliati con meno di tre figli,
e) quinta lista gli ammogliati con tre o più figli,
f) In sesta lista i vedovi con figli.

10. All'obbligo del servizio sono indistintamente tenuti tutti quelli, che non hanno visibili imperfezioni fisiche o malattie croniche.

11. Fino al saldo del contingente, le scelte saranno fatte nelle dette liste progressivamente, seguendo pegli individui l'ordine che verrà determinato dalla sorte.

12. Le inscrizioni nei registri di prenotazione dovranno quindi seguire con riguardo alle liste, delle quali all'articolo 9.

13. Gl'individui inscritti nel registro di prenotazione, che si sottraessero in qualunque modo alla successiva presentazione per la scelta, incorreranno nella pena comminata all'articolo 5. della presente legge.

14. Alle famiglie di quelli, sui quali sarà caduta la scelta, verrà tosto e senza distinzione accordata una sovvenzione di lire 12 correnti.

15. Tutti gli arruolati alla Marina di guerra in forza della presente legge hanno diritto allo stesso trattamento di quelli che vi si trovano in attualità di servizio.

16. A quelli che avessero servito nel tempo anteriore alla presente legge, saranno conservati i gradi indicati nel rispettivo loro congedo, quand'anche il grado fosse stato provvisorio.

17. Andranno a sconto del contingente gl'individui, che si presentassero volontarii all'arruolamento.

18. Ogni operazione relativa a questa leva dovrà essere compiuta al più tardi entro il giorno 5 di agosto p. v.

19. Il Governo e la Commissione militare con pieni poteri, ciascheduno in ciò che li concerne, sono incaricati della esecuzione del presente decreto, il quale sarà stampato, affisso ne' pubblici luoghi, e letto dall'altare.

Il Presidente
LODOVICO PASINI.

I Vicepresidenti
G. Minotto.
G. B. Varè.

I Segretarii
G. Pasini.
G. B. Ruffini.
A. Somma.
P. Valussi.

20 *Luglio.*

In aggiunta all'ordine del giorno 11 corrente, nel quale si pubblicarono i nomi di quelli che si distinsero nel respingere il nemico, che assaliva il gran piazzale la notte del 6 al 7, il Comando in capo, dietro i rapporti ricevuti dai superiori immediati che si trovavano sul luogo, rende pubblico encomio al capitano d'artiglieria marina Andreassi, non meno che ai cannonieri Ignazio Segati, Della Valle Casimiro, Baso Pietro e Piovesan Giosuè, i quali a quell'occasione si sono comportati con sommo valore.

Il presidente della Commiss. milit. e comand. in capo le truppe
GUGLIELMO PEPE.

20 *Detto.*

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI
DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 19 luglio 1849.

Presidenza del citt. Lodovico Pasini.

La seduta è aperta alle ore 1 e 1/2.

Letto ed approvato il processo verbale della precedente adunanza, il *presidente* partecipa all'Assemblea che il rappresentante Lunghi, ed il rappresentante presidente del Governo Daniele Manin, per essere malati, non possono assistere all'odierna adunanza.

Si annunzia che il rappresentante Balbi ha deposto sul banco della presidenza una proposta per la nomina di una Commissione di 4 individui, scelti fra i più capaci ed onesti cittadini, 2 militari e 2 civili, sotto la presidenza del Generale in capo Guglielmo Pepe, col nome di Commissione d'incoraggiamento, la quale debba eccitare e mantenere vivi l'interesse e l'amore di patria nelle milizie e nel popolo.

Il *presidente:* Si deve ora passare alla presa in considerazione della seguente proposta del rappresentante Errera.

« A datare dal giorno .... (*tre o cinque giorni dopo la promulgazione della legge*) sono tolte le sospensioni accordate dal decreto 23 giugno 1848 N. 1890 relativo agli effetti cambiarii, le quali col decreto 2 agosto successivo erano state indefinitamente prorogate per tutti li contratti cambiarii avvenuti sino a quel giorno.

« In conseguenza di ciò saranno nel suddetto giorno protestabili tutti gli effetti cambiarii, che erano in corso del termine indicato al § 1. del detto decreto 23 giugno 1848, e comincierà a decorrere da quel giorno il termine prefisso dalle leggi vigenti per l'esercizio dei diritti di regresso, e per la procedura privilegiata del precetto, sospeso cogli articoli 2. e 3. del decreto medesimo. »

Il *rappresentante Errera:* aggiunge alcuni schiarimenti, alla sua

proposta, che viene presa in considerazione e rimessa alla Commissione permanente di legislazione.

Il *presidente:* Invito il relatore a leggere il rapporto sulla proposta del rappresentante Varè di mobilizzare una parte della Guardia civica.

Il *rappresentante Errera:* È stata deposta sul banco della presidenza una proposizione di cinque membri.

Il *presidente*: Fu deposta; ma non sarebbe ora il momento di parlarne.

Trattasi della domanda, fatta da cinque rappresentanti, che la *discussione relativa al secondo oggetto* dell'ordine del giorno, pei delicati interessi che involve, debba seguire in adunanza generale segreta. Ora l'art. 44 del Regolamento dichiara che la discussione viene aperta soltanto dopo la lettura del rapporto. Dopo questa lettura pertanto si porrà ai voti la domanda già fatta da' cinque rappresentanti, a meno che non sia fatta ora da altri cinque una nuova domanda di ridursi in adunanza segreta.

Il *rappresentante Minotto*: Per parte mia dichiaro che il rapporto, essendo stato fatto per esser letto in pubblica adunanza, deve essere letto in pubblico.

I membri della Commissione domandano di concertarsi di nuovo fra loro per pochi istanti.

Poscia, il *rappresentante Adolfo Benvenuti, relatore,* legge il rapporto, ch'è del tenore seguente:

Eletto dai suffragii della vostra Commissione a sostenere le funzioni di suo relatore, me repugnante ed avverso alla opportunità della proposta legge di mobilizzazione, vengo a questa bigoncia per recarvi la espressione del suo avviso, e le pratiche condotte perchè il suo giudizio fosse il meglio fondato e coscienzioso.

Primo dovere della Commissione fu quello di ricercare onde avesse avuto le mosse quella proposta di legge fatta dal rappresentante Varè, la quale, annullando le forme e gli effetti della legge messa in pratica fino dal mese di agosto del passato anno, voleva che nuove forme e nuovi ordinamenti fossero dati. — E però seppe essere questo un bisogno espresso dalla Commissione di guerra a pieni poteri, e le dichiarazioni di essa confermarono il fatto, e determinarono la misura di tale bisogno. — Interrogò i capi della Guardia cittadina, domandò al Governo civile schiarimenti che le erano necessarii, analizzò ogni cosa e venne a questo risultato di giudizii.

Convennero unanimi nella necessità e nella disposizione della Guardia civica, per quantunque diminuita nelle sue file pei cittadini che servono nei diversi corpi di terra e mare, di secondare le domande della Commissione militare per ciò che spetta al numero di militi richiesti, ma dissentono nella forma.

Quattro degli eletti da voi per l'esame della proposta, l'accettarono.

Due, sebbene avversi alla opportunità del provvedimento, ed io fra questi, la subirono come condizione imposta perchè sia mantenuta come si conviene la difesa dagli attacchi esterni.

Tre rifiutarono di aderirvi perchè la credettero pericolosa.

Ora egli importa di rendere ragione più minuta di questo risultato

delle opinioni nostre, affinchè siano scorta alle vostre discussioni, alle deliberazioni vostre.

I quattro, che costituiscono la maggioranza relativa, ritennero che siccome il principale scopo è la difesa contro il nemico, così debba essere senz'altro ammessa la proposta del Varè, dacchè la Commissione militare crede che la mobilizzazione a rigore di legge, nei limiti dai 20 ai 30 anni, sia necessaria a conseguire questo scopo, cui ogni altro vuole essere posposto. — Il contingente avventizio per turno che viene offerto, non assicura soldati bastantemente formati ed atti a respingere un attacco, e non credono reale e certamente rimediato dalla proposta legge il temuto disordine della disorganizzazione della rimanente Guardia civica.

Opposero i tre dissenzienti, che la costituzione attuale della Guardia cittadina, della quale si ebbe ed ha continuo bisogno, soffrirebbe dalla nuova mobilizzazione tale un disgregamento da renderne difficile l'uso nell'interno, e le torrebbe troppo di sua forza: che la operazione richiesta per condurre a buon risultato questa separazione, a termini di legge, della porzione dei cittadini che sono compresi nei limiti dall'età assegnati, sarebbe cosa lunga e malagevole nello stato attuale.

All'incontro, il continuare a fornire al Comando militare, come fece per lo addietro, un contingente, foss'anco più forte, di quei mobilizzati che diede la operazione dello scorso anno, e cambiarli a determinati intervalli, sarebbe possibile; anzi se ne tengono sicuri, conoscendo da lunga stagione lo spirito della Guardia. — Ogni altro provvedimento, specialmente avendo luogo l'acquartieramento ed assoluto distacco dei mobilizzati dal corpo della Civica, lo credono pericoloso, fors'anche di prossimo pericolo, e non saprebbero ammetterlo.

Gli altri due membri della Commissione dividono lo stesso timore dei tre soprannotati. Considerando però che il pericolo temuto è incerto, mentre la Commissione militare parla invece di un pericolo certo, e considerando che dichiarava essa che, dove non fosse fatto luogo alla sua domanda, dovrebbe rassegnare il suo mandato, non poterono esitare a scegliere dei due mali quello che si appalesa minore e più lontano, ed accedettero alla proposta dei quattro.

In tale discrepanza di opinioni, e prevalendo la maggioranza per l'ammissione della proposta Varè, anche i membri dissenzienti concorsero nel determinare le basi e le norme della mobilizzazione, nel caso fosse per essere adottata dall'Assemblea.

Sono esse rifuse in un'apposita legge, di cui vi sarà fatta lettura, e che si circoscrive alla Guardia civica di Venezia, per non aggiungere nuovo peso a quello della leva di mare che sta per essere proposta sugli abitanti dell'estuario.

Ecco il tenore del progetto di legge:

» Considerando la necessità di dare un ordinamento più stabile e più efficace al concorso volonterosamente prestato dalla Guardia civica mobilizzata nella difesa del paese e dei forti;

Considerando che tale ordinamento dev'essere fatto col minor sacrifizio possibile per i cittadini, e senza scapito degli altri ordinarii doveri della Guardia civica;

Considerando in conseguenza, che si richiedono alcune modificazioni al decreto di mobilizzazione pubblicato dal Governo provvisorio il 17 agosto 1848;

Decreta:

1. Tutte le esenzioni e tutti i permessi, finora accordati da qualsiasi autorità pel servigio della Guardia civica, sono annullati.

2. Ogni cittadino fra i 18 ed i 55 anni, non contemplato dagli articoli 12 e 13 del Regolamento organico 20 maggio 1848, deve presentarsi entro 48 ore dalla pubblicazione di questo decreto al Comando della rispettiva legione per assumere il servigio nella compagnia cui appartenesse o cui fosse destinato.

3. Chi manca all' esecuzione di questo dovere sarà incorporato nella truppa di linea.

4. Anche i cittadini contemplati dai due articoli sopraccennati devono presentarsi entro lo stesso termine al Comando di Legione, per far constare il proprio diritto, della cui verità e giustizia giudica sommariamente una Commissione mista, istituita per ogni legione dal Comando generale. Quanto alla lettera *d* dell' articolo 13 del Regolamento, la Commissione non sarà obbligata ad attenersi al giudizio dei preposti alla pubblica beneficenza.

5. La mobilizzazione della Guardia civica per la difesa dello stato contro il nemico che assedia, è fissata a 1000 uomini, più il relativo numero d' ufficiali, e ciò pel Comune di Venezia.

6. Andranno a sconto dei 1000 uomini:

a) La Compagnia dei bersaglieri civici già mobilizzata;

b) Tutti quegli addetti alla Guardia civica dai 18 ai 55 anni, che si presentassero volontarii a questo servizio di mobilizzazione per la difesa della patria.

7. A compiere il numero di 1000 uomini, la mobilizzazione è obbligatoria per la sola prima classe, di cui parla l' articolo 167 del Regolamento organico, cioè per gl' individui tutti della Guardia attiva e della riserva, i quali, nel giorno da cui è datato il presente decreto, sono fra i 20 ed i 30 anni compiuti.

8. Sono eccettuati gli ufficiali e i sergenti maggiori delle compagnie, come pure i componenti gli stati maggiori di legione o battaglione.

9. Le guardie civiche soggette alla mobilizzazione obbligatoria come all' art. 7, sono distinte in sette liste per l' effetto che non siano chiamate le guardie della lista posteriore, se non nel caso in cui l' anteriore fosse esaurita.

10. Queste liste comprendono:

1. I celibi, o vedovi senza figli.
2. I maritati senza figli.
3. I maritati con meno di tre figli.
4. I figli unici di padre vivente.
5. I maritati con tre figli o più.
6. I figli unici di madre vedova.
7. I vedovi con figli.

Fra le guardie che si trovano nella medesima lista, se il numero eccede il bisogno, la sorte decide.

11. Per verificare le circostanze di famiglia, e per giudicare sommariamente dei difetti fisici o malattie allegate per farsi esentare dalla mobilizzazione, viene istituita per ogni legione una Commissione a cura del Comando generale.

12. Le quattro Commissioni si uniscono sotto la presidenza del generale in capo per fissare le norme da adottarsi in tali giudizii, e ciò indipendentemente dalle norme che sono state fin qui adottate e pubblicate.

13. Chi è chiamato a far parte della Guardia civica mobilizzata, può farsi rimpiazzare da un sostituto che sia guardia civica dai 18 ai 45 anni, purchè però lo presenti subito, e purchè tal sostituzione sia accettata dalla Commissione di legione. In caso di diserzione del supplente, il supplito deve mobilizzarsi personalmente, o sostituire altra persona sotto le medesime condizioni.

L' aversi fatto rimpiazzare nel servizio della guardia mobilizzata non dispensa dal servizio ordinario della guardia civica stazionaria.

14. Le guardie civiche mobilizzate, che non fanno parte della Compagnia dei bersaglieri, sono divise ed organizzate in 8 compagnie.

Quattro compagnie formano un battaglione.

I due battaglioni formano una mezza legione, comandata da un tenentecolonnello.

15. Le nomine dei graduati di compagnia si fanno secondo il Regolamento organico. Quelle per i componenti gli stati maggiori si fanno egualmente, ma non sono definitive: sulla terna così formata, la scelta è riservata al Comando in capo delle truppe.

16. Si può far cadere la scelta sopra gli ufficiali ora in attività nella Guardia civica stazionaria. Se questi sono fra i 20 ed i 30 anni, devono accettare: altrimenti hanno libertà di accettazione o rifiuto.

17. Organizzata così la Guardia civica mobilizzata, vien posta sotto gli ordini del Comando in capo delle truppe, in conformità all' art. 170 del Regolamento organico; è soggetta alle regole e discipline militari, e fruisce di tutti i vantaggi, diritti ed onori delle truppe.

18. Essa riceve il soldo e le somministrazioni in natura come i soldati dell'esercito, dal giorno in cui è posta in attività, e fino a che dura la mobilizzazione, sebbene rimanga nel proprio comune.

19. Le due Compagnie di artiglieri, scemate di quelle Guardie che saranno mobilizzate in forza di questo decreto, sono però conservate con le solite loro attribuzioni. Gli artiglieri soggetti alla mobilizzazione seguono la legione del loro domicilio.

20. Cessa d' aver vigore il decreto governativo 17 agosto 1848, n.° 186, e le presenti disposizioni dureranno sino al termine dell' attuale stato d' assedio.

21. Nel breve intervallo che occorrerà perchè la presente legge sia posta in vigore, la Guardia civica continuerà a prestarsi con l'usata premura in aiuto dell'esercito, ogni qualvolta la difesa della patria contro il nemico lo chiegga.

22. Il Governo provvisorio è incaricato dell' esecuzione del presente decreto. »

Il *presidente:* Secondo l'art. 54 del Regolamento, domando all'Assemblea di fissare il tempo della discussione.

Molte voci: Subito, subito.

Il *presidente:* Metto ai voti di far subito la discussione.

L'Assemblea adotta che debba tosto seguire la discussione.

Il *presidente:* Secondo il Regolamento, chieggo ora all'Assemblea se vuole che la discussione segua in adunanza segreta, come propongono cinque rappresentanti.

Per alzata e seduta, è decisa la pubblicità della discussione.

Il *presidente:* La discussione è aperta sulla proposta Varè. Il rappresentante De Giorgi ha la parola.

Il *rappresentante de Giorgi:* La Commissione, nel suo rapporto, per quanto ho potuto rilevare da una sola lettura, si è fatta carico di esaminare tutti gl'inconvenienti, che presenta così l'ammissione, come la reiezione della proposta. Io credo, per altro, che la questione debba essere riguardata da un punto di vista un po' più elevato, che non sia quello di esaminare gl'inconvenienti, ch'essa può importare.

Il Regolamento organico della Guardia civica, all'articolo 1. dice:

« Suo scopo è di vegliare al mantenimento dell'ordine, della tranquillità e sicurezza pubblica — di procacciare l'obbedienza alle leggi. »

Oltre questo scopo principale ne accenna un ultimo, di coadiuvare all'uopo coll'armata per la conservazione dell'integrità del territorio dello stato.

Il Titolo II della legge stessa, che tratta della mobilizzazione, dice:

« In tempo di guerra ed ogni qualvolta la Guardia civica dovrà essere mobilizzata, saranno osservate le seguenti norme:

«. I. Saranno chiamati a formar parte della Guardia mobile tutti gl'individui della Guardia civica attiva e della *riserva* compresa fra gli anni 20 e gli anni 40 compiuti.

« II. Questi saranno divisi in due classi. Nella prima saranno compresi quelli dai 20 anni compiuti fino ai 30.

« Nella seconda quelli da 30 ai 40. »

L'articolo 170 dice:

« Allorquando la Guardia civica è mobilizzata ed unita all'esercito, è subordinata al ministero della guerra, ed è soggetta alle regole e discipline militari; in tal caso fruisce di tutti i vantaggi, diritti ed onori delle truppe. »

L'articolo 172 dice:

« La Guardia civica non può essere mobilizzata che in forza di una legge del Governo, e solo per un tempo determinato. »

Questa è la legge sussistente, che non fu abrogata, che fu anzi ammessa in pratica col decreto 17 agosto dell'anno passato.

Se dunque è necessario mobilizzare la Guardia civica, senza dire che questa mobilizzazione è già in corso e che non si tratterebbe d'altro che di aumentare il numero, se fa bisogno, di guardie mobilizzate, pare che la regola naturale da seguire, se si vuole osservare la legge, sia quella di richiamare il Governo all'esatta esecuzione della legge, tale quale è fatta.

Ma osservo che, in altri casi, la istituzione della Guardia civica ha uno scopo principalissimo, quello cioè di mantenere la tranquillità, la sicurezza e l'ordine interno. Per questo suo scopo principale essa diventa il mezzo del quale dispone il potere esecutivo per adempiere l'incarico affidatogli.

Noi siamo in condizioni eccezionali riguardo alla forma di governo. Noi abbiamo un potere civile ed un potere militare.

Quando la Guardia civica è mobilizzata, ne spetta il comando immediato all'autorità militare. Siccome poi quest'autorità militare non è un ministero che faccia parte del Governo, ma è un'autorità a pieni poteri, la Guardia civica viene interamente sottratta al suo potere naturale, è deviata dallo scopo primo, a cui si fa allusione ....

Alcune voci: Una parte soltanto.

Il *rappresentante De Giorgi*: Una parte certamente, ma la parte migliore, la parte vitale della Guardia civica. (*Rumori.*)

Signori, ho la coscienza di dire cose ragionevoli. Starà all'Assemblea pesarle, e dare il suo voto secondo coscienza.

Quando il Governo mobilizza una parte della Guardia civica, se vi fosse bisogno, la richiamerebbe ad adempiere il suo fine principale. Se togliamo questo al Governo, come lo terremo responsabile del mantenimento dell'ordine? quando gli manca parte dei mezzi, o tutti i mezzi di cui può disporre? Io credo che questa sia una considerazione che non ci debba sfuggire, perchè si tratta, niente meno, di distruggere la natura essenziale della Guardia civica, cioè non per la mobilizzazione in

sè stessa, ma per il modo della mobilizzazione. Non mi oppongo che sia mobilizzata la Guardia civica in maggior numero, ma mi oppongo al modo ch'è ora proposto.

Io vorrei invece che si richiamasse il Governo a seguire esattamente il Regolamento della Guardia civica, con escludere qualunque determinazione esecutiva dell'Assemblea.

Bisogna ricordarsi che tutte le Assemblee sono corpi deliberativi o legislativi, ma non esecutivi; l'esecuzione suppone la conoscenza di molti fatti minuti, suppone la conoscenza della pratica generale degli affari. Se noi vogliamo far diventare l'Assemblea da legislativa, esecutiva, mi pare che noi falsiamo lo scopo.

Credo d'altra parte, che non ci sia nessun inconveniente nell'aumentare il numero della Guardia civica mobilizzata senza toccar per nulla la legge. Però, nel progetto di legge della Commissione, è ben detto che si abroga il decreto del 17 agosto, ma in fatto si abroga tutta la istituzione della Guardia civica, perchè, se questa fosse chiamata ad un servigio interno, ci vorrà un altro potere a chiamarvela. Dunque è sottratta affatto al primitivo potere, il quale sarebbe nella impossibilità di eseguire gli atti, di cui assume la responsabilità.

Propongo sia richiamato il Governo ad eseguire la legge del Regolamento della Guardia civica, specialmente l'articolo 11., e che non si faccia luogo a determinazione speciale sul modo della mobilizzazione.

Il *rappresentante Varè*: Io devo cominciare dal combattere le prime parole dell'onorevole preopinante, nelle quali mi pare che gli sia sfuggito un errore grandissimo sulla istituzione della Guardia civica.

Non è vero che l'art. 1. del Regolamento organico faccia distinzione fra doveri principali e doveri accessorii, o secondarii, com'egli ha detto, della Guardia civica.

L'articolo è concepito nei seguenti termini:

« La Guardia civica è istituzione dello stato. Suo scopo è di vegliare al mantenimento dell'ordine, della tranquillità e sicurezza pubblica — di procacciare l'obbedienza alle leggi — di coadiuvare all'uopo con l'armata, per la conservazione della indipendenza ed integrità del territorio dello stato. »

L'art. 1. non fa distinzione; mette tutti questi doveri nella stessa linea; ed io crederei che fosse non solo erroneo, ma assurdo, il credere che il coadiuvare alla conservazione dell'indipendenza e dell'integrità dello stato fosse cosa secondaria, od accessoria.

Se questo si dee dire in generale di tutte le Guardie civiche, io credo lo si debba dire più specialmente della nostra, poichè siamo in una città in cui l'affare della indipendenza e della integrità del territorio dello stato è l'affare principale non solo della Guardia civica, ma di ogni cittadino che vi appartenga o no per la sua età; e diremo meglio è l'unico affare che in oggi abbiamo. Anche la tranquillità interna e l'obbedienza alle leggi in questo momento sono necessarie specialmente come mezzi a conservare l'indipendenza e l'integrità dello stato. La Guardia civica ha tutti e due questi doveri; si tratta di farglieli eseguire tutti e due.

Secondo il preopinante, si tratterebbe di sottrarre la Guardia civica da uno di questi doveri, e dedicarla ad un altro.

Faccio osservare che nel progetto di legge, ch'è stato presentato, si tratta di mobilizzare mille uomini sopra la Guardia civica attiva e sulla riserva. Noi abbiamo, secondo i quadri che ci furono comunicati dal Comando generale della Guardia civica, 5500 guardie civiche attive, e qualche cosa di più di 3000 di riserva: dunque si tratterebbe, calcolati anche gli ammalati ed i morti, di mobilizzare tutto al più l'ottava parte della Guardia civica; bene inteso che di questa ottava parte, una frazione considerevole era già finora mobilizzata, parte alla Strada ferrata, parte al Lido. Non si tratta dunque di sottrarre tutta la Guardia civica, ma la ottava parte, ad uno degli accennati doveri, lasciando gli altri sette ottavi affatto liberi dalle cure della difesa esterna, per dedicarsi unicamente a quella della interna sicurezza.

Quanto alla questione costituzionale che ha posto in campo il preopinante: che tocchi, cioè, al Governo e non a noi di dare le disposizioni opportune per la mobilizzazione, osservo, prima che noi non abbiamo ancora nessuna legge che limiti il potere dell'Assemblea; in secondo luogo che l'Assemblea ha riservato a sè espressamente, nel decreto stesso con cui fu istituito il Governo, il potere legislativo; e che anzi pel caso in cui, per urgenza, il Governo dovesse far una legge, gli fu collo stesso decreto ingiunto l'obbligo di presentarla per la sanzione all'Assemblea.

Ora l'articolo 169 del Regolamento della Guardia civica dice quanto segue:

« Un'apposita legge determinerà l'organizzazione della Guardia civica mobilizzata, la quale deve concorrere alla difesa dello stato anche contro i nemici esterni, ma non può essere impiegata fuori del territorio. »

Qui si tratta, è vero, di Governo, ma noi non abbiamo un Governo che possa far leggi, abbiamo invece due volte la parola *legge*. E per ciò io credo che tocchi assolutamente all'Assemblea il provvedere in questo caso; e, se anche potesse sorgere qualche dubbio sopra ciò, il dubbio si deve interpretare a favore dell'opinione di chi vuole che l'appello sia fatto al popolo dalla sua stessa rappresentanza, invece che ne sia lasciata la responsabilità al solo Governo.

Perciò insisto che si continui nella discussione sui principii e sulle disposizioni del progetto di legge dalla Commissione proposto.

Il *rappresentante Tommaseo* (*legge*): Tutti s'accordano del dover colla Guardia civica accrescere le forze della milizia regolare: si dissente del modo. Altri vorrebbero fornire ogni otto o quindici giorni ottocento civici, e così alla lor volta mandare tutti che partecipino al disagio, all'ammaestramento, al merito e all'onor del pericolo, senza che sieno stabilmente tolti alle abitudini antiche, senza che sia punto mutato l'ordinamento della Guardia cittadina. La Commissione militare risponde che a lei fanno di bisogno milizie regolarmente disciplinabili, pronte sull'atto, sempre le medesime, che conoscano i capi e sien conosciute per guisa da stringere quella mutua fiducia senza cui non s'ottiene vittoria, e non si comincia nemmeno battaglia onorata: dice che i civici, scambiandosi ogni

tanti giorni, avrebbero tutti il disagio e il pericolo del servizio militare senza che ne acquisti nessuno l'esperienza ed ottenga l'effetto: dice che ogni tanti di l'esercizio dovendo ricominciare di nuovo, la fatica e ai militi e ai capi tornerebbe più grave, l'esito di tanti sforzi più incerto: dice, che se per que' molti languori che pigliano la milizia non regolata guerrescamente, il numero stabilito de' civici chiamati scemasse, nè all'autorità militare reggerebbe il cuore, nè ai comandanti della civica stessa le inveterate abitudini permetterebbero dare esempi d'inesorabile severità: dice che i civici sempre tenuti nella terza linea, cioè vicini al possibile delle case loro, sarebbero riguardati con ancor maggiore riserbo di prima; se non che grandemente importava all'onore della civica stessa che parte di lei s'abituasse alla disciplina per modo da potere dalla città allontanare gli estremi pericoli. Or se uomini dell'arte, uomini che hanno assunto il grave incarico della guerra, affermano asseverantemente richiedersi di necessità un migliaio di militi ancora, e in tal forma richiedersi, non in altra, eglino lasciano sulle coscienze nostre peso sì forte che nol potrebbe alleggerire nessuna delle ragioni addotte al rifiuto.

Oppongono alcuni, e uomini certamente autorevoli, che per tal modo si viene a scomporre (perdonatemi se io non adopro la parola *disorganizzare* e altre simili: le conosco anch'io, quantunque inesperto, le conosco pur troppo, ma a bello studio le evito) si viene a scomporre la Civica. A questo altri, e autorevoli, rispondono che lo scompiglio non sarà tanto profondo che un assalto nemico non respinto, non abbia ad apportarne di troppo maggiori; rispondono, che, potendo rimanere a ciascuna compagnia i suoi uffiziali, l'ossatura, se così posso dire, rimane intatta: rispondono che la Civica non è di presente in tanto impareggiabile modo ordinata che non si possa appunto approfittare di questo rinnovellamento per ordinarla viemeglio, per togliere le esenzioni scandalose, alle quali fa luogo la lettera male interpretata della legge, alle quali fa luogo la lista delle cinquantasette malattie, messe in luce dal cittadino Mengaldo per liberare la Guardia in città dalla soma di servigi che inutilmente la stancano, e la svoglierebbero dai più rilevanti se fosse in lei men perseverante lo zelo; per imporre ai trasgressori severo il gastigo, per vietare i cambi nell'interno servigio, per ammettere all'onore ed al peso di quello tanti di coloro che nella così detta riserva non hanno mai aiutato d'opera o d'offerta la patria; per meno occupare essa Guardia nella scrittura e lettura e registratura di carte che in ciascuna legione, in men di mezz'anno, montano (orribile a dirsi!) a più e più migliaia.

S'altri opponesse che i Civici sono male atti all'uso a cui vengon ora richiesti, risponderei che la Commissione militare non li chiederebbe se tali non li credesse e in breve non isperasse renderli sempre più validi e all'interna difesa e all'esterna. Che s'altri vaticinasse che male risponderanno alla speranza: io direi: non li calunniamo innanzi il cimento de' fatti: proviamoli. E rammentiamo che agli svogliati rimane come scampo l'agevolezza de' cambi. S'altri temesse che i mille se ne portino via il fiore della milizia cittadina, direi che cotesto sarebbe giudicare troppo severamente le parecchie migliaia restanti; che queste può l'emulazione spronare ad esercitarsi e agguerrirsi: che i mille non sono

perduti alla città, perchè dalla terza linea potrebbero accorrere pronti là dove il pericolo della patria chiamasse. E s' altri immagina trambusti e pericoli estremi dentro nella città; estremi tanto che le migliaia dei Civici rimanenti non li possano dileguare, non li possano dileguare, gli ottocento gendarmi che son gente animosa, non li possa dileguare l' autorità del Governo e dell' Assemblea e de' probi cittadini ai quali non mancherebbe l' animo di affrontare per l' onore patrio ogni cimento; se fossimo a tale, allora io direi che nè i mille di soprappiù basterebbero ad allontanare da noi la vergognosa ruina. All' incontro, i mille agguerriti, e vicini, e tuttavia cittadini nell' anima (chè il cenno militare non perverrebbe di certo a disnaturarli) que' mille sarebbero a ciò più valenti che mai.

La difficoltà più forte è nel tempo che richiedesi a mettere insieme codesto migliaio: ma il buon volere potrà abbreviarlo; ed intanto la Civica presterà alle milizie, come prima, e più se bisognasse, il suo braccio. Qualunque sia il tempo, bisogna mettersi all' opera; qualunque sia l' esito, fatta ormai la proposta, non si può rigettarla: nè l' Assemblea può col rifiuto (ogni differente proposta suonerebbe rifiuto) chiamare il biasimo sopra sè, nè può senza prova disonorare il paese disperando di lui. E sarebbe un disperar del paese il volere che mille uomini posti sull' orlo della laguna, anzichè dispersi lungo i canali interni, non solamente aggravassero, ma inducessero pericolo nella città. Venezia non ci ha dato il diritto di diffidare di lei. Quand' io, nel dicembre del quarantasette, entrai mallevadore all' Italia del risorgere di questo popolo privilegiato, non osavo io stesso sperare ch' egli soddisfarebbe al mio ed al suo debito con tanta ricchezza d' usura. E dopo le prove de' diciassette e seguenti del marzo; dopo il novello risuscitare dell' undici dell' agosto; dopo la crociata di Palma, e la sortita di Mestre, alla quale i Civici supplicavano prender parte; dopo il saggio ch' e' diedero dell' animo loro a Marghera; dopo la rara costanza, con cui la legione de' Bandiera e Moro ha espugnato gli ostacoli opposti, se non dall' altrui volere, da' casi; dopo la recente proferta d' una compagnia d' artiglieri civici d' ire a San Secondo e sul Ponte; io non so con qual fronte si possa dir loro: Voi siete incapaci, voi siete indegni di difendere la patria vostra sotto le leggi della militar disciplina, ovvero: mille soli di voi possono salvare la Guardia e la città dalla morte.

Io non so qual sia maggiore pericolo, se lo scontento di pochi ai quali il nuovo stato pesasse, o lo scontento de' più generosi che contro l' Assemblea s' indegnerebbero dell' immeritata diffidenza, e direbbero: I nemici ne' giornali e nelle relazioni loro lodano il valor nostro, voi lo negate con solenne decreto. — Non so quale de' due pericoli sia il più grave; ben so qual sia il meno onorato.

Scusate se io alla vostra generosità, cittadini, fo torto, fermandomi tanto a lungo su questi dolorosi pensieri. Crediamo alla dignità de' fratelli nostri, e credendo esaltiamola. Che si chiede alla fine da loro? Che nella terza linea difendano il suolo ove nacquero e i monumenti degli avi loro, essi, che promisero con voi di resistere ad ogni costo; li difendano al modo che ai capi della milizia solo pare efficace. L' As-

semblea non può mutare la questione, ormai posta così. Altri lo faccia se vuole, non voi. Cittadini, il destino di Venezia è nelle mani di Dio, l'onor suo nelle vostre. (*Applausi.*)

Il *rappresentante Pincherle:* L'onorevole rappresentante Tommaseo accennava che resta alla difesa dell'ordine interno il corpo della gendarmeria. Vorrei sapere dalla Commissione, che si è occupata del rapporto letto quest'oggi, se s'intenda con ciò sottrarre alla gendarmeria l'onore che merita. La gendarmeria ha dato tali prove di sè, ch'io non saprei chi potesse desiderare affidata la nostra difesa a 1000 guardie civiche più che ad 800 gendarmi.

Il *rappresentante A. Benvenuti:* Io non so che alcuno della Commissione militare abbia asseverato che i gendarmi resterebbero a custodia del paese; credo in quella vece che il maggior numero sarebbe adoperato alla difesa del paese, ove questo ne avesse d'uopo.

Il *rappresentante Tommaseo:* Io non intendo, a vero dire, il senso della interrogazione del collega Pincherle, perchè, comprendendo in uno tutte le forze che vegliano all'interno ordine ed all'esterno, non potevo dimenticare quella della gendarmeria, che meritava special menzione.

Il *rappresentante Pincherle:* Mi pare che avesse detto che restava per l'ordine interno la gendarmeria; se è stato uno sbaglio d'intelligenza, non ho più nulla a ridire.

Il *presidente:* Se nessun altro domanda la parola, la discussione generale è chiusa, e si passerà a discutere i singoli articoli della legge, dopo fattane un'altra volta lettura.

Si legge il preambolo, ch'è ammesso; poi si legge l'articolo 1.°, sul quale il rappresentante Rensovich domanda la parola.

Il *rappresentante Rensovich:* La Commissione incaricata del rapporto sulla proposta Varè, si è ragionevolmente posta in mezzo all'esame di due punti interessanti, quello della difesa contro il nemico esterno e quello di difesa in caso di movimenti interni, ed ingegnosamente ha provveduto all'uno e all'altro di questi due punti: per la difesa esterna si è proposto che la truppa si aumenti di 1000 uomini tolti dalla Guardia civica; ma questi uomini tolti dalla Guardia civica, la Commissione ha creduto necessario che sieno possibilmente rimpiazzati, e col primo articolo stabili che sieno tolte tutte le esenzioni. Lo spirito adunque della Commissione è, se non in tutto, almeno in parte, di supplire a quel vuoto che resta in seguito alla mobilizzazione; ma quando si tratta di Guardia civica, quando si tratta di soldati, quando si tratta d'uomini che devono difendere, non basta parlare d'uomini, bisogna parlare d'armi. Nella lettura di tutto intero il progetto di legge, non ho mai sentito parlare di armi.

Dirò dunque che, una volta che sia stabilito di annullare ogni esenzione, quegl'individui, che prima non formavano parte della Guardia civica, entreranno a farne parte. Se non si provvedessero d'arme, sarebbero uomini inutili. Nella Commissione militare vi fu chi fece espressamente la dichiarazione che i mille uomini da mobilizzarsi, se non in tutto, nella massima parte saranno provveduti d'arme, per conto e dietro incarico della Commissione militare; di modo che alla Guardia civica resterà il numero d'arme che avea prima, e possibilmente, se non in

tutto, in parte almeno, quel numero d'individui armati com'erano prima. Credo che questa sia una osservazione necessaria, perchè, se non avessi avuto questa cognizione, avrei io stesso domandato come si provvedea alle armi, perchè è inutile l'accrescere il numero degli uomini se non vi sono le armi.

Il *presidente*: Avrei a domandare se ella propone qualche emenda.

Il *rappresentante Rensovich*: Io non propongo emende; solamente intendo comunicare all'Assemblea che la Commissione militare ha già dichiarato che, se non in tutto, almeno in parte, provvederà d'arme i mille uomini.

Si sospende di votare sull'articolo 1. sopra domanda del rappresentante Minotto, che dee fare alcune osservazioni sull'articolo 2.

Il *rappresentante Minotto:* L'articolo 1. suppone che sieno rivocate tutte le esenzioni, e sono pienamente convinto della giustizia di questa misura perchè tutti sappiamo che s'è fatta molta facilità d'accordare esenzioni. L'articolo 2. stabilisce che restino fisse soltanto le esenzioni contemplate nei §§ 12 e 13 del Regolamento organico della Guardia civica; mi pare che quelle non bastino: che ci sieno casi eccezionali, in cui occorrono esenzioni, però da accordarsi con qualche rigore.

Io sono pienamente convinto che sia un abuso riprovevolissimo quello della facilità delle esenzioni, le quali portano l'effetto di aggravare un certo numero di cittadini a vantaggio di alcuni altri. D'altra parte però, io credo che possa essere pericoloso lo stabilire una massima così assoluta nelle regole delle esenzioni. Io credo che vi possano essere alcuni casi, nei quali sia indispensabile di esentare un individuo.

Se l'Assemblea approvasse l'articolo 1., non si potrebbe esentare alcun individuo, il quale non avesse le caratteristiche indicate dai §§ 12 e 13 del Regolamento organico, senza mancare alla legge. Io credo necessario che quando una legge v'è, debba essere rigorosamente osservata; e per questo proporrei che non si togliesse affatto la facoltà di accordare in alcuni casi eccezionali, e quando un individuo può altrimenti prestare importanti servigii alla patria, l'esenzione.

In questo senso io domanderei che la Commissione riformasse l'articolo 2.

Il *rappresentante Farè*: Osservo che coll'articolo 2. del progetto di legge, oggi proposto, non si fa che ripetere quello che si è detto nel Regolamento organico, fatto quattordici mesi fa.

Se il rappresentante Minotto crede pericolosa questa restrizione, osservo ch'è un pericolo che abbiamo da quattordici mesi e che potrebbe continuare anche adesso. Noi abbiamo proposto oggi una legge, che si riferisce espressamente alla Guardia civica mobilizzata; abbiamo solamente voluto premettere quei due articoli per eseguire l'articolo 175 del Regolamento organico, il quale dice:

« Quando avviene la mobilizzazione della Guardia civica, tutti gli altri individui appartenenti a qualsiasi lista della Guardia stessa, che restano nelle città e nei comuni, sono indistintamente obbligati a prestare il servizio della Guardia civica stazionaria. »

Dunque, quando si sottrae una parte della Guardia civica da uno

de' suoi principali doveri, per destinarla ad un altro, si vuole che tutte le rimanenti guardie civiche sieno particolarmente destinate all'altro dovere. Noi dunque non abbiamo fatto che seguire scrupolosamente l'articolo 173 del Regolamento organico.

Il pericolo, accennato dal rappresentante Minotto, che cioè, vi sieno dei doveri verso la società, verso il paese, i quali impediscano ad alcuno di poter fare la guardia civica, potrà questo consigliare la persona a domandare un permesso d'esenzione, di cui il Regolamento organico parla in articoli affatto separati, ma non a domandare come diritto l'esenzione dal servizio, o la non ammissione nella Guardia, com'è indicato nei due articoli, di cui oggi ci occupiamo. Noi non ci occupiamo di permessi; facciamo sapere che intendiamo che tutte le guardie civiche prestino servigio, ma non vogliamo con una legge assolutamente impedire che non ci sieno casi, in cui non si possa dal capo della Guardia civica accordare permessi.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Il rappresentante Varè mi ha in gran parte prevenuto; ma nella sua risposta fece nascere un'altra difficoltà. Parlando prima di ciò che ha detto il rappresentante Minotto, io dico che conviene evitare con tutto il rigore tutto ciò che può lasciare degli arbitrii. La legge deve essere chiara, precisa. Se si stabilisce una massima, la quale possa essere interpretata in un modo o in un altro, si avranno delle ingiustizie, e le ingiustizie ingenerano i mali umori.

Se egli crede che sia necessario di fare qualche altra modificazione, la concreti, e la concreti in modo che possa diventare legge, senza che sieno lasciati arbitrii a chicchessia. Quindi tutti quelli, che devono essere esenti, siano tassativamente contemplati dalla legge.

Il rappresentante Varè, per escludere in qualche modo il pericolo dell'arbitrio, dice che quelli, che si trovassero in condizioni eccezionali, potrebbero ottenere congedi a termini del Regolamento organico. Io credo che sia un errore.

Il Regolamento organico contempla congedi per le guardie ordinarie; quando sono mobilizzate sono soggette alle leggi militari: i congedi non possono più essere accordati in base al Regolamento organico, ma in base alle leggi militari.

Il *rappresentante Minotto*: Il rappresentante Varè rispose che la Commissione non ha fatto se non che riprodurre la legge del Regolamento organico; ma appunto perchè, colla legge del Regolamento organico, vediamo sussistere dei disordini, desideravo che qui non fosse applicata. Il rappresentante Benvenuti poi osservò che non bisogna lasciar adito all'arbitrio. Non bisogna però dimenticare che, quando le leggi sono troppo severe, finiscono appunto col cadere nella inesecuzione; perocchè, quand'anche si sia voluto assolutamente proibire qualunque esenzione, nasce il caso di esenzioni indispensabili, ed allora, qualunque ne sia il motivo, è però sempre trasgredita la legge. L'esempio facilita le trasgressioni ulteriori, e con esse si va tant'oltre che la legge non rimane più che di parole.

Quanto a me, credo più utile che un qualche arbitrio sia lasciato, sempre però limitatissimo, e dedotto da regole fisse e con tutta la

conveniente misura; e conchiudo osservando che il rappresentante Benvenuti, nel rispondere al rappresentante Varè, a parer mio confuse i congedi della Guardia civica stazionaria con quelli della mobilizzata, dei quali ultimi il rappresentante Varè non parlava.

Questi congedi sarebbero, secondo me, l'unico rimedio, che si potrebbe adottare; dacchè tutti accorderanno che ci sono degli individui, il cui genere d'ufficio è tale che il torneli porterebbe grave danno, non solo a loro, ma alla cosa pubblica.

Ecco l'aggiunta all'articolo 2. ch'io propongo:

« Presentandosi alcuni casi di assoluta necessità di esenzione, non contemplati dai §§ 12 e 13 del Regolamento organico 20 maggio 1848, le Commissioni di legione, di cui parla l'articolo 4., potranno accordare la esenzione, semprechè concorrano ad unanimità in questo parere i componenti di esse. »

L'aggiunta non è adottata.

Chiusa per tal modo la discussione dei due primi articoli, son posti a' voti ed approvati.

Sono pure approvati, senza discussione gli art. 3., 4., 5., 6. e 7.

Il *presidente:* Ora fo lettura dell'articolo 8. e dei due articoli 15. e 16. che si connettono e rischiarano l'8. Per l'articolo 16. è detto che la scelta degli ufficiali per la guardia mobilizzata può cadere sopra gli ufficiali della Guardia civica stazionaria; e che, se sono tra i 20 ed i 30 anni, devono accettare, altrimenti hanno la libertà del rifiuto. Questo articolo è posto per lasciare intatta la organizzazione, cioè per lasciare sotto gli attuali lor capi i rimanenti sett'ottavi della Guardia civica.

Il *rappresentante Carlo Ruffini* propone che sia assolutamente cancellato dalla legge l'articolo in discussione, sembrandogli lesivo di quei riguardi di giustizia, che, massime in un corpo com'è quello della Guardia civica, non si possono sorpassare.

Accenna poi all'inutilità della disposizione, presentando alcuni dati statistici sul corpo dei graduati della Guardia, donde emergerebbe che pochissimi tra loro non passerebbero gli anni 30, per esempio, nella 4. legione soli otto.

Il *presidente*: Il rappresentante C. Ruffini propone come emenda che sia tolto dalla legge l'articolo 8., mantenendo sempre gli articoli 15. e 16. Se nessuno domanda la parola, passeremo a' voti.

Il *rappresentante A. Benvenuti:* Per consigliare una tale emenda, ci vorrebbe l'appoggio di valide ragioni.

Non senza gravi considerazioni, la Commissione è venuta a stabilire questo principio; e ciò fu precisamente per impedire quelle difficoltà di servigio, che naturalmente accadrebbero nella Guardia civica, ove di subito venissero tolti molti ufficiali. Che se non si trova in questo caso la legione, citata dal rappresentante Ruffini, lo sono altre legioni. Ed ammesso anche che ciò non fosse, c'è poi un altro articolo, il quale dice che le guardie mobilizzate potranno scegliere quegli ufficiali che sono nella civica stanziale, e questi dovranno accettare, se sono nei termini della mobilizzazione.

A nulla si provvede togliendo quell'articolo, ed invece, anche non volendo, si produce danno.

Il *rappresentante G. B. Ruffini*: I fatti addotti in appoggio all'emenda ora proposta, basterebbero, a mio credere, a dimostrarne la convenienza. Se il danno, che per le elezioni delle Guardie mobilizzate potrebbe venire al corpo degli ufficiali della stazionaria, sarebbe dai fatti stessi provato lievissimo, perchè vogliamo noi adesso introdurre, in confronto di quel corpo, eccezioni odiose? Già troppo fu detto contro quei benemeriti cittadini, i più dei quali prestarono diuturni ed utilissimi servigi.

C'è poi un'altra osservazione. Non è già che le guardie civiche da mobilizzare sieno obbligate a scegliere tra i graduati della Civica stanziale i loro ufficiali, ma si che gli ufficiali pure debbano essere mobilizzati come guardie; onore, a cui tutti i cittadini debbono cercar di concorrere, dove si tratti della difesa della patria.

Appoggio dunque l'emenda del mio collega e fratello, affinchè sia tolta questa eccezione da una legge, che dev'essere animata soltanto da spirito patrio.

Il *rappresentante B. Benvenuti*, qual membro della Commissione, dichiara di accedere alla emenda del Ruffini in vista delle addotte circostanze.

Essendo insorta questione sull'articolo, il *presidente* incarica uno de'segretarii a far l'appello nominale.

L'articolo 8. del progetto di legge è scartato da voti 77, contrarii 12.

Senza discussione, vengono quindi approvati i due articoli susseguenti, che, dietro la cancellazione dell'anteriore, assumono nel progetto i numeri 8. e 9.

Il *presidente* legge l'articolo 10. Dopo varie osservazioni sulla parola *mista*, la Commissione si riunisce e combina la seguente redazione dell'articolo:

« Per verificare le circostanze di famiglia, e per giudicare sommariamente dei difetti fisici o malattie, allegate per farsi esentare dalla mobilizzazione, viene istituita per ogni legione una Commissione mista, composta di un medico militare da destinarsi dal Generale in capo delle truppe, di due ufficiali della Guardia civica e di due medici, da destinarsi dal Comando generale della Guardia stessa. »

L'articolo viene così approvato dall'Assemblea.

Sono quindi approvati gli articoli 11., 12., 13. e 14.

Segue la discussione del progetto di legge per la mobilizzazione d'una parte della Guardia civica.

Si legge l'art. 15.

Il *rappresentante Farè*: Si potrebbero dare ufficiali civici, i quali fossero soggetti alla legge di mobilizzazione senz'essere stati mobilizzati, per appartenere ad alcune delle liste non tocche, per essere stato esaurito il numero di mille colle liste precedenti.

Il *rappresentante Carlo Ruffini*: Faccio osservare all'Assemblea che lasciando sussistere l'articolo come fu redatto, si lascierebbe supporre che taluno si mobilizzasse per la sola ragione di essere stato nominato ufficiale. Io comprendo benissimo che ai gradi vanno congiunti i pesi relativi, ma non potrei non disapprovare quell'ufficiale stazionario, che

si mobilizzasse per l'effetto di una nomina. Anche i graduati colpiti dalla legge di mobilizzazione devono inscriversi come semplici, e le cariche devono restare nel corpo mobilizzato.

Il *rappresentante A. Benvenuti:* Desidero rettificare un'idea: se si trova che sia nobile l'abbandonare il posto d'ufficiale per entrare nella mobilizzazione, credo che non sarà trovato ignobile che uno, il quale ne fosse esentato per diritto che gli dà la legge, accettasse la mobilizzazione, se per caso gli fosse dato un grado.

Il *rappresentante Varè:* Col sistema ora proposto, tutti, guardie semplici, sottufficiali ed ufficiali, tutti sono soggetti alla legge di mobilizzazione; ciascuno secondo la lista a cui appartiene. Tutti entrano come semplici guardie nel corpo mobilizzato.

Entrati come semplici guardie nel corpo mobilizzato, scelgono l'ufficiale, possono sceglierlo fra di loro, e possono, se credono più adatto a condurli al fuoco contro il nemico uno di quegli ufficiali che, per appartenere a liste non ancora tocche, non sono stati mobilizzati, portare il loro libero voto sopra questa persona. Allora questa, sebbene appartenesse a liste non tocche dalla mobilizzazione, sebbene potesse per la legge generale restarsene a casa, deve mobilizzarsi per questo solo motivo che è ufficiale, e chiamato a sostenere quest'ufficio nel corpo mobilizzato dal libero voto de' suoi concittadini. È un dovere di più che si dà agli ufficiali.

Il *rappresentante Pincherle:* L'articolo, come fu proposto, non impone l'obbligo che a quegli ufficiali che fossero in età da' 20 a' 30 anni, ed allora gli ufficiali debbono essere iscritti come soldati; e se non appartengono alla mobilizzazione, per questo solo fatto che erano ufficiali, debbono accettare dopo.

Il *rappresentante B. Benvenuti:* Conviene intenderci bene. Si tratta di dare un obbligo di più a chi copre gradi nella Guardia civica; un ufficiale attuale della Guardia civica, che non abbia 50 anni compiuti, è soggetto alla legge di mobilizzazione, ma per una ragione o per l'altra; per diritto, se non fosse compreso tra' mobilizzati, egli dunque avrebbe diritto, se lo si parificasse a tutti gli altri, di non formar parte della mobilizzazione. Noi diciamo: se i mobilizzati credono opportuno di nominare questo ufficiale, egli, quantunque per suo diritto non fosse compreso tra' mobilizzati, ciò non ostante, in conseguenza del suo grado, deve accettare. La scelta fatta è un obbligo di più, a questo effetto appunto perchè molti ufficiali possono avere cognizioni speciali che manchino agli altri. Quando i mobilizzati credano opportuno valersi delle sue cognizioni, cessa il favore ottenuto in altre condizioni, e solo perchè ufficiale ha un dovere di più, perchè tutti gli ufficiali hanno doveri di più; ciò che appunto non si è mai ricordato.

Il *rappresentante Chiereghin:* Osservo che la Commissione è in contraddizione, perchè prima voleva esentare dalla mobilizzazione gli ufficiali della Guardia civica, e poi nello stesso progetto di legge vuole che gli ufficiali sieno obbligati alla mobilizzazione anche quando nol sarebbero se fossero semplici guardie. Per me, non veggo perchè un ufficiale della Guardia civica, che per ragioni di famiglia si credette porlo in una

delle seconde classi, debbe aver obblighi di più d'una guardia civica, cui toccò egualmente la stessa classe. L'essere ufficiale certo non è colpa, e forse è merito, onde ogni buona ragione osta al principio abbracciato dalla Commissione.

Il *rappresentante Varè*: Alle domande del rappresentante Chiereghin mi pare abbia già precedentemente risposto il rappresentante Benvenuti: credo per altro dover aggiungere che la Commissione credette che nella mobilizzazione non dovea guardare al comodo di nessuno dei cittadini mobilizzati, ma solamente al buon servizio e all'interesse della patria ed è pel buon servizio e per l'interesse pella patria che gli ufficiali sieno quanto più è possibile istruiti e più accetti al corpo che devono comandare. È perciò che, volendo la capacità e la persona aggradite dal corpo, la Commissione ha creduto che, quando una compagnia di civica mobilizzata porta il suo libero voto fuori di sè medesima e cerca fuori gli ufficiali della Guardia civica, con questo libero voto riconosce in quella persona una speciale idoneità. Allora questo uomo dovrà rinunziare al fortuito vantaggio di essere di una lista non tocca; e, per servire alla patria, rinunzierà a questo vantaggio tutt'affatto accidentale e marcierà cogli altri.

Il *rappresentante Pincherle*: Se le ragioni del rappresentante Varè fossero ammesse, bisognerebbe almeno estendere l'obbligo non ai soli ufficiali dai 20 ai 30 anni, ma a tutti; e questo la Commissione lo avea proposto. Ma quando si tengono obbligati a fare da militi mobilizzati, devono per conseguenza essere esclusi dall'obbligo di fare da ufficiali.

Il *rappresentante Varè*: Osservo che il numero degli ufficiali da servire nel corpo mobilizzato, è in proporzione più forte del numero degli ufficiali che restano nella Guardia civica stazionaria. Sopra 900 guardie civiche ci sono 32 ufficiali di compagnia, più lo stato maggiore di due battaglioni, più lo stato maggiore del Comando di mezza legione. Essendo più forte il numero degli ufficiali in confronto del numero delle guardie, tanto più c'interessa che possano essere scelti tra tutte queste capacità che potrebbero essere rimaste indietro. Se anche l'individuo dovrà cedere un suo diritto, il dovere ed il buon ordine saranno meglio osservati. Io credo che questo sia il primo dei riguardi per la così detta giustizia.

Il *rappresentante Chiereghin:* Vengo ad esporre un altro inconveniente, che deriverebbe dall'ammettere il principio della Commissione.

Le compagnie hanno un numero determinato, che è completo prima che si passi alla nomina delle cariche. Se i militi scegliessero un ufficiale fuori della compagnia, ella diverrebbe irregolare, o si dovrebbe obbligare qualcuno ad uscirne.

Il *presidente:* Due emende sono proposte. Metterò prima ai voti quella del rappresentante Carlo Ruffini, che più dell'altra si discosta dall'articolo 16. del progetto. Essa è del seguente tenore:

« Nel conferimento de' gradi non si potrà far cadere la scelta che sopra guardie civiche mobilizzate. »

L'emenda è approvata, e diventa l'articolo 15. della legge.

L'articolo 17. del progetto è parimenti approvato, e diventa il 16. della legge.

All'articolo 18. sopra proposta del rappresentante Varè, sono aggiunte le parole: « Nelle riunioni delle truppe e della guardia civica, quest'ultima avrà la precedenza. » L'articolo è approvato e diventa li 17. della legge.

Si passa a discutere l'art. 19. del progetto, ch'è il 18. della legge.

Il rappresentante Carlo Ruffini propone che l'articolo sia eliminato, e le due compagnie di artiglieri conservate integralmente, ed al caso integralmente mobilizzate.

Il *rappresentante C. Ruffini*: Ad appoggio della mia emenda, richiamo l'attenzione dell'Assemblea a queste riflessioni.

Chi s'intende alcun poco delle cose di guerra, sa che, per formare un discreto artigliere, si esigono sette mesi, mentre un eguale fuciliere si forma in un mese. Io non suppongo che i nostri artiglieri civici siano provetti, ma li ritengo discreti, e certamente noi faremmo grave perdita, se togliessimo loro quegl'individui che per effetto della mobilizzazione sarebbero chiamati a formar parte dei fucilieri.

A ciò aggiungo che la 2. compagnia degli artiglieri ha già domandato di essere mobilizzata per servire a S. Secondo.

Io non propongo pegli artiglieri un riguardo speciale che infirmi la generalità della legge, ma il riguardo dovuto alla speciale loro condizione di un corpo già ammaestrato nel maneggio del cannone, e che ha già chiesto di essere mobilizzato come sta. Ricorderò all'Assemblea come sien essi gli artiglieri della 2. compagnia, quelli che si batterono a Marghera, il 4 maggio, il 24, il 25 ed il 26; di là ritornarono colla gloria di una sventurata, ma eroica resistenza.

Io invito pertanto l'Assemblea a concorrere nella mia emenda, sembrandomi debito della coscienza il non dividere questa famiglia, il non privarne della gloria i suoi componenti, solo effetto della mobilizzazione, d'altronde da essi domandata.

Il *presidente:* Come presidente, per l'ordine della discussione farò osservare che, negli articoli precedentemente votati, tutta la Guardia civica, comprese le compagnie degli artiglieri, dee concorrere a dare il contingente da mobilizzarsi. Non basta eliminare l'art. 19. del progetto, ma è necessario di sostuirne un altro, qualora non si voglia scemare di numero le compagnie di artiglieri.

Il *rappresentante Varè:* Ci possono essere varii sistemi da adottarsi per gli artiglieri. O si possono considerare come tutte le altre guardie civiche, e quindi tutti quelli che ci sono dai 20 a 30 anni, e che hanno quelle date condizioni o rapporti di famiglia, possono essere chiamati a mobilizzarsi come tutti gli altri; e in questo caso entrerebbero a formar parte del contingente di mille uomini come fucilieri. Quando si adottasse questo sistema, al quale, dopo alcune conferenze col Comando in capo della Guardia civica e colla Commissione militare inclinava la Commissione, allora bisognerebbe provvedere alle due compagnie attualmente esistenti, che resterebbero certo diminuite; e la Commissione propone che queste compagnie, quantunque scemate di numero, prestino anche dopo, il servizio di artiglieri, che hanno prestato fin qui.

Si potrebbe seguire un altro sistema, ch'è il seguente. Gli artiglieri

della Guardia civica, quando formano parte di quella compagnia, sono mobilizzati come artiglieri. Da quella compagnia se ne cava una parte, e questa, come compagnia di artiglieri, viene mobilizzata separatamente dalle compagnie dei fucilieri. Allora bisognerebbe provvedere a quell'altra parte di compagnia, che non fosse mobilizzata.

O finalmente si potrebbe dire che gli artiglieri tutti, qualunque fosse il loro stato, saranno mobilizzati, come si fece dei bersaglieri, che furono dichiarati mobilizzati dal Governo provvisorio.

La Commissione inclina al secondo sistema, e questo è formulato nel suo articolo.

Un altro è quello proposto dal rappresentante Ruffini.

Faccio osservare che non si tratta di semplice redazione, ma di sistemi diversi. O si crede che alla Guardia sia più opportuno tenere gli artiglieri come artiglieri e scemare di questo numero il corpo della Guardia civica su cui vengono prese le 900 guardie mobilizzate, o si crede che anche questi debbano formar parte di quel corpo.

C'è una differenza di principii, di sistemi, sui quali bisogna che l'Assemblea si pronuncii.

Il *rappresentante Carlo Ruffini* domanda che si sospenda per poco la discussione sopra l'articolo 19. del progetto, per esaminare nel frattempo il decreto, col quale il Governo ha mobilizzato i bersaglieri civici. L'Assemblea consente.

Il *presidente:* Allora, sospendendo l'articolo 19., passeremo alla discussione sull'articolo 20. del progetto.

L'articolo è posto ai voti ed ammesso, e così pure sono ammessi gli articoli 21. e 22. del progetto.

Si ripiglia la discussione dell'articolo 19.

Il rappresentante *Carlo Ruffini* propone la seguente redazione:

« Le compagnie di artiglieri civici sono conservate e poste anche esse a disposizione del Comando in capo delle truppe. »

Il *rappresentante Pasqualigo*: Domando se queste due compagnie sieno oltre i mille.

Il *rappresentante C. Ruffini:* Ho detto che la seconda compagnia dell'artiglieria civica domandò di essere mobilizzata, sapendo che già si preparava il decreto di mobilizzazione. Quindi s'intenderà sempre che le compagnie dell'artiglieria saranno un di più.

Il *rappresentante Pincherle*: Bisogna dichiarare schiettamente se s'intenda con quest'articolo di fare una nuova legge di mobilizzazione delle due compagnie; se si vuole comprenderle nella legge attuale, o se si vuole fare una legge a parte.

Il *rappresentante Baldisserotto:* La Commissione militare, in nome della quale io parlo, domandò mille fucilieri. Oltre a ciò domandava che il rimanente dell'artiglieria civica proseguisse il servigio. Ora gli artiglieri vogliono volontariamente mobilizzarsi; questo non reca alterazione alla nostra domanda. A noi occorrono mille fucilieri; se l'Assemblea trova di accordare la domanda degli artiglieri civici, tanto meglio, avremo allora due brave compagnie di artiglieri atti alla difesa del nostro estuario. Tutto questo, però, non influisce sulla nostra domanda di mille fucilieri.

Il *rappresentante Pincherle:* Si tratta dunque di sapere se si devono mobilizzare mille guardie civiche, senza toccare i corpi speciali. Gli articoli che si son già votati stabiliscono la mobilizzazione di mille guardie civiche. Se si vuole adesso escludere dalla mobilizzazione le due compagnie dell'artiglieria, come già mobilizzate, questo è un cambiare la seguita deliberazione.

Il *presidente:* In ogni caso, prego il rappresentante Ruffini a spiegare chiaramente la propria idea. Non basta dire: le compagnie di artiglieri civici sono conservate e poste a disposizione del Comando in capo delle truppe; bisogna dichiarare se intendonsi mobilizzate.

Il *rappresentante Ruffini* modifica la sua emenda in quest'ultimo senso: « Le compagnie di artiglieri civici sono mobilizzate e poste anch'esse a disposizione del Comando in capo delle truppe: »

Il *rappresentante Baldisserotto*: C'è un articolo in antecedenza, che parla dell'artiglieria civica. Converrebbe leggere anche quello per non cadere forse in contraddizione.

Il *presidente*: L'articolo accennato è il 19. del progetto, ed il rappresentante C. Ruffini propone ora il suo in sostituzione di quello.

Feci già notare, che, adottando questa o consimile emenda, si alterava l'economia della legge; si dava agli articoli precedentemente votati un senso più largo di quello che s'intese dar loro all'atto della votazione. Ciò non ostante l'emenda fu presentata, e modificata più volte. Così com'è, può passare e coordinarsi cogli altri articoli.

Il *rappresentante C. B. Ruffini*: A solo schiarimento della questione, osservo essere esagerate le conseguenze accennate dal presidente, pel caso che si adottasse questo articolo. A me pare che l'economia della legge non ne sarebbe minimamente alterata, o tutto al più l'alterazione sarebbe lievissima, dacchè cadrebbe soltanto in riguardo ai pochi artiglieri che, chiamati a formar parte della mobilizzazione della Guardia civica, dovrebbero essere con altri sostituiti.

Che poi il loro numero non possa esser grande, basta riflettere alla varietà delle categorie proposte dalla legge e soprattutto alla giovane età prescritta per la mobilizzazione.

Il *rappresentante Calucci*: La dimanda, che fu fatta dalla Commissione militare era di avere mille fucilieri. Questa dimanda fu assoggettata all'Assemblea, venne passata alla Commissione, e la Commissione fece il suo rapporto per dare mille fucilieri.

Al presente invece si fa una nuova proposizione, cioè di mobilizzare, oltre i mille fucilieri, anche le due compagnie dell'artiglieria: in queste caso non trovo che la proposizione, ch'è proposizione nuova, abbia subito nessuno degli studii che vuole il nostro Regolamento.

Non fu passata come proposizione a nessuna Commissione; e se poi la guardiamo come petizione degli artiglieri civici, e non è petizione, dovrebbe passare per gli stadii prescritti pelle petizioni.

Per tutto ciò io credo che non si dovrebbe ammettere questa proposta.

Il *rappresentante Farè*: Nel suo discorso il rappresentante Calucci suppone un fatto non sussistente. La proposta di legge, che fu passata

alla Commissione, e che dalla Commissione venne esaminata, parlava delle compagnie degli artiglieri, conservava queste compagnie, e le poneva a disposizione del Comando in capo delle truppe.

La emenda dal rappresentante Ruffini proposta oggi, non è che la riproduzione di una parte della proposta fatta da me ieri l'altro, alla quale avevo rinunziato nella Commissione, quando si concretò la legge in quel modo in cui venne oggi proposta. Sicchè sull'emenda del rappresentante Ruffini si può oggi discutere, perchè fa parte della mia proposta dell'altro giorno, perchè fu esaminata dalla Commissione, e perchè anche su quella proposta la Commissione ha parlato all'Assemblea, giacchè vi ha un articolo speciale nella proposizione, che parla della conservazione e della destinazione dell'artiglieria civica.

Dunque su questo argomento possiamo legalmente parlare e deliberare.

Il rappresentante Ruffini propone che sieno mobilizzate le due compagnie di artiglieria; io non avevo adoperato la parola *mobilizzate*; ma avevo detto *poste a disposizione del Comando in capo delle truppe.*

Osservo che per la compagnia dei bersaglieri e per la compagnia degli artiglieri venne fatto alcuni mesi fa un decreto, ch'è quello che il rappresentante Ruffini allegava, o che questo decreto, che parte dalla Commissione organizzatrice della Guardia civica, è stato fatto nel passato agosto.

In seguito poi un decreto governativo fu fatto, per cui la compagnia dei bersaglieri si dichiarava subito mobilizzata.

Per le compagnie degli artiglieri questa parola non ci era.

Io credeva, e questo è il parere da me espresso alla Commissione, che la parola *mobilizzata* fosse necessaria quanto ai bersaglieri, poichè di essi il Regolamento organico della Guardia civica non parla. Essi erano cosa nuova, e come cosa nuova bisognava dir tutto riguardo alla loro mobilizzazione.

Gli artiglieri non vennero istituiti con quel decreto della Commissione organizzatrice. Sono stati istituiti dal Regolamento organico.

Questo Regolamento non dice cosa facciano le compagnie di artiglieria in tempo di guerra, ma soltanto in tempo di pace. Ma allora soggiungo io: il Regolamento non lo dice, perchè il senso comune vi addita che in tempo di guerra gli artiglieri maneggiano il cannone. Se sono artiglieri, non lo sono per semplice pompa, ma per maneggiare il cannone.

Gli artiglieri dovendo prestarsi a maneggiare il cannone, devono andare là dove il cannone è; sono obbligati di andare nei forti dove il cannone tuona.

Dunque io dico che non vi sarebbe veramente bisogno di legge particolare, che mobilizzasse gli artiglieri, perchè, per la istituzione loro medesima, essi devono prestarsi a difenderci col cannone contro il nemico; e ad essere conseguentemente a disposizione del Comando in capo delle truppe.

Il *rappresentante Tommaseo:* Il collega Avesani aderisce meco all'emenda proposta dal cittadino Ruffini. Non so se le ragioni dell'Avesani

siano per l'appunto le mie: dirò quelle che mi conducono ad aderire alla detta proposta.

Ciò di che abbiamo principalmente di bisogno in questo momento, sono, a detto degl'intendenti, e secondo quello che il senso comune c'insegna, sono, in ispecialità, gli artiglieri. Se noi permettiamo che due schiere di militi che hanno reso grandi servigi, che possono renderne ancora, si sciolgano e si confondano coi fucilieri, noi facciam perdita grave. Un'altra ragione ancora mi persuade a codesto: gli eccellenti artiglieri della marineria può essere che per l'armamento de'nuovi legni sieno altrove chiamati, dove già li ha chiamati, e li chiama l'onor del paese. Allora gli artiglieri civici possono rendere ancor maggiori servigi; non conviene adunque disperdere questa forza, che ci costa un ammaestramento sì lungo, ch'è oggetto di tante speranze. Per questo, quando anche si dovesse accrescere di poco l'offerta che facciamo alla milizia regolare di milizia civica, questo certamente non sarebbe sacrifizio da rimpiangere. Non facciamo contratti; non risparmiamo in maniera meschina il sacrifizio, quando si tratta dell'onor del paese. Siamo generosi della generosità dei nostri concittadini, quando essi stessi si offrono al sacrificio.

Il *presidente:* Rileggerò la emenda del rappresentante Ruffini. (*Legge.*)

Il *rappresentante G. B. Ruffini:* Io sono d'accordo con coloro che non accedono a staccare gli artiglieri dalle compagnie cui sono addetti. Quanto però al mobilizzarli separatamente, osservo che dal rapporto della Commissione non risulta se essa siasi o no occupata di esaminare la convenienza di questa misura; e non è certamente da lasciare il riflesso che pel contingente dei mille uomini, già votato dall'Assemblea, si stabilirono delle liste, si studiò, in una parola, di attemperare l'esecuzione della legge alle particolari circostanze, le quali, nel presente caso, mi parrebbero d'un sol punto sorpassate.

Trattasi di una disposizione, che non ci è espressamente dimandata siccome necessaria alla difesa; io chieggo adunque che tale aggiunta debba formar soggetto di un'altra deliberazione.

Frattanto invece dell'altra propongo all'Assemblea la seguente emenda:

« Del contingente, di cui all'art. 5., non sarà tratta alcuna parte dalle compagnie degli artiglieri civici come sono ora costituite. »

Il *rappresentante Valussi:* Il rappresentante Varè ha dimostrato che le due compagnie di artiglieri realmente sono mobilizzate e che queste due compagnie sono a disposizione del Comando in capo delle truppe. Ora, invece di dire che le due compagnie sono da mobilizzarsi, basterebbe dire che le due compagnie sono mantenute quali sono, e fare la mobilizzazione dei 1000 sul resto della Guardia civica. Direi: « Le due compagnie di artiglieri civici sono mantenute quali sono. »

Il *rappresentante Varè:* Non lascio di ripetere ciò che ho detto poco fa. Le compagnie d'artiglieri non hanno un decreto che le mobilizzi, ma sono mobilizzate dalla loro istituzione. Sono artiglieri, e per questo sono mobilizzati dov'è il cannone.

Il *rappresentante Baldisserotto:* Allorchè la Commissione militare domandava 1000 fucilieri, s'intendeva sempre che gli artiglieri civici doves-

sero continuare quel servizio che così bene prestarono finora alla patria. Quindi ora non si limiterebbe ad altro il cambiamento all'articolo della legge, se non che ad eccettuare quegli artiglieri civici, che dovrebbero essere sottratti alle due compagnie; eccettuarli dalla legge comune e fare che dovessero rimanere aggregati alle due compagnie. Noi vi domandiamo che queste due compagnie siano date a disposizione del generale in capo per poterle impiegare collo stesso sistema alla difesa del paese.

Non si tratterebbe d'altro, che di eccettuare gli artiglieri civici dalla legge comune di mobilizzazione, e tutto rimarrebbe com'è.

L'emenda del rappresentante G. B. Ruffini è posta a' voti ed adottata, e diventa l'articolo 18, della legge.

Il *presidente*: Adesso porremo a' voti il complesso della legge.

Il rappresentante Baldisserotto: Domando la parola per un articolo addizionale.

Io crederei che fosse da aggiungere all'emenda, fatta all'art. 18., un nuovo articolo, che sarebbe concepito così:

» Le compagnie di artiglieri, come sono inscritte a tutt'oggi, sono poste a disposizione del generale in capo dell'esercito, perchè se ne valga come venne fatto finora. »

Il *presidente*: Se è un nuovo articolo, invito il rappresentante a leggerlo, ma se è un'aggiunta od emenda che sia legata all'articolo 18., i rappresentanti hanno già votato.

Il *rappresentante Baldisserotto*: Questo è un nuovo articolo, e tende ad evitare che altri si possano arrolare in quelle compagnie. (*Legge.*)

Il *presidente:* Osservo che questo articolo si riferisce intieramente all'articolo 19. del progetto, e in secondo luogo ch'era compreso in una di quelle emende, che prima di procedere alla votazione furono ritirate.

Il *rappresentante Tommaseo:* Domando la parola per richiamo al Regolamento. L'articolo aggiunto dal cittadino Baldisserotto può stare da sè. È cosa che aggiunge una nuova idea al precedente. Non veggo come si possa escluderlo per la sola ragione che sia stato incorporato a una emenda proposta prima. Quand'anco fosse, poichè l'idea che la nuova giunta contiene non è compresa nell'emenda adottata dall'Assemblea, questa idea merita un nuovo articolo.

Il *presidente*: Sull'articolo, a cui il rappresentante Baldisserotto proporrebbe un'aggiunta, l'Assemblea ha già deliberato. Se per altro si vuole riguardar quest'aggiunta come articolo addizionale, io interrogherò l'Assemblea se vuole che sia aperta sopra di esso la discussione. (*L'Assemblea assente*).

Il *rappresentante Gasparini: Le due compagnie come sono inscritte a tutto oggi;* io vorrei invece che fosse indicato: *come devono trovarsi nello stato normale.*

Il *rappresentante Baldisserotto:* È appunto per evitare un inconveniente che si è detto nell'articolo: *Le due compagnie d'artiglieri come sono inscritte a tutto oggi.* Ma oggi bensì o domani vi potrebbero essere alcuni, i quali, per non essere compresi nei due battaglioni che si andranno a mobilizzare, andranno ad inscriversi nei cannonieri.

Il *presidente:* Osservo a' due rappresentanti che l' articolo 18. già votato dice: *dalle compagnie degli artiglieri civici come sono ora costituite*, di modo che il nuovo articolo bisognerebbe collocarlo subito dopo. Allora l' articolo addizionale, proposto dal rappresentante Baldisserotto, diverrebbe il 19. e suonerebbe così:

» Queste compagnie sono poste a disposizione del generale in capo dell' esercito perchè se ne valga come venne fatto finora. »

Il *rappresentante G. B. Ruffini:* Ho detto pochi momenti fa le ragioni che mi persuadevano a proporre l' emenda che avete adottato. Quelle ragioni sussistono interamente; e mi vedrei costretto a votare contro una deliberazione che non è contraria al mio sentimento, ma cui non può ora consentire la mia ragione, perchè ancora non ne conosce nè la possibilità, nè la convenienza.

Io vi ripeto adunque la dimanda di aggiornare le vostre deliberazioni su questa proposta, la quale per di più a me sembra una legge nuova.

Difatti, il provvedimento chiesto dalla Commissione militare fu già votato, e con ciò esaurite le proposte della Commissione da voi scelta.

Se essa avesse inteso di mobilizzare per intero le due compagnie degli artiglieri, non avrebbe certamente proposto di staccarne quei militi che fossero chiamati per la mobilizzazione generale.

In ogni caso, ciò avrebbe dovuto essere espresso come fu fatto per quelle dei bersaglieri, poichè, e su questa considerazione richiamo l' attenzion vostra, trattasi di decretare senz' altro che, qualunque sia la categoria cui appartengono, tutti indistintamente i militi artiglieri sieno obbligati a mobilizzarsi qualora il Comando in capo delle truppe lo domandi.

Il *rappresentante Farè*: Io non vengo nè ad appoggiare nè ad avversare l' articolo del rappresentante Baldisserotto. Solamente risponderò al rappresentante Ruffini, precisamente le stesse parole dette poco fa.

La proposta di mettere a disposizione del Comando in capo delle truppe le attuali compagnie degli artiglieri non è nuova; è proposta fatta da me ieri l' altro, passata alla Commissione, studiata per due giorni dalla Commissione e sulla quale la Commissione ha fatto il suo rapporto questa mattina.

Il *rappresentante Tommaseo:* Quand' anco fosse una nuova proposta, il vincolo delle idee è tanto stretto e tanto logicamente evidente che sarebbe cosa assurda lo scinderle in due leggi diverse.

Dopo di ciò, avendo l' Assemblea assentito che la votazione dell'articolo segua per alzata e seduta, il *presidente*, fattane la prova e la controprova, lo dichiara approvato.

Quindi si passa al voto complessivo sulla legge per iscrutinio segreto, che resta ammessa come segue:

Votanti	N. 85
Maggiorità assoluta	» 43
Pel sì	» 56
Pel no	» 29

L' adunanza è sciolta alle ore 6 pom. e fissato l' ordine del giorno per la seguente, da tenersi domani alle ore 12 meridiane.

---

21 *Luglio.*

N. 5773-2441 Sez. I.

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA.

Avviso.

Ad esecuzione del Decreto 19 corrente dell'Assemblea dei rappresentanti dello Stato, si rende noto che restano fissati i giorni di oggi 21 e domani 22 Luglio pella presentazione di cadaun Cittadino dai 18 ai 55 anni ad eseguire o rinnovare la propria inscrizione nella Guardia civica.

Gli Uffizj d' inscrizione sono collocati nelle infraindicate località.

Sestiere di s. Marco — Caserma del Genio s. Angelo.
idem Castello — s. Provolo.
idem Dorsoduro } Palazzo Bollani a s. Trovaso.
idem S. Croce }
idem Cannareggio — Caserma Pio Nono.
idem s. Polo — Caserma alla Direzione del Lotto.

I predetti Uffizj rimarranno aperti dalle ore 8 ant. alle ore 9 pom. di oggi e domani.

Con altro avviso verrà indicato il momento in cui le Commissioni miste contemplate dai §§ 4 e 10 del succitato Decreto imprenderanno i propri lavori.

Il gen. in capo G. MARSICH, C. A.

Il capo dello Stato maggiore
G. FECONDO Colonn.

---

21 *Detto.*

AI FRATELLI DI NAPOLI

che abborrendo la Tirannide, abbracciata la Santa causa dell' Indipendenza Italiana, qui si ridussero

I VENEZIANI RICONOSCENTI.

Degni nipoti di Masaniello rasserenativi. Come il più nobile de' metalli, passando per le prove del fuoco dimostra meglio la tenacità delle sue fibre, così gli uomini virtuosi dal crogiuolo della calunnia acquistano nuovo splendore, e rinomanza.

Oh Voi, cui sulle sponde del maestoso Eridano, Condottiero illustre per cittadino coraggio, e per militare esperienza, seppe con due parole

additare la via, che scerre doveasi, mostrandovi in quella del ritorno l'infamia, in quella dell'avvanzare l'onore, pronti egualmente a schernirvi, od a festeggiarvi; Oh Voi dico Uomini maschj abbiate, pure da noi, due parole di conforto. Esse vi varranno di farmaco, e se più stretto annodamento dell'esistente fra noi, nelle comuni sciagure, possibile fia, oggi ne lo stringeranno. La nullità della calunnia istà nel dispreggiarla. Camminate questa via, da cui la maggioranza di tutti i Paesi unicamente sbandasi, perchè Decreti Provvidenziali fissarono che gli eletti rappresentino quaggiù la minoranza. Santa è la causa de' Popoli, che con Noi propugnate, ed essa in onta della prepotenza de' Re, della viltà de' ricchi, de' tradimenti degli ambiziosi, della doppiezza degli apparenti filosofi, della fralezza di scienziati irreligiosi, e quindi deboli nel patriottismo, protetta da Iddio sormonterà tutti gli umani ostacoli che l'Angelo delle tenebre contro le aizza.

Fede, e costanza concorde siano in noi, e fra noi. Come Elvezia è in Europa libera, pel tenace nostro volere sarallo Italia. Vicina a conseguire duratura libertà è l'Ungheria magnanima, nè tarderà a ripeterla l'animosa Polonia, come più di noi straziata è pesta. Godansi pure i Franchi il nome di liberi senza esserlo; noi come l'Unghero non corriamo in traccia di finzioni, nè illudere cogli altri noi stessi vogliamo.

Confidenti in Dio battiamoci risoluti e concordi, e noi o vinceremo, o dimostreremo almen ai vili di tutte le Nazioni, come una morte gloriosa sia ad ignobile vita da preferirsi. Salute a Voi diletti fratelli di Napoli.

MOLTI BUONI CITTADINI DI VENEZIA.

---

22 *Luglio.*

N. 5573-2411 Sez. I.

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA

Avviso.

Per la plausibile affluenza dei cittadini dai 18 ai 55 anni alla iscrizione nella Guardia civica, contemplata dal Decreto 19 corrente dell'Assemblea dei Rappresentanti dello Stato e dell'avviso 21 corrente di questo Comando generale, spirando il giorno d'oggi senza che possa compiersi la iscrizione medesima, si rende noto che il periodo utile per la stessa, viene prorogato fino alla mezzanotte di domani 23 senza interruzione.

Il Generale in capo
G. MARSICH *C. A.*

Il Capo dello Stato maggiore
G. Fecondo Colonnello.

22 *Luglio.*

GOVERNO PROVVISORIO

LA COMMISSIONE AI MOLINI

Avviso.

Consta a questa Commissione che non tutti i possessori di Molini ne abbiano fatte le dovute notifiche al Municipio.

Si diffidano quindi i mancanti a farlo entro il termine di 24 ore dalla pubblicazione del presente sotto pena della confisca dei Molini non notificati che saranno posti ad uso della classe più bisognosa dei rispettivi Circondarii.

Lo stesso obbligo e la stessa pena incombono a quelli che ne ordinassero di nuovi.

Il Presidente
BERNARDINO CRICHI.

22 *Detto.*

GOVERNO PROVVISORIO

LA COMMISSIONE MUNICIPALE

PEGLI OGGETTI

ANNONARJ, SANITARII E STRADALI DEL III. CIRCONDARIO.

Avviso.

I fabbricatori di pane dovranno da domani timbrare colle loro iniziali ogni pane da essi confezionato.

Chi mancasse, oltre la confisca del genere, sarà soggetto ad una multa di L. 30.

Chi azzardasse di levare dalla farina consegnatagli per confezionare pane misto una qualunque siasi quantità di cruschello, onde farne di una quantità più fina peggiorando così la comune ovvero ne aggiungesse, sarà punito con la confisca del genere, e la multa di L. 100.

Il denunziatore sarà tenuto secreto ed avrà il terzo della multa qualora il fatto siasi verificato.

Il Presidente
BERNARDINO CRICHI.

N. 11014.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

AVVISO.

In relazione agli articoli 5, 6, 7 del decreto 17 luglio corrente, pubblicato dall'Assemblea dei rappresentanti dello Stato, risguardante le operazioni elettorali per la prossima convocazione della nuova Assemblea, si notifica:

1. Che i 14 Uffici di circondario hanno residenza nei locali descritti in calce.

2. Che, riguardo agli otto primi circondarii, negli stessi locali e nel giorno 25 luglio corrente dalle ore 11 antim. alle 4 pom. seguirà la gratuita distribuzione delle module a stampa ordinate dall'articolo 7 del sopra citato decreto a tutti i cittadini che ne faranno ricerca, per essere poi in grado d'insinuare la regolare notifica all'ufficio di circondario e conseguire la desiderata inscrizione nella lista elettorale.

Circondario elettorale	Comune di	
1.	Venezia	Parrocchie di s. Pietro di Castello, s. Martino e s. Francesco della Vigna, *Casa Paolucci al Ponte Erizzo s. Martino.*
2.	»	Parrocchie di s. Gio. in Bragora, s. Zaccaria e santa Maria Formosa, *Contabilità centrale a s. Zaccaria piano terreno.*
3.	»	Parrocchie di s. Marco, santa Maria del Giglio, santo Stefano e s. Luca, *Palazzo Municipale in s. Luca.*
4.	»	Parrocchie di s. Geremia, ss. Ermagora e Fortunato, s. Marziale e s. Felice, *Casa Correr a s. Fosca.*
5.	»	Parrocchie di s. Salvatore, ss. Apostoli, s. Canciano e ss. Gio. e Paolo, *Casa Sacerdoti, in Salizzada s. Canciano N.* 5549 *rosso.*
6.	»	Parrocchie di s. Nicola da Tolentino, s. Simeone, s. Giacomo dall'Orio e s. Cassiano, *Casa Zanchi, Fondamenta dei Tolentini N.* 251 *rosso.*
7.	»	Parrocchie di s. Silvestro, s. Pantaleone, s. Maria Gloriosa dei Frari e s. Maria del Carmine, *Scuola grande di s. Rocco.*
8.	»	Parrocchie de' ss. Gervasio e Protasio, di s. Maria del Rosario o Gesuati, dell'Angelo Raffaele e di s. Eufemia della Giudecca, *Accademia di Belle Arti, piano terreno.*

Circondario elettorale	Comune di	
9.	Chioggia	Parrocchie della Cattedrale e di s. Andrea, *Palazzo civico di Chioggia.*
10.	»	Parrocchie di s. Giacomo, di Sotto Marina, di s. Anna, Cavanella e Cabianca, *Palazzo civico, in altri locali.*
11.	Burano	Parrocchie di Burano, Mazzorbo, Torcello, Treporti e Cavallino
	Murano	Parrocchie di s. Pietro di Murano e di s. Donato di Murano
	Malamocco	Parrocchie di Malamocco e di Lido
		Palazzo Comunale di Murano, in parrocchia di s. Donato.
12.	Pellestrina	Parrocchie di Pellestrina, Portosecco e s. Pietro in Volta, *Casa comunale di Pellestrina.*
13.	Circondario elettorale di	s. Biagio di Castello per gli elettori di tutte le divisioni della Marina militare dello Stato, *Casa dell' Auditorato in s. Martino al N. 2417 rosso.*
14.	»	delle Fortificazioni pegli elettori di tutti i corpi della milizia di terra dello Stato, *Palazzo Nazionale presso la Direzione del Dipartimento della guerra.*

Il segr. generale
JACOPO ZENNARI.

23 *Luglio.*

N. 5573-2411 Sez. I.

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA

Avviso.

Il Comando della I. Legione, nella vista di facilitare le inscrizioni nella Guardia civica, contemplate dal decreto 19 corrente dell'Assemblea dei rappresentanti dello Stato, aveva arbitrariamente disposto che gl'individui, i quali prestavano effettivo servizio, potessero per ora ommettere l'inscrizione aperta coll'Avviso 21 corrente di questo Comando generale.

Il Comando generale medesimo, annullando quella disposizione, ricorda che debbono tutti indistintamente i cittadini compresi fra i 18 e i 55 anni concorrere alla propria inscrizione, a senso delle disposizioni emanate.

Il Generale in capo
G. MARSICH *C. A.*

Il Capo dello Stato maggiore
G. Fecondo Colonnello.

23 *Luglio.*

N. 5575-2411 Sez. I.

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA

Avviso.

Le Commissioni contemplate dal § 10 del decreto 19 luglio dell'Assemblea dei rappresentanti dello Stato, si raduneranno questa sera nella residenza di questo Comando generale, sotto la presidenza del sottoscritto Generale in capo, per trattare sulle norme da adottare nei giudizii di esenzione dalla mobilizzazione.

Il gen. in capo
G. MARSICH C. A.

Il capo dello stato maggiore
G. Fecondo Colonnello.

23 *Detto.*

N. 4556-196.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

LA DELEGAZIONE PROVINCIALE

AVVISO.

In seguito alle istruzioni comunicate dal Magistrato politico provvisorio con decreto 22 corrente N. 3512-495 per l'esecuzione della Leva militare marittima di N. 600 individui, determinata dall'Assemblea dei Rappresentanti colla legge 20 pur corrente, si porta a pubblica notizia quanto in appresso:

1. Tutti gl'individui dell'eta di 18 ai 45 anni, soggetti per la legge 25 luglio 1806 all'inscrizione marittima, sieno o no inscritti nella matricola dei Capitanati dei Porti di Venezia, e di Chioggia dovranno nei giorni 25 e 26 andante presentarsi alle rispettive Autorità Comunali, onde farsi inscrivere, muniti dei regolari documenti provanti i titoli che allegassero per essere piazzati nelle diverse liste contemplate dall'articolo 9 della suddetta legge. Chi mancasse di convalidare i proprii titoli famigliari in detti giorni senza legale e giustificato motivo, perde il titolo alla valutabilità dei medesimi.

2. Possono gl'individui stessi nei giorni 28 e 29 andante prodursi al rispettivo Capitanato del Porto, ove saranno rettificate le liste, per dare sui loro titoli quelle ulteriori indicazioni e documentazioni, che fossero del caso.

3. L'estrazione a sorte contemplata dall'articolo 11. della citata legge seguirà nei singoli comuni nel giorno 31 corrente. L'estrazione sarà limitata alla lista prima, e non si progredirà alle successive se non nel caso d'insufficienza della prima.

4. Nel giorno 1. agosto comincierà l'accettazione dei contingenti presso le due apposite Commissioni miste istituite, l'una in Venezia, l'altra in Chioggia, e si procederà sino al saldo.

Il Delegato AVESANI.

Il Segretario D. LOMBONI.

23 *Luglio.*

N. 11075-1427.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

L'UFFICIO CENTRALE PER L'EMISSIONE DELLE CARTELLE DI PRESTITO.

Avvisa

Di aver consegnato alla Banca di Venezia i *Buoni* cogli annessi *Coupons* relativi al prestito di tre milioni di lire, costituito col decreto 19 settembre 1848 N. 2217, a garantia della moneta patriottica, e ne pubblica qui sotto la descrizione. I cittadini, che hanno preso parte nel prestito suddetto, sono autorizzati a ritirare i *Buoni* e i *Coupons* in corrispondenza delle somme pagate e dei vaglia rilasciati, di mano in mano che li avranno estinti.

Quanto prima saranno rimessi alla Banca altri simili *Buoni* e *Coupons*, per le somme pagate e pei vaglia rilasciati pure a garantia della moneta patriottica nei prestiti di due milioni e d'un milione, a' termini dei decreti 12 ottobre e 15 novembre 1848 N. 3227 e 5979.

DESCRIZIONE DEI *BUONI* E DEI *COUPONS*.

Questi Buoni sono litografati in carta comune bianca, hanno un contorno a fregi svariati. Nell'alto, in mezzo, avvi il Leone alato, e sopra due pezzi di fondo a linee nere parallele segnansi a mano alla sua dritta il numero progressivo dei Buoni, ed alla sinistra il valore del Buono stesso in cifre arabiche. Più basso, in lettere cubitali a stampa, è scritto *Governo provvisorio di Venezia*; poscia avvi ripetuto in lettere a mano, sopra fondo a linee nere parallele, il valore del Buono, ed è indicata la Ditta intestata, nonchè la decorrenza dell'interesse, e sul fondo bianco la descrizione del titolo per cui fu emesso, dei decreti relativi, e la data dell'emissione. Nel mezzo vi è la firma del Presidente, alla sinistra avvi un bollo a secco ovale, contornato da semplici ornamenti in nero, con lo stemma del Leone alato che ha la zampa sul libro, ove, a caratteri

microscopici, è la leggenda: *Pax tibi Marce Evangelista meus.* Al di sotto della firma del Presidente, sulla dritta, c'è la firma del capo del Dipartimento delle finanze, e sotto il bollo a secco si trova scritto a mano, sopra un fondo a linee parallele, il numero cui è registrato il Buono in libro maestro, e sul fondo bianco la firma del Direttore dell'uffizio per l'emissione delle cartelle. Tali Buoni sono a madre e figlia. Nel margine, ove si tagliano, sopra un fondo a linee nere minutissime, è scritto in lettere cubitali di stampa a chiaro-scuro: *Governo provvisorio di Venezia.*

I *Coupons* restano attaccati ai Buoni sopra altro mezzo foglio, sono in numero di nove, tutti stampati, circondati da una linea nera; alla sinistra avvi scritto a mano il numero progressivo eguale a quello del Buono, nel mezzo, pure a mano, la pagina ove sono registrati, ed alla dritta in istampa il numero progressivo dei *Coupons* stessi. Sono indicate la scadenza rispettiva e la pagabilità, e sono pure esposti il capitale in cifre arabiche, e la somma da pagarsi, questa però in cifre arabiche ed in iscritto. Tutte le indicazioni a mano sono scritte sopra un fondo di sei linee nere parallele. Anche i *Coupons* hanno sulla sinistra un bollo a secco, ovale, di dimensione molto più piccola di quella applicata ai Buoni, con un circolo in cui è il Leone alato, sopra del quale sta la parola *Prestito*, e con due cornucopie alle estremità della ovale. Sulla destra avvi la firma del Presidente, in fondo bianco.

Il Direttore TREVISAN.

---

23 *Luglio.*

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI
DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 20 luglio 1849.

Presidenza del citt. Lodovico Pasini.

L'adunanza ha principio alle ore 12 e 1/2.

Letto ed approvato il processo verbale della precedente adunanza, il *presidente* partecipa all'Assemblea che il rappresentante Salsi, per indisposizione di salute, non può assistere all'adunanza.

Quindi invita a leggere il rapporto su due petizioni.

Il *rappresentante A. Benvenuti, relatore (legge)*: La Sezione prima dell'Assemblea ha preso in esame la petizione, che il Comitato direttore del Circolo italiano ha presentato a' 14 del mese di marzo passato, sull'importantissimo argomento della organizzazione della Guardia cittadina, e l'ha trovata assolutamente degna di considerazione. È stata eziandio letta da noi altra petizione, 11 corrente, del cittadino Federico Witen, che si riferisce allo stesso oggetto; e ci parve saviamente intesa: il perchè questa pure viene raccomandata, come la prima, al vostro esame; e si propone che, secondo il Regolamento, debbano ambedue le petizioni seguire il corso ordinario delle proposte, ed essere comprese nel prossimo ordine del giorno.

Il *presidente:* Secondo l'articolo 59 del Regolamento, ogni petizione, qualora uno dei membri della Commissione incaricata d'occuparsene, dichiara che la si possa prendere in esame, segue il corso ordinario delle proposte fatte da un rappresentante; perciò domando ora all'Assemblea se intenda di prendere in considerazione queste petizioni perchè seguano appunto il corso ordinario delle proposte di un rappresentante.

Il *rappresentante Bartolommeo Benvenuti:* Credo che in questo modo non sarebbe osservato il Regolamento. Se esso vuole che ogni petizione appoggiata segua il corso ordinario delle proposte, deve essa dunque essere posta nell'ordine del giorno, come era stato proposto dalla Commissione, anche per la presa in considerazione; altrimenti l'Assemblea non saprebbe di che si tratti.

Il *presidente:* Dal seguito del citato articolo, e per analogia, ho dedotto che, se l'Assemblea può essere chiamata a votare o no l'ordine del giorno sopra una petizione, che non fosse stata appoggiata da alcuno e in tal modo deliberare sopra di essa; tanto più potrebbe votare la presa in considerazione (ch'è la deliberazione della minore entità, cui l'Assemblea possa procedere) sopra una petizione che le è dalla Sezione raccomandata. Parmi inoltre che, seguendo altro sistema, sarebbero di troppo allungate le nostre deliberazioni.

Il *rappresentante Bartolommeo Benvenuti:* Io non intendo interpretare la legge, ma applicarne il chiaro tenore. Che cosa si fa della proposta di un rappresentante? La si mette all'ordine del giorno. Quindi si esamina se deve essere presa in considerazione sì o no. Lo stesso adunque si deve fare riguardo alle petizioni; altrimenti queste si troverebbero in condizione migliore delle proposte di un rappresentante.

Il *presidente:* Le proposte di un rappresentante cominciano coll'essere deposte sul banco della presidenza, per poi essere prese in considerazione in un'altra adunanza. Volendo dare lo stesso corso alle petizioni, sulle quali si avesse già un rapporto, sarebbe un farle retrocedere. Però deferisco la cosa all'Assemblea.

Con voci 40 favorevoli, 26 contrarie, è adottato di passare immediatamente alla presa in considerazione.

Il *rappresentante Farè*, che si astenne dal votare dichiara, dietro interpellazione del *presidente*, aver ciò fatto perchè, a suo avviso, fino a tanto che il Regolamento non sia mutato, non è nemmeno permesso di porre ai voti se lo si debba seguire o no.

Il *presidente* soggiunge che l'Assemblea sola è giudice se il Regolamento sia bene o male interpretato dalla presidenza, e nel presente caso aver essa già giudicato.

Dopo di ciò è data lettura delle due petizioni, ambidue tendenti a far riformare l'attuale organizzazione della Guardia civica.

L'Assemblea ne adotta la presa in considerazione, e le rimette alle Sezioni, per averne rapporto da una Commissione composta di nove rappresentanti.

Si procede alla presa in considerazione della proposta del rappresentante Cesare Balbi, per istituire una Commissione d'incoraggiamento per le milizie ed il popolo. Il proponente dà alcuni schiarimenti.

Il *rappresentante Balbi*: Sarebbe assai tristo conoscitore del cuore umano chi mostrasse d'ignorare la potenza irresistibile della parola, la quale, se dolce ed affettuosa, inclina gli animi alla benevolenza, se altera ed acerba, allo sdegno ed all'odio, se forte, dignitosa e robusta, trascina l'uomo, anche suo malgrado, ad azioni nobilissime e grandi. Ciò non ignorarono gli esperti rettori dei popoli o condottieri di eserciti in ogni tempo e Napoleone, quasi altrettanto che con la forza delle armi, col robusto concetto de' suoi fulminanti proclami aveva stretta la vittoria alla bandiera dell'aquila francese. E per valermi di un esempio più vicino e più proprio, domanderò a voi, o cittadini rappresentanti, per quale portento il popolo romano, già da tanti anni incurvato sotto il peso della chierca e del pastorale, sia sorto ad un tratto all'altezza ed alla gloria degli antichi Quiriti? domanderò per qual forza schiere di carabinieri, la cui inettezza era un tempo proverbiale, siensi trasformate in tremende legioni, capaci non solo di sostenere, ma di respingere e vincere con miracoloso coraggio gli eserciti di Francia, avvezzi a trionfare sulla terra d'Algeria? Certamente tali prodigii, oltre alla santità della causa, devonsi ascrivere all'entusiasmo, suscitato e mantenuto nel popolo e nelle truppe, dagli animosi e caldi proclami e dai detti magnanimi dell'Assemblea, del Triumvirato e della Commissione delle barricate.

Nè il popolo veneziano, nato e cresciuto in questa terra ancor calda della gloria di quattordici secoli, fra i monumenti di questa Roma del mare; questo popolo, che soffre in dignitoso silenzio le privazioni e gli stenti, che bagna del suo sangue questa terra che vuole ad ogni costo difesa contro lo straniero, sarà elemento meno atto a grandi cose, se sarà a grandi cose chiamato. Che se pienamente non risponde al fattogli appello, egli è solamente perchè non fu prima preparato a sentirlo, egli è perchè ogni essere, non escluso l'umano intelletto, rimane inerte se da una forza non è commosso e agitato: così appunto la locomotiva resta immobile peso sulla rotaia, se non è spinta a percorrere rapidamente gli spazii dalla forza del vapore e del fuoco; così appunto il cannone resta inutile arnese se non è animato dalla polvere e dalla miccia.

Egli è dietro tali riflessi, o cittadini rappresentanti, che io vengo a proporvi il seguente decreto:

« Considerando che per la decretata resistenza è indispensabile di far sentire al popolo con verità e franchezza la propria situazione;

« Considerando quanta sia la importanza di ridestare e mantenere l'entusiasmo nel popolo e nella truppa;

« Considerando quanto per gli scopi suddetti sia urgente e proprio il valersi del possente mezzo della robusta parola;

« In nome di Dio e del popolo,

« L'Assemblea decreta:

« Sarà nominata una Commissione di quattro individui scelti fra i più caldi, capaci ed onesti cittadini, due militari e due civili, sotto la presidenza del generale in capo Guglielmo Pepe, portante il nome di *Commissione d'incoraggiamento*, ufficio della quale debba essere di eccitare e mantener vivo con ogni mezzo l'entusiasmo e l'amore di patria e d'indipendenza nelle milizie e nel popolo. »

La proposta è presa in considerazione, e l'esame n'è affidato ad una Commissione di tre, da eleggersi dalle Sezioni.

Il *presidente*, seguendo l'ordine del giorno, invita il relatore della Commissione eletta per esaminare la proposta del rappresentante Tommaseo per una leva di 600 marinai, a leggere il rapporto.

Il *rappresentante canonico Arrigoni, relatore*, (*legge*): Dopo le interpellazioni dell'onorevole nostro collega cittadino Tommaseo intorno a'fatti riguardanti la Marina di guerra, e dopo le risposte della Commissione a pieni poteri, che originarono la proposta di una leva di seicento uomini di mare, che affermavasi in addietro e promossa dalla Commissione suddetta, e dissentita dal Governo; sorse alla vostra Commissione, per sentimento d'imparzialità e di prudenza politica, il debito d'indagare presso il potere esecutivo le cagioni del suo dissenso dalla leva.

Il presidente del Governo fece dapprima conoscere, che l'abbandono dell'idea d'una leva fu così comune ad esso, come alla Commissione militare a pieni poteri; che tutte e due le parti ne convennero: ma la Commissione militare, dopo di lui interpellata, ammette bensì di non aver insistito, perchè fosse adottata la leva pei motivi di dissenso esternati dal presidente del Governo; ma non ammette di aver dato il suo assenso espresso, acciocchè nulla fosse fatto.

Or venendo a'motivi del dissenso del presidente del Governo, altri sussistevano allora, e non sono ora più sussistenti: altri tuttavia, a parer del presidente, sarebbero di ostacolo permanente alla leva.

Parlando de'motivi, che sussistevano allora, ed or sono tolti, il principale, anzi l'unico, riferivasi a preparativi di grandi forze nemiche minaccianti imminenza di gravissimo attacco, le quali doveano naturalmente assorbire tutta l'attenzione e de'governanti e della Commissione militare: e noi invero non ci sorprendiamo che, rimpetto ad una considerazione siffatta, la Commissione militare, se non espressamente assenziente, abbia dovuto tacitamente assentire la transitoria inopportunità della leva.

Ma se la imminenza d'un pericolo può distogliere dal pensare al momento a provvisioni necessarie, la vostra Commissione non crede che questa sia buona ragione per non tornarci sopra in altro momento: poichè in caso diverso, nella probabilità, in cui sempre siamo, di un attacco ad ogni istante, toglierebbesi l'azione ad ogni pensiero di governare.

Quanto a'motivi permanenti tuttavia nell'opinione del presidente sull'inopportunità del provvedimento, essi si riducono al timore di alterare l'ordine mirabile di questa città, e di quella di Chioggia, a suo dire previsibile pel distacco degl'individui da requisirsi; ed all'altro timore di peggiorare le condizioni economiche delle famiglie, togliendo ad esse il mezzo di sostentamento coll'arruolamento dei loro pertinenti.

In sostanza, il presidente avrebbe voluto tenere in serbo questa misura per cogliere l'opportunità di adottarla in questo od altro modo, in occasione d'una possibile elevazione di spiriti per grandi avvenimenti all'esterno: o quando la nostra Marina di guerra, coll'ottenimento di luminosi vantaggi in confronto delle forze nemiche, avesse destata l'emulazione degli uomini di mare.

Con queste cognizioni preventive, e con quelle, che in linea di fatto

dovette ritrarre di qua e colà dagli Uffizii informati nella materia di leve, la vostra Commissione ha posto in discussione la massima contenuta nella proposta dell'onorevole cittadino Tommaseo; e, malgrado le obbiezioni del Governo, ha dovuto venire nell'unanime sentimento che la proposta stessa non fosse altrimenti nè a respingersi, nè ad ulteriormente protrarsi.

La vostra Commissione venne in questo unanime sentimento innanzi ad una considerazione di molto peso: quella, cioè, di preparare ad ogni evento una forza di riserva per la Marina, di cui la Commissione militare a pieni poteri mostrò la convenienza e la necessità. La vostra Commissione avrebbe creduto di mancare al dovere di buon cittadino avversando una necessità siffatta, che, a parer nostro, tanto strettamente si lega colla nostra difesa, la quale certo non può farsi senza gli elementi indispensabili al combattere: La vostra Commissione è fidente che, rimpetto a questa sola legge d'indeclinabile necessità, piegar dovesse ogni considerazione, così da parte di quest'Assemblea tanto salda nel sentimento del proprio patriottismo, come da parte del popolo, la cui costanza nel tollerare le privazioni ed i sacrifizii, anco di sangue, ha luminosamente dimostrato la pienezza del suo sentimento nella persistente resistenza al nemico.

Se non che, anche senza questa veemente ragione della necessità, alla vostra Commissione non sarebbero parsi di gran peso gli obbietti posti in campo dal presidente di Governo. Non infatti quello della temuta perturbazione dell'ordine pubblico, perchè l'indole mansueta del popolo nostro e di quello di Chioggia, e la loro nobile affezione alla causa, ci son guarentigie che non abbianvi nelle volontà individuali elementi di perturbazione; e crediamo, d'altra parte, che all'agitazione, che si volesse da nemici interni inspirare a traviamento della popolare bontà, possa sopperire la facilità di evitare nelle operazioni di leva quelle soverchie concentrazioni di persone, alle quali puossi ovviare colla destinazione di luoghi e tempi diversi.

Al dubbio di togliere alle famiglie in queste stringenze i mezzi del rispettivo sostentamento, col privarle dell'individuo, da cui per avventura lo ripetessero, ci pare di dover contrapporre che il tenore della legge, che noi vi proporremo, sia esso una salvaguardia del temuto sagrifizio, sì perchè ci siamo adoprati, onde il peso dell'arrolamento cada sopra individui il meno possibile necessarii alle famiglie, e sì perchè non siamo d'avviso che, nelle strettezze dei tempi siavi tanta copia di risorse da poter credere, che l'allontanamento d'un individuo da una famiglia possa esserne la ruina. Nella considerazione anzi, che l'arma della Marina è molto bene pagata, noi crediamo che, collo staccare individui dalle proprie famiglie, daremo, anzichè togliere, mezzi al loro sostentamento. E dalle poche informazioni, che la brevità del tempo ci consentì attignere, portiamo speranza che, senza troppo toccare individui necessarii, avremo il numero d'uomini di mare che noi cerchiamo, e lo raggiungeremo nella classe de'celibi, certo men facilmente la più necessaria al sostentamento delle famiglie. A questo scopo infatti vi proponiamo di estendere l'età, che l'onorevole proponente fissava dai 18 ai 30 anni, a quella dai 18 ai 45.

E per intanto sentirete che la legge stanzia un soccorso momentaneo alle famiglie, il quale può sopperire ai bisogni della circostanza; laonde nemmeno da questo lato non troviamo l'obbietto ammissibile.

Credono alcuni improvvido l'arruolamento comandato, perchè abbia mal risposto ai bisogni della patria la chiamata d'arruolamento volontario: e nella legge vincolativa, che noi vi proponiamo, essi avvisano trovare quasi una censura del mancato patriottismo del popolo.

Alla prima di queste obbiezioni rispose già l'onorevole Tommaseo con quella facondia e forza di esposizione, che tutti noi conosciamo: ed è infatti una verità, come le condizioni interne delle famiglie, il predominio del sesso debole, la strettezza dei vincoli di fratellanza, di paternità e di figliolanza, che lega tutti e ciascuno, esercitino una pericolosa influenza sulle generose ispirazioni, costrette ad essere soppresse appunto perchè la volontà trova la convenienza di spuntare i suoi impulsi nell'affetto, benchè frequenti sieno i fremiti de' volenterosi, che forse desiderano la chiamata obbligatoria, per isfuggire alle pastoie delle convenienze.

Nè la legge vincolativa è censura di mancato patriottismo, poichè di questo se ne hanno a tutte le ore continui esempi, e tutto al più la legge può tener luogo di una dimostrazione convincente di pressante necessità.

In faccia alla quale necessità, noi non troviamo che sia a protrarsi il provvedimento, per aspettare che lo spirito del popolo si rilevi per esterni avvenimenti, o per fatti gloriosi della Marina. Confidiamo in Dio, che tanto visibilmente ci protegge; speriamo che il fremito universale d'Italia e d'Europa contro la forza brutale produrrà gli esterni avvenimenti; siamo ben sicuri, che l'onore ed il valore della nostra Marina spingerà le sue vele, e i suoi cannoni contro l'inimico con tanto maggior sicurezza, quando avrà l'animo tranquillo sopra la riserva, che noi le prepariamo colla nostra proposta di legge: riserva, ch'è ben prudente di avere, pel caso possibile d'un qualche rovescio.

Sotto gli auspicii pertanto di queste considerazioni, noi crediamo che lo spirito del popolo si eleverà, tosto che sappia che non ci mancano i mezzi ad usare una vigorosa resistenza; laddove, al contrario, l'incertezza e l'angustia della paura non possono che prostrar peggio gli animi dell'universale, già per lunghe sofferenze abbattuti.

E sotto questi auspicii noi abbiamo redatta una proposta di legge, che sviluppi la massima del proponente cittadino Tommaseo; nella quale ci siamo alcun poco allontanati dagli ordinarii procedimenti, in vista dello stato nostro eccezionale, ed in vista che il tener dietro alle regole ordinarie avrebbe reso necessario un tempo, che non si combina coll'urgenza di adottare il provvedimento di cui si ragiona. Abbiamo stabilito la portata dell'arruolamento, ed il termine del servizio militare: abbiamo fissato le classi tanto nella condizione, che nell'età, sulle quali l'arruolamento deve cadere: abbiamo gettati in embrione i metodi eccezionali e spicciativi per effettuare il più presto l'arruolamento medesimo, limitando strettamente l'esenzioni, e nello stesso tempo provvedendo, acciocchè il peso cada, come s'è detto, sugl'individui men necessarii.

Non abbiamo trascurato nel tempo stesso di render men dura la legge, col mostrare rispettivamente un interesse così rispetto alla condizione delle famiglie, come alla condizione de' requisibili, e non abbiamo trascurato la debita severità contro coloro, che alla legge si mostrassero inobbedienti.

Fermati così i principii fondamentali della legge, la parte dell'esecuzione fu lasciata interamente, rispetto a' modi ed all'ordine, al prudente arbitrio del Governo; il quale, quanto più si mostra desideroso della conservazione dell'ordine e della tranquillità, saprà tanto più temperare le sue disposizioni, onde la legge ottenga il suo pieno effetto senza perturbazioni ed agitamenti.

Cittadini rappresentanti, nel deporre sul banco della presidenza la proposta di legge, di cui vi faremo lettura, nonchè deponendo il carteggio da noi tenuto per avere elementi di fatto, il quale sarà da comunicarsi al Governo, noi mettiamo il sentimento della nostra unanimità in favore della legge medesima sotto l'egida della dignità e del patriottismo delle vostre precedenti generose deliberazioni. Noi, che essendo un punto microscopico in faccia all'Europa ed al mondo, propugniamo ancora, e da soli, il santo principio dell'indipendenza italiana, noi abbiam detto che resisteremo ad ogni costo: e non verremo meno alla nostra risoluzione, perchè resistere ad ogni costo si congiunge all'idea di adoprare ogni mezzo all'effetto.

Ecco il tenore del progetto di legge proposto dalla Commissione:

» Considerando, che a meglio guarentire in ogni evento il servizio dei legni da guerra è indispensbile il numero di 600 individui;

Considerando, che il pieno assetto della Marina di guerra è condizione irrecusabile della nostra difesa;

Considerando, che la strettezza de' tempi e le circostanze esigono provvedimenti di massima sollecitudine, inconciliabile affatto coll'arrolamento volontario;

Considerando, che nei supremi bisogni della patria è debito di ciascun cittadino contribuire con l'opera propria a supplirvi;

Considerando d'altra parte, che anche alle necessità dello stato è d'uopo riparare col minor possibile sacrifizio dei cittadini;

Decreta:

1. Per supplire al servizio della Marina militare sono chiamati 600 individui, i quali s'intenderanno obbligati soltanto sino al termine della guerra.

2. Questi individui saranno tratti da tutto lo stato, cioè da questa città, da quella di Chioggia, dalle isole e dai litorali, fra la classe dei cittadini abitanti attualmente nello stato, dell'età dai 18 ai 45 anni, soggetti per le leggi anteriori all'iscrizione marittima, siano o no inscritti nelle matricole dei Capitanati del porto di Venezia e di Chioggia.

3. A tale effetto il Governo disporrà per la immediata apertura d'un registro di prenotazione, nei giorni e nelle ore, nei luoghi e presso quelle autorità, che troverà opportuno di assegnare all'uopo; nel quale registro saranno chiamati, e tenuti ad iscriversi tutti i cittadini menzionati nell'articolo precedente.

4. La mancanza all'iscrizione porta per assoluta conseguenza l'arrolamento forzato dell'inobbediente a qualunque servizio militare, quand'anche per fisiche imperfezioni fosse inetto al servigio della Marina.

5. Da quest'obbligo d'iscrizione, sotto la forza delle comminatorie dell'articolo precedente, non sono dispensati quelli, che avessero prestato anteriore servigio nella Marina di guerra, e nemmeno gli attuali artiglieri sussidiarii di Chioggia e Pellestrina, che non appartengono ad un corpo militare regolarmente organizzato.

6. Al contrario, non sono obbligati alla iscrizione:

1.) Quelli che servono come operai organizzati all'Arsenale di guerra;

2.) I seguenti operai, non compresi nella suddetta organizzazione: falegnami di nave, fabbri-ferrai da grosso e macchinisti, foratori, calafati e velai, salva al caso la loro chiamata ne' porti, secondo le regole prescritte per la chiamata de' marinai; ed inoltre,

3.) I militari di terra di qualunque arma, finchè si trovano in attualità di servigio nell'armata, come pure le guardie civiche che saranno mobilizzate in forza del decreto di quest'Assemblea del giorno 19 corrente.

7. Compiuta la iscrizione di tutti gl'individui obbligati, una o più Commissioni miste, civili e militari, nominate d'accordo dal Governo e dalla Commissione militare con pieni poteri, faranno la scelta di quelli atti al servigio, perchè siano di mano in mano consegnati alla Marina di guerra fino alla concorrenza del numero sopra fissato.

8. La scelta seguirà con l'ordine e sopra le sei liste seguenti:

a) in prima lista si comprenderanno tutti i celibi,

b) in seconda lista i vedovi senza figli,

c) in terza lista gli ammogliati senza figli,

d) in quarta lista gli ammogliati con meno di tre figli,

e) in quinta lista gli ammogliati con tre o più figli,

f) in sesta lista i vedovi con figli.

9. All'obbligo del servigio sono indistintamente tenuti tutti quelli, che non hanno visibili imperfezioni fisiche o malattie croniche.

10. Fino al saldo del contingente, le scelte saranno fatte nelle dette liste progressivamente, seguendo pegl'individui l'ordine, che verrà determinato dalla sorte.

11. Le iscrizioni nei registri di prenotazione dovranno quindi seguire con riguardo alle liste, delle quali all'articolo 8.

12. Gl'individui inscritti nel registro di prenotazione, che si sottraessero in qualunque modo alla successiva presentazione per la scelta, incorreranno nella pena comminata all'articolo 4. della presente legge.

13. Alle famiglie di quelli, sui quali sarà caduta la scelta, verrà tosto e senza distinzione accordata una sovvenzione di lire 12 correnti.

14. Tutti gli arrolati alla Marina di guerra, in forza della presente legge, hanno diritto allo stesso trattamento di quelli che vi si trovano in attualità di servigio.

15. A quelli che avessero servito nel tempo anteriore alla presente legge, saranno conservati i gradi indicati nel rispettivo loro congedo, quand'anche il grado fosse stato provvisorio.

16. Andranno a sconto del contingente gl'individui, che si presentassero volontarii all'arrolamento.

17. La misura del contingente da fornirsi da ciascun circondario soggetto ai rispettivi Capitanati del porto, sarà fissata dal Governo.

18. Ogni operazione relativa a questa leva dovrà essere compiuta al più tardi entro il giorno 5 agosto p. v.

19. Il Governo e la Commissione militare con pieni poteri, ciascheduno in ciò che li concerne, sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto, che sarà stampato, affisso ne' pubblici luoghi, e letto dall'altare. »

Interrogata dal *presidente* l'Assemblea, si fissa di aprir subito la discussione.

Il *rappresentante Tommaseo* chiede la parola.

Il *rappresentante Tommaseo* (*legge*): Concedete che in questa sala ove sedettero tanti de' governanti e de' guerrieri più illustri di cui la storia si vanti; in questa sala ch'ecceggiò al santo grido di tante navali vittorie; io rivolga ancora alla nostra marineria una parola di fervente preghiera. È necessario, o marinai, un vostro fatto, uno splendido fatto all'onore di Venezia e alla vita. Io so bene gli ostacoli che v'im-

pedirono, le difficoltà che vi assediano, e come taluni dell' amministrazione di guerra non secondino la operosità ch' è domandata a chi dee fare la guerra; ma so che qualcosa operare bisogna per non perire sprezzati. Gli Americani ed i Greci non contarono il numero de' legni nemici, non misurarono il calibro de' cannoni minaccianti: contarono i proprii diritti, i proprii patimenti; misurarono la soprappiena misura della vituperosa schiavitù sovrastante, e nella disperazione sperarono. Il nemico ne' suoi giornali c' insulta: il popolo necessitoso e paziente, i suoi desiderii fa sentire con voce severa: bisogna operare. Egli è facil cosa, lo so, agl' inesperti e a chi è fuor del cimento, incitare altrui: egli è cosa crudele voler duramente riscuotere dall' erede angustiato i debiti da lui non contratti: ma io esprimo qui non tanto il mio proprio, quanto il sentimento di molti, che forse non pensano come sin dal principio la guerra veneziana si sia snaturata, facendola tutta guerra di terraferma, disseminando i prodi artiglieri marittimi per le fortezze della laguna, ove fecero cospicua prova di se, sempre che l' opportunità se ne offrisse. Ma le cose oramai sono a tale che i quasi cento legni, tra piccoli e grandi, che abbiamo o possiamo in breve aver pronti (se l' Arsenale s' accinge con la debita lena al lavoro) hanno a dar segno di vita. Una voce da Roma, volgendosi all' Ungheria, con crudele e rea dimenticanza diceva poc' anzi che in soli due luoghi d' Europa il vessillo della libertà si reggeva: a Debreczin e sul Tebro. Roma, dopo assai prove d' ardire memorando, è ormai fatta un' isola francese in un livido lago austriaco: Venezia resta. — Mostrate, o Veneziani, ai prodi Ungheresi la bandiera, che e' conoscono ed amano, di San Marco. Quattordici secoli vi domanderanno conto della vostra prudenza; inspireranno, o fratelli, il valor vostro. Questa grande onda di gloria vi sommergerà inonorati, o vi sospingerà trionfanti nel porto. (*Applausi fragorosi.*)

Il *presidente*: Se nessun altro rappresentante domanda la parola sulla legge in generale, passeremo alla discussione e votazione dei singoli articoli.

Riflettendo però che il preambolo della legge contiene parti dipendenti dai singoli articoli, come il numero 600, ec.; propongo che sui *Considerando* sia deliberato dopo la votazione degli articoli. (*Approvato.*)

L' articolo 1.° è letto ed approvato.

Si legge l' art. 2.

Il *rappresentante Varè*: Mi pare che questo articolo abbia uno strettissimo legame con un articolo che sta verso il fine, se ho bene inteso la rapida lettura; quello, cioè, che autorizza il Governo provvisorio a dividere il numero secondo i varii comuni.

Siccome qui si sanzionerebbe un principio sul quale forse alcuno potrebbe avere dei dubbi, rispetto a ciò che concerne la città ed i comuni, mentre abbiamo stabilito essere mobilizzata la Guardia civica di Venezia ed abbiamo lasciato fuori quella di Chioggia, in vista di ciò domanderei che la discussione, che potesse nascere sopra quest' articolo, fosse congiunta con quella dell' articolo che ho or ora citato.

Dopo questa domanda, avrei da far una interpellazione al Governo: se, cioè, abbia fatto osservare la legge 25 luglio 1806, secondo la quale

in Venezia dovrebbe esservi un registro esatto di tutti quelli che sarebbero assoggettati alla leva militare, perchè appunto si trovano nelle circostanze determinate dall'art. 1.° di essa legge.

Se ci fosse questo registro in piena regola, le operazioni della legge, che vogliamo fare oggi, sarebbero indubitatamente abbreviate e semplificate.

Quando fu fatta la legge che ho citato, vigeva il regno d'Italia, anzi fu questo uno dei primi decreti che si emanarono tosto che Venezia fu unita a quel regno. Mi si disse poi che, negli ultimi tempi del governo austriaco, l'esecuzione n'era quasi andata in dissuetudine, e ben m'interesserebbe sapere se, quando la Marina veneta cominciò ad avere altri destini, quando si poteva sperare che diventasse di nuovo Marina nazionale, il Governo abbia fatto eseguire questa legge.

Il *presidente:* Devo premettere che, non essendo presente il capo del Governo, perchè, come ieri ebbi ad annunziare, è malato, ogni interpellazione, fatta oggi al Governo medesimo, sarebbe inutile.

Il *rappresentante Varè*: Chiederò dunque alla Commissione se sia informata che il Governo abbia o no fatto eseguire questa legge.

Il *rappresentante Ferrari Bravo, membro della Commissione*: Quanto all'osservazione fatta sulla necessità di discutere il 2. articolo congiuntamente all'ultimo, rispondo al rappresentante Varè che, appunto perchè la legge generale deve obbligare tutti alla chiamata, tutti quelli che sono tenuti ad obbedire alla chiamata, devono essere obbligati alla iscrizione. E fu poi così concepito l'articolo 2., appunto in vista che noi abbiamo mobilizzato a Venezia unicamente 1000 guardie nazionali. Del resto, il legame che ha quest'articolo con quello citato dal Varè, consiste in ciò solamente che noi abbiamo riservato all'autorità del Governo di fissare la misura del contingente, da attribuirsi rispettivamente ai circondarii di Venezia e di Chioggia. Perciò io credo che non occorra di fare una discussione congiunta, ma possa reggere la discussione separata.

Quanto all'interpellazione, che l'onorevole preopinante ha diretto al Governo, la Commissione è in caso di rispondervi.

Il motivo, per cui fu inserito nella legge l'ordine di aprire un'altra iscrizione, sta in ciò che, sebbene l'iscrizione ordinata dal decreto 1806 sia stata sempre conservata sotto il governo austriaco e sotto il Governo attuale, le circostanze degli ultimi tempi impedirono però di tenere in evidenza la condizione dei marinai. Dai registri del Capitanato del porto non emerge quali siano gli ammogliati, se siano qui od altrove; per cui la Commissione, anche all'oggetto di evitare il pericolo di una lungaggine, determinò di rinnovare la chiamata per la iscrizione.

Il *rappresentante Varè:* Quanto all'ultima parte, le spiegazioni datemi in nome della Commissione, sono soddisfacenti certamente. Quanto alla prima parte, crederei che fosse più chiaro, anche per togliere sinistre impressioni nel pubblico, che i due articoli de' quali si ragiona fossero collocati successivamente l'uno all'altro; anzi vorrei aggiunte le seguenti espressioni: *che il contingente resterà fissato dal Governo, con avvertenza al numero delle guardie mobilizzate, e con gli equi riguardi alle guardie stesse.*

Il *rappresentante Ferrari Bravo* dichiara non avervi alcuna difficoltà.

Il *rappresentante Triffoni*: Io debbo rettificare dei fatti. Quando il governo austriaco ha stabilito, per le difficoltà che incontravano le leve di mare, di fare una leva complessiva di terra e di mare, fu quasi ommesso di tenere il registro d'iscrizione marittima con quell'esattezza che esige tale argomento; ma però, annessi all'Uffizio dei porti, i registri sussistono, per tenere in evidenza i movimenti della gente di mare. Che se ne' registri di leva marittima mancavano indicazioni di circostanze famigliari, era già uso in ogni leva di fare che i requisiti si producessero, perchè, se tal genere di circostanze non può essere tenuto in evidenza nell'Ufficio dei porti, deve però essere constatato al momento della leva per fare giustizia a tutti. Quindi, anche come sono, i registri di leva dell'Ufficio dei porti potrebbero servire per base della leva, ed abbrevierebbero moltissimo le operazioni. Basterebbe soltanto prescrivere che, in base dei registri dell'Ufficio dei porti, si procedesse alla requisizione, salvo però ai requisiti di far constare i loro titoli alla esenzione o posticipazione. In tal modo, si risparmierebbe una operazione di fatica agli Ufficii ed allo stesso coscritto, che dovrebbe presentarsi due volte; poichè dobbiamo rammentarci che si tratta di barcaiuoli, di pescatori, che ogni di hanno da fare il loro mestiere, che non possono fare come il coscritto di terra, che sta a casa e ad ogni occorrenza può comparire. Quindi io crederei che la legge in questa parte potrebbe venire modificata, come diceva il rappresentante Varè, cioè dichiarando applicate le disposizioni del decreto 1806.

Quanto poi alla proporzione del contingente, non credo che convenga lasciare in arbitrio del Governo il determinarlo e credo che la legge stessa debba fissarla. È cosa interessante pei chiamati alla leva che tutti i paesi conoscano in quale misura debbano concorrervi.

Si soleva sempre, ed è di giustizia, determinare il contingente in base della forza dei chiamati a concorrere alla leva. Quindi la legge deve dichiarare che il Governo dividerà il contingente in base della forza delle matricole di marina, senza che vi sia lasciato alcun arbitrio, ch'è sempre da evitarsi e massime in affari che riguardano le persone.

Avverto, infine, che la mobilizzazione delle 1000 guardie civiche, decretata ieri, potrebbe portare una qualche difficoltà pratica, e perciò sarebbe fin d'ora da stabilire precisamente che dalla lista dei requisibili fossero escluse tutte le guardie mobilizzate dai 18 ai 30 anni, e stabilita la divisione del contingente sul risultante numero degl'inscritti nelle matricole dei marinai: così si avrà un equo riguardo a Venezia pei fucilieri, e vi sarà un dato positivo su cui basare il contingente.

Il *rappresentante De Giorgi:* Da tutte le cose che sono state dette, mi sembra che si tratti in ultimo risultato di rifare da capo la legge. Nacque discussione sopra i due punti vitali d'ogni legge di leva. Ogni leva dev'essere considerata da varii lati, il numero delle persone, la fonte, dirò così, o la lista da cui si vogliono trarre, e la ripartizione sopra varie porzioni del territorio; quanto al numero, non c'è finora discussione, bensì quanto alle fonti da cui cavarlo. Chi propose delle liste nuove e chi di partire dalla lista esistente presso i Capitanati dei porti. Quanto alla ripartizione sopra le diverse parti del territorio, la Commis-

sione propose di lasciarla al Governo. Invece il rappresentante Triffoni propone venga determinata dall'Assemblea stessa; sicchè mi pare che la legge sia avversata nei due punti capitali, e che su questi convenga intendersi prima di votare sull'articolo.

Il *presidente*: Non chiedendo nessun altro la parola, passeremo ai voti sull'articolo 2., se l'Assemblea aderisce, sostituendo, giusta proposta del rappresentante Varè alle parole: *leggi anteriori*, queste: *la legge 25 luglio* 1806.

È ammesso, e si ammette anche l'art. 3.

La Commissione ha aderito che l'articolo 17. diventi l'articolo 4. In conseguenza io leggerò adesso quest'articolo (*legge*). Quindi invito il rappresentante Triffoni a proporre la sua emenda.

Il *rappresentante Triffoni*: Ecco l'emenda che io proporrei:

« La divisione pel contingente fra' circondarii marittimi sarà fatta dal Governo in ragione del numero degl'inscritti, giusta l'articolo 2., nelle matricole degli Uffizii di porto, dedotti per Venezia quelli che risultassero compresi fra le guardie civiche mobilizzate. »

Il *presidente*: Alcuni membri della Commissione dimandano che la seduta sia sospesa per mezz'ora, affine di proporre una nuova redazione dell'articolo.

L'Assemblea acconsente; l'adunanza resta sospesa per mezz'ora.

Alle ore 3 e 3/4 l'adunanza è ripresa.

Il *presidente*: Invito il rappresentante Ferrari Bravo a riferire, in nome della Commissione, l'operato.

Il *rappresentante Ferrari Bravo*: Finchè si avesse dovuto calcolare il conguaglio in ragione dell'iscrizione, era impossibile che l'Assemblea potesse stanziarne una che fosse in termini di giustizia, attesochè non avevamo i materiali necessarii per poter determinare sulle liste dei rispettivi Capitanati del porto il contingente. Siccome però è necessario di mettere in armonia le due leggi, cioè quella di coscrizione marittima e quella che riguarda la mobilizzazione della Guardia civica, ci siamo fermati sul dato della popolazione, con che abbiamo tolto del tutto l'articolo 17. Per aderire poi a' desiderii di altri rappresentanti, che volevano che questo articolo avesse una differente collocazione, saremmo d'avviso di porlo dopo l'articolo 3., ridotto come segue:

« La divisione del contingente sarà eseguita in ragione delle rispettive popolazioni, in guisa che sulla somma degl'individui chiamati al servizio militare, tanto colla legge 19 luglio corrente, che colla presente, sia imputato per Venezia il numero delle guardie civiche mobilizzate. »

Ciò diviene anche giusto, perchè, in ultima analisi, il solo comune di Venezia darebbe le guardie mobilizzate, mentre gli altri comuni non darebbero nessuna guardia.

Così noi speriamo d'aver ottenuto l'intento da tutti desiderato.

Il *presidente*: Ora porrò ai voti l'articolo 4., ch'è proposto dalla Commissione in luogo del 17. da eliminare, se nessun altro chiede di parlare.

Il *rappresentante Errera*: Il numero dei mobilizzati per la città di Venezia è già stabilito. Dunque non mi sembra che resti altro che dire:

« imputando a favore del comune di Venezia la mobilizzazione ordinata dal decreto 19 corrente. »

Un rappresentante: Il numero dei mobilizzati non è definitivamente conosciuto, perchè ci sono compresi anche gli artiglieri.

Il *rappresentante Errera*: Io formulerei come segue la mia emenda:

« Il riparto tra le comuni di Venezia e le altre sarà fatto in modo che, calcolata la somma degl'individui mobilizzati colla legge d'ieri, e quelli della leva d'oggi, ogni comune abbia il carico d'un numero proporzionato alla sua popolazione. »

L'emenda del rappres. Errera vien posta ai voti e non è ammessa.

Il *presidente*: Ora porrò ai voti l'articolo 4. come fu nuovamente redatto dalla Commissione.

Il *rappresentante Pincherle*: L'effetto, che vuolsi ottenere con quest'articolo, mi pare il seguente: 1000 guardie si sono mobilizzate ieri; 600 marinai vuolsi oggi che sieno levati: sono in tutto 1600 uomini. Ogni paese deve contribuire la sua quota del totale contingente. A Venezia vengono abbuonati in proporzione i 1000 mobilizzati. Sul senso siamo tutti d'accordo, ma l'articolo della Commissione non ha chiaramente questo significato.

Il *rappresentante Avesani:* Appoggio la redazione come è col seguente calcolo. Supposto che Venezia abbia 110,000 abitanti, 30,000 Chioggia e 9000 Pellestrina, San Pietro e Porto Secco, dati che mi furono testè forniti, saranno un totale di 149,000. Se dunque 149,000 mi danno 1000 fucilieri; quanti me ne daranno 39,000 abitanti di Chioggia, Pellestrina, ec.? me ne daranno 268. Se 149,000 abitanti mi danno 600 marinai, quanti me ne daranno 39,000 di Chioggia, Pellestrina, ec.? Evidentemente 157. In tutto dunque Chioggia, Pellestrina ec. mi daranno 268 fucilieri e 157 marinai; od uomini 425.

Ecco l'origine della redazione. La divisione del contingente, cioè di quello contemplato dalla legge attuale, sarà eseguita in ragione della rispettiva popolazione, ed in guisa che sulla somma degl'individui chiamati al servizio militare, tanto colla legge d'ieri che colla presente, vale a dire sui 1600, sia imputato al comune di Venezia il numero delle guardie civiche che saranno mobilizzate. La conseguenza è chiarissima; se 421 danno Chioggia, Pellestrina, ec., il resto per giungere ai 1600 è 1175 per Venezia. Su questi 1175 vanno abbuonati 1000 fucilieri; dunque Venezia darà 175 marinai.

Mi pare chiarissimo e redatto perfettamente l'articolo, e mediante questa operazione aritmetica la divisione del contingente sarà eseguita in ragione della rispettiva popolazione, in guisa che sulla somma degli individui chiamati al servizio militare (tanto colla legge del 19 corrente che mobilizza 1000 fucilieri, quanto colla presente che leva 600 marinai) sia eccepito per la comune di Venezia il numero delle guardie civiche mobilizzate, che saranno 1000.

Il *rappresentante Pincherle:* In questo siamo d'accordo; il calcolo è esatto, giustissima la dimostrazione; ma l'articolo non rende l'idea: *la divisione del contingente* (e non si parla che dell'attuale) *sarà eseguita in ragione delle rispettive popolazioni.*

Bisogna dire che vien diviso colla proporzione del contingente d'ieri e quello d'oggi, altrimenti il conto per Venezia è giustissimo, ma non è provato che Chioggia e le altre comuni debbano contribuire in ragione dei 1600, e la legge per conseguenza non ha un chiaro significato.

L'emenda, che io proporrei, è la seguente:

« La divisione del contingente sarà eseguita, sommando il numero di guardie civiche mobilizzate per il comune di Venezia col decreto 19 luglio, ed il numero di marinai richiesti colla presente legge; poscia cercando quale sarebbe insieme il contingente di cadaun comune in proporzione de' suoi abitanti, e imputando nel contingente complessivo del comune di Venezia le guardie civiche mobilizzate col citato decreto. Gli altri comuni forniranno il loro contingente esclusivamente con marinai. »

Il *rappresentante Scarpa:* Secondo l'ultima redazione che si è fatta, noi dovremo dare appunto dei marinai in proporzione della popolazione complessiva; credo che, adottando questa legge, potrebbe nascere l'inconveniente che alcuni paesi dell'Estuario non avessero tanti uomini speciali come marinai, quanti sarebbero richiesti nella proporzione complessiva per tutta la popolazione dello stato; in questo caso, come si farebbe a soddisfare al bisogno ed evitare l'inconveniente?

Qui a Venezia io credo che abbiamo pochissimi che sieno marinai, e quindi, essendovi la Guardia mobilizzata, con questa veniamo a supplire la loro mancanza e ad evitare l'inconveniente, che s'incontrerebbe adottando varie misure generali di proporzione per tutti i paesi.

Non so, se per esempio, a Murano, vi sieno molti marinai, quando invece in proporzione quel paese potrà dare il contingente necessario di guardie mobilizzate.

Perciò vorrei fosse scartata la nuova redazione dell'articolo, e fosse tenuta la primitiva, cioè quella della Commissione.

Un'altra osservazione mi fa insistere in quest'avviso, ed è che, se sarebbe giustissimo riguardo a Venezia, mantenere la nuova redazione, mentre in questo caso tutti sopporterebbero il peso, tanto quelli della classe dei marinai, quanto gli altri; per le altre popolazioni invece dell'estuario avremmo che solamente la classe dei marinai dovrebbe sopportare quel peso, che dovrebbe esser comune colla Guardia civica.

Il *presidente*, a richiesta di alcuni rappresentanti, dà lettura di alcuni documenti, trasmessi dai Capitanati del porto di Venezia e di Chioggia, contenenti dati statistici sulla iscrizione marittima.

Il *rappresentante Pincherle:* Nello stato attuale della discussione, e tenendo conto dei dati offertici dai documenti testè letti, e di alcune difficoltà pratiche cui bisogna ovviare, proporrei che la legge, per un più maturo esame, fosse stampata e distribuita a' rappresentanti.

Il *rappresentante Tommaseo:* Dai numeri che recano le lettere or ora lette, apparisce che la legge è di esecuzione per lo meno possibile. Aggiungerò un fatto narratomi dal comandante Grondoni, ch'è a Pellestrina, negli abitanti della quale egli promosse l'arrolamento volontario; ma per le ragioni che ognuno sa, e per le altre che tutti immaginano, l'arrolamento volontario non ebbe quell'effetto che se ne poteva aspettare. Ora il comandante Grondoni mi affermò che, nel solo distretto di

Pellestrina, sotto quattroccato sarebbero più o meno disposti alla leva. E se solo il distretto di Pellestrina ci dà questo numero; se da quella lettera di Chioggia apparisce un numero tanto sovrabbondante, l'obbiezione del collega Pincherle non ha più luogo. L'osservazione del collega signor Scarpa ha certamente un'importanza a cui bisogna por mente. Egli mi dice che nel numero de' soggetti alla leva nel circondario di Chioggia, e negli attenenti, non sarebbero compresi che i soli marinai, e gli altri che non fossero marinai, andrebbero liberi dall'obbligo della leva. Certo che questa a prima vista apparisce ingiustizia; se non che considerando che il maggior numero di quegli abitanti son genti avvezze alla vita del mare, considerando le presenti necessità del paese, dee, come fu saviamente osservato, dee a molti di loro parere desiderabile questa leva, siccome quelli a cui il nutrimento manca: ond'io affermo che l'apparente ingiustizia si converte, direi così, in carità.

Nondimeno, nell'osservazione del signor Scarpa e degli altri che precedettero, è un lato di vero. Io credo che voler determinare per l'appunto le proporzioni nelle quali si dee fare la leva, sia un entrare in particolarità che non sono proprie della legge. Perciò proporrei che ci attenessimo alla prima forma dataci dalla Commissione, aggiungendovi parole che limitassero le facoltà del Governo, e a un dipresso proporrei le seguenti:

« La misura del contingente da fornirsi, da ciascun Circondario soggetto ai rispettivi Capitanati del porto, sarà fissata dal Governo, *osservate al possibile le proporzioni del numero e della giustizia.* »

Il *rappresentante Scarpa*: Ho preso la parola poco fa perchè conosco qualche cosa delle condizioni etnografiche dell'estuario di Pellestrina e della città di Chioggia; sapeva che tanto la città di Chioggia quanto Pellestrina potevano dare il contingente di marinai senza che vi fosse nessuno ostacolo; quindi la mia obbiezione non si riferiva menomamente ad altri paesi, in cui anzi c'è sovrabbondanza: il mio discorso si riferiva ad altri paesi, come a Murano e qualche altro punto dell'estuario, dove, non essendo la classe dei marinai molto abbondante, seguendo la proporzione del numero degli abitanti, non si potrebbe forse trovare abbastanza da soddisfare al contingente. Per ciò Chioggia e Pellestrina si troverebbero in miglior condizione; ecco spiegato meglio il mio pensiero.

Il *rappresentante Francesco Baldisserotto:* Occorre una breve spiegazione.

Noi non abbiamo bisogno di 600 marinai propriamente detti, ma di 600 uomini atti a servire a bordo dei bastimenti. Vi domandiamo 600 uomini, che abbiano qualche abitudine del mare, delle barche e del servizio marittimo. Tutte le obbiezioni fatte in proposito, cadono a questa dilucidazione.

Se Burano non ha marinai; ha uomini che sanno stare in laguna, e questi uomini li metteremo nelle barche che guardano la laguna, e leveremo i marinai che vi teniamo; e così noi troveremo 600 marinai coll'offrire semplicemente alla Marina 600 uomini, che abbiano l'abitudine del mare.

Il *presidente:* Il rappresentante Pincherle ha chiesto poco fa che sia

differita la discussione, ed il progetto di legge stampato e distribuito. Altri rappresentanti appoggiano la sua domanda; io mi credo in debito di consultare l'Assemblea sul differimento della discussione.

La prova per alzata e seduta riesce dubbia: si procede all'appello nominale, e 48 rappresentanti contro 21 adottano che la discussione non sia interrotta.

Il *presidente:* C'è nessuno che abbia altre emende a proporre? L'emenda, che più si discosta dall'ultima redazione della Commissione, è quella del rappresentante Tommaseo, in cui sta compresa quella del rappresentante Scarpa. Seguono le emende del rappresentante Pincherle e del rappresentante Errera. Finalmente vi è l'articolo della Commissione. Porrò a'voti prima l'emenda del rappresentante Tommaseo. (*Non è adottata.*) Ora porremo a'voti l'emenda del rappresentante Pincherle.

Il *rappresentante Errera* dichiara di ritirare la propria, ed il *rappresentante Ferrari Bravo*, in nome della Commissione dichiara di aderire all'emenda Pincherle, purchè sia ritenuta l'espressione di *uomini di mare*, anzichè quella esclusivamente di *marinai*.

L'emenda del rappresentante Pincherle con questa mutazione, cui egli dà il suo assenso, è posta a'voti ed approvata, e diventa l'articolo 4. della legge.

Poscia è data lettura degli articoli 4., 5., 6., 7., del progetto i quali, posti ai voti singolarmente, sono approvati.

Si legge l'articolo 8. Il rappresentante Tornielli chiede la parola.

Il *rappresentante G. B. Tornielli*: Nella legge d'ieri, l'Assemblea credette, dietro proposta della Commissione, fare atto di giustizia, accordando un particolare privilegio ai figli unici, e li collocò nella quarta lista, e nella sesta lista collocò i figli unici di madre vedova. Non comprendo perchè in questa leva non sia stato dato un privilegio ai figli unici; ad ogni modo, me ne faccio io il proponente.

Il *rappresentante Baldisserotto:* Questa sarebbe veramente un'innovazione a tutte le leggi che esistono per l'iscrizione marittima. Questa distinzione non la si fece mai, poichè gli uomini di mare, se anche figli unici, non si trovano in condizione differente, sia che servano nella marina di guerra o nella marina mercantile. La paga che ricevono servendo il mercante, la ricevono egualmente servendo il militare; e possono così essere di sussidio alle famiglie si in un caso che nell'altro. È per questo che io ritengo non aver i legislatori fatto mai alcuna distinzione riguardo ai figli unici per la iscrizione militare marittima.

Il *rappresentante Tornielli* propone che la sua aggiunta abbia il terzo posto, o formi la terza lista.

Posta a'voti, l'aggiunta è scartata.

Poscia è messo a'voti l'articolo 8. come fu letto, ed accettato. Esso diviene l'art. 9. della legge.

Si leggono quindi gli articoli 9., 10., 11. e 12.

Posti a'voti, sono accettati.

Letto l'articolo 13., il *rappresentante Costantino Alberti* propone che la cifra di lire 12 sia portata fino a 20.

L'Assemblea rigetta l'emenda Alberti.

L'articolo 13. è approvato, e diventa il 14. della legge.

Il *presidente* legge l'articolo 14. del progetto.

Il *rappresentante Baldisserotto*: Opinerei per la totale soppressione di quest'articolo, perchè inutile interamente. È naturale che quando un soldato entra in un corpo deve percepire le competenze relative al suo grado.

Il *presidente*: La Commissione ha nulla da osservare sulla eliminazione dell'articolo?

Il *rappresentante Ferrari Bravo*: Siccome negli arrolamenti il Governo ha usato differenti norme di pagamento, così, per assicurare i nuovi arrolandi, fu posto che il loro trattamento sarà quello attuale. Per questo la Commissione ha creduto necessario l'articolo.

Il *rappresentante Baldisserotto*: Quando un corpo non è regolare, andrà bene; ma nella Marina, anche non volendo, non si potrebbero diminuire, perchè gli stipendii sono *fissi*, normali.

Il *presidente* pone ai voti l'eliminazione proposta dal Baldisserotto, che non è ammessa. Resta quindi approvato l'articolo 14, che diventa il 15 della legge.

Il *presidente* legge gli articoli 15 e 16 del progetto, che sono approvati e diventano il 14 e 15 della legge.

Poi si legge l'art. 18 del progetto.

Alcuni rappresentanti chieggono se le operazioni potranno essere terminate nel tempo dall'articolo indicato.

Il *rappresentante Baldisserotto*: Siccome qui abbiamo il nostro collega Triffoni, conoscitore profondo dell'argomento, così lo pregherei che dicesse una parola in proposito.

Il *rappresentante Triffoni*: Io aveva già detto che il termine è troppo *ristretto*; se però la Commissione intende che in questo termine si compiano le operazioni preparatorie, allora io convengo. Che se intende che l'arrolamento debba essere compito, mi pare che il tempo sia troppo breve.

Il *rappresentante Avesani*: Tutti i nostri termini sono brevi; mi pare dunque che bisogni stare alla redazione.

Il *presidente*: Se nessuno propone di mutare il termine, metto ai voti l'articolo com'è.

Per alzata e seduta, è approvato l'articolo 18 del progetto e della legge.

L'articolo 19 viene pure, per alzata e seduta, approvato.

Il *presidente*: Resta adesso a votare sul preambolo della legge. (*Vedi addietro.*)

Il *rappresentante Farè*: Crederei opportuno, anzi necessario, che alla legge fatta oggi da noi si desse, nella sua pubblicazione, quel carattere che corrispondesse esattamente al motivo principale per cui fu fatta. Questo motivo fu nobilmente espresso questa mattina nelle brillanti parole del collega Tommaseo. Non troverei questo motivo espresso nei *Considerando* proposti dalla Commissione, e trovo anche che sono un po' troppo minuziosi, per una determinazione che viene dal corpo sovrano del paese; e trovo oltre a ciò che ci sono certe espressioni, come quel-

l'*indispensabile*, che potrebbero a taluno far credere dover noi differire tutti i nostri desiderii, le nostre speranze dal lato del mare fino al dì in cui fossero arrolati i 600 marinai.

Vorrei che di questo non ci fosse neppur sentore, perchè ho desiderii e speranze molto più vicini. Perciò proporrei per preambolo alla legge le seguenti parole, che sono pochissime (*Legge*):

« Considerando essere necessario che le forze della Marina militare di Venezia siano proporzionate ai suoi alti doveri ed alle speranze che in lei ripone la patria, decreta, ec. »

Il *rappresentante Ferrari Bravo*: La Commissione non ha difficoltà di aderire a questa emenda.

Il *presidente*: In conseguenza non resta che porla a' voti (*Essa è adottata dall' Assemblea.*)

Adesso metteremo ai voti il complesso della legge a scrutinio segreto.

Risultato della votazione:

Votanti	68
Per il sì	60
Contrarii	8

La legge è adottata.

Il *presidente* annunzia una proposta del rappresentante G. B. Giustinian, presentata dapprima come d'urgenza, e poscia, a richiesta del proponente, ritenuta come proposta ordinaria, da prendersi in considerazione nella prossima adunanza. Essa concerne la conservazione del posto e degli stipendii per quegl'impiegati, che rimanessero compresi nella Guardia civica mobilizzata.

Il *presidente* legge il seguente ordine del giorno per la successiva adunanza, che sarà tenuta il 24 luglio corrente ad un'ora pomeridiana, e ch'è approvato.

La seduta è levata alle ore 6 e 1/4 pomeridiane.

ORDINE DEL GIORNO PER MARTEDI' 24 LUGLIO.

Alle ore 12, riunione delle Sezioni per la nomina di Commissarii.

Ore 1 pom. — Seduta pubblica.

1. Presa in considerazione d'una proposta del rappresentante Giustinian, relativa agl'impiegati compresi nella Guardia civica mobilizzata.
2. Terza deliberazione sulla proposta del rappresentante B. Benvenuti, risguardante la comunicazione de' motivi nelle sentenze de' giudici superiori anche ne' casi di conferma.
3. Sanzione del governativo decreto 18 marzo 1849, con cui fu abrogato l'anteriore decreto 30 aprile 1848, che deferiva ai tribunali ordinarii la competenza pei delitti dei militari.
4. Seconda deliberazione sulla proposta del rappresentante Lunghi, di concentrare in apposito Ufficio i protesti cambiarii.
5. Seconda deliberazione sulla proposta del rappresentante B. Benvenuti, relativa alla trattazione delle cause civili.
6. Seconda deliberazione sull'altra proposta Benvenuti, relativa ai processi criminali.

24 *Luglio.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

LA COMMISSIONE MILITARE
DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

Le notizie combinate dei nostri esploratori, che riferivano levato l'assedio di Brondolo e sgombrate dal nemico le vicinanze del Brenta, indussero il comandante interinale del III. circondario, colonnello *Novaro*, a far eseguire, nelle giornate del 21, 22 e 23 corrente, forti ricognizioni sulla sponda destra di quel fiume.

Le mosse, dirette a tale oggetto secondo i principii dell'arte dal capo dello stato maggiore di quel circondario, maggiore *Stucchi*, furono felicemente eseguite dall'instancabile nostra truppa, alla quale riuscì non solo di annientare tutti i lavori nemici, già pressochè a termine, ma di trasportare ben anche in salvo buon numero di fascine, gabbioni e leguame di costruzione da guerra, molte palle di cannone abbandonate dal nemico, ed una considerevole quantità di ghiaccio.

I villici di quei contorni, ben lieti di rivedere i loro fratelli italiani, approfittarono di quella circostanza per introdurre nella nostra linea granaglie e derrate di ogni genere.

Il nemico si è ritirato fino a S. Anna, ove tiene le sue prime vedette, colle quali le nostre pattuglie scambiarono alcune fucilate. Presso alla Ghiacciaia, ha intestato il Canal di Valle, allagando tutte le vicine campagne per mezzo di molti tagli, fatti nell'argine stesso. Il Genio ed i zappatori sono occupati nel riattamento degli argini, per rimettere nel loro corso quelle acque.

Il comandante il circondario, nel lodare l'operosità della truppa durante questa spedizione, trova meritevoli di particolare encomio il suddetto maggiore *Stucchi* ed il tenente colonnello *Boldoni*, direttore d'artiglieria e Genio, per lo zelo e l'intelligenza di cui diedero novella pruova in quest'occasione.

PER ORDINE DELLA COMMISSIONE MILITARE
Il Segret. gen.
L. SEISMIT-DODA.

24 *Luglio.*

N. 343.

GOVERNO PROVVISORIO

LA COMMISSIONE MUNICIPALE

PEGLI OGGETTI ANNONARJ, SANITARJ, ec. DEL VII. CIRCONDARIO.

Avviso.

Li Fabbricatori di pane sono richiamati all' osservanza del prescritto con la Circolare di questa Commissione Num. 148 del 14 corrente, cioè che il pane tutto da essi confezionato debba essere timbrato con le iniziali delle loro ditte.

Il pane dovrà essere fabbricato tutto in pezzi da Centesimi 5.

Chi mancasse alle suddette prescrizioni oltre la confisca del genere, sarà soggetto ad una multa di correnti L. 30.

Chi azzardasse di levare dalla farina consegnatagli per confezionare pane misto una qualunque siasi quantità di cruschello, onde farne di una quantità più fina peggiorando così la comune, ovvero ne aggiungesse, sarà punito con la confisca del genere, e la multa di correnti L. 100.

Il denunziatore sarà tenuto secreto ed avrà il terzo della multa qualora il fatto siasi verificato.

Venezia, il 23 luglio 1849.

Il Presidente
ANTONIO DAL CERÈ.

24 *Detto.*

L' ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI DELLO STATO DI VENEZIA
IN NOME DI DIO E DEL POPOLO

Decreta:

Qualunque decreto o sentenza di giudice, sia civile, sia criminale, dev' essere accompagnata dalla esposizione dei motivi, benchè confermi quella di un giudice inferiore.

Il Presidente
LODOVICO PASINI.

I Vicepresidenti
G. Minotto.
G. B. Varè.

I Segretarii
G. Pasini.
G. B. Ruffini.
A. Somma.
P. Valussi.

24 *Luglio.*

N. 5573-2411 Sez. I.

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA

Avviso.

È accordato il termine ulteriore e perentorio, fino alla mezzanotte del 25 corrente, per le inscrizioni nella Guardia civica ordinate dalla legge del 19 luglio.

Scaduto il termine suindicato, verranno immediatamente eseguiti i necessarii confronti colle liste parrocchiali e cogli elenchi anagrafici per iscoprire i contumaci ed applicare la comminatoria dalla suddetta legge stabilita.

Il gen. in capo
G. MARSICH C. A.

Il capo dello stato maggiore
G. Fecondo Colonnello.

24 *Detto.*

N. 5220-2002. Amm. Com.

GOVERNO PROVVISORIO

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

Avviso.

Le somme attualmente esistenti in Cassa Comunale, e le quali a senso dei Governativi Decreti 22 Novembre 1848 N. 6075 e 28 Maggio 1849 N. 8276 devono essere disposte nell'ammortizzazione di altrettanta carta monetata del Comune di Venezia sono le seguenti:

Esatte in conto arretrati della prima rata della sovraimposta dei 12 milioni scaduta il 31 Marzo p. p.	L.	6006:70
Esatte da tutti i Comuni dello Stato Veneto in conto della 2.a rata della sovraimposta medesima scaduta il 30 Giugno p. p.	»	146091:30
Ricavate nel mese di Giugno p. p. dalla vendita di parte dei Tabacchi lavorati e Sali ceduti dal Governo al Comune di Venezia	»	80516:61
Totale . . .	L.	232614:61

Si rende quindi noto che in conformità ai sullodati Governativi Decreti il Municipio va a versare alla Banca Nazionale la somma predetta

in tanta *moneta del Comune di Venezia* affinchè sia questa dalla Reggenza stessa pubblicamente distrutta colle formalità prescritte dai Decreti medesimi.

Il Podestà GIO. CORRER.

L'Assess. DATAICO MEDIN. *Il segr.* A. LICINI.

---

24 Luglio.

N. 214.

GOVERNO PROVVISORIO

LA COMMISSIONE MUNICIPALE

PEGLI OGGETTI ANNONARII, SANITARII EC., DEL VII CIRCONDARIO.

Avvisa

Per sopperire possibilmente ai bisogni del popolo, dietro approvazione del Governo s' instituirono VENTI MOLINI a mano, che saranno anche aumentati a seconda del bisogno, coi quali possa ognuno macinare gratuitamente la farina occorrente alla propria famiglia, siti in questo Circondario nel locale sotto il portico del traghetto di S. Silvestro N. 1100.

In pari tempo si è attivata nel medesimo locale la vendita del Granone a Centesimi 12 la libbra.

Tanto la macina gratuita quanto il Granone, si accordano ai soli abitanti di questo Circondario che comprende le Parrocchie di S. Silvestro, S. Cassiano e S. Maria Gloriosa dei Frari, in relazione al numero degl' individui componenti la famiglia, documentata da fede Parrocchiale, o dai Viglietti che in seguito verranno rilasciati ad ogni famiglia.

Il locale starà aperto dalle ore 8 della mattina fino alle 6 pom.

In caso di affollamento verrà dato a ciascuno un numero progressivo, che contrassegni il momento dell' arrivo della persona al Molino e secondo questo avrà essa diritto alla macina.

Sotto le condizioni suespresse si potrà macinare anche il Granone acquistato fuori dello Stabilimento.

Il Presidente
ANTONIO DAL CERE.

25 *Luglio.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

COMANDO DEL III. CIRCONDARIO.

AL GENERALE IN CAPO DELLE TRUPPE VENETE.

Colla sortita, eseguitasi questa mane alle ore 4, e comandata dal luogotenente colonnello sig. *Boldoni*, vennero totalmente distrutte le opere di fortificazioni nemiche.

Dietro mio ordine, l'ufficiale superiore suddetto spedì delle riconoscenze per tre differenti strade ond'esplorare il terreno e le posizioni tenute dal nemico. Le nostre pattuglie trovarono il villaggio di S. Anna totalmente abbandonato dagli Austriaci, e soltanto rinvennero questi nel bosco Nordio, ove, scambiatisi alcuni colpi di moschetto, si ritirarono i nostri senza soffrirne perdite, ed obbedendo così alle mie prescrizioni.

Domattina verrà pure eseguita una piccola spedizione per proteggere la esportazione dei legnami ancora esistenti sulla riva destra del Brenta. Verranno continuate quelle militari riconoscenze ch'Ella a me ordinava di mandare ad effetto.

Il Comandante interinale
A. NOARO.

25 *Detto.*

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA

Per l'istituzione delle Commissioni miste determinate dai §§ 4 e 10 della legge 19 corrente dell'Assemblea dei rappresentanti dello Stato, cessano ora le incumbenze del Consiglio di revisione, e della Commissione d'appello che giudicavano l'uno in prima, l'altro in seconda istanza sulle esenzioni dal servigio della Guardia civica. Il Comando generale nel dichiarare tale cessazione, attesta ai membri che componevano quei Consessi la propria gratitudine, per la zelante ed imparziale opera da essi prestata nei giudizj ch'erano loro devoluti.

Autorizzato dal § 4 della legge suindicata, il Comando generale determina, che le Commissioni in esso paragrafo statuite per ogni legione, sieno composte cadauna dagli infrascritti:

a) Colonnello o Tenente Colonnello della Legione,
b) tre Medici o Chirurghi da destinarsi di giorno in giorno dal Generale in capo,
c) un rappresentante municipale.

d) un Ufficiale,
e) un Sergente,
f) un Caporale,
g) un milite,
} da destinarsi di giorno in giorno per turno dai Capi-battaglione della Legione.

Con altro prossimo avviso verrà annunciato al pubblico il momento ed il luogo in cui si raccoglieranno tanto le suddette, quanto le altre Commissioni cui spetta decidere sulle esenzioni dalla mobilizzazione, giusta il § 10 della suddetta legge.

Il Generale in capo
G. MARSICH *C. A.*

Il Capo dello Stato maggiore
G. Fecondo Colonnello.

---

25 *Luglio.*

Riflessioni sulla proposta di proibire ogni sostituzione di Cambio nel servizio interno della Guardia civica fatta nella seduta dell' Assemblea 24 corrente.

La proposta di proibire ogni sostituzione di Cambio nel servizio interno della Guardia civica non può tendere che a tre diversi scopi.

Od il desiderio di meglio assicurare la esattezza del servizio,

O la intenzione di un più proporzionato materiale riparto del peso,

O finalmente la intenzione di togliersi al pericolo di trovarsi in servigio con persone di grado inferiore.

Dall'ammissione della proposta non si trae veruna maggiore assicurazione sulla esattezza del servizio. Non si può supporre che il sostituito abbia minore interesse alla conservazione della tranquillità pubblica di quello che lo avrebbe il sostituente, ed anzi se vi fosse luogo a distinzione, questa starebbe in senso inverso perchè il sostituente col farsi sostituire dimostrerebbe di non essere disposto a dare pel bene pubblico la sua prestazione personale, mentre l'altro prestando la sua opera o per denaro, o per riguardi verso il sostituente, ha l'interesse particolare di togliere motivi di osservazioni a suo carico affinchè non gli derivino impedimenti a rinnovare la prestazione o per lo stesso o per altri. A termini della lettera *c* § 13 del Regolamento Organico non possono far parte della Guardia coloro che sieno stati colpiti da marche disonoranti, e deriva da ciò la certezza che i componenti la Guardia, qualunque sia la condizione loro, sono persone scevre da censure. Obbligando al servizio in persona quegli che non avrebbe volontà di farlo non si ottiene una prestazione migliore di quella che può darsi dal sostituto il quale ha tutto l'interesse per far dir bene di sè. Può dunque concludersi essere molto meglio pel servizio che si faccia da sostituti di quello che da sostituenti i quali non amano di farlo.

Colla proposta misura si toglierebbe poi il mezzo di cogliere molti vantaggi. Molti vi sono che prestando la loro opera per sostituti trag-

gono onorato mezzo di sussistenza per loro e per numerose famiglie, mentre diversamente molte volte loro mancherebbe l'alimento il più triste, o si vedrebbero costretti di aumentare il già troppo grande numero dei questuanti. Coloro che si fanno sostituire, molte volte si trovano in condizione o fisica od economica per la quale il divieto riescirebbe di grave danno. Molti vi sono che dalle giornaliere occupazioni traggono il mezzo di mantenere numerose famiglie, non hanno avanzi, e non avrebbero utile senza prestarsi al disimpegno delle opere di cui sono incaricati. Impediti a mettere il sostituto, sono impediti di guadagnare il pane pei loro figli, e torna loro meglio di erogare per correspettivo del sostituto una parte della mercede che ritraggono dall'opera loro, di quello che perderla tutta pel giorno del servizio e forse per molti altri successivi a causa del ritardo o della sospensione di prestarla in quello. È certo che altri vi sono i quali per fisiche indisposizioni in apparenza leggiere non possono sopportare di trovarsi esposti ad intemperie, di patire notti ecc. ecc., e che sopportandolo, in certo modo per la violenza in cui sarebbero posti, sarebbero soggetti a soffrire danno nel fisico, e nell'economico per conseguenza dello stesso danno fisico, senza che vi sia verun motivo per assoggettarneli.

Il peso del servizio non riesce meglio ripartito col divieto, mentre sia che lo si sopporti in persona, sia che lo sopporti la persona del sostituto pel sostituente, il riparto resta eguale. Colui che lo sostituisce non è soggetto a servigio per se nel giorno in cui si presta per altri, e quindi nessun aggravio riesce pegli altri. All'incontro è frequente il caso che un individuo si trovi indisposto, e mentre potrebbe dimostrandolo essere esonerato dal servizio pel giorno in cui gli toccherebbe, e non fosse in grado di prestarlo, preferisce di mettere un sostituto dal che viene sollievo a quegli che in suo luogo dovrebbe essere messo.

Finalmente il pericolo di trovarsi in servizio con persone di grado inferiore non viene tolto coll'ammettere il divieto. Tutti i cittadini dai 18 ai 55 anni sono obbligati al servizio, e nei tutti entrano gli inferiori. Il turno deve toccare a tutti, e necessariamente bisogna trovarsi con tutti a meno che (locchè sarebbe odioso supporre) non si volessero formare compagnie composte delle superiori ed altre delle inferiori classi di cittadini, affinchè ognuno si trovasse con persone di rango eguale. Ammesso che non possono formar parte della Guardia persone inonorate, la ripugnanza di trovarsi con persone di grado inferiore sentirebbe dei principii opposti alle idee del progresso e della democrazia. In conclusione il divieto risulterebbe di nessun vantaggio pel servizio, anzi potrebbe risultare dannoso, e sarebbe causa di mal contento in molti, e danno reale in moltissimi.

26 *Luglio.*

N. 7318

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

COMMISSIONE CENTRALE ANNONARIA

La Commissione Centrale Annonaria in aggiunta alle prescrizioni contenute nell'Avviso Municipale in data 14 luglio 1849 N. 5441, ed a maggior dilucidazione dell'articolo *C* del detto Avviso,

ORDINA QUANTO SEGUE:

1. A datare dal primo agosto prossimo venturo, tutto il pesce pescato nel mare o nelle lagune dovrà essere trasportato dai pescatori alla pubblica pescheria di Rialto, o a quelle di Burano e Chioggia, e sottoposto alla vendita nello stazio del loro così detto *Vendaor* (Venditore).

2. Il mercato all'ingrosso del pesce non potrà farsi che in quelle piazze, escluso qualunque altro sito di Venezia e delle circostanti isole e lagune.

3. È assolutamente proibito d'incettare il pesce, andando a comperarlo con appositi battelli a bordo dei legni pescarecci, che stanno nei canali e nelle lagune.

4. I pescatori potranno servirsi dei battelli che stanziano ai porti del Lido e Malamocco per trasportare il pesce a Venezia, purchè uno di loro, che dovrà essere riconosciuto per tale da accreditati mercanti di pesce, od un loro *parcenevole* o commissionato, parimenti da riconoscersi, lo scorti al *Vendaor*, a cui è diretto.

5. Qualunque battello con pesce, il quale non fosse scortato come sopra, sarà considerato come battello incettatore, e i conduttori multati e puniti dalle Commissioni annonarie di circondario, secondo i casi.

6. L'acquisto del pesce all'ingrosso dal *Vendaor* resterà libero a qualunque mercante di pesce, bancale o pescivendolo.

7. Il pesce giunto in pescheria non si potrà contrattare se prima non sia posto tranquillamente a terra allo stazio del *Vendaor*.

8. I soli venditori o negozianti di pesce delle piazze di Chioggia e di Burano potranno portare a Venezia per rivenderlo in Rialto il pesce acquistato. Dovranno però essere muniti di una dichiarazione della respettiva Autorità locale, di essere esercenti di quel mestiere.

9. Sono obbligati tutti i venditori al minuto di tenere esposti i cartelli dei prezzi di vendita delle singole qualità, i quali prezzi dovranno essere basati su quelli correnti in giornata per la vendita all'ingrosso.

10. I prezzi del pesce pescato nelle lagune, e delle sardelle (escluso tutto il restante pesce di mare) non dovranno mai eccedere nella vendita al minuto un *maximum* il quale per ora è stabilito come qui sotto: i prezzi all'ingrosso dovranno sempre essere tali, che ne abbia a risultare un guadagno pel venditore al minuto.

Bisati ossia Lamprede . .	alla Libbra	L.	—:60
» cosi detti *Burattelli*	»	»	—:70
» » da oncie 4 a 8	»	»	—:86
» » grandi	»	»	1:—
Passarini novelli	»	»	—:50
— grandi	»	»	—:65
Passare da allesso	»	»	1:—
Gò piccoli	»	»	—:60
» grandi	»	»	—:80
Cievoli d'allesso 1. qualità	»	»	1:20
» » 2. id.	»	»	—:86
» d'arrosto 1. id.	»	»	1:20
» » 2. id.	»	»	—:80
Anguelle	»	»	—:40
Sardelle Ponente all'una . . .	»	»	—:03
» *Alba* » . . .	»	»	—:04

11. Un incaricato Municipale, coadiuvato dalla forza ed assistito da due persone intelligenti, invigilerà costantemente sul luogo stesso delle vendite del pesce all'osservanza delle sopraindicate discipline.

12. Le Commissioni annonarie di circondario sono pure incaricate di sorvegliare l'esecuzione di questa legge, ed applicheranno al caso le pene conforme all'Avviso 13 luglio N. 4413.

PASINI LODOVICO *Presidente*
CERUTTI GIO. BATTISTA
CORRER PIETRO
FARIO PAOLO
LOCATELLI ROCCO
MARZARI CARLO
RADAELLI ELIODORO.

26 *Luglio.*

CITTADINI RAPPRESENTANTI!

La vostra deliberazione di resistere ad ogni costo all'inimico fu degna di Voi, del popolo che rappresentate, del luogo venerando da cui l'emanaste. Essa starà nella storia come documento non perituro, che onorando i sentimenti vostri magnanimi, sarà la più bella espressione di quella nazionale fierezza che caratterizza l'epoca nostra e che pari a noi sentirono e mostrarono con fatti le popolazioni delle più cospicue capitali di Europa. Gli eventi non corrisposero alla generosità del sentimento, alla santità del principio; ma noi non dobbiamo disperare di una causa, che consacrata dalla religione non può non essere sostenuta da Dio, e per la quale palpita ogni cuore non perverso.

Non è però del caso nostro pascersi di sole speranze, nè mostrarsi inferiori a noi stessi, nella gravità delle attuali stringenze, in momenti ne' quali da Italia tutta anzi dall'intera Europa tiensi su di noi fisso lo

sguardo. Questa è l'occasione solenne di mostrarsi degni di quella patria da cui ricevemmo l'onorevol nostro mandato. Abbiamo in questo augusto recinto a severi testimoni dell'oprar nostro le rappresentanze di quattordici secoli di saggezza, e quelle fisonomie venerande, che sembrano esprimere tuttavia il fremito del giorno fatale, in cui figli degeneri perdettero vilmente la loro patria, pare attendano trepidanti le vostre deliberazioni.

Cittadini rappresentanti!

Non v'ha alcuno di voi che non abbia valutata colle bilancie della mente e del cuore la gravezza della nostra condizione attuale, gravezza tanto maggiore quanto più alieni tutti eravamo dal trovarsi ridotti quasi d'improvviso a momenti cotanto estremi. Ci abbrividisce la storia del passato; ma l'intrattenerci su di essa sarebbe un vano rammaricarsi.

Gravi quesiti però noi dobbiamo fare severamente a noi stessi, con freddezza d'intelletto e purezza di cuore proporzionate alla santità del mandato da noi assunto.

Quale è il miglior modo di compiere degnamente nelle attuali strigenze la difficil nostra missione?

Come potremo sortire in tale emergenza con quella giustezza d'animo che assicuri la coscienza nostra da rimorsi futuri, qualunque sieno le sorti a noi preparate?

Quel popolo virtuoso e paziente che si appoggiò ed appoggiasi tutto alla fede nostra, potremo noi persuaderlo dopo tanti e così gravi sagrifizii, di aver agito in conformità de' suoi desiderii, e de' suoi maggiori vantaggi?

Il mal umore spargesi fra esso ogni di più crescente; sembra quasi che si tenti ogni via per cimentare la di lui sublime virtù. Circolano voci che converrebbe aver cuore di roccia o nullità di mente per ascoltare con indifferenza. Una serie sempre degenerante di fatti interni ci scuora e ci riduce lentamente alla freddezza del sepolcro. Mentre l'inimico conosce il nostro pane di crusca, sa tutto di noi e gioisce, noi rappresentanti del popolo di Venezia nulla sappiamo degli esterni avvenimenti, che tanto interessano la causa nostra, poco di quanto agl'interni nostri casi si riferisce. Che ne sa ora il Governo, cosa fa? cosa pensa? perchè non apparisce fra esso e l'Assemblea quel giusto accordo che mai deve mancare, e che più che mai devesi esigere in tanto estremi momenti? Che pensa la nostra marina, che vantavamo ancora di nostra salvezza? Che facciam noi? . . . E quello che più di tutto interessa sapere, che fa l'inimico col suo silenzio, che sembra quello dell'astante al letto del moribondo, ma è forse il silenzio di quegli animali che non affrontano, ma lasciano spirare la vittima sicuri di pascersi delle sue carni? Cittadini rappresentanti! Voi m'intendete abbastanza perchè mi astenga dal dirvi di più. Calcolate i perigli che ci sovrastano, ma fate ogni sforzo per serbare intatto l'onore dell'antica vergine regina de' mari, che se può esser insidiata e costretta, non deve, come non fu, esser vinta giammai.

Domando in conseguenza l'appoggio vostro, perchè l'Assemblea sia

convocata più presto è possibile in comitato segreto, onde liberamente discutere sulla nostra condizione, e fare al Governo, espressamente invitato ad intervenirvi, tutte le necessarie interpellazioni.

Il Rappresentante
DOTT. NARDO G. D.

26 *Luglio.*

DIFESA DI VENEZIA.

« Qualunque possano essere gli effetti della pertinace difesa dei Veneti, essa rimarrà pur sempre un fatto memorabile nella storia di questi tempi. Vi sono atti che non abbisognano della fortuna del successo per essere commendati, avendo in sè stessi la virtù che persuade l'ammirazione a tutti gli animi generosi, senza che nulla vi possa diversità di partito.

« Ed infatti questa lode sincera, che noi diamo ai Veneti, fu già loro consentita dagli stessi avversarii, i quali approvarono la prudenza civile colla quale la città si reggeva per il senno del suo dittatore, e non rifiutarono di scendere a dignitose trattative d'accordo. Che se le proposte condizioni furono rigettate dai Veneti, a noi non ispetta il sentenziare se bene o male facessero, imperocchè chi sta in armi e combatte, non è giusto che soffra il giudizio di chi vive sicuro e riposato (*).

« Le cose accadute a Venezia in quest'anno, pieno di turbamenti e di contraddizioni, dovrebbero essere di un grande esempio per gl'Italiani, se gl'Italiani si giovassero mai di studiare utilmente la propria istoria. Venezia è stata il solo paese d'Italia, dove i cittadini, francati dalla caduta signoria, sieno riusciti a stabilire un governo che meritasse un tal nome. Perchè questo? Perchè unicamente a Venezia il potere cadde in mano d'uomini savii e prudenti, i quali seppero guadagnarsi la fiducia ed il favore universale, e, forti nei loro propositi, non badarono a contentare le insanie dei sedicenti tribuni del popolo.

« Venezia fu il solo paese d'Italia, dove i girovaghi faccendieri politici trovassero mala accoglienza: il governo costituito era più forte di loro, e rifiutò, come deve ogni savio governo, di farsi condurre a rimorchio dalle fazioni della piazza. Però alcuni di questi urlatori di circoli e di dimostrazioni, costretti a sfrattare dalle lagune, dicevano che a Venezia non v'era di repubblica che il nome, e la città era governata da una tirannica dittatura. Lo stesso discorso fanno della Francia i socialisti ed i rossi, e lo farebbero d'ogni paese ove non fosse confusione ed anarchia, o dove non regnassero essi, lasciando agli altri quella tale libertà, della quale noi miseri abbiam fatto esperimento.

« Noi diciamo francamente, senza timore d'essere smentiti, che se Manin non rimandava in terraferma certi frati ispirati, e certi eroi di

(*) Tale riserbo nel giudicare è quel di più che si possa attendere in questi momenti da un giornale fiorentino.

altre rivoluzioni, a quest'ora Venezia era caduta, a malgrado del suo coraggio e delle sue lagune. Sventura fu che quella terraferma non era Turchia, ma Italia, e così quel danno che gli agitatori non poteron fare a Venezia, lo fecero a Firenze, a Roma ed a Genova, e mandarono a male ogni cosa, e chiamarono su questa Italia infelice le sette piaghe d'Egitto. Ed ora, contenti dell'opera loro, ostentano il martirio del bando, e danno allo straniero lo spettacolo miserando delle nostre divisioni e della nostra impotenza.

« Ma la lode, che si ebbe Venezia da amici e da nemici, non dipese solo dall'aver saputo costituire un governo stabile, ma dipese anche più dall'aver posto al reggimento della città uomini virtuosi, i quali accoppiarono il patriottismo alla giustizia. A vedere la gente condotta agli ufficii pubblici dagli altri governi provvisorii d'Italia, ogni onesto sentiva ribrezzo. Gli stranieri ricusavano di trattare con questi nuovi venuti, ed ogni cittadino deplorava in segreto la vergogna, che ne ricadeva sulla patria.

« Bisogna pure persuadersene; non ostante quest'anarchia intellettuale, che ha invasa la civiltà moderna, non ostante l'egoismo, che vizia i sentimenti più nobili, il senso morale non è del tutto spento nel mondo. L'onestà e la giustizia non sono, viva Dio, nomi vani; e chi ne fa professione aperta colle opere e non colle parole, può esser sicuro dell'approvazione universale, quand'anche la fortuna gli si mostri avversa. Questo pensiero deve bastare a confortare i buoni di molti sgomenti, che vengono per altri fatti dolorosi.

« La presente storia d'Italia si comporrà di molte sventure, di molte colpe e di molte vergogne. Ma quando le passioni si saranno posate, quando sarà reso a ciascuno il suo debito, quando le cose si chiameranno coi loro veri nomi, se gl'Italiani vorranno cercare fra le memorie di questi tempi qualche cosa d'onorevole alla loro patria ed a noi, sfortunati attori d'un dramma mal rispondente al suo titolo, ripenseranno con compiacenza alle due campagne valorosamente combattute in Lombardia, ed alla magnanima difesa dei Veneti. In tutto il resto, il bene fu così frammisto al male, la generosità del fine discordò tanto dai mezzi, da rendere incerto il giudizio e dolorosa la ricordanza ».

---

26 *Luglio.*

KOSSUTH A' FRATELLI ITALIANI.

« Kossuth manda agl'Italiani un fraterno saluto. Il valoroso ed intrepido difensore delle nazionalità conculcate, geme sulle tradite sorti del popolo nostro, e lo conforta con magnanime parole. Noi sappiamo, per grandi prove di quell'eroe, come i fatti tengono dietro alle parole, e le accogliamo con sentita e profonda commozione. Eccole, quali ci vengono porte. Esse ci giungono da sorgente in cui abbiamo fiducia. La difficoltà della via spiega la lontana data dello scritto del gran tribuno ».

Fratelli Italiani.

L'Ungheria vi manda un saluto, perchè ai suoi figli, che costà seguono la insegna della nemica Austria, voi lo comunichiate. I figli dell'Ungheria, che sono tra voi, non sono vostri nemici; i figli della vittoria non possono essere oppressori, e lo mostreranno.

Io ho promesso molto ai miei figli; ho loro promesso delle vittorie, e loro le ho date al giorno stabilito; di vittoria in vittoria io sono sotto le mura di Vienna, pronto a vendicare quel popolo sbranato dall'artiglio dell'aquila imperiale; io in breve sarò ai confini d'Italia a serbare la promessa a Venezia, a stringere la mano della fortissima ed eterna Roma. L'Ungheria, sorella all'Italia nei patimenti, nelle speranze, negli odii santissimi, deve con essa fare una sola famiglia.

Fratelli! l'Ungheria indietreggiò, sembrò perdere; no! preparava invece delle gloriose vittorie! Questo popolo durò nella pazienza; ma quando brandì la spada, gettò via il fodero, e la spada sua, finchè vi sarà un nemico alla civiltà, è nuda per atterrarlo!

Io vi saluto per carità fraterna, per sentimento di padre. Voi mi siete fratelli nella causa della democrazia; gli Ungheresi che sono tra voi, mi sono figli nella causa della grande nazione che vincerà, o che sparirà dalla terra con la distruzione dell'ultima sua città, con la morte dell'ultimo dei suoi cittadini!

A questi miei figli, quando leverete lo stendardo dei tre colori, gridate: *Viva Ungheria*! Sia questa la parola di raccolta alle barricate, alle montagne, nei campi.

Io conto che la prima nostra bandiera, che scenderà nella bella Italia, sarà incontrata dalla vostra, unita alla bandiera ungherese, ambedue circondate da battaglioni italiani e ungheresi, che brandiranno le spade senza fodero al fianco, per combattere con noi finchè sia disperso l'assolutismo europeo. Voi perdeste; no! non perdeste! deste dei martiri alla patria, di quei martiri il cui sangue assicura una vittoria. E come io richiesi alle offerte di Austria Roberto Blum, voi richiederete i vostri, martirizzati nelle bombardate città.

Fratelli Italiani! Figli Ungheresi! Le nostre patrie, egualmente oppresse, sono destinate ad un'eguale grandezza nel nome del Dio santissimo, solo ed unico arbitro delle libere nazioni! *Viva Italia*! *Viva Ungheria*!

Pest, 5 giugno 1849. KOSSUTH.

26 *Luglio.*

ALL'OPERAJO

LETTERA DI DEMETRIO MIRCOVICH.

Saviamente il Vostro Giornale, alla istruzione del Popolo consacrato, intende occuparsi d'un argomento importantissimo qual è *la Elezione dei Rappresentanti dello Stato*. Ed al Vostro Articolo, *i Registri Elettorali*, nel N. 95 del 25 corrente io rendo plauso e lode.

Se non che in detto Articolo io veggo espresso un Vostro desiderio, sul quale mi è forza con tutta ingenuità manifestare a Voi la mia opinione. Ecco le Vostre parole: « *A dirvela schietta io vorrei veder confermata l'Assemblea attuale; io vorrei che gli Autori del Decreto 2 Aprile continuassero a rappresentare Venezia, ed a procurare il mantenimento della data parola.* »

Mi sembra chiaro che Voi con queste parole intendete di far conoscere che i Deputati attuali nel decretare la RESISTENZA AD OGNI COSTO abbiano offerta una indubbia pruova d'aver rappresentato il volere del Popolo Sovrano, e quindi per diritto robustata in essi la fiducia del popolo stesso; ma non intenderete già che quel monumentale Decreto stabilisca per se un merito nei Rappresentanti che lo emanarono.

In fatti, dal giorno avventuroso che Venezia si rese padrona di se, il popolo di Venezia ha concordemente gridato *gli Austriaci mai più* — quando avvenimenti che prometteano lauta luce ci traboccarono addosso le tenebre e il disinganno, il popolo di Venezia ha gridato più forte *gli Austriaci mai più* — quando s'imposero al popolo sacrificii, ei gli ebbe incontrati con rassegnazione, fermezza ed affetto, ed ha ravvivato il suo grido *gli Austriaci mai più* — e a questo momento che il nemico così davvicino ne accerchia, che i sacrificii si fanno stringenze, questo Popolo degno della libertà acquistata, tranquillo, fidente e lieto grida sempre e sempre *gli Austriaci mai più*. — E non v'è un solo Italiano in Venezia, che così nel cuore non senta, e il cui labbro non manifesti questi magnanimi sentimenti; perchè coloro che muovono lagni, che danno esca ai mali umori, che veggon pericoli, che consigliano ignominiosi pateggi, non sono ITALIANI o VENEZIANI ma *croati* o *bastardi*, non sono POPOLO ma *feccia*, *fango*, *immondezza*. — Ora i Deputati dell'Assemblea che sono i rappresentanti della sovranità di questo Popolo magnanimo, poteano fare altrimenti che decretare la RESISTENZA AD OGNI COSTO? Una deliberazione contraria sarebbe stata un abuso peggio che austriaco del proprio mandato, un reato più infame del fratricidio di Caino, più ignominioso della prodizione di Giuda .... Io non credo che ommettere un delitto, sia esercitare una virtù.

Ma, come già dissi, Voi desiderate la conferma dei Rappresentanti attuali perchè gli autori del decreto 2 Aprile hanno solennemente meritata la fiducia del popolo di Venezia. Ed io sarei pienamente d'accordo con Voi, e farei conscienzioso eco al vostro desiderio, se dopo quel decreto avesse cessato il loro mandato. Ma dal giorno 2 Aprile ad oggi trascorsero quasi quattro mesi; e quindi il giudizio dei Rappresentanti non deve fondarsi sulla emanazione di quel Decreto, ma piuttosto sulla attuazione di esso, ed *essenzialmente* sul provvedimento dei mezzi per darne la piena esecuzione.

Non io vi dirò se dopo quel decreto l'Assemblea dovesse sedere in permanenza, o raccogliersi più spesso — se molto di più potea farsi, o almeno con più sollecitudine ed energia — perchè non è intendimento di questa mia lettera il farmi censore, o il prodigare consigli, e perchè anzi io credo che il Popolo debba gratitudine e benemerenza all'attuale Assemblea. Ma io devo dirvi un fatto, che non ammette contraddizione.

Il numero dei Deputati cui il Popolo sovrano confidò la propria rappresentanza è di 128. Pressocchè tutti assistettero alla memoranda Seduta, da cui sorti il decreto 2 Aprile. Ma quando si doveva provvedere ai mezzi di darvi esecuzione, questo numero andò mano mano a ridursi minore, e si fecero sedute con 90 membri, con 80, con 75, ed una perfino, nella quale si discuteva argomento *vitale*, con soli 68, senza toccare di quella che per mancanza di numero venne sospesa. Or dunque, se è vero che pel Regolamento dell'Assemblea, ossia per *ordine* e *legalità* (nomi pur troppo indigesti e fatali) le deliberazioni ebbero corso ed effetto, egli è però un fatto che *la metà non è eguale ad uno*, e quindi la metà dei Rappresentanti non può dirsi che rappresenta il Popolo intero.

Io non temo di asserire che un Deputato, il quale in momenti così solenni e decisivi abbandona il suo posto, è da paragonarsi a un soldato che nel furor della mischia diserta le file.

Ciò posto, come mai può egli l'*Operajo* consigliare il Popolo a confermare quei Rappresentanti, i quali *per qualsiasi motivo* trascurarono il sacro loro dovere? Con più coscienza invece, io crederei si dovesse consigliare il Popolo alla lor esclusione.

Voi mi direte che nell'Articolo, *i Registri Elettorali*, confessate Voi pure che « *ci possono essere e ci sono alcune eccezioni* » — ma queste vostre eccezioni cadrebbero sui 128 membri; ed io invece intendo che non si debbano confermare tutti quelli che trascurarono il proprio mandato, meno *pochissime eccezioni* per chi fosse stato colto da *grave* malattia, o per chi una *improvvisa* occupazione d'altissima urgenza avesse chiamato a servire in altro luogo la patria.

Egli è per tutte queste ragioni ch'io invito l'*Operajo* a modificar in questo senso il suo Articolo *i Registri Elettorali*, appunto perchè quel foglio benemerito pella istruzione del Popolo, in questo speciale argomento espone un desiderio, e direi quasi, un consiglio, il quale non mi sembra nè opportuno, nè giusto.

Del resto, nel chiudere questa lettera (che m'accorgo d'essere piuttosto lunga) io ammiro nell'*Operajo* il divisamento d'istruire il Popolo *sulla importanza delle Elezioni*, e *sull'obbligo che corre ad ognuno di contribuire col proprio voto individuale alla espressione sincera del voto pubblico;* ma per quello concerne poi la scelta dei Rappresentanti, mi dichiaro coerente per intimo convincimento alla opinione che resi pubblica per le stampe il giorno 19 Gennajo p. p., in cui sostenni che un popolo *modello* per intelligenza e per senno, qual'è il Veneziano, deve da se medesimo studiare e proporre i nomi de'suoi Rappresentanti, non altri consultando che la propria coscienza.

Salute e fratellanza!

27 *Luglio.*

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA.

Avviso.

Le Commissioni miste già istituite in virtù degli articoli 4 e 10 della Legge 19 Luglio corrente dell'Assemblea dei Rappresentanti dello Stato di Venezia, nel giorno di Domenica 29 andante incomincieranno i rispettivi lavori.

Esse siederanno presso cadaun Comando di Legione della Guardia civica dalle ore 10 antim. alle 4 pom. del giorno indicato e successivi, salvo nuovo avviso, e fino all'esaurimento totale dei rispettivi mandati.

Ogni Cittadino, soggetto alla mobilizzazione, che avesse, o credesse avere diritto alla classificazione in una, piuttosto che in altra delle sei liste stabilite dalla Legge, dovrà presentarsi alla *Commisione mista incaricata delle operazioni di mobilizzazione* (il di cui locale di residenza presso il Comando di Legione sarà contrassegnato con apposito Cartello), munito di una attestazione del Parroco, la quale esponga con dettaglio le circostanze famigliari che gli dessero titolo alla inscrizione in una anzichè in altra lista; attestazione che dovrà essere vidimata dall'Ufficio di ordine pubblico del Sestiere tanto *per la verità della firma, che dell'esposto.*

Ogni altro Cittadino dagli anni 18 ai 55, che avesse, o credesse avere diritto *alla esenzione dal servizio di Guardia civica,* per trovarsi contemplato dagli articoli 12 e 13 del Regolamento Organico in calce riportati, dovrà presentarsi all'altra Commissione mista (la cui residenza nel locale del Comando di Legione sarà come disopra designato) munito delle prove valevoli a far constare le funzioni che esercita, l'impiego che cuopre, o la condizione in cui trovasi, ritenuto, in quanto ai difetti fisici ed alle malattie nominate nel su ricordato articolo 13, che dovranno perciò sottoporsi a speciale esame.

Ad oggetto poi di evitare la troppa affluenza, che imbarazzando le Commissioni miste, produrrebbe un ritardo reale nelle loro operazioni, ed allo scopo di togliere qualunque erronea indicazione riguardo all'età ch'essere potrebbe sfuggita, viene stabilito quanto segue:

a) Domenica 29 corrente si presenteranno presso le rispettive Legioni alle *Commissioni miste incaricate di pronunciare sulla esenzione dal servizio di Guardia civica,* i Cittadini dai 18 sino ai 26 anni inclusivi;

b) Lunedì, 30 corrente, quelli dai 27 ai 35 inclusivi;

c) Martedì, 31 corrente, quelli dai 36 ai 45 inclusivi;

d) Mercordì, 1.° Agosto p. v., quelli dai 46 ai 55 inclusivi;

e) nel 1. dei suindicati giorni, cioè Domenica, si presenteranno presso le rispettive Legioni alle *Commissioni miste per la mobilizzazione,* i Cittadini dai 20 sino ai 21 anni inclusivi;

f) nel 2., cioè Lunedì, quelli dai 22 ai 24 inclusivi;

g) nel 3., cioè Martedì, quelli dai 25 ai 27 inclusivi;

h) nel 4., cioè Mercordì, quelli dai 28 ai 30 inclusivi.

I Cittadini di anni 18 e 19 e quelli di anni 31 e 32, nativi di Venezia, e chiamati a presentarsi come di sopra alle lettere *a*) e *b*), dovranno essere muniti della fede di nascita; che se fossero nativi di altre parti d'Italia, dovranno presentarsi con due persone probe e conosciute, che certifichino a voce dinanzi la Commissione *vera l'asserita età loro*; oppure la persona, della cui età si tratta, dovrà rilasciare relativa dichiarazione da essa scritta sul proprio onore, sotto vincolo della giurata conferma ad ogni inchiesta.

Del resto è inteso da sè che i Cittadini di anni 18 sino ai 32 inclusivi, i quali avessero o credessero avere *esenzione dal servizio della Guardia civica*, dovranno prima prodursi alle Commissioni miste della rispettiva Legione incaricata di pronunciar quel giudizio, per poi presentarsi alla *Commissione mista per la mobilizzazione* nel caso che *dalla prima* non fosse ammesso il presunto titolo.

Di questi individui le rispettive Commissioni miste per la mobilizzazione si occuperanno possibilmente nel giorno di Giovedì 2 Agosto prossimo venturo.

REGOLAMENTO ORGANICO DELLA GUARDIA CIVICA.

§ 12. Hanno diritto alla esenzione del servigio: *a*) I Ministri componenti il Governo dello Stato; — *b*) I Membri delle assemblee costituenti, o legislative, durante il periodo delle loro sessioni; — *c*) I Ministri di qualsivoglia culto, ed i Chierici che sono entrati negli ordini sacri; *d*) I Consoli e Vice-consoli dei Governi esteri, legalmente riconosciuti nello Stato; — *e*) I capi di ogni Magistratura giudiziaria o amministrativa, sieno dello Stato o delle Comuni, ed i Preposti degli Uffizii Sanitari e Doganali; — *f*) I Militari di ogni arma in attività di servizio, e tutti gli agenti della forza pubblica, e le guardie di finanza, campestri e forestali.

§ 13. Non possono essere ammessi fra le Guardie civiche: *a*) Gl'individui che hanno qualche deformità, o sono affetti da malattie croniche, fisiche e mentali, da comprovarsi nei modi indicati nel presente Regolamento Organico; — *b*) I custodi delle carceri e dei luoghi di arresto, od altri subalterni di tale servizio; — *c*) Tutti quelli che subirono una condanna per delitto, tranne i condannati per delitti politici contro il cessato Governo; quelli che subirono una condanna per grave trasgressione politica, commessa per cupidigia di lucro, ed in generale tutti gl'individui che sono notoriamente di mala fama, da giudicarsi tali da un *Tribunale d'onore*, come all'articolo 31; — *d*) I poveri ordinariamente soccorsi dalla pubblica beneficenza.

Dal Comando generale della Guardia civica.

Il gen. in capo
G. MARSICH, *C. A.*

27 *Luglio.*

UN MISTERIOSO MOVIMENTO

DELLE TRUPPE CHE MANTENGONO IL BLOCCO DI VENEZIA.

Le truppe che bloccano Venezia devono ritirarsi a dieci miglia di distanza dalla Laguna.

I nostri esploratori reduci dalla Terra-ferma sono tutti d'accordo nel riferire che si stà per pubblicare un ordine che si pretende venuto da Vienna, il quale incombe a tutte le truppe d'osservazione del blocco di Venezia di ritirarsi a dieci miglia di distanza dalle posizioni che ora occupano intorno a Venezia.

Tale disposizione così improvvisa, ed in opposizione all'altro ordine pocofà pubblicato, che rigorosamente prescriveva di stringere il blocco di Venezia, non deve partire certo dal paterno animo di chi considera ribelli gli abitanti di Venezia; ma bensì da quelle stesse Potenze che l'anno scorso ordinarono alla flotta Sarda di ritirarsi ad una certa distanza dal porto di Trieste che teneva stretto il blocco rigoroso.

Di queste nuove disposizioni dell'Austria, per Venezia, molte sono le supposizioni che se ne deducono: Chi pretende che oltre al ritiro delle truppe obblighino anche a ritirarsi gli abitanti, lasciando disabitate ed incolte le terre; chi suppone che al ritirarsi delle truppe, trasportano seco tutti i viveri, tutti i bestiami, che si trovano nelle fattorie entro alla periferia dei dieci miglia; chi suppone che questa sia una disposizione del nuovo Generale del corpo d'osservazione, per poter concentrare le sue truppe con quelle delle città vicine; chi finalmente asserisce che questo sia un tranello dell'Austria per poter maggiormente lusingare le truppe di Venezia a fare una sortita, coglierle all'improvviso e batterle all'aperto. Questa supposizione potrebbe avere qualche probabilità, se l'esperienza dei passati fatti d'armi, non ci avesse fatti edotti che l'Austria tentò ogni mezzo di sfuggire qualunque scontro colle truppe italiane in campo aperto. Che se il nuovo Generale volesse tentare una battaglia campale colle nostre truppe, dovrà sovvenirsi di quella fatale giornata di Mestre, in cui sortendo i nostri dal forte di Marghera diedero una buona lezione alle truppe tedesche, e gli fecero conoscere di quanto sono capaci, se potessero avere l'opportunità di battersi a petto a petto con loro.

28 *Luglio.*

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA

Volendo assolutamente impedire qualunque abuso nelle sostituzioni al servizio della Guardia Civica, le quali sono permesse soltanto nei casi urgenti e speciali, ordino quanto segue.

1. Tutti i Capitani dovranno rassegnare ogni quindici giorni ai loro Capi battaglione, una tabella indicante il nome e cognome delle guardie che si fecero sostituire, il nome e cognome dei sostituti, i giorni in cui avvennero, ed i motivi per cui furono permesse le sostituzioni, e dovranno unirvi i documenti prodotti dalle parti a giustificazione dell'impedimento.

2. I Capi battaglione dovranno al più tardi entro 24 ore dal ricevimento di tale documentate tabelle, accompagnarle colle proprie osservazioni al Comando di legione, da cui verranno trasmesse entro l'ulterior termine di 24 ore al Comando generale, salva la debita procedura contro quei Capitani i quali non avessero agito col dovuto rigore.

3. Siccome il § 82 del Regolamento organico richiede anche per l'accettazione dei sostituti l'approvazione del Capitano, così avverto i Capitani ch'essi mancano al loro dovere verso il paese e verso le loro Compagnie se accettano individui dei quali non abbiano sperimentato la perizia nel maneggio delle armi, la probità e la disciplinatezza.

4. È proibito ai Capitani, ai Sergenti maggiori ed a qualunque altro funzionario della Guardia Civica di adoperarsi per procurare i sostituti e di prendere qualsiasi diretta od indiretta ingerenza in ciò che si riferisce alle mercedi dei sostituti medesimi.

5. Contro i Capitani che permettessero senza un giusto motivo le sostituzioni o che accettassero sostituti non meritevoli della pubblica fiducia, e così pure contro chiunque contravvenisse alla disposizione dell'articolo 4, si procederà anche sopra reclamo di qualunque guardia.

Il gen. in capo
G. MARSICH *C. A.*

Il capo dello stato maggiore
G. FECONDO Colonnello.

AVVISO.

Ad oggetto di evitare qualunque meno retta intelligenza dell'Avviso 27 luglio corrente di questo Comando Generale, che destina le giornate in cui i Cittadini soggetti alla mobilizzazione devono presentarsi alle rispettive Commissioni miste, si dichiara che nei giorni 29, 30, 31 mese andante e 1. Agosto p. v. devono presentarsi alle Commissioni stesse tutti indistintamente i Cittadini compresi sotto le lettere *e*, *f*, *g* ed *h* del-

l'Avviso stesso, quindi anche quelli che non avessero, o non credessero di avere titoli per la classificazione nelle 5 ultime liste.

Dal comando generale della Guardia civica.

Il gen. in capo
G. MARSICH, *C. A.*

Il Capo dello Stato maggiore
G. Fecondo Colonn.

---

29 *Luglio.*

Jeri (28 luglio) l'Assemblea dei rappresentanti dello Stato di Venezia si radunò in Comitato segreto, com'era stato deliberato nella seduta pubblica del 26.

Il Governo fece all'Assemblea alcune comunicazioni relative alle condizioni politiche ed economiche del paese, e rispose ad alcune interpellazioni; dopo di che la seduta ebbe fine, essendosi adottato il seguente ordine del giorno.

« Udite le comunicazioni fatte dal Governo,

« L'Assemblea,

« Fidando nei promessi ardimenti della prode Marina, nel provato valore delle truppe coadiuvate dalla civica milizia, nella perseveranza eroica del popolo, nell'azione concorde dei poteri esecutivi;

« Passa all'ordine del giorno. »

---

29 *Detto.*

BUON POPOLO VENEZIANO.

Sei chiamato ad esercitare il tuo diritto di sovranità, sei chiamato a scegliere chi ti rappresenti per votare sui destini della Patria. Scuotiti dal tuo letargo, e prestati operosamente a farlo. I momenti presenti sono i momenti supremi per Venezia e per l'Italia, dunque tanto più v'ha bisogno che vi sia chi con consiglio e con l'opera le salvi. Se alcuno di voi avesse la madre, la sposa o il figlio gravate da morbo mortale, le abbandonereste forse perchè pericolosa è la malattia? o non piuttosto scegliereste fra i medici quello da voi creduto il più esperto, onde tentar di salvarle? E perchè non faremo altrettanto con la madre nostra la Patria?

Chi vi suggerisce di non dare il vostro voto per l'elezione della nuova Assemblea, vi inganna: essi hanno un partito da far trionfare, e perciò, sapendo che il buon popolo di Venezia è sino nell'intimo del cuore per la buona causa, lo distolgono dall'esercitare il suo sovrano diritto, temendo che le elezioni, le quali egli sta per fare, avversino i loro pravi disegni.

Chi consiglia il popolo a non scegliere i suoi rappresentanti gli è

nemico, egli lo inganna; e tanto è vero ciò, che mentre egli da questo infernale suggerimento ad altri, egli stesso sceglie fra i suoi perversi amici, i più pravi, e con questo inganno ottiene al suo partito, nell'Assemblea, la maggioranza assoluta.

Non ti lasciar ingannare, buon popolo; nomina i tuoi Deputati e scieglili fra i più onesti ed intelligenti Cittadini, non fanatici, ma savii calcolatori del vero bene del paese, dei quali tu abbia prove di amore disinteressato, e di disinteressato patriottismo.

Ti addito alcuni nomi pel III. Circondario.

Benvenuti Bartolameo.	Cremona dott. Giuseppe.
Benvenuti Adolfo.	De-Ferrari dott. Riccardo.
Renzovich.	Colonna Luigi.
Longhi Luigi.	Antonovich dott. Luca.
Treves Giacomo.	Crichi Bernardino.
Avesani.	Bocchi Arrigo.
Da Camin, Abate.	Mantovani Giovanni.
Bernardi Giuseppe, Avvocato.	Benedetti Bartolameo.

---

30 *Luglio.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

BULLETTINO DELLA GUERRA.

ISPETTORATO DEL PRIMO CIRCONDARIO DI DIFESA

ALLA COMMISSIONE MILITARE.

Strada ferrata, 30 *luglio* 1849, *ore* 6 *a. m.*

Alle ore 11 e mezzo della notte scorsa, il nemico aprì il fuoco colle sue batterie poste a s. Giuliano ed alla testata del Ponte, dove le tiene disposte pressochè nelle stesse situazioni che per lo innanzi. Questa volta però, anzichè servirsi de' suoi cannoni per controbattere i nostri forti di s. Secondo e s. Antonio, li dispose per modo che, dando loro la massima elevazione di 45 gradi, i projettili, percorrendo la massima portata, caddero nell'interno della città. I guasti che cagionarono, piombando col solo peso naturale sui tetti e sulle muraglie delle case, sono lievissimi. Non abbiamo a deplorare, durante tutta la notte, che un solo ferito.

Il fuoco nutrito di questi projettili e di parecchie bombe, durò per circa un'ora, dopo di che rallentò alquanto, e adesso ne slanciano di tratto in tratto contro le nostre batterie e nell'interno della città. Le nostre opere non ne risentono alcun danno.

Per nostra parte si corrispose con un fuoco assai moderato durante la notte, attesa l'oscurità che non permetteva l'aggiustatezza dei tiri, ma sul mattino esso venne assai rinforzato, ed apportò non pochi guasti al nemico, che fu costretto a rallentare più ancora i suoi colpi.

Il generale in capo, appena avvertito della ripresa del fuoco nemico, accorreva egli stesso sul luogo, ed aveva pure in tale incontro ad ammirare la quiete e il buon ordine con cui tutte le truppe di qualunque arma si disponevano ad occupare i posti loro assegnati, ed in particolarità il coraggio e la instancabile attività de' nostri artiglieri.

Il tenente colonnello Comandante
ENRICO COSENZ.

Il capo dello stato maggiore
GIOVANNI MATHIEU magg.

PER ORDINE DELLA COMMISSIONE MILITARE
Il Segretario gen.
L. SEISMIT-DODA.

30 *Luglio.*

N. 6011-1562. Militare.

GOVERNO PROVVISORIO

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

Avviso.

A tenore dell'articolo 11 della legge 20 corrente ed analogamente all'avviso a stampa della Delegazione Provinciale 23 corr. n. 4556-190 avrà luogo in domani mattina alle ore otto antimeridiane in una delle sale del Palazzo municipale l'estrazione a sorte del numero di rango pei marinaj matricolati chiamati a formar parte del contingente.

Potendo avvenire però che gl'inscritti nella prima lista sieno per essere insufficienti o per difetto di numero, o per fisiche imperfezioni a saldare il contingente, l'estrazione a sorte del numero di rango avrà effetto sopra tutte le sei liste tracciate nella legge 20 corrente, e ciò in seguito a Delegatizia Ordinanza 26 corrente n. 4654-202.

Tutti quelli che vi hanno interesse sono invitati ad intervenire alla suddetta estrazione.

Il Podestà GIO. CORRER.

L'Ass. LUIGI IVANCICH.

Il segr. A. Licini.

30 *Luglio.*

AL POPOLO VENEZIANO.

Popolo veneziano! se i tuoi avi sorgessero dalle loro tombe; se i Zeno, i Dandolo, i Morosini rivedessero questi giorni, ti saluterebbero come degno loro discendente.

Popolo veneziano! tu non hai degenerato dai tuoi avi. Il tuo sangue freddo, la tua non curanza del fuoco nemico, il tuo coraggio civile sarà registrato nella storia.

Ora per Dio! l'onore Italiano è realdito. Venezia diede un tale esempio alle nazioni del mondo tutto, quale non fu mai.

Persevera, o Popolo, e il mondo maravigliato dirà un giorno:

Che gloria l'essere Veneziano!

LO STATO MAGGIORE
dell'Ispettorato del I. Circondario di difesa.

30 *Detto.*

Se il nostro nemico potesse, prima di metterli in atto, prevedere gli effetti che producono presso la popolazione di Venezia tutti i tentativi da esso adoperati a smuoverne la costanza, ei dovrebbe certamente, non appena concepito, smetterne il pensiero, che non crediamo sia di lui intenzione di fortificare gli animi nostri alla resistenza, di volerci spettatori indifferenti ai maggiori pericoli, abborrenti ognor più la servitù straniera, di rendere infine tanto glorioso il veneto nome quanto odiato l'austriaco.

Dalla testa del Ponte sulla laguna, e dall'isola di s. Giuliano, gli imperiali guardano da due mesi, frementi di rabbia, alle nostre batterie, che sul piazzale di mezzo al Ponte, e sul forte di s. Secondo, mentre vomitano la morte incontro ad essi, stanno incolumi e salde, come le avesse in custodia la mano di Dio. Disperati di vincere, ricchi come sono di artiglierie, di uomini e di ogni materiale di guerra, non rivolgono or più il cannone al petto de' valorosi nostri difensori, unico modo di onoratamente combattere, ma poichè affidarono ai venti propizii gli arcostati perchè ci arrecassero le bombe ond'erano onusti, e il ridevole conato falli, studiano adesso nuova e non meno vana perfidia. Elevano quanto più ponno i cannoni, acciò la elevata proiezione loro riesca a portarci le palle in città, e stimano che qualche tetto di casa colpito da queste palle, o qualche innocente colto per via (caso possibile benchè raro), sia bastante argomento ad isgomentare il popolo di Venezia, a piegarlo alla resa, a indurlo a soscrivere la propria e la ruina d'Italia.

Oh! se la notte d'jeri i nostri nemici ci avessero veduti; se avessero percorso i quartieri della città minacciati dai loro proietti, non appena la caduta di alcuni sorprendeva gli abitanti nel sonno; se infine si fossero ridotti sulla maggior piazza di s. Marco, e là avessero veduto

ragunarsi i cittadini d'ogni classe e d'ogni età, come a convegno festivo, tranquilli e sorridenti, quasi volessero significare che godevano che questa novella occasione fosse loro porta per dimostrare scambievolmente l'animo sereno, il coraggio risoluto, l'eroica pazienza e il nobile disprezzo delle arti nemiche: se tutto questo avessero veduto, io credo che quelli tra essi, che non si fossero coperto il viso per la vergogna, si sarebbero morse le dita d'ambo le mani per rabbia.

Durava infatti sino allo spuntare del giorno questo movimento per le vie di Venezia, questo accorrere sulla piazza, sino a tanto che, conosciuta da tutti la poca entità del pericolo, rassicurati scambievolmente i cittadini coi più nobili sentimenti di amor di patria e di affetto, interessati a provare che nol temevano, più che a chieder riparo contro al novello pericolo, si ridussero di bel nuovo alle case loro, nè fu mandato un lagno, nè fu innalzato altro voto se non quello di salvare la patria, di onorare l'Italia, di detestare il dominio dello straniero.

30 *Luglio.*

EROISMO SUBLIME
DEL POPOLO VENEZIANO.

Gli esecrati vandali mostri tentano ora distruggere questa brillante, maestosa e monumentale regina dell'Adria.

Oh! sempre nuovi effetti del loro infernale amore paterno!

E dove sono ancora quelle barbare belve?.... A s. Giuliano, ove stanno già da varj mesi annidate. Da colà dovranno inviperite fuggire perchè oppresse dai morbi, o perchè vinte dal valore dei nostri prodi difensori.

Coraggio, o Popolo grande, o Popolo generoso! Coraggio! Ogni giorno ti acquisti una gloria più luminosa; ogni momento ti procuri una pagina più immortale nella storia.

Sprezza, o magnanima Venezia, quei fulmini che il brutale nemico ti scaglia; procura di salvare la vita agl' innocenti tuoi figli, ma salva ancora la tua gloria.

Resisti ad ogni costo; nè mai coi barbari discendi ad una turpe, vile, e ignominiosa capitolazione.

Cittadini! La vostra fraterna carità accolga nelle vostre famiglie quei miseri, che sono più esposti alle palle nemiche!

Parrochi pietosi! Pronunciate la parola di Dio, versando la vostra carità verso il prossimo e verso la patria!

Patriarca! Parla al tuo popolo diletto! Incoraggialo colla voce del Padre-pastore! Ordina preci! Invoca Iddio Onnipossente, Maria Santissima, san Marco, perchè siano salvati i tuoi figli dalla ferocia, dalle catene, dall'obbrobrio della detestabile straniera schiavitù! In questo tremendo momento, così adempirai a debito sacrosanto.

Oggi Venezia s'infiamma d'uno spirito d'eroismo sempre più puro, sempre più ardente.

Oh! quali lagrime di giusta e grata ammirazione mi cadevano dalle ciglia, quand'io sull'aurora di questo storico giorno per le vie incontrava e spose coi lattanti bambini sostenute dagli amorosi mariti, e fanciulletti che portavano i loro fardelli, e tutti docili, tranquilli, rassegnati, senza pur muover querela e neppure accento pronunciare, fuggivano le offese del nemico projettile, e si recavano in altre sicure ospitali contrade, ove sempre esecrando la nemica atrocità, stanno ancora più fermi e più tenaci nel santo proponimento di *resistere ad ogni costo.*

Oh vero eroismo! oh esemplare virtù!

Quanto è degno questo popolo intrepido, dignitoso e gentile d'esser sempre libero, e sempre di se stesso sovrano!

GIOVANNI TOPPANI.

---

30 *Luglio.*

Osservazioni sulle proposte del Governo austriaco, risguardanti la resa di Venezia.

L'Assemblea Veneta nella sua deliberazione primo luglio 1849 non poteva a meno di caratterizzare le offerte speciali fattesi a Venezia dal sig. Ministro austriaco come disonorevoli patti di capitolazione. La Gazzetta ufficiale del giorno 10 luglio ne sviluppò alcuni motivi, come quello procedente dalla grave riduzione del valore della carta monetata, ma non fece spiccare abbastanza la circostanza essenziale, che le stesse condizioni tutt'altro che corrispondere allo spirito conciliatore indicato dalle prime parole del sig. Ministro, non potrebbero cogliere altro scopo, che di rendere inaccettabili le proposte, e di voler ridurre la città di Venezia ad una disperata difesa. Affinchè le grandi Nazioni possano dare il giusto loro giudizio mi accingo ad esporre le mie idee dirette da incontrastabili fatti.

La difesa materiale della città è naturalmente appoggiata al militare; riguardo appunto al militare si esclude in quei patti ogni indulgenza, e dal sig. Ministro viene per questo decretata indistintamente la proscrizione.

Presso qualunque Nazione civilizzata, secondo il diritto stesso della natura, la dura condanna del bando e della deportazione dei cittadini aventi famiglia, si applica solo in conseguenza a gravi e provati delitti, ed a formale giudizio; qui vi è l'esempio, nuovo affatto, di vederla proposta come *clemente facilitazione* a premio di una sommessione spontanea.

Analizziamo il delitto pel quale si vuole infliggere questa pena indistintamente a tutti i militari, del rango di uffiziali, i quali erano al servizio austriaco prima del 22 marzo 1848, ed abbandoniamo quindi il giudizio della nostra causa a tutta l'Europa, se non pure all'imparziale giustizia di Queglino stessi che c'intimarono i durissimi patti della citata capitolazione.

Il moto generale del 22 marzo 1848 non potrà mai caratterizzarsi come una parziale congiura o di alcuni individui, o di una città in par-

ticolare, ma devono pur tutti riconoscerlo come uno slancio generale dei popoli, che vorrebbero ricostituite le loro nazionalità.

Venezia, non inferiore alle altre città d'Italia nel sentire la grande scossa politica, seguì il moto generale, credette giunto il momento di riacquistare quella indipendenza, alla quale non aveva mai volontariamente rinunziato, e della quale la sola forza materiale l'aveva spogliata, ma cercò di cogliere il suo intento senza rancore: fu fortunata di poterlo ottenere senza conflitto, e diede prove in questa solenne circostanza della maggiore moderazione.

Se però il suo moto, in qualunque modo, e per qualsiasi impulso compiuto, vuolsi ora riguardare dal Governo austriaco come delitto, egli dovrà generalizzare la voluta colpa su tutti i Cittadini, e non offendere la giustizia, col colpirne personalmente una sola parte.

E riguardo agli uffiziali che si veggono preferibilmente presi di mira, si domanda qual colpa particolare può essere loro addossata?

Ai 22 marzo 1848, quando il popolo tutto in massa prese le armi e manifestò il suo volere di governarsi da se, ed escludere dal potere ogni straniero, l'Autorità armata del Governo austriaco aveva dei legali Rappresentanti nei Governatori civile e militare; da questi dovevano dipendere quegli uffiziali di ogni arma, che al momento nella Piazza trovavansi.

Sia qualunque il motivo pel quale i Governatori austriaci credettero allora ben fatto il venire a patti col Popolo, e rinunziare ad esso senza conflitto ogni potere, è certo però che le determinazioni allora prese d'accordo tra le Autorità che cedevano e subentravano, dovevano essere una legge per chi individualmente non aveva altro dovere che quello di obbedire.

Lasciamo per un momento da parte ogni sentimento individuale che rendesse spontanea la sommessione al nuovo ordine di cose; lasciamo pur dal considerare qual partito avrebbero preso gli uffiziali italiani che si trovavano nella Piazza, nel caso che una lotta sanguinosa avesse emerso fra i due poteri armati messi a fronte l'uno dell'altro; lasciamo pur di occuparci dell'alternativa crudele in cui sarebbero stati posti i sentimenti di dover militare, e di dovere verso la patria, di suddito e di cittadino; non emersero, la Dio mercè, circostanze che abbiano posto alle prove e cimentati questi imperiosi sentimenti; l'Autorità austriaca per evitare appunto un inutile spargimento di sangue, nella sua rappresentanza legale, si dimise volontariamente, e nell'atto di dimettersi segnò ed indicò come ultimo suo comando la sfera di dovere di ogni uffiziale, mentre coll'articolo secondo della Capitolazione 22 marzo 1848, segnata dal tenente maresciallo conte Zichy si stabilisce: *dovere le truppe del Reggimento Kinschi, quelle dei Croati, l'Artiglieria di terra ed il corpo del Genio abbandonare la città e tutti i forti, e dover restare a Venezia tutte le truppe italiane e gli uffiziali italiani.*

Non restava quindi motivo di esitanza nel decidersi per parte degli uffiziali italiani; la stessa Autorità austriaca li scioglieva da ogni vincolo, e li metteva nella piena libertà di obbedire al dovere di buon cittadino, qual è quello sacro segnato nel cuore, di difendere la propria patria, di seguirne il qualunque destino.

Se pure il Governo austriaco volesse ritenere irregolare ed arbitraria la condotta tenuta in quell'incontro dal Comandante la città e fortezza di Venezia, ciò non pertanto egli deve subirne le conseguenze, nè può rettamente operando addossarne la malleveria agli uffiziali italiani, che si trovavano a Venezia, i quali nulla più fecero degli uffiziali tedeschi, uniformandosi alla Capitolazione, in forza della quale se i primi rimasero al loro posto, i secondi ricevettero il trimestre di paga ed abbandonarono la Piazza.

Ma in questo riguardo il Governo austriaco non trovò anzi censurabile quella Capitolazione, mentre tanto a Vienna, che a Trieste per volontà espressa dell'Imperatore furono successivamente messi in libertà e diretti anzi a Venezia gli uffiziali non solo, ma anco i marinari italiani, il cui onore chiamava a sacrare la vita loro in difesa della patria, muniti tutti di regolare congedo, e tanto gli uni come gli altri con tre mesi di paga.

Come possono adesso questi uffiziali, soli in confronto di tutti, essere trattati indistintamente quai ribelli, condannati ad esulare raminghi pel mondo colle loro famiglie, a peggior condizione dei grandi colpevoli, che in conseguenza di formali processi per santa legge di umanità vengono da alcune Nazioni deportati bensì, ma provveduti sempre di terra e di vitto?

Se nel 22 marzo si fosse impegnata una lotta sanguinosa, se l'Autorità militare austriaca si avesse trovato a fronte questi uffiziali italiani armati per debellarla e cacciarnela, se colle stragi e col sangue si avesse segnato una pagina d'odio eterno fra nazione e nazione, quale maggior vendetta potrebbe ora prendere il Governo austriaco?

Le leggi di umanità avrebbero certo impedita una vendetta sanguinosa e brutale, propria di altri tempi, nè più che l'esiglio avrebbesi potuto infliggere ad un numero così grande di cittadini della nostra disgraziata Venezia.

E l'esiglio appunto s'impone nell'offerta Capitolazione a migliaja di cittadini, e lo si indica come una concessione.

Se quell'articolo non è male spiegato, si presenta spoglio affatto d'ogni sentimento ragionevole, umano e politico.

Impolitica si presenta quella condizione, perchè in sè comprende la necessità di resistere.

Se quelli che tengono la difesa della Piazza sono messi fuori della legge, e si vedono esclusivamente colpiti, hanno ben ragione di preferire a quei patti una morte gloriosa, ma di mantenere la difesa, perchè insegna natura di prolungare il più possibile la propria esistenza, come sentono il dovere di non cedere a violenta oppressione, di non abbandonare il paese alla rovina ed al disonore.

PIETRO MILESI *Editore.*

30 *Luglio.*

L'OPERAIO GIORNALE VENEZIANO.

» L'autore dello scritto che ha per titolo: *Osservazioni alle proposte dell'Austria fatte a Venezia*, stampate dal cittadino Pietro Milesi, è l'Intendente della Marina Bressan.

« BALDISSEROTTO, *tenente di vascello.* »

Anche senza questa circostanza voleva l'*Operaio* invocare l'attenzione del pubblico sopra della carta in discorso, per adempiere una promessa fatta ai lettori suoi fin da tre mesi addietro.

Questa carta infatti nelle odierne condizioni del paese ha una gravità che non potrebbe essere disconosciuta. Io non posso, nè vorrei potendolo indagar le intenzioni, e perciò rispetto il carattere dell'autore che forse non calcolò minutamente l'importanza di tutte le sue parole; ma non devo tacere la censura che mi sembra meritare l'accennato documento.

Sebbene infatti quelle *Osservazioni* sieno comparse alla luce con la sola firma dell'editore libraio, pure il linguaggio è tale da far presumere che partissero da ufficiali difensori nostri, e particolarmente da ufficiali della marina. Aggiungete questa presunzione alla impazienza con cui il popolo domanda alla marina dei fatti d'arme, ed ai lamenti suoi perchè i fatti non vengono, e facilmente scorgerete quale tristissima impressione si ricevesse da quella lettura, e quali sospetti essa fosse per autorizzare.

Con ciò si spiega la premura dimostrata dagli ufficiali di marina perchè sia posta in luce la fonte di quello scritto.

Tale scritto contiene una giustificazione tutt'altro che dignitosa, tutt'altro che militare, tutt'altro che italiana della condotta veramente dignitosa, veramente militare, veramente italiana che gli ufficiali fratelli nostri hanno tenuto nell'epoca memoranda della nostra rivoluzione, quasi che si trattasse di stornarne dal loro capo la malleveria.

Esso somiglia ad una umile istanza per amnistia, come potrebbero farla dei soldati senza decoro quando la santa causa fosse perduta, o quando gli Austriaci (Iddio disperda l'orribile augurio) fossero padroni di questa perseverante Venezia.

Esso disconosce la generosa iniziativa che fu presa nello storico nostro Arsenale; esso attenua la parte brillante presa da quell'animosa gioventù al successo della giornata 22 marzo 1848; esso dipinge la ufficialità italiana come serva pecorilmente passiva dei generali austriaci, che restò a Venezia ed abbracciò la causa del suo paese per obbedienza al conte Zichy, il quale nella sua Convenzione lo ha espressamente prescritto.

Esso sembra diretto a persuadere l'Austria che ha torto di considerare la ufficialità veneta come nemica sua; esso adopera argomenti

sofistici come volesse implorare l'imparziale giustizia di coloro che ci hanno intimata la capitolazione; esso parla perfino dell'interesse dell'Austria e pretende dimostrare che le dure condizioni offerte dal cavaliere De Bruck e dignitosamente sdegnate dalla popolare rappresentanza, sono *impolitiche*, poichè comprendono la necessità di resistere. — Insomma esso dichiara implicitamente che la difesa è mantenuta dopo l'offerta di quelle condizioni, perchè natura insegna agli ufficiali di prolungare al più possibile la propria esistenza; non già perchè l'onore, la volontà, il bisogno, l'avvenire di questa patria lo designano ad ogni milite come ad ogni cittadino.

Uno scritto di questa specie non può passare inosservato: l'onore dilicatissimo di tanti prodi, di tanti patriotti ne sarebbe compromesso.

Ed è perciò ragionevole domanda quella degli ufficiali che il nome dell'autore sia fatto palese, salva a lui ogni spiegazione, ogni giustificazione che credesse valida ed opportuna.

L'*Operaio* desidera che le investigazioni intraprese conchiudano a ciò che quella carta sia da attribuirsi soltanto ad una leggerezza, ad una sbadataggine, ad una esercitazione retorica; come egli desidera che gli ufficiali della Marina abbiano pronta occasione di mostrare al popolo e all'Europa come essi sono anche adesso gli uomini del 22 marzo, e come l'Austria non abbia nemici più dichiarati di loro.

26 Luglio 1849.

30 *Luglio.*

Pubblicavasi dall'editore Pietro Milesi una lunga diceria col titolo:

OSSERVAZIONE

ALLE PROPOSTE DELL'AUSTRIA FATTE A VENEZIA.

Libero ad ogni uno esporre i proprii sentimenti, non farsi interprete per nessun modo di quelli di un'intiera comunità, quando non si conosca.

Il 22 marzo, al momento d'una lotta imminente ed inevitabile, gli Uffiziali di marina obbligati a scegliere fra la prepotenza e il diritto, fra i propri interessi e quelli del paese, non esitarono nella scelta di loro condotta, ed abbracciarono il partito della giustizia, della nazionalità. Questo partito avrebbero egualmente abbracciato, qualunque la condotta delle autorità Austriache; e ne sia prova i molti e molti, che accorsero volenterosi a dividere le sorti, non della speranzosa Venezia, ma della Venezia che si facea solo gloria di sua resistenza.

I sentimenti espressi su quel foglio restano dunque dell'autore, e sono altamente disapprovati dai sottoscritti Ufficiali di Marina, che desiderosi del bene del loro paese, e da questo solo pensiero animati, tennero sempre a gloria incontrare per esso qualunque sacrifizio.

27 Luglio 1849.

Achille Bucchia — Antonio Gogola — G. Bordini — F. Mainardi — Bonetti — O. Muzzarelli — P. Barbarich — Fontana *Comm. I magg.* —

G. Cecchini (*chirurgo*) — Burovich — Smajevich — J. Moro *Commiss.* — P. Znik — Dedominici — Zurowsky. — J. Mazzucchelli — P. Conti Barbaran — E. Cecchini — G. Basilisco — Dall - — Fai — Beroaldo, *Commiss.* — Arrigoni (*chirurgo*) — G. Bonandini — Dondio — Gambillo — P. Paita — Podreider — Ocofler — Luigi Rota — Luigi dott. Mainardi — N. Caimi — Tomaso Bucchia — Liparacchi — A. Toffanin— G. Moro — Augusto Teodorowich — Tilling — F. Barbarich — G. Atanassovich — Giuseppe Conti — Jacopo Bozza — Taccheo — Felletti — Guglielmo Paulucci — G. Pozzati — Giacomo Mazzucato — Francesco Basevi — Augusto Nordio — Martinez—L. Bellati—G. Novello—

NB. *Non tutti gli Ufficiali della Marina divisi nell estuario sono a conoscenza della stampa a cui si riferisce la presente protesta.*

30 *Luglio.*

UNA DEGNA DICHIARAZIONE.

Cinquanta ufficiali della Marina veneta hanno pubblicato per le stampe una loro protesta nella quale dichiarano di essere affatto estranei e di disapprovare altamente i sentimenti espressi nel foglio segnato dall' editore Pietro Milesi, di cui parlò l'*Operaio* nel suo numero 97.

A questa dichiarazione sottoscritta, come dicemmo, da cinquanta nomi, non poterono aggiungere la propria firma altri ufficiali, perchè il corpo della Marina è diviso nell'estuario, e non a tutti potè esser nota la carta dell' editore Milesi.

Ma *tutti* gli ufficiali della Marina sono tenuti a dichiararsi *coi fatti* sulla carta medesima; tutti devono far vedere che non combattono l'Austria perchè natura insegna essere troppo brutte le proposte del cav. De Bruck, ma si la combattono perchè la patria ha deciso di resistere ad ogni costo, perchè l'onore e l'affetto legano i loro cuori alla nazionale bandiera, perchè la causa cui servono è la giustizia, perchè adesso come al 22 marzo 1848 non possono esitare nella scelta fra la prepotenza e il diritto.

La patria ripete ogni giorno alla Marina le parole nobilmente espresse dal comandante la divisione navale nel suo primo ordine del giorno: la misura dei vostri doveri è grande.

Sulla inamissibilità delle proposte fatte dal Governo Austriaco a Venezia, e pubblicate nel foglio uffiziale 1 luglio, la Gazzetta del 10 luglio fece in un articolo alcune giustissime osservazioni.

Nel parere che qualche circostanza di fatto valesse a meglio ancora sviluppare quelle osservazioni, il sottoscritto, nella libertà della propria opinione che ogni cittadino è in diritto di manifestare, ne aggiunse alcune altre, che diffuse colla stampa.

Non credendo poi di dover affibbiare a quello scritto nè un merito, nè un'importanza particolare, non trovò necessario lo apporvi il suo nome, oltre a quello dell'editore Milesi.

Siccome però il Giornaletto periodico, l'*Operajo*, nel suo foglio n. 97

si diè la pena d'occuparsi di quello, attribuendogli una rilevanza che potesse dar materia alle sue censure, e siccome quel Giornale nel pubblicare il nome dell'autore lo diffida formalmente a giustificarsi, così ne sorge necessità di riprodurre quello scritto, e mettere in luce il vero spirito di quei concetti dal detto Giornale svisati, e quando ne rimarco *la gravità per le condizioni in cui ci troviamo*, e quando ne interpreto il pensiero coll'abbassarli *a vili giustificazioni*, e quando finalmente li portò a nullità coll'attribuirli *a leggerezza e sbadataggine dell'autore*.

Si mette per tal motivo sott'occhio del Pubblico illuminato ed imparziale questo scritto, su cui l'*Operajo* scagliò l'anatema, e se ne fanno poi seguire le spiegazioni.

Seguono le sopra esposte Osservazioni del Milesi.

Ognuno dovrà accordare che le condizioni del paese non sono sensibilmente variate dal 10 al 15 luglio corrente, e se il giorno 10 le osservazioni della Gazzetta uffiziale sulle proposte dell'Austria non furono trovate *inconvenienti per la gravità loro*, nel riguardo alle circostanze, saranno da giudicarsi ugualmente quelle che il sottoscritto aggiunse 5 giorni dopo.

Le identiche intenzioni, che suggerirono l'articolo 10 luglio della Gazzetta ufficiale, ispirarono lo scritto che ne fa seguito, solochè il primo si diffonde sulla rovina economica minacciata al paese, ed il secondo sulla ingiusta rovina di tante famiglie, che senza colpa si vorrebbero condannare all'esilio.

Come il primo articolo analizza le conseguenze funeste delle offerte dell'Austria, così il secondo ne vuol far spiccare l'ingiustizia, mettendosi sulla base dei fatti in generale e nel preteso diritto di chi le propone.

In quanto poi al parere che le dure condizioni offerte dall'Austria abbiano esse pure indicata la necessità di resistere, ciò non è solo conforme al buon criterio di ogni uomo ragionevole, ed al senso dell'articolo 10 luglio della Gazzetta ufficiale, ma sta ben anco nello spirito del decreto dell'Assemblea del 1 luglio, nel quale l'argomento si passa all'ordine del giorno, dietro i considerando sulla inconvenienza delle proposte; che se dunque fossero partite da altre basi non avrebbero tronche le trattative.

Che le parole di un semplice cittadino si vogliano interpretare come la espressione di un Corpo, pel solo caso che questi a quel corpo appartiene, ella è cosa irragionevole, come se la opinione di un deputato impegnasse il pensiero dell'Assemblea; si cercò piuttosto un appiglio per battere una opinione, per offendere quella stessa libertà di cui vogliamo farsi i sostenitori. Che se della Marina, dal sottoscritto amata e stimata sinceramente, interessa all'*Operaio* il sostenere l'onore, lo si invita a difenderlo piuttosto dall'ingiusta taccia d'indolente inerzia, che dopo tanti sacrifizii, annegazioni e travagli gli venne data dalla bigoncia nella pubblica Assemblea del 20 luglio, e si procuri, come potrà farlo, lumi più esatti per meglio rendere informato chi volesse trattare con conoscenza di cosa quel delicato argomento.

A. BRESSAN.

31 *Luglio.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

LA COMMISSIONE MILITARE
DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

Sono trentasei ore dacchè il nemico continua con raro accanimento gli inutili ed estremi suoi sforzi. Veduto vano ogni suo tentativo contro le nostre opere di difesa, indispettito di vedere rompersi la impossente sua rabbia contro gli spaldi delle nostre batterie, rinunzia di affrontare i nostri soldati e rivolge le sue bocche da fuoco sugl'inermi abitanti. Ma nè le sue bombe, nè le granate, nè le palle infuocate che con raffinata barbarie slancia fra le nostre case, contrariamente agli usi di guerra nelle nazioni civilizzate, giungono a smuovere la generosa popolazione di Venezia nella sua eroica risoluzione.

A Venezia, che andava gloriosa di tanti sacrifici fatti per l'indipendenza italiana, mancava ancora il suggello dell'eroismo, il vanto di aver veduto la morte e la distruzione nelle sue contrade, anzichè adattarsi a patti che le avrebbero imposto ancora quelle catene, che, quando infranse, volle infrante per sempre. Grazie al nemico, che non le ha voluto negare quest'ultimo, solenne trionfo.

I rapporti del I. Circondario di difesa sono assai rassicuranti. Un morto e due feriti costituiscono tutta la perdita del militare in trentasei ore di fuoco. Le nostre opere non hanno sofferto che leggierissimi danni, nè si ritengono di maggior rilievo i guasti arrecati alle case private dai proietti nemici.

Il vivo fuoco delle nostre batterie molesta continuamente quelle del nemico e le costringe di quando in quando al silenzio.

Le nostre truppe, avvezze al pericolo, raddoppiano di coraggio nell'ora del cimento, e le conforta l'ammirabile indifferenza e la santa rassegnazione colla quale i cittadini d'ogni ceto dividono seco loro i pericoli di questi difficili ma gloriosi momenti.

Per ordine della Commissione
Il segretario generale L. Seismit-Doda.

31 *Detto.*

COMANDO IN CAPO DELLE TRUPPE NELLO STATO VENETO
ORDINE DEL GIORNO.

Uffiziali, sotto uffiziali e militi, affinchè deste un saggio dell'italiana attitudine nella carriera delle armi, la fortuna vi ha messo tra i più

duri esperimenti che incontransi nel nostro mestiere. Privazioni d'ogni specie, malattie, lungo blocco, un assedio in cui si sono dal nemico impiegate e tuttavia impiegansi le migliori artiglierie de' nostri tempi. A queste calamità se ne aggiungono altre più aspre assai: il vederci abbandonati da tutti, e la minaccia del digiuno. A tanti pericoli, a si acerbe e lunghe sofferenze, avete opposto sommo disprezzo di vita, perseveranza impareggiabile, e principalmente quella calma che non si vede ne' giovani guerrieri, e che forse v'infuse nell'animo la santità della causa, di cui siete propugnatori, la quale pure avrà per avventura inspirato nei petti del Popolo Veneto quel sublime contegno, da me ancora non veduto in tante variate vicende della mia vita: di quel contegno io discorro col quale mirano impavidi le offese che in numero strabocchevole lancia il nemico su di questa tanto ammirata città.

Militi, voi mi avete tentato d'orgoglio! Sì, che io sono orgoglioso di capitanare una giovane italica milizia, che primeggia per virtù soldatesca e cittadina.

Mi rimane a dirvi che la gloria, la quale si cara vi costa, debbe essere pura dal principio alla fine della vostra carriera. Esser debbe al pari di quei bei giorni in cui l'orizzonte, dall'alba al tramonto, non si vede offuscato da ombra alcuna di nebbia.

Il vostro Generale in capo vi assicura, che la Camera ed il Governo avranno a cuore fino all'ultimo, e per quanto più sarà permesso alla fermezza ed al patriottismo di cittadini integerrimi, l'onore del nome italico, ed il vostro ben essere. Continuate a condurvi nel modo che faceste e fate, e siate pur certi, che, se anche vi avveniste in tristi giorni, destereste negli uomini, e ne' vostri stessi nemici, invidia sì, pietà non mai.

Il tenente generale Comandante in capo
GUGLIELMO PEPE.

---

31 *Luglio.*

N. 6150-2360 Annona.

GOVERNO PROVVISORIO

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

Avviso.

Alla grande Pescaria di Rialto si sostituisce nelle attuali circostanze quel tratto di Riva degli Schiavoni a S. Giovanni in Bragora, compreso fra i due Ponti del Sepolcro e della Cà di Dio.

L'Avviso della Commissione Centrale Annonaria 26 p. p. N. 7318

testè pubblicato che serve a disciplinare, e determina i prezzi del pesce, rimane nel suo pieno vigore.

Dimani subito andrà ad aver luogo il trasferimento.

Il Podestà GIO. CORRER.

L' Ass. CARLO DOTT. MARZARI.

Il segr. A. Licini.

31 *Luglio.*

N. 6149-2359 Annona.

GOVERNO PROVVISORIO

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

Avviso.

Nelle attuali circostanze, alla Erberia pubblica di Rialto si sostituisce il Campo S. Zaccaria.

Seguirà tosto nel dimani il trasporto.

Una tale necessaria misura rendesi quindi a comune notizia.

Il podestà GIO. CORRER.

L' Assess. CARLO DOTT. MARZARI.

Il segretario A. LICINI.

31 *Detto.*

AL FELD-MARESCIALLO RADETZKY

LETTERA

DI DEMETRIO MIRCOVICH.

Una lettera all'Eccellenza Vostra dalla città che Voi tenete stretta d'assedio sarebbe opera ridicola e vana, se io non confidassi del pronto arrivo di essa nelle vostre mani la mercè dei *pochi* amici, *non Italiani*, e *falsi* che avete pure fra Noi.

Dico *pochi*, perchè questa è una delle tante glorie di Venezia — dico *non Italiani*, perchè non sono tutti Italiani quelli che nascono in Italia, perchè la natura ha i suoi mostri, e Voi stesso che traeste la vita nell'eroica Polonia, ben sapete di non esser Polono — dico *falsi* perchè v'illudono, anzi v'ingannano con false credenze e speranze: ed è questo, Eccellenza, lo scopo della presente mia lettera.

Da tre mesi Voi guerreggiate accanitamente contro Venezia, da tre mesi l'austriaca colossale potenza soffre la umiliazione d'essere paralizzata dall'eroismo di una sola città.

Voi, colle armi dell'onorato e valoroso guerriero ben conoscete che non si vince Venezia, e ricorrete quindi a triviali spedienti per incutere spavento. Ed ecco dove v'ingannano gli amici vostri. Il popolo di Venezia non si spaventa, ma ride — i suoi magnanimi sentimenti si robustano nella sventura — ogni ostacolo nuovo eleva e ingigantisce la sua grandezza!....

Spettacolo a Voi, non so più di rimorso, o di vergogna, ma all'Europa di ammirazione saranno queste due memorande giornate, in cui le palle dei vostri cannoni piombano nel cuore del paese. Il popolo con calma dignitosa abbandona le sue case, con generoso disprezzo commisera l'inutile tentativo nemico; e non un atto da nessuno, non una parola da un labbro solo che esprima paura; ma se era d'uopo, Eccellenza, di cresimare nel popolo l'odio allo straniero, Voi ritrovaste certamente il migliore espediente.

Che se qualche novella strategia portasse i vostri projettili per l'intera città, Noi tampoco non ci spaventiamo — ricovreremo nelle isole nostre — ai prodi difensori abbandoneremo Venezia, ed ove occorra saremo difensori e prodi tutti quanti, e tutti — e Voi guarderete sempre da lunge questo sacrario della Indipendenza, ma indarno.... quando meglio a Voi non piacesse, Faraone secondo, di eleggere a tomba de'vostri eserciti la miracolosa nostra laguna.

Abbandonate adunque, Eccellenza, abbandonate una vana impresa, abbiate a cuore gli allori che cingono il vostro crine canuto in questa fatale guerra d'Italia, i quali, *coprendo d'un velo i mezzi con cui gli avete acquistati*, sono pur sempre allori, e risparmiatevi l'ignominia di vederli miseramente inaridire in Venezia.

Che vuole Venezia dall'Austria, o da Voi? LA SUA NAZIONALITA'.... intendetela, Eccellenza, che questa espressione significa che VENEZIA VUOLE LA SUA ESISTENZA. E nessuno può negargli il diritto di ESISTERE, non Voi, non l'Austria, non l'intero Universo, e non alla perfine Iddio, perchè Iddio non toglie ciò che ha donato una volta.

Eccellenza! sta in Voi la fine di questa lotta tremenda. Accordate a Venezia la sua NAZIONALITA', ed io vi assicuro che giugnerete ad un componimento di soddisfazione e di onore si a Voi che a Venezia.

Del consiglio cordiale di un cordialissimo vostro nemico, abbiate la grandezza di approfittare!

---

31 *Luglio.*

AI VENEZIANI.

VENEZIANI! Voi foste inviati ad eleggere di nuovo i propri rappresentanti l'Assemblea. Obbedite agli ordini dell'onore, dei destini della Patria. Badate bene. In apparenza l'impresa sembra facile; ma in fatto ella è di gran lunga difficile e scabrosa. Siate guardinghi nella scelta vostra in questi supremi momenti.

Trattasi di ciecamente e fiduciosamente affidare all'eletto deputato, l'onore, il destino, la gloria della Patria, la sorte, gl'interessi dei con-

cittadini tutti. Critici e terribili sono questi momenti. Essi richiedono energico, risoluto e pronto riparo, movendo il franco piede in mezzo ai precipizii, SENZA SMARRIRVI A CADERE, superando coraggiosamente, e coll'estremo valore tutte le barriere, che si parano dinanzi.

La scelta del candidato sia diretta dall'ordine, dalla tranquillità e dalla savia riflessione delle famiglie, non caricandovi la coscienza dando ascolto agli INTRIGHI, AI BROGLI che ordire si tentassero. L'eletto sorga fra quei cittadini, i quali, godendo della pubblica opinione, sono sorretti DALLA ONESTA', DAL PATRIOTTISMO, DAL CORAGGIO, DALL'INTELLIGENZA, DALL'ISTRUZIONE, DALLA SIMPATIA.

Riflettete al mio detto. — REGOLATEVI.

AI RAPPRESENTANTI

LA NUOVA ASSEMBLEA.

CITTADINI eletti a rappresentanti per trattare sui destini della Patria, Voi entrate nel vasto Oceano delle discordie, dei partiti, delle mene insidiose condotte dai vili mercenarii. Sprezzandoli, combattete intrepidi e coraggiosi contro questa orribile minacciosa tempesta, perocchè la vostra nave è guidata da esperto e possente nocchiero. Egli è

IDDIO!

Questo è il suo comando. Manovrate ed entrerete sani e salvi nel porto DELLA GLORIA, DEL TRIONFO. Gli aviti vostri eroici padri, autori di questa Regina del mare, vi benediranno se vi adoprerete al suo risorgimento, a rimetterla nel suo primiero splendore. Benediravvi pure

ITALIA TUTTA.

Rappresentanti! i vostri concittadini, abbandonandosi tra le braccia di voi, vi ricordano che l'onestà dev'essere la GUIDA; il patriottismo la terribile SPADA; il coraggio l'impenetrabile SCUDO; l'intelligenza, l'istruzione e la simpatia il VOTO vostro.

VENEZIA e ITALIA in questi supremi momenti attendono tremanti ed ansiose da VOI la sorte avvenire: L'IMMORTALITA'.

Ragionate sul mio detto. — ESEGUITE.

LEONARDO DE GOBIS *Trivigiano.*

31 *Luglio.*

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA.

Estratto dell'ordine del giorno 31 *Luglio* 1849.

§. 570.

Per contribuire il più che sia possibile al mantenimento della organizzazione della Guardia Civica, pregiudicata da moltissimi precarii mutamenti di domicilio, il Comando Generale stabilisce:

1. Che tutti gli individui appartenenti alla Guardia Civica, i quali abbiano cangiato di abitazione dopo il momento in cui adempierono alla iscrizione conseguente alla legge 19 luglio, debbano indicare con precisione al proprio Capitano il nuovo domicilio stabilmente o interinalmente prescelto.

2. Che nei casi in cui la Guardia Civica debba raccogliersi prontamente sotto le armi, e nei quali a tale effetto battesi la *generale*, debba ciascuno trasferirsi alla Caserma del Circondario in cui dev'essere inscritto, e non già a quella del Circondario in cui tenesse precariamente domicilio.

3. Che sia osservata rigorosamente la massima emanata nell'ordine del giorno 15 del corrente mese al § 535, cioè che fino ad un diverso ordine, i trasferimenti di domicilio in genere non dieno titolo ad appartenere alla giurisdizione di una Legione diversa da quella cui l'individuo era inscritto per lo innanzi.

Il gen. in capo
G. MARSICH, *C. A.*

Il Capo dello Stato maggiore
G. Fecondo Colonn.

---

1 *Agosto.*

AL POPOLO DI VENEZIA

L'ASSEMBLEA.

Adesso più che mai sentiamo l'onore dell'essere rappresentanti del popolo di Venezia. La vostra sofferenza coraggiosa, la vostra ordinata costanza, e l'affetto reciproco del qual fate prova in questi giorni memorandi, hanno vinto l'aspettazione di chi più v'onorava. La sventura ha innalzati gli animi, ha fatta l'umiltà del povero più dignitosa della maestà de' potenti, ha creata nell'antica una nuova città, stretta con vincoli d'ospitalità, di gratitudine, di ammirazione. Voi, bersagliati da palle omicide, vivete tranquilli ed ilari più dell'inumano nemico, il quale dalla intrepidezza vostra è vinto nell'anima e nella fama più formidabilmente che da cannoni e da bombe.

D' esortazioni nostre a voi non fa di bisogno; voi non chiedete lodi da' vostri fratelli: accettatene i ringraziamenti. Ben vorremmo risparmiarvi tutti i disagi, e concorremo e concorreremo co' governanti per alleviarveli quant' è da noi. Ma voi patite per l' onore della Patria, per l' onore di tutta Italia, alla qual non resta di libero altra città, che questa sacra ed unica città di S. Marco. I colpi scagliati contro le chiese ove foste battezzati e pregaste, contro questi monumenti ammirati da tutta la terra, ricadranno tutti un giorno in capo all' Austria ostinata. Iddio conta ogni vostro sacrifizio per ricompensarlo a suo tempo. Ogni sacrifizio è un combattimento, una vittoria, se fatto per il ben de' fratelli: ogni dolore, sostenuto per la Patria, è un martirio, se si sostiene nel nome di Dio.

POPOLO DI VENEZIA, i figli tuoi narreranno con altera pietà ai figli loro i tuoi nobili patimenti: la tua perseveranza renderà il nome tuo venerato nel mondo.

Il Presidente
LODOVICO PASINI.

I Vicepresidenti
G. MINOTTO.
G. B. VARÈ.

I Segretarii
G. PASINI.
G. B. RUFFINI.
A. SOMMA.
P. VALUSSI.

---

1 *Agosto.*

N. 1034

LA DIREZIONE DEL VENETO MONTE DI PIETA' E CASSA RISPARMI.

In seguito a Municipale Decreto N. 6145-2281 1.° corrente e presi gli opportuni concerti col Comitato di vigilanza,

RENDE NOTO:

Che a toglimento di pericoli che potrebbero derivare dal troppo concorso di persone negli Stabilimenti esposti ai proietti nemici, restano per ora sospesi i ricuperi, le rimesse e le vendite delle impegnate, facendosi luogo soltanto all' accettazione de' pegni in un nuovo locale, sito *all' Arsenale*, fondamenta della Madonna, onde i bisognosi possano procurarsi i mezzi di sussistenza; tale locale verrà aperto nel giorno 4 corrente.

Si previene poi a quiete di tutti che il pubblico incanto non verrà riaperto se non se dopo un preavviso, in seguito al quale i pignoranti potranno volendo ricuperare o rimettere le loro impegnate prima della vendita.

Il Direttore PIETRO PICELLO.

Visto il Podestà
GIO. CORRER.

Visto il Comitato di Vigilanza
Per il Presidente RENSOVICH.

SUL BOMBARDAMENTO DI VENEZIA.

Tra le nazioni incivilite è divenuto un principio il risparmiare quant'è mai possibile la vita e gli averi dei cittadini nel bombardamento di una fortezza e ne abbiamo esempi nelle guerre di Napoleone essere così ridotti a processo regolare gli assedj delle fortezze, che si poteva confidentemente predire il tempo della durata. Ma l'Austria non conosce limiti e sfogar vuole la sua rabbia tentando ora con un bombardamento far cadere in sue mani questa eroica città.

Preparativi militari per la difesa di una fortezza soggetta ad essere bombardata.

Quando una città, per la sorte della guerra, sia per essere soggetta ad un bombardamento, il presidio tenta ogni mezzo onde tardare il disastro coll'erezione di opere avanzate intorno alla piazza, o tenendo truppe nei sobborghi e nei villaggi vicini. Per tal misura si ottiene vettovaglie, ed i cittadini della fortezza vedendo la guarnigione non chiusa entro le mura, confidano nella sua possa proteggitrice ed induransi così a soffrire meno mal volontieri le privazioni ed i danni a cui bisogna inevitabilmente si trovino esposti; ma il popolo di Venezia diede prove incontrastabili di esser pronto a tollerare tutte le privazioni, e tutti i danni che derivar possano da un bombardamento. Le truppe minacciate di essere assediate devono cercare qualunque mezzo di distruggere ogni villaggio, sobborgo, edifizio avanti che cada in potere dell'inimico, e che se ne prevalga per facilitarsi le operazioni d'assedio. Per tal modo il nemico sarà forzato o ad astenersi dal costruire una linea di difesa, oppure, se ciò tenti, così estesa dev'essere la linea di richiedere gran tempo alla sua formazione, e le opere che la costituiscono così sparse da rendere impossibile il fortificare e guardare con sufficiente attenzione gli aditi della piazza per tagliare ogni comunicazione fra la città e la campagna; e così si tiene quanto è possibile il nemico a tale distanza che rimanga fuor di tiro di effettuare un bombardamento.

Metodo che suol tenere l'inimico nel bombardamento.

Benchè l'Austria nelle sue guerre colla Francia non la superasse mai nelle artiglierie, ora possiede tutti quei nuovi modelli di cannoni che l'arte ha saputo perfezionare. Nel minacciare Venezia adopera di quegli stessi cannoni che per la prima volta in un caso simile vennero adoperati nell'ultimo bombardamento di Anversa, che chiamati vengono alla Villentroix dal suo inventore. Sono questi del più lungo tiro, ma non hanno alcuna direzione, e se lo vede in fatto, mentre lo scopo principale dell'inimico che cerca guadagnare una piazza col bombardamento è quello di distruggere principalmente i magazzini militari ed i quartieri in cui riposa il presidio. Se poi la città è marittima, oltre di poter più

facilmente danneggiare i quartieri più foltamente abitati, tenta di sostenere simultaneamente il fuoco dal lato di terra, e da quello del mare. Se ciò non fecero gli Austriaci, è segno evidente che non lo possono effettuare, stante che la nostra linea di difesa è insuperabile dalla parte del mare. Egli è perciò che non potendo effettuare dalla parte del mare un bombardamento, nè potendosi prevalere dei razzi alla Congreve, nè delle palle incendiarie, la minaccia di far rendere Venezia consiste nello slanciare delle palle innocue allo scopo da loro prefissosi.

Regole da tenersi nelle città in procinto di essere bombardate.

Nei bombardamenti regolari al rifiuto fatto dal comandante della piazza per la resa della città, prima cura deve essere quella di proteggere con blinde i pozzi e le cisterne, si deve assicurare e disporre le trombe da incendio e formare delle compagnie il di cui ufficio sia d'accorrere immediatamente colle macchine in qualunque sito si manifesti il fuoco. La massima intrepidezza richiedesi in queste operazioni, perocchè il nemico sempre combina a dirigere il fuoco verso il punto in cui vegga sorgere l'incendio, ad oggetto d'impedire, se il possa che venga estinto. A salvarsi da questo flagello, i cittadini devono avere la precauzione di mettere ne' granai, e nelle soffitte dei grandi recipienti di acqua, e sui tetti delle coltre imbevute pure di acqua, onde togliere la forza alle bombe. Quando slanciansi nella città palle infocate si destini gente che le cerchi e le trasporti in luoghi ove non possono far danno.

Benchè tutto ciò non sia al caso nostro, sarà bene che i cittadini si ritirino più che è mai possibile nell'interno della città, specialmente quelli che hanno ragazzini. Giacchè colla esperienza si è veduto, che per il solito la caduta della palla non danneggia che il secondo o al più il terzo piano, procurare si deve di ricoverarsi nel pian-terreno; che se Venezia avesse come le città della terra-ferma delle cantine sotterranee, si potrebbe stare tranquilli e ridersi delle minaccie dell'Austriaco; così pure è meglio vegliare la notte per poter essere pronti a fuggire il pericolo, e riparare il danno. Sarà utile che le botteghe della città, e specialmente quelle che vendono commestibili siano aperte in tutte le ore del giorno, perchè il più delle volte quando una fortezza viene bombardata, è anche scarsa di viveri, ed i cittadini non possono fornirsi del vitto giornaliero in ore precise, specialmente dove alcun preavviso non invitò i cittadini a provvigionarsi.

Nelle fortezze minacciate di bombardamento, si usa levare i sassi in quelle contrade più soggette al bombardamento, acciò le palle si soffochino nel terreno, nè procurino maggior danno nello spezzarsi: qui basterebbe si togliesse quella qualunque traccia che lascia la palla, nell'esterno delle case, e per le vie, per non destare nella popolazione sinistre impressioni.

Nelle città nelle quali i cittadini sono costretti a sofferire ad arbitrio del comandante della fortezza, molte delle volte tentano delle cospirazioni, ed usano di ogni mezzo in loro podestà o di persuasione, o di forza per muovere ed isforzare il comandante alla resa della piazza;

ma il caso nostro è tutto all'opposto, mentre anzi i cittadini tutti sono pronti, e lo vediamo col fatto, piuttostochè cedere la città, sono pronti perdere e la vita e le sostanze, nè la tema delle palle nemiche li rimuove dall'eroica risoluzione di resistere ad ogni costo, pronti, con una sovrumana rassegnazione, di sofferire qualunque privazione, qualunque danno, piuttosto che aprire le porte all'odiato nemico.

Bombardamenti di città marittime più famosi ai nostri tempi.

Fra i bombardamenti di città marittime più famosi, possiamo annoverare quello di Venezia, per la sua straordinarietà, come pure quello di Copenaghen nel 1807, stretta per terra e per mare dagli Inglesi, che durò il fuoco continuo dal 2 settembre a tutta la notte del 4. In questo bombardamento usaronsi, per la prima volta i razzi inventati da sir Guglielmo Congreve, che gli diede il suo nome. In quel fatto furono distrutte dalle palle, bombe e razzi, oltre alla cattedrale, più di 300 case; non che quello di Algeri, nel 1816, dalla flotta inglese ed olandese, e che durò il fuoco per 12 ore continue.

ANTONIO SAGLIETTI *Editore.*

1 *Agosto.*

AI VENEZIANI.

(20 luglio.)

Oh buon popol di Venezia!
Che si pensa, che si fà?
Se noi siam già un quarto austriaci
Ella è tutta tua bontà.
Non ti degni di combattere
Sulla terra, nè sul mar;
Ma ti degni il pan di segala,
Finchè dura, rosicchiar.
Alcun dice che è miseria,
A me sembra poco onor.
Ed è tua la colpa, o popolo.
Parlo libero e dal cor.
Che i Croati i baffi s'ungano
Con di Padova i cappon;
Nè col sego si condiscano
Di Verona il frumenton;
Che la pancia si rimpinzino
Con buon riso e bianco pan,
E che cionchino e ricionchino,
Il Breganze e il Coneglian,
Mentre un uovo non si razzola
Tutta in quanta la città,
Ed il vin, col pan si litiga,
Fino a farsen carità.
Per Iddio! Non è da piangere,
Salvo a chi di fango ha il cor?
Tel ripeto, o caro popolo,
Non è mal, ma è poco onor.
Via ti sveglia! Quanti secoli
Fai tuo conto di dormir?
È una cosa imperdonabile
Fra le coltrici poltrir.
Io ti prego, o mio buon popolo,
Per la patria, pel tuo mar,
Pei tuoi morti, pei tuoi posteri,
A non farti corbellar.
Non ci è più tempo da perdere;
Già del caldo è la metà,
Se gl'indugi non si rompono,
Presto il freddo soffierà.

I bisogni e la miseria
Cresceranno tutti i dì,
Sì che a vivere, o mio popolo,
Fia difficile così:
E il morire non è gloria
Per dar gusto a quei birbon,
Che si ciuffano di Padova
L'insalata ed i cappon.
Il morire è bello, è debito
Per la patria, per l'onor.
Si combatta senza calcoli:
Così il prode, vince o muor.
Cos'è vita senza gloria,
Senza onor, ne libertà?
È la vita dei cadaveri
Nelle Università.
È la morte necessaria
Tutti san morir quaggiù.
Vanno a letto anche le femmine,
E non s'alzano più sù.
Con un poco più di grazia
Deve un popolo morir.
Di sua morte far coll'alito
Il nemico impallidir.
Seminar de' suoi cadaveri
Fiumi, valli, monti e pian,
E portarne dalla patria
Lo sterminio assai lontan.
Di Castello e Cannaregio,
Ogni prò d'ogni sestier,
Prenda ingaggio sui trabaccoli,
Fra le zappe e gli artiglier.
Voli in mare ed all'Austriaco
Mostri i denti del lion,
E del *Lloyd* e suoi sattelliti
Faccia un pasto ed un boccon.
Non è un'osso indigeribile,
Come cantano i pulcin.
Ogni male ha il suo rimedio,
Salvo il male del becchin.
Ho sentito in lor proverbii
Dire agli uomini di mar,
Che anche i moli pesci piccioli
Ponno un grosso divorar.
Più di noi quei pochi stupidi
Orsi bianchi, cosa son?
Non abbiam com'essi un'anima
E due braccia e dei cannon?
Solo in poppa ai lor piroscafi
Il buon vento soffierà,
Sol per essi il dio dei liberi,
Non per noi combatterà?
Se prevalgono di numero,
Noi vinciam d'amor di fè.
Noi un cor, una patria,
Un baston hanno essi e un rè.
Dunque a morte, od a vittoria,
Corriam tutti e in terra e in mar,
Ed un canto formidabile
Cominciamo ad intuonar.
— Viva Italia! Viva Italia!
Nostra patria, nostra fè;
Viva Cristo, il Dio dei liberi!
Cristo solo il nostro re!
E Maria, madre dei martiri,
Genitrice di valor.
E Sammarco, il nostro Apostolo,
Di Venezia protettor.
Noi siam figli d'una patria,
Sacri a morte, o a libertà.
Noi portiam sul brando Italia,
Venne il barbaro, e lo sà.

Ora a noi! Coi re, coi barbari
Cesseremo di pugnar,
Quando Italia ed una e libera,
Sia dall'Alpe infino al mar.

GARONI.

2 *Agosto.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

COMMISSIONE MILITARE

DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

Bullettino della guerra.

Le batterie del nemico rallentarono sensibilmente il loro fuoco durante le scorse ventiquattro ore.

Quattro bombe colpirono il gran piazzale del Ponte, ed una scoppiò in S. Secondo; ma i guasti prodotti furono lievi e tantosto riparati, non avendosi a deplorare neppure un morto o ferito.

I nostri colpi, con rara aggiustatezza diretti, danneggiarono le posizioni nemiche.

Durante la notte le piroghe di sinistra avanzarono verso il fianco del nemico. La *Valente*, comandata dal bravo alfiere di fregata *Ricordini*, spintasi innanzi, diresse varii colpi a palla, a granata ed a mitraglia contro la testata del ponte, e colà rimase fino al decrescere dell'acqua, benchè fatta bersaglio ai colpi nemici. Due barche, partite dai primi archi del Ponte, avanzandosi per abbordarla, vennero respinte e poste in fuga dalla fucilata dei nostri battelli di ronda, diretti dal capitano *Morell*.

Le palle giunte in città non oltrepassarono le distanze a cui pervennero nel primo giorno.

Alla pioggia di ferro, che continuamente ci regala l'Austriaco, bene risponde l'intrepidezza della truppa e la generosa attitudine dei cittadini.

Il tenente Colonnello Comandante
ENRICO COSENZ.

Il capo dello stato maggiore
GIOVANNI MATHIEU magg.

PER ORDINE DELLA COMMISSIONE MILITARE
Il Segretario gen.
L. SEISMIT-DODA.

2 *Agosto.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

LA COMMISSIONE MILITARE
DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

Venezia, 2 *agosto* 1849, *ore* 9 *antim.*

In attesa d'un dettagliato rapporto sulla spedizione, che progettata da più giorni, veniva eseguita nella giornata di jeri da Brondolo sotto gli ordini del Tenente colonnello *Sirtori*, la Commissione militare va lieta di renderne noto il felice successo. Le nostre truppe rientravano jeri sera nel Forte nel massimo ordine. Molti prigionieri, una quantità di bagagli ed effetti di guerra, ed una bandiera del 18.° Reggimento Austriaco, erano i trofei militari; oltre 200 animali bovini e forse 50 barche cariche di derrate d'ogni sorte giustificavano una fazione altrettanto ardita che sagace.

La nostra perdita è affatto insignificante.

PER INCARICO DELLA COMMISSIONE MILITARE
Il Segret. gen.
L. SEISMIT-DODA.

2 *Detto.*

IL COMITATO DI PUBBLICA VIGILANZA

di concerto colla Commissione militare di Guerra e marina con pieni poteri.

Diffida chiunque avesse raccolto o fosse per raccogliere projettili derivanti dalle batterie nemiche, a recarli alla Direzione di artiglieria marina nell'Arsenale, dalla quale, quando l'esibente non credesse rinunziarvi a favore della Patria, gli sarà corrisposta una lira corrente per ogni proiettile.

ZAMBALDI - VISENTINI - RENSOVICH - MOROSINI - COMELLO - SERENA.

2 *Agosto.*

N. 6210-2388 Annona.

GOVERNO PROVVISORIO

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

Avviso.

Nel campo di S. Giacomo di Rialto, al sottoportico del *Banco Giro*, è aperto un locale apposito fornito di riso, paste, griess, fagiuoli, formaggio, olio per la esclusiva vendita ai militi.

I venditori patentati di detti articoli ne sono quindi avvertiti, onde cessino dal venderne ai militi, ove si presentassero nelle rispettive loro botteghe per farne acquisto.

Il podestà GIO. CORRER.

L' Assess. CARLO DOTT. MARZARI.

Il segretario A. LICINI.

2 *Detto.*

NOI JACOPO MONICO

Cardinale Prete della Santa Romana Chiesa, del titolo dei SS. MM. Nereo ed Achilleo, per Divina misericordia Patriarca di Venezia, Primate della Dalmazia, Metropolita delle Provincie Ven., Abbate commendatario perpetuo di S. Cipriano di Murano ecc. ecc. ecc.

Al venerabile Clero, e dilettissimo Popolo della Città e Diocesi salute e benedizione.

Quando era prossimo a compiersi il lungo corso di pubbliche preci, a cui prese parte con esemplarissimo zelo l'intera Città, vi abbiamo esortati, o Dilettissimi, a continuare in privato questo santo e salutare esercizio; e Voi, come ci giova credere, l'avrete già fatto. Ma le nostre angustie, anzichè diminuire, si sono pur troppo d'allora in qua notabilmente accresciute. E donde crederemo noi che provenga l'inefficacia delle nostre orazioni? L'Ap. S. Jacopo ce ne accenna una cagione, oltre la quale è inutile cercarne altre. Voi dimandate grazie al Signore, egli dice, e non le ottenete, perchè le dimandate malamente: *petitis, et non accipitis eo quod male petatis.* Jac. IV. 3. Tocca però a noi ricercar diligentemente in noi stessi ove stia il difetto, e procurar subito di emendarlo, altrimenti potremo aggiunger preghiere a preghiere, e non faremo altro che un vano rumore, a somiglianza, come dice S. Paolo, di un bronzo che suona, e di un cembalo che tintinnisce. Bisogna cioè esaminare se

la nostra coscienza sia pura e tranquilla; se in noi regnino la fede, la speranza e la carità di Dio e del prossimo; se la cristiana umiltà ci governi il cuore e la mente, e tutti gli atti esteriori; se dimandiamo prima le spirituali grazie, e poi le temporali, e queste in quanto non facciano ostacolo a quelle; se la nostra fiducia di conseguirle non in altro si fondi che nei meriti infiniti del nostro divin Mediatore Cristo Gesù, e nel patrocinio della Vergine, e di tutta la Corte celeste; se tardando ad arrivarci l'implorato benefizio, seguiamo tuttavia a dimandarlo con assidua perseveranza; se finalmente in ogni caso siam pronti a sottometterci alla volontà del Signore, quantunque non conforme alla nostra, dietro l'esempio che ci diè G. C. il quale orando al Padre nell'orto, conchiuse la sua preghiera col dire: sia fatta la tua non la mia volontà.

Quando le nostre preghiere abbiano tutte queste qualità, dobbiam confidare, che otterranno il loro effetto, perchè Dio stesso ce ne ha fatta una solenne promessa e passeranno il cielo e la terra, ma non passerà mai la parola di Dio. Basta poi che una sola di queste condizioni vi manchi, perchè tutte le nostre suppliche, per quanto sieno moltiplicate e frequenti si disperdano al vento. Che se qualche nostro difetto avesse tolta l'efficacia alle passate preghiere, che dobbiam fare, o Diletissimi, sotto la potente mano di Dio, che visibilmente ci sferza, ammassando sopra di noi i mali della guerra, della carestia, e di un morbo micidiale, che lasciò anche qui, non molti anni addietro, le orme funeste del suo passaggio, non ancor cancellate? Forse tralasciar di pregare, e pascerci dell'illusorie speranze, e sfidare impudentemente i divini flagelli, ed attribuire le nostre sciagure ad altra causa, che all'unica e vera dei nostri peccati? Dio non permetta che alcuno di noi si appigli a sì stolto partito, che ci scaverebbe sotto i piedi un abisso di calamità senza fondo. Appigliamoci piuttosto al saggio e santo partito, che ci suggerisce S. Pietro, e da cui solo può venire la nostra salvezza, a quello cioè di umiliarci sotto la mano che ci percuote, per sottrarci a maggiori sventure: *humiliamini sub potenti manu Dei.* I. Pet. V. 6. Si credetelo, o Diletissimi, questa è l'unica via, che ci resti a salute; giacchè Dio non si vince con altre armi, che con quelle del pentimento, e della umiliazion dello spirito.

V'invitiamo dunque un'altra volta a pregare; e poichè la preghiera fatta in comune ha tanto più di forza quanto maggiore è il numero dei supplicanti, che si uniscano a farla col sentimento medesimo, ed al medesimo oggetto, ordiniamo che si preghi pubblicamente coll'esposizione del Ss. Sacramento, e colle Litanie de' Santi alle 6 pom. i tre giorni 3, 4, 5 corr. nella Basilica di S. Marco, ed i tre puri 5, 6, 7 detto nelle sole altre Chiese, ove si possa con sicurezza uffiziare. Con questo intendiamo anche di compensare in qualche modo la necessaria sospensione delle sacre funzioni in que' templi, che si trovano esposti al pericolo dei militari proietti; sospensione, che quantunque temporanea; dee certo addolorare tutti i buoni, ma non turbare la calma di chi sa ragionare, e conformarsi tranquillamente, come voi fate, alla condizione del tempo, che corre. Ma ponetevi, o Dilettissimi, dinanzi agli occhi le qualità indicate di sopra, che sono essenzialmente necessarie, per far sì che i no-

stri voti sieno benignamente accolti ed esauditi dal cielo. E qual sarà l'oggetto principale delle nostre preghiere? Quello che ci propose il divino Maestro nell'Orazione insegnata da Lui stesso ai Fedeli di tutti i secoli, e di tutti i paesi: e dopo questo sia pure la salvezza, la quiete, e la prosperità di questa carissima Patria. E questi beni otterrai, o Venezia, se custodirai gelosamente inviolato il deposito della fede, qual ti fu trasmesso in eredità da' primi tuoi fondatori; se farai rinfiorir nel tuo seno le antiche virtù; e se in ogni tua deliberazione implorerai umilmente i lumi dall'alto, tenendo l'occhio fisso alla stella polare della tua navigazione, che fu e sarà sempre la tua gran protettrice MARIA.

In questo senso, o Dilettissimi, continuate a pregare, ed accogliete la pastorale benedizione, che anche in questa occasione vi compartiamo col solito affetto.

✠ J. CARD. MONICO PATRIARCA.

D. Gio. Batt. Ghega, Cancell. patr.

---

2 *Agosto.*

ALLA MARINERIA VENETA

IL POPOLO DELLO STATO DI VENEZIA.

Noi vi ringraziamo, che vogliate finalmente operare una qualche cosa per provvedere i nostri figli di pane, per allontanare i nostri abietti nemici. Sappiamo bene che, sparsi per le fortezze e sulle lagune, molti de' vostri od ebbero morte onorata o decorose ferite e tutti fecero nobile prova di sè. Ma la flotta, come flotta, non ha avuto ancor campo a farsi vedere: e intanto che le milizie di terra combattevano e pativano i disagi e le febbri, molti di voi non incontrarono nè pericolo nè incomodità quasi alcuna. E non è colpa vostra. Non foste messi al cimento nè tenuti in quell'esercizio ch'è la vita dell'uomo di guerra. Ma l'arte non si disimpara; e parecchie settimane, dacchè siete in mare, debbono avervi resa l'antica destrezza. Già tutti sanno che i marinari austriaci sono meno esercitati di voi; e che, quantunque egli abbian più legni, segnatamente vapori, e' son legni mezzo sfasciati da battere il mare: ed essi hanno paura; e non solamente non osano assalirvi con forze maggiori, ma al vostro venire scappano. Sapete che i marinari, di quelle ciurme i migliori, amano, com'è da credere, più Venezia che l'Austria, e hanno detto e ridetto agli uomini delle barche fermate o prese, ch'eglino attendevano che i Veneziani attaccassero il combattimento per mettersi dalla nostra. Sapete che il loro ammiraglio Dahlrupe fa l'ammalato a Trieste perchè non vuole trovarsi ad uno scontro da disonorare il suo nome. Sapete che molte sono le barche cariche di provvigioni, le quali tutte pronte aspettano che i legni veneziani facciano loro tanto di largo, che possano venire a render men dura la carestia de' vostri fratelli. Veramente era cosa dolorosa fin qui, che con una flotta di trenta a quaranta legni, e cento e più per l'uso della interna difesa, noi dovessimo scarseggiare

di pesce, e non si potesse ricevere di fuori una lettera od un giornale se non per l'elemosina di qualche legno straniero, o per merito di quei contrabbandi che avrebbero luogo anco se Venezia non avesse da mantenere, nella onorata sua povertà, tante vele e più migliaia d'uomini e un arsenale dove si lavora più forse che in qualche arsenale di florido regno. E Francesi e nostri raccontano, che voi potevate, e prima d'ora, fare di più: e recano alcune particolarità di fatti, che voi forse potrete raccontare altrimenti. Ma adesso voi volete smentire con fatti splendidi, e no con mezze prove ogni accusa. Se al vostro accostarsi i nemici fuggono, voi, con ciò solo, aprite il male al soccorso delle provvigioni che ci bisognano. Se v'allontanate, avrete nell'Istria, in Dalmazia, porti sicuri, non muniti da artiglierie, porti amici perchè l'Istria e la Dalmazia si ricordano di S. Marco tuttavia con affetto. E le poche forze austriache, le quali in Dalmazia erano, mossero in buona parte verso la guerra ungherese: e tra poco forse il porto di Fiume vi sarà porto amico. Ma quando pure non fossero tante a voi e agevolezze e speranze, voi dovreste tentare di necessità un fatto ardito per pietà di noi, e per salvezza del nome veneziano. Vi ricordate voi quando, nell'aprile del quarantotto, Sua Eminenza il Cardinal Patriarca nella Chiesa di S. Marco parlò del Leone e de' terribili suoi ruggiti, e detestò le ferocie del barbaro, cioè dell'austriaco? Noi siamo più moderati di Sua Eminenza, e chieggiamo che il Leone dia segno di vita; e, grazie a voi, lo vedremo. Chiedeste i trabaccoli; avete i trabaccoli; chiedeste un legno nuovo, l'avete; chiedeste nuova ciurma, e vi si prepara: ma intanto voi stessi vedete che operare bisogna; e l'avete promesso. Nel giugno dell'anno passato, voi vi deste al re di Sardegna, che rispose tanto magnanimamente alla vostra speranza. Adesso voi volete mostrare che siete Veneziani, e noi v'aspettiamo alla prova. E se Sardegna v'ha trattati così, che potreste voi sperare dall'Austria? Chi è sì stolto che possa dar fede alle promesse di chi è senza fede? La Marineria veneta non ha fatto ancora abbastanza per salvare l'onor suo in faccia al mondo; ha fatto assai perchè l'Austria se ne vendichi col punire gli uffiziali, coll'avvilirli, con lo spiantare l'arsenale, il primo arsenale del mondo, e condurre tante famiglie d'operai valenti all'estrema indigenza. Voi pensaste già queste cose; pensaste agli scherni de' quali il nemico perseguita la vostra prudenza; pensaste che voi non potete più rimanervene testimoni delle nostre angustie; pensaste che non potevate fuggire lasciando le vostre famiglie, prima che alla rabbia austriaca, all'ira e al disprezzo del popolo abbandonato e deluso. Sentiste che calunniose e scellerate voci correvano, taluni di voi prepararsi alla fuga, altri non essere alieni da più nere cose ancora, e alla fine prometteste di movervi. E vi moverete; e noi saremo salvi. Che se aveste ancora indugiato, il popolo di Venezia vi avrebbe chiamati e detto: se non potete scacciare, se non allontanare il nemico, se non più far entrare nè una lettera nè un pane, risparmiateci il disonore e il dispendio dell'impotente armamento; non c'illudete con vane promesse, diteci a dirittura: non possiamo difendervi, e sottoscrivete a questo documento, ciascuno di voi, il nome vostro. Ma noi vi volgiamo adesso men dolenti parole; e crediam fermamente che il passo, il qual

siete per fare, non è disperato. Voi siete la speranza omai di Venezia: noi vi chieggiam pane ed onore. Pane pe' nostri figli, onore per voi stessi, o fratelli. Il nome veneziano voi non potevate oscurarlo, ma potevate coprire d'infamia il vostro. Scegliete o un cimento dove la vittoria è quasi sicura, e la morte stessa è più desiderabile della vita, o una vergogna che vi tornerebbe più insupportabile di mille morti.

N. TOMMASEO

Quel *finalmente*, col quale il Tommaseo comincia il suo indirizzo alla Marineria Veneta, è uno sfacciato insulto alla operosità, alle cure, alla indefessità, alle tolleranze di quella parte della Marina alla quale egli più particolarmente si rivolge. Io a nome de' miei camerati protesto altamente contro questa accusa immeritata.

Noi abbiamo fatto, facciamo e faremo quanto un bene inteso amore del paese, l'onore e la coscienza ci prescrivono, e le nostre forze ci permettono di fare.

Taccio delle molte altre bugie contenute in quel foglio, tanto più vergognose, quanto che egli stesso non può ignorare che sono bugie.

ACHILLE BUCCHIA.

L'ira del sig. *Bucchia* dimostra il suo torto. Faccia alte imprese: io sarò il primo a lodarnelo. E spero lodarnelo. E ho lodata più volte cordialmente la Marineria veneta; e Venezia lo sa. Ma le ingiurie del sig. *Bucchia* non giungono fino a me. Io non ho di bisogno di dimostrare ch'io non fuggo il pericolo, che amo il vero, che ho pietà della Patria. Ed era, senz'offesa di persona, gran pietà della Patria nelle parole che il sig. *Bucchia* per sua disgrazia frantese.

N. TOMMASEO.

L'indirizzo del signor *Tommaseo* alla Marineria veneta, è un insulto se non può essa agire; una slealtà se è disposta ad agire; una infamità se suppone che possa e non voglia agire.

Quell'indirizzo, che gravemente offendeva alla perseveranza de' miei compagni dipendenti; che mentiva la nostra vera condizione, era mio stretto obbligo di confutare: lo ho fatto e lo faccio.

Il mio nome però è troppo poca cosa, io sono conosciuto in una troppo ristretta cerchia di onesti, perchè possa permettermi di lottare più oltre coll'auge del signor *Tommaseo*, anche avendo ragione.

ACHILLE BUCCHIA.

2 *Agosto.*

A NICOLO' TOMMASEO.

Il sig. *Bucchia*, fu l'interprete dello sdegno che in ogni onesto Cittadino suscita il vostro indirizzo alla Marineria Veneta.

Codesto sdegno nei Cittadini appartenenti alla Marina non deriva dalla questione di guerra. La vasta erudizione di cui andate adorno non abbraccia codesta specialità al segno che si possa dar peso alle vostre parole. Lo sdegno nasce dal vedere come si arrischi in questi supremi momenti compromettere la salvezza della Patria col recar offesa alla concordia de' suoi cittadini, senza cui non potrebbe reggersi nel grave cimento.

Non è sempre vero che il non fuggire dal pericolo sia prova di coraggio, che chi ama il vero non possa cadere in errore, che chi sente pietà della Patria non possa fallire ai suoi interessi. Non è detto che le opere virtuose abbiano sempre virtuosa origine. È detto bensì che la pietà cittadina sta nel disimpegno dei propri obblighi, fra' quali primo è quello di obbedire alle leggi, rispettare o legalmente riformare le istituzioni dello Stato, e lasciare al Potere esecutivo libera l'azione quando specialmente la Patria è in pericolo. È detto che non v'ha pietà che non abbia sorgente da retta coscienza, e che primo obbligo di coscienza è il non arrischiare la sorte altrui immischiandosi in cose che fondatamente non si conoscono. È detto che i contemporanei adoperano gli uomini, e spesso s'ingannano, e che il giudizio dei posteri è il solo ammissibile.

Fu, a modo di esempio, generosità di coloro, che imprendendo a reggere la cosa pubblica nei gloriosi giorni di Marzo, non ammettevano la diffidenza del cittadino *Bucchia*, il quale allora protestava non doversi affidare a legni austriaci e ad impiegati del Lloyd la nuova dell'avvenuta rivoluzione, e l'ordine di richiamo pei nostri bastimenti da guerra ch'erano in missione. Quella generosità meriterebbe applauso, se alla Patria non avesse recato gravissimo danno. Voi stesso siete pietoso, e la pietà che altra volta vi faceva chiamare *eguale disastro all'Italia una lagrima di Pio IX ed una vittoria di Radetzky*, ora, assoggettando la vostra ragione alla sensibilità, vi consiglia a svergognare i vostri concittadini col pericolo di far fallire la Patria nella sua nobile impresa versandole nel seno i germi dell'odio e della discordia.

Rammentate le vostre stesse parole che proferiste dalla Tribuna, ed imparando a misurare le sofferenze del popolo dal popolo stesso, persuadetevi della necessità di provvedere ai suoi bisogni con lo stesso senno e con la stessa calma, ch'egli ammirabilmente sostiene in faccia al pericolo. Tranquillatevi, e non vogliate intralciare l'azione di chi mosso da caldo patrio amore, ebbe l'animo, in tanta stringenza, di raccogliere gli abbandonati avanzi di forze male amministrate, sperando occasione di propizio cimento. Sappiate per ultimo esser nostro fermo desiderio che sia messo termine a codesto dannoso dibattimento, e che rispettando il popolo col non abusare del suo nome, si lasci alla sua

legittima Rappresentanza la cura di provvedere all' onore ed alla salute pubblica.

Alberoni, 2 *agosto* 1849.

P. Barbarich
A. Gogola
F. Mainardi
Bordini
E. Cecchini
E. Mainardi
G. Moro
P. Paita
G. Marini
A. Toffanin
I. Mazzucchelli
L. Bellati
G. Ocofler
F. Podreider
G. Martinez
E. Pola
Ponta
A. Zucchelli
A. Teodorovich
G. B. Dondio
G. Bonandini
G. Gambillo
Zurowski
F. Bonetti
G. Coccon
F. Arrigoni
I. Muzzarelli
F. Beroaldo
Dott. Minonzio
Cecchini Chir.
Zink
Burovich Smajevich
A. Dedominici
C. Vianello
Conti Barbaran
F. Brocchieri
Dott. Vianello
L. Dott. Mainardi
G. Paolucci
G. Mazzucato
A. Caimi

---

3 *Agosto.*

N. 6241-2310.

GOVERNO PROVVISORIO

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

Avvisa

Per agevolare i pagamenti di grossa somma con moneta del Comune di Venezia, il Municipio, di concerto colla Banca Nazionale e coll' approvazione del Governo provvisorio, ha fatto preparare delle cedole di moneta del Comune da lire cinquanta, delle quali è qui sotto la descrizione. Esse comincieranno a porsi in circolazione il giorno 2 di questo mese, ritenuto che sono loro applicabili tutte le disposizioni di legge emanate per la moneta comunale.

BIGLIETTI DA LIRE CINQUANTA.

I biglietti sono di forma quadrilunga, stampati a due tinte, verde e rossa, sopra carta bianca a macchina, senza alcun marchio trasparente.

La tinta *verde* presenta un riquadro di minutissimi intrecciati ornamenti di stile etrusco, frammezzati da grosse linee alla greca. Alla sini-

stra del biglietto sta il bollo a secco della Banca Nazionale, descritto nei precedenti avvisi, chiuso da semplice contorno. Nel mezzo del lato destro sono collocati i due stemmi della Venezia e della Lombardia. Nel mezzo del riquadro superiore havvi il numero della serie, e nel mezzo dell'inferiore il millesimo 1849.

Nel centro della cedola primeggia il numero arabico 50 racchiuso dalle parole — Moneta del Comune di Venezia — al di sopra, e da quelle — Lire cinquanta correnti — al di sotto, sì le une che le altre con caratteri lapidarii egiziani filettati.

La tinta rosea che copre tutto il biglietto eccettuato lo spazio del bollo a secco, ed i quattro altri, del numero della serie, del millesimo e dei due stemmi, forma un fondo a deboli minutissime linee paralelle perpendicolari, tagliate da altre orizzontali più grosse, dalle interruzioni delle quali risulta un disegno a piccoli riquadri con isvariati fogliami nel mezzo.

A tergo del biglietto vi è il bollo rosso di controlleria del Comune, descritto nell' avviso sopracitato.

Il podestà GIO. CORRER.

L'Assess. DATAICO MEDIN. *Il segr.* A. LICINI.

Visto, *il pres. del Gov. provv.* MANIN.

Visto, *per la Reggenza della Banca Naz.*
Il pres. P. F. GIOVANELLI.

3 *Agosto.*

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA.

È reso pubblicamente noto, essere fatto strettissimo obbligo alle pattuglie della Guardia Civica si di terra che di acqua, di arrestare, anche con ogni mezzo della forza, le persone e barche, che dall' imbrunire fino al levare del sole, trovate vaganti nei recinti e canali della città che furono abbandonati dai cittadini per sottrarsi alle offese del nemico, ispirassero sospetti di prave intenzioni.

La resistenza che venisse fatta alla Guardia Civica nell' esercizio si di questa che di qualunque altra delle sue funzioni, porterà a carico dell' arrestando le conseguenze stabilite nel Governativo Decreto 23 maggio 1848 (*).

Il gen. in capo
G. MARSICH, *C. A.*

Il Capo dello Stato maggiore
G. FECONDO COLONN.

(*) La resistenza opposta alla Guardia Civica nell' esercizio delle sue funzioni, è dichiarata delitto di pubblica violenza, e sarà punita secondo il disposto dal § 71 del vigente codice penale, che è del seguente tenore:

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI
DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 31 luglio 1849.

Presidenza del citt. Lodovico Pasini.

La seduta è aperta alle ore 1 e 1/4.

Letto il processo verbale della precedente adunanza, viene approvato.

Il *presidente*: Invito il rappresentante Tommaseo a leggere una relazione in nome della Commissione sui fatti onorevoli.

Il *rappresentante Tommaseo* (*legge*): A me medesimo incresce farvi tanto sovente sentir di qui la mia voce; ma poichè voi ci commetteste dire de' fatti che onorano il nostro popolo, come tacervi del maraviglioso esempio ch' egli offre all' Italia ed a noi nella tranquillità coraggiosa e serena con la quale accolse i saluti di morte, mandatigli dal nemico, che, invece d' assalire col valor militare i siti muniti e le milizie agguerrite, tenta indarno spaventare i vecchi, le donne, i fanciulli? Nell' alto della notte cominciò improvvisa la pioggia delle palle più addentro nella città di quel che veruno mai si pensasse: e dalle contrade minacciate si dipartirono quietamente le intere famiglie: e le donne co' pargoli in collo o al seno lattanti, co' bambini a mano, n' andavano in silenzio dignitoso; taluno degli uomini o detestando la rabbia nemica, o esclamando: ci trarranno dalle case nostre, ma non ci metteranno spavento. Un cittadino, disfattogli da una palla il letto ove dormiva, se lo fece rifare e ci si ricoricò. Una fanciulla, presa la palla cadutale accanto: ne racconterò quando sarò vecchia, disse. Una madre al figliuolo che la invitava a sloggiare risponde, tacciandolo di viltà: qui son nata, qui voglio morire. Delle meno animose i mariti non tornano a casa perchè non li commovano i pur sommessi lamenti. La piazza di S. Marco non fu mai *onorata* di frequenza più bella. L' antico vestibolo era tutto una preghiera in atto; e quelle famigliuole di profughi nella città dove nacquero, altri seduti, altri adagiati a dormire, altri celiando sul pericolo, altri pacatamente dolendosi della celia, ma senza querela, altri ragionando di tutt' altro come se fossero a veglia, come gente usa ai cimenti della guerra, come se questa fosse una delle solite feste a' Veneziani sì care, ispiravano ammirazione e tenerezza in chiunque abbia viscere d' umanità. Commosse più che a compassione a riverenza gli astanti una povera

» Dovrà il delinquente punirsi col duro carcere e pubblico lavoro da sei mesi ad » un anno, e se la resistenza sarà stata praticata con armi, o accompagnata da ferite, » o altro danno, *dovrà punirsi colla pena da uno a cinque anni.* »

La Guardia Civica in fazione, o in pattuglia, o di ronda, arresterà sul fatto i colpevoli. E quando la resistenza loro fosse a mano armata, e così violenta da non cedere alla intimazione d' arresto, e da reclamarne l' uso delle armi, la Guardia si servirà di queste con tutto il vigore necessario per la propria salvezza e per la conservazione dell' ordine pubblico, che le è sempre più specialmente raccomandato.

Venezia, 23 maggio 1848.

madre con molti figlioletti, alla quale mancato il late s'offerse un' altra del popolo che forse non l' aveva mai vista, e prese il bambino affamato, e seduta alla soglia del venerabile tempio, essa, venerabile nella esuberante sua povertà, lo allattava.

Alcune delle palle nemiche sfondarono il tetto e più piani: uno solo fu nella prima notte il ferito; pochissimi nelle ore seguenti: e pur le palle piovevano fitte. Ma a sviarle da' capi fidi vegliavano le potenze celesti, secondo il detto d' una giovane donna che, sentendo parlare delle potenze d' Europa: abbiamo anche noi, diceva, le nostre. E nelle semplici parole d' una giovanetta del popolo è non so che fiero e rassegnato, che rammenta il motto di Leonida, echeggiata da secoli; perch' ella, facendo una spesa: dammi il mio giusto prima che andiam tutti sotterra.

La Civica alla custodia delle case lasciate vuote, ed all'ordine vegliò con la solita cura, alleviatale dalla santa fermezza e temperanza del popolo. Il Municipio ed i parrocchi con provvida amorevolezza collocarono i poveri pellegrinanti: non poche famiglie, con ambizione pietosa, andavano a quelli incontro, siccome ad ospiti da lungo tempo aspettati. Ottocento famiglie raccettò la parrocchia di Castello. Il custode, Antonio Dorigo, per avere la benedizione di tale ospitalità, mandò la moglie a casa de' suoi, n' andò egli a dormire ne' quartieri de' militi. Ne accolsero i militi stessi; la gioventù ne' Caffè, come nel marzo, s' affratellò col popolo in modo più sacro, perchè più stretta che nella gioia è la fraternità nel dolore.

Dimostriamo co' fatti la gratitudine nostra a questo popolo raro, il quale, invece di abbisognare d' incoraggiamento, è scuola esso a noi di coraggio viva, e c' insegna come si difenda l' onore, come la disgrazia renda le nazioni più grandi. Egli ha sostenuto le palle, il disagio, la vigilia all' aperto, la fuga del suo nido entro allo stesso suo nido; ha sostenute le grida de' figliuoli affamati; e senza indagar le ragioni dell' attendere, dello sperare, del credere, ha pazientemente atteso, tenacemente sperato, abbandonatamente creduto. L' onore del popolo è salvo: nè nemico crudele, nè perfido amico glielo può torre. Qualunque parola o atto uscisse dal popolo o paresse uscirne non degna, sarebbe come quel cenno del capo che il notaio falsificatore fa fare a un cadavere, o ad un vivo che contraffà il morente. Non ci facciamo precursori di schiavitù, ministri agli austriacanti, la cui sfacciatezza impunita non giunge a crollare la fede indomata degli umili e dei già conculcati dalle liberalesche albagie. L' onore del popolo è salvo, salviamo il nostro: mostriamoci devoti al suo patire, ansiosi d' alleviargliene. Non lasciamo che mezza la città si riversi sull' altra senza che noi, gli eletti del popolo, si prenda cura di cooperare al Governo, al Municipio e all' Annona per compartire pane, ospizio, lavoro. Io fo dunque la seguente proposta, e se urgente sia, lo dica il cuor vostro. (*Applausi.*)

« 1. Una Commissione dal seno dell'Assemblea, è nominata per provvedere di ricovero le famiglie erranti.

« 2. Un' altra per provvederle di vitto e lavoro.

« 3. Altre Commissioni secondarie si costituiranno per ogni parrocchia.

« 4. L'Assemblea volgerà al popolo pubbliche parole di gratitudine rispettosa.

« 5. L'Assemblea si volge alle milizie di terra e di mare, sperando che facciano come sin qui cose degne di questo popolo, a comune conforto.

« 6. La Commissione militare, consigliatasi coi capi delle milizie, darà quanto prima una relazione scritta, da leggersi ed esaminarsi da una Commissione speciale, intorno alle mosse militari da fare per mare e per terra. »

Il *presidente*: Il rappresentante Tommaseo conchiuse la sua relazione col fare varie proposte tutte di urgenza. Domando all'Assemblea, se prenda in considerazione la domanda d'urgenza.

Per alzata e seduta, l'Assemblea l'ammette unanimemente.

Il *presidente*: La presidenza propone di nominare una Commissione per riferire sull'urgenza.

Il *rappresentante B. Benvenuti:* Mi pare che non valga la pena di riferire sull'urgenza, essendo tanto evidente.

Il *presidente:* Allora nomineremo una Commissione perchè faccia rapporto sopra le varie proposte.

Il *rappresentante Tommaseo:* Quantunque sia io che abbia fatte le proposte, e possa parere immodesto quello che sto per soggiungere, nondimeno io dirò francamente che in questo giorno conviene pigliare il regolamento dal cuore. Per decidere se ci sia urgenza, non fa bisogno di Commissioni; basta interrogare le nostre coscienze, affacciarsi alle finestre di questo palazzo e guardare questo popolo maraviglioso. Mettiamoci la mano sul cuore, e gridiamo unanimi: È urgente.

Il *presidente:* Ora non si tratta più di far esaminare l'urgenza; noi abbiamo lasciato da parte questo argomento. Adesso si tratta di nominare una Commissione che riferisca sulle proposte.

Una Commissione di cinque potrebbe riferire su tutte le proposte, e questa Commissione, in riguardo all'indole delle proposte stesse, la presidenza chiede sia formata colle schede.

La proposta è ammessa e fatto l'appello nominale, ed eseguito lo spoglio delle schede, risultano eletti a formare la Commissione per l'esame delle proposte del rappresentante Tommaseo, i rappresentanti:

Avesani	con voti	53
Tommaseo	»	43
Benvenuti Bartolommeo	»	29
Ferrari Bravo	»	28
Priuli	»	22

Interrogata la Commissione intorno al tempo dentro il quale presenterà il suo rapporto, dichiara che potrà farne lettura un'ora dopo.

La seduta viene quindi sospesa, ed è riaperta alle 5 pomeridiane.

Il *presidente*: La Commissione ha già allestito il suo rapporto; intanto fo noto che il rappresentante Berlan, con uno scritto deposto in questo momento sul banco della presidenza, chiede « che in questi solenni momenti, nei quali la patria ha bisogno del consiglio e dell'opera dei rappresentanti, siano richiamati in pieno vigore gli articoli 81 82

del Regolamento, e non sieno accordati permessi d'assenza che per casi *urgenti*, e degli assenti non giustificati si faccia nota nella Gazzetta. »

Questa non è una proposta di legge, ma soltanto un eccitamento fatto ai rappresentanti di non mancare all'obbligo che loro incumbe di assistere regolarmente alle adunanze. Io l'assoggetto alla sanzione dell'Assemblea.

È aprovato.

Il *presidente:* Invito quindi tutti i rappresentanti, che si trovassero forzati a mancare ad una seduta, di farne conoscere il motivo alla presidenza, perchè la loro mancanza sia giustificata; altrimenti, i loro nomi saranno inseriti nella Gazzetta fra' mancanti. Invito la Commissione a leggere il rapporto sulle varie proposte del rappresentante Tommaseo.

Il *rappresentante Avesani, relatore,* (*legge:*) La Commissione unanime comincia col tributare il dovuto encomio al Governo ed al Municipio per lo zelo e la massima sollecitudine, con cui si sono adoperati a procurar asilo alle famiglie subitaneamente migranti dalle case loro. Essa, d'accordo col proponente, fece delle tre prime proposte una sola, così concepita:

« Che l'Assemblea, mentre applaude alle cure datesi dal Governo e « dal Municipio con zelo e sollecitudine nell'emergente che cagionò la « migrazione di molte famiglie, e mentre fida in loro anche per l'avve- « nire; onde mostrare non minore interesse a questa sventura di quello « ch'ella mostrò riguardo ai feriti ed altri infelici, nomina una Commis- « sione composta di tre rappresentanti, la quale prenda cognizione e in- « teressamento anche in ciò, e di tempo in tempo ne riferisca all'As- « semblea. »

Riguardo alla quarta proposta: *che l'Assemblea volga al popolo pubbliche parole di gratitudine rispettosa:* la Commissione è d'avviso che sia accolta non solo, ma che la redazione del proclama sia affidata allo stesso proponente Tommaseo, il quale l'assoggetterà all'approvazione dell'Assemblea.

Quanto alla quinta e sesta proposta, la Commissione militare intervenuta alla conferenza, dichiarò che nelle cose di guerra non si può prudentemente entrare in particolari, e ch'ella nel nuovo emergente, il quale non è che un effetto dei medesimi mezzi di attacco e tende più che ad un danno fisico a produrre un danno morale, che l'eroismo del nostro popolo prova non ottenuto; non trova alcun motivo di cambiare il modo di difesa, che finora è bene riuscito.

Dietro tali dichiarazioni, noi vi proponiamo di astenervi da ogni deliberazione sulla quinta e sesta proposta.

Il *presidente:* Delle tre prime proposte del rappresentante Tommaseo, la Commissione ne fece una sola, d'accordo col proponente, che rileggerò. (*Legge.*) Nessuno chiede di parlare, e la proposta è approvata per alzata e seduta.

Si ammette di passare alla nomina della Commissione dopo finita la discussione del rapporto.

Il *presidente:* Or porrò a' voti la seconda proposta della Commissione, che concerne la quarta del Tommaseo.

Il *rappresentante Tommaseo*: Non posso accettar solo l'incarico di fare il proclama.

Il *presidente*: Credo che l'Assemblea lascierà facoltà al rappresentante Tommaseo di associarsi qualunque altro rappresentante.

La seconda proposta della Commissione è parimente approvata; ed infine l'Assemblea ammette le conclusioni della Commissione sulla quinta e sesta proposta del rappresentante Tommaseo.

Il *presidente*: Ora invito i rappresentanti a fare ciascuno una scheda con tre nomi per la nomina della Commissione.

Si fa lo spoglio delle schede, dalle quali risultano eletti i rappresentanti:

Bigaglia	con voti	52
Treves	»	44
Priuli	»	38

Il *presidente*: Acciò il proclama da compilarsi, conforme, alla deliberazione testè fatta, possa essere sollecitamente pubblicato, la presidenza propone che se ne possa fare la stampa senz'assoggettarlo ulteriormente all'Assemblea, qualora sia approvato dagli altri membri della Commissione, della presidenza e dai segretarii.

L'Assemblea adotta.

Il *presidente* invita l'Assemblea a fissare l'ordine del giorno per la prossima adunanza. Se alcun affare urgente non sopravviene, egli crede che l'Assemblea possa riunirsi di otto in otto giorni. Dal canto suo, si obbliga di convocarla nell'intervallo, secondo l'articolo 51 del Regolamento, ogni qualvolta ne sorgesse il bisogno, e se anche dieci soli rappresentanti ne facessero domanda. Intanto resta fissato di tenere adunanza il 4 agosto prossimo per la trattazione dei rimanenti affari posti all'ordine del giorno, e per la rinnovazione mensile del presidente, dei vicepresidenti e dei due segretarii.

La seduta è sciolta alle ore 6 pomeridiane.

---

4 *Agosto.*

L'ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI DELLO STATO DI VENEZIA
IN NOME DI DIO E DEL POPOLO

Considerando essere necessario che le elezioni dei rappresentanti del popolo sian fatte in modo da esprimere indubbiamente la volontà popolare;

Considerando gli ostacoli che possono in questi giorni frapporsi ad un numeroso concorso di elettori agli ufficii di circondario;

Considerando essere necessario che il popolo non resti neppur un momento privo di rappresentanza;

In appendice alla legge 17 luglio 1849.

Decreta:

1. È confermata la proroga al ricevimento delle schede, accordata,

con odierno avviso del Governo provvisorio, fino alle 8 pomeridiane del giorno 7 corrente.

2. Non è legale la nomina di un rappresentante, quando non sia concorso alla votazione almeno un sesto degli elettori inscritti nel circondario, e il rappresentante non abbia ottenuto almeno un numero di voti corrispondente al ventesimo degli elettori stessi.

3. Per quelle nomine che non avessero tali requisiti si provvederà tosto con nuove elezioni, e i collegi si raccoglieranno a cura del Governo provvisorio.

4. Fino a che dallo spoglio delle schede risultino eletti almeno ottanta rappresentanti per la nuova Assemblea, non contate le elezioni doppie, l'attuale Assemblea continuerà nelle sue funzioni.

Resta fermo anche per la nuova Assemblea, giusta la legge elettorale 24 dicembre 1848, che per la validità delle deliberazioni abbiano a prender parte al voto la metà più uno del numero normale dei rappresentanti, vale a dire almeno 65.

5. L'Assemblea fa appello al patriottismo dei cittadini, perchè concorrano tutti alla nomina dei loro rappresentanti.

6. Il Governo è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Il Presidente
LODOVICO PASINI.

I Vicepresidenti
G. Minotto.
G. B. Varè.

I Segretarii
G. Pasini.
G. B. Ruffini.
A. Somma.
P. Valussi.

4 *Agosto.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

COMMISSIONE MILITARE
DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI

N. 2876.

Circolare.

Essendosi posta fuor d'ogni dubbio l'esistenza del cholera asiatico in Venezia e nei diversi Circondari, vennero proposte dal Protomedico militare le seguenti misure e discipline sanitarie, che dovranno essere rigorosamente osservate dai Comandi dei corpi sotto stretta loro responsabilità, affine di prevenire nei corpi dipendenti lo sviluppo, e di limitare la propagazione di sì terribile infermità.

1. Si manterrà una continua ventilazione nelle stanze delle Caserme, nelle quali mediante un vaso di terra si faranno dei suffumigi con cloruro di calce e poco acido solforico. Gli ufficiali sanitari dei corpi, do-

manderanno al Protomedico militare queste due sostanze coll' ordinario metodo delle specifiche in duplo.

2. Nella scelta dei cibi, dovranno soprattutto evitarsi i frutti acerbi e segnatamente poi i cocumeri.

3. Non dovrà essere trascurata una speciale sorveglianza sulle latrine, nelle quali dovranno essere ripetutamente praticati i suffumigi indicati, almeno due volte al giorno.

4. I militi non dovranno inutilmente esporsi alle intemperie ed alle vicissitudini atmosferiche, soprattutto in tempo di notte non si esporranno all' aria aperta senza essere ben coperti.

5. Si raccomanderà ai militi di ricorrere ai Medici con sollecitudine, ed al primo manifestarsi di un fenomeno morboso.

6. I militi non dovranno uscire dalle Caserme per assumere servigio a stomaco digiuno, ed useranno moderazione nell'uso dell'acquavite.

7. Dovrà rigorosamente invigilarsi, affinchè i soldati serbino la maggiore possibile nettezza sulla persona, nei vestiti e nella biancheria.

8. S' impedirà ch'essi siano acquartierati in luoghi umidi, e che i locali sieno eccessivamente riempiuti d' individui. Si proibirà del pari che nelle camere da letto si abbiano ad asciugare i vestiti.

9. Non si recheranno i soldati a piedi nudi alle latrine specialmente di notte.

10. Dovranno immediatamente essere asportati i letamai, che per avventura si trovassero in vicinanza delle Caserme.

11. Sieno frequentemente visitate le muciglie dei soldati, affinchè non tengano presso di se biancherie sporche.

12. Siano mantenuti coperti i piedi e le gambe, mentre il freddo delle estremità inferiori, predispone sommamente alle coliche.

Pei fatti sopraggiunti, alcuni degli Ufficii dei Circondarii elettorali dovettero mutare la loro residenza, e se ne pubblica perciò nuovamente la nota.

In pari tempo il Governo proroga fino alle ore 8 pomeridiane del giorno 7 corrente il tempo per poter produrre le schede.

La Commissione militare

GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*
GIROLAMO ULLOA.
GIUSEPPE SIRTORI.
FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il Segr. gen. L. Seismit Doda.

4 *Agosto.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

AVVISO.

Pei fatti sopraggiunti, alcuni degli Ufficii dei Circondarii elettorali dovettero mutare, la loro residenza, e se ne pubblica perciò nuovamente la nota.

In pari tempo il Governo proroga fino alle ore 8 pom. del giorno 7 corr. il tempo per poter produrre le schede.

ELENCO dei locali destinati per Ufficio degli otto circondarii elettorali.

1. Circondario compreso dalle Parrocchie di s. Pietro, s. Martino, s. Francesco — *S. Martino casa Erizzo.*

2. Circondario compreso dalle Parrocchie di s. Gio. in Bragora, s. Zaccaria, s. Maria Formosa — *S. Zaccaria presso la Contabilità Centrale.*

3. Circondario compreso dalle Parrocchie di s. Marco, s. Maria del Giglio, s. Stefano, s. Luca — *S. Marco in Palazzo Ducale.*

4. Circondario compreso dalle Parrocchie di s. Geremia, ss. Ermagora e Fortunato, s. Marziale, s. Felice — *S. Marco in Palazzo Ducale.*

5. Circondario compreso dalle Parrocchie di ss. Apostoli, s. Salvatore, s. Canciano, ss. Gio. e Paolo — *Ss. Gio. e Paolo Barbaria delle Tavole casa Bigaglia.*

6. Circondario compreso dalle Parrocchie di s. Nicola da Tolentino, s. Simeone, s. Giacomo, s. Cassiano — *S. Marco in Loggetta.*

7. Circondario compreso dalle Parrocchie di s. Silvestro, s. Pantaleone, s. Maria dei Frari, s. M. del Carmine — *S. Fantino nella Sala terrena dell'Ateneo.*

8. Circondario compreso dalle Parrocchie di s. Trovaso, s. Maria del Rosario, s. Raffaele, s. Eufemia — *Alla Salute nel Seminario Patriarcale.*

PER INCARICO DEL GOVERNO PROVVISORIO
Il Segretario generale
JACOPO ZENNARI.

4 *Detto.*

AGLI ABITANTI DI VENEZIA.

La Commissione centrale, istituita presso il Governo provvisorio col decreto 30 luglio p. p. N. 11394 per la direzione suprema di tutti gli argomenti sanitarii, segnatamente, perciò che risguarda i morbi epidemici e contagiosi, ha fissata per questi una Giunta sanitaria presso ogni Commissione annonaria di Circondario, le cui residenze sono le seguenti:

I. Circondario, Parrocchie di S. Pietro, S. Martino, S. Francesco — *S. Pietro di Castello*, N. 1493.

II. Circondario, Parrocchie di S. M. Formosa, S. Zaccaria, S. Gio. in Bragora — *S. Marina, Calle Dose.*

III. Circondario, Parrocchie di S. Marco, S. Luca, S. Stefano, S. M. del Giglio — *S. Marco, nel locale del Lloyd Procuratie nuove.*

IV. Circondario, Parrocchie di S. Geremia, S. Marziale, S. Felice, Ss. Ermagora e Fortunato — *S. Marziale, Madonna dell'Orto.*

V. Circondario, Parrocchie di Ss. Apostoli, S. Canciano, Ss. Gio. e Paolo, SS. Salvatore — *Ai Gesuiti, Caserma della G. C. in campo Pio IX.*

VI. Circondario, Parrocchie di S. Nicola da Tolentino, S. M. del Carmine, S. Pantaleone, S. Simeon Profeta, S. Giacomo dall'Orio — *S. Nicola da Tolentino, Fondamenta del Gaffaro*, N. 3539.

VII. Circondario, Parrocchie di S. Silvestro, S. Cassiano, S. M. Gloriosa dei Frari — *S. Silvestro sulla riva del vino.*

VIII. Circondario, Parrocchie di Ss. Gervasio e Protasio, S. M. del Rosario, S. Angelo Raffaele, S. Eufemia della Giudecca — *Ss. Gervasio e Protasio, Palazzo Bertolini vicino all'Accademia.*

Presso queste Giunte si troveranno di giorno e di notte infermieri, barche per il trasporto di ammalati all'Ospitale civile, a quello sussidiario di S. Biagio che fu istituito, o ad altri che si dovessero successivamente aprire. I cholerosi nel civico Spedale sono curati in una separata sezione. Gli Spedali militari e civili, in casi di pressanti bisogni, si soccorrono mutuamente, e in quelli verranno accolti i cittadini e in questi i militari, ogni qualvolta fosse pericoloso un trasporto in più rimote località. È dimostrato che i morbi divengono spesso insanabili per la negligenza dei primi incomodi che sarebbero stati agevolmente curati. Importa perciò nelle attuali circostanze che non si trascurino nè pure i lievi patimenti, e ai primi segni di male chi non può curarsi a domicilio si rechi negli Spedali, e gli agiati invochino i consigli del proprio medico. La Commissione centrale raccomanda ciò vivamente agli abitanti di Venezia, ed è sicura che i medici e i chirurghi mostreranno anche presentemente quelle pietose e savie sollecitudini che tanto influirono in altri tempi al miglioramento della pubblica salute.

Dalla Commissione centrale sanitaria

Il presidente CALUCI.

4 Agosto.

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA

Agli individui della Guardia civica i quali per sottrarsi alle offese nemiche cambiarono di abitazione, ma non hanno ancora corrisposto all'avviso 31 luglio di questo Comando generale, viene replicata l'intimazione di notificare al rispettivo Capitano il nuovo domicilio prescelto.

Si accorda a tale scopo la prorogazione a tutto lunedì 6 corrente,

scorso il qual termine verrà inflitta ai contumaci la penalità di lire 2 italiane, ed in caso d'insolvenza, di un giorno di arresto disciplinare (a termini del § 134 del regolamento organico), e verrà proceduto come nei casi di mancanza al servizio, le quante volte non si abbia potuto valersi della prestazione dei medesimi a motivo della loro irreperibilità.

Le punizioni saranno rigorosamente applicate, subito che li Capitani abbiano avuto cognizione del luogo in cui i proprii subalterni ora irreperibili, si sieno trasferiti.

Ai Capitani medesimi nonchè ai Capi battaglione ed ai Comandi di legione, viene commessa l'esecuzione, e la sorveglianza nella parte che respettivamente li risguarda.

Il Generale in capo
G. MARSICH *C. A.*

Il Capo dello Stato maggiore
G. Fecondo Colonnello.

---

5 *Agosto.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

Avviso.

La residenza dell'Ufficio del Circondario VII. Elettorale viene traslocata dall'Ateneo al Palazzo Ducale.

PER INCARICO DEL GOVERNO PROVVISORIO
Il segr. generale
JACOPO ZENNARI.

---

6 *Agosto.*

L'ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI DELLO STATO DI VENEZIA
IN NOME DI DIO E DEL POPOLO

Decreta:

L'Assemblea concentra nel Presidente di Governo Daniele Manin ogni potere, acciò provegga come crederà meglio all'onore ed alla salvezza di Venezia, e riserva a se stessa la ratifica per qualsiasi decisione sulle condizioni politiche.

Il presidente LODOVICO PASINI.

I vicepresidenti
G. Minotto.
G. B. Varè.

I segretarii
G. Pasini.
G. A. Ruffini.
A. Somma.
P. Valussi.

6 *Agosto.*

PAROLE DETTE AL POPOLO DAL PRESIDENTE DEL GOVERNO
DANIELE MANIN

Dal palazzo nazionale terminata la seduta dell' Assemblea del 6 corr.

Nelle attuali gravi circostanze l'Assemblea dei vostri rappresentanti ha trovato opportuno di fare ciò che suol farsi in altri paesi in circostanze parimenti gravi, ha concentrato cioè tutti i poteri in una sola persona, e questa è il Presidente del Governo.

Voi sapete se io ami veramente Venezia; e farò quanto mi sarà possibile coadjuvato dai Veneziani e dagli Italiani tutti qui riuniti per la prosperità e l' onore di questa città.

La Divina Provvidenza non vorrà certamente abbandonarci.

6 *Detto.*

La pioggia di fuoco, cominciata dal nemico la notte del 29 al 30 del mese passato, non ristà, anzi aumenta in ragione della tranquillità coraggiosa e serena onde il popolo nostro l' accoglie. La vigilia, il disagio, i morbi durati con insigne coraggio, mezza città riversata sull' altra, sono spettacolo, a cui non solamente gli avvenire non apporranno fede intera, ma a cui difficilmente crederanno i presenti che sono lontani di qua. Eppure in quanto fu scritto di questi otto giorni di martirio, non ha esagerazione di sorta; anzi le parole intese a mitigare i duri patimenti del popolo, ebbero in mira di attenuarne anzichè di rilevarne la somma. Ora, quanto in noi s' aumenta il coraggio, tanto la rabbia nemica cresce, e con essa le offese. Da otto giorni, tre quarte parti della città soggiacciono ai nemici proietti: case, ospizii, palazzi, chiese, monumenti di gloria e di fede, non vennero risparmiati dal fuoco vandalico. Sulle donne, sui pargoli, sui bambini, sui vecchi cadenti, caddero le bombe, le palle, le granate, e ne fu vittima e chi dentro le case o sulle soglie e sulle piazze stava, come a veglia, discorrendo dei casi della patria, e chi reclinava il capo dagli affanni diurni poche ore della notte, e chi col moschetto in ispalla s' aggirava pei luoghi più deserti, vigilando le case e le sostanze abbandonate dai profughi, e perfino, come stamane intervenne, chi stava implorando il Padre degli afflitti nel tempio di Dio. Ma in ragione, e più delle offese, infortiscono gli animi, e oramai ogni transazione si crede possibile, tranne che coll' onore. Questo vuol essere salvo ad ogni costo, e sarà, quale che sia l' avvenire, che a noi preparano i fati. Troppo grande retaggio di gloria legarono a questo popolo i suoi avi, perch' egli possa contemplare tranquillo lo straniero, che si affaccia alla soglia della sua casa, donde un giorno di magnanima ira lo espulse, affacciarsi per ridurlo anco una volta al duro servaggio, da cui si vide campato. Il presente patire ha giustificato al cospetto delle nazioni la fama d' intelligente, d' eroico

di cristiano al popolo di Venezia. Bene è a dolere che ogni compassione operosa sia morta nel mondo, e che la virtù non trovi mercè. In altri tempi, che appellansi barbari, a fronte di tanto patire d'un popolo generoso, si sarieno trovati nei potenti delle anime così pie, da implorare una tregua a sì enormi barbarie. Ma all'epoca attuale, appena è se manifestasi un senso di *simpatia*, freddo sentimento e infecondo, ed ultimo retaggio delle nazioni, quando non resta loro altra patria fuori della Banca di sconto, ne d'altro codice che l'abaco. Però, se la virtù è premio a sè medesima, il massimo de' premii si è da noi raggiunto coi presenti sacrificii; e migliore è la sorte a noi immersi nel lutto della patria periclitante, che non ai gaudenti del mondo. Per essi è pace il servaggio de' popoli, il sacrifizio delle nazioni più degne di libertà; e danno a questi abbominii il nome di dura necessità di governo. Per noi è conforto pensare, che pace è solo nella giustizia, e che male si edifica sull'abisso; è conforto pensare che a' popoli è redenzione il martirio.

6 *Agosto.*

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI
DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 4 agosto 1849.

Presidenza del citt. Lodovico Pasini.

La seduta è aperta alle ore una e mezzo pomeridiane.

Si legge il processo verbale della seduta precedente, ed è approvato.

Il *presidente*: I seguenti rappresentanti avvertirono la presidenza di essere impediti dall'assistere all'odierna adunanza: Calucci, Morandi, Astolfoni, Lunghi e Coleoni, per malattia; Cavedalis, Cavalletto, Alberti Antonio, Malfatti e Salsi, per importanti oggetti di pubblico servigio.

Seguendo l'ordine del giorno si procederà alle nomine del presidente, dei vicepresidenti e di due segretarii, pel mese di agosto. Invito quindi i rappresentanti a fare ciascuno la scheda, per la nomina del presidente.

Si raccolgono mediante appello nominale le schede e lo spoglio di esse dà il risultamento seguente:

Pasini Lodovico	voci 64
Varè	» 4
Minotto	» 2

Resta perciò eletto a presidente, il rappresentante Lodovico Pasini.

Si procede quindi alla nomina dei due vicepresidenti, e risultano eletti i rappresentanti:

Minotto	voci 66
Varè	» 62

avendo ottenuto dopo di loro

Benvenuti Bartolommeo . . . . voci 6
Calucci . . . . . » 2

Quindi, a' termini del Regolamento cessando dal carico di segretarii i rappresentanti Somma e Valussi, si procede alla elezione, e fatto spoglio delle schede, risultarono confermati:

Valussi . . . . . voci 89
Somma. . . . . » 75

Il *presidente*: Invito il rappresentante Tommaseo a leggere, in nome della Commissione pei fatti onorevoli, il rapporto ch'è predisposto.

Il *rappresentante Tommaseo* (*legge*): Voi non sosterreste, o cittadini, che si tardasse il tributo della nostra riconoscenza al fatto di Brondolo, condotto da Giuseppe Sirtori con l'usato ardimento. Egli che aveva, con le particolarità che prudenza domanda, delineato il disegno della sortita, chiese la capitanassero uomini più provetti, ma questi modestamente ne lasciarono l'onore a lui. Vinti alcuni involontarii indugi nel principio delle mosse, i quali non freddarono punto il valore de' militi, degno per questo di doppia lode perchè doppio di quel che bisognasse al buon esito; non credettero i nostri che fosse sufficiente afforzarsi a mezza via e mandare raccogliendo qualche po' di provvigioni nel paesello di Civè e poi tornarsene; ma vollero condursi oltre, a scontrare il nemico. La colonna da manca che andava per una via alla qual mettono quasi foce sentieri dove il nemico poteva con poche forze stornare le nostre, in quella colonna era il Sirtori col prode Boldoni. Mezzo miglio sotto Conche, alla prima trincea abbarrata, il nemico, dopo sparato una volta, all'ardire de' nostri, in taluni de' quali non è da riprendere che il troppo dell'impeto, fuggì via lasciando berretti, sacchi, arme. I veliti, i militi della quarta legione, un drappello del primo reggimento, gli artiglieri fecero in modo egregio il dover loro. La poca, ma valente cavalleria, comandata dal capitano Diaz, correndo e ricorrendo con agilità pari al coraggio, e con lena instancabile, rese grande servigio. Più che nove miglia da Brondolo procedettero i nostri, alla linea del Brenta dell'Abba, di Santa Margherita, e di Calcinara, il sito naturalmente forte all'origine del Canal vecchio della Brenta, e poi fortemente abbarrato, dove i Lombardi nel marzo resistettero ben cinqu'ore (ed era meno munito d'adesso) non fece resistenza. Avevano altrove case con fuciliere; ma dopo poco fuoco, l'aspetto de' nostri risoluti del vincere, li sgomentò. E perduto quel sito, coloro stessi ch'erano a Brenta dell'Abba e a Calcinara, per tema d'essere presi in mezzo, si sbandano. Il maggiore austriaco scappa lasciando le sue robe e de' suoi uffiziali, e l'armamento, e la bandiera del secondo battaglione del reggimento deciottesimo. Tra le cose d'un uffiziale fu rinvenuta una moneta di Venezia libera, forse più memoria che preda. Poteva il nemico accorrere da Piove dov'ha un reggimento, una batteria, e cento a cavallo; e non seppe. Potevano i nostri fare assai più prigioni; ma pensando, i prigioni essere non altro che ingombro, il Sirtori reputò prudente ed umano risparmiare, fosse pur una di queste vite benemerite e preziose. Ebbersi dugento bovi, e del grano, e

del vino. L'esito di questa mossa è tale da inanimare a maggiori, siccome ormai la necessità delle cose nostre domanda.

L'animo occupato da' fatti recenti, non può fermarsi a lungo sovr'altri onorevoli. Toccherò solamente de' bersaglieri, che all'intendere come taluni di loro non abbracciassero a prima giunta la cura di difendere la patria sotto le norme della militar disciplina, se ne sdegnarono con severità di veterani, la qual fece sì che i più di coloro che s'erano, e non per paura, richiamati, ritrattassero la richiesta. Toccherò come il numero della legione Bandiera e Moro si sia dopo i fatti di Marghera prontamente compiuto, sebbene adesso la disciplina più severa che mai, sì che se uno manca una volta alla chiamata, è per ventiquattr'ore rinchiuso. Rammenterò que' due capi militari, che ad una spedizione andarono come semplici militi; e que' militi che gareggiano a chi, piuttosto che alla guardia interiore, passerà la notte sul Ponte. Nè tacerò di quel tamburino del primo reggimento veneto, Marino Angeli, che solo tra molti si gettò nell'acque a salvare, egli debole giovanetto, un suo giovanetto compagno; nè di Stefano Zucovich, che tamburino prima, e poi milite volontario di quattordici anni, scelse essere commilitone ai cacciatori del Sile, come più esposti al pericolo, e stette a Marghera e sul Ponte, e chiama la battaglia il suo ballo, e l'inerzia lo stanca; e giorni fa, proposta un'impresa di risico, si profferse volonteroso, perchè vuol far onore, dic'egli, all'antico nome dei Dalmati. Accennerò come de'tremila abitanti di Sottomarina di Chioggia cinquecento s'adoprassero alle fortificazioni, non senza pericolo; come gli abitanti di Malamocco, innanzi che quel luogo avesse guarnigione, stanchi dal diurno lavoro della terra, spendessero le notti scorrendo la riva a difenderla da assalti nemici; come tuttavia accorrano a ogni chiamata; come portassero le loro argenterie ed altre offerte alla patria; come del fare offerte alla patria i fanciulli vadano lieti anch'essi, e dolenti di non le potere, come gli agiati soccorrano al povero, fra' quali de' più commendevoli è il cittadino Scarpa per la carità generosa.

Or mi sia lecito sulla fine tornare al popolo di Venezia, il cui coraggio sotto le palle nemiche persevera. E parecchi ritornano già nelle case abbandonate; al che dovrebbesi, quant'è possibile, consigliare, acciocchè sia meno il disagio, e i pericoli della salute sien meno, e ciascheduno rivenga alla libertà delle proprie abitudini, e al conforto ed al frutto de' proprii lavori. E del conforto e del frutto de' proprii lavori si privarono artisti valenti per attendere interamente alla patria amata con passione profonda. Per amor della patria, magistrati ed agiata gente si son fatti militi, e patiscono quotidianamente de' cibi inusitati, patiscono con animo allegro. Quel che in taluni è insieme pensiero ed affetto, nel popolo è semplice ispirazione del cuore. Ed è più sublime. Dicesi di una donna che domenica notte portava nell'un braccio il suo bambino, nell'altra mano una palla. Un passante gliene offre cinque lire; e la poveretta rispondere: nè anche per cento. A un'altra madre il figlioletto: Ah se il babbo fosse vivo! E la madre: se tu fossi grande!

Queste cose ad onore di Venezia io raccoglievo con cura religiosa,

io che della lode altrui vo più lieto che della mia. E lascio a voi giudicare s' io semini odio perch' altri mieta pericolo. Accusino la mente; nel sacrario delle intenzioni non entrino. Nessun uomo al mondo ha diritto d' assalire le mie. So che Venezia le conosce, e nella coscienza pubblica si riposa la mia coscienza. (*Applausi.*)

Il *presidente*: Ora invito il rappresentante Priuli a leggere in nome proprio e degli altri due commissarii Treves e Bigaglia, il rapporto sulle misure prese per dare alloggio e lavoro ai cittadini, che in forza degli ultimi attacchi nemici passarono d' una in l' altra parte della città.

Il *rappresentante Priuli* (*legge*): Cittadini rappresentanti! Il rapporto di cui la Commissione m' incarica di farvi lettura altro non è che un giusto elogio ed un atto di bene meritate grazie ai cittadini amministratori ed ai cittadini amministrati.

Il Municipio, al quale ci siamo dapprima rivolti per prendere conoscenza di quanto avesse operato al santo scopo di soccorrere migliaia di famiglie e qualche pio istituto, all'improvviso esulanti per la città, ci convinse con quanta alacrità, con quanta premura, con quanta sollecitudine si fosse egli adoperato. Ci confortò dal Municipio stesso conoscere in quale modo solerte, non solo il Governo, ma tutti gli Uffici pubblici militari e civili, che troppo lungo sarebbe l'annoverare, abbiano gareggiato col più animato interesse.

Persuasa la Commissione che sempre, ma particolarmente nelle maggiori stringenze, è dovere di buon cittadino accogliere qualunque consiglio, qualunque suggerimento, abbiamo interpellato il Municipio sovra alcune ricerche che un onorevole rappresentante ci aveva fatte passare. Ebbe la Commissione il conforto che in parte erano state già prevenute e soddisfatte, ed in parte il Municipio, accogliendole con grato animo, le pose subito in atto; di che crediamo obbligo nostro farne pubblica testimonianza.

L' annoverare in qual modo, con una rapidità quasi magica, siansi dischiusi ad accoglimento degli esuli cittadini pubblici stabilimenti, chiese da molto tempo non destinate al culto, magazzini crariali e privati, case non affittate, botteghe vuote, è cosa più facile a dirsi che a concepirsi. E ad onore del vero dobbiamo aggiungere che, per quanto ci è noto, quella parte di città, che la sventura chiamava a farsi ospite dell' altra girovagante, gareggiò nello schiudere le proprie soglie agli esulanti cittadini. Nè tardò a dischiuderli anche quella porzione da cui ci divide breve tratto di laguna, mentre, per informazione del collega nostro Lorenzo Baroni, più di 400 famiglie vennero accolte in brevi ore nell' isola della Giudecca; esempli parlanti ed atti luminosi di quella fratellanza, che fu il primo grido d' Italia ed a cui questa Venezia ha così eminentemente risposto! . . . .

L' apparire del morbo, che per la seconda volta minaccia ruotare la falce di morte temprata nelle asiatiche lande, ci spinse a visitare i principali ricoveri all' esule cittadino dischiusi, affine di riconoscere che dalla troppo fitta unione di molti individui non n' emergesse l' ultima

sciagura alla povera umanità. E qui pure possiamo assicurarvi che, meno in un luogo solo a cui tosto fu riparato, da per tutto trovammo la più solerte e circospetta disposizione, ammirabile in tanta urgenza, con che fu rimosso il pericoloso affastellamento di troppi individui. E questo affastellamento speriamo che non avverrà, giacchè nella Casa d'industria, nella Casa di ricovero, nelle Scuole in S. Gio. Laterano e in altri siti, vi sono grandiosi locali tuttora vuoti o da pochi individui occupati.

E qui, se la commozione ci permettesse di schiudere il labbro, diremmo come abbiamo dovuto ammirare la tranquilla rassegnazione di centinaia di famiglie occupate od in lavori di varii mestieri, od a preparare alimenti pei proprii figli, senza che sfuggisse loro un lamento, senza che spuntasse una lacrima di dolore. Tanto è vero che la religione rinfranca di coraggio il suo fedele figliuolo; tanto è vero che le più sublimi virtù sorgono bene spesso dalla miseria della più squallida poveraglia! Così debole raggio di luce splende tra fitto buio, e salva talora il pavido viandante dai pericoli del precipizio.

Chiuderemo la nostra relazione col ripetere le prime parole di ringraziamento e di lode donde è partita, affine che suonino concordi con quell'atto di pubblica testimonianza che l'Assemblea decretò nell'ultima sua riunione.

Il *presidente*: Ora invito il segretario Somma a leggere un terzo rapporto, presentato dalla Commissione incaricata di visitare i feriti.

Il *segretario Somma* (*legge*): Secondo l'ordine da voi dato, la vostra Commissione per visitare i feriti vi fa un nuovo rapporto.

Essa crede in primo luogo che le sia lecito di usare del nome vostro, per porgere lodi e ringraziamenti a quei generosi, che, appena udito un cenno della penuria in cui l'ospitale delle Convertite si trovava di vino, si fecero premura di provvedervi. La Commissione spera che, partendo dal vostro consesso l'espressione di gratitudine, nel divulgare sempre più la conoscenza del bisogno, sia per rendersi più efficace l'impulso agli animi ben disposti.

Sulla condizione dei feriti, le notizie sono soddisfacenti. Pochissimi quelli entrati in questi ultimi giorni, come ve ne avvisarono i bullettini di guerra. L'ultima nota avuta da quei registri era di 67, e per conseguenza minore di quella riferitavi antecedentemente.

Dei sette abbruciati, che giacevano nell'ospitale di S. Giorgio Maggiore, uno ha dovuto soccombere. Quattro hanno assicurata la guarigione, e i due rimanenti danno pure molte speranze di non venir tolti alle famiglie e alla patria.

Il *presidente*: Il rappresentante Varè chiede la parola per dirigere alcune interpellazioni al potere esecutivo.

Il *rappresentante Varè*: Io ho scritto fino da ieri al presidente dell'Assemblea, pregandolo di avvertire il Governo che aveva intenzione di rivolgergli una interpellazione, cioè « se il Governo creda di poter dare nelle presenti circostanze una soddisfacente esecuzione all'art. 9 della legge 17 luglio 1849; e se, malgrado la spostata dimora di molti

cittadini ed il forzato abbandono di alcune contrade, egli creda che le elezioni possano avvenire nei giorni 5 e 6 agosto con la regolarità, la calma e la pienezza indispensabili alla formazione di una sincera rappresentanza del popolo. »

Ho veduto questa mattina un avviso governativo, che proroga a tutto il giorno 7 il termine per presentare le schede. Questa è certo una facilitazione al ricevimento delle schede medesime: ma credo che in affare di tanta importanza, com' è quello che il popolo sia in quest' Assemblea veramente e lealmente rappresentato; cioè che vi sia veramente rappresentato il popolo, e non una frazione troppo piccola di popolo, una minoranza del popolo; credo necessario che il potere esecutivo, il quale è incaricato dell'applicazione della legge, e conosce perfettamente gli ostacoli che si oppongono e il modo di ripararvi, venga a questa tribuna a dichiarare, se nella sua saggezza opini che le elezioni possano avvenire in modo, da torre ogni dubbio che il paese sia veramente rappresentato.

Quando le elezioni fossero avvenute, tutti noi dovremmo rispettarne l' esito, qualunque esso sia; ma, prima che avvengano, è nostro dovere di fare tutto quanto è da noi, perchè riescano in modo sincero.

Sebbene però abbia fatto il preavviso voluto dal regolamento, non veggo qui presenti nè il presidente del Governo, nè il capo del Dipartimento dell' interno, a cui ordinariamente si attribuisce questa mansione.

Forse qualche altro avrà l' incarico di rispondere alla mia interpellazione.

Il *presidente*: Come presidente, devo dichiarare che a' termini del regolamento, il preavviso delle interpellazioni, perchè fosse attendibile, dovrebbe esser fatto in una adunanza, non *fuori* dell'adunanza. Ciò non ostante, io, appena ricevuto il foglio del rappresentante Varè, non ommisi di comunicare la sua domanda al presidente del Governo, come pure al capo Dipartimento dell' interno. Il rappresentante Caluci era dispostissimo a rispondere, ma, per sopraggiunta indisposizione, non è presente. Mi disse però fin da ieri che, a suo parere, le elezioni potevano essere fatte con sufficiente calma e sufficiente regolarità, e che, per riuscire meglio nella cosa, si vollero collocati tutti gli Ufficii di circondario in siti non esposti alle palle nemiche; e si avea intenzione di accordare tre giorni invece di due per la presentazione delle schede. Dopo queste dichiarazioni fu pubblicato l'avviso di cui fece parola poco fa il rappresentante Varè. Ora chieggo se di queste dichiarazioni egli possa accontentarsi.

Il *rappresentante Varè*: Sebbene il regolamento possa lasciar dubbio che le interpellazioni al Governo debbano essere preavvisate in una adunanza, credeva però che bastasse ne foss' egli avvertito 24 ore prima, anche fuori di seduta, trattandosi di cosa tanto urgente, che questa sera medesima in tutti i circondarii, compresi quelli dell' estuario, debbono esser date le disposizioni opportune; ciò che si avrebbe potuto fare se il Governo appunto fosse stato ora qui presente.

Del resto, io non intendo accusare nessuno, nè rimproverare il Governo se non è qui. Dico che mi dispiace che non ci sia.

Credo poi che non a me tocchi dire se sono soddisfatto, ma all'Assemblea, la quale deciderà se, dopo le dichiarazioni del potere esecutivo testè comunicatele, occorra o no alcun provvedimento, perchè l'elezioni riescano regolari.

Il *presidente*, interpellata l'Assemblea se sia per ciò da mandarsi un messaggio al Governo, essa vi aderisce; e frattanto si passa alla presa in considerazione della proposta Bullo, relativa alle trattenute sugli stipendii degl'impiegati civili.

Posta a' voti, la presa in considerazione non è ammessa.

Seguendo l'ordine del giorno, l'Assemblea passa alla presa in considerazione di una petizione del Consiglio degli avvocati, perchè sia tolto il divieto agli avvocati d'intervenire negli esperimenti di conciliazione e nelle cause di turbato possesso, e fu adottata, rimettendola agli studii della Commissione permanente di legislazione.

Si sospende la lettura del rapporto sulla proposta del rappresentante B. Benvenuti, per l'annullazione del decreto 21 maggio 1848 sulla prescrizione ed usucapione, stante la momentanea assenza del relatore rappresentante G. B. Ruffini; ed invece il rappresentante B. Benvenuti legge quello sulla proposta de Giorgi per la sanzione dei decreti e regolamenti risguardanti la giurisdizione criminale militare, ed altre recenti leggi.

Il *rappresentante B. Benvenuti* (*legge*): Il rappresentante de Giorgi vi propose d'invitare il Governo e la Commissione militare a produrre sollecitamente alla sanzione dell'Assemblea le leggi riguardanti la giurisdizione criminale dei militari. Questa proposta fu, dietro osservazione del rappresentante Tommaseo, estesa ad ogni altra legge pubblicata per urgenza dal poter esecutivo.

La vostra Commissione permanente di legislazione riconobbe fuor d'ogni dubbio il diritto della sovrana rappresentanza del popolo di assoggettare siffatte leggi a revisione.

Ma considerò che questa revisione richiederebbe studii non lievi, i quali non possono compiersi nel breve periodo di vita, che ancora rimane all'attuale Assemblea; considerò che molte fra le leggi pubblicate per urgenza, non potrebbero venir assoggettate ad esame senza che restasse indebolita la loro autorità, e fosse quindi reso più malagevole il conseguimento dello scopo, pel quale vennero pubblicate; considerò finalmente che nessun danno deriva dal tenere sospesa la sanzione dell'Assemblea, poichè frattanto le leggi emanate per urgenza conservano la loro piena efficacia, ed è libero ad ogni rappresentante di provocare gli opportuni rimedii, se vi scorgesse un qualche grave difetto.

Dietro queste osservazioni, apprezzate dallo stesso rappresentante de Giorgi, la vostra Commissione unanime vi propone il seguente motivato ordine del giorno:

« Considerando che giova riserbare a più opportuno momento la revisione e sanzione delle leggi, pubblicate per urgenza dal poter esc-

cutivo, le quali restano frattanto nel loro pieno vigore, l'Assemblea passa all'ordine del giorno. »

Posta a' voti, la proposta della Commissione è adottata.

Il *presidente*: Sopravviene ora la seguente proposta d'urgenza del rappresentante Varè:

« I danni, cagionati agli stabili di privata proprietà dai proiettili nemici, entro la città, saranno compensati dalla patria.

« Il Governo provvisorio stabilirà il modo di rilevare e liquidare questi danni, e d'inscriverli nel debito pubblico. »

Il *presidente*: Invito l'Assemblea a deliberare se vuole prendere in considerazione l'urgenza. (*L'urgenza è presa in considerazione.*) Allora bisognerà nominare una Commissione, che riferisca sull'urgenza; io proporrei una Commissione di tre da nominarsi, se l'Assemblea consente, dalla presidenza. (*L'Assemblea aderisce.*) Invito quindi i rappresentanti Pincherle, Benvenuti Bartolomeo e Palazzi ad unirsi e far rapporto sull'urgenza.

Il *rappresentante Pincherle* (*dopo breve pausa*): La Commissione trova che la proposta sia tale da ammettere l'urgenza senza commenti.

Il *presidente*: Chieggo all'Assemblea se, dietro di ciò, ammetta l'urgenza. (*L'urgenza è ammessa.*) La presidenza proporrebbe che gli studii a ciò relativi fossero demandati ad una Commissione speciale; e questa composta di cinque.

Ciò approvato, si passa alla nomina della Commissione, e risultano eletti i rappresentanti:

Benvenuti Bartolomeo . . .	con voti	43
Pincherle	»	40
Treves	»	35
Priuli.	»	32
Varè	»	29

Resta fissato che il rapporto sarà letto nella prossima adunanza.

Il *presidente*: Invito il rappresentante G. Ruffini a riferire l'esito del messaggio, diretto per suo mezzo al Governo.

Il *rappresentante G. Ruffini*: Come addetto al Dipartimento governativo di giustizia ed interno, sono incaricato di riferire: che il Governo appunto scorgendo, nelle attuali circostanze, grave impedimento all'esecuzione della legge elettorale nei modi ch'erano stati stabiliti, ha trovato opportuno di adottare un duplice provvedimento, quello cioè di prorogare di un giorno il termine della presentazione delle schede; e quello di trasportare in altri luoghi, non bersagliati dalle palle nemiche, alcuni Ufficii di circondario. Se poi questi rimedii possano riuscire all'intutto sufficienti, specialmente riguardo alla pienezza delle votazioni, il Governo stesso non saprebbe assicurarlo; per ciò ne lascia giudice l'Assemblea, la quale, se fosse di contrario avviso, potrebbe altri adottarne, che pur non restassero nei precisi limiti della semplice esecuzione della legge.

Il *rappresentante Varè*: Il Governo ha fatto tutto quello che poteva fare, ma il Governo stesso non sa se quello che ha fatto basterà. In

queste circostanze, noi abbiamo davanti a noi una probabilità grave di un pericolo grande; del pericolo che Venezia, nelle condizioni strettissime in cui si trova, abbia una rappresentanza, la quale, se pure legale, perchè la nostra legge elettorale non fissa alcun limite minimo, al di sotto di cui un rappresentante non sia veramente rappresentante, non abbia però l'autorità morale che dovrebbe avere, siccome sincera espressione della volontà di tutto il popolo, o della grande maggioranza del popolo. Chi rappresenta una frazione qualunque del popolo, non rappresenta il popolo.

In altri momenti è stato posto davanti a quest'Assemblea il dubbio, se, piuttosto che incontrare questo pericolo, dovessimo prorogare noi stessi. Allora si è deciso che no; perchè le circostanze di allora, bene esaminate, rispondevano che c'era tutta la ragione di credere che la rappresentanza potrebbe essere eletta con calma e con regolarità.

Ora siamo in circostanze ben diverse, e tali che m'inducono a farvi una mozione d'urgenza. Io non posso dirvi assolutamente ch'essa sia giusta; parmi però aver molti argomenti per ritenerlo: e ad ogni modo tali da poter invitare l'Assemblea a farne tema de' suoi studii. Io la invito perciò a decidere se, in vista delle dichiarazioni del Governo, si debba incontrare questo o quell'inconveniente; perchè l'uno o l'altro bisogna incontrarlo; a decidere, in una parola, se meglio sia correre i rischi, che pur restano in onta ai provvedimenti presi dal Governo, od adottare altri provvedimenti noi stessi.

La proposta or ora redatta, sarebbe del seguente tenore (*legge*):

« Considerando la necessità che la elezione dei rappresentanti del popolo sia fatta con quell'ordine, con quella calma, con quella pienezza, le quali assicurino nelle nomine la sincera espressione della volontà popolare;

« Considerando gli ostacoli, che le condizioni presenti del paese frappongono al conseguimento di questo requisito essenziale delle elezioni;

« Obbedendo alla imperiosità delle circostanze;

« L'Assemblea decreta:

« 1. Il ricevimento delle schede, fissato pel 5 e 6 agosto con l'articolo 9 della legge 17 luglio 1849, è sospeso. Il Governo darà tosto le disposizioni relative.

« 2. La presente Assemblea dei rappresentanti lo Stato di Venezia sederà e conserverà i proprii attributi per tutto il mese corrente.

« 3. Il Governo riferirà all'Assemblea entro il giorno 24 agosto, se le elezioni possano avvenire regolarmente negli ultimi sette giorni del mese. »

Ripeto, non credo neppure che la proposta sarà ammessa nei precisi termini, in cui la ho estesa: la faccio però perchè l'Assemblea studii e decida; perchè è affare di tanta importanza, che deve essere prima di domani mattina deciso, avanti cioè che le schede comincino ad essere deposte; infine perchè abbia essa un qualche fondamento, su cui far cadere i propri studii.

Non insisto quindi per l'ammissione pura e semplice di questa proposta; ma perchè d'urgenza sia studiata.

L' urgenza è presa in considerazione.

Il *presidente*: Credo che l' urgenza sia talmente manifesta, che sia inutile il nominare una Commissione che ne riferisca. Domando per conseguenza all' Assemblea se ammette l' urgenza.

L' urgenza è ammessa.

Quindi l' Assemblea determina di passare alla nomina di una Commissione speciale, che faccia rapporto sul merito della proposta, e risultano eletti i rappresentanti:

Avesani	con voci 58
Benvenuti Bartolomeo	» 41
Tommaseo	» 34
Varè.	» 31
Ferrari Bravo.	» 24

L' adunanza, sospesa alle ore 4 pom., è ripresa alle ore 5 e 1/2.

Il *presidente*: Invito il relatore della Commiss. a leggere il rapporto.

Il *rappresentante B. Benvenuti relatore* (*legge*):

La vostra Commissione ha sentito che, senza un'assoluta necessità, non ci sarebbe permesso di prorogare il nostro mandato oltre al termine fissato dal decreto 24 dicembre 1848 del Governo provvisorio. Ma essa ha sentito altresì che le attuali circostanze potrebbero opporre non lievi ostacoli alla pienezza delle nuove elezioni; e che un' Assemblea, la quale fosse formata da rappresentanti eletti da un piccolo numero di elettori, potrebbe non esser considerata qual vera espressione della volontà del popolo.

Per conciliare questi due principii, la vostra Commissione è d' avviso che sia della dignità dell' Assemblea il credere e l' operare che si ottenga il maggior possibile concorso di elettori; e che, se malgrado a ciò gli elettori concorressero in numero assai tenue, di maniera che non si avessero per lo meno 80 rappresentanti, ciascuno eletto con un numero di voti non inferiore al ventesimo degli elettori del suo circondario, l' Assemblea attuale debba continuare finchè questo risultamento siasi ottenuto con nuove elezioni.

Voi vedete, o cittadini rappresentanti, che, massime nelle attuali circostanze, non dee mancare la rappresentanza del popolo; che se il Governo provvisorio nel dicembre 1848 ha potuto fissare a sei mesi la durata dell' attuale Assemblea, può l' Assemblea stessa, qual potere legislativo, prorogare questa durata quando la salute della patria lo chiegga; e che, del resto, la prorogazione viene in ultima analisi rimessa al popolo, il quale, col non concorrere nemmeno in sì picciol numero a nuove elezioni, verrebbe a confermarla.

Spetta adunque al popolo render inutile la precauzione che l'Assemblea deve prendere nell' interesse del popolo stesso.

La vostra Commissione vi propone quindi di far luogo alla proposta del rappresentante Varè come segue:

« Considerando essere necessario che le elezioni dei rappresentanti del popolo sian fatte in modo da esprimere indubbiamente la volontà popolare;

« Considerando i disagi e gli ostacoli, che possono in questi giorni frapporsi ad un numeroso concorso di elettori agli Ufficii di circondario ;

« Considerando essere necessario che il popolo non resti neppur un momento privo di rappresentanza ;

« In appendice alla legge 17 luglio 1849,

« L' Assemblea decreta :

« 1. È confermata la proroga al ricevimento delle schede accordata, con odierno avviso del Governo provvisorio, fino alle 8 pom. del giorno 7 corrente.

« 2. Non è legale la nomina d' un rappresentante quando non abbia riportato almeno un numero di voti corrispondente al ventesimo degli elettori inscritti nel circondario.

« 3. Per quelle nomine che non avessero tale requisito, si provvederà tosto con nuove elezioni, e i collegii si raccoglieranno a cura del Governo provvisorio.

« 4. Fino a che risultino eletti almeno ottanta rappresentanti per la nuova Assemblea, non contate le elezioni doppie, l' attuale Assemblea continuerà nelle sue funzioni.

» 5. L'Assemblea fa appello al patriottismo dei cittadini, perchè concorrano tutti alla nomina dei loro rappresentanti.

» 6. Il Governo è incaricato della esecuzione del presente decreto.»

Il *presidente:* Credo che tutti saranno d' accordo per aprire subito la discussione; e, se alcuno non chiede la parola sull' insieme del progetto, passeremo alla votazione dei singoli articoli, riserbando per ultimi i *considerando.*

L' articolo 1. è letto ed approvato.

Si legge l' articolo 2.

Il *rappresentante Minotto:* Proporrei un' emenda al secondo articolo, ed è questa:

« Non è legale la nomina di un rappresentante quando non sia concorso almeno 1/5 degli elettori inscritti nel circondario e il rappresentante non abbia ottenuto almeno un numero di voti corrispondente al ventesimo degli elettori. »

Con ciò mi pare che si vada ad avere una maggiore cauzione circa la verità del suffragio pubblico nella nomina dei rappresentanti. Di fatti, può darsi il caso che in un circondario per circostanze straordinarie, per esempio, per essersi trasportato il domicilio, il numero dei concorrenti a votare sia scarso assai; allora, se taluno per qualsiasi motivo abbia interesse a promuovere delle elezioni, basta che si assicuri un piccolo numero di elettori perchè la nomina abbia effetto. Invece, quando si ammetta per principio che debba concorrere nella nomina generale almeno 1/5 od 1/6 degli elettori inscritti, mi pare che quell' inconveniente debba molto più difficilmente accadere, e che sia più probabile che riescano le nomine dietro l' opinione generale degli elettori.

Il *rappresentante Varè:* La Commissione ha pur temuto negli elettori l' apatia, prodotta da quegli ostacoli, da quei disagi, di cui abbiamo parlato ne' considerando.

Fissando però che i nuovi rappresentanti abbiano ad avere un numero di voti corrispondente al ventesimo degli elettori inscritti, ha creduto rinvenire in tale misura una sufficiente guarentigia alla sincerità del pubblico suffragio. Il rappresentante Minotto vorrebbe che il minimo numero di elettori fosse di 600, ma noi crediamo che 600 sia molto difficile che vi concorrano. La Commissione disse: non fissiamo il numero degli elettori, ma fissiamo il numero dei voti necessarii alla nomina, per impedire la dispersione dei voti.

Ripeto che, nelle attuali circostanze, non possiamo avere la pretesa che vadano almeno 600 dove ve ne sono 3000. La cifra proposta dal preopinante è forte, e d' altronde noi non dobbiamo temere quella dispersione di voti, cui egli accenna.

Il *rappresentante Minotto:* Il rappresentante Varè tratta la causa della mia proposta; egli disse che non teme la dispersione dei voti, ma la mancanza dei votanti: appunto per questo propongo l' emenda.

Se sopra 3000 saranno 150 soli gli elettori, e tutti nominino una persona, questa sarà bene eletta? io domando se si possa accordare molta fiducia ad elezione così fatta?

Invece, nella mia proposta, dovranno concorrere 600 elettori, e sopra questi è più facile che si possa ottenere una elezione vera e giusta. Se i votanti saranno di più, avremo facilmente nomine fatte con numero di voti molto sopra i 150. Ad ogni modo credo che sia più necessario assicurare il numero dei votanti, di quello che il numero dei voti. Credo che questa seconda parte sia utile, ma credo più importante la prima sul numero di quelli che vanno a dare il loro voto. Se poi il rappresentante Varè mi oppone che questa sia una cifra troppo forte, viene piuttosto a combattere la misura dell' emenda, che l'emenda stessa, e su questo non ho nulla in contrario. Ma nella massima, cioè che la validità dell'elezione debba dipendere, non dal numero dei voti che ottengono gli eletti, ma dal numero di quelli che concorrono a votare, questo è il principio della mia emenda.

Il *rappresentante Avesani:* La Commissione ha diritto di esaminare da sè l' emenda.

Il *presidente:* Invito la Commissione a procedere a questo esame insieme al proponente.

La Commissione si raccoglie per breve tempo.

Il *rappresentante Benvenuti, relatore:* La Commissione, d' accordo col rappresentante Minotto, ha creduto di redigere l' articolo secondo in questi termini (*legge*):

» Non è legale la nomina di un rappresentante quando non sia concorso alla votazione almeno 1/6 degli elettori inscritti nel circondario e il rappresentante non abbia ottenuto almeno un numero di voti corrispondente al ventesimo degli elettori stessi. »

Posto a' voti, l' articolo è approvato.

Anche l' articolo 3. è letto ed approvato.

Si legge l' articolo 4.

Il *rappresentante Pincherle*: Il numero di ottanta mi pare soverchio,

perchè nella nuova legge con quest'articolo si mettono dei vincoli, che non ci erano nella legge originale. Se mettiamo la necessità di 80 rappresentanti è lo stesso che prorogare l'Assemblea attuale. Io proporrei di mettere al più 60.

Il *rappresentante B. Benvenuti:* Si dice che adesso si mettono dei nuovi vincoli, ma conviene considerare le diverse circostanze. Allorquando si è pubblicata la legge 24 dicembre 1848, si è calcolato, come si calcola anche presentemente, solo il dovere che ha il popolo di concorrere a formare la propria rappresentanza.

Ora vi sono delle difficoltà, dalle quali nasce il timore che non tutti possano concorrere a questa nomina; e quindi vi è la necessità di mettere qualche riparo, affinchè la rappresentanza non diventi veramente illusoria. Del resto il numero di 80 lo abbiamo calcolato in questa cifra per non prevenire le deliberazioni della nuova Assemblea, nè intaccare, dirò così, la legge attuale da noi confermata.

L'Assemblea sederà purchè ci sia un numero legale per votare, ed il numero deve essere la metà più uno dei rappresentanti, quindi bisogna che sieno in 65. Ma abbiamo contemplato che possono insorgere tali emergenze, per cui non tutti i rappresentanti eletti possano intervenire nelle sedute; e per evitare questo abbiamo determinato il numero di 80, il qual numero si potrebbe restringere, ma non conviene restringerlo al di sotto di 65, perchè vi sarebbe pericolo, e s'intaccherebbe la prima legge. Sarebbe da portarsi la questione tutt'al più dai 70 agli 80.

Il *rappresentante Pincherle:* Ebbene, proporrei 70.

Il *rappresentante Avesani:* Allora avrete deliberazioni fatte da 30 rappresentanti, e questa è la ragione per cui la Commissione s'indusse a stabilire questo numero di 80.

Il *rappresentante Santello:* Mi pare che, se adesso l'Assemblea è legale quando ci sono 65 individui, secondo quello che disse il rappresentante Avesani, con 30 voti saranno legali egualmente le deliberazioni della nuova Assemblea.

Il *rappresentante Avesani:* Non è questa la questione, perchè adesso, per essere in numero legale, dobbiamo essere in 65; allora invece si voterà legalmente quando vi sarà la presenza di 30, ch'è la metà dei 60 eletti.

Il *rappresentante Varè:* Finchè non è mutata la legge che vige, e che noi abbiamo confermata col nostro decreto 17 luglio, non si può deliberare in questa sala se non ci sono 65 rappresentanti. L'Assemblea è composta di 128 rappresentanti, e si considera composta di 128 anche quando ce ne manca qualcheduno per qualche accidente.

Ad esempio, per le note vicende del collegio elettorale militare, non si potè mai finora sostituire un rappresentante defunto da molti mesi; con tutto ciò noi ci siamo considerati 128 rappresentanti.

Quando non ci sono 65 rappresentanti (e questo è detto letteralmente nel decreto 24 dicembre 1848, legge che non fu da noi modificata), non si può prendere alcuna deliberazione legale.

Noi abbiamo voluto nel nostro progetto di legge provvedere perchè

questa esecuzione sia possibile; abbiamo detto: facciamo in modo che sieno 65 rappresentanti nella sala. Abbiamo detto: se ci contentiamo che l'Assemblea sia composta di 65 persone, basta l'indisposizione di uno perchè l'Assemblea in quel dì non possa deliberare; dunque facciamo in modo che sia provveduto a qualunque accidente, e noi abbiamo lasciato un margine di 15. Se questo margine è troppo ampio, il limitarlo a 5, come propose il rappresentante Pincherle, mi pare di rincontro che sia soverchiamente ristretto, perchè può condurre la nuova Assemblea nell'impossibilità di deliberare.

Il *rappresentante Minotto:* Mi pare che quest'articolo abbisognerebbe di una spiegazione; bisogna dire, cioè, se s'intendano come eletti quelli che ottennero il numero de' voti fissato, e che non occorra la verificazione dei poteri. Domanderei quindi al relatore della Commissione se intese che debbano essere 80 gli eletti prima della verificazione dei poteri, o dopo la verificazione.

Il *rappresentante B. Benvenuti:* La verificazione de' poteri è assolutamente indispensabile.

Il *rappresentante Minotto:* Allora domanderei se l'Assemblea sia costituita da 80.

Il *rappresentante B. Benvenuti:* Questi 80 si radunano, e se trovano di non poter ammettere qualche rappresentante, quell'Assemblea si scioglie da sè.

Il *rappresentante Minotto:* Ma siccome non è certo che sieno tutti riconosciuti, così a me pare che bisognerebbe dare una qualche spiegazione.

Il *rappresentante Tommaseo:* Mi pare da usarsi la parola *eletti*, e non altra: perchè se si dovessero, prima che l'Assemblea presente cessasse di vivere, avverare i poteri della nuova, avremmo due Assemblee nel medesimo tempo.

Il *rappresentante Varè*: In aggiunta alle osservazioni del rappresentante Tommaseo, io credo dover dire che il margine di 15, proposti dalla Commissione, provvede anche a questa possibilità che ci sieno 15 elezioni invalide. Le elezioni invalide, del resto, sono eccezioni, ed avvengono di rado. Possibile che gli elettori vadano tutti d'accordo a nominare un delinquente eccepito dalla legge, uno che non abbia 25 anni, o qualche altro impedimento? Possibile che queste eccezioni avvengano tanto frequenti da porre l'Assemblea nuova al di sotto del numero di 65?

Noi abbiamo posto il numero di 80 appunto per provvedere a tutti i casi possibili. Io credo che, quando l'Assemblea attuale sa che ci sono 80 rappresentanti nuovamente eletti col numero di voti richiesto dalla legge che si propone, e che questi 80 rappresentanti si radunano in questa sala, da quel momento cessi l'Assemblea attuale.

Il *rappresentante B. Benvenuti:* Io veramente non potrei convenire nelle conchiusioni. Nessun'Assemblea è costituita se non dopo verificati i poteri; prima, non esiste legalmente Assemblea. Bisogna quindi aspettare che i nuovi rappresentanti si radunino e, verificati i poteri, si dicano essere in regola. Allora è finita l'altra; altrimenti, la vecchia continua a sussistere e riprende le sue funzioni.

Il *rappresentante Varè:* Chiesi la parola per fare prima una osservazione, ed è che abbiamo un precedente. Nel decreto del 17 luglio 1849, abbiamo detto che il nostro mandato cessava col 14 d' agosto, e che col 15 sarebbesi adunata la nuova Assemblea, e farebbe la verificazione dei poteri. Dunque questa questione è stata già risolta.

In secondo luogo, citerò l'esempio recentissimo della Costituente francese, che cessò dal momento in cui entrarono nella sala i nuovi rappresentanti della legislativa.

Il *rappresentante Picherle:* In forza delle spiegazioni date dal rappresentante Varè, ritiro l' emenda.

Il *rappresentante Tommaseo:* Aggiungo un' osservazione, ch'è di diritto. Se non s' intendesse la cosa nel modo che l' intendiamo il collega Varè ed io, seguirebbe che intanto che la nuova Assemblea sta avverando i poteri, la vecchia in altro luogo potrebbe essere convocata e deliberare da sè.

Il *rappresentante Avesani:* Mi associo alle ragioni adottate dal rappresentante Tommaseo.

Il *rappresentante G. B. Ruffini:* E se si ammettesse che, tosto eletti e radunati in questa sala i nuovi rappresentanti, tali pur fossero di diritto, mentre pel fatto, e fin che durasse la verificazione dei poteri, sussistesse l' Assemblea precedente, si avrebbero contemporaneamente due poteri: locchè, secondo me, è cosa contraria al diritto pubblico.

Bisogna assolutamente stabilire che, finchè non sieno verificati i poteri dei nuovi eletti, non sien essi rappresentanti, nè possano come tali considerarsi; altrimenti andiamo in un assurdo contrario alla pratica di tutte le Assemblee, le quali non considerano siccome rappresentanti se non quelli di cui han dichiarato valida la elezione.

Il *rappresentante Minotto:* Mi rincresce che la spiegazione da me richiesta abbia portato la discussione sopra un argomento sul quale quasi tutti sono, a mio credere, d'accordo.

Il rappresentante Varè ha detto che la Commissione propose 80 rappresentanti, invece di 65, numero che è strettamente necessario per provvedere a tutti i casi, anche a quello che nella verificazione dei poteri non si trovasse da convalidare alcune nomine. Assentirei a conservare l' articolo stesso come è scritto; soltanto mi parrebbe utile che si spiegasse più chiara l' intenzione che si ebbe nello scriverlo, dicendo: « fino a che dallo spoglio delle schede risultino eletti almeno ottanta rappresentanti, ec. »

Se anche, nel momento della verificazione dei poteri, risultasse l'esclusione, per esempio di due, l'Assemblea sarebbe legalmente costituita con 78, tanto più che sento che molti rappresentanti proposero di diminuire il numero fino a 60, che a parer mio sarebbero pochi.

Io domanderei soltanto l' aggiunta delle parole che ho letto.

Il *rappresentante Sirtori:* Se mai la nuova Assemblea deve essere composta solamente di 80, e poi desse alla legge un' interpretazione diversa dalla nostra: ammettesse, per esempio, che per la validità delle votazioni bastasse la metà più uno degli eletti, ne risulterebbe che po-

trebbero venir prese delle deliberazioni importantissime con soli 41 rappresentanti, e decisive per le sorti del paese.

Credo che questo articolo della legge, non solo non debba essere nè abrogato nè abolito, ma anzi esplicitamente abbia ad essere confermato, ed aggiungerei perciò le parole: *restando fermo l'articolo della legge che prescrive che, per la validità delle deliberazioni, debbano queste venir prese da 65 rappresentanti almeno.*

Il *rappresentante Chiereghin*: L'Assemblea, che va a sostituire l'attuale, avrebbe gli stessi poteri, e quindi non potrebbe essere obbligata a rispettare la nostra legge; potrebbe anzi disfare tutte le leggi e farne di nuove perchè avrebbe tutti i poteri che ha la presente. (*Rumori.*)

Alcuni rappresentanti: Non avrebbe questo diritto.

Il *rappresentante Chiereghin:* Questa è cosa certa. Ripeterò le parole dell'onorevole de Giorgi, credo di dire cose ragionevoli; si confutino, se non lo si crede, alla tribuna.

Il *presidente*: Osserverò al rappresentante Chiereghin che il numero di 65 non è solo nel Regolamento dell'Assemblea, ma anche nella legge elettorale, e quindi valido, finchè non si muti, per tutte le Assemblee che fossero convocate secondo quella legge.

Il *rappresentante Chiereghin:* Ma la nostra Assemblea, appena convocata, avrebbe potuto dire: per le nostre deliberazioni basta meno del numero di 65. Io credo che lo avrebbe potuto dire, e che nessuno avrebbe potuto obbligarla a mantenere questo numero.

Il *presidente* propone di votare prima sull'articolo 4. e poi sull'articolo addizionale, proposto come tale dal Sirtori.

Il *rappresentante Avesani*: Mi pare che gli articoli sieno connessi, ed ammettere l'uno alla votazione senza l'altro non istà. Le ragioni di ammettere l'uno possono esser tali d'ammettere anche l'altro, o farlo rigettare; e quindi si potrebbe mettere l'aggiunta Sirtori come alinea o come paragrafo dell'articolo della Commissione, ma non dividerli.

Il *rappresentante Sirtori* acconsente che il suo sia riguardato come aggiunta all'articolo 4.

Il *rappresentante Minotto:* Mi opporrò all'aggiunta del Sirtori, perchè mi pare che il Regolamento e la legge elettorale in questo proposito sieno chiari.

Osservo di più che, quand'anche non si volesse ammettere questa chiarezza, e si credesse che potesse dar luogo a doppia interpretazione, non abbiamo diritto nessuno di obbligare l'Assemblea nuova ad interpretare l'articolo come lo interpretiamo noi.

Il *rappresentante Avesani:* Appunto per le ragioni addotte dal rappresentante Minotto io mi oppongo alle sue conchiusioni.

L'articolo citato dice: *per la validità delle deliberazioni dell'Assemblea, è necessario che prenda parte alla votazione la metà più uno del numero dei rappresentanti, del quale, giusta la legge, dev'essere costituita.*

Che cosa facciamo noi con questa legge? . . . . Noi riteniamo costituita l'Assemblea con 80 individui. Dunque, finchè saranno questi 80,

l'Assemblea stessa applicherà, ed a ragione, l'articolo, dicendo: se siamo in 80, basterà la metà più uno di questi 80. Bisogna dunque togliere questo dubbio, perchè noi siamo quelli che facciamo la legge che costituisce la nuova Assemblea con numero minore di rappresentanti.

Bisogna dunque che adesso, costituendola, dichiariamo di costituirla in modo che bastino 40 rappresentanti più uno; oppure che, per votare e per votare legalmente, occorrano sempre i 65 rappresentanti.

Il *rappresentante Minotto*: Il rappresentante Avesani avrebbe ragione, se da noi ora si decidesse che l'Assemblea, invece di 128 rappresentanti, fosse composta di 80.

La legge elettorale dice: l'Assemblea sarà composta di 128. Noi stessi lo diciamo conformemente alla legge. Aggiungiamo solamente che, *anche se dalla votazione non risultasse un numero maggiore di* 80, *null'ostante cesseremo dal nostro mandato*, e l'Assemblea prenderà le sue funzioni, salvo sempre di procedere a quelle elezioni che non fossero fatte, per compiere il numero dei 128.

Dunque la nuova Assemblea sarebbe composta di 128, come la nostra. Per conseguenza, credo, il ripeto, che l'aggiunta non sia necessaria.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Io convengo in quest'ultima osservazione del rappresentante Minotto, ma non posso convenire nella sua opinione che l'Assemblea attuale possa togliere alla futura il diritto d'interpretare come meglio crederà la legge del 24 dicembre 1848. Intendiamoci bene: la legge citata era una legge per noi, e non per la nuova Assemblea. La legge sussiste per la futura Assemblea, in quanto noi non l'abroghiamo.

Noi veramente, quando abbiamo fatto la legge del 19 luglio, ci siamo riportati a quella legge, alla quale abbiamo attribuito forza anche per la futura Assemblea. Ma potrebbe nascere il dubbio se abbiamo inteso che debba essere operativa quella legge per la futura Assemblea, anche nella parte relativa al numero dei rappresentanti che devono prendere parte alle deliberazioni. Io credo che ci potrebbe essere dubbio grandissimo, perchè ci siamo riportati a quella legge più per ciò che riguarda il modo di formare la nuova rappresentanza, che per istabilire il mandato dei nuovi rappresentanti. Non ci siamo d'altronde riportati a quella legge per determinare il limite del mandato, ma lo abbiamo fissato separatamente.

Ma vi potrebbe esser dubbio, e il dubbio è importantissimo, perchè, se l'Assemblea nuova ritenesse che noi abbiamo avuto intenzione di estendere la legge in quella parte, si potrebbe credere autorizzata a votare con 41 rappresentanti.

Ora, noi siamo autorizzati a fare adesso quello che faceva il Governo colla legge del 24 dicembre 1848; noi vogliamo provvedere al futuro; noi vogliamo determinare il mandato dei nuovi rappresentanti. Credo dunque che noi dobbiamo metter regola anche su questo, e per le ragioni dette dal Sirtori e da qualche altro rappresentante, credo opportuno fissare il numero di 65.

Il *rappresentante Tommaseo*: Il collega Avesani, con quell'acume logico ch'è proprio della sua mente, ha veduto che la giunta proposta dal Sirtori doveva far corpo coll'articolo stesso. Ed infatti noi con quell'articolo costituiamo un'Assemblea di ottanta deputati soltanto: noi facciamo quello che l'altra legge non fece. Posto che ponghiamo tal condizione alla vita della nuova Assemblea, possiamo altresì porre condizioni che guarentiscano a questa vita e la sua legalità, secondo noi, e la bontà delle deliberazioni avvenire. Per conseguente, determinare che questi ottanta deputati, fintanto che gli altri quarantotto siano eletti, possano deliberare, ma a patto che il loro numero sia non la metà con più uno, ma sia da 65 a 70, è condizione che non solo è lecito, ma debito porre. L'Assemblea avvenire, quando sarà composta di 128, potrà, colla sovranità che le rimane piena, detrarre alla legge antica o abrogarla. Ma fino a tanto che è composta di 80, ella non può sottrarsi alla condizione posta da noi, in quanto che questa condizione viene a far corpo colla condizione stessa della sua vita. Per conseguente noi col vietare in modo espresso, che 41 deliberanti soltanto sono necessarii per deliberare validamente, ponghiamo un vincolo il quale assicura la sua dignità.

Il *rappresentante G. B. Ruffini*: Alle ragioni addotte dal preopinante oratore, a sostegno della necessità di questa dichiarazione, e ad appoggiare l'aggiunta del rappresentante Sirtori, ne aggiungo un'altra ch'è derivata dal testo della legge.

All'articolo 4. della legge è detto: « Per l'elezione dei rappresentanti restano ferme le disposizioni della legge elettorale 24 dicembre 1848, in quanto non sieno modificate dalla presente legge. »

Dunque il dubbio, diciamolo pure, sarebbe tolto; la nostra legge ha dichiarato espressamente che si atteneva alla legge 24 dicembre, in quanto alle elezioni e non altro. Dunque è necessario assolutamente che noi facciamo la legge col sancire quel vincolo sul numero.

Posta a' voti l'aggiunta Sirtori, resta approvata. Così pure è approvata l'emenda del rappresentante Minotto. Quindi si passa alla votazione dell'intero articolo 4. così modificato, e l'Assemblea lo adotta.

Sono pure adottati gli articoli 5. e 6.

Il *presidente*: Adesso passeremo alla votazione dei *considerando*.

Il *rappresentante Tommaseo*: Ometterei la parola *disagi*; non vorrei fare al popolo il torto di credere che il *disagio* lo distogliesse dal compiere il suo dovere.

Il *presidente*: Credo che la Commissione sarà d'accordo nel levare la parola *disagi*.

La Commissione aderisce.

Posti ai voti, tutti i *considerando* sono approvati.

Quindi si pone ai voti il complesso della legge per iscrutinio secreto.

Risultato della votazione:

Votanti	69
Pel sì	54
Pel no	15

La legge è approvata.

Il *presidente*: Ora debbo avvertire l'Assemblea che il Governo, con dispaccio odierno, domanda che, in seguito alle discussioni dell'Assemblea nella seduta 28 luglio, sia domani riconvocata in adunanza segreta, per deliberare sui nuovi provvedimenti finanziarii che verranno proposti.

Si ammette di tenere adunanza segreta domani a 1 ora pom., ed adunanza pubblica martedì 7 agosto, per continuare la trattazione degli argomenti posti all'ordine del giorno.

La seduta è levata a ore 6 e 3/4.

---

7 *Agosto.*

DISCORSO TENUTO DAL PRESIDENTE
DANIELE MANIN
ALLE RICERCHE DEL POPOLO

Nella sera del 7 agosto 1849.

Popolo. Il Popolo di S. Marco domanda di sortire in massa.

Manin. Il Popolo di S. Marco sa quanto io penso.

Popolo. Vogliamo sortire a batterci.

Manin. Ebbene, volete battervi? E quando ve lo si ha proibito? Quante volte non vi ho detto che i ruoli sono aperti? Arruolatevi. Si, arruolatevi e non venite qui come femmine imbelli a schiamazzare.

Popolo. Sortire in massa.

Manin. Chi dice questo, sia primo a prendere un'arma e vada a battersi. Se volete battervi i ruoli sono aperti, vi ripeto, andate e troverete chi vi condurrà; e se mi volete franco, vi dirò che fino ad ora le parole non corrisposero ai fatti.

---

8 *Agosto.*

N. 11785.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

Veduti i rapporti degli Ufficii dei primi otto Circondarii elettorali, dai quali risulta che presso nessuno di essi il numero delle schede presentate fino alle ore 8 pomeridiane di jeri giugne al sesto degli elettori inscritti nelle rispettive liste;

Veduto che per ognuno dei detti Circondarii si rende inutile lo spoglio delle schede finora presentate, perchè tutte le nomine che ne risultassero, mancherebbero del primo essenziale requisito voluto dall'articolo 2 del decreto 4 agosto corrente dell'Assemblea dei Rappresentanti dello Stato;

Considerato che, quando pure negli altri sei Circondarii fosse dato di conseguir subito la nomina regolare di tutti i rispettivi rappresen-

tanti, non si avrebbero per questo gli ottanta eletti necessarii a costituire la nuova Assemblea, giusta l'articolo 4 del detto decreto;

Il Governo provvisorio, dovendo curare la esecuzione della legge dell'Assemblea nel modo possibile,

Avvisa:

1. Per i primi otto Circondarii elettorali, il termine alla presentazione delle schede per la nomina dei nuovi rappresentanti dello Stato viene prorogato a tutto il giorno 12 agosto corrente.

2. L'orario continuerà ad essere dalle ore 8 antimeridiane alle 5 pomeridiane per tutti i giorni anteriori al 12; e nel giorno 12 sarà dalle ore 8 antimeridiane alle 8 pomeridiane.

3. Gli Ufficii dei primi otto Circondarii procederanno allo spoglio delle schede nel giorno 13 agosto, in quanto abbiano raccolto un numero di schede non inferiore al sesto degli elettori inscritti. In caso contrario, tenuta l'urna suggellata e custoditi i registri, faranno rapporto.

4. Quanto finora si è detto pegli otto primi Circondarii, dovrà tenersi operativo anche per gli altri, nei quali, per difetto di concorso da parte degli elettori, non si potesse egualmente procedere allo spoglio delle schede finora presentate. Quegli Ufficii degli altri sei Circondarii (diversi dagli otto primi) che si trovassero nella necessità della proroga, ne renderanno edotto il Circondario mediante apposito avviso, cui verrà data tutta la possibile diffusione.

5. Gli Ufficii elettorali che, avendo già raccolto un numero di schede non inferiore al sesto degli elettori inscritti, avessero intrapreso lo spoglio, proseguiranno le operazioni elettorali nelle forme e nel tempo già stabiliti dai decreti 17 luglio p. p. e 4 agosto corrente.

PER INCARICO DEL GOVERNO PROVVISORIO
Il segretario generale
JACOPO ZENNARI.

---

8 *Agosto.*

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA.

La gravità degli avvenimenti ha condotto l'Assemblea dei rappresentanti dello Stato a spogliarsi di tutti i suoi poteri, quello solo serbando di ratificare l'opera del dittatore sulle condizioni politiche.

L'onore e la salvezza della nostra Patria, a cui ogni cittadino deve efficacemente cooperare, dipendono specialmente dalla Guardia civica il cui mandato è il mantenimento dell'ordine, della tranquillità, della sicurezza, e l'osservanza delle leggi.

Soltanto coll'esatto adempimento di questi sacri doveri si soddisfarà al volere dell'Assemblea, e salvando i pubblici interessi saranno salvati quelli individuali di tutti i cittadini.

Il Generale in capo non mai venne meno nel desiderare e promuovere a fronte delle maggiori difficoltà l'esaurimento del mandato della Guardia civica che ha l'onore di comandare.

Se volonterosa la vide accorrere alla chiamata nel bisogno, ora chiede ad essa, e ad ogni cittadino specialmente, che per la legge deve costituirla, non solamente la morale cooperazione, ma la personale prestazione efficace.

Adesso è più che mai il momento in cui ogni cittadino deve mostrarsi compreso dell'altezza del mandato che alla Guardia civica è affidato, e su cui specialmente riposano l'onore e la salvezza di Venezia.

Dal pronto concorso di tutti gli appartenenti alla Guardia civica avrà prova il Comandante che sotto i suoi ordini vi sono veri e leali cittadini, e che può egli nell'interesse della Patria e nel decoro suo proprio restare all'onorato Comando.

Cittadini, siamo uniti e pronti alla chiamata del dovere, e saranno garantiti l'onore e la salvezza di Venezia.

Il gen. in capo
G. MARSICH, *C. A.*

8 *Agosto.*

N. 6380-2360.

GOVERNO PROVVISORIO

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

Avvisa

Che nel mese di luglio p. p., il quoto spettante al Comune sui tabacchi lavorati e sali ad essa dal Governo ceduti, ascese a correnti L. 99237:07, e che questa somma va ad essere versata alla Reggenza della Banca nazionale perchè ne segua pubblicamente l'ammortizzazione colle pratiche di metodo.

Il podestà GIO. CORRER.

L'assess. DATAICO MEDIN. *Il segr.* A. LICINI.

8 *Detto.*

POPOLO!

A Venezia non si semina, epperciò non si raccoglie nè pane, nè vino. Un granaio, più granai, per quanto siano carichi, si vuotano, se cavandone continuamente, non vi si rimetta mai grano. Vuoi tu resistere? Provvedi in tempo, e resisterai. Vuoi cedere? Seguita a startene rinchiu-

so; da dove capita una palla allontanati; sloggia da' tuoi focolari, anzichè pensare a cacciare il Tedesco, e cederai. Resistendo resti libero, padrone di te stesso, della tua famiglia e della tua città. Cedendo torni schiavo; se sei atto alle armi, sarai inviato in Ungheria per farti accoppare; se inetto, sarai costretto alla schiavitù e coi mille e mille Croati, infetti di cholera, di tifo, di vaiuolo nero, vedrai la tua città ridotta ad un vero cimitero. La questione è adunque di vita, o di morte. Vuoi la vita per te, per la tua famiglia, per la tua patria? Eccoti l'unico rimedio. Nella tua sovranità decreta questa semplice legge, altrimenti sei per sempre perduto.

I. Consegnati i forti tutti nelle mani di quanti difensori occorrono; affidato l'ordine interno ai vecchi, ai troppo giovani ed alle buone madri di famiglia; ognuno atto alle armi, esca di Venezia colle truppe di terra e di mare, e non ritorni che fino a tanto che Venezia non sia approvigionata per un anno.

II. Chi non prende le armi per la leva in massa, sarà per diritto ucciso dal suo vicino.

III. Ogni forestiere che non esca nelle quarantotto ore da Venezia, sarà considerato cittadino veneto, e come tale trattato.

IV. A mezzanotte sulla gran piazza di S. Marco, sarà fatto il solenne giuramento di vincere, o di morire per la patria.

V. Il Governo è incaricato dell'esecuzione del presente decreto del popolo.

Alcuni cittadini, a nome di tutti coloro che vogliono resistere e vincere ad ogni costo.

---

9 *Agosto.*

ISPETTORATO DEL PRIMO CIRCONDARIO DI DIFESA

ALLA COMMISSIONE MILITARE

Bullettino della guerra.

Strada ferrata, 9 agosto 1849.

Il violento fuoco nemico, cominciato nella notte del 29 luglio, continuò senza interruzione in tutti questi giorni, rallentando appena di quando in quando a tarde riprese per i continui danni, che soffrono le batterie dell'avversario bersagliate dai nostri forti.

I guasti arrecati alle nostre opere sono di poca entità, e lieve pure è la nostra perdita in tutto questo periodo, essendochè il nemico dirige principalmente il suo fuoco e le sue palle infuocate sulle case, senzachè l'esperienza di tutti questi giorni l'abbia persuaso della inutilità di un attacco, altrettanto barbaro che contrario alle leggi di guerra.

Jeri notte venne felicemente respinto un nuovo assalto, che tentava il nemico.

Le nostre barchette armate, essendosi spinte in esplorazione, come di metodo, lungo il ponte, avvertirono dalla parte nemica un insolito

movimento di gente, barche e fanali, tanto a Marghera che al forte San Giuliano, ciocchè bastò per sospettare qualche attentato nemico.

I nostri forti raddoppiarono tosto di vigilanza, e tutta la linea fu messa in istato d'allarme. Verso le 11 e mezza di notte infatti fu osservato un movimento di barche ed uno zatterone, che partendo dalle arcate del ponte parevano rivolgersi verso di noi. Allora il segnale di attacco si diede dalla batteria del gran piazzale, ed un fuoco molto nutrito a palla, granata e mitraglia s'impegnò su tutta la nostra linea, comprese le piroghe delle due divisioni navali. Frattanto sentivansi voci confuse di comando, tanto sul ponte, dove pare che il nemico spingesse una colonna d'armati, quanto sulle barche, una delle quali scagliava tratto tratto dei tiri a mitraglia. Il fuoco così violento durò per circa un'ora, dopo di che, convinto il nemico che ogni suo sforzo sarebbe tornato vano, cominciò a ritirarsi, e le sue batterie rallentarono il fuoco.

Anche in questa occasione merita elogio lo spirito intrepido della truppa d'ogni arma, e la infaticabile attività e valentia de' nostri artiglieri.

Il tenente colonnello comandante
ENRICO COSENZ.

Il capo dello stato maggiore
GIOVANNI MATHIEU magg.

---

9 *Agosto.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

COMMISSIONE MILITARE DI GUERRA E MARINA

Bullettino della Marina di guerra.

Nel giorno 7 di questo mese ebbe luogo la concentrazione delle nostre forze navali agli Alberoni, ed invano si oppose l'Austriaco con tre piroscafi alla corvetta *Civica* che sortita da Chioggia effettuava il movimento.

Jeri alle ore 10 a. m. cominciò a sortire dal detto porto l'intiera Divisione navale, che alle 2 pom. era già tutta in mare disposta in bellissimo ordine su tre colonne. Il nemico, non solo non si oppose a questa mossa, ma prese maggiormente il largo.

Al mezzogiorno di oggi la nostra Divisione s'attrova a 18 miglia dalla costa verso ostro, e quella nemica a miglia 25 verso scirocco-levante.

La nostra Divisione navale, comandata dal cap. di corvetta *Achille Bucchia*, si compone delle

Corvetta di 1. rango	*Lombardia*,	Com. cap. di corvetta *Achille Bucchia.*
id.	*Veloce*	» ten. di vascello *Gogola.*

Corvetta di 2. rango	*Indipendenza*	»	*id.*	*id.*	*Mazzuchelli.*
id.	*Civica*	»	*id.*	*id.*	*Lettis.*
Brick	*S. Marco*	»	*id.*	*id.*	*Paita.*
id.	*Crociato*	»	*id.*	*id.*	*Zurowsky.*
id.	*Pallade*	»	*id.*	*id.*	*Rossi Eugenio.*
Goletta	*Fenice*	»	*id.*	*id.*	*Martinitz.*
Piroscafo da guerra	*Pio IX.*	»	*id.*	di fregata	*Rota Luigi.*

Oltre a ciò N. 10 trabaccoli armati in guerra diretti dal tenente di fregata *Liparachi.*

1. Piroscafo rimurchiatore della forza di 55 cavalli.
2. Altri piccoli piroscafi rimurchiatori e qualche altro legno minore.

Per la Commissione militare
FRANCESCO BALDISSEROTTO.

---

9 *Agosto.*

COMANDO IN CAPO DELLE TRUPPE NELLO STATO VENETO

ORDINE DEL GIORNO.

La ricognizione del 1.° agosto, disposta dal colonnello Noaro, e comandata dal tenente-colonnello Sirtori, onora non poco i militi della laguna. Il nemico, sebbene difeso dalle barricate sugli argini, vedendosi assaltato con vigore, si diede in fuga, soffrì qualche perdita, e lasciò ai nostri la bandiera del 18. di linea, molti oggetti di armamento, e gli equipaggi degli ufficiali. I nostri entrar fecero in Chioggia dugento animali bovini e molte derrate. In questa fazione, ufficiali e soldati gareggiavano in valore. Era la spedizione composta di un distaccamento di Veliti, altro del 1. Reggimento, altro della 4. Legione, di due pezzi di artiglieria da campo, e di un distaccamento di cavalleria, formando la forza di 1200 uomini.

Il generale in capo è soddisfatto moltissimo della riconoscenza, che a noi costa soltanto un morto e quattro feriti.

Un' altra ricognizione fu ordinata dal generale in capo verso la Cava Zuccherina per la via del Cavallino. Era essa composta di 700 uomini, sotto gli ordini del tenente-colonnello Radaelli. Il tre del corrente mese, al far dell' alba, i nostri incontrarono il nemico. Dapprima il respinsero, ma siccome ricevè quello vistosi aiuti, il tenente-colonnello Radaelli, che aveva ordine di non compromettere la spedizione, battè in ritirata, la quale si eseguì con molta calma. S'ignora la perdita del nemico, la nostra fu di un morto e sei feriti, ed i militi, che componevano la colonna, unitamente a' loro uffiziali, mostraronsi degni di quella lode acquistatasi meritamente in tante altre fazioni.

Venezia, 4 agosto 1849.

Il luogotenente generale Comandante in capo
GUGLIELMO PEPE.

9 *Agosto.*

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA

Lunedì 13 corrente alle ore 8 a. m. tutta la benemerita Guardia civica di Venezia dovrà riunirsi sulla Piazza di S. Marco e sue adiacenze, per essere passata in rivista dal Presidente del Governo D. Manin.

Il colonnello Labia, secondato dal tenente colonnello Wlten, comanderà le manovre.

Questa riunione servirà anche di norma per meglio conoscere e provvedere ai bisogni di armi.

Il gen. in capo
G. MARSICH *C. A.*

Il capo dello stato maggiore
C. Fecondo colonnello.

9 *Detto.*

POPOLO DI VENEZIA.

Tal per noi Provvidenza alta infinita
Veglia . . . . .

Onore a te, generoso Popolo di Venezia, la cui fede ne' tuoi alti destini è così viva e potente, che non v'ebbe maniera di sacrifizio a te chiesta, da te non offerta gioioso e magnanimo sull'altar della Patria. Tu, come i tuoi grandi avi, abbandoni, per fuggir servitù, le tue case; tu, com'essi, impugni le armi e combatti omai solo, e duri, invitto ancora, agli oltraggi ed alle fami. Dio coroni di gloriosa vittoria la tua religione, la tua fede, il tuo patriottismo. Jeri pure tu salvasti Venezia: jeri forse l'astuto nemico si aggirava sulle tue orme e ti suggeriva strani e funesti consigli. Facile è sedurre colui che soffre e la bollente gioventù; e la larva del bene precipitare gl'incauti in sciagura infinita. Oggi tu godi il frutto della tranquilla tua saggezza. Si raccapriccia all'idea che l'inimico nella notte trascorsa assalendo così feroce la tua sacra città ti avesse trovato tumultuante, diviso, in discordia col tuo Preside, coi tuoi rappresentanti nei quali hai riposto ogni fiducia. Venne, ti trovò unito e concorde, ed oggi tu sei nuovamente vittorioso, mentr'egli giace estinto sotto il cannone dei Forti. Consigliera degli stolti è la tema: questa conduce al tumulto e il tumulto alla perdizione.

9 *Detto.*

Chi ama la Patria, non tenta di promovere il disordine nel paese, la insubordinazione nella truppa; e chi lo facesse, sarebbe infame più che l'Austriaco, perchè questi cerca toglierci e vita e libertà; quello l'onore.

In questi supremi momenti, un tumulto, una sollevazione precipiterebbe Venezia nell'abisso, ed il nemico, che con arti subdole tenta portare il disordine fra noi, coglierebbe il destro per soggiogarci, e turpemente, oscurando così la nostra resistenza gloriosa, e l'onoratezza e il valore della nostr'armata, che tanto bene meritò della Patria, e tanto si rese degna della universale ammirazione. — Cittadini e militi! Jeri vi furono attriti di opinione, dispareri; la quiete non venne tolta, ma, confessiamolo, poteva essere compromessa. Si parlava di dimostrazione in piazza, di riunione privata alla mezzanotte, e per Dio!, giusto alla mezzanotte d'ieri l'Austriaco tentava l'assalto al piazzale della Strada ferrata. Fu vano il tentativo mercè la vigilanza e il sommo valore dei bravi artiglieri e militi che difendono quel forte da tanto tempo; ma, e chi non vede una terribile intelligenza, un lavoro segreto dell'Austriaco, che, fidando ne' suoi pochi emissari, supponeva in quell'ora scoppiato un tumulto, e contemporaneamente tentava l'assalto?

Sì! abbiamo resistito e resisteremo ad ogni costo, e fino a che le forze umane il permettono; ma per ciò fare serbiamo ordine nella città, disciplina esemplare, come fu sempre, nella nostra truppa, e così saranno resi vani anche questi vili tentativi dell'avversario.

Noi abbiamo un Generale in capo che ha l'Italia nel cuore e il desiderio del bene nell'anima; un Generale in capo, che nell'anno scorso ricusò rimandare nel Regno l'esercito che affidato gli venne per la salute d'Italia, ma che il Borbone voleva invece tradire; un uomo infine, ch'è simbolo integerrimo di libertà, e che tale vuol essere fino alla morte. — Stiamo sempre con lui, se vogliamo salvi la Patria e l'onore....

Sarebbe pur crudele sventura perdere in un minuto la gloria di diciotto mesi!

ALCUNI CITTADINI.

9 *Agosto.*

COMANDO IN CAPO DELLE TRUPPE NELLO STATO VENETO

ORDINE DEL GIORNO

Il Generale in capo mi ordina di prevenire gli ufficiali di ogni grado dell'Estuario, che qualunque di essi si trovasse nella città di Venezia senza essere munito di un suo permesso, sarà immediatamente arrestato.

Il suddetto sig. Generale in capo deciderà poi in qual modo dovrà essere punito; e siccome nelle attuali circostanze di guerra l'abbandonare il posto può recare gravissimi danni al paese, così vi saranno dei casi in cui un tanto mancamento potrà produrre la degradazione del servizio.

Il Generale in capo mi ordina in pari tempo di rammentare ai signori Comandanti dei Circondarii che, a tenore degli ordini precedenti, niuno di essi potrà accordare il permesso a chi che sia dei suoi dipen-

denti, qualunque ne sia il grado, di recarsi a Venezia, senza averne ottenuto il permesso dal Comando in capo.

Il colonnello capo dello stato maggiore di S. E. il presidente della Commissione militare
F. FONTANA.

9 *Agosto.*

AI PRODI

della terrestre milizia per la felice sortita da Brondolo ed incoraggiamento alla milizia marittima.

Oh! voi benedetti intrepidi nostri difensori, che nei gloriosi cimenti di Mestre e Brondolo, nella sublime difesa del forte di Marghera, e nella eroica resistenza del piazzale e vicine fortezze avete sempre coraggiosamente affrontata la nemica ostinata atrocità, e questo sacrario di libertà e d'indipendenza da barbaro eccidio finora magnanimi avete preservato! Per voi la nostra fama rifulge del raggio più risplendente fino ai confini più remoti dell'emisfero. Per voi segna un'epoca la storia, a decoro di questa maestosa Venezia, la più memoranda.

Nella sortita di questi giorni, fatta per Cabianca, Santa Margherita e Brenta, voi avete più illustrati i vostri altissimi guerrieri fasti, e diretti da esperto condottiero ci avete procacciato qualche nuovo alimento, tanto necessario a sollievo della nostra sventura.

Gloria a voi, o valorosi, che sempre avete per noi sì animosamente combattuto!

Noi non possiamo offerirvi in ricambio che l'esempio di nobili sagrificii, di sofferenze, di digiuni, che sapremo sostenere con pazienza ed intrepida rassegnazione.

Noi nutriti di nero pane ed erbaggi, noi dissetati con sola acqua, noi gustiamo questo cibo e bevanda, come fossero augelli di Faso, o vini di Canarie, anzi inebbriati del patrio divino sentimento, come fossero nettare od ambrosia celeste, e sfidiamo i fulmini delle belve vandaliche, che a mille a mille vengono su noi da sette giorni brutalmente scagliati.

Noi vogliamo fino all'ultimo tozzo di pane, fino all'ultima goccia di sangue eroicamente resistere, e piuttosto tutti morire che mai cedere questo sacro asilo di libertà all'abborrito esecrabile mostro straniero.

Quei brutali bombardatori dalla popolare dimostrazione di jeri avranno bene conosciuto quale sia il nostro fermo, preciso, tenace proponimento, e come noi siamo compresi da orrore e da raccapriccio alla nefanda, vergognosa, abbominevole proposta di *capitolazione*.

Le palle dei mostri sono giuochi da fanciulli, e non colpirono che qualche incauto, o sorpreso nei primi giorni. Per la pietà esemplare dei

nostri cari concittadini gli esposti infelici nostri fratelli sono ora collocati in salvo dai nemici projettili, e tanti soccorsi furono lor prodigati. A breccia non si prende Venezia; sulle paludi non si erigono paralelle; sulle acque non si muovono a furia le schiere assaltatrici, e voi generosi militi dalle nostre barricate saprete nuovamente difenderci. E dov'è l'estremo caso per proporci la turpe, infame, esecrata parola di *capitolazione*? Mangiamo noi forse gli animali più immondi, gl'insetti più stomacosi? Facciamo noi forse bollire il cuoio, come fu fatto a Numanzia e Sagunto, memorabili nei secoli antichi, come a Genova, a Messolungi, celebri nei tempi moderni? Non abbiamo noi pesci in laguna, erbaggi e frutta sul litorale? Infine non abbiamo voi magnanimi nostri difensori, che per tante vie potete procurarci novella nutrizione? E qual è questo caso estremo propostoci per capitolare, e propostoci, non da chi mangia nero pane, ma da chi inghiotte ancora cibi squisiti e peregrine bevande? Oh viltà di questi iniqui traditori! Oh eroismo sublime del Popolo Veneziano! di qualunque popolo del mondo più grande e più generoso!

Anche i prodi fratelli del mare sapranno presto imitare il formidabile vostro valore. Quale nobile gara, quale santa emulazione fra quelli e voi ora si accende! Se ritardarono essi una vitale sortita, fu per non avventurare le nostre sorti, fu per rendere le loro prore (contemplando l'esito felice d'un decisivo cimento) più robuste e più sicure della vittoria.

I Veneziani furono sempre i celebrati eroi del mare, e lo saranno più ancora nel tremendo momento che decide della nostra esistenza.

Colla terrestre e marittima forza voi tutti farete largo sul continente e sull'onde, inseguirete, struggerete l'atroce nemico, ci porgerete il pane, che noi baceremo tolto dalle vostre mani insanguinate, e noi sensibili al pietoso beneficio vi daremo pacifico e grato esempio di pazienza, di rassegnazione, di eroica resistenza, e con tali virtù sacrosante noi vinceremo.

GIOVANNI TOPPANI.

---

10 *Agosto.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

COMMISSIONE MILITARE DI GUERRA E MARINA

Bullettino della Marina di guerra.

Ieri dalla nostra Divisione navale venne preso un trabaccolo carico di vino, che, dall'ispezione delle sue carte, risultava diretto per la squadra nemica.

Il nemico sfugge dai nostri, ed ora si è perduto di vista.

I nostri legni incrociano a 14 miglia dalla costa.

Per la Commiss. militare, F. BALDISSEROTTO.

PER INCARICO DELLA COMMISSIONE MILITARE
Il Segret. gen.
L. SEISMIT-DODA.

10 *Agosto.*

PAROLE DI DANIELE MANIN

RIVOLTE AL POPOLO

la sera del 10 agosto 1849 alle ore 8 1/2

La Commissione militare ed il Governo hanno dato ripetutamente e recentemente ordini imperiosi alla flotta perchè agisca.

Del fatto di questa sera è addoloratissimo.

Il Governo e la Commissione hanno mandato a chiedere una pronta ed esatta giustificazione, ed in caso che questa non si avesse, il Governo e la Commissione sono disposti ad agire con tutto rigore.

10 *Detto.*

AGLI ALCUNI CITTADINI.

(V. pag. 327.)

Chi ama la Patria, non tenta di promuovere il disordine nel paese, l'insubordinazione nella truppa.

Il testo di questo scritto è una sentenza, un fatto incontrastabile; ma quello che segue eccita appunto il disordine, la demoralizzazione nella truppa, e chi lo ha dettato non ama la Patria. Nego che vi sieno stati attriti d'opinione, dispareri nella citata giornata, come nego che la quiete potesse essere tolta, compromessa. Si è parlato di riunione sulla Piazza alla mezzanotte, ma chi ne parlava? I satelliti d'una camarilla! Prova ne sia che non vi fu nè riunione, nè dimostrazione. Questa è l'arte usata in Europa, quando si vuole calunniare un partito eminentemente puro, liberale.

Chi ha il coraggio di affermare che l'Austriaco ha tentato appunto nella mezzanotte un attacco al piazzale della strada ferrata fidando sul tumulto, che dovea scoppiare contemporaneamente in Venezia? Quelli soli, che vogliono calunniare l'ufficialità, che si radunava per fare proposte al Generale in capo ed al Governo. — No, a Venezia non iscoppieranno tumulti, reazioni, ad onta degli sforzi d'infami austriacanti. Il Popolo di Venezia ha troppo buon senso, e ne ha dato a mille a mille le prove.

Si, il resistere ad ogni costo va bene: ma per resistere, abbisognano energia, fermezza, risoluzione, pronti provvedimenti, pane. Questo voleva l'ufficialità, e non altro.

Nessuno nega italianismo al Generale: ne parla la storia, ne parlano i fatti recenti. Egli è simbolo di libertà, e questo emblema gli sarà posto sulla tomba dopo la sua morte. Chi oserà negare amor patrio alla truppa, all'ufficialità? Quei soli che dettarono quello scritto pieno di veleno, e vergognarono firmarlo. Chi è vero Italiano scriva e firmi.

GIO. SCAPIN.

LE TRE VEDUTE

PRIMA VEDUTA.

GAETA.

Avanti, signori, avanti: la gran bella veduta vi si para all' occhio. Prima che alzi la tela portatevi col pensiero nelle acque di Gaeta, sotto il bel cielo d'Italia, ove la natura è più brillante nei suoi effetti, e gli uomini più fervidi che non al Nord. Vedrete ciò, che non si è più veduto, dopo la venuta in terra del Redentor del mondo. — *Attention!* — Vedete là quel magnifico palazzo, che sorge in mezzo a tante diversità di piante, ed ove manca l' albero del bene, ed allignano soltanto quei del male? Quello è il palagio, che accolse il sovrano, e cui il bombardatore di Napoli apparecchiò quale degnissimo di lui fratello: quelle le sale, che videro gli ambasciatori di tanti augusti ladroni, complimentati dai reverendi giannizzeri dei rossi calzari: quelle le loggie, ove conversando si trattò della sorte dei popoli d'Europa. Quegli orridi giardini, che vedete a destra ed a sinistra, sono i passeggi riservati, non al piacere ed alle delizie delle anime grandi, ma bensì alle voluttà delle menti infernali meditabonde orrori, stragi e sangue. Quella pianta, che maestosa e superba sorge in mezzo di essi e gli ombriferi suoi rami estende a lunghe distanze con tetre ed oscure foglie, quella è la pianta, sotto la cui ombra, chi siede per poche ore, quando s'alzi, se erasi seduto repubblicano, trovasi realista, se costituzionale, despota. Non vi stupite: all' Indie avvi una pianta sotto cui chi s'addormenta, più non si sveglia. Quest'è la pianta la cui ombra reale vi lascia la vita, ma vi toglie la libera volontà, e vi trasforma. L'albero, che sopra questa s'estolle, lo crederete voi signori, per le grosse frutta che porta, la noce d'America; ma non è così: quello è l'albero, che dopo i trattati del 1815, tutti i sovrani d'Europa coltivano nei loro orti, ne raccolgono le frutta, e le dispensano agli amatissimi loro figli. Egli è l'albero bomba, dall' inferno trapiantato in tutte le capitali dei regni, meno a Parigi. Ma Parigi repubblicana fa miracoli sotto la protezione del Vicario di Cristo, e trova di queste frutta per la città eterna, onde convertirla al suo re. Quello dalla parte opposta è della stessa famiglia, e si chiama l'albero granata. Tutti ne conoscono il sapore. Quella che vedete altissima, toccare colla cima le nubi, la calcolerete voi la pianta che dà il carobbo: no, signori, no, v'ingannate: quel lunghissimo frutto, che penzolone si perde tra le foglie, ha pasta ben diversa: esso è il razzo. Quella grotta oscura, nel ventre di quella diroccata rupe, tiene entro se il velenoso serpe descritto nella sacra Scrittura, che cogli aliti suoi venefici inspirava quei perfidi, a capo dei quali stava in consiglio il re di Roma. Si credeva che in tanta adunanza, tutta santità, non dovessero entrare donne, ma pur una ve ne fu a saziare la libidine dei padri ru-

giadosi. Questa donna si mandò quindi in missione a regalare frutta del descrittovi giardino all'alma città di Roma, e là la troveremo nella terza veduta circondata il capo degli acquistati allori.

SECONDA VEDUTA.

IL PORTO.

Quella lunga via, fiancheggiata da torri, d'armi ed armati, non è la via che conduceva a Gerusalemme il divin Maestro, ma bensì quella che percorrerà il suo discepolo, il Pio del decimonono secolo, che va a Roma. Come vedete ella mette al mare. — *Attention!* — Ma non al mare che giace tra Asia e l'Africa: egli è pure un mare rosso, ma rosso di sangue italiano, sparso sotto le benedizioni del Pontefice. Quel grosso naviglio che sta in porto sarà montato dal re di Roma, che farà rotta verso le bocche del Tevere: quelle vele di cui è fornito di tanti colori, quelle son bandiere di nazionalità conculcate col mezzo delle armi sorelle e della Chiesa, e dei tiranni: quelle corde, quegli alberi serviranno a forche, o lacci: quelle bocche disposte all'intorno del legno sono dispensatrici d'indulgenze plenarie: quel seggio elevato sul cassero, con base creduta incrollabile, è il seggio che occuperà nel tragitto Pio, puntello del despotismo: ha la pianta di cannoni, il sedere d'un grosso mortaio, gli ornamenti, catene, palle, fucili e spade: quei sedili di fianco saranno tenuti dagli sgherri delle calpestate libertà, condegna corona di tanto uomo. Portatevi coll'occhio lungo la spiaggia, ma verso il Nord: vedete quell'arco trionfale grondante sangue innalzarsi sulla riva? Quello è l'arco, che i potenti d'Europa cressero all'uomo, che di servo rappresentante il Dio de' padri nostri, si fa schiavo dei tiranni. Quelle lunghe fila di soldati, che stanno per accoglierlo in quei lidi deserti, sono i croati della repubblica francese. Il gesuita militarmente vestito, che là vedete in mezzo al suo stato maggiore, egli è l'eroe domator della Repubblica Romana. Gloria a Oudinot di Reggio che combattè in Italia, come Cavaignac in Africa.

TERZA VEDUTA.

ROMA.

Vedete là quella città dolente, straziata, compressa, che piagne sulle sue ruine, come l'antica Gerusalemme? Quella è Roma! I sette colli vel dicono, vel dicono quelle alte torri vedove dei tricolorati vessilli, le mura rovinate, le ville all'intorno distrutte: parlano alla vostra vista quelle campagne peste da' nemici, quei frantumi di cadaveri sulle vie, quelle ossa, quella terra imbevuta di tanto sangue cittadino, quelle stragi, quella desolazione, che ad ogni punto incontrate. Quel Campidoglio colpito da bombe, quel S. Pietro salutato da palle pel volere d'un successore di lui, quel Vaticano malconcio e scorniciato, i palagi cadenti, tutto tutto richiama alla mente vostra quella città eterna balestrata dal furor pre-

tesco. Quei monumenti rovinati, per cui verseranno lagrime i presenti e i piccoli nati scioglieranno la lingua in maledizioni, ricorderanno ai posteri le vandaliche geste della Francia, e la storia aggiungerà una pagina d'obbrobrio alle infami vite dei Papi. Quel Tevere, testimonio di tante antiche virtù cittadine, e di eterne glorie, che colle sue acque limpide e vorticose traversava Roma portando aere salubre e pieno di vita, vedetelo ora: travolge nelle sue onde sangue, membra squarciate e cadaveri, e mandando esalazioni pestilenziali versasi mesto nel mare. Osservate all'intorno, tutto è squallore: non un uomo, non una donna, non un fanciulletto: deserta è la pianura, pianto, disperazione. Il sole stesso nel passar su Roma, inorridito copresi la faccia. Quella donna superba e volubile, che senza arrossire tiene cinto il capo d'alloro d'onde spunta di nascosto un giglio, è quella stessa che Cesare descrisse nei suoi Commenti, e che colla solita leggerezza passeggia in mezzo alle feste, ai baccanali, alle ruine, alle stragi, alla morte. Sta, come vedete, sola, sulle mura di Roma, aspettando il re, onde sederlo sul trono: tiene sotto i piedi l'articolo quinto della Costituzione. M'avrete inteso; ella è la Francia, non più donna, ma putta del despotismo. In mezzo a queste scene d'orrore, a queste rovine, a questo sangue passar deve l'uomo re e vicario di Cristo!!! Il re, credo, entrerà trionfante; ma il vicario di Cristo potrà egli bagnarsi il sacro piede nel sangue dei figli suoi? E se lo bagna, a chi lo presenterà pel bacio?... Quel piede non meriterà che il bacio del Giuda!

D. GIOVANNI BOCCADORO.

10 *Agosto.*

AL TIRANNO D'ASPRE

ESECRATO BOMBARDATORE DI VENEZIA.

Intendi, o vandalo mostro, intendi quale sia la nostra unanime, ferma, tenace, intrepida risoluzione. Conoscila, o barbaro nemico, e desisti dal tuo brutale, infruttuoso, ostinato tentativo.

Se anche nuovi infernali esperimenti tu saprai inventare, Venezia sprezza i tuoi fulmini, Venezia fino all'estremo momento, fino all'ultimo tozzo di pane, e fino all'ultima goccia di sangue, con cieca rabbia, con disperato furore, vuole eroicamente resistere.

E se questo estremo, lagrimoso, terribile momento dovesse mai giungere, io ti dirò cosa saprà Venezia coraggiosa, risoluta, disperata eseguire, e quale sarà l'acerbo frutto della tua vergognosa vittoria.

Per primo sappi: che deve paventare, tremare, sbigottire quel qualunque sleale fra noi pronunciare osasse la nefanda parola *capitolazione.*

Il popolo la esecra, perchè conosce a quale miserabile e tormentosa condizione sarebbe ridotto cadendo di nuovo fra le tue zanne carnivore sanguinolente.

La milizia la abbomina, perchè sa quale sarebbe l'effetto infame d'una tua bugiarda *paterna* amnistia; perchè sa che dovrebbe soggiacere alla vergogna, all'umiliazione d'esser tratta come pecora a scellerato macello, e contro la propria patria forzatamente inveire. Tu stesso ai nostri figli hai predetto, che tosto sarebbero spinti in ben 30,000 contro i fratelli Ungheresi per esser colà massacrati da quegl'invincibili guerrieri; e spinti lo sarebbero tra fatiche, privazioni e disagi, fra improperj, verghe e bastonate. Sì, lo sanno questi valorosi soldati, e piuttosto da eroi qui antepongono di tutti morire, che essere condotti a morte infame ignominiosa. Avranno almen tomba onorata nel suolo natio, piuttosto che in barbara terra giacere vituperati cadaveri.

Gli arsenalotti la detestano, perchè vedono in questo reo espediente la sicura loro e la squallida miseria delle loro famiglie.

E chi dunque temerario ardirà fra noi pronunciare questa parola esecrata *capitolazione?*

Noi dunque vogliamo a quell'Europa che chiamasi la incivilita, e che sorda alle nostre preci, alle nostre lagrime, ai nostri lamenti, ha or dimostrato quanto sia nella più snaturata barbarie ancora imbrutita, noi vogliamo presentare esempio di furore, di rabbia, di disperazione finora dalla storia inenarrato. E se Venezia fu celebre, fu immortale nella resistenza, nel coraggio, nei patimenti, sarà grande, immortale, magnanima anche nella disperazione.

Vieni qui a petto colle tue orde selvagge, o belva feroce! Vieni qui a baionetta, ed impavidi noi ti attendiamo! Così combattono gli eroi. Colle bombe da lungi combattono i vili carnefici.

Vedrai appena giunto sulla prima nostra riva, qual fulmineo vulcano ti vomiterà addosso questo sfavillante terreno voraginoso.

Intrecciate tutte troverai le contrade da ammassi di svelti mattoni, e tutti i ponti demoliti. Tegole, marmi, grondaie, masserizie, acqua bollente, calce viva, olio ardente, tutto tutto le nostre eroine getteranno de' tuoi satelliti sulle teste maledette.

Le caserme saranno incendiate, l'arsenale atterrato, le navi, le barche a brulotti composte, e contro te ardenti sospinte, le armi quando le munizioni fiano consunte peste e frante e sul capo de' tuoi quale grandine fulminatrice saranno slanciate, i metalli, i bronzi liquefatti, i monumenti smantellati, i capi d'opera d'arte inceneriti, ed infine ad ogni angolo di questo monumentale sacrario appiccata la fiamma divoratrice, non possederai che uno scheletro di frantumi affumicati; e quello solo, se fra mille e mille tuoi barbari dall'eroico eccidio mai campare potesse, quello solo potrà all'estatico peregrino così dire: *Venezia qui fu;* e se Venezia per la barbarie de' tuoi fieri antenati creò se medesima, ora per la barbarie di te, demone sanguinario, tornerà una deserta palude.

Ma prima che questo orribile momento pervenga, una luce brillante a noi si presenta, ora foriera di sicuro trionfo.

Sappi, o esoso bombardatore, che l'invincibile eroe di Montevidèo, il prode GARIBALDI or giunge fra noi. Esso non verrà a fugarti coll'armi vili del carnefice. Se sei cavaliere, fa cessare il fuoco delle bom-

be, e vieni a petto, a spada, a baionetta; vieni, o codardo, a pugnare con arma di onorato soldato contro l'onorato guerriero. A quel nome tremendo gl'intrepidi militi, i focosi nostri cittadini tutti ardono d'invitto marziale entusiasmo, tutti come leoni inferociti or agognano volare al sacrosanto cimento.

Guardali, e trema! Torna per tuo meglio, torna alle tue tane boreali, tetre, nebbiose, o belva schifosa! Tu non devi più contaminare coll'alito tuo pestifero quest'aere purissimo, tu non devi col piede villano più premere questa terra nobile e gentile, di libertà e d'indipendenza nido santo, augusto e venerato.

GIOVANNI TOPPANI.

---

10 *Agosto.*

N. 412.

IL CONSIGLIO DI REGGENZA DELLA BANCA NAZIONALE VENETA

Avvisa:

Che nel giorno 17 andante, alle ore 12 meridiane e nel solito locale della Loggetta di S. Marco, alla presenza del commissario governativo, del podestà di Venezia, d'un delegato della Camera di commercio, e del presidente della Banca nazionale, seguirà l'undecimo abbruciamento di cedole patriottiche, ammontante alla somma di L. 800,350, derivata da nuova estinzione di vaglia da parte dei privati.

Saranno contemporaneamente abbruciate altre lire 226,300 di cedole comunali derivanti da cambi contro quelle emesse da L. 50 e L. 100; e finalmente si ammortizzeranno per abbruciamento L. 99,237 di cedole comunali, versate alla Banca dalla Municipalità, per introiti sale e tabacchi dello scorso mese di luglio.

Dal Consiglio di reggenza della Banca nazionale,
Venezia gli 11 agosto 1849.

Il presidente P. F. GIOVANELLI.

Il reggente cassiere
A. Levi.

Il reggente segretario
G. Conti.

11 *Agosto.*

La rabbia nemica, portata sull'ali del fulmine, che n'è languida immagine, attraverso lo spazio che ci separa dal margine della laguna, avrebbe, quant'era da lei, dato il crollo alla nostra costanza, ove i cieli benigni tanto non ci avessero acconsentito di forza, da poter contemplare con ciglio sereno quei saluti di morte. Conscii che uomo fermo nel suo proposito non ismuove nemmeno lo scardinarsi del mondo, esularono i più, come altre volte fu detto, nella parte della città non attinta dai proietti, e nelle circostanti isolette. Avvenga che può della sacra città, dissero i magnanimi; la patria sta nei cittadini. In tempi remoti, sofflate di terra in terra dal vento della barbarie, in queste acque tranquille ripararono e vissero, come in sacrario, gente e civiltà latina. Quel vento ne caccia ora dalla casa entro la casa: sarà meno crudele, non meno redentore l'esilio. E pensarono: o cadremo, e bene starà se con morte fuggiremo servitù; o il turbine di fuoco che avvolge le case dilette, i templi sacri e i monumenti tutti, non li trarrà affatto nel suo vortice, e staranno testimonio alla posterità decoroso dell'avita grandezza, del nostro patire e della sevizie straniera. E invero, sformati quantunque, staranno, chè una provvida mano e potente ne rimuove i danni o gli attenua. Come le vergini vigilanti intorno al sacro altare della dea, nella quale consistevano i fati di Roma, con pari vece, sebbene in apparenza diversa, perchè intesa anch'essa a preservare da irreparabile iattura la materiale città, i templi, le case, le sostanze, i santuarii delle arti, custodi della prisca sapienza, veglia di e notte, come corona di figli ai sonni della madre affranta di morbo, il corpo dei civici pompieri. Pochi di numero, ma pari nell'affetto a schiera grande elettissima, perchè tutti occhio e tutti cuore. Dovrebbero essere cent'ottanta, e sono assai meno. La veneta repubblica instituiva nel 1777 questo corpo, e i casi varii, che si succedettero fino a'dì nostri, fecero vedere con quanta provvidenza. Non foss'altro, questi giorni deporrebbero assai favorevolmente per esso; questi giorni, pari a'quali non vide mai il sole che illumina da quattordici secoli quest'unica città. La grandine dei proietti spesseggia. Gran parte, le bombe seppellisconsi innocue nell'ampiezza della laguna, non poche danno sui tetti, sulle piazze, sui trivii. Delle palle, infocate o no, battono assai più nel cuore della città. Le granate e racchette solcano l'aria senza interruzione, e da tanti scoppii non rado il fuoco s'apprende ad un edifizio. Lo svolgersi del fumo e della fiamma è rapido; più rapido l'accorrere dei nostri pompieri. Ivi arrampicarsi ratti come scoiattolo su per le mura, guadagnare i tetti, sospendersi su precipizii, seco portando trombe idrauliche, mannaie, scale ed altri siffatti argomenti insegnati dall'arte, lottar col fuoco che li avvolge e soffoca d'ogni lato, e insiememente con quello che l'atroce ingegno nemico rigurgita sul sito, cui s'avvede d'avere colpito, è per essi opera, alla quale dan mano, o ponno darla, ogni istante. Nè per ismettere che facesse l'offesa, è lecito ad essi restare. La imminenza del pericolo continua, la vastità della linea

esposta esigono da essi vigilanza non intermessa, e quasi ch'io non dissi la loro onnipresenza. Per essi le notti insonni, i giorni durati nel digiuno; sola legge, sola necessità il cenno del loro capo, e più, l'illimitata fiducia che in esso hanno posto. Di qua i maravigliosi effetti della loro fatica, se è vero che ad esempio del capo pigliano norma le membra soggette. La mano divina sia larga ad essi di conforto e di rimunerazione. Chiunque ha cuore accessibile alle soavi emozioni della riconoscenza, e riedendo, quando sia dato, alle dilette soglie, le vedrà stare tuttavia, e visiterà le chiese fatte più venerande dal patito disagio, non potrà non rammentare con maraviglia e con riverenza questa schiera salvatrice, e il capo di lei tenentecolonnello Giuseppe Sanfermo, anima veneziana e cristiana, a cui affrontare ogni giorno, ogni ora, la morte, per porgere vita o refrigerio ai periclitanti fratelli, è fatto bisogno prepotente del cuore. Avrà il culto debito alle virtù, culto che sorvola ai tempi ed alle vicende.

---

12 *Agosto.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

COMMISSIONE MILITARE DI GUERRA E MARINA

Bullettino della Marina di guerra.

Venezia, 12 *agosto* 1849, *ore* 5 *pom.*

La Divisione navale la sera del 10 corrente rientrò nel nostro porto per motivi, che furono dal Comandante rappresentati al Governo, e trovati pienamente attendibili.

Essa ora sta riprendendo il mare, e due piroscafi nemici, che si opponevano, con vivo fuoco vennero respinti dalle due corvette, che prime uscirono.

Per la Commissione militare
FRANCESCO BALDISSEROTTO.

---

12 *Detto.*

N. 12014.

IL GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

Di concerto col Consiglio comunale, che nella seduta dell' 8 corrente con preclaro esempio di virtù civile per la terza volta alla quasi unanimità acconsentiva,

Decreta:

1. È gettata una sovraimposta di 6 milioni a carico di tutti gl' immobili compresi nei Comuni ora soggetti al Governo Veneto.

2. Questa sovraimposta verrà pagata mediante un'addizionale di 25 centesimi all'anno sopra ciascuna lira d'estimo, e sarà divisa in rate trimestrali, che comincieranno a decorrere appena saranno intieramente pagati i 18 milioni imposti coi decreti 22 novembre 1848 N. 6075 e 28 giugno 1849 N. 9765.

3. Per ottenere la pronta disponibilità della somma, il Governo cede questa sovraimposta al Comune di Venezia, che si obbliga di corrisponderne l'importo complessivo mediante l'emissione di altrettanta nuova moneta del Comune, la quale avrà la stessa forma materiale, gli stessi privilegii, e sarà regolata colle medesime norme di quella, che si trova presentemente in circolazione.

4. Il Comune di Venezia consegnerà la suddetta somma al Governo in rate, che non saranno maggiori di un milione, ogni 6 giorni, incominciando la prima rata col giorno 18 agosto p. v.

5. Sono applicabili anche a questa nuova emissione le disposizioni degli articoli 5, 6, 7, 8, 9 e 10 del suddetto decreto 22 novembre 1848.

Il presidente MANIN.

---

12 *Agosto.*

N. 232.

COMMISSIONE CENTRALE DI SANITA'.

Gli studenti di medicina che volessero prestare l'opera loro nella cura dei cholerosi ed averne il compenso corrispondente, presenteranno a questa Commissione gli attestati degli anni di studio da essi percorsi, perchè a norma delle loro cognizioni saranno provvisoriamente abilitati a quell'esercizio di cui si mostrassero capaci.

Il presidente CALUCI.

---

13 *Agosto.*

DANIELE MANIN

PRESIDENTE DEL GOVERNO

dirigeva le seguenti parole alla Guardia civica schierata nella Piazza di S. Marco il giorno 13 *agosto* 1849.

Militi Cittadini!

Nella nostra rivoluzione, in questi ben 17 mesi, si mantenne puro quel nome di Venezia, già vilipeso ed ora venerato da amici e da nemici.

Il merito principale è dovuto allo zelo costante, infaticabile, vigilante della Milizia cittadina.

Un popolo che ha fatto e patito, quanto ha fatto e patito, e patisce

il popolo nostro, non può perire. Dee venir giorno in cui gli splendidi destini sieno corrispondenti al merito di voi.

Quando verrà questo giorno?

Ciò sta in mano di Dio.

Noi abbiamo seminato: fruttificherà il bene seminato nel buon terreno. Sventure grandi potrebbero avvenire; sono forse imminenti; sventure nelle quali noi avremo il grande conforto di dire: vennero senza colpa nostra. Se in poter nostro non istesse allontanare queste sventure, è pur sempre in poter nostro mantenere intemerato l' onore di questa città. A voi spetta salvare questo patrimonio ai figli vostri, forse ad un tempo molto vicino, a voi spetta quest' opera grande, senza la quale tutto quello che fu fatto sarebbe perduto; senza la quale noi saremmo derisi non meno dai nemici, che, peggio ancora, dagli amici: saremmo preda ai beffardi che cercano trovar sempre il torto in chi è infelice. Un solo giorno in cui Venezia non fosse degna di se, e tutto ciò che avesse fatto sarebbe dimenticato, sarebbe perduto.

Io ho dunque pregato la Milizia cittadina, già affranta da tante fatiche, già percossa da tanti dolori, a raccogliersi qui intorno a me come in consiglio di amici e di famiglia. E la Guardia civica prego e scongiuro, che in tale opera sua benefica, virtuosa e grande perseveri ancora, e ci metta, se possibil fosse, uno zelo ancora maggiore.

Chiederei che ogni classe di cittadini, ascritta alla Guardia civica, personalmente prestasse questo servigio, il quale non è solamente un servigio politico, ma ben anco di difesa delle proprie case, delle proprie famiglie; e sarebbe ingiusto che taluna appunto lasciasse ad altri la difesa delle proprie facoltà.

Il nome della Guardia civica di Venezia rimarrà onorato nella storia, e quali che siano le dicerie di taluni de' nostri presenti, la storia dirà sempre:

Viva la Guardia civica di Venezia.

Alla Guardia civica aggiungo, ch' essa non è un potere politico, ma tuttavia la Guardia civica è il Popolo; la Guardia civica è quella istessa che procurava e che proclamava il Governo del 22 marzo 1848. L' Assemblea dei Rappresentanti, ch' è un potere legalissimo, ha creduto di affidare un incarico di peso insopportabile *a me, perchè gli altri tutti l' hanno rifiutato.*

Ma se la Guardia civica non avesse quella fiducia nella lealtà mia, del resto non parlo, quella fiducia ch' ebbe per molto tempo, non sarebbe possibile che nessuno continuasse a portare questo peso enorme, senza avere l' appoggio di questa Guardia.

Allora l' Assemblea potrebbe legalmente ad altre mani affidare questo da me non desiderato, nè desiderabile potere.

Dimando francamente alla Guardia civica: *ha fiducia* nella mia lealtà? . . . .

(Tutti Guardia civica e Popolo) Si:

(applausi fragorosi e continuati).

Questo amore indomabile mi addolora, mi farà sentire più vivamente ancora, se possibil fosse, quanto questo popolo soffra. Nella mia mente, nelle forze mie fisiche, morali ed intellettuali calcolar non potete; ma sul mio affetto, grande, sviscerato, immortale, contate sempre. E checchè avvenisse, dite: *quest'uomo si è ingannato*; ma non dite mai: *quest'uomo ci ha ingannati.*

Tutti NO MAI (applausi ripetuti).

Io non ho ingannato mai nessuno; non ho mai dato lusinghe che non avessi; non ho mai detto di sperare quando io non isperava.

Qui il Presidente fu sorpreso da un improvviso mal essere che gl'impedì di continuare.

13 *Agosto.*

Fu detto, che i giorni, a cui presede l'affanno, volgono lenti, e che solamente le ore infiorate dal gaudio rapide vanno. *Afflictis lentae, celeres gaudentibus horae.* Se così fosse, a noi flagellati dall'assidua fiamma nemica, questi quindici giorni, che pure nella bilancia di Dio peseranno gravemente, avrieno dovuto parere mille anni. Ma così non fu, perchè la sventura coraggiosamente sopportata ne rende più lieve la soma. Che poi sia stato coraggioso il nostro patire, la è questa una prova, che nella periferia soggetta al turbinare nemico, poche case emersero immuni, e ben ventiquattromila proietti avrebbero cagionato morti innumerevoli, ove o l'esilio dai dolci tetti, o il caso, o la Provvidenza non ne avessero preservato tante vite preziose. Ci parvero persino brevi questi giorni, confortati dall'aspetto d'una virtù cittadina, anzi unica che rara; ci parvero poco meno che desiderabili, avvegnachè le afflizioni presenti ci sono arra a noi, credenti in Dio e nel trionfo della giustizia, dei destini splendidi che, tosto o tardi, non ci deono fallire. Ora il nemico, meravigliato e direi quasi atterrito di tanta fermezza, perchè la meraviglia tocca in questi casi il limite del terrore, vergognando di aver profanata cosa sacrosanta, conculcando il migliore dei popoli, tenterà forse, altro non gli riuscendo, di abbassare nell'opinione d'Europa l'altezza di lui. Anime dannate a strisciare nel limo, inventeranno cabale, e alla pazienza intelligente affibbiando il nome di pochezza e perfino di cretinismo, gli slanci della virtù predicheranno opera di pochi seduttori. Ma tale linguaggio è già a quest'ora dannato nell'opinione degli onesti e dei savi. Per tacere d'esempi infiniti, che potremmo addurre contro cotali svergognate asserzioni, noi domandiamo, se c'è seduzione, se c'è forza che valga a destare, quando non risedesse nell'anima, quel magnanimo impulso, per cui vedemmo gli abitatori, securi dalla fiamma vorace, prevenire l'inchiesta dei fuggenti e dilatare quasi la capacità delle pareti domestiche per ricoverarne quanti più sorvenivano. L'egoismo non è poi tanto pieghevole a certe blandizie, e chi ciò credesse, mostrerebbe d'essere scemo d'intelletto. Fuvvi chi disse la nostra resistenza *inumana*. Non ci prende meraviglia per questo: sappiamo che conformi

all'educazione, alle personali relazioni, agl'interessi sono i giudizii; noi abbiamo bisogno che il tempo, che sorvola a tutte queste miserie, guidi la penna imparziale dello storico che narrerà di noi. Se non che, tornando alla *inumana* resistenza, anche Châteaubriand, scrittore altronde che ha onorato la Francia e l'umanità, venuto a Venezia, la definiva una città *contro natura*. Un arguto ingegno muliebre, al visconte visitatore: volete dire, soggiunse, ch'è una città *sopra natura*. Ora noi, ricopiando quasi la frase dell'inclita nostra concittadina, figlia degna dell'antica Repubblica, alla cui morte il destino volle sopravvivesse, potremmo rispondere al non veneziano autore dell'improvvido motto: voi, signore, intendete dire che la nostra resistenza è *sovraumana*. Questo senz'altro volevate significare, e noi ve ne sappiamo grado. In questa sentenza conviene anch'egli il nemico, che flagellando, come fa, incessantemente più che mezza città, anzi ogni casa, addimostra all'Europa com'egli comprenda di avere in ogni casa di Venezia un suo mortale nemico. Confessione che noi ora rinnovelliamo al cospetto di tutta Europa. Non la nostra resistenza, sibbene l'insistenza nemica è inumana. Chè, per quante ragioni potesse vantare l'Austriaco al dominio di questa città (diciamo dominio e non governo), città nostra per titoli che trovano appoggio nel diritto santo dei popoli e perfino nel cosi detto jus divino dei despoti, doveva por mente l'Austriaco, che alla politica va innanzi l'umanità. I governi, assoluti o liberi che sieno, i quali ne violano i diritti, hanno da renderne conto al tribunale delle nazioni. Di questa sentenza stava mallevadore, per tacer d'altri, un uomo, la cui autorità non è sospetta, allorchè dalla tribuna di Francia, tribunale dell'opinione a cui avrebbe potuto quel popolo citare le più grandi potenze d'Europa, egli asseriva di trasalire solo in pensando al bombardamento di Palermo. E il popolo di Palermo (parole di Thiers, che possiamo applicare a tutti que' della penisola) non domandava per sè diritti escogitati da pochi anarchisti, ma diritti che stanno scolpiti nel cuore di tutti gli uomini, il diritto d'essere giudicati da giudici onesti e imparziali, il diritto d'essere consultati e intesi negli argomenti della ripartizione dell'imposta, del contingente militare e del denaro. E toccando della immanità del Borbone contro la desolata città (*), ricordava come cinquant'anni addietro, allorchè gli Austriaci vollero bombardare Lilla e più tardi gl'Inglesi Copenaghen, un grido d'indignazione levossi in tutta Europa; e da ultimo, quando il reggente Espartero, che pure avea reso dei servigii al proprio paese, a reprimere un'insurrezione, volle bombardare Barcellona, negli uomini di tutti i partiti sorse un grido d'indignazione.

Cessate dall'insulto, o stranieri; *fate fuoco, o barbari, ma inchinatevi*. Inchinatevi innanzi a un popolo benemerito tanto della religione, della morale, della civiltà. Coll'anima trafitta, come chi si ricorda del tempo felice nella miseria, trascriviamo la pittura che del popolo italiano faceva alla tribuna il succitato pubblicista:

(*) Sessione 31 gennaio 1848.

« Che cosa scorgiamo noi in Italia? Popoli vivacissimi, indegnamente oppressi, che subiscono una legislazione, di cui voi avreste orrore, e una giustizia, che è posta a compera e a vendita, e che spesso ebbero a giudici dei carnefici. Tutte codeste infamie essi patiscono, e ne sono impazienti, e chieggono d' uscire di siffatto regime. Niun popolo intelligente, e l'italiano è il più intelligente di tutti, non le soffrirebbe. »

E nello stesso discorso così enumerava le nostre benemerenze verso la Francia, la Francia che . . . , che si è fatta impotente a retribuirci:

« Certamente, ei diceva, non v' ha paese al mondo, che abbia diritto, più dell'Italia, al nostro sostegno. Siamo Cristiani, Cristiani fervorosi? L'Italia è metropoli della fede. Siamo spiriti illuminati, amanti del bello? L'Italia è la patria delle arti, delle lettere; essa è per noi, moderni, quello che la Grecia antica era ai Romani, oppressori ed allievi di lei. Siamo Francesi, buoni cittadini? L'Italia è una sorella da lungo tempo associata ai nostri destini, una sorella per la quale noi abbiamo combattuto e che ha combattuto per noi secondo sue forze. E voi tutti sapete, che nella ritirata dalla Moscovia, perseguiti dai ghiacci e dal nemico, derelitti dagli alleati nostri, nell' immortale giornata di Malo-Iaroslawez, l' Italia versava torrenti di sangue generoso per coprire la nostra ritirata. Per tutti questi titoli, ogni ragione religiosa, politica e morale ne obbliga a sostenere l' Italia. »

E noi i nostri diritti gli abbiamo rivendicati con una rivoluzione civilmente operata: rivoluzione che, intrapresa con dignità, sostenuta con onore e calma per diciassette mesi di prove e di sacrifizii di ogni maniera, sta per consumarsi al fuoco della tirannide, cui tutte le potenze della terra hanno alimentato gagliardamente.

E dopo una tale rivoluzione, vi sarà egli ancora chi ascenda la tribuna nei Parlamenti delle *grandi nazioni* per parlarci dei sacrosanti diritti dei popoli?

Stolti quegli oratori! ma più stolti coloro, che vi prestassero un'altra volta l'orecchio!

La lezione fu grande e severa, e il popolo sarà buon discepolo; ne trarrà frutto e tra breve.

---

13 *Agosto.*

N. 7681.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

COMMISSIONE CENTRALE ANNONARIA DI VENEZIA E DELLE SUE ADIACENZE MILITARI.

Avviso.

La segala che ora rimane ne' pubblici depositi essendo in quantità notevolmente maggiore del frumento, la Commissione centrale annonaria, dietro concerti presi col Governo, trova indispensabile di modificare al-

quanto le proporzioni della segala e del frumento nella farina mista di frumento e di segala posta in distribuzione giusta l'avviso 16 giugno decorso N. 5771.

A datare pertanto dal giorno 14 corrente, la farina mista da distribuirsi consterà di un quinto di farina di frumento e di quattro quinti di farina di segala.

Questa farina mista, ed il pane che con essa verrà confezionato, dovranno essere venduti al minuto ai prezzi determinati nel Calmiere qui appiedi tracciato, ed i prestinai e venditori al minuto acquistando la farina ai pubblici depositi, otterranno le solite diminuzioni in confronto del Calmiere.

Restano ferme pei contravventori le solite comminatorie.

CALMIERE

per le farine e pel pane di frumento con segala.

Farina mista ad 1/5 di frumento e 4/5 di segala cent. 21 alla libbra grossa veneta.

Pane confezionato colla detta farina mista ben cotto e ben lavorato cent. 25 alla libbra grossa veneta, nei tagli seguenti:

Da Centesimi	10	Oncie	4	Sazi	4	Carati	25
idem	5	»	2	»	2	»	12

PASINI LODOVICO, *Presidente*
CERUTTI GIO. BATTISTA
CORRER PIETRO
FARIO PAOLO
LOCATELLI ROCCO
MARZARI CARLO
RADAELLI ELIODORO.

---

14 *Agosto.*

N. 289.

GOVERNO PROVVISORIO.

LA COMMISSIONE CENTRALE SANITARIA

AGLI ABITANTI DI VENEZIA.

Fino dal 4 corrente, cioè fino dai primi giorni della diffusione del cholera in Venezia, questa Commissione vi ha fatte conoscere le prime misure prese per renderne possibilmente meno infauste le conseguenze.

Si sono aperte Giunte sanitarie, come sapete, in ogni Circondario, e presso queste d'ora innanzi troverete medici e chirurghi sempre pronti

di giorno e di notte a prestarvi le prime cure, finchè ricorriate al vostro medico ordinario, quando non preferiste di farvi trasportare in uno degli ospitali. Oltre quello dei Ss. Giovanni e Paolo, uno ne fu aperto a San Biagio nel Sestiere di Castello, ed uno fra breve se ne aprirà nell'ex Convento dei Gesuiti, e uno nell'isola della Giudecca. Gli spedali stessi militari non sono chiusi ai cittadini infermi che avessero urgente bisogno di soccorso.

La Commissione sanitaria, afflitta di vedervi aggravati dalla calamità di questo morbo, si adopera, nella strettezza dei mezzi che le concedono le speciali condizioni di questa città, per alleviare quanto sa e può la pubblica sventura. La pulitezza delle strade e delle case influisce grandemente a ritardare il progredimento dei principii morbiferi. La Commissione però vede con suo grave rammarico le strade più che all'ordinario ingombre di sozzure, e invocò nei giorni scorsi a questo scopo la vigilanza del benemerito nostro Municipio.

Esso certamente non trascurerà qualsiasi diligenza per corrispondere al desiderio di questa Commissione; ma l'opera sua, distratta da tanti molliplici e pressanti argomenti di pubblica utilità, abbisogna, o cittadini, del vostro concorso. Voi dovete, non solo con estraordinaria accuratezza tener pulite le vostre stanze, le vostre scale, i vostri cortili, ma ancora le parti di strada che confinano con le vostre abitazioni, e, dove sentite puzzolente esalazioni, versate dell'acqua con cloruro di calce nelle proporzioni di un cucchiaio di questo in un bicchiere di quella.

Cittadini, queste piccole precauzioni possono grandemente influire sulla salute di voi e delle vostre famiglie. Non vi lasciate illudere da errori o da pregiudizii, non ascoltate i fanatici e gl'ignoranti. Non vi dovete purgare nè cavar sangue senza il consiglio del medico, non dovete trascurare i primi segni della malattia.

Una diarrea che, curata subito, facilmente guarisce, può precipitarvi in un grave morbo se non ne prendete pensiero. Curatela egualmente anco se non soffrite dolori, perchè anco senza dolori essa può trasformarsi in perniciosa infermità. — Otto o nove goccie di laudano in un cucchiaio d'acqua e senapismi al ventre possono anche usarsi innanzi che venga il medico; ma sopra tutto ponetevi in letto e cercate con fregagioni, colle coperte o con mezzi che riscaldano la pelle, di promuovere la traspirazione.

La forza dello spirito rinfranca grandemente il corpo contro gli attacchi del cholera. Non vi lasciate sopraffare da soverchio timore. Gli animosi assai di rado furono vittima di questa malattia. Avvicinatevi con coraggio ad assistere i vostri fratelli ammalati, evitate le numerose adunanze, difendetevi accuratamente colle vesti e colle coperture del letto dalle impressioni atmosferiche, moltiplicate i lavacri alle vostre case e le aspersioni col cloruro di calce; nutritevi il meglio che potete, evitando le frutta immature e specialmente cocomeri e melloni, preferendo, se siete costretti di usare vegetabili, le patate di buona qualità; ed assicuratevi che chi non trascura i primi incomodi assai difficilmente incontra il pernicioso morbo.

Il Presidente CALUCI.

15 *Agosto.*

UN QUADRO.

SONETTO.

Organizzate da saper profondo,
Fra sorde agitazion, oggi per tutto,
Perfin fra lo squallor, il pianto, il lutto,
Segrete società formansi al mondo.
La nobil Francia è d'insoffribil pondo,
Guata Alemagna i Sir con occhio brutto,
Vuol de' preti il poter Roma distrutto,
Liguria freme dalla cima al fondo.
Governo provvisorio alza Toscana,
Ed in guerra il Magiaro onnipossente
Urta, rompe, distrugge, incende e sbrana.
Bombardata da barbara corona,
Derelitta da ognun, ma in Dio fidente,
VENEZIA spera ancor, resiste e tuona.

L. SCOTTI.

16 *Agosto.*

N. 12215.

IL GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

Avuto riguardo alle presenti condizioni del paese,

Decreta:

Da oggi fino a nuovo ordine,
Sono sospesi tutti i termini processuali,
Nessuno può essere obbligato a comparire in giudizio, tranne che per oggetti criminali o politici,
Non hanno luogo atti esecutivi o cauzionali,
Sono sospesi gli effetti delle comminazioni convenzionali.

Il presidente MANIN.

17 *Agosto.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

BULLETTINO DELLA MARINA DI GUERRA

ALLA COMMISSIONE MILITARE DI GUERRA E MARINA.

Questa mane la nostra Divisione navale nelle acque della punta della maestra a Chioggia scoperse alcune vele nemiche.

Profittando di un fresco vento da greco, si spinse sino a riconoscerle per tre fregate, una corvetta, un brich e cinque piroscafi, dalle cui manovre chiaramente appariva essere loro intenzione di tagliarci fuori dal porto di Malamocco e d'impedire la nostra riunione con la Divisione leggera, che ieri si trovò obbligata a pigliar porto.

Vani riuscirono i loro sforzi ad onta del sopravvento e dei molti piroscafi; e questa sera le due nostre Divisioni riunite sono ancorate in battaglia alla testa della Diga.

Verso il tramonto si tirarono alcuni colpi di cannone per rispondere all'innocuo fuoco di una fregata e due piroscafi che insieme al rimanente dei legni nemici presero il largo.

All'ancora fuori del porto di Malamocco.

ACHILLE BUCCHIA
Comandante la Divisione navale.

Il capo dello stato maggiore
GUGLIELMO PAOLUCCI, *ten. di freg.*

Per la Commiss. mil.
FRANCESCO BALDISSEROTTO.

---

18 *Agosto.*

PAROLE del Presidente Daniele Manin, *proferite la sera del 18 agosto, e raccolte letteralmente da uno stenografo del Governo.*

VENEZIANI!

Io vi ho già detto, francamente e lealmente, che le nostre condizioni erano gravi. L'ho detto francamente e lealmente all'Assemblea, quando per dirlo ci voleva grande coraggio.

Le condizioni nostre essendo gravi, io fui autorizzato a negoziare, e sto negoziando: voi tutti lo sapete.

Ma se le condizioni nostre sono *gravi*, non sono ancora *disperate* in modo da indurci ad una viltà, da indurci a cedere senza condizioni.

È dunque necessario che le negoziazioni sieno fatte con calma e con dignità. Viltà è supporre che Venezia chiedesse a me una viltà, e se la chiedesse, io questo sagrifizio non potrei fare nemmeno a Venezia.

Viva l'onore di Venezia.

Tutto il popolo: *Viva.*

Si domanda della *Marina?* La squadra è restata lungamente in mare in condizioni di battaglia rimpetto la squadra austriaca, molto superiore di forze e per grandezza di legni e per abbondanza di rimorchiatori a vapore.

Nondimeno la squadra austriaca non ha osato attaccare i nostri. Ma il morbo grave che affligge la città si è introdotto nella squadra; il cholèra vi si è posto e sarebbe stata inumanità non provvedere al momento per riparare ad una sventura tale.

La squadra oggi, e pel cholèra o pel tempo fortunoso, è rientrata, ma alla prossima occasione è pronta a sortire nuovamente in mare.

Qualche voce gridò *fame.*

(Molte voci: *Nessuno di noi*).

Chi ha fame venga fuori.

Molte voci: *Siamo Italiani. Viva Manin.*

La fame ancora non ci è; ripeto: chi ha fame venga fuori.

Voci: *Viva Manin.*

Applausi prolungati.

---

19 *Agosto.*

Perchè non manchi alla storia futura nessun documento degli atti magnanimi o vili, onde fu distinta la sfortunata, ma certo non infeconda insurrezione italiana del 1848, trascriviamo qui la nota de' guasti recati agli edifizii di Venezia da' proietti nemici; i quali, passando di sopra alle rocche ove stanno i petti de' nostri difensori ed a cui sempre vana si franse la rabbia degli assedianti, percuotono e stritolano le morte pietre, e gioiscono d'una ruina scevra di pericolo per essi, come piena di gloria per noi, per la nostra costanza.

Diamo tal nota nuda, senza commenti: il commento migliore esce dalla magnificenza stessa della nostra città, la quale, con Roma e Firenze, forma, se posso dir così, l'augusta triade del bello, l'oggetto del culto d'ogni animo educato a civiltà; esce dalla copia maravigliosa, dal pregio indeterminabile di quelle opere insigni, che ad ogni mutar di passi t'arrestano e ti costringono ad ammirazione, e per le quali Italia fu maestra del mondo. Nominate Venezia, e basterà il magico nome a significar un tesoro di sovrani miracoli dell'ingegno e della mano degli uomini. Ora, codesto tesoro fu barbaramente, ciecamente manomesso: che cosa aggiunger di più?

Delle chiese, nostra principale e più grande ricchezza, testimonii a un tempo e dell'amor de' nostri avi per le arti e della lor pietà reli-

giosa, vennero, tra le principali, contaminate dal vomitare micidial dei cannoni, con raffinato studio ministrati a' nostri danni in modo fuor del comune, quelle che seguono:

Gli Scalzi, dove in ispecie fu rotta una colonna di porfido; — Santo Stefano, nella porta maggiore e nel tetto; — S. Geremia, dove l'attigua Scuola di S. Veneranda rimase preda del fuoco; — S. Simeon piccolo; — S. Salvatore, nella facciata, tempio cui poser mano insieme Tullio Lombardo, Jacopo Sansovino, Vincenzo Scamozzi; — Scuola dell'Arciconfraternita di S. Rocco, stupendo cimelio di squisitezze stupende; — Santa Maria Gloriosa dei Frari e SS. Giovanni e Paolo, famose per l'architettura, per le sculture e' dipinti, più famose ancora perchè ossuarii gloriosi degli eroi veneziani; — e S. Silvestro; — e S. Luca; — e Santa Maria del Giglio; — e S. Nicolò de' Tolentini; — e più altre di minor conto.

Alla barbara offesa soggiacquero pure molti fra' più cospicui palazzi privati e pubblici edifizii; e accenneremo di volo, chè troppo ci affligge durare in sì trista enumerazione, — fra' primi, e principalmente nella parte loro più nobile, nel prospetto, i palazzi Loredan, Mocenigo, Tiepolo, ora Comello, Farsetti, Vendramin Calergi, il gioiello de' palazzi nostri, Pisani a S. Stefano, Giustinian Lolin, Grassi, Albrizzi, Papadopoli, e il non so se dica più delizioso od elegante giardino di questo; — fra' secondi, il Ponte di Rialto, ch' ebbe un arco forato; la Scuola di San Marco, ora Spedale civile; l'Accademia delle belle arti, il Gran Teatro la Fenice; l'Archivio a' Frari, quella suntuosa papiroteca delle nostre avite grandezze, troppo a lungo vietata allo studio de' contemporanei dalla gelosia d'un governo, che temeva non le prove del valore antico ci ridestassero a valor nuovo. Inane cura però, chè, s' e' ci teneva nascose le memorie scritte e riposte, togliere non ci poteva quelle che ci si spiegavano innanzi gli occhi e dentro il cuor portavamo!

Questi sono gli sfregi e le iatture, che la città ebbe a patire nel suo maggior patrimonio in questi venti dì, ne' quali è fatta bersaglio alle palle, alle granate e alle bombe. Sfregi materiali però, non morali, e da cui ci deriverà un nuovo titol d'onore presso chiunque pregii gli sforzi d'un popolo che aspira a libertà e vuole, quanto sa e può, mostrarsene degno. Come, a ricordo d'un altro disastro, che ci privava de' nostri capi d'arte per mano d'un altro straniero, il quale ricomperava almeno i torti dell'uomo con le virtù del gran capitano, si legge apposta nelle *Guide di Venezia* a molti monumenti la nota: *Ritornato di Francia*; così, a ricordo d'un disastro di gran lunga maggiore, si leggerà nelle Guide future: *Sfregiato dal furor soldatesco.*

LA FRANCIA

GIUDICATA DA' PROPRII ATTI NELLA CAUSA DELLA INDIPENDENZA D'ITALIA.

(*V. pagina* 374, T. VII.)

ASSEMBLEA NAZIONALE DI FRANCIA

Sessione del 6 *agosto* 1849.

INTERPELLAZIONI SULLE COSE D'ITALIA.

Il sig. *Arnaud* (*dell'Ariège*): Cittadini rappresentanti, io son fra coloro, a cui la spedizione di Roma cagionò profondo dolore: cattolico, io vedo un colpo funesto recato all'influsso della Chiesa; democratico, ci vedo un attentato contro i diritti più sacri d'un popolo. Rispettosamente sommesso, in materia di fede, al padre comune dei Cristiani, vengo ad adempiere il penoso dovere di contraddire il principe temporale intorno a questioni e interessi lasciati in arbitrio alla libera discussione.

Gli uomini di stato, che suggerirono questa spedizione romana, pensarono eglino alla gravità del problema che s'agitava in Italia? Compresero che questo problema riassumeva in sè tutti i diritti, tutti gl'interessi, tutte le speranze della società moderna? Vedete! tutte le questioni, che si dibattono fra' diversi popoli, che furono parzialmente risolute in diversi punti d'Europa, sembravano essersi data quasi la posta in Italia, nel centro della cattolicità.

La questione della sovranità del popolo, la questione dell'unità politica, la questione della nazionalità, ed infine questa questione, che domina tutte le altre, quella delle relazioni che debbono stabilirsi tra l'elemento religioso e la società temporale; egli era lo spirito dei tempi moderni, lo spirito democratico, che veniva a comparire dinanzi all'autorità cattolica. Queste due potenze stavano elle per riconoscersi, abbracciarsi ed unirsi, a fin di porre la società su questa doppia e indestruttibile base, oppure queste due potenze nemiche irreconciliabili stavano elle per separarsi e combattere?

Ecco qual era la questione, il problema posto in Italia.

Oh! la Francia, in pari tempo repubblicana e cattolica, aveva a compiere una bella e nobil missione. Che avete fatto in suo nome? Non ho l'intenzione, signori, di seguire tutto il filo delle pratiche, non è nel mio scopo, nè nella mia idea di ricercare quale sia stato il vero pensiero dell'Assemblea costituente, quand'ella mandò a' voti la spedizione; di ricercare fino a qual punto il governo sia rimasto fedele alla missione, che gli aveva affidato l'Assemblea costituente. Non voglio ricercare nelle parole, che furono proferite in diverse epoche dai membri del gabinetto, quali fossero i loro intimi pensieri; altri il faranno dopo di me. Per altra parte, qual bisogno ho io di fare simili ricerche, e di strascinarmi

attraverso a' fatti, attraverso le congiunture, quando l'avvenimento ha parlato?

Signori, lo scopo ben fermo, il pensiero costante del governo era, secondo me, la distruzione della repubblica di Roma, la ristorazione della sovranità temporale del Papa. Ben s'avrebbe avuto riguardo, quando s'entrò in quest'affare, di manifestar chiaramente questo scopo, questo pensiero; e comprendo gli artifizii di parole, ne' quali i ministri gli avevano involti. Suppongo che vi foste presentati dinanzi all'Assemblea costituente, e che le aveste tenuto questo linguaggio: « Domandiamo che sia decretata una spedizione ad oggetto d'abbattere la repubblica di Roma e di ristorare la sovranità temporale del Papa. » La vostra proposizione sarebbe stata gagliardamente rispinta.

Alcune voci a destra: No! no!

A sinistra: Sì! sì!

Il sig. *Arnaud (dell'Ariège)*: E non ostante, sarebbe stato bello di porre la questione in questi termini: nol si fece, lo ripeto, perchè sapevasi che tale proposta sarebbe stata scartata, perchè sapevasi che l'opinion pubblica si sarebbe sollevata in tutta la Francia.

Le medesime voci a destra: Ma no! Ma no!

A sinistra: Sì! sì!

Il sig. *Arnaud (dell'Ariège)*: È a dirsi che i ministri avessero l'intenzione ben ferma di mettersi in contraddizione col voto dell'Assemblea costituente? (*No! no!*) Soltanto e' si pascevano d'illusioni; speravasi che le congiunture togliessero d'imbroglio il ministero e lo sciogliessero da tutta la sua malleveria. Erasi inteso dire che la pubblica opinione in Italia era favorevole alla sovranità temporale del Papa; erasi inteso dire che il popolo romano si trovava oppresso da una minoranza faziosa; credevasi che, non appena l'esercito francese avesse posto piede sul territorio romano, le popolazioni lo avrebbero accolto con entusiasmo; che, con voto unanime, avrebbero ristabilito il Papa ne' suoi stati: rimanevasi quindi in una completa sicurezza; quindi, pur velando il proprio pensiero, si veniva senza inquietudine a domandare all'Assemblea costituente di decretare una spedizione. Ma l'avvenimento ingannò le vostre speranze; siete andati in Italia, e colà avete incontrato, invece di unanimi acclamazioni, resistenza per tutto, e specialmente a Roma.

Nulladimeno, siccome il vostro scopo era ben fermo, avete voluto spingervi sino agli estremi, e siete stati strascinati a commettere immensi falli. Il primo è l'intervenzione violenta negli affari della repubblica romana. So che direte, che voi non avete mai riconosciuto quella repubblica. Ne avevate il diritto, potevate attendere che fosse per voi ben dimostro che la repubblica rispondesse al voto delle popolazioni romane, che l'Assemblea costituente fosse davvero l'espressione del suffragio universale; ell'era, per parte vostra, una quistion di coscienza e di buona fede; voi soli potevate valutarla: ma con qual diritto siete voi intervenuti? Voi rispondete: siamo andati a liberar Roma da una minoranza faziosa. Voglio ignorare qual fosse lo spirito pubblico; voglio ignorare se, in effetto, il governo di Roma era nelle mani d'un pugno di faziosi;

vi domando soltanto, perchè siete intervenuti? Chi vi dava l'incarico di interrogare quel popolo? Perchè siete andati in casa sua armati?

Signori, ha un danno immenso a permettere ad una nazione d'intervenire negli affari interni di un'altra nazione. Prima di tutto, non è possibile che un popolo intervenga in casa d'un altro, senza recarvi i suoi pensieri, le sue convinzioni, i suoi pregiudizii politici; e quasi sempre, quand'egli abbatte ciò ch'egli chiama una minorità faziosa e libera da una pretesa oppressione, a questa egli sostituisce la propria oppressione delle sue armi, il che è appunto accaduto a Roma; appresso, l'intervento è l'ingiuria più grave che possa farsi ad un popolo; poichè è quanto dirgli: Voi siete troppo inetto o troppo vile perchè vi governiate da voi stesso. Ecco perchè una nazione non può intervenire negli affari d'un'altra. (*Assenso a sinistra.*)

Che che ne sia, voi avete compiuta l'opera vostra; siete intervenuti, ed avete rovesciato la repubblica romana. Ma dietro la repubblica, la quale, in fine del conto, non è se non una forma di governo, avete incontrato qualche cosa, che non è una forma, ch'è un principio, ch'è un diritto imperscrittibile: avete incontrato la sovranità del popolo. Che avete fatto a fronte di tal principio? Avete fatto quello che faceste a fronte della repubblica romana; e qui non avete più nessun pretesto. Avevate detto che liberereste Roma dall'oppressione, dalla compressione esercitata sovr'essa da un pugno di faziosi; ebbene, qual era il mezzo onde mostrare che la vostra intenzione era sincera?

Se foste stati convinti che in effetto, secondo le vostre speranze, la popolazione romana fosse stata favorevole alla potenza temporale del Papa; se foste stati convinti che a voce unanime si fosse desiderata la ristorazione di questa sovranità, avreste avuto a cuore di consultare la pubblica opinione. Perchè non lo avete fatto? Perchè le vostre illusioni erano già svanite; perchè lo stesso generale Oudinot vi aveva già scritto, fin dal primo dispaccio, che da per tutto, non solamente a Roma, ma in tutta l'Italia, non erano favorevoli al ristabilimento dell'autorità temporale del Papa; che da per tutto s'inchinavano dinanzi al Papa, ma che non volevano l'autorità de'preti.

Per tal modo, il capo della spedizione non interrogò la pubblica opinione. A fronte di tutte le potenze straniere, a fronte dei trattati di Vienna, avrebb'egli avuto il coraggio d'arrivar fino all'ultimo? Egli, che s'era presentato come il protettore della libertà romana, avrebb'egli avuto il coraggio di proteggerla contro l'Austria, contro Napoli, contro il sovrano Pontefice medesimo? No. Ecco perch'egli amò meglio di farsi complice ed istrumento dell'Austria. (*Vive negazioni a destra; approvazione a sinistra.*)

Laonde, ecco ormai i fatti ben avverati: governo repubblicano, voi avete abbattuto una repubblica; governo democratico, sorto dal suffragio universale, organo della sovranità nazionale del vostro paese, avete percossa la sovranità nazionale del popolo romano; rappresentanti d'una nazione, che bandì a casa sua la separazione dei poteri, la libertà di coscienza, la più grande conquista de'tempi moderni, avete detto al po-

polo romano: voi non avete diritto di darvi quelle libertà, che noi abbiamo consacrato appo noi. E poi l'Austria potè scagliare liberamente i suoi eserciti a Venezia ed Ancona; potè dar la mano al colosso del settentrione, affin di comprimere una nazionalità, che tenta di ricostituirsi. (*Approvazione a sinistra.*)

Ma, per compier atti così gravi, per fare una eccezione al principio della sovranità nazionale, conviene aver ragioni, conviene aver motivi gravi. Se voi non aveste motivi gravi, se aveste gratuitamente violato appo un popolo amico que' diritti, che sono consacrati da voi, quei diritti che voi considerate come incontrastabili, avreste commesso un atto di demenza o di tradimento. (*Moti diversi.*)

Convien dunque che abbiate un grave motivo. Qual è questo motivo?

Egli accade che il sovrano temporale di Roma è in pari tempo il capo del cattolicismo: tale particolarità fa della questione una questione universale, una questione che interessa il mondo. È questo il motivo pel quale siete intervenuti. Vi spinse un motivo religioso; di maniera che tutta la questione si riduce ad una questione religiosa. (*E' vero.*)

Prima d'entrare nel cuore della questione, vorrei confutare alcuni argomenti che si considerano come perentorii.

La sovranità del Papa è indispensabile, dicono, per garantire la indipendenza della santa Sede e quella della Chiesa. E non temete voi, o signori, di calunniare la Chiesa, quando pretendete che sia necessario alla sua esistenza, o almeno alla sua indipendenza, ed alla missione che ella dee compiere, il disconoscere un diritto sacro, il disconoscere un principio essenziale? Supponete voi, per avventura, che la Chiesa non possa compiere la sua missione, non possa compiere il suo destino, senza condannare un popolo a eterna servitù?

Sono convinto, che, nel fondo del cuore, tutti coloro che domandano, nell'interesse della Chiesa, di fare una eccezione al principio della sovranità riguardo al popolo romano; sono convinto che coloro non credono al principio della sovranità del popolo.

Voi, signore di Montalembert, sono convinto che, quando verrete a questa bigoncia per difendere il potere temporale della santa Sede, e domandare così, non dirò una eccezione al principio della sovranità del popolo, ma dimandare che il popolo romano sia posto fuori del diritto delle nazioni; sono convinto che, compiendo la confessione che avete cominciato in un'altra sessione, verrete a dire che non credete nel principio della sovranità del popolo.

Notate bene che, se mi fo lecito d'indirizzarvi questa domanda, egli è perch'ella interessa la causa cattolica; è necessario che tutte le condizioni sien chiare; e voi, con la vostra confessione, vi siete cattivati assai cuori, e importa ch'ella sia completa. Voi avete portata una bandiera, l'avete portata gloriosamente; avete tratto al suo seguito una intera generazione di cattolici, che avevano in pari tempo il sentimento cattolico e l'istruzion democratica. Voi avete già cancellata da quella insegna la parola di libertà. Ora è uopo sapere se volete cancellarvi

anche il principio della sovranità del popolo. (*A sinistra: Benissimo! benissimo!*)

Non è uopo d'equivoci: comprendo benissimo che possiate fare all'Assemblea una risposta avviluppata nell'indeterminato, che possiate venir a dire: « M'inchino dinanzi al suffragio universale; accetto la legge delle maggioranze; siedo appunto per questo nell'Assemblea. M'inchino dinanzi all'Assemblea sovrana; considero il principio del suffragio universale come acquistato nelle società regolari. » Non domando se l'accettate come un fatto.

Io pure, se vivessi sotto una monarchia, m'inchinerei dinanzi la legge; non cospirerei, ma conserverei nel fondo del cuore la fede nel principio della sovranità del popolo; e, se ciò non fosse vietato, se la stampa fosse libera, se libera fosse la parola, rispettando la legge, manifesterò il mio pensiero.

So bene che voi non cospirate contro la legge; ma voglio sapere, non già per sentimento di curiosità, sì, lo ripeto, perchè ciò importa al mondo cattolico, voglio sapere se voi accettate, non in fatto, ma in diritto, il principio della sovranità nazionale. (*A sinistra: Benissimo!*) Voglio sapere se voi la considerate come una conquista legittima, imprescrittibile. Voglio sapere ....

Il sig. *di Montalembert:* Il Regolamento vieta le interpellazioni d'un membro ad un altro. Il sig. di Montalembert non è all'ordine del giorno. (*Rumori a sinistra; segni numerosi d'assenso a destra.*)

Il sig. *Arnaud* (*dell'Ariège*): Voglio sapere se portate scritto sulla vostra bandiera, che lunga pezza ho seguita, cattolicismo, sovranità, libertà del popolo; oppure queste parole: cattolicismo, assolutismo, compressione. (*A sinistra: Benissimo!*)

Vi sono alcuni, i quali non vogliono, i quali non consentono, come il sig. di Montalembert, di spingere fino agli estremi le dottrine del loro maestro, le dottrine del sig. De Maistre. Vi son altri, i quali non vorrebbero bandire da questa ringhiera ch'essi considerano il dogma della sovranità nazionale, come un'eresia; essi cercarono d'accettarlo, fecero sforzi sinceri per sottomettersi ad esso.

Parlo di coloro che suggerirono la spedizione di Roma, di coloro che hanno accettato questa formidabile missione; benchè uomo del domani, non fo loro rimproccio di dirigere i destini della repubblica, di porla su basi solide. Io domando loro di raccogliersi, di rientrare in sè stessi, di domandarsi se non trovassero in qualche piega della loro coscienza un ricordo delle loro antiche opinioni; se essi pure che hanno diretto questa spedizione contro la repubblica romana, che si son posti sotto a' piedi il principio della sovranità nazionale d'un popolo, domanderò loro se nel fondo del cuore essi pure non credano a tale sovranità. Ecco ciò che vorrei domandar loro.

Ebbene, o signori, io che sono in pari tempo partigiano del principio della sovranità nazionale e cattolica, sono convinto che il cattolicismo non ha bisogno della violazione di nessun diritto; sono convinto che sia nel passato, sia nel presente, sia nell'avvenire il cattolicismo si

concilierà sempre ne' suoi diritti, ne' suoi interessi, nelle sue manifestazioni con tutti i diritti dei popoli. Ecco qual è la mia convinzione. Cercherò d'esser rapido, perchè la questione è sì lunga.

Molte voci: Parlate! Parlate!

Il sig. *Arnaud* (*dell'Ariège*): Colto da una viva commozione ch'egli dura fatica a dominare, balbetta, s'arresta, consulta le sue note, e dopo aver continuato il suo discorso per qualche tempo, riprende il filo della sua discussione, e combatte l'idea posta innanzi dal sig. Pietro Leroux in una precedente discussione, che la separazione del poter temporale dallo spirituale sarebbe la sentenza di morte del cattolicismo.

Parecchi membri: Voi vi turbate, riposatevi.

Il sig. *Arnaud* (*dell'Ariège*): Il turbamento che pruovo non ha se non una cagione, ed è che mi duole di non aver pari le forze al grande subbietto che tratto. (*No! no! parlate!*)

Da tutte le parti: Continuate.

Il sig. *Lacaze, uno de' segretarii*: Volete che la sessione sia sospesa per qualche tempo?

Il sig. *Arnaud* (*dell'Ariège*) continua. Sì, è uopo sempre d'un principio di autorità; solamente, ella debb'essere un'autorità morale, spirituale, in luogo d'un principio dispotico.

L'onorevole sig. Pietro Leroux disse: « L'uomo moderno non vuole l'autorità nè l'obbedienza, ma l'associazione . . . . »

Una voce a destra: Questa non è la questione.

Il sig. *Arnaud* (*dell'Ariège*): Mi si dice che questa non è la questione. (*Parlate! parlate!*)

Come! Ella non è la questione? Si tratta di sapere qual è la parte del papato, la parte del cattolicismo a fronte della democrazia, nelle società moderne; si tratta di sapere quali sieno le nuove relazioni, che stanno per esser poste fra le due potenze; si tratta di sapere perchè il governo della repubblica francese sia intervenuto, e quale missione sia andato a compiere, rispetto al capo della Chiesa, rispetto al popolo romano, da una parte verso il capo della Chiesa, ch'egli voleva proteggere, dall'altra verso il popolo sovrano, di cui doveva pur proteggere i diritti.

Ebbene io dico, ch'ei poteva proteggere in pari tempo queste due potenze. Prima di tutto servendo gl'interessi della causa democratica, favorendo la libertà dei popoli, ei proteggeva l'influsso della Chiesa sulle anime; dico in secondo luogo, difendendo il capo della cattolicità, il governo repubblicano di Francia, avrebbe conservato per le società moderne democratiche il solo principio di verità morale, il solo principio di autorità morale, che sia nel mondo, e ch'era riserbato da Dio a quelle società democratiche. Ecco perchè sono nella questione. (*Sì! sì! parlate.*)

Mi ristringo, signori, per non abusare dei momenti dell'Assemblea.

Ma alfine i fatti sono compiuti; voi avete rovesciato la repubblica romana; avete disconosciuto il principio della sovranità del popolo romano; ma la vostra missione non è terminata. Avete dato speranze al

popolo romano, speranze alla Francia. Manterrete le vostre promesse? Quali concessioni siete per ottenere? Sostengo che non ne otterrete alcuna perchè non potete alcuna ottenerne: sostengo che seguite una chimera, che vi pascete d'illusioni.

Quali sono i due grandi principii, su' quali riposa la nostra società? Il principio della sovranità nazionale, e quello della libertà di coscienza, della libertà dei culti. Per ottenere vere concessioni, per fondare un governo veramente costituzionale, converrebbe che poteste ottenere concessioni, sia nel senso del principio della sovranità nazionale, cioè del principio democratico, sia nel senso del principio della libertà dei culti. Ebbene, voi domandate una cosa impossibile al sovrano pontefice.

Affermo la verità; non solamente a Roma ha una religione di stato; ma il Papa stesso è in pari tempo e il capo temporale e il rappresentante del principio religioso. Quali concessioni può egli fare? Non ne può fare alcuna per rispetto al principio religioso; rinnegherebbe sè stesso se lo facesse. Tutt'al più può assicurare una certa dose di libertà; ma può egli concedere la libertà della stampa, la libertà della parola, la libertà d'unione? No, per conseguenza su questo punto non potete conseguire concessione alcuna. Ei che si professa il capo legittimo del popolo romano, ei che considera la sua sovranità come inalienabile, e che nega per conseguenza la sovranità del popolo romano, quali concessioni volete che faccia nel principio di sovranità?

Otterrete voi una vera Assemblea nazionale? No! No! Otterrete un semplice Consiglio, un Consiglio di stato, ma giammai una vera concessione.

Si parlò assai di concessioni fatte da Pio IX. Su questo punto la gente si fece illusione. In che consistono queste concessioni? L'indulto, la libertà della stampa, senza dubbio, ma con la censura. Una consulta? Vedete, ch'ella non è che un semplice consiglio. Era ella una concessione nel senso della sovranità nazionale? Che ci aveva di più? L'ordinamento della guardia civica, una trasposizione nei ministeri, riforme puramente amministrative; ma nessuna concession radicale, nel senso di que' grandi principii che noi consideriamo come le conquiste vere e legittime della nostra società; per conseguenza non potrete ottenere nessuna di tali concessioni.

Per tal modo avrete posto in compromesso il principio del governo repubblicano, sorto dal suffragio universale, avrete disconosciuto il principio della sovranità nazionale. Siete andati a proteggere gl'interessi della Chiesa; e avrete posto in compromesso il suo influsso. Vi domando qual è il risultamento che volete ottenere. Non so quali speranze potrete far concepire all'Assemblea, che attende la vostra risposta. Io per me non ne nutro alcuna. Io credo che la sovranità temporale del Papa sia per essere restaurata in tutto il suo assolutismo, e che voi sarete quindi ridotti alla triste parte d'essere stati i complici dell'assolutismo.

(Sarà continuato.)

19 *Agosto.*

Venne pubblicato in Milano il seguente

PROCLAMA

Molti sudditi lombardo-veneti, i quali in causa dei politici sconvolgimenti si erano allontanati dal loro paese, sono già rientrati nel regno senza soffrire alcuna molestia per la parte presa nei medesimi.

Essendo venuto a mia cognizione che molti altri di questi sudditi, benchè volonterosi di restituirsi in patria, si trattengono ciò nullameno negli esteri stati, a ciò indotti da gente torbida e proterva, che non cessa di malignare e di travisare il generoso e leale procedere del governo di S. M. verso i sudditi traviati, io mi trovo indotto a dichiarare, a toglimento di ogni dubbiezza ed a conforto dei trepidanti, che tutti i sudditi lombardo-veneti, tuttora assenti all'estero per causa degli sconvolgimenti politici, possono *liberamente* ed *impunemente* ritornare nel regno a tutto il mese di settembre p. v., e tanto essi, quanto i già rientrati, saranno trattati come tutti gli altri sudditi, eccettuati gl' individui nominatamente descritti nell'elenco sottoposto, i quali, per la loro ingiustificabile perseveranza nelle mene rivoluzionarie, e per le sovvertitrici loro tendenze, non possono, nell' interesse della pace e della tranquillità generale, tollerarsi per ora negl' ii. rr. stati.

Quelli che entro il termine prefinito non ritornassero nel regno, si riterranno esclusi per fatto proprio dal beneficio come sopra loro accordato.

Tutti coloro che non ritornano, sia per effetto del presente proclama, sia per fatto proprio, potranno chiedere a senso delle leggi vegliauti l'autorizzazione di emigrare.

Se poi qualcuno venisse in progresso giudicato colpevole di nuovo attentato a danno della tranquillità dello stato, in allora la parte di reità perdonata verrà accumulata sulla nuova, e potrà essere per l'intiero, secondo le leggi, punito.

Gli effetti del presente proclama non sono estensibili alla città di Venezia e sue dipendenze, le quali si mantengono tuttora in istato d'insurrezione.

PROVINCIE LOMBARDE.

Provincia di Milano: Casati conte Gabrio — Durini co. Giuseppe — Mauri Achille — Correnti Cesare — Broglio Emilio — Arese conte Francesco — Borromeo conte Vitaliano — Borromeo conte Giberto — Litta duca Antonio e Litta conte Giulio Arese — Restelli Francesco, avv. — Toffetti Sangian conte Vincenzo — Raimondi marchese Giorgio — Fava dott. Angelo — Simonetta Francesco — Terzaghi nob. Giulio — Maestri dott. Pietro — Martini conte Enrico — Camperio Filippo — Crivelli nob. Vitaliano — Paravicini Cesare — Sandrini Giuseppe — Polli Elia — Bianchi Giovini Aurelio — Belcredi dott. Gaspare — Greppi conte Marco di Antonio — Rosales d'Ordogno march. Gaspare — Cristina Triulzio

principessa Belgiojoso — Cernuschi dott. Enrico — Pallavicini Giorgio — Griffini, comandante — Oldofredi Tadini conte Ercole.

Provincia di Como: Nessi Pietro, professore. — Brambilla abate Giuseppe. — Facchinetti prete Abbondio. — Giudici Vittorio. — Tibaldi Ignazio. — Strigelli dott. Cesare. — Cattaneo Giovanni. — Rezzonico dott. Francesco. — Cesati barone Vincenzo. — Badoni Giuseppe.

Provincia di Bergamo: Camozzi nobile Gabriele. — Camozzi nobile Battista. — Tasca nobile Ottavio.

Provincia di Sondrio: Dolzini Francesco, speditore.

Provincia di Cremona: Aporti sacerdote Ferrante. — De Lugo nobile Ferdinando.

Provincia di Brescia: Martinengo nobile Giuseppe di Roccafranca. — Contratti Luigi, professore. — Cassola Carlo, impiegato giudiziario. — Campana avvocato Giuseppe. — Borghetti Giuseppe.

Provincia di Mantova: Guerrieri avvocato Anselmo.

PROVINCIE VENETE.

Provincia di Padova: Meneghini Andrea — Stefani Guglielmo — Cotta don Carlo — Negri dottor Cristoforo — Magarotto Cesare — Testa Girolamo.

Provincia di Vicenza: Pasini Valentino — Tecchio Sebastiano — Bonolo dottor Girolamo Paolo — Caffo nobile Luigi — Pisani Carlo.

Provincia d'Udine: Cavedalis — Freschi conte Gherardo — Beltrame, commiss. distr. di Spilimbergo — Casatti dottor Agostino — Dall'Ongaro abate Francesco.

Provincia di Rovigo: Anau Salvatore — Maggi Giuseppe — Gobbati Antonio — Bassani, avvocato di Badia — De Boni Filippo.

Provincia di Treviso: Da Camin Giuseppe, sacerdote — Ferro Francesco, avvocato — Gritti nobile Giovanni — Onigo nobile Guglielmo — Varisco Giuseppe, medico — Modena Gustavo.

Provincia di Verona: Zanchi Antonio — Milani Giovanni — Merighi Vittorio — Canella dottor Costantino — Papesso, medico.

Milano, il 12 agosto 1849.

RADETZKY, *feldmaresciallo.*

---

20 *Agosto.*

PROGETTO per preparare un fondo in numerario ed in effetti cambiarii realizzabili all' estero onde cambiare con esso alcune somme di carta monetata agl' individui dell' armata di terra e di mare che dovessero allontanarsi da Venezia.

I sottoscritti cittadini di Venezia per cooperare all' utile pubblico ed al mantenimento dell' interna tranquillità si uniscono a preparare un fon-

do in numerario ed in effetti cambiarii facilmente realizzabili all' estero onde cambiare con esso alcune somme di carta monetata agl' individui dell' armata di terra e di mare che dovessero allontanarsi da Venezia, ed ai quali il Governo non fosse al caso di saldare i crediti per paghe, e di dare i necessarii sussidii in altro modo che in carta monetata per avere esaurito il numerario che a questo oggetto sarà per erogare.

Il cambio di cui si tratta sarà eseguito dopo che il Municipio di Venezia sia concorso ad assicurare ai sovventori il rimborso della perdita che farà la carta contro l' effettivo, alcuni giorni dopo che il cambio sarà stato eseguito.

Il maneggio delle somme, il cambio contro carta e la liquidazione dei conti vengono regolati colle seguenti norme.

I. I sottoscritti s' impegnano di concorrere alla formazione del sopra indicato fondo ciascheduno per la somma indicata dopo la loro firma.

II. Tali somme saranno versate presso la Reggenza della Banca di Venezia in due rate all' incirca eguali ad ogni richiesta della Reggenza stessa, ed i sottoscritti impegnano la loro parola d' onore che i versamenti seguiranno prontissimamente all' atto delle domande, e con quella celerità che l' imperiosità delle circostanze esige.

III. Le somme saranno versate in pezzi da 20 carantani, ovvero in monete d' oro o d' argento, e preferendo al resto le monete d' oro, in una nota che verrà unita alla presente, saranno indicate le valute e gli effetti che potranno versarsi, ed i prezzi a cui verranno calcolati. Quanto però agli effetti cambiarii, essi non saranno ricevuti se non in quelle proporzioni che la Reggenza troverà convenienti per lo scopo a cui devono servire.

IV. Questo fondo servirà a cambiare la carta agl' individui compresi nei ruoli dell' armata di terra e di mare che fossero costretti ad allontanarsi da Venezia, ed il cambio seguirà al momento in cui saranno per pacificamente imbarcarsi.

V. Quando la partenza di quegl' individui sia divenuta indispensabile ed imminente, e che essi siano muniti di tutti i ricapiti necessarii per la medesima, si presenteranno scortati da un mandato dell' amministrazione di guerra o di marina in cui sia indicata la somma che viene loro assegnata da cangiare in effettivo, la quale non potrà eccedere le lire tremila correnti per un individuo. L' amministrazione suddetta avrà cura di rimettere alla Reggenza una nota degl' individui ai quali rilascierà i mandati e delle somme almeno approssimative ad ognuno assegnate.

VI. Il cambio sarà verificato colle monete che la Reggenza troverà più convenienti tra quelle che possiede, avuto riguardo al luogo di destinazione degl' individui che partono, e saranno pure ripartiti tra di loro in via di convenienza gli effetti cambiari da essa ricevuti.

VII. Le valute fine e gli effetti saranno calcolati come all' art. III, e la carta monetata sarà calcolata a' militari stessi al corso legale, cioè col disaggio del due per cento.

VIII. Perchè i sovventori non abbiano a risentir danno per la loro spontanea cooperazione al mantenimento della quiete pubblica, e non volendo essi d' altronde aggravare il Municipio dell' odierno forte disaggio

della carta monetata, si stabilisce che l'importo delle somme che essi avranno esborsate, dovrà essere liquidato dopo che potrà esser conosciuto il destino che fosse ad essa carta riservato in quelle qualunque convenzioni che avessero luogo, ed al corso che quindi correrà in piazza per pezzi da 20 carantani contro la carta stessa al suo prezzo nominale, come l'avranno ricevuta.

IX. Per facilitare le operazioni, e per garantire i sovventori che avranno il loro cambio in carta colle norme del precedente articolo, il Municipio di Venezia si obbliga di consegnare alla Reggenza della Banca dal corpo dei sei milioni di carta del Comune ch'essa s'impegnò di somministrare al Governo, una somma corrispondente all'importo delle sovvenzioni che i sottoscritti s'impegnano di fare.

X. La carta monetata consegnata dal Comune servirà intanto per dare ai sovventori il cambio del denaro ed effetti cambiarii che andranno consegnando, calcolando la carta stessa al suo valor nominale, salvo il rimborso che dovrà ad essi venir fatto del disaggio relativo.

XI. La fissazione del prezzo a cui dovranno esser calcolate le sovvenzioni dei sottoscritti in confronto della carta monetata, come dall'articolo VIII, verrà fatta con un giudizio arbitramentale inappellabile da un individuo della Congregazione municipale che essa eleggerà, e da uno dei sovventori da loro stessi nominato. Tali elezioni dovranno farsi prima che cominci qualunque operazione, ed i due nominati, pel caso di non poter andare d'accordo, sceglieranno un terzo non appartenente al Municipio nè compreso tra i sovventori, ed il quale fisserà il ricercato prezzo tra i limiti di quelli che erano stati proposti dagli altre due.

XII. I suddetti arbitri dovranno eseguire la loro operazione non prima di tre giorni, e non dopo di otto giorni decorribili da quando sarà terminato il cambio co' militari.

XIII. Appena terminata l'operazione di cui parlano i due precedenti articoli, la Reggenza della Banca liquiderà i conti con tutti i sovventori, dando loro il resto del pagamento ad essi dovuto colla carta che avrà ritirata nei cambi fatti.

XIV. Se avanzeranno somme in denaro od effetti cambiarii che non avessero occorso pel cambio, la Reggenza le restituirà ai sovventori con equo e proporzionale riparto, imputandone l'importo nella liquidazione dei conti agli stessi prezzi calcolati nelle somministraztoni. Se le somme da restituirsi eccedessero l'importo dei loro crediti, essi restituiranno il di più in carta monetata al valor nominale.

XV. La carta che avanzasse dopo le compite operazioni verrà restituita al Municipio perchè venga da esso ammortizzata.

XVI. Ove la somma consegnata dal Municipio in carta non bastasse per far fronte al danno emergente dal cambio delle monete ed effetti cambiarii, l'eccedenza d'un tal danno dovrà sopportarsi dai sovventori in proporzione alle somme da essi versate, senza che possano accampare nessuna pretesa verso il Municipio.

Quanto è convenuto colla presente sarà all'occorrenza stipulato in altra carta in concorso col Municipio, e con chi altro vi avesse interesse.

15 Agosto 1849.

20 *Agosto.*

N. 6783-2481 Amm. com.

GOVERNO PROVVISORIO

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

17 *agosto* 1849.

Alla Ditta

Dietro i concerti e gli ordini avuti dalle competenti Autorità, venne stabilito che abbia ad esser pronto un fondo di effettivo da essere poi distribuito a mezzo della Banca e col concorso del Comune a quelle persone che regolarmente legittimate si presentassero per riceverlo.

Onde provvedere questo fondo si è nominata una Commissione, e nell'equo suo riparto la prelodata Ditta venne tassata per L. . . . . somma che nell'atto del versamento le verrà subito concambiata con altrettanta Carta comunale al pari per esserle poi risarcita la differenza subito dopo conosciuta la vera sorte della nostra carta monetata, come spiega l'articolo undecimo del Progetto 15 andante relativo a questo oggetto, reso ostensibile a tutti i contribuenti nella residenza di questo Municipio nel Palazzo Ducale, oppure presso la Banca stessa.

Si viene dunque colla presente a diffidare come si diffida la surriferita Ditta per la somma indicata come sopra in L. . . . . che vorrà versare in moneta d'oro o d'argento od in effetti cambiarii al prezzo in calce notato nella Cassa di Reggenza della Banca sita in Palazzo Ducale al più tardi entro la giornata di domenica pross. ventura 19 agosto corr.

Lo scopo santo cui tende questa sovvenzione, la stringenza delle attuali circostanze, persuadono il Municipio che se il di lei patriottismo ha sempre assecondato le mire superiori, non esiterà in questo stringente momento ad esser pure proclive e pronto all'adempimento di quanto colla presente le si prescrive, mentre in difetto potrebbe essere eminentemente compromessa la salvezza dell'interesse e delle persone.

CORSO DELLE VALUTE ED EFFETTI CAMBIARII

Pezzi da 20 franchi	Aust. L.	26:—
Doppie di Genova	»	100:—
Sovrane	»	45:—
Talleri imperiali	»	6:35
Pezzi da 5 franchi	»	6:05
Londra a tre mesi	»	32:—
Francia ad un mese	»	126:—

Altra del 20 *agosto* 1849.

Alla Ditta

Colla lettera 17 corrente N. 6783-2481 si è dimostrato l'eminente bisogno di calcolare al momento l'effettivo importo in dinaro, oggetto

importantissimo; e dietro la tassazione operata da apposita Commissione la si è invitata al versamento presso la Banca nazionale di effettive lire . . . . e queste alle condizioni del relativo progetto.

Comunque non ponga dubbio il Municipio che la Ditta stessa penetrata delle imperiose circostanze siasi adoperata per corrispondere al versamento da cui non potrebbe assolutamente essere esonerata, non pertanto il Municipio che deve senza eccezione calcolarvi per le immediate conseguenti disposizioni, la invita a sollecitarne l'effetto col prestarvisi entro il giorno . . . .

Lo scopo a cui tende quest'operazione può divenire ad ogni momento talmente urgente, ed è di tanta importanza per la sicurezza delle persone e delle proprietà dei cittadini, che il Municipio si troverebbe nell'assoluto dovere di far conoscere nella mattina del 23 corrente all'Intendenza generale dell'armata il preciso elenco di quelli che non si saranno prestati ai versamenti, affinchè proceda in loro confronto a quelle misure che crederà più opportune a guarentigia di quelli che esattamente hanno già corrisposto o saranno per corrispondere.

20 *Agosto.*

N. 293.

GOVERNO PROVVISORIO.

LA COMMISSIONE MUNICIPALE PEGLI OGGETTI ANNONARJ, SANITARJ, EC. DEL VII. CIRCONDARIO.

Il Municipio dispose che presso questo Circondario siavi giornalmente una determinata quantità di carne di manzo da essere venduta a sole lire *due* correnti alla libbra, nell'intenzione di giovare con tal provvedimento agli ammalati, e per la sicurezza di trovare il genere, e per la modificazione nel prezzo.

La vendita sarà fatta ai soli che ne documenteranno il bisogno con certificato medico, il quale sarà vidimato dalla Commissione annonaria di questo Circondario che ne farà l'assegno sopra quel macellaio, che sarà incaricato per la vendita.

Il presidente
ANTONIO DAL CERÈ.

20 *Detto.*

N. 392.

IL CONSIGLIO DI REGGENZA DELLA BANCA NAZIONALE VENETA

Avvisa:

Che nel giorno 30 del corrente mese alle ore 12 meridiane nel solito locale detto la Loggetta a S. Marco alla presenza del Commissario

governativo, del Podestà di Venezia, di un delegato della Camera di commercio e del Presidente della Banca avrà luogo l'abbruciamento di L. 232,614:61 moneta comunale versata dalla Municipalità alla Banca a seconda del suo Avviso 24 andante N. 5220-2002.

Subito dopo si ammortizzeranno per abbruciamento L. 653,450:— di cedole patriottiche. Ed allo scopo di far conoscere al pubblico la quantità di carta che sarà tolta alla circolazione dal giorno suddetto, si elencano qui sotto i nove abbruciamenti seguiti, che uniti al decimo fanno l'ingente somma di L. 2,533,132.

Si abbrucieranno in fine altre L. 73,900 — di carta patriottica proveniente dal cambio di cedole piccole con quelle da L. 50 e L. 100.

Elenco degli abbruciamenti.

20 Decembre	1848	1.ª	Bruciata	L.	197,333
23 Gennajo	1849	2.ª	id.	»	117,667
12 Febbrajo	id.	3.ª	id.	»	128,000
9 Marzo	id.	4.ª	id.	»	327,283
30 detto	id.	5.ª	id.	»	193,300
30 Aprile	id.	6.ª	id.	»	154,283
11 Maggio	id.	7.ª	id.	»	156,916
8 Giugno	id.	8.ª	id.	»	334,050
6 Luglio	id.	9.ª	id.	»	270,850
30 detto	id.	10.ª	id.	»	653,450
			Totalita .	L.	2,533,132

Venezia, 26 luglio 1849.

Il presidente P. F. GIOVANELLI.

Il regg. cass. Angelo Levi. *Il regg. seg.* Gio. Conti.

20 *Agosto.*

N. 391.

IL CONSIGLIO DI REGGENZA DELLA BANCA NAZIONALE VENETA

Avvisa:

Di aver ricevuto dall'Ufficio centrale per l'emissione delle cartelle dei prestiti i Buoni cogli annessi Coupons relativi al prestito dei tre milioni di lire costituito col decreto 19 settembre 1848, N. 2217, a garanzia della moneta patriottica.

I contribuenti al prestito suddetto sono pertanto invitati a prodursi a questo Ufficio, dal quale, previo rilascio delle quitanze interinali che posseggono, e contro ricevuta firmata di propria mano, verranno loro consegnati i corrispondenti Buoni coi relativi Coupons a fronte dei pagamenti fatti o dei vaglia estinti.

Onde facilitare tale operazione, si distribuiranno nel giorno 30 andante i Buoni a quelle Ditte che intieramente supplirono la loro parte nel suddetto prestito, e nel giorno 31 pure andante quelli relativi ai quoti parziali sin qui versati.

Venezia, 26 luglio 1849.

Il presidente, P. F. GIOVANELLI.

Il regg. cassiere, A. Levi. *Il regg. segr.* G. Conti.

---

20 *Agosto.*

N. 412.

IL CONSIGLIO DI REGGENZA DELLA BANCA NAZIONALE VENETA

Avvisa:

Che nel giorno 17 andante alle ore 12 meridiane e nel solito locale della Loggetta di S. Marco alla presenza del Commissario governativo del Podestà di Venezia, d'un Delegato della Camera di commercio e del Presidente della Banca, seguirà l'undecimo abbruciamento di cedole patriottiche ammontante alla somma di L. 800,350, derivato da nuova estinzione di vaglia da parte dei privati.

Saranno contemporaneamente abbruciate altre L. 226,300 di cedole comunali, derivate da cambi contro quelle emesse da L. 50 e L. 100, e finalmente si ammortizzeranno per abbruciamento L. 99,237 di cedole comunali versate alla Banca dalla Municipalità per introiti, sale e tabacchi dello scorso mese di luglio.

Venezia, 11 agosto 1849.

Il presidente P. F. GIOVANELLI.

Il regg. cass. A. Levi. *Il regg. segr.* G. Conti.

---

23 *Agosto.*

N. 6976-2693.

GOVERNO PROVVISORIO.

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

ALLA GUARDIA CIVICA.

Lo zelante servizio che fino dalla sua istituzione ha la benemerita Guardia civica prestato pel mantenimento della pubblica tranquillità e del buon ordine, tanto più rendesi necessario in questi supremi momenti.

Quantunque le reiterate prove date dalla Guardia specialmente nelle più gravi circostanze non lascino dubitare del più animato servizio, pure il Municipio crede suo preciso dovere di rivolgere preghiera ai singoli individui della Guardia stessa a prestarsi personalmente ad ogni

invito, onde essere in grado di disimpegnare l'alta loro missione con quella energia che si rende necessaria perchè sieno conservati illesi il decoro, l'ordine e la pubblica tranquillità.

La Guardia civica in cotal guisa accrescerà i meriti da essa acquistati, e si renderà sempre più degna della pubblica estimazione e riconoscenza.

Il podestà GIO. CORRER.

Gli Assessori

DONA'	MEDIN
MICHIEL	MARZARI
GIUSTINIANI	IVANCICH

Il segr. A. LICINI.

23 *Agosto.*

PAROLE DI DANIELE MANIN.

Il Presidente Manin, chiamato dal popolo e dalla milizia per avere notizie sulle condizioni attuali, rispose che occorrendo alcuni schiarimenti era partito espressamente il generale Cavedalis, e che si sarebbero pubblicati colle stampe tutti i patti.

Essendosi poco dopo rinnovato il tumulto, Manin comparve di nuovo al poggiuolo, e con tutta la forza del suo immutabile carattere, rivolse alla piazza agitata queste parole: Siete Italiani? (*Sì, sì da tutte le parti.*) Volete meritare d'essere liberi forse tra poco? (*Sì, sì.*) Ebbene, scacciate da voi quegl'infami che vi suscitano. Quanto a me, vi prometto che mi farò uccidere prima di sottoscrivere nessun patto disonorante. Se la prepotenza delle armi, se l'abbandono di tutta l'Europa ..... conserviamo l'onore immacolato di questa Venezia, che è ammirata da tutto il mondo per la condotta che avete tenuto finora: VIVA L'ITALIA —. Tutta la piazza echeggiava ad ogni frase di applausi e di viva Manin. Una commozione universale s'impadronì degli animi di tutti, anche dei pochi malcintenzionati che forse si trovavano tra la folla. E gli applausi divennero frenetici, quando Manin, rientrato un momento per la piena dell'affetto, uscì di nuovo gridando: Chi è vero Veneziano, venga a pattugliare con me. Discese subito dal palazzo, e circondato dallo stato maggiore di tutti i corpi, con eroico coraggio, traversò la Piazza ripetutamente fra gli applausi ed i viva del popolo entusiastato.

24 Agosto.

N. 6977-2694.

LA CONGREGAZIONE MUNICIPALE DI VENEZIA.

Avviso.

La civica Rappresentanza, penetrata della gravità delle circostanze ed animata dalla viva brama di provvedere a tutto ciò ch'esse esigono, in modo che l'interesse de' cittadini sia il più possibile garantito, ha creduto utile di associarsi i signori

GIUSEPPE MARSICH, *Comandante la Guardia civica.*
PIETRO GORI.
FRANCESCO TRIFFONI.
MARCO MOLIN.
NICOLO' PRIULI.
ABRAMO ERRERA.
PIETRO FRANCESCO GIOVANELLI.
GIUSEPPE CALUCI.

Ogni necessaria disposizione sarà sempre presa quindi di comune accordo, e sempre poi per il maggiore pubblico vantaggio.

Il Podestà GIO. CORRER.

DONA'	MEDIN
MICHIEL	MARZARI
GIUSTINIANI	IVANCICH

Il segr. A. Licini.

24 Detto.

N. 6977-2694.

LA CONGREGAZIONE MUNICIPALE DI VENEZIA

AGLI ABITANTI DI VENEZIA, ALLA GUARDIA CIVICA ED ALLE TRUPPE.

In questi supremi momenti il Governo provvisorio trovò necessario di trasfondere il potere nelle mani del vostro Municipio, ed il Municipio, quantunque compreso da tutta la gravità di tale missione, pure lo assunse volonteroso come alto dovere del proprio ufficio, e più di tutto perchè fida che ogni cittadino conosca ed osservi pienamente gli obblighi che gl'incombono verso la patria.

Si rivolge esso a quel popolo che, contenendosi per ben diecisette

mesi, anche in momenti difficilissimi, tranquillo e dignitoso, diede un vero esempio di civile saggezza, e lo esorta a mantenersi tale.

Prega le truppe di ogni arma, se apprezzano veramente, come punto non si dubita, il loro onore militare, a mantenere sino all'ultimo istante la disciplina, chè tanto la disciplina quanto il valore valgono per l'onor di un soldato.

Il Municipio ha sempre avuto ed avrà a cuore l'onore e l'interesse delle truppe.

Fida finalmente nella Guardia civica, ch'essa, penetrata da tutta la importanza della di lei missione, vorrà essergli di appoggio a serbare l'ordine e la sicurezza di questo paese. Alla Guardia civica precipuamente deve il Municipio associarsi. E questo e quella hanno le medesime rappresentanze, hanno lo stesso scopo, e lo scopo deve esser raggiunto. Non fa che onorarsi chi in questi momenti prende le armi e sta vigile a mantenere la pace. Non è fatica senza frutto quella di custodire l'ordine, la sicurezza, l'onore della patria, ed a ciò è chiamata la Guardia civica, la cui missione mostrò sempre di pienamente conoscere, e sul cui patrio amore sarebbe disconoscenza il dubitare.

Cittadini, riposate tranquilli sui vostri concittadini; conservatevi quali foste fino ad ora, ed il Municipio e la Guardia civica, per quante difficoltà si faranno loro innanzi, sapranno superarle, e raggiungeranno lo scopo che si hanno prefisso.

Il podestà GIO. CORRER.

DONA'	MEDIN
MICHIEL	MARZARI
GIUBTINIANI	IVANCICH

MARSICH — GORI — TRIFFONI — MOLIN — PRIULI — ERRERA
GIOVANELLI — CALUCI.

Il segr. A. LICINI.

---

24 *Agosto.*

N. 12742.

IL GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

Considerato che una necessità imperiosa costringe ad atti, a' quali non possono prender parte nè l'Assemblea dei rappresentanti, nè un potere emanato da essa,

Dichiara:

1. Il Governo provvisorio cessa dalle sue funzioni.

2. Le attribuzioni governative passano nel Municipio della città di Venezia per tutto il territorio sin qui soggetto ad esso Governo.

3. L'ordine pubblico, la quiete e la sicurezza delle persone e delle

proprietà, sono raccomandati alla concordia della popolazione, al patriottismo della Guardia civica ed all'onore dei corpi militari.

Venezia, 24 agosto 1849, ore 2 pom.

Il presidente MANIN.

24 Agosto.

N. 6977-2694.

CONGREGAZIONE MUNICIPALE DI VENEZIA.

Trasfuso dal Governo provvisorio nel Municipio della città di Venezia il potere di cui trovavasi investito, si pubblicano i finali risultamenti delle pratiche istituite con S. E. il Generale di cavalleria cav. di Gorzkowski, comandante in capo della IV. Divisione del corpo d'armata di riserva, relativamente alla occupazione di Venezia e dell'annesso territorio dal lato delle II. RR. Armate di S. M. I. R. A.

Il podestà GIO. CORRER.

DONA'- MICHIEL - GIUSTINIANI - MEDIN - MARZARI - IVANCICH - MARSICH - GORI - TRIFFONI - MOLIN - PRIULI - ERRERA - GIOVANELLI - CALUCI.

Il segretario A. LICINI.

PROCLAMA *di S. E. il feld-maresciallo conte Radetzky in data 14 agosto* 1849.

ABITANTI DI VENEZIA.

La pace col Piemonte è conchiusa. Con questo avvenimento svaniscono le ultime speranze che alcuni fra voi ancora riponevano in una nuova ripresa delle ostilità. Poco a poco la quiete e l'ordine legale tornano pure a felicitare le residue parti d'Italia, le cui popolazioni, liberate dai terrori dell'anarchia, con rinascente fiducia volgono i loro sguardi ad un'era novella.

Una fazione, che vi signoreggia, fa in modo che voi soli persistiate ancora in una ingiustificabile resistenza contro un Governo che vi offre tutte quelle garantie di libertà legale e di assennato progresso, che voi col sagrifizio del vostro ben essere indarno cercate di conseguire sotto un Governo rivoluzionario.

In questo supremo momento una volta ancora alzo la mia voce per esortarvi seriamente di abbandonare una via, che, senza portarvi verun utile, senza offrirvi veruna speranza di successo, non farebbe che aggiungere nuove sciagure a quelle che vi ha già apportato questa causa disperata.

Affine pertanto che tali sciagure abbiano un termine, io sono ancora

pronto, e vi dichiaro di concedervi quelle stesse condizioni che vi offersi nella mia intimazione del 4 maggio:

Art. I. Resa piena, intiera ed assoluta.

Art. II. Reddizione immediata di tutti i forti, degli arsenali e dell'intiera città, che verranno occupati dalle mie truppe, alle quali saranno pure da consegnarsi tutti i bastimenti di guerra, in qualunque epoca siano fabbricati, tutti i pubblici stabilimenti, i materiali da guerra, e tutti gli oggetti di proprietà del pubblico erario di qualsiasi sorte.

Art. III. Consegna di tutte le armi appartenenti allo Stato oppure ai privati.

Accordo però dall'altro lato, come allora le accordai, le seguenti concessioni:

Art. IV. Viene concesso di partire da Venezia a tutte le persone senza distinzione che vogliono lasciare la città per la via di terra o di mare.

Art. V. Sarà emanato un perdono generale per tutti i semplici soldati e sott'ufficiali delle truppe di terra e di mare.

Accettando queste condizioni, voi farete il primo passo verso l'unica via, che può portar rimedio ai mali avvenuti e guarentirvi un migliore e più fausto avvenire.

Milano, 14 agosto 1849.

Il feld-maresciallo, comandante in capo le ii. rr. truppe in Italia
RADETZKY.

PROCESSO VERBALE. Nella Villa Papadopoli presso Mestre, ove risiede il quartiere generale del II. Corpo di riserva, il giorno 22 agosto 1849.

Presenti S. E. il sig. Generale di cavalleria cavaliere di *Gorzkowski*, comandante del 2. corpo di riserva.

S. E. il sig. Generale d'artiglieria cavaliere di *Hess*, quartiermastro dell'i. r. armata.

Il sig. conte *Marzani* ad. a S. E. il sig. Generale di cavalleria per gli affari civili.

Sono comparsi il sig. conte *Nicolò Priuli*, il conte *Dataico Medin* ed il sig. avvocato *Caluci*, tutti tre rappresentanti del Municipio; il sig. ingegnere *Cavedalis*, rappresentante la parte armata, ed il sig. *Antonini*, rappresentante il commercio, i quali esponendo la determinazione dei loro committenti e della popolazione di Venezia, di far la loro sommissione a S. M. I. R. A., e di stabilire il modo di consegnare la città e le sue dipendenze, viene d'accordo combinato quanto segue:

1. La sommissione avrà luogo secondo i precisi termini del proclama di S. E. il feld-maresciallo conte *Radetzky* in data 14 agosto corrente.

2. La consegna intiera di quanto è contemplato dallo stesso proclama 14 agosto seguirà entro giorni quattro decorribili da quello di dopo domani, nei modi da concertarsi da una Commissione militare, composta delle LL. EE. il sig. Generale di cavalleria cavaliere *Gorzkowski*,

ed il sig. Generale di artiglieria cavaliere di *Hess*, e dei signori colonnelli cavaliere *Schlitter*, aiutante generale di S. E. il feld-maresciallo conte di *Radetzky*, ed il cavaliere *Schiller*, capo dello stato maggiore del 2. corpo di riserva da una parte, e del sig. ingegnere *Cavedalis* dall'altra, il quale si associerà un Ufficiale superiore della Marina.

3. Avendo poi i signori Deputati Veneti esposto la necessità di alcune dilucidazioni relativamente alle disposizioni contemplate agli articoli IV e V del precitato proclama, si dichiara che le persone che debbono lasciar Venezia sono: 1. tutti gl'ii. rr. Ufficiali che hanno servito colle armi contro il loro Sovrano legittimo; in 2. luogo tutti i militari esteri di qualsiasi grado, ed in 3. luogo le persone civili nominate nell'elenco che sarà consegnato ai Deputati Veneti.

Nella circostanza che attualmente in Venezia circola esclusivamente una massa di carta monetata, di cui non potrebbe essere spogliata la parte più povera della numerosa popolazione senza gravissimi inconvenienti per la sua sussistenza, e nella necessità inoltre di regolare questo oggetto prima dell'ingresso delle ii. rr. truppe, resta disposto che la carta monetata che trovasi in giro sotto la denominazione di *carta comunale*, viene ridotta alla metà del suo valore nominale, ed avrà corso forzato soltanto in Venezia, Chioggia e negli altri luoghi compresi nell'estuario per l'accennato diminuito valore, fino a tanto che, d'accordo col Municipio Veneto, sarà ritirata e sostituita, il che dovrà aver luogo in breve spazio di tempo.

L'ammortizzazione poi di tale nuova carta dovrà seguire a tutto peso della città di Venezia e dell'estuario suddetto, mediante la già divisata sovraimposta annua di centesimi 25 per ogni lira di estimo, e con quegli altri mezzi sussidiarii che gioveranno ad affrettarne la totale estinzione. In riguardo di questo aggravio non saranno inflitte multe di guerra, e si avrà riguardo per quelle che furono già inflitte ad alcuni abitanti di Venezia relativamente ai loro possessi di terraferma. In quanto poi alla carta denominata *patriottica*, che viene totalmente ritirata dalla circolazione, non che circa gli altri titoli di debito pubblico, si verrà in progresso alle opportune determinazioni.

Fatto in doppio originale, firmato di proprio pugno nel giorno e mese sopracitati.

Gorzkowski - Hess f. m. - Marzani.

Medin - Antonini - Caluci - Priuli - Cavedalis.

DICHIARAZIONE dietro interpellanza del Municipio sulla interpretazione dell'art. 3. del processo verbale, nella riserva di pubblicare quanto prima l'indicato elenco, che non venne ancora trasmesso. —

Alla Congregazione Municipale di Venezia. —

Assecondando il desiderio espresso nel foglio d'oggi, non esito a dichiarare che, essendo tassative le disposizioni cui allude il Municipio, s'intende da se, che tutti quelli civili che non figurano nell'elenco nomi-

nale che viene ad essere consegnato, potranno rimanersi in patria senza tema di molestie per le cose passate in linea politica.

Ciò serva di norma al Municipio pel contegno da tenersi a tranquillità di codesta popolazione.

Marocco, dal quartiere gen. in Casa Papadopoli 23 agosto 1849.

Il Generale di cavalleria comandante il II. corpo di riserva
GORZKOWSKI.

24 *Agosto.*

N. 4.

COMMISSIONE GOVERNATIVA.

Inerentemente all'odierno decreto, pubblicato dal Governo provvisorio, ed ai conseguenti proclami municipali, i poteri governativi vengono interinalmente concentrati nella Commissione sottosegnata.

Con ciò per altro non restano alterate le ordinarie attribuzioni delle Autorità costituite e di tutti gli Uffizii fin qui sussistenti, i quali continueranno nel regolare disimpegno delle loro respettive mansioni.

Gli atti di uffizio saranno intestati in nome della Commissione stessa.

Se ne rende inteso il pubblico per sua norma e direzione.

GIOVANNI CORRER, *Podestà.*

DONA'	MEDIN
MICHIEL	MARZARI
GIUSTINIANI	IVANCICH

MARSICH — GORI — TRIFFONI — MOLIN — PRIULI
ERRERA — GIOVANELLI — CALUCI.

24 *Detto.*

N. 14.

COMMISSIONE GOVERNATIVA.

Secondo le determinazioni prese di concerto fra le Autorità austriache e la Commissione governativa di Venezia, si porta a pubblica notizia che gl' individui seguenti, cioè:

I. tutti quegli ufficiali che devono lasciare Venezia e gl'II. RR. Stati Austriaci;

II. tutti i civili che sono nello stesso obbligo per essere compresi nelle liste già pubblicate;

III. tutti quelli che intendessero di recarsi all'estero approfittando della disposizione contenuta nell'art. IV del Proclama di S. E. il feld maresciallo co. Radetzky devono essere muniti di passaporto austriaco.

A questo oggetto fino al mezzogiorno del 25 agosto andante saranno assunte all' Ufficio del Comitato di pubblica vigilanza le relative istanze, nelle quali sarà dichiarato, se s' intenda di preferire la via di terra o quella di mare per ottenere dall'austriaca Autorità la relativa concessione. In tal caso dovrà indicarsi nella istanza il luogo cui s'intende recarsi.

Il termine per assumere la istanza è così breve perchè col giorno *ventisette* quelli che sono obbligati a partire devono già avere abbandonata Venezia.

GIOVANNI CORRER, *Podestà.*

DONA' MEDIN
MICHIEL MARZARI
GIUSTINIANI IVANCICH

MARSICH — GORI — TRIFFONI — MOLIN — PRIULI
ERRERA — GIOVANELLI — CALUCI.

LICINI *segr.*

24 *Agosto.*

COMMISSIONE GOVERNATIVA.

Dispaccio testè ricevuto da S. E. il Generale di cavalleria Gorzkowski

AL MUNICIPIO DI VENEZIA

In relazione al processo verbale del 22 corrente, spedisco l'elenco degl' individui del ceto civile che devono allontanarsi da Venezia e da tutti gl' II. RR. Stati Austriaci.

Marocco, dal quartier generale, 24 agosto 1849.

Il comandante del II. corpo d'armata generale di cavalleria
GORZKOWSKI.

ELENCO NOMINALE

1. Avesani Gio. Francesco, avv.
2. Benvenuti Bartolomeo, avv.
3. Giuriati Giuseppe, notaio.
4. Minotto Gio.
5. Mengaldo Angelo, avv.
6. Pincherle Leone.
7. Manin Daniele, avv.
8. Tommaseo Nicolò.
9. Zerman dott. Pietro.
10. Zanetti (cognato di Manin).
11. Vergottini Nicolò.
12. Seismit-Doda Federico.
13. Varè Gio. Batt.
14. Morosini Gio. Batt. (già Deputato prov.).
15. Malfatti Bartolom.
16. Torniello (frate cappuccino).
17. Degli Antonj (prop. stab. Bagni S. Samuele).
18. Mircovich Demetrio.
19. Mazzucchetto Bernardino (frate del Convento di S. Francesco della Vigna).
20. Comello Angelo.

21. Cannetti Antonio, notaio.
22. Giustinian Augusto (estensore del giornale Sior Antonio Rioba).
23. Levi dott. Cesare (estensore del Libero Italiano).
24. Stadler Augusto.
25. Lanza Marco.
26. Ponzoni Pietro.
27. Soler Giuseppe.
28. Mattei Giacomo, avv.
29. Bernardi Giuseppe, avv.
30. Grondoni Ernesto.
31. Fabris Domenico (già Deputato centrale).
32. Sirtori (prete Lombardo).
33. Serena Leone.
34. } Fratelli Da Mula, nobili.
35. }
36. Bellinato Angelo.
37. Manetti Dario, notaio.
38. Lazaneo, sacerdote.
39. Manzini, ingegnere.
40. Caffi, impiegato.

Dalla Commissione governativa.

GIOVANNI CORRER, *Podestà*.

DONA' MEDIN
MICHIEL MARZARI
GIUSTINIANI IVANCICH

MARSICH — GORI — TRIFFONI — MOLIN — PRIULI
ERRERA — GIOVANELLI — CALUCI.

Il segr. LICINI.

24 *Agosto.*

AL POPOLO VENEZIANO.

Noi non ci rivedremo forse mai più sulla terra. Accogliete l'addio di chi vi ha schiettamente amati, senza fine nè di vanità, nè di lucro; di chi voi amaste perchè credevate ch'egli voleva con sincerità il vostro bene. Io vi lascio dolente non de' miei ma de' vostri dolori che ho sentiti nell'anima con ammirazione e pietà; i quali sentirò anche lontano. Questo mi consola, che nella speranza e nella sventura vi siete sentiti italiani, vi siete meglio conosciuti e affratellati tra voi; che avete con ordine e senno esercitato il vostro diritto di sovrani legittimi di voi stessi; che coi sacrifizii e con le virtù vostre avete meritata la gratitudine d'Italia e la stima del mondo. E ve la saprete, spero, mantenere: e non vi pentirete dell'avere desiderato l'onore della patria vostra; e pregherete Dio che colle nuove calamità innalzi le anime vostre e vi faccia meritevoli di destini migliori. Non odiate nemmen coloro che vi fanno del male, e che sono più infelici di voi. Non vi avvilite dinanzi ad essi; ed eglino vi onoreranno in cuor loro, e disprezzeranno quei disgraziati, che per brama di guadagno scellerato, o per paura turpe, o per abietto orgoglio, o per inumana vendetta si getteranno sotto a' lor piedi perchè li calpestino, e godranno del veder calpestati i proprii fratelli. Pensate che tocca a voi sostenere in faccia al mondo l'onore del

nome veneziano, e credete fermamente che il dì della vostra salvazione verrà. Questa fede vi farà salvi e grandi.

Ne' dì del dolore non date retta a chi tenterà screditare coloro che v' hanno amato. Spero di certo che mai non imprecherete al mio nome, e che qualche benedizione volerà da queste lagune alla mia sepoltura in terra d'esilio.

Liberato per l'amor vostro da quella carcere ove ero entrato per amor vostro, presi qualche parte nel governo allorquando il prenderla portava pericolo; e ci stetti mio malgrado tre mesi per non mi dimostrar discorde e non aggravare le difficoltà di que' tempi. Rifiutai poscia ogni incarico, fuori che di Deputato, ch'era viltà e ingratitudine rifiutare. Quel ch' io desiderassi e consigliassi a pro' vostro, saprete un giorno. Ma posso vantarmi fin d'ora di non aver mai nè chiesto nè sofferto di ricevere delle fatiche mie prezzo alcuno; del non aver mai rigettato con disdegno le preghiere del povero, le querele dell'oppresso; del non aver chiusa a nessuno sventurato, nè la stanza, nè l'anima mia; del potere, se esco vivo di Venezia, uscirne con la fronte alta così come il giorno che uscii della carcere. E vorrei ancora patire per voi: e nel mio esilio e nella mia solitudine scriverò le vostre lodi ai popoli che non v' hanno conosciuti, che v' hanno abbandonati; e invocherò la gloria e la libertà sulla vostra fronte e de' figli vostri.

N. TOMMASEO.

---

25 *Agosto.*

LA COMMISSIONE GOVERNATIVA

Avvisa

Che la carta monetata a tutto dimani continua ad avere il suo valore nominale; e che tutti i bottegai sono obbligati a tenere aperti i loro negozi.

GIOVANNI CORRER, *Podestà.*

DONA'	MEDIN
MICHIEL	MARZARI
GIUSTINIANI	IVANCICH

MARSICH — GORI — TRIFFONI — MOLIN — PRIULI — ERRERA
GIOVANELLI — CALUCI.

LICINI *segr.*

25 *Agosto.*

N. 109.

COMMISSIONE GOVERNATIVA

Avviso

1. Il giorno 27 corrente, al mezzogiorno, tutti gl' individui che hanno a lasciar Venezia *via di mare* e che a questo fine ricevettero dalla Commissione militare il biglietto d'imbarco per uno degli 8 bastimenti appositamente allestiti, dovranno recarsi al bastimento loro assegnato, ove apposito impiegato, visitati i loro ricapiti, e riconosciuta l'identità della persona, li ammetterà sul bastimento stesso.

2. Quelli che dovessero emigrare e che tuttora non si fossero provveduti del biglietto d'imbarco si recheranno nella sala della Commissione militare, ove loro verrà rilasciato e ciò fino alle ore 4 pomeridiane del giorno 26.

3. Alle 6 pomeridiane del predetto giorno 27 gli otto bastimenti saranno rimurchiati agli Alberoni dai piroscafi *Pio IX* (fluviale), *Achille*, *Città di Ravenna* e *Città di Venezia*, ed, anche subito, fuori in mare, se il tempo lo permetterà, altrimenti rimarranno agli Alberoni per partire assistiti dagli stessi piroscafi, nel qual caso nessuno dei passeggieri potrà scendere a terra senza perdere il diritto al suo posto, ed a questi, come a quelli che non si fossero imbarcati precedentemente, la Commissione governativa non garantisce di ciò che loro potesse accadere in seguito.

4. I bastimenti approderanno a Corfù, e da colà si dirigeranno per Patrasso, ove sbarcheranno tutti quegl' individui che si dirigono per la Grecia, Turchia e resto di Europa.

5. Quelli che volessero progredire il viaggio per Alessandria saranno subito imbarcati a Corfù sopra apposito legno e colà sbarcati.

6. I viaggi per altri punti, fuori che per quelli citati, cioè Corfù, Patrasso ed Alessandria, saranno a tutto carico dei passeggieri.

7. Il capitano di corvetta *Baldisserotto* si troverà in Corfù per dirigere i movimenti dei bastimenti e passeggieri.

GIOVANNI CORRER, *Podestà.*

DONA'	MEDIN
MICHIEL	MARZARI
GIUSTINIANI	IVANCICH

MARSICH — GORI — TRIFFONI — MOLIN — PRIULI — ERRERA
GIOVANELLI — CALUCI.

LICINI *segr.*

26 *Agosto.*

N. 233.

LA COMMISSIONE GOVERNATIVA

Avvisa

Che col giorno di domani 27 corrente sarà riattivato il corso delle Poste, e che le lettere potranno essere impostate senza affrancazione per le Provincie lombarde e venete e colle solite tasse riguardo all'estero.

GIOVANNI CORRER, *Podestà.*

DONA' MEDIN
MICHIEL MARZARI
GIUSTINIANI IVANCICH

MARSICH — GORI — TRIFFONI — MOLIN — PRIULI — ERRERA
GIOVANELLI — CALUCI.

LICINI *segr.*

---

27 *Agosto.*

N. 258.

COMMISSIONE GOVERNATIVA

Non avendo oggi luogo, come credevasi, l'occupazione della città dal lato delle ii. rr. truppe, e quindi non essendo ancora pienamente libero l'approvvigionamento della città medesima, continua la carta comunale ad avere il suo corso al valor nominale, e subirà invece la riduzione della metà a datare dal giorno di domani 28 corrente.

Crede poi la Commissione di nuovamente ricordare ai bottegai, essere loro obbligo preciso di non rifiutare le vendite e di non tenere chiusi i negozii mentre ciò, come l'esperienza lo ha comprovato, turba la pubblica tranquillità ed espone loro medesimi a non lievi pericoli.

Il podestà, GIO. CORRER.

DONA' MEDIN
MICHIEL MARZARI
GIUSTINIANI IVANCICH

MARSICH — GORI — TRIFFONI — MOLIN — PRIULI — ERRERA
GIOVANELLI — CALUCI.

LICINI *segr.*

27 *Agosto.*

Al N. 109.

COMMISSIONE GOVERNATIVA

Avviso

È sospesa per oggi la partenza dei bastimenti destinati al trasporto degl' individui che devono lasciare Venezia.

I bastimenti stessi partiranno invece domani 28 corrente e l' imbarco dovrà essere compiuto alle ore sei antimeridiane, dopo le quali non sarà ammesso alcun passaggiere.

Le altre discipline dell'avviso 25 andante n. 109 restano ferme.

GIOVANNI CORRER, *Podestà.*

DONA'	MEDIN
MICHIEL	MARZARI
GIUSTINIANI	IVANCICH

MARSICH — GORI — TRIFFONI — MOLIN — PRIULI — ERRERA
GIOVANELLI — CALUCI.

LICINI *Segr.*

---

27 *Detto.*

N. 469.

LA COMMISSIONE CENTRALE DI SANITA'
AGLI ABITANTI DI VENEZIA.

Dal giorno 22 di questo mese il morbo che domina fra noi assunse un andamento di progressiva diminuzione.

Le turbazioni di spirito, lo scarso e poco salubre alimento, gli adunamenti straordinarii di persone in alcune parti della città, resero questa volta il cholera assai più letale in Venezia che negli anni 1835 e 1836. In questa grande sventura possiamo nondimeno sperare che l' irruzione del morbo dalle predette circostanze resa oltremodo impetuosa e morbifera, abbia esaurita la massima parte de' predisposti, e che la durata di questo flagello sia di gran lunga più breve che negli anni precorsi.

La Commissione sanitaria, animata da questa ragionevole fiducia, vi esorta, abitanti di Venezia, a operare con ogni sforzo per estirpare al più presto i germi del cholera che percorre adesso il ramo discendente della sua parabola. Essa vi raccomanda di nuovo le cose pubblicate il giorno 14: ripararvi, cioè, accuratamente dalle impressioni atmosferiche, vegliare alla pulitezza delle case e delle vie, evitare i luoghi affollati, sostenere le forze con opportuni alimenti. Una speciale prudenza

ora vi è necessaria nella scelta di essi. Perchè, disabituati da parecchie settimane dalle carni e dalle bibite spiritose, non potreste senza grave pericolo farne uso intemperante. La crapula e la briachezza rigenererebbero le disposizioni al malore che sono in gran parte esaurite e lo porterebbero a quelle medesime luttuose conseguenze che derivano dalle afflizioni e dall'inedia. I morbi accidentali, che ne sarebbero effetto, vi costringerebbero a cure che affievoliscono i corpi e predispongono al cholera. Questa Commissione vi ha già raccomandato di essere assai guardinghi nel sottoporvi a salassi o a purgativi. L'esperienza la convinse ognora più del pericolo che accompagna codesti espedienti e della necessità che non siano mai applicati in qualsiasi stadio del cholera senza maturo consiglio del medico curante. Guardatevi dunque dall' abbandonarvi all'intemperanza che potrebbe condurvi a tristi necessità. Preferite ai vegetabili i cibi animali, ma non ne sopraccaricate lo stomaco. Fate parco uso del vino; una discreta quantità sostiene le forze digerenti, mentre la soverchia le perturba con affievolimento generale del corpo.

La vostra prudenza influirà a rendere più vicino il termine di questo morbo.

Venezia, 26 agosto 1849.

Il presidente, CALUCI.

Abbiamo omesso per innocente errore di riferire le relazioni delle sedute tenute il 24 e 26 luglio dall' Assemblea dei rappresentanti lo Stato veneto; e, piuttosto che lasciar correre questa lacuna nella Raccolta, le inseriamo qui, sebbene fuori di data.

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI
DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 24 luglio 1849.

Presidenza del citt. Lodovico Pasini.

La seduta pubblica è aperta alle ore 1 e 1/2.

Letto il processo verbale della precedente adunanza, è approvato.

Il *presidente* annunzia l'assenza, per indisposizione, del rappresentante Giordani. Indi comunica una lettera del rappresentante Reali, colla quale, per motivi di malattia, dichiara di rinunziare all'incarico di rappresentante.

L'Assemblea non accetta la rinunzia.

Il *presidente*: Nella riunione delle Sezioni di questa mattina, furono eletti, per esaminare e fare il rapporto sulle due petizioni per la organizzazione della Guardia civica: nella prima, i rappresentanti Benvenuti Adolfo, Varè e Gasparini; nella seconda, Benvenuti Bartolomeo, Pincherle, Tornielli G. B.; nella terza, Baroni, Insom, Gradenigo.

Nelle tre Sezioni per l'esame della proposta Balbi, furono eletti i rappresentanti: Avesani, Somma e Caluci.

In nome della Commissione visitatrice dei feriti, il segretario *G. B. Ruffini* legge il seguente rapporto:

« Nell'antecedente rapporto, la vostra Commissione vi ha significato che, nelle sue visite all'ospitale dei feriti, aveva trovato lodi da tributare, piuttosto che provvedimenti da suggerire. Obbedendo all'incarico di darvene una continuata relazione, non ha dunque oggi che a confermarvi brevemente quelle sue conchiusioni, stimando che la brevità per questo titolo non possa che tornarvi gradita.

Il numero dei malati in totalità era a tutto ieri di 385. Fra questi, rimangono soltanto 72 feriti, per la maggior parte in istato soddisfacente. Due soli sono gli uffiziali feriti, i quali pure vanno sempre più migliorando.

Assicurati che in generale le provvisioni sono bastanti, fummo avvertiti che il vino di Cipro scarseggia, e si corre pericolo che sia per mancare anche questa bevanda a confortare i convalescenti. Nè è da sostituirvi, com'era stato suggerito, il *grog*, ossia acqua col rum, mentre i medici, dopo fatto qualche esperimento, trovarono di doverlo escludere affatto. Facciamo cenno di questo divieto, per far sapere che il dono di qualche bottiglia di vino a questo ospitale delle Convertite, sarebbe atto utilissimo di carità.

Non vi sarà poi discaro di essere informati, che delle vittime, che soggiacquero il 14 corrente al disgraziatissimo evento accaduto nell'Isola della Grazia, sei sono in vita; delle quali, cinque danno non lievi speranze di guarigione, mercè le cure loro prodigate nell'ospitale di San Giorgio maggiore, ove fino dal primo istante furono raccolte. »

Il *presidente* annunzia all'Assemblea tre proposte di riforme legislative, fatte dal rappresentante Caluci, che verranno in altra adunanza prese in considerazione.

Il *presidente:* Seguendo l'ordine del giorno, si passerà alla presa in considerazione della proposta del rappresentante Giustinian, relativa agl'impiegati compresi nella Guardia civica mobilizzata. La proposta è la seguente:

« 1. Sarà conservato il posto e continuato l'assegno a quegl'impiegati dello Stato, che venissero compresi nella mobilizzazione della Guardia civica, ordinata dall'Assemblea col decreto 19 luglio corrente;

« 2. I detti impiegati non percepiranno il soldo di cui tratta l'articolo 17 del decreto surriferito. »

Invito il rappresentante Giustinian ad aggiungere, se vuole, degli schiarimenti.

Il *rappresentante Giustinian*: La proposta è da sè stessa abbastanza giustificata, e sento che vi sono molti altri che l'appoggiano.

La proposta è presa in considerazione dall'Assemblea; e quindi, dietro proposizione del *presidente*, viene mandata all'esame della Commissione, composta di nove rappresentanti, che ha riferito sulla legge di mobilizzazione.

Il *presidente:* Furono or ora presentate tre proposte d'urgenza. La prima è dei rappresentanti G. B. Tornielli e Carlo Ruffini, del seguente tenore:

« Considerando che, in pendenza degli studii dell'Assemblea per un nuovo Regolamento organico della Guardia civica, è urgente di provvedere perchè il servizio ordinario sia esattamente prestato da ciascun cittadino, affinchè divenga meno gravoso per tutti, e perchè la milizia cittadina possa esercitare la sua influenza morale per essere rispettata e onorata, com'essa merita;

« L'Assemblea decreta:

« 1. L'articolo 82 del Regolamento organico 20 maggio 1848 per la Guardia civica, è modificato come segue:

« Il servizio della Guardia civica stazionaria è obbligatorio e personale. Ogni sostituzione è proibita pel servizio ordinario, fuorchè tra padre e figlio, tra fratello e fratello, tra zio e nipote, e tra affini del medesimo grado, purchè sieno guardie civiche.

« 2. L'articolo 131 del Regolamento organico è pure modificato come segue:

« La Guardia civica chiamata al servizio, che lo ricusa o manca di presentarsi senza giustificare l'impedimento al capitano prima dell'ora del servizio, è punita:

« Per la prima volta, con una ammonizione ed una multa di correnti

lire sei: se la multa non è pagata entro 24 ore dall'intimazione al capitano quartier mastro di legione, la pena si converte in un giorno di arresto, da subirsi immediatamente nella Camera di disciplina;

« Per la seconda volta, con un simile arresto di due giorni, e con l'inserzione del nome nell'ordine del giorno.

« Per la terza volta, con eguale arresto fra i cinque e i dieci giorni, e con la pubblicazione del nome a stampa per il circondario della legione.

« Il giudizio compete al capo battaglione, che si farà assistere dal capitano relatore, e dal sottotenente segretario del Consiglio di disciplina.

« La guardia che, chiamata a questo giudizio, non comparisce, è giudicata in contumacia.

« In caso di nuova recidiva la Guardia viene incorporata nella truppa di linea; ma il giudizio ne compete ad un Consiglio, da instituirsi di volta in volta dal capo battaglione e composto del capo battaglione come presidente, del capo relatore, del sottotenente segretario, di un capitano, di un sottotenente, di un sergente, di un caporale e di due guardie semplici.

« 3. Il Comando generale della Guardia civica è incaricato dell'esecuzione del presente decreto. »

Il *rappresentante G. B. Tornielli* chiede di poter dare alcuni schiarimenti in appoggio della urgenza.

Premetto che parlo anche a nome del collega rappresentante Carlo Ruffini, meco associatosi nella proposta.

Fra le tante imperfezioni del Regolamento organico 20 maggio 1848 per la Guardia civica, due ve ne sono le quali reclamano un provvedimento urgente, che non potrebbe essere ritardato, senza pregiudizio del servizio, dal progetto di una modificazione generale al Regolamento suddetto, di cui dovrà occuparsi la Commissione che avete testè nominata, o cittadini rappresentanti, in seguito alle petizioni del Comitato direttore del Circolo italiano, e del cittadino Federico Wlten.

E poichè il lavoro di questa Commissione non sarà sì lieve, mentre è sempre meno agevole il riformare che il costruire, e mentre le difficoltà si presentano maggiori, ove si tratta di por mano ad una legge, che, avendo per base il sentimento spontaneo e generoso di un popolo, deve poi provvedere per quei casi parziali che rendono affiacchito o sordo questo sentimento; così sorge, a nostro credere, la necessità della legge transitoria che sottoponiamo alla vostra sanzione, e che ci viene suggerita dall'esperienza di sedici mesi.

Questa legge risguarda: 1. il sistema delle sostituzioni; 2. le punizioni pei mancanti alle chiamate in servizio.

Quanto al primo, l'articolo 82 del Regolamento organico è così concepito:

« Il servizio nelle guardie civiche stazionarie è obbligatorio e per-
« sonale. Nessuno quindi può farsi rappresentare nell'onorevole incarico
« di guardia civica.

« Le sostituzioni non sono permesse se non che fra guardie civiche
« dello stesso battaglione, e dietro approvazione dei capitani, i quali

« non le accorderanno che per casi urgenti e speciali. Possono le sostituzioni avvenire anche mediante le guardie civiche del corpo di riserva, « come è disposto nel titolo relativo, art. 75. »

Ora, nel mentre che l'articolo suddetto proibisce implicitamente con la prima sua parte le sostituzioni, le autorizza poi espressamente con la seconda e con troppa latitudine. Quando una legge accorda a chi ha il potere di applicarla una troppa facilità di eccezioni, ne conseguono a poco a poco gli abusi, che poi passano ben presto in consuetudine, quasi per diritto pretesa, ove non siano tolti radicalmente. Di questo principio riconosciamo la verità nell' abuso, veramente soverchio, delle sostituzioni accettate dai capitani, i quali nella tolleranza della legge trovano un rimedio ai pressanti bisogni del servizio, per riparare alla deficienza di quelle guardie, le quali, rifiutando il personale servizio, mandano i sostituti.

Se, ad imitazione del Regolamento della Guardia nazionale di Francia, avete ammesso, o cittadini rappresentanti, nella legge 19 luglio corrente la facoltà di farsi sostituire nella Guardia mobilizzata, poichè col servizio di questa trattasi di difendere la patria contro il nemico esterno con la sola forza fisica e materiale, che può esercitarsi tanto personalmente quanto per mezzo di un sostituto, dovete egualmente, ad imitazione del Regolamento suddetto, e per la ragione dei contrarii, proibire i sostituti, salve alcune limitate eccezioni, nel servizio interno della Guardia stazionaria, la quale deve compiere la sua nobile ed alta missione più con la forza morale e dell' opinione, che con quella fisica e materiale. Nè questo si ottiene, ove non tutti i cittadini indistintamente, senza privilegii od eccezioni, si prestino al sacro comune dovere di mantenere l'ordine e la tranquillità del paese, e di tutelare con le proprie le altrui sicurezze personali e le proprietà.

Le troppo facili sostituzioni pregiudicano poi il servizio, poichè, non essendo il sostituto che un mercenario comperato col mezzo di una moneta, presta generalmente un cattivo servizio, mentre, da altro non ispinto che dall' interesse del guadagno, non iscorge nell' opera sua che un peso servile da cui pensa sollevarsi alla peggio ed al più presto possibile; onde è che ne soffre la disciplina e più spesso il decoro della Guardia.

Inoltre, l'ammissione troppo generalizzata delle sostituzioni procurò in altro senso l'allontanamento da una spontanea e facile concorrenza al servizio di guardie attive; poichè, essendo queste composte dai cittadini di una classe discretamente agiata e civile, rifuggono il contatto per 24 ore nei varii appostamenti con sostituti, che per lo più non sono contenuti da riguardi civili e sociali.

E valga poi a lume di verità, ed a lode si del Governo che del Comando generale, come frequenti fossero ed energiche le ordinanze di quello e di questo, onde reprimere gli abusi dei sostituti, che alcune volte ai mali enunciati ne procuravano alcuni altri anche a danno delle proprietà, ma sempre senza effetto, perchè l'abuso, come abbiamo più sopra osservato, fu ingenerato dalla troppo facile eccezione del Regolamento.

A togliere tutti questi disordini sorge la necessità di proibire in massima le sostituzioni, non accordandole in via di specialissima eccezione, che tra consanguinei ed affini soltanto, cioè tra padre e figlio, tra fratello e fratello, tra zio e nipote, e tra affini del medesimo grado. Questi sostituti, atteso i loro rapporti col sostituente, lo rappresenterebbero come conviene, e, penetrati dallo stesso sentimento, si adopererebbero con egual zelo, eccitati non più dal basso stimolo del guadagno, ma invece dal nobile fine di servire alla patria come il loro congiunto.

In quanto al secondo, l'art. 131 del Regolamento organico è così concepito:

« Allorquando una Guardia civica chiamata al servizio si ricusa al « medesimo col non presentarsi, deve essere sottoposta al competente « Consiglio di disciplina. La prima mancanza sarà punita con un'am- « monizione ed una multa di L. 2. La seconda sarà punita con un' am- « monizione all'ordine, un giorno di arresto domiciliare, e la multa « di L. 4.

« La terza mancanza, quando le tre si verifichino in un periodo di « tempo minore di un anno, sarà punita mediante condanna all' arresto « non maggiore di dieci giorni, nè minore di cinque, e ad una multa « non minore di lire cinque, nè maggiore di lire 15 italiane.

« In caso di nuova recidiva, sarà applicata la prigionia non mino- « re di dieci giorni, nè maggiore di venti, e la multa non minore di « L. 15, nè maggiore di L. 50. »

L'esperienza ha troppo palesemente dimostrato che le sanzioni penali, di cui l'articolo suddetto, non raggiungono lo scopo cui dovrebbero mirare, della prontezza sì della punizione, come dell'esempio. E parlando delle multe per la prima e seconda mancanza, oltrechè troppo tenui e non proporzionate al mancamento di un dovere così sacro di ogni cittadino, manca poi per tutte il mezzo dell' esazione, giacchè l'esattore comunale si è, e non a torto, rifiutato di esigere queste multe, perchè non comprese nel suo contratto col Comune, e perchè il premio di questo suo contratto sarebbe di molto inferiore alla spesa necessaria per l'esazione di ogni singola multa di due e di quattro lire. E fu perciò che tutte le penalità con multe, inflitte dal 20 maggio 1848 a questa parte, riuscirono senza effetto.

Ammesso il principio incontrastabile che le gradazioni delle pene devono consuonare coi tempi e con le condizioni, ne consegue che le pene stabilite dall'art. 131, se potrebbero essere convenienti in tempi tranquilli e di pace, risultano poi troppo miti, e quindi inefficaci, in tempo di guerra, in cui le guardie mancanti al servizio violano doveri più sacri, e procurano maggiori danni conseguenti al mancamento, a peso del servizio stesso e delle altre guardie volonterose e diligenti.

La renitenza al servizio di guardia civica non si dovrebbe supporre avvenibile perchè ognuno dovrebbe essere abbastanza penetrato dal sentimento di amor patrio e di decoro per prestarsi volonteroso al servizio, il quale, anzichè un peso, dovrebbe tenersi come un onore. Ma poichè l'esperienza dimostra che vi ha in taluni, e forse in troppi, tale

renitenza, così è d'uopo che allo stimolo dell'onore, che manca in codesti, si supplisca con l'efficacia delle punizioni, che si facciano sentire là dove non tocca l'onore. Ecco quindi la necessità di ricorrere alle pene pecuniarie e di arresto, con inasprimento toccante anche l'onore, a seconda dei casi, ed ove queste pene riuscissero poi inefficaci, perchè tanto fosse in taluno il difetto dell'onore, dell'amore di patria e del sentimento del dovere, sorge la più forte necessità di ricorrere all'ultimo grado di pena, quello cioè di costringere il mancante a servire diversamente la patria con l'arrolamento nelle milizie.

Ed in quanto al metodo esecutivo, avuto riguardo allo stato eccezionale di guerra e di assedio, ed alle frequenti fazioni che rendono più pesante il servizio, deve essere pronto e sicuro pel miglior effetto della pena stessa. Convinto di questa necessità, il Governo provvisorio ordinò, con l'articolo 5 del decreto 16 agosto 1848, N. 181, che nella presente condizione di blocco, e finchè le armate nemiche abbiano disgombra la provincia di Venezia, fossero sospesi i Consigli di disciplina, concentrando le relative attribuzioni nel comandante del corpo, cui era attaccato il Consiglio. Ecco il perchè l'istruzione della pronta e sommaria procedura l'inflizione della pena deve spettare ed incombere al capo del battaglione, assistito dal capitano relatore e dal sottotenente segretario del Consiglio di disciplina, come, esecutivamente al decreto suddetto, prescrisse il Comando generale della Guardia civica col § 583 dell'ordine del giorno 19 agosto 1848.

Quanto poi all'arrolamento forzato nella truppa di linea per la quarta mancanza, siccome trattasi di una pena molto grave, così richiedesi che la regolarità delle procedure e la giustizia delle deliberazioni sieno meglio garantite dal voto di tanti membri, quanti sono almeno i gradi della milizia in una compagnia, che da quello soltanto del capo battaglione, del capitano relatore e del segretario.

Così, la guardia, contro cui si procede, non vedrà nel suo giudice l'individuo, ma un corpo, non il suo superiore, ma insieme con questo il suo eguale e, se pure ne avesse, il suo subalterno, e mai potrà dubitare sulla giustizia della deliberazione che lo colpisce. Ecco il perchè, trattandosi di questa pena, sorge la convenienza e necessità di riattivare e radunare di volta in volta il Consiglio di disciplina.

L'urgenza poi della legge, che abbiamo sottoposto alla vostra sanzione, o cittadini rappresentanti, sorge non solo dalla necessità di riparare immediatamente ai disordini accennati, che diverrebbero più gravi e pregiudiziali ove aspettar si volesse la generale riforma del Regolamento, che dovrà essere opera di lungo tempo e di profondi studii per la nominata Commissione; ma sorge altresì da una necessaria conseguenza della legge recente sulla mobilizzazione. E difatti se, in base agli articoli 1. e 2. della legge suddetta, saranno ora obbligati a prestare servizio tutti quei cittadini, che per esenzioni o permessi non lo prestavano, o che vi si erano maliziosamente sottratti (e di questi l'attuale inscrizione ne scoperse un numero significante), è certamente presumibile che tali individui non si presenteranno al servizio del migliore buon gra-

do e di spontanea volontà, ove prima se ne procurarono i mezzi onde sottrarsene. E se con questi nuovi militi andrà il corpo della Guardia stazionaria a rimpiazzare le deficienze di quelli che passeranno nel corpo mobilizzato, non si raggiugnerà certo facilmente questo fine, ove non verrà per urgenza adottata la legge proposta proibitiva le sostituzioni, e comminante pene più rigorose per le mancanze, poichè e di quelle e di queste si potrebbe temere più numero nei nuovi richiamati al servizio.

Per tutte queste riflessioni, che, se vi saranno sembrate troppo minuziose, erano però necessarie perchè suggerite dalla pratica esperienza, sottoponiamo alla vostra sanzione, o cittadini rappresentanti, il seguente progetto di legge transitoria, e chieggiamo sia discusso per urgenza. (*V. sopra.*)

Messa ai voti per alzata e seduta, la presa in considerazione dell'urgenza è adottata.

Il *presidente*: Adesso si deve incaricare o le Sezioni, od una delle Commissioni permanenti, od una speciale, per fare il rapporto sull'urgenza nel tempo che sarà determinato dall'Assemblea.

La presidenza proporrebbe una Commissione speciale, e questa composta dei rappresentanti Benvenuti Adolfo, Correr Pietro e Gradenigo, i quali siano incaricati di fare senza ritardo un rapporto sulla urgenza. (*L'Assemblea adotta; i tre Commissarii si ritirano per allestire il rapporto.*)

Passeremo intanto alla lettura della proposta di urgenza del rappresentante De Giorgi, ch'è del seguente tenore:

« Che l'Assemblea inviti il Governo e la Commissione militare con pieni poteri a sottoporle per esame e sanzione i decreti e regolamenti risguardanti la giurisdizione criminale militare, cioè:

« 1. Il decreto 6 aprile a. c. N. 5457 del Governo; 2. il decreto 18 giugno N. 37; 3. il decreto 18 giugno N. 55: 4. il decreto 19 giugno N. 66; 5. il decreto 21 giugno num. 121; 6. il decreto 2 luglio N. 906; 7. il Regolamento pei Consigli straordinarii permanenti di guerra e marina 14 luglio N. 1579; 8. il Regolamento pei Consigli ordinarii di guerra, che sta per essere pubblicato; tutti questi dalla Commissione militare. »

Il *rappresentante De Giorgi:* Ecco il motivo della mia proposta e della sua urgenza.

Non ho bisogno di dire che sia il diritto comune di tutti i cittadini la retta amministrazione della giustizia, specialmente in casi criminali. I militari, che certo sono fra i più benemeriti cittadini, perchè espongono la loro vita per difesa comune, hanno eguali, e, se fosse possibile, maggiori diritti alla retta amministrazione della giustizia.

Io non entrerò a dire se sia bene provveduto, o no, dalle leggi esistenti. Dico solamente che la moltiplicità delle leggi, di cui le posteriori in parte abrogano le anteriori, senza che si le une che le altre sieno ancora sancite, non è la cosa più utile per la regolare amministrazione della giustizia penale.

D'altra parte, essendo breve il tempo che ci rimane al compimento delle nostre adunanze, che terminano col giorno 14 agosto, e siccome l'esame delle diverse leggi, che sono indicate nella mia proposta, non può farsi sì brevemente; se non fosse ammessa l'urgenza, forse potremmo essere nella impossibilità di terminare l'esame e di compiere il lavoro, quando ci fosse presentato più tardi questo cumulo di leggi.

D'altra parte, se mai ci fosse in alcuna di queste leggi qualche difetto essenziale, che anche in un solo caso potesse compromettere la retta amministrazione della giustizia, come la vita, la libertà, l'onore dei cittadini o dei militari, credo che noi avremmo un grande rimorso di non avere preveduto o suggerito, ciascuno secondo i nostri lumi, le modificazioni e i miglioramenti necessarii.

Credo che nell'interesse della giustizia, e dirò anche del decoro nostro, sarà presa in considerazione la dimanda di urgenza.

Il *presidente*: Domando all'Assemblea se voglia prendere in considerazione la dimanda d'urgenza per la proposta de Giorgi.

L'urgenza non è presa in considerazione.

Il *presidente:* Il rappresentante Bullo fa la seguente proposta di urgenza:

« Considerando che, se i bisogni della patria richiedono straordinarii sacrificii da ogni ceto di persone ed in ispecie dagl'impiegati, tali sacrificii deggiono essere commisurati alle rispettive forze economiche;

« Considerando che pel sensibilissimo aumento del prezzo di tutti i generi, le trattenute ordinate dal decreto 19 luglio 1848 N. 10467 del Governo provvisorio di Venezia, o spontaneamente offerte, riescono incomportabili agl'impiegati aventi piccoli stipendii;

« Considerando che gli onorarii degl'impiegati delle classi inferiori non sono oggidì, per la specialità delle circostanze, proporzionati ai bisogni;

« Decreta:

« 1. Le trattenute, ordinate dal decreto 19 luglio 1848 N. 10467, o spontaneamente offerte sugli stipendii degl'impiegati civili, cessano col mese in corso pei soldi non eccedenti le annue lire 3000.

« 2. Tali trattenute sono limitate:

« *a*) al 5 per 0/0 sui soldi da L. 3001 a L. 4500;

« *b*) al 10 per 0/0 sui soldi da » 4501 a » 6000.

« 3. È mantenuta nel suo pieno vigore ogni altra disposizione del detto decreto 19 luglio 1848.

« 4. Durante il presente stato di blocco, e cominciando col primo del prossimo venturo mese di agosto, sono accordati agl'impiegati civili dei sussidii nelle seguenti misure:

« *a)* del 20 per 0/0 sui soldi non eccedenti le annue L. 1200.

« *b*) del 15 per 0/0 da L. 1201 a L. 2100.

« *c*) del 10 per 0/0 da » 2101 a » 2700.

« 5. Il Governo è incaricato della esecuzione del presente decreto. »

Il *rappresentante Bullo*: Lasciata da parte ogni altra considerazione, credo che la urgenza risulti da ciò che le trattenute contemplate da quel

decreto, propongo abbiano da cessare col finire di questo mese, e che i sussidii da darsi agl'impiegati, aventi soldi meschini, propongo che si abbiano a dare col principio del mese venturo.

Il *presidente:* Metteremo a' voti la presa in considerazione dell' urgenza. (*Non è ammessa.*)

Il *presidente:* Invito la Commissione a riferire sull'urgenza della proposta Tornielli e Ruffini.

Il *rappresentante Adolfo Benvenuti relatore* (*legge*): « I doveri dei cittadini per ciò che spetta la Guardia civica, e i bisogni del momento, e le recenti disposizioni della legge emanata dall'Assemblea col giorno 19 luglio p. p. sulla mobilizzazione di parte della Guardia stessa, non solo consigliano l'esame della proposta dei rappresentanti Tornielli Gio. Battista e Ruffini Carlo, ma lo vogliono per urgenza. »

Il *presidente:* Invito adesso l'Assemblea a riconoscere, se vuole, l'urgenza.

Risultato della votazione:

Votanti	N. 76
Favorevoli	» 58
Contrarii	» 18

L'urgenza è adottata e la proposta rimessa all'esame della Commissione medesima, che deve riferire sull'altra del rappresentante Giustinian. La Commissione s'impegna di dare il suo rapporto per dopo domani.

Il *presidente:* Passeremo adesso alla seconda parte dell'ordine del giorno, che è la terza deliberazione sulla proposta del rappresentante B. Benvenuti, risguardante la comunicazione dei motivi delle sentenze o decreti dei tribunali superiori, anche nei casi di conferma, la quale è del seguente tenore:

« Qualunque decreto o sentenza di giudice, sia civile, sia criminale, dev'essere accompagnata dalla esposizione dei motivi, benchè confermi quella di un giudice inferiore. »

Nell'adunanza del 19 luglio, fu ammesso di passare alla terza deliberazione; dopo la quale se ammessa la proposta diverrà legge definitiva.

La proposta, senza ulteriore discussione, è messa ai voti, col seguente risultato:

Votanti	N. 72
Favorevoli	» 69
Contrarii	» 3

Il *presidente* invita il rappresentante Foscarini, relatore, a leggere il rapporto sull'oggetto seguente dell'ordine del giorno.

Il *rappresentante Foscarini relatore* (*legge*):

La Commissione permanente di legislazione fu incaricata di prendere in esame il decreto governativo 18 marzo decorso N. 4526, col quale venne abrogato il decreto 30 aprile 1848 della repubblica veneta, nella parte in cui deferiva ai tribunali criminali ordinarii i delitti non militari delle persone addette alla milizia.

La Commissione suddetta, nell'atto di presentare il proprio rapporto,

osserva, che non essendosi nè colla legge 30 aprile 1848, nè con altre disposizioni, data veruna norma per la classificazione dei delitti sovraindicati, insorgevano in più casi fondati dubbi sulla competenza.

Il tribunale criminale di Venezia aveva rappresentato il bisogno di determinare con precisione quali fossero i delitti militari, e quali i delitti non militari, sebbene commessi da persone addette alla milizia. Lo stesso tribunale aveva riferito ch'erano stati rimessi a lui alcuni affari, i quali, a parer suo, dovevano considerarsi di competenza della militare autorità, ed aveva fatto conoscere le difficoltà che gli si affacciavano per condurre a termine parecchie inquisizioni, che avrebbero potuto essere più sollecitamente compiute dagli auditori di que'corpi ai quali appartenevano gl'imputati, e tutti i testimonii, ovvero la massima parte di questi.

Il tribunale d'appello aveva sottoposto l'argomento alla Commissione temporaria di revisione, ma cessò il soggetto di farne rapporto al Governo, avendo questo pubblicato il suo decreto 18 marzo 1849, di cui ora si tratta.

Evidente è la necessità che durante la guerra si proceda con tutta celerità, affinchè sieno repressi senza ritardo dalla giustizia punitiva tutti i delitti che venissero commessi dai militari. Nè ciò potrebbesi ottenere sì agevolmente col mezzo dei tribunali criminali ordinarii.

Era dunque non solo utile, ma assolutamente indispensabile, e della massima urgenza, il provvedimento adottato col decreto 18 marzo 1849, e la Commissione permanente di legislazione propone, ad unanimità di voti, che sia dall'Assemblea sanzionato.

Dopo una discussione incidentale sul modo di votazione da seguire nei casi di sanzione, che non sono previsti dal Regolamento, alla quale presero parte, oltre al presidente, i *rappresentanti Varè*, *De Giorgi*, *Avesani*, *Errera*, *Malfatti*, *Minotto*, l'Assemblea, per alzata e seduta, si pronuncia per lo scrutinio segreto.

Il *presidente*: Rileggeremo dunque il decreto 18 marzo (*legge*):

« È abrogato il decreto 30 aprile 1848 N. 4828 della repubblica veneta, nella parte con cui deferiva ai tribunali ordinarii criminali i delitti non militari delle persone addette alla milizia.

« I tribunali ordinarii consegneranno con rapporto al Dipartimento della guerra i processi consumati, od in corso. »

Risultato dello scrutinio.

Votanti	N.	67
Voti favorevoli	»	62
Voti contrarii	»	5

La sanzione è data dall'Assemblea al decreto 18 marzo del Governo provvisorio.

Il *presidente:* Adesso procederemo, secondo l'ordine del giorno, alla seconda deliberazione sulla proposta del rappresentante Lunghi, di concentrare in apposito Ufficio i protesti cambiarii.

Il rappresentante Lunghi, ch'è ammalato, come la presidenza ne fu avvertita dal rappresentante Ferrari Bravo, non può oggi intervenire all'adunanza. Il rapporto fu già da molti giorni stampato e distribuito.

Il *rappresentante B. Benvenuti:* Domando la parola per avvertire che la Commissione ha incaricato un altro de' suoi membri per far le veci di relatore.

Il *rappresentante Bigaglia* (*legge*): Nel progetto ora in discussione, riformato dalla Commissione di legislazione, è detto, agli articoli 1. 2. 3., che l' Ufficio, dal quale soltanto col mezzo de' proprii notai saranno levati i protesti degli effetti cambiarii, verrà costituito da tutti i notai, qui residenti, i quali volessero prenderne parte, libero ad essi di ritirarsi dall' associazione.

Questa duplice libertà mi sembra eccessiva, poichè espone al pericolo, se non probabile, almeno possibile, che l' Ufficio da un punto all'altro resti deserto. Veramente, l' interesse che vi hanno i notai, autori in origine del progetto, non farebbe presumere la verificazione del caso; ma, trattandosi di una legge, mi sembra non essere sufficiente che l' esecuzione di essa sia basata sopra una semplice presunzione. La legge, ora proposta, infrange o modifica in parte quella vigente, la quale stabilisce che sia in facoltà del possessore della lettera di cambio di servirsi di quel notaio, in cui abbia la maggior confidenza: la legge nuova deve adunque provvedere ad una sostituzione, non soggetta ad incertezze dipendenti dall'altrui volontà, ed imporre quindi de' doveri, perchè almeno un certo determinato numero di notai sia obbligato a non abbandonare l' Ufficio. Mi sembra che in questo senso dovrebbero essere riformati i tre primi articoli, sentiti prima i notai, che vi sarebbero interessati.

L' articolo 4. obbliga ad ore determinate la presentazione degli effetti cambiarii protestabili, e stabilisce l' irresponsabilità dell' Ufficio per la inesecuzione del protesto di quelli più tardi presentati. Tali disposizioni meritano d' essere ancora ponderate, ravvisandosi anco in esse un' alterazione al disposto del parag. 162 del Codice di commercio.

L' articolo 11. ritiene i notai addetti all' Ufficio responsabili solidariamente di ogni danno recato alle parti: tale disposizione ha ad essere preceduta e conseguente di una convenzione, che dovrebbe aver luogo tra notai, che con atto spontaneo vi si obbligassero.

Coll' articolo 12. viene proposto che la Camera di commercio, da cui l' Ufficio dei protesti dovrebbe dipendere, ne sorvegliasse l' esatta regolarità. Sembra che con ciò s' intenda prescindere dalla formalità, alla quale erano tenuti i notai per l' articolo 176, di fare inscrivere i protesti in giornata nella Cancelleria del tribunale mercantile. Se ciò fosse, insorgerebbe un' altra modificazione della legge in corso; e parmi sia quindi da esaminar bene se il nuovo provvedimento suggerito offra maggiori guarentigie del precedente.

Finalmente, è pure da osservare se sia da stabilire qualche cosa di più preciso sull' orario dell' Ufficio, l' intervento de' notai e la firma degli atti, nel caso d' impedimento del preposto.

Appoggiato sopra tali riflessi, io vorrei, che, sospesa oggi la discussione, fossero rimessi il progetto e regolamento, per l' istituzione dell' Ufficio de' protesti, alla Commissione di legislazione, perchè, in unione

alla Commissione di commercio, la quale è da ritenersi competente in argomento sì strettamente congiunto alle sue attribuzioni, sia proceduto a nuovi studii, e proposte le riforme, che per avventura si riputassero convenienti.

Il *presidente:* Il rappresentante Bigaglia non formulò alcuna emenda al progetto di legge; ma combattè le basi principali del progetto, e domandò che venisse rimesso per nuovi studii alla Commissione di legislazione ed a quella di commercio. Di questa sua domanda si terrà conto al momento di porre a' voti se debbasi passare alla terza deliberazione del progetto. Ora la discussione è aperta sulle parti speciali, perchè appunto nella seconda deliberazione tocca discutere sulle particolarità del progetto.

Il *rappresentante Bigaglia:* Mi pare che, se l' Assemblea adottasse la mia proposta, sarebbe tutto tempo guadagnato.

Il *presidente:* La sua idea combina colla mia. Se adesso non accade discussione sui particolari del progetto, bisogna naturalmente passare in altro giorno alla terza deliberazione. Nel frattempo queste Commissioni potranno studiare il progetto; e potrà forse l' Assemblea raccomandare che sia da loro esaminato. Ma adesso, conforme al Regolamento, la discussione è sui particolari del progetto, e non posso impedire che, se un rappresentante avesse osservazioni da fare, le faccia.

Il *rappresentante G. B. Ruffini:* Meno la seconda delle osservazioni, fatte dal rappresentante Bigaglia, che non potei afferrare, e alla quale è forse per rispondere l' avvocato Benvenuti, tutte le altre furono già esaminate e discusse a lungo dalla Commissione, la quale ha redatto il suo progetto.

Noi non possiamo accettare che si torni a passare ad una Commissione, acciocchè faccia nuovi studii, senza che emende positive e precise sieno poste sul banco della presidenza.

Adesso si deve fare la discussione sui singoli articoli; e se non v'è alcun rappresentante, il quale faccia qualche emenda chiara e precisa, noi non possiamo accettare che si passi alla Commissione per far nuovi studii.

Il *rappresentante avv. Benvenuti:* Come redattore del piano della Commissione, insisto anche io perchè abbiano ad essere presi in esame i singoli articoli. Ciò che ha detto il rappresentante Bigaglia potrà dare occasione a formulare una o più emende. Infatti tutte le sue osservazioni si risolvono in censure e modificazioni, che si riferiscono a questo o quell' articolo. Non è ora il momento di entrare nell' esame generale della legge. Non ostante io farò osservare che, come ha detto il rappresentante Ruffini, furono presi in esame i punti indicati.

Per esempio, cominciando dal primo articolo, il Bigaglia prevede il caso possibile che tutti i membri si ritirino. Ebbene: se egli crede che la legge abbia da provvedere a questo caso, formuli un' emenda; la Commissione la esaminerà, e vedremo se si possa risolver subito; nel caso che non si possa risolvere subito, aggiorneremo, e ci procureremo tutte le cognizioni necessarie.

Per ciò che riguarda l'articolo quarto, che limita l'obbligo della consegna dei protesti, anche in questo noi abbiamo avuto riguardo alla condizione speciale di Venezia. Avverto anzi che abbiamo voluto interpellare il presidente della Camera di commercio, che gli abbiamo parlato con qualche interesse, e siamo andati d'accordo in questa disposizione, la cui opportunità emergerà dalla discussione, che saremo per fare articolo per articolo.

Su quello che si rimprovera all'articolo 11., per cui si stabilisce una solidarietà fra i varii notai, la risposta è semplicissima. Nessuno è obbligato; l'Ufficio è costituito da quelli che vogliono appartenervi: dunque chi entra nell'organizzazione non è forzato a formare una società, ma volentieri li contrae da sè stesso, e sotto quei vincoli che formano per così dire un patto sociale.

L'altra osservazione sull'articolo 12. è verissima. Noi abbiamo inteso di abolire l'articolo 176 del Codice di commercio, il quale prescrive che tutti i protesti debbano essere registrati al tribunale di commercio.

Secondo quell'articolo del Codice di commercio, i tribunali erano autorizzati a dichiarare essi medesimi in certi casi l'insolvenza; quindi l'avere sott'occhi i protesti che venivano levati di giorno in giorno, serviva al tribunale di norma per dichiarare il fallimento di questo o di quello. Ora questo diritto non gli è più accordato, perciò è un atto inutile quello che si fa, e da qualche anno non è più in uso. Dunque noi, volendo evitare l'inutilità della registrazione presso il tribunale di commercio, ma vedendo che riusciva utile che la Camera di commercio, che rappresenta tutto il ceto dei commercianti, avesse continue relazioni, e potesse ogni momento informarsi delle mutazioni che avvengono nel patrimonio dei negozianti, abbiamo inserito quell'articolo.

Concludo da tutto questo che possono essere fatte delle emende, le quali saranno esaminate; ma che non c'è ragione che, dopo passata la prima lettura senza nessuna osservazione, si torni a censurare tutta intera la legge e si rimandi di nuovo in esame a quella Commissione o ad un'altra.

Il *presidente:* La discussione generale è chiusa. Ora si procederà alla discussione dei singoli articoli. Per maggior chiarezza leggeremo di seguito i tre primi articoli del progetto di legge qual fu riformato dalla Commissione:

« 1. A datare . . . . . viene istituito un apposito Ufficio, dal quale soltanto, col mezzo dei proprii notai, saranno levati i protesti degli effetti cambiarii protestabili in questa piazza.

« 2. Tale Ufficio sarà costituito da tutti i notai qui residenti, i quali vorranno prenderne parte, ed avrà la sua residenza presso la Camera di commercio, ove sarà aperto ogni giorno, meno i festivi, dalle ore 9 antimeridiane alle 6 pomeridiane.

« Ciascun individuo attualmente esercente il notariato in Venezia, dovrà dichiarare in iscritto alla Camera notarile, a tutto . . . . se intende di formar parte dell'uffizio. Il silenzio farà presumere la negativa. I

notai che venissero in seguito nominati, dovranno emettere tale dichiarazione entro dieci giorni da che sarà loro notiziato il relativo decreto. Quei notai, che per omessa dichiarazione non formassero parte dell'associazione, potranno nullameno riunirvisi trascorso l'anno, dandone avviso un mese prima all'ufficio. È libero a ciascuno di ritirarsi dalla associazione. »

Il *rappresentante Bigaglia*, al terzo articolo, propone l'emenda od aggiunta seguente:

« Purchè il numero dei notai non sia mai ridotto a meno di sette. »

Il *rappresentante Bigaglia*: Mi pare che sia una grande guarentigia che meno di un tal numero di notai non vi debba essere in un ufficio, perchè la parola stessa indica che vi devono essere molte persone che lo compongono. Mi pare che si debba stabilire un *minimum*, e meno di questo numero mi pare che non si possa stabilire.

Il *rappresentante Benvenuti*: Prevedere la possibilità di questo caso non credo inopportuno, quantunque sia molto difficile che l'ufficio dei notai abbia a ridursi a numero così tenue, come crede il rappresentante Bigaglia. Conviene ricordarsi che il progetto fu iniziato dagli stessi notai, che di quindici, dieci lo sostennero e che poi fu appoggiato da tutti gli ufficii che conobbero la sua grande utilità.

Non è sì facilmente presumibile che, dopo che dieci lo proposero, essi stessi sieno tutti per ritirarsi; molto più, che quanto più si ristringe il numero, tanto maggiore diventa il vantaggio a chi resta.

Ad ogni modo, per parte mia, non avrei nessuna difficoltà a provvedere al caso, restringendo il numero a cinque, perchè è molto difficile che il numero si restringa sotto questo limite.

Posto che si vuole impedire che si abbia a verificare questo inconveniente, preveniamolo; ma mi pare che cinque sia più che sufficiente.

Il *rappresentante Bigaglia*: Si tratta di un'associazione; vi può dunque essere contrasto d'interessi. Bisogna prevedere che questi interessi possano condurre i componenti l'ufficio a ritirarsi. Per questo crederei assolutamente necessario stipulare un numero conveniente. Si tratta che vanno ad assumere una solidarietà ed una responsabilità solidale, quand'anche fino da principio si avesse gran numero di notai che concorressero a comporre l'ufficio.

Per questo insisto affinchè sia stabilito almeno il numero di sei, perchè il numero di *cinque* lo credo troppo ristretto.

Il relatore Benvenuti accede al numero di sei.

Il *presidente*: Porremo ai voti questa emenda all'art. 3, per poi votare tutti e tre gli articoli.

L'emenda è approvata.

Messi quindi ai voti cumulativamente i tre primi articoli, per alzata e seduta, sono approvati.

Si legge l'art. 4 del seguente tenore:

« Il protesto potrà essere levato fino alla mezzanotte. Gli effetti cambiarii dovranno essere presentati all'ufficio dalle 9 antimeridiane alle 3 pomeridiane. L'ufficio non è responsabile dell'inesecuzione del prote-

sto degli effetti presentati nelle successive ore nelle quali resta aperto. »

Il *rappresentante Bigaglia:* Avevo fatto osservare, nel mio primo discorso, che questa sarebbe un'alterazione al senso della legge; perchè in quella si parla di tutte le garantie, che stanno a benefizio del possessore della cambiale, e qui si limita dalle 9 alle 3 il tempo, quanto alla responsabilità che ha l'ufficio. Questa cosa mi pare che potrebbe tacersi; dicendola, si dà quasi una sanzione alle preferenze che possono aver luogo, perocchè possono trovarsi molte cambiali, e può darsi che per alcune rimanga il tempo a protestarle, per altre no. Parmi, quindi, doversi evitar di dare questa sanzione.

Il *rappresentante Benvenuti:* Col nostro art. 4. si fece, è vero, una modificazione alla pratica ordinaria; ma si osservò che le disposizioni del Codice di commercio furono già modificate da disposizioni emesse sotto il governo austriaco, per le quali i protesti non potevano essere levati che fino al tramonto.

Qui si tratta di ristringere le modificazioni, al che la Commissione s'indusse per raggiungere lo scopo propostosi: che, cioè, i protesti sieno atti veramente validi, e non atti a cui si attribuisca tanta importanza senza che la meritino.

Per qual ragione i protesti non si fanno regolarmente? La ragione si è perchè molti possessori di cambiali aspettano gli ultimi istanti. Se venissero all'ufficio tutti gli atti in una volta, e si trattasse di levare i protesti in varie parti del paese, mancherebbe il tempo, e perciò nascerebbe quel disordine, a cui la legge attuale intese di rimediare.

Si tratta di circoscrivere a poche ore e niente più il tempo della presentazione, per ottenere appunto il vantaggio che i protesti meritino realmente quella grandissima fiducia, e portino con sè quella efficacia, che la legge attribuisce loro.

Trattandosi di lievissima modificazione, fatta per ragioni di ordine pubblico, credo che l'Assemblea troverà opportuno adottarla.

Si dice che sarebbe meglio non mettere l'ultima parte dell'art. 4. Noi abbiamo invece creduto che la necessità di ammettere questa disposizione risultasse dall'aver adottate le disposizioni anteriori. Questo è, in qualche modo, un temperamento a quel male, che si volle ravvisare nel torre qualche ora. Noi lasciamo che anche più tardi vengano portati i protesti; ma chi non è diligente, dovrà subire la conseguenza della impossibilità, in cui l'ufficio si trovasse di adempiere al debito suo.

Dunque non è vero che noi permettiamo di protrarli più tardi, ma diciamo ai diligenti: *Se volete che l'ufficio assuma tutta la responsabilità, portateli a tempo, e ne avete spazio sufficiente.* Quelli che non vogliono usare la diligenza dovuta, che vogliono esporsi alla possibilità che l'ufficio non sia in caso di fare il suo debito, li portino più tardi. Dunque nessuno può lagnarsi, perchè gl'inconvenienti sono tutti a carico di chi non userà diligenza necessaria. D'altronde, la necessità di fissare un termine è evidente, perchè altrimenti avremmo lasciato sussi-

stere l'inconveniente di vederli nel modo, in cui in gran parte si è proceduto sinora.

Il *rappresentante Pincherle*: L'articolo com'è redatto mi pare giovi insieme al commercio, perchè non bisogna dimenticare che il protesto si fa il dì successivo alla scadenza, e che dall'alba al tramonto del sole il portatore ha il diritto di protestare la cambiale.

Una volta si facevano i protesti a qualunque ora si voleva; da questo nacque l'inconveniente che il protesto si faceva nello scrittoio del notaio piuttosto che al domicilio.

Ora, se si può presentare le cambiali sino alle tre, si ha tutto il tempo conveniente per sè, e si dà al notaio il tempo di fare l'ufficio suo. Se poi uno, o per dimenticanza, o nella supposizione d'essere pagato, venisse all'Ufficio dopo le tre, il tempo non è menomamente ristretto, ma allungato sino alla mezzanotte; soltanto dovranno sopportare le possibili conseguenze del ritardo. Così restano ai notai nove ore per sopperire a tutti i *bisogni*, per i viaggi delle varie persone che si devono visitare.

Io credo che bisogni lasciare fisso il termine stabilito, e che non si possa imporre all'Ufficio che il protesto di una cambiale, consegnata tardissimo, sia fatto regolarmente e con tutta sua responsabilità.

Il *presidente*: Il rappresentante Bigaglia persiste nel volere modificata l'ora?

Il *rappresentante Bigaglia*: Persisterò nel voler levata quella facoltà lasciata ai notai di protestare sì o no gli atti presentati dopo le ore tre.

Il *presidente*: Allora l'articolo dev'essere cambiato.

Il *rappresentante Benvenuti*: In quel caso non sarebbe più possibile lasciare ferme quelle disposizioni. Perchè allora, secondo il metodo del rappresentante Bigaglia, qui ci sarebbero maggiori inconvenienti; ci sarebbero maggiori limitazioni di quelle che vogliamo ammettere. Se si sopprime la terza parte dell'articolo, converrebbe anche escludere la seconda, perchè circoscrive l'obbligo di protestare la cambiale dalle 9 alle 4, e quindi porta una limitazione di termine. Che cosa nasce dunque, se fosse presentata dopo le tre? Ecco appunto il caso cui noi intendevamo di provvedere in quell'ultima parte.

Mi pare che il rappresentante Bigaglia tema che questo Ufficio non possa adempiere l'obbligo suo per gli atti presentati dopo. Ma questa difficoltà è più apparente che sostanziale. Conviene ricordarsi che vi sono persone, che hanno interesse di levare i protesti, e non cercheranno certamente pretesti per sottrarsi all'adempimento delle proprie funzioni. Non è già detto che l'Ufficio debba tralasciare di levar il protesto, se la cambiale si presenta dopo l'ora fissata. Dice soltanto che l'Ufficio non è responsabile della inesecuzione del protesto. Si suppone che questo dipenda realmente da un fatto, per cui sia impossibile farlo.

In questo senso abbiamo inteso l'articolo. Or, se lo s'intende così, questo obbietto svanisce interamente, e non c'è ragione alcuna di fare la sua emenda; rifletta a quelle parole: *l'Ufficio non è responsabile della*

inesecuzione del protesto degli effetti presentati nelle successive ore nelle quali resta aperto.

Il *rappresentante Errera*: Se non vi sono quelle parole, dopo le 3 non può più levare il protesto.

Il *rappresentante Bigaglia*: Io lascerò la disposizione come si usa attualmente.

Il *rappresentante Ruffini*: Allora a mezzanotte si può portare un protesto, e questo protesto non può farsi che il giorno seguente, e non si può allora eseguirlo. Bisogna mettere una comminatoria. Se si tocca questo articolo, sorgono delle contraddizioni dalla sottrazione di qualsiasi parola di esso. Se si lascia la prima parte, e se si leva la seconda, ci è una contraddizione, perchè è lo stesso che dire: limitiamo il vostro diritto per nove ore.

Per conciliare la regolarità dell'Ufficio coi diritti dei presentatori delle cambiali, bisogna porre una sanzione. Al solito la legge favorisce chi vigila. Dunque diciamo: il vostro diritto non è leso; ma voi, che siete negligenti, bisogna che v'assoggettiate a qualche pena. Sarete incerti se il vostro protesto sarà eseguito sì o no. Non vi sarà uomo così poco ragionevole da credere che, per una cambiale portata a mezzanotte, il protesto debba seguire in quel giorno.

Se il rappresentante Bigaglia credesse che, invece delle ore 3, fossero fissate le 5 o le 6, sta in suo potere il farlo. Ma non è possibile alterare alcuna parte dell'articolo. È vero che la consuetudine, più che la pratica, può dar norma, ma per un Ufficio che deve avere norme stabili e sicure, si deve stabilire una sanzione.

Il *rappresentante Caluci*: Il rappresentante Bigaglia diceva che desiderava che le cose rimanessero com'erano fino oggi; dunque fa di mestieri che si formi un'idea precisa come erano fino oggi. Si potevano levare i protesti prima del tramontar del sole, passato il quale non si poteva più levare i protesti; i notai rimanevano nei loro ufficii perchè volevano, perchè non era per essi obbligatorio levare i protesti.

Quando uno si presentava troppo tardi, o rifiutavano di ricevere la cambiale, oppure la ricevevano condizionatamente, e lasciavano nello scontrino di ricevuta l'indicazione dell'ora in cui era stata consegnata, per sollevarsi da qualunque responsabilità al caso che non avessero potuto eseguire il protesto.

Questo poteva andare fino a tanto che il levare i protesti era una cosa di diritto, non di obbligo rispetto a' notai; al giorno d'oggi invece s'istituisce un Ufficio che ha l'obbligo di levare i protesti: dunque fa di mestieri che gli sia indicato fino a qual punto debba rimanere in sedia senza chiudere l'Ufficio, come facevano i notai.

Ecco la ragione d'indicare un'ora; il che è indispensabile, come diceva il rappresentante Ruffini. Si deve pensare che questo Ufficio deve ricevere i protesti, distribuirli fra i varii notai, che si devono portare nei rispettivi luoghi per levare i protesti. Dal momento in cui è chiuso l'Ufficio a quello di levare i protesti, passa anche un altro tempo intermedio. Se non accomodano le 3, si può mettere le 4; ma un termine è indispensabile.

Il *presidente*: Invito il rappresentante Bigaglia a formulare la modificazione che vorrebbe fare all'articolo 4.

Il *rappresentante Bigaglia*: Invece delle ore 3 porrei le 5.

Il *rappresentante Pincherle:* Faccio riflettere che l'inverno alle 5 è già notte, e che si metterebbero i notai nel caso di fare tutti i protesti di notte. L'articolo contemplava una eccezione, adesso subentrerebbe la regola; ma in casi speciali soltanto era permesso di fare i protesti sino alla mezzanotte. Così invece all'eccezione si fa subentrare la regola.

Posta a' voti l'emenda Bigaglia, non è ammessa.

È approvato l'art. 4.

Il *rappresentante Errera:* Avrei un articolo d'aggiungere dopo l'art. 4. Accade spesso in commercio che alcuno, che non è indicato nella cambiale, voglia concorrere a pagare senza che si levi il protesto.

Questo nasceva di continuo ai notai, secondo il metodo vecchio, ma allora tutto era senza regola; si assumevano i notai l'obbligo di avvertire che, quando fosse stata presentata la cambiale, n'era predisposto il pagamento.

Adesso che s'istituisce un Ufficio regolare, conviene porre la cosa per obbligo; dunque io proporrei un articolo addizionale alla legge, che sarebbe il seguente:

« Chi volesse pagare una cambiale a carico di terza persona senza previo protesto, ne darà avviso in iscritto all'Ufficio. All'insinuarsi la cambiale stessa, quest'avviso verrà consegnato al presentatore di essa, il quale dovrà recarsi al luogo indicato per riscuoterla. Non trovando egli colà i fondi, la riporterà subito all'Ufficio, ed il notaio dovrà prestarsi alle pratiche legali pel protesto, senza farsi altro carico del ricevuto avviso. »

Il *rappresentante B. Benvenuti:* L'idea chiusa nella proposta del rappresentante Errera, fu già presa in esame dalla Commissione, che non ha trovato di ammetterla. Egli viene sostanzialmente a dir questo: Se sono incaricato di estinguere una cambiale a debito altrui, vado all'Ufficio dei notai, faccio la dichiarazione in iscritto di avere i fondi. L'Ufficio dei notai, quando gli si presenta il possessore della cambiale perchè sia levato il protesto, dà a questo notizia del ricevuto avviso; allora il possessore della cambiale è obbligato di andare al domicilio indicato da questo avviso per riscuotere il denaro.

Noi abbiamo considerato, nella Commissione, che in questa maniera s'imponeva un obbligo al presentatore della cambiale, che non ha per la legge. Il possessore non ha altro obbligo che di recarsi al domicilio indicato dalla cambiale, ed ora vi si sostituirebbe invece un altro obbligo.

Come dissi di sopra, noi crediamo che non si debba, per quanto è possibile, alterare la legge se non quando vi è assoluta necessità che giustifichi.

Lo scopo poi che il rappresentante Errera voleva raggiungere, è già raggiunto dalla legge stessa.

Uno dei vantaggi, che ha tale istituzione dell'Ufficio dei notai, è

questo che, mentre presentemente il negoziante, che abbia il carico di pagare una cambiale, deve andare in cerca di tutti i notai e raccomandarsi a loro perchè facciano avvertito il detentore del domicilio ove trovansi i fondi, adesso coll'istituzione dell' Ufficio la cosa procederebbe con tutta regolarità e semplicità. Quando la legge prescrive di rivolgersi direttamente all'Ufficio, non avrà a fare altro che recarsi là col danaro, e invece che il possessore della cambiale vada in cerca di lui per avere il danaro, vada egli in cerca del possessore, o, a meglio dire, lasci persona di sua confidenza presso l'Ufficio. È naturale che quando verrà il portatore della cambiale, troverà chi lo paga, ed ogni difetto del precedente sistema sarà tolto.

Osservo che, altrimenti, si farebbero disposizioni inutili. Mi pare che l'Ufficio serva benissimo anche in questo allo scopo richiesto dal commercio, e che di più si eviti l'inconveniente di addossare ai possessori delle cambiali un obbligo, che loro non si potrebbe imporre. Per queste ragioni la Commissione non adotta la proposta, ed io in suo nome mi oppongo all'emenda.

Il *rappresentante Pincherle*: All'articolo del rappresentante Errera vorrei sostituire questo, che combina anche coll'idea del rappresentante Benvenuti (*legge*):

« Chi volesse pagare senza protesto una cambiale a carico altrui, dovrà recare i fondi necessarii all' Ufficio, ed ivi aspettare che sia presentata la cambiale, la quale verrà pagata al possessore senza intervento dell' Ufficio e senz' obbligo di corrispondere alcuna tassa all' Ufficio stesso. »

Il *rappresentante B. Benvenuti:* Anche di ciò la Commissione si è occupata, e trovò che questa disposizione è inutile, perchè qual è mai quel possessore che non esiga il denaro quando lo trova? Onde, se egli all' Ufficio trova il denaro, ha già raggiunto il suo scopo. Si potrebbe temere che l' Ufficio non voglia permettere l'accesso dei suoi locali allo individuo che porta il denaro; ma questa cosa non la voglio supporre: credo che veramente sia inutile sotto questo punto di vista. Osservo poi che i notai hanno tutto l'interesse di favorire questa disposizione, perchè altrimenti, quando chi ha il denaro sente che non lo si vuole esigere, manda il denaro al vero domicilio della cambiale; allora adunque il notaio ha l'incomodo di recarsi a questo domicilio; mentre che, avendo il denaro là nell' Ufficio, si risparmia una briga, laddove per l'art. 9 non percepisce nulla. Queste sono le ragioni per le quali la Commissione, convenendo nella massima, lo reputa inutile.

Il *rappresentante Caluci*: L' utilità dell'emenda proposta dal rappresentante Pincherle sta in questo appunto, che la parte debba fermarsi nell'Ufficio dei notai fintanto che viene il possessore della cambiale. Di fatto, credo benissimo che l'Ufficio non sarà così inconveniente di rifiutare una somma, se la si mandasse; ma suppongo che fosse una cambiale stilata in talleri, e il terzo che vuole pagare mandasse invece monete differenti, in questo caso l'Ufficio dei notai non saprebbe se debba o no ricevere le monete. Va bene che si presenti quello che vuol riscuo-

tere per sentire se vuol ricevere monete differenti; altrimenti potrebbero succedere incagli o potrebbe passare il tempo del protesto.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Sarebbe giustissima l'osservazione del rappresentante Caluci, se il nostro progetto desse l'obbligo ai notai di ricevere il denaro, ma noi non parliamo niente di tuttociò; riteniamo che il notaio non sia obbligato a ricevere nessuna somma nell'Ufficio; se la ricevesse sarebbe una responsabilità a quel tale individuo, che se l'ha assunto. Se i notai vorranno ricevere il danaro, sarà ciò una cosa individuale. Perciò credo inutile l'emenda perchè questo inconveniente non può nascere.

Il *rappresentante Pincherle*: Io insisto sull'emenda, specialmente per evitare che qualche notaio creda avere diritto di compenso per ciò.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Osservo che questo pericolo non può nascere perchè il progetto determina in quali casi hanno diritto i notai di ricevere il compenso; quando questi casi non sono contemplati, non ne hanno il diritto. Osservo di più che l'art. 9. dispone: « Se il notaio troverà i fondi al domicilio, e la parte creditrice non fosse presente, li ricupererà; ed il giorno appresso, dietro ritiro dello scrutinio, li consegnerà alla parte creditrice. Il notaio, in questo caso, non è tenuto a rogare alcun atto, nè gli spetta alcuna competenza. » A molto maggior ragione non avrà nessun diritto di compenso, se non abbia nemmeno l'incomodo di recarsi a ricevere i denari al domicilio.

L'emenda del rappresentante Errera è posta ai voti, e scartata: così pure non è ammessa l'emenda del rappresentante Pincherle.

Si legge l'articolo 5. del seguente tenore:

« 5. L'effetto cambiario sarà consegnato all'Ufficio dietro contemporaneo rilascio di ricevuta, o scontrino a stampa, avente la firma del preposto all'Ufficio medesimo. »

È ammesso.

Si leggono gli articoli 6, 7, 8 e 9, così concepiti:

« 6. Egualmente l'atto originale di protesto, oltre alla sottoscrizione del notaio che lo levò, sarà firmato dal preposto, e munito del timbro d'Ufficio.

« 7. Il timbro rappresenterà il leone veneto, colla leggenda all'intorno: *Ufficio notarile dei protesti*, e al di sotto: *Venezia*.

« 8. All'atto di ricevere il protesto, la parte è obbligata a pagarne l'importo, come nella tariffa qui in calce.

« 9. Se il notaio troverà i fondi al domicilio, e la parte creditrice non fosse presente, li ricupererà; ed il giorno appresso, dietro ritiro dello scontrino, li consegnerà alla parte creditrice. Il notaio, in questo caso, non è tenuto a rogare alcun atto, nè gli spetta alcuna competenza. »

Questi articoli sono ammessi.

Si legge l'articolo 10.:

« 10. Sono abolite le tasse di archivio per repertorio. »

Il *rappresentante de Giorgi*: Propongo una semplice modificazione. Si parla nell'articolo di tasse d'archivio; di queste non ce n'è che una

appunto per tutti gli atti scritti nel repertorio notarile. Mi piacerebbe che quell'articolo fosse redatto invece così (*legge*):

« Ne' protesti cambiarii è abolita la tassa di archivio. »

L'emenda è approvata.

Si legge l'articolo 11:

« 11. I notai addetti all'Ufficio saranno solidariamente responsabili di ogni danno recato alle parti. »

Il *rappresentante B. Benvenuti*: La Commissione crede necessario di proporre ella stessa una breve aggiunta a quest'articolo.

Le parole da aggiungersi sarebbero: *salvo tra essi ogni effetto di diritto.*

Con l'aggiunta ora proposta, si tiene fermo il principio della solidaria responsabilità dei notai in faccia a' terzi; ma siccome, coll'articolo com'era precedentemente, potrebbe nascere il dubbio, se il notaio autore del danno dovesse o no rifondere gli altri suoi colleghi, e sorgere la questione se, quando il notaio ha pagato, abbia, o no, il diritto di farsi risarcire dagli altri colleghi, così, per evitare ogni dubbio su ciò, la Commissione propone la sua aggiunta.

Il *presidente*: Se nessuno ha osservazioni da fare, pongo ai voti l'articolo con l'aggiunta, perchè quest'aggiunta è data dalla Commissione stessa.

L'articolo è approvato.

Si legge l'articolo 12.

« 12. La Camera di commercio, da cui l'Ufficio dei protesti immediatamente dipende, sorveglierà per l'esatta di lui regolarità. »

Il *rappresentante Bigaglia*: Domando se questa pratica supplisca alle altre, che erano stabilite prima dal Codice di commercio, di registrare l'atto nella Cancelleria del tribunale.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Come ho accennato nella discussione generale, l'articolo 176 voleva che fossero registrati tutti gli atti di protesto, per la sola cagione che al tribunale di commercio era demandato di dichiarare l'aprimento del concorso, quando uno de' negozianti avea mancato a' suoi doveri. Questa disposizione salutarissima, ma che non era adottata dall'Austria, non è più in vigore fra noi; in conseguenza, lo scopo della registrazione è uno scopo che non si può più raggiungere. Ho detto anzi di più, che da varii anni, dietro consulta fatta dall'Appello, e dietro ordine del supremo tribunale di giustizia, questa iscrizione non era più in regola. Dunque si tratta adesso di lasciare, riguardo al tribunale, le cose com'erano, e di sostituirvi poi questa sorveglianza della Camera di commercio, la quale ha tutto l'interesse che si proceda colla massima regolarità nel levare i protesti, ed ha tutto l'interesse di conoscere contro chi i protesti vengano levati.

Il *rappresentante Bigaglia*: Sarebbe mio desiderio che questa vigilanza fosse un po' più precisata, perchè si sa che la Camera di commercio non resta sempre là e non si raccoglie che una volta per settimana; sicchè lasciare alla Camera di commercio quest'obbligo di vigilanza, non mi pare conveniente, mentre essa non ha quest'obbligo che ogni

sei mesi. Non so se non sarebbe piuttosto da stabilire un periodo più corto. Io vedo in ogni caso che degl' inconvenienti esistevano sempre nella pratica; ed è per questo che io crederei che la sorveglianza della Camera di commercio fosse più concretata.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Io credo che la Camera di commercio possa esercitare la sua sorveglianza, come avrebbe potuto forse esercitarla il tribunale mercantile; dico forse, perchè non so che cosa altro facesse il tribunale mercantile che registrare i protesti. Io credo che non avesse nessun' altra incumbenza.

Quando la Camera di commercio sia penetrata dell' importanza de' suoi doveri, e della legge che le incombe di sorvegliare, la Camera deve fare tutto ciò ch' è suo dovere per disimpegnare quest' obbligo.

Io per me non troverei nessuna ragione di mettere un limite e di obbligare, per esempio, la Camera di commercio di fare un esame ogni settimana, ogni mese.

Il *presidente*: Farò osservare che della sorveglianza della Camera di commercio tratta anche l' articolo 15. del Regolamento interno per l'Ufficio dei protesti, non ancora discusso.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Non conviene confondere l' obbligo dell' Ufficio dei notai col diritto della Camera di commercio. Forse il darlo più frequentemente sarebbe un imbarazzare i notai nelle loro operazioni, perchè questi devono continuamente trasportare i registri per presentarli alla Camera di commercio, specialmente quando abbiano legati insieme i varii fogli, che formano il repertorio. Mi pare che, quando c' è il diritto di sorveglianza, diritto che è espresso chiaramente dall'articolo 15. del Regolamento interno, in questa maniera si sia provveduto a sufficienza.

Il *rappresentante G. B. Ruffini*: Una sola nozione di fatto per dilucidare la questione. La sorveglianza, che non pare abbastanza determinata al rappresentante Bigaglia all' articolo 12., mi pare che sia una garantia di più di quella che era prima. Col sistema italico, il tribunale mercantile non era quello che vigilasse sugli atti; egli non teneva presso di sè che il repertorio degli atti, onde valersene nel caso di un fallimento per provare l' insolvenza di un negoziante che fallisse.

Invece, dopo che è caduto il sistema italico, era statuita, come sorvegliante alla regolarità dei protesti, la Camera notarile.

Mi pare che si veda chiaramente che il sostituire alla Camera notarile la Camera di commercio, sia dare una garantia la più desiderabile al commercio, essendo che quello è il tribunale che ha il vero interesse d' invigilare e di garantire i commercianti.

Il *presidente*: Il rappresentante Bigaglia non ha alcuna emenda formulata?

Il *rappresentante Bigaglia*: Io ho proposta la massima che la vigilanza fosse più frequente, e, invece di sei mesi, fosse di tre in tre mesi.

Il *presidente*: Osservo prima di tutto che sarà in miglior luogo questa sua emenda all' articolo 15. del Regolamento, e se non la formula e scrive, metterò l' articolo come sta ai voti.

Il *rappresentante Bigaglia*: Vi assento.

Il *rappresentante Caluci*: Mi pare che il progetto di legge ponga i notai sotto la sorveglianza della Camera di commercio, ma non dice poi cosa farà la Camera di commercio scoprendo qualche abuso.

Finora i notai furono sempre sottoposti al tribunale d'appello, che ha le sue norme. Se dunque avvenisse che la Camera di commercio scoprisse qualche abuso, naturalmente dovrebbe far rapporto all'Appello, non avendo giurisdizione punitiva. Nullameno sarebbe bene lo s' indicasse nella legge, e si dicesse, *che in caso di abusi ne farà rapporto al tribunale d'appello.*

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Mi oppongo all'emenda, perchè la credo inutile. Chiunque ha diritto di ricorrere al tribunale di appello contro un abuso, molto più lo avrà la Camera di commercio. In ogni caso poi non mi pare che ci sia bisogno di questa aggiunta.

L' emenda Caluci è posta a' voti ed approvata, ed approvato è pure l' articolo 12.

Si fa lettura degli articoli 13 e 14.:

» 13. In quanto ai diritti e doveri reciproci fra i notai componenti l'Ufficio, alla divisione degli utili ed alle altre interne discipline, viene stabilito un apposito Regolamento.

» 14. I protesti relativi ad effetti cambiarii protestabili fuori di Venezia continueranno per ora ad essere levati dai singoli notai colle norme vigenti. »

Anche questi articoli sono approvati.

Sopra proposta del *presidente*, l'Assemblea determina di continuare in altro giorno la deliberazione sulle rimanenti parti della legge.

Il *rappresentante Tommaseo* chiede la parola per una notizia.

Il *rappresentante Tommaseo*: Giacchè, per l' osservanza letterale del Regolamento, richiedesi che si premettano due parole alla lettura di un foglio, e io le dirò volontieri. Trattasi di lettera scrittami da trentun bersagliere dei novantacinque, i quali trentuno richieggono che, essendo essi in tutto pari agli altri della Civica stabile, e non essendo veramente finora mobilitati perchè non hanno la paga delle milizie mobili e per altre ragioni che sentirete, desiderano essere non compresi a dirittura nel migliaio di milizia mobile, ma parificati cogli altri civici. Altre di simil genere lagnanze ed istanze furono fatte: per esempio, risguardanti i figliuoli di madre vedova, se tre di quelli fossero già a servire alla patria nella milizia, ed un solo rimanesse in casa a sostentar la sua vita. Chiedesi che quest' uno sia risguardato come figlio unico perchè questo solo le resta. Ma se l'Assemblea dovesse a tutte queste istanze far luogo, perderebbe moltissimo tempo; nè forse ciò converrebbe in tutto alla dignità del potere legislatore, perchè il potere esecutore, insieme colla piena potestà che gli venne conceduta, ha naturalmente la facoltà d' interpretare secondo ragione, *ex bono et æquo* (come suol dirsi) la legge. Io credo che l'Assemblea possa direttamente affidare al Governo l' interpretazione anche più lata di certa parte delle leggi, e la soluzione dei dubbi. Codesto avrà due vantaggi: primieramente, del liberare l' Assemblea da parecchie cure minute che, come diceva, non le si convengono;

l' altro di dimostrare la buona armonia che corre tra il potere legislatore e l'esecutore nel fatto di questa legge, intorno alla quale sorsero alcuni rumori sinistri. Dico, alcuni romori sinistri, i quali potrebbero far dubitare che la potestà esecutrice non fosse interamente d' accordo colla legislatrice nelle massime che dettarono questa legge. Se la potestà esecutrice avesse avuto ragioni da addurre, oltre a quelle che abbiamo sentite nella Commissione, allora le avrebbe chiaramente esposte in codesta Assemblea con quella franchezza che si conviene alla gravità dell' argomento e all' indole di uomini liberali. Ma poichè all' Assemblea dal Governo obbiezioni non furono mosse, vuol dire, e chiaramente vuol dire, che il potere esecutore col legislatore acconsente. Codesto è bene non solamente sapere, ma diffonderlo per tutto il popolo, acciocchè sia tolta la obbiezione di taluni che dicono: » Noi non ci vogliamo inscrivere perchè il Governo non ha soggiunta alcuna parola in comento al decreto che promulgò l' Assemblea. » Certamente il Governo farebbe bene ad aggiungere qualche parola in istampa, oltre a quelle che scrisse quasi privatamente al comandante la Civica mandando il decreto. E lo farà certamente, perchè, siccome l'Assemblea ha dimostrato in ogni occorrenza verso il Governo rispetto e fiducia, così gli è degno che il Governo in ogni tempo mostri verso l'Assemblea e fiducia e rispetto. La concordia in questo momento è più che mai necessaria: e poichè in questa occasione la si può dimostrare, io l' accolgo come una lieta fortuna. Io non credo che in tutto il paese il Governo abbia amici più sinceri e leali di quelli che ha in quest' Assemblea; più sinceri e leali di coloro stessi, che qualche volta paiono oppositori suoi. Ma distinguere i veri amici dai falsi, in ciò consiste e il senno politico e la dignità della vita.

Il *presidente*: Il rappresentante Tommaseo chiede che uno dei segretarii faccia lettura della lettera, che si riferisce alle notizie da lui date.

Si legge la lettera.

Il *rappresentante Varè*: Nella mia qualità di membro della Commissione la quale ha proposto la legge che voi, cittadini rappresentanti, avete approvata, dirò una sola parola sopra la domanda di quei bersaglieri. Dirò che nel decreto, che istituisce quella compagnia, è detto che questa compagnia è obbligata, oltrechè al servizio della città, a concorrere alla difesa dei forti ogni volta che viene chiamata.

Siccome la mobilizzazione non ha altra destinazione che la difesa dei forti, perchè non si è mai parlato di mandare in campagna la Guardia civica, io persisto a credere, come ha creduto la Commissione, come ha creduto l'Assemblea, che la compagnia dei bersaglieri fosse già prima mobilizzata.

Ma insisterò, tanto per questo, quanto per gli altri dubbi accennati poco fa dal collega Tommaseo, che, se l'Assemblea si mettesse a dilucidare articolo per articolo tutti quelli che compongono la legge di mobilizzazione, e lo facesse di mano in mano che i dubbi vengono proposti, questa legge non sarebbe certamente eseguita colla celerità colla

quale è necessario che lo sia. E questo, oltre che essere contrario alla dignità del legislatore, sarebbe anche mancanza del rispetto che dobbiamo a chi è incaricato della esecuzione, il quale non deve considerarsi come macchina, ma come esecutore che ragiona e pensa; ed è perciò che io, appoggiando quanto vi espose alla tribuna il rappresentante Tommaseo, e per le ragioni da esso esposte, vi propongo il seguente ordine del giorno:

« Udita la comunicazione del rappresentante Tommaseo sui dubbi proposti relativamente ad alcune disposizioni della legge 19 luglio 1849;

« L'Assemblea, visto che il Governo provvisorio, munito di pieni poteri, fu incaricato della esecuzione di quella legge, e con ciò gli fu conferita la facoltà d'interpretarla *ex bono et aequo*, provvedendo che il fine di essa sia esattamente e rigorosamente raggiunto, passa all'ordine del giorno. »

Il *rappresentante Tommaseo:* Debbo soggiungere una parola a discolpa, e, dirò anche, ad onore dei trentun bersaglieri, che scrissero il foglio or ora letto. Non si creda che ad essi dispiaccia l'onore di essere tra' primi ad affrontare il pericolo per la patria. Cominciano la lettera dall'affermare che saranno sempre subordinati al comando. Solamente muovono qualche dubbio sulla legalità. Io desidero dunque che non sia dall'Assemblea nè dal paese giudicata con severità questa istanza, perchè sono certo che i bersaglieri che segnarono il proprio nome sotto la lettera, saranno tra i primi ad esporre per la patria la vita.

Il *rappresentante Benvenuti*: Desidererei che la facoltà, che si è accordata al Governo per la legge di mobilizzazione, venisse estesa anche per quella della leva, la quale pure ha dato luogo a molti dubbi ed il principale che riguarda appunto i capitani di grande cabottaggio, i quali domandano se sono obbligati a formar parte della leva, se devono cooperare a rendere libero il mare per lasciar poi le loro navi inoperose. Forse vi possono essere degli altri dubbi. Domanderò quindi che l'ordine del giorno motivato sia esteso anche al decreto di leva.

Il *presidente*: Farò osservare che l'articolo proposto dal Varè, non fa che ricordare una facoltà che sta di natura sua in mano del Governo. Se lo ricorda per la legge di mobilizzazione, lo fa implicitamente per tutte le altre leggi che emanassero dall'Assemblea, e non vale la pena che per ogni legge l'Assemblea ricordi un giorno dopo, che l'esecuzione n'è affidata al potere esecutivo. Ricordo che non facciamo ora una legge, ma che si passa ad un ordine del giorno motivato da alcuni dubbi insorti.

Il *rappresentante Benvenuti*: Se insorgono dei dubbi sulla legge della leva, dubbi che io medesimo in parte ho accennati, domando che sia esteso l'ordine del giorno a tutte e due le leggi.

Il *rappresentante Pincherle*: Vorrei sapere se il Governo ha la semplice facoltà d'interpretare la legge o di mutarla, perchè la domanda dei bersaglieri porta mutazione di legge. La legge dell'altro giorno dice, che i *bersaglieri sono mobilizzati.*

Il Governo può o non può mutare la legge? L'ordine del giorno

non toglie la questione, non fa che riversare, al caso, tutta la odiosità della interpretazione sul Governo.

Il *rappresentante Tommaseo*: Non si chiede che il Governo distrugga la legge; si chiede che il Governo eseguisca la legge. Ora, secondo lo spirito e la lettera della legge, il Governo troverà il modo di conciliare le convenienze dei privati collo scopo altissimo, che è la necessità della patria. Se in questo caso i bersaglieri, od alcuni di loro, avessero un qualche titolo speciale per essere eccettuati, il Governo farà ragione ai lor titoli, non distruggerà pertanto la legge. Ma l'Assemblea non intende gettare sopra nessuno l'odiosità di un atto del qual ella si onora.

Il *presidente*: Metterò dunque a' voti l'ordine del giorno modificato dal rappresentante Benvenuti (*legge*):

« Udite le comunicazioni dei rappresentanti Tommaseo e Benvenuti, sui dubbi proposti relativamente ad alcune disposizioni delle leggi 19 e 20 luglio 1849;

« L'Assemblea,

« Visto che il Governo provvisorio, munito di pieni poteri, fu incaricato della esecuzione di quelle leggi, e con ciò gli fu conferita la facoltà d' interpretarle *ex bono et aequo*, provvedendo che il fine di esse sia esattamente e rigorosamente raggiunto;

« Passa all' ordine del giorno. »

L'ordine del giorno, posto a' voti per alzata e seduta, è approvato.

Si determina di tener adunanza il dì 26, a 1 ora pom.

La seduta è levata alle ore 5 pom.

ORDINE DEL GIORNO PER GIOVEDÌ 26 CORRENTE.

Ore 1 pom. — Seduta pubblica.

1. Presa in considerazione di una proposta del rappresentante Caluci sulla procedura delle disdette per finita locazione.
2. Rapporto sulla proposta di urgenza de' rappresentanti G. B. Tornielli e Carlo Ruffini, concernente i sostituti nella Guardia civica stazionaria.
3. Rapporto sulla proposta del rappresentante Giustinian, relativa agl' impiegati compresi nella Guardia civica mobilizzata.
4. Rapporti su petizioni.
5. Rapporto sulla proposta del rappresentante B. Benvenuti per l' annullazione del decreto 21 maggio sulla prescrizione ed usucapione.
6. Seguito della seconda deliberazione sulla proposta del rappresentante Lunghi, di concentrare in apposito Ufficio i protesti cambiarii.
7. Seconda deliberazione sulla proposta del rappresentante B. Benvenuti, relativa alla trattazione delle cause civili.
8. Seconda deliberazione sull' altra proposta Benvenuti, relativa ai processi criminali.

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI
DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 26 luglio 1849.

Presidenza del citt. Lodovico Pasini.

L'adunanza ha principio alle ore 1 e 1/2 pomeridiane. Viene letto il processo verbale della precedente seduta, ch'è approvato.

Si dà poscia lettura della seguente proposta presentata dal rappresentante Caluci:

« La procedura delle disdette, stabilita dalla patente 17 giugno 1837, « sarà applicabile anche allorquando il contratto di locazione dovesse « cessare prima del termine naturale, in forza di una comminatoria di « caducità per mancanza di pagamento del correspettivo. »

Viene ammessa la presa in considerazione di questa proposta, e si adotta di passarla alla Commissione permanente di legislazione per l'esame e successivo rapporto.

Il *rappresentante de Giorgi*: Io aveva l'altro giorno fatto una proposta d'urgenza; ora chiedo perchè, in seguito alla deliberazione dell'Assemblea che rigettò l'urgenza, non siasi messa la mia proposta come proposta ordinaria all'ordine del giorno d'oggi per la presa in considerazione.

Il *presidente*: Riflettendo che, pei motivi stessi della sua proposta, era dimostrato che, se non la si trattava subito, era impossibile deliberare sulla medesima prima del 15 agosto, così fu riputato inutile inserirla nell'ordine del giorno.

Il *rappresentante de Giorgi*: Dissi che poteva essere più difficile il discuterla in tempo, ma non ho detto impossibile.

Il *presidente*: Ebbene, se il rappresentante De Giorgi vuol mantenere la sua proposta, senza farci alcuna modificazione, gli farò osservare che la proposta non era già di sanzionare alcune leggi emesse dal Governo, ma bensì d'invitare il Governo stesso a presentare all'Assemblea per la sanzione le leggi medesime; sulla quale proposta bisognerebbe quindi, quando fosse presa in considerazione, passare a tre successive deliberazioni, come in qualunque altra proposta ordinaria di legge, per occuparsi dopo dell'esame e della sanzione delle leggi.

Il *rappresentante de Giorgi*: Considerando la mia proposta non come di urgenza, ma come una semplice proposta ordinaria da prendersi in considerazione, sarebbe necessario che fosse inserita nell'ordine del giorno, e, riguardandola come una legge, occorrerebbero appunto le tre deliberazioni. Ma non si tratta di una legge, bensì di provocare una domanda per la sanzione di alcune leggi; perciò credo che l'Assemblea possa decidere con una sola discussione e con una sola deliberazione. E poichè, giusta quanto fu detto e ripetuto molte volte da molti, e come è dell'indole di tutti i corpi legislativi, ha essa sola il potere di far leggi e di sanzionarle, quando sieno già fatte per urgenza dal potere

esecutivo, e siccome le leggi non possono essere sanzionate, se non vengano assoggettate all'Assemblea, così ho presentato la mia proposta come mozione di urgenza appunto perchè il Governo fosse incitato a presentare all'Assemblea per la sanzione le leggi nella proposta stessa indicate.

L'urgenza non fu ammessa, ma ciò non impedisce che la stessa mia proposta possa esser ora presa in considerazione come proposta ordinaria. D'altronde poi, io credo che le deliberazioni dell'Assemblea su quella proposta possano aver luogo prima che spiri il termine della presente tornata, purchè la Commissione solleciti la lettura del rapporto; e trattandosi di proposta, per la quale non si richiedano tre deliberazioni, come ho già detto l'altro giorno, si potrà discuterla e deliberare sulla medesima in una sola adunanza.

La mia proposta non è di legge; ma si risolve in sostanza in un invito, che ogni rappresentante credo abbia diritto di fare, onde sieno prodotte alla sanzione dell'Assemblea alcune leggi, fatte dal potere esecutivo per urgenza; mentre importa grandemente per la retta amministrazione della giustizia ch'esse siano sancite, poichè si deve notare che esse si contraddicono in molti punti, e che per conseguenza non si può sperare che l'amministrazione della giustizia criminale o militare, cui specialmente si riferiscono, sia fatta con tutta regolarità.

Vedo bene che ci restano ancora prima del 15 agosto poche sedute; e che a ciò si potrebbe provvedere anche dopo. Ma dove si tratta dell'amministrazione della giustizia, ogni ritardo è pericoloso, ed avremo rimorso grande, se pel fatto nostro, o per nostra negligenza, avrà continuato ad aver vigore una qualche legge inopportuna o tale da non poter essere ben intesa.

Perciò, se la mia proposta si vuole intendere nel senso, che le do io stesso, cioè come un semplice invito, vorrei che l'Assemblea deliberasse il seguente ordine del giorno .....

Il *presidente*: Non si può ora proporre ordine del giorno; ella deve limitarsi a dare brevi schiarimenti sulla sua proposta, poichè altrimenti l'atto di prenderla in considerazione si convertirebbe in una immediata deliberazione. Ella ha però la facoltà di modificare, se vuole, la proposta medesima.

Il *rappresentante de Giorgi*: La modificherò in questo senso, convertendola in ordine del giorno.

Il *presidente*: Non può farlo. Potrebbe invece interpellare il Governo, perchè non abbia assoggettato alla sanzione dell'Assemblea le leggi, ch'egli ha promulgato da lungo tempo; ma non può proporre all'Assemblea di votare su questo incidente un motivato ordine del giorno, ch'equivarrebbe ad una deliberazione.

Il *rappresentante de Giorgi*: Allora io mi limito a domandare, che sia presa in considerazione la mia proposta: *d'invitare il Governo e la Commissione militare, perchè producano sollecitamente alla sanzione dell'Assemblea le leggi riguardanti la giurisdizione criminale dei militari.*

Il *presidente*: Non altre leggi?

Il *rappresentante de Giorgi*: Non altre. La mia proposta si limita a quelle soltanto. Se altri vogliono farne di simili per le altre leggi, il facciano.

Il *rappresentante Tommaseo*: Giacchè la proposta fu fatta, dietro la savia osservazione del presidente, sarebbe bene estenderla a tutte le leggi.

Il *presidente*: Per l'osservanza del Regolamento fo notare che ora non si può passare che alla presa in considerazione della sola proposta del rappresentante de Giorgi, concernente le leggi di giurisdizione criminale pei militari. Un altro giorno si potrà fare altrettanto per altre leggi, ove sia presentata la relativa proposta.

Se per altro il rappresentante de Giorgi aderisse alla osservazione del rappresentante Tommaseo, e comprendesse tutte le altre leggi emanate nella sua proposta, sarebbe affare finito.

Il *rappresentante de Giorgi*: Io non ci ho alcuna difficoltà.

La proposta de Giorgi, così estesa, viene presa in considerazione dall'Assemblea; l'esame ed il rapporto sono affidati alla Commissione permanente di legislazione.

Il *presidente*: Il rappresentante Bullo insiste egli pure per la presa in considerazione della sua proposta, presentata nell'ultima adunanza come proposta di urgenza, che fu ommessa nell'ordine del giorno per motivi analoghi a quelli, pei quali era stata ommessa quella del rappresentante de Giorgi; mentre, contenendosi nella proposta stessa disposizioni che dovrebbero aver vigore col giorno 1.° agosto p. v., ed avendo l'Assemblea respinto l'urgenza, non sarebbe più possibile, che, ove anche fosse ammessa, potesse esserlo prima di questo giorno. Bisognerebbe quindi che il rappresentante Bullo la modificasse prima di poter porla all'ordine del giorno.

Il *rappresentante Bullo*: La presenterò modificata per una prossima seduta.

Il *presidente*: Il rappresentante Canella ha la parola per leggere il rapporto della Commissione sui fatti onorevoli.

Il *rappresentante Canella* (*legge*): La Commissione, cittadini rappresentanti, eletta a riferire sulle circostanze le più gloriose della lotta che sosteniamo, e all'erta sempre di tutti que' fatti che faccian prova di cittadine o militari virtù, non poteva non intrattenervi su quella tremenda avventura, che fece testè dodici uomini spaventevoli vittime di dolore, ma che porge argomento non essere spento per nulla l'entusiasmo nel popolo e nel soldato, ed essere tuttavia l'uno e l'altro capace di grandi cose per chi sappia condurli.

Fratelli! Chi volea farsi un'immagine di ciò che viene dell'inferno creduto, poteva entrare il giorno quattordici del corrente allo Spedal di S. Giorgio, dove in apposita sala undici sciagurati raccolti, dalla testa alle piante chi più, chi meno abbrustolita la cute, ti davano lo spettacolo della più atroce pietà. Ma in quelle agonie di dolore, non una parola di lagno, non una parola di pentimento. Sentite anzi, o cittadini, a quanto sa arrivare l'amore di patria, l'amore di libertà.

Sebastiano Nosadin, di Venezia, in mezzo agli spasimi della morte

che il giorno poi lo falciava, chiamò il chirurgo primario al suo letto (io era quel desso) e gli raccontava com'egli si trovasse a quello stremo per causa del presidente Manin, perchè si era fatto militare per i consigli di lui; ma non è per questo, soggiunge, ch'io rimproveri del mio fato Daniele Manin; no, no: Viva Manin! Viva l'Italia!; e tutti gli altri a lui compagni di quei dolori, rispondevano in coro: Viva Manin! Viva l'Italia!

Oh benedetta Italia! tu non sei destinata a perire finchè un popolo come quel di Venezia ti serve, entusiastato ch'ei sia da quell'uomo che è pur tuttavia l'uomo del popolo; da quell'uomo che, a confusion di coloro i quali vorrebbero crederlo in collisione con noi, congiugnerà invece ai nostri tutti i suoi sforzi per mettere a compimento le parole proferite a questa tribuna da lui: resistere ad ogni costo.

Si, Dio provvegga al destino, come dicea Nicolò Tommaseo, ma noi provvediamo all'onore; mostriamo noi che, quando abbiamo accettato di sedere su queste sedie curuli, credevamo di non essere più di noi stessi, non più delle nostre famiglie, ma unicamente all'onor della patria sacrificati. Infamia a chi, con un pretesto o con l'altro, ciocchè sicuramente non fia, tentasse di abbandonare in questi estremi il suo posto! Al nostro posto noi dobbiamo se sia mestieri perire, non indegni dei nostri fratelli di Roma, i quali, non degeneri dagli antichi Quiriti, sforzarono a rispettarli il medesimo vincitore, che certo non ha dirette le armi alla vera gloria di Francia, che però voi vedrete una volta riparare il mal fatto.

Allora non ci maraviglieremo noi più come i superstiti, che sono ben sette, dal fatto che vi accennava, non altra cosa desiderino che di guarire per tornare al travaglio delle polveriere, le quali, sia caso, sia malizia, due volte in un mese incendiate, non le fanno per questo di travagliatori deserte. Allora non ci maraviglieremo noi più di vedere solleciti i Napoletani assicurarci in questi giorni della loro costanza, quando gli scellerati austriacanti, che la Dio mercè son essi un pugno, non noi, si attentano di seminare per ogni verso calunnie a disonore di tutti, smaniosi, ch'il crederebbe? del sacrificio della lor patria o del trionfo di una causa già maledetta da Dio e dagli uomini, la causa del despotismo, che innalza, è vero, lo spaventevol suo capo, ma lo innalza infermato e moribondo.

Onore a voi, o prodi Napoletani! Onore al vostro capo illustre, ch'è ormai il veterano guerriero della italica libertà, e al quale noi, cittadini rappresentanti, dobbiamo farci solleciti a dichiarare solennemente aver lui ben meritato della patria nostra. Onore a voi quanti siete di tutte le contrade d'Italia e quanti formate questo esercito maraviglioso; il quale, se si considera composto di gioventù bollente, intollerante di noia, se si considera esposto mai sempre agli effluvii d'una avvelenata atmosfera, se si considera che mai per patimenti si ammutina, che mai al combattere si rifiutò, ma che dura intrepido e volonteroso, ogni dì porgendo novelle prove di coraggio e di valentia, non si tarderà a proclamarlo un esercito degno di porger la mano (forse non è lontano il momento, e tu, Iddio! ci aiuterai per tanto) ai grandi eserciti dei Ma-

giari. È vero che se ne diradan le file ogni dì, ma tu concorrerai a riempirle, o prode gioventù di Venezia! tu farai vedere col fatto quanto fossero infondati i timori di coloro, che si attentano di accagionarti di viltà e di debolezza, e questa istoria della nostra patria sarà tutta una istoria di gloria e d'onore.

Altra volta, cittadini rappresentanti, voi sentirete parlarvi di civili virtù, se oggi io v'intrattenea quasi sempre di virtù militari, e vedrete quelle manifestarsi per tutto nella capitale e nelle adiacenti sue isole; a Chioggia e nelle circostanti sue terre.

Intuonerete finalmente, e io spero assai presto, un inno di grazie alla nostra Marina, la quale, infiammata da tanti esempii di ciò che ha fatto per terra e sulle lagune, ove ella stessa sempre concorse, già agogna l'istante di provarsi in un campo più vasto, già è impaziente di liberarci dalle presenti necessità.

Il *presidente:* Seguendo l'ordine del giorno, invito il relatore sulla proposta d'urgenza dei rappresentanti G. B. Tornielli e Carlo Ruffini, concernente i sostituti nella Guardia civica stazionaria, a leggere il rapporto.

Il *rappresentante Varè relatore* (*legge*): La proposta dei colleghi Tornielli e Ruffini, che dovette esser tema dei nostri studii, conteneva due parti distinte:

1. Escludere assolutamente tutte le sostituzioni nel servizio ordinario della Guardia civica stazionaria, permettendo per sola eccezione che i membri della stessa famiglia si possano sostituire fra loro;

2. Riformare quella parte del Regolamento che stabilisce le pene per le mancanze al servizio ordinario.

Sulla prima proposta v'ebbe dissenso fra' membri della vostra Commissione.

Repugnavano alcuni a cambiare il sistema fondato dagli articoli 75 e 82 del Regolamento organico, che permette sotto date condizioni i sostituti, e dicevano:

1. Servire nella Guardia civica è un onore, ma è anche un peso, e i pesi pubblici non devono esser aggravati più di quanto richieggono i veri e reali bisogni della società;

2. È indifferente per la società che il servigio sia personalmente prestato da chi vi è chiamato dal turno di servizio, ovvero prestato da un altro cittadino egualmente capace di lui, egualmente meritevole della pubblica fiducia, e certo è che in faccia alla legge sono uguali tutti i cittadini regolarmente inscritti nella Guardia civica o come guardie attive, o come riserva;

3. Negare qualunque considerazione ai bisogni urgenti e speciali, in cui può trovarsi un cittadino chiamato a prestare servizio, è mettere una classe numerosissima di cittadini a molto peggior condizione di quelli compresi nella riserva, pei quali si è avuto riguardo ai loro più meno urgenti bisogni, e si è adattato il servizio alle loro circostanze speciali. L'eguaglianza di diritto sarebbe interamente distrutta;

4. Giova alla Guardia che il servizio sia prestato da chi vi accorre

volonteroso, anzichè da chi lo presterebbe suo malgrado, e ognuno vede che i sostituti servirebbero assai meglio di quei cittadini che vi sarebbero condotti cedendo soltanto ad una violenza, specialmente se nell'ammettere i sostituti si agisse con tutto il rigore, di maniera che la scelta abbia a cadere sopra individui addestrati nel maneggio dell'armi, probi e disciplinati;

5. La esclusione de' cambi colpisce la classe dei cittadini più intelligenti, le cui abitudini sono ordinariamente affatto contrarie alle militari, e i quali più spesso degli altri trovansi in condizione da non potere senza grave lor danno e senza grave danno della società, di cui trattano i più preziosi interessi, prestare il personale servizio;

6. Le sostituzioni offrono un mezzo *onorato* a moltissimi cittadini per provvedere al mantenimento di sè e della famiglia. Togliere ad essi questa fonte di *onorato guadagno*, è contrario alla umanità ed alla politica;

7. Infine la pratica ha mostrato presso le nazioni che ci hanno preceduto in questa istituzione, come vi siano nell'uomo buon numero di condizioni fisiche, famigliari e d'ordine sociale, che vogliono conceduta la sostituzione, e ciò si fa tutto giorno in quei paesi.

A ciò rispondevano gli altri membri della Commissione:

1. L'abolizione dei sostituti, ben lungi dall'introdur distinzioni fra classe e classe di cittadini, tender anzi a santificare la eguaglianza dei diritti con la eguaglianza dei doveri;

2. Alla società non essere indifferente che il servizio ordinario della Guardia civica venga prestato da questo o da quell'altro cittadino: i doveri della Guardia mobilizzata si eseguiscono col coraggio, con la forza fisica, con la pratica del fucile, con la speciale attitudine agli esercizii militari, e queste qualità possono ravvisarsi nel supplente come e meglio che nel supplito; ma i doveri della Guardia stazionaria si eseguiscono principalmente con l'autorità morale della persona, col rispetto acquistato nella vita sociale, con la riputazione della intelligenza e della saviezza, con la persuasione dell'interesse che ha ciascheduno al mantenimento dell'ordine e della tranquillità nel paese;

3. Tutti questi vantaggi non potersi ottenere se non conservando alla milizia cittadina l'essenza sua, cioè l'unione di tutte indistintamente le classi della società; e non esentandone per sistema che alcune poche;

4. La eguale ripartizione del peso essere tutt'altro che favorita dal permettere i sostituti: giacchè in questo caso alcuno soffrirebbe il disagio d'una intiera giornata, più la perdita dei relativi proventi; ed altri invece si libererebbe con un dispendio corrispondente a una minima frazione dei proventi medesimi;

5. Essere contrario alla natura umana che il servizio più volonteroso e più regolare venga prestato da chi vi si è indotto per un tenue guadagno, piuttosto che da chi vi è soggetto pel sentimento del dovere e del bisogno della patria;

6. Avere anche l'esperienza dimostrato che le maggiori irregolarità, le più frequenti trascuranze nel servizio, provengono dai supplenti, i quali non mirano al più efficace e più decoroso ottenimento dei fini della

Guardia, ma sì a guadagnarsi con la minor fatica possibile la pattuita mercede;

7. Essere impossibile, permesse le supplenze, impedire gli abusi; impossibile al capitano conoscere sul momento se il sostituto sia opportuno sì o no; impossibile vietare gli arbitrii nell'ammetterne più del bisogno;

8. I danni alla società per la mancanza d'una persona agli altri doveri che le incombono nel giorno in cui è chiamata al servizio, essere circostanze assolutamente eccezionali; esserlo molto più dopo la vostra deliberazione del 19 luglio, che tolse l'eccessivo numero di esenzioni dall'obbligo della guardia, e diminuì in conseguenza a ciaschedun milite la sua parte di peso; a queste circostanze eccezionali potersi provvedere dalla prudenza dei capitani con permessi di qualche ora, e con l'uso delle facoltà loro concesse dall'art. 132 del Regolamento, relative appunto ai permessi;

9. Le ragioni degli avversarii alla proposta esser tali che proverebbero troppo, che introdurrebbero un sistema ancora più largo del presente, che farebbero delle sostituzioni la regola ordinaria, riducendo la milizia cittadina un corpo composto di persone in gran parte mercenarie;

10. Doversi, quando ogni sistema presenta qualche inconveniente, scegliere quello che contribuisce di più al decoro della Guardia ed all'autorità morale che compete a questa istituzione popolare; e doversi, quando ogni sistema può ferire delle individualità, sceglier quello che si fonda sull'assoluta e democratica eguaglianza degli obblighi, e sulla esclusione dei privilegii; quello infine che vige come legge presso le nazioni libere, che ci hanno preceduti in questa istituzione.

Queste furono le cose principalmente discusse da una parte e dall'altra: questi i motivi pei quali tre dei vostri commissarii dissentono dalla proposta Tornielli-Ruffini, e gli altri sei vi assentirono e vi consigliano di accettarla.

Sulla seconda proposta dei due nostri colleghi, la Commissione ravvisò nel sistema adottato dall'art. 131 del Regolamento organico una delle cause di quelle mancanze e di quelle irregolarità, che i capi della milizia cittadina dichiarano troppo frequenti.

Le pene pecuniarie sono troppo ineguali per le diverse condizioni economiche delle guardie; e la difficoltà incontrata e non superata per esigerle, favorì l'impunità, ciò che produce sempre pessime conseguenze. Sia pur dolce la pena; ma, inflitta una volta, bisogna che sia inevitabile.

Convenne adunque la Commissione con gli autori della proposta, che le multe abbiano a farsi meno frequenti; e che l'Ufficio non abbia a seguire strade troppo lunghe per l'esazione di esse.

Convenne pure che nella punizione delle mancanze abbia ad adoperarsi la molla dell'onore, sempre potente nelle milizie, e certo potentissima nella Guardia civica.

Adottò perciò il sistema proposto dai colleghi Tornielli e Ruffini, però con qualche modificazione non essenziale, per renderlo sempre più

corrispondente allo scopo, e per assicurare alle guardie accusate di mancanze un giudizio imparziale.

A queste modificazioni i proponenti aderirono: e i loro motivi si palesano da sè enunciando il progetto di legge che proponiamo.

Solo ci sembra necessario avvertire che fu ommessa da noi come inutile la minaccia d'incorporare nella truppa di linea il colpevole della quarta mancanza. La quarta mancanza non avverrà; lo spirito della milizia cittadina ce ne assicura: ma in quel caso essa sarebbe sufficientemente punita col castigo che noi vi consigliamo, cioè con l'esposizione del nome al biasimo di tutti i cittadini.

Alle conchiusioni così formulate sottoscrivono anche i tre dissenzienti dalla prima proposta, purchè però prevalga in questa prima parte la loro opinione: altrimenti la mutazione del Regolamento loro sembra troppo rigorosa.

Posto a' voti se debbasi passar subito alla discussione sul rapporto della Commissione, od abbiasi questa a differire, la prova per alzata e seduta riuscì dubbia, onde si procedette alla votazione per appello nominale; e fu adottato, con voti favorevoli 38, contrarii 37, che la discussione debba seguir subito.

Il *rappresentante Chiereghin*: Vengo a proporre di passare sul progetto di legge ad un motivato ordine del giorno. Il farsi sostituire nel servizio della Guardia civica indipendentemente da qualunque giusta causa, o per puro sistema di risparmiare il proprio individuo, ella è cosa biasimevole, come ad un dipresso il vedere giovanotti robusti, e forse i primi a gridare contro il poco buon volere altrui, fare ogni broglio possibile per cansare il servigio, cacciandosi nelle cancellerie, nei Consigli di disciplina, negl' interminabili stati maggiori, ove può avvenire talvolta che alcuno faccia acquisto di stellato bonetto, quando è tanto lungi dal meritarne l'onore, quanto forse la stella del suo bonetto è distante da quelle del firmamento. Ma altra cosa è l'abitudine di mancare al servizio della Guardia civica ed altra il mancarvi rarissime volte, per giuste cause, per l'adempimento forse di altro non meno importante dovere, per cui non potrebbe esservi sostituzione.

Comunque però si pensi, tutti accorderanno che la questione merita di venire sciolta con matura ponderazione, e che sia meglio attendere il risultato degli studii della Commissione incaricata di riformare il Regolamento. Perciò propongo il seguente ordine del giorno:

« Visto che il Regolamento organico della Guardia civica fissa la massima che nessuno possa farsi rappresentare nell'onorevole incarico di Guardia civica, non facendo eccezioni che per casi urgenti e speciali;

« Visto che anche in questi casi la legge provvede a che la sostituzione non cada sopra alcuno di quelli già ritenuti indegni di appartenere al corpo della Guardia civica, non permettendo le sostituzioni che fra guardie dello stesso battaglione o mediante le guardie comprese nella riserva;

« Considerando che, ove la legge venga esattamente osservata, non è manifesta la possibilità d'inconvenienti tali che rendano così urgente

il provvedere con nuove leggi, da non potersi nemmeno attendere il risultato degli studii della Commissione speciale, incaricata di riformare il Regolamento organico, massime trattandosi di questioni difficili che offrirono tema di lunghe discussioni alle Assemblee delle più incivilite nazioni;

« L'Assemblea passa all'ordine del giorno. »

Il *rappresentante Tommaseo* (*legge*): Non si tratta, o cittadini, d'assumere obblighi nuovi, ma d'adempiere degnamente i già contratti, e non adempiti da molti sin qui; trattasi di sapere se vogliate o no Guardia civica nella città. Mandare mille uomini di lei al disagio della vita militare (che quanto al pericolo ripeto il già detto dietro affermazione espressa della Commissione, cioè che i civici mobili saranno, come si conviene, al possibile risparmiati), mandare mille cittadini al disagio della vita militare, e non chiedere che tutti i restanti sostengano almeno le incomodità dell'interno servigio, sarebbe atto d'ingiustizia e di crudeltà; sarebbe un aggravare i pesi, già gravi tanto, di quelle tra le guardie che nel comune languore, con generosa ostinatezza e degna della pubblica gratitudine, perseverarono nell'adempimento dei dover loro e per sè e per tutti i mancanti. Annumerare alla Civica gli esenti finora, ed ammettere i cambi, egli è un rendere i cambi stessi inetti al servigio per la frequenza di quello, e per la stanchezza che ne segue; ovvero un far quasi di forza entrare fra' cambi persone non meno inesperte di coloro a' quali l'inesperienza è la più tollerabile delle scuse. E se i cittadini d'agiate famiglie credonsi avviliti dal mettersi in fila con uomini mercenarii, io reputo essere assai peggiore l'oltraggio che viene al povero dal tentarlo a fare pagato quell'opera ch'e' saprebbe degnamente prestare gratuita. La dignità morale è che forma della Civica il nerbo e la vita: levata quella, la Civica è da meno che la soldatesca, perchè le manca e il vigore della rigida disciplina, e il vantaggio delle consolidate abitudini. Il popolo non può stimare nè l'assente che paga per risparmiarsi un disagio onorato, nè il presente che compie opera d'uomo libero come opera servile. L'uguaglianza degl'incomodi, la familiar convivenza, il rispetto che il ricco dimostra al povero dimostrandosi pronto a difenderlo da' pericoli e dalle ingiustizie; in questo consiste la moralità della Civica e la potenza. E del mutuamente difendersi può venire urgente il bisogno; e giova che il cittadino agiato abbia in tali momenti l'armi pronte; e quand'anco non ne sappia destramente far uso, giova che faccia corpo co' pari suoi e co' men benestanti, che acquisti forza dal numero, e non abbandoni le case proprie alla custodia di mani venali. Quel tanto che occorre ai movimenti di milite civico, presto è appreso. Gl'impotenti ne sono già esclusi; alle impossibilità fatto luogo; e ciò basta perchè non diventi draconica la legge temuta. Ma le eccezioni legittime non si hanno a confondere con le esenzioni frodolente; nè i privilegiati superare in numero i soggetti alla legge. Ammettere i cambi, scontenterebbe tutti i civici mobili, e tutti i civici zelanti, e tutto il popolo, il quale anco i cambi de' mobili riprova, sebbene legittimato da giuste ragioni: abolire i cambi scontenterà i po-

chi oggi inerti, che acquisteranno domani prontezza dall'esempio e dalla fiducia che avrete mostrata in essi; scontenterebbe que' cambi che del vegliare a prezzo vivevano come i *probi viri* sotto l'Austria del dormire a prezzo. A questo provveggasi in qualche forma; ma per riguardo di pochi, e per tale riguardo, il fiore di città libera non si disonori. Nessuno dirà certamente: egli è tardi sanare le piaghe di questa ch'è tanta e sì vitale parte della patria nostra. Far cosa debita ed onorata non è mai tardi. E codesta sciagurata risposta delle cose tarde o premature condusse appunto Venezia alle strette in cui la veggiamo. Afferriamo anzi il pericolo come occasione e argomento d'uscir del pericolo. Il pericolo è anch'esso una voce di Dio. Non disperiamo de' nostri destini: non suggelliamo con suggello d'infamia le fronti de' concittadini nostri, gridandoli, senza pure attendere lor risposta, gridandoli deliberati, piuttosto ch'essere guardie civiche, a lasciar perire e disonorare la patria. Al decreto di resistere ad ogni costo, nessuno appose la clausola: fuorchè d'essere guardia cittadina. — Ma chi non l'appose allora, adesso l'apponga, e stampi sotto a tale comento il suo nome. Non fu' io che consigliai quel decreto, io che non in carta o in metallo, l'avevo scritto nel cuore. Ma non sarò io che consiglierò a rinnegarlo. A me stesso io amo piuttosto imporre sacrifizii, che ad altrui; e n'ho dato saggio. Ma quando si tratta di portare nel supremo cimento una legge di disugualità, d'ingratitudine, di diffidenza contro i vostri proprii concittadini; allora se taluno di voi la volesse a ogni costo: usciamo di questa sola, io direi: andate a scriverla in luogo dove non vi perseguano i rimproveri della città, gli scherni del nemico, e le tremende memorie degli avi vostri.

Il *rappresentante Varè:* Debbo osservare, come relatore della Commissione, che il rappresentante Chiereghin ha proposto un ordine del giorno quando la presidenza aveva aperta la discussione generale su tutta la legge, la quale comprende due punti distinti. Egli ha motivato il suo ordine del giorno con due considerando, che, a quanto pare, si riferiscono solamente ad uno di questi due punti, come ad un solo si riferiscono anche le sue parole dette a questa tribuna, egualmente che quelle pronunciate in risposta dal rappresentante Tommaseo.

Domanderei quindi al rappresentante Chiereghin che lasciasse la trattazione del suo ordine del giorno a quando sarà aperta la discussione sulla prima parte della proposta della legge, mentre ora si tratta di discutere sulla proposta in generale, e quindi altrimenti potrebbesi pregiudicare la seconda parte della proposta medesima.

Il *rappresentante Chiereghin*: Ciò che disse il rappresentante Varè è più vero in apparenza che in sostanza. Proponendo io l'ordine del giorno sulla prima parte della legge, che proibisce le sostituzioni, proponeva di conseguenza l'ordine del giorno sopra tutta la legge, perchè le maggiori pene, che i rappresentanti Tornielli e Ruffini proponevano, erano una conseguenza della convinzione che avevano di fare una legge più rigorosa; chè più dura è la legge e più si studia ai mezzi di deluderla. Io quindi, rigettando la legge più severa che proibiva la sostituzione, veniva per conseguenza a rigettarne anche le pene.

Il *rappresentante Varè:* Sono due parti distinte.

Il *rappresentante Chiereghin:* Io ritengo così; se altri ritiene diversamente, crederà che io abbia proposto l'ordine del giorno sulla prima parte soltanto, ma per questo non sarà minore la mia convinzione d'aver proposto l'ordine del giorno sovra tutta la legge.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Senza entrare nella insorta questione di ordine, parmi che il precipuo esame debba cadere sulle sostituzioni nel servigio della Guardia civica; e quindi io credo opportuno, seguendo l'idea del rappresentante Chiereghin, di limitarmi a questo esame perchè da esso dipende in gran parte anche la decisione da prendersi sull'altro punto della proposta. Io che ho formato parte della minoranza, come pure i miei due colleghi, non abbiamo già inteso di dire che sia libero a chiunque di sottrarsi al servigio della Guardia civica: abbiamo anzi inteso che tutti indistintamente debbano essere obbligati a prestare quest'onorevole servigio; abbiamo detto che si debba ampliare, per quanto è possibile, il numero de' chiamati a prestarlo; al che già servono le misure prese colla legge anteriore. Non abbiamo già inteso che sia libero a chiunque di farsi sostituire, solo perchè non ha voglia di servire; ma abbiamo inteso di dire soltanto che non è giusto nè equo che uno sia obbligato a prestare personalmente il servigio, quando, siccome dice il Regolamento, abbia urgenti e speciali motivi per sostituire un altro in sua vece. Questa è la vera questione: non conviene estenderla, non convien mutarla, perchè altrimenti le si attribuisce un carattere di odiosità, ch'essa non può avere; e i sostenitori della nostra opinione non appariscono più uomini leali ed amici del loro paese, ma tristi cittadini, che mirano allo scioglimento della Guardia civica. Noi diciamo: si confermi l'obbligo al cittadino di servire personalmente, ma questo obbligo non sia imposto in modo tirannico al cittadino, a cui il prestarlo riesce sommamente gravoso, e in tal caso gli si accordi quella facoltà, che accordano tutte le altre legislazioni, cioè di farsi sostituire. La minoranza della Commissione ha ritenuto, e fermamente ritiene, che l'escludere in qualunque caso, cioè anche in caso di grave e reale bisogno, la sostituzione, sia cosa ingiusta, cosa dannosa, cosa impolitica.

Il servire nella Guardia civica, come fu detto nel rapporto della Commissione, è un onore, ma, è d'uopo confessarlo, è anche un peso. Convien quindi guardare che il peso non ischiacci, dirò così, l'onore; cioè che la gravità del peso non faccia dimenticare ad alcuni cittadini l'onore dell'incarico ad essi affidato; conviene che questo peso, al pari di tutti gli altri pesi pubblici, sia egualmente ripartito, secondo le norme della distributiva giustizia. Ora, se si ammette l'assoluta esclusione dei cambi, la giustizia è tolta, è tolta la eguaglianza di diritto, su cui devono essere appoggiate tutte le leggi. Lo provo. Il Regolamento ha distinto in due grandi classi i cittadini. Nella 1.ª comprende i giornalieri, cioè quelli che vivono del lavoro delle loro mani di giorno in giorno. Nella 2.ª ha compreso indistintamente tutti gli altri. Si è certamente riflettuto che i cittadini compresi nella prima categoria, in forza delle loro abitudini, sono, generalmente parlando, più atti al servigio militare che

gli altri; ma si è presa in considerazione la particolare loro condizione. Si disse: se i giornalieri venissero assoggettati indistintamente in qualunque giornata al servigio, il peso sarebbe troppo grave; dunque non serviranno se non che nei giorni festivi. Io non disapprovo, anzi approvo moltissimo il provvedimento.

Ma domando: che cosa si è fatto per gli altri? Si disse: tutti indistintamente devono servire. E perchè non si sono, rispetto a questi cittadini, prese in considerazione le circostanze economiche, le circostanze domestiche, quelle di professione, che sono pure importantissime? Dov'è la eguaglianza di diritto, se per gli uni si ha riguardo alle condizioni peculiari, mentre non si vuole avere nessun riguardo a quelle degli altri? Per istabilire una vera eguaglianza di diritto, è d'uopo mettere tutti alla stessa condizione: è d'uopo, cioè, far sì che il peso riesca, non per alcuni soltanto, ma per tutti il meno gravoso possibile.

Io non pretendo già che si abbiano a prendere a calcolo le circostanze proprie d'ogni individuo per istabilire delle norme fisse e generali sulle esenzioni, ciò che sarebbe impossibile. Ma dico che i giornalieri non devono godere di un assoluto e generale privilegio, e che qualche cosa conviene pur accordare anche agli altri cittadini, quando, per ragioni urgenti e speciali, la prestazione del servigio in un dato giorno riuscirebbe ad essi sommamente gravoso. A ciò ha provveduto il Regolamento, ordinando che le sostituzioni possano esser permesse soltanto nel caso di veri e reali bisogni. In questo modo si ristabilisce almeno in gran parte l'eguaglianza di diritto, la quale sarebbe altrimenti violata; in questo modo si salva la vera giustizia.

Dico poi che la proposta della maggioranza è anche dannosa: dannosa per la società, considerata in generale, dannosa per la stessa Guardia civica.

Non conviene considerare le professioni soltanto dal lato dell'utile, che recano a chi le esercita; conviene considerarle dal lato del vantaggio che recano alla società. Distrarre un medico dal letto dell'ammalato, un infermiere dallo spedale, un giudice dall'esercizio delle sue funzioni, a costo che un accusato prolunghi le agonie della prigione, è danno gravissimo per tutta la società. Questo danno potrebbe tollerarsi, se fosse necessario, ma dov'è la necessità? Come si vuol sostenere che sia necessario per la società che il servigio sia prestato da Tizio anzichè da Caio, mentre Caio è inscritto egualmente nei ruoli della Guardia civica? E con questa inscrizione è giudicato egualmente capace di prestare il servigio? Molti inconvenienti si accennano, derivanti dalle sostituzioni nel servigio della Guardia civica. Io li credo in gran parte esagerati, e, se ci sono, non dipendono dalla legge, ma dall'abuso, che abbiamo diritto e dover di evitare.

Se bene si consideri, o signori, tutta quest'avversione pei cambi, conviene confessarlo francamente, dipende dalla ripugnanza, che hanno alcuni, di trovarsi al contatto con persone della bassa classe del popolo. Voi sentirete dire generalmente: non c'è ragione che noi serviamo quando ci sono degli uomini pezzenti, degli uomini che bestemmiano e, si dice anche, degli uomini che ci rubano.

Io dico che questo è un abuso; io dico che coloro, che la legge ammette come sostituti, sono quei medesimi che la legge chiama a servire per loro conto proprio. Io domando: se quelli, che servono nella Guardia civica nei giorni di festa, e servono per sè stessi, sono uomini d'onore, come diventano da un giorno all'altro uomini disonorati solo perchè servono in luogo di un altro? (*Applausi fragorosi.*)

Io dico inoltre, o signori, che questo provvedimento è impolitico.

È impolitico, perchè voi spargete il mal umore in molte famiglie, le quali dovete considerare che son quelle, i cui membri, per le loro ordinarie abitudini, sono meno disposti alle fatiche ch'esige il militare servigio. E queste famiglie son quelle che diedero continue prove di vera devozione alla causa patria, famiglie che fecero numerosi e immensi sacrifizii, senza i quali la resistenza non sarebbe stata possibile. Lo dico poi impolitico anche rispetto alle famiglie di quelli che servono come sostituti. Nelle circostanze attuali, molti sono quelli che mancano del necessario per vivere, e trovano il loro sostentamento in modo ch'io chiamo onorato, prestando nella Guardia civica il servigio per gli altri, i quali prestano in altra maniera un servigio utile alla società.

Molti gridano contro i mercenarii; ma io non so per qual ragione si abbia ad avere tutta questa avversione. Io trovo che i sostituti percepiscono un salario, solo perchè hanno diritto di vivere, e perchè non possono vivere in altra maniera. Io non so vedere nessuna differenza fra uno del popolo che volentieri, richiesto, si offre di prestare il servigio per un salario, per una mercede, con cui mantiene la propria famiglia, ed i funzionarii pubblici, che esigono un soldo molto più generoso per servire lo stato. (*Applausi.*)

Prima di finire, tollerate ch'io risponda ad una obbiezione. Si è dato dai proponenti un grandissimo peso alla legge francese; si è detto che la legge francese proibisce anch'essa le sostituzioni meno solo nei casi, nei quali le ammette anche la proposta.

Io intanto osservo, prima di tutto, che questa è la disposizione della legge, ma che tale disposizione di legge non è rispettata in Francia. Uno dei tre membri della minoranza della Commissione, il quale ha soggiornato lungo tempo a Parigi, mi assicurò che la pratica non corrisponde per nulla alla legge. Ho creduto mio dovere d'interrogare alcuni cittadini francesi, che sono qui; e dichiaro con tutta lealtà che, non appena io parlai dei cambi proibiti in Francia, m'interruppero dicendo: *questa* è la legge, ma chi bada alla legge?

La pratica, o signori, si ribella da per tutto alle disposizioni rigorose e tiranniche, alle disposizioni che lottano con le abitudini, con le esigenze della vita privata; e quando in Francia si bada alla legge sui cambi; in Francia ove gli uomini sono da *tanti* anni avvezzi a servire nella guardia; convien dire che troveremo molto maggiori e forse insormontabili difficoltà in un paese, nel quale non ci sono abitudini militari.

Aggiungerò un'altra osservazione.

La legge francese dispone così, è vero; ma avete esaminato tutta la legge francese?

La legge francese adotta un sistema di organizzazione affatto diverso da quello che voi avete introdotto, e col sistema di organizzazione francese può in qualche maniera essere compatibile il principio della esclusione dei cambi. Voi avete stabilita una distinzione fra la Guardia attiva e la riserva, e in questa avete compresi soltanto quegl'individui, che sono ascritti nel novero dei giornalieri. La legge francese ha anche essa distinto la Guardia attiva dalla riserva; ma partì da un principio assai più ragionevole, assai più giusto. Non ha già detto che nella Guardia attiva entrano, come diceste voi, tutti, indistintamente, i cittadini, meno alcuni pochi tassativamente eccepiti; ma ha detto che vi sono ammessi soltanto quei cittadini, i quali dietro una decisione, dietro un giudizio proferito da un apposito *giurì*, sono dichiarati capaci di prestare l'abituale servigio.

Sono compresi poi nella riserva, non i giornalieri soltanto, come avete fatto voi, ma tutti indistintamente quei cittadini, giornalieri o non giornalieri, pei quali, a decisione pure di un *giurì*, il servigio della Guardia nazionale riuscirebbe molto oneroso.

Applicate alla vostra Guardia questo principio, se volete ammettere il primo, cioè l'assoluta esclusione dei sostituti. Se voi adotterete il sistema francese di organizzazione, vedrete, o signori, che non saranno molti i cambi, perchè non vi troverete nella necessità di ordinare ad un padre di famiglia, che ha un solo misero negozio da cui ritira il suo sostentamento, di chiuderlo per servire nella Guardia civica; il *giurì* dichiarerà: è troppo oneroso il servigio per questo capo di famiglia, e quindi passi nella riserva; ciò che vuol dire, per la legge francese, sia chiamato a servire soltanto in circostanze straordinarie. Il *giurì* vi risponderà lo stesso per i medici, che sono destinati a compiere un grande ufficio nella società, quello cioè di conservare la salute ai cittadini e darvi così individui capaci di portare le armi. Vi darà la stessa risposta per tanti e tanti altri cittadini, che voi comprendete nella Guardia civica solo perchè non sono giornalieri.

Si dice: v'ha il rimedio delle dispense. Ma in questo modo schiudete l'adito agli arbitrii, ed arbitrii molto maggiori di quelli dei cambi, i quali hanno almeno un freno nella legge. Col pretesto delle dispense, si ripeteranno gli arbitrii e gli abusi sino ad ora commessi, e con danno maggiore della società e della Guardia civica, perchè, quando io posso sostituire un altro, la guardia nulla perde, mentre ha un altro cittadino che serve per me; laddove, nel caso di dispensa, perduto quel cittadino cui la dispensa si accorda, un altro dovrà fare senza nemmeno un compenso il servizio per lui, ciò che è contrario alla giustizia.

D'accordo col rappresentante Chiereghin, convengo nella di lui proposta dell'ordine del giorno, il quale nella sostanza corrisponde a quello che la minoranza avea formulato. Credo che il Regolamento provveda a sufficienza, credo però che sia stato male osservato, e che sia debito dell'Assemblea richiamare il potere esecutivo a provvedere, affinchè gli abusi non si rinnovino. Ma la esistenza degli abusi non giustifica la esclusione dei cambi, e sarebbe estremamente pericoloso, dirò anzi non

conveniente alla dignità di un' Assemblea legislativa, il sanzionare, solo perchè accaddero degli abusi, quella che è per me una vera ingiustizia. (*Applausi prolungati*).

Il *rappresentante C. Ruffini* (*legge*): Quando io sento parlare in favore delle sostituzioni nel servizio civico, non posso a meno di farmene l'oppositore, e quantunque abbia divise le opinioni col collega Tornielli, ed egli dettagliate assai le esponesse da questa tribuna, nullameno mi resta qualche cosa a soggiungere.

A coloro a' quali piacciono le sostituzioni, io vorrei domandare se sappiano per qual modo giunga la milizia cittadina al suo vero scopo. Imperciocchè il dirmi, come dicono taluni, che, dopo 32 anni di pace e in niuna maniera di esercizio militare ammaestrati, non possiamo disimpegnare lodevolmente colla persona alle fazioni della guardia alle quali facciamo invece disimpegnare da un sostituto, sarebbe lo stesso che dirmi che codesti non vogliono la milizia cittadina, perchè non vogliono ammaestrarsi nel maneggio delle armi, che sarebbe il vero ed unico mezzo per avere tal genere di milizia e per raggiungere il suo scopo.

Vorrei ancora ch' essi si trovassero per 24 ore in un appostamento, dove per la più parte v'avessero sostituti, come avviene sovente; vorrei, dico, che venissero a comune con questi, e mi significassero il loro contentamento per quei parlari non onesti, per quei modi inurbani, per quelle vesti indecenti, per quelle mani non sempre disposte a giovarsi del proprio. Ma qui io sento che si scagliano contro ai capitani, e dicono non doversi ricevere da essi di codesti sostituti. Sarebbe ottimo il riparo per chi non vi vedesse attraverso! Penserebbero costoro che il gallone del capitano fosse un segno di servitù verso le guardie. Fra il semplice ed il generale di civica milizia non vi ha una linea che segni differenza di diritti, ma vi hanno gradi che segnano differenze di doveri. Alla guardia si compete la fazione di sentinella, di pattuglia, di linea, al graduato la responsabilità di queste fazioni. E come, chieggo io, potrà il graduato tenersi responsabile dell' opera di persone che non conosce?

Voi, signori, sostenitori delle sostituzioni, perchè non vi accollate la nostra responsabilità, chè a noi pure non tocca far sentinella o pattuglia! Se a voi avvenisse, come avvenne, che, essendovi affidata la custodia di una pubblica cassa, vi sapeste essere guardata da 9 sostituti in undici guardie, non vi sareste tenuti forse obbligati a far perpetua pattuglia intorno a quel posto fino al cambio di quella guardia? Se, essendovi affidata la custodia di una polveriera, vi sapeste ch' essa è guardata da sostituti ubbriacatisi col prezzo delle vostre sostituzioni, non vi sareste tenuti in debito di simile sorveglianza? Se, essendovi affidata una pubblica cassa, vi sapeste non essere stata cambiata la guardia, avendo il capitano nelle sue mani il prezzo delle vostre sostituzioni, non vi sareste trovati in dovere di far sentinella e sgravarne i vostri compagni?

Ma voi mi mandate dal capitano. Di grazia, allorchè vi fu ingiunto il servizio, non rispondeste coi quattrini anzichè colla persona, inten-

dendo che il capitano vi procuri la sostituzione? e il capitano è forse obbligato a servirvi, e per codesto a conoscere i sostituti quanti e dove sono, per averli a' suoi cenni per voi?

Ma, signori, ditemi, mettendo insieme il prezzo delle vostre sostituzioni, non si potrebbe, parlo colla vostra lingua, non si potrebbe, assoldare un corpo e sollevare di questo peso i cittadini? Non sono questi i vostri pensieri, o sono forse peggiori? Non toglieste colle vostre sostituzioni tante braccia al cannone, al fucile, reclamate dal bisogno della difesa? non nodriste tanti vizii?

Che se mi soggiungeste che non tutti i sostituti sono inurbani, indecenti e non onesti, e che voi intendete di beneficare cotali coll'offrire il prezzo di una sostituzione, vi chiederò perchè non siate capaci di beneficare l'individuo senza defraudare la patria dell'opera vostra!

Cessi una volta questa peste delle sostituzioni pecuniarie, ed impari ciascuno, che non è cittadino chi non ha patria, che non ha patria chi non l'acquista a prezzo del sagrifizio! Che se per l'esterno servizio abbiamo adottate le sostituzioni, sappiano coloro che ne menan rumore che, nell'adottarle, noi, che pensiamo liberamente, abbiamo sagrificate le nostre convinzioni al bene del paese, che crederemmo pregiudicato nell'ammetterle per l'interno.

Se della presente libertà noi non proviamo che il peso, rammentiamoci sempre che il sagrifizio è unico mezzo a goder libertà, e mostriamo ora, che più importa mostrarlo, che sappiamo sagrificare perchè vogliamo esser liberi.

Il *rappresentante Tommaseo*: Alle ingegnose osservazioni del collega Benvenuti risponderò brevemente. Quando gli si concede che in caso, com'egli diceva, di urgente, di grave, di reale bisogno, la guardia civica sia dispensata dal suo servigio, ogni obbiezione viene a cadere da sè.

La giustizia, ch'egli chiama distributiva, ed alla quale certo bisogna por mente, per prima norma c'insegna che sopra tutti egualmente debbono cadere le pene così come i premii, i pesi così come i vantaggi. Ora, se de' non molti civici mille abbiamo mandato, dei più eletti, dinanzi, se non a pericolo prossimo, certo a più grave disagio; io non veggo con quale giustizia si possa imporre a' pochi rimanenti un peso ancora più grave. Io non veggo come la giustizia sia lesa se ad un numero triplice di quello che erano i civici di una volta, sia distribuito quel peso, il quale ingiustamente pesava finora su pochi; della quale ingiustizia nè il Benvenuti nè altri si erano pubblicamente doluti.

Si è parlato di quegli artieri, o altri cittadini ai quali il chiudere il negozio, od altrimenti distoglierli dalle loro occupazioni e abitudini, porta danno. Ma se a questi s'impone la paga del cambio, ognuno vede che il danno riesce in molti casi maggiore.

Quanto alle professioni delle quali, e la società in generale, e le condizioni nostre presenti più urgentemente abbisognano; ognuno vede che tali professioni sono di necessità dispensate dal servigio della Civica. Certamente a nessun medico, il quale presta il suo servigio ai feriti; a

nessun archibugiere; a nessun fornaio, della cui opera si ha bisogno urgente; a nessuno di questi sarà imposto di andar a servire nella guardia.

Vengo alla questione morale, intorno alla quale il precedente oratore si lasciò sfuggire alcune parole, che non mi paiono del tutto proprie. Egli chiama *bassa classe* quella del popolo. Cotesta parola non vorrei aver sentito pronunciare in quest'Assemblea. In popolo libero non c'è classe bassa; nè certamente nel mio discorso, nè nell'opinione di alcuno di quelli che consentono meco, era fatta distinzione dall'uomo di onore della domenica all'uomo d'onore del lunedì.

Il mal umore, che il precedente oratore teme provenga dai nuovi rigori (se rigori possono chiamarsi le norme che tendono a meglio adempiere una legge già fatta) il mal umore non è tanto da temersi come il precedente oratore vorrebbe, perchè, se si tratta solamente (ed a ciò riducesi il suo argomento) di coloro che temono d'un poco di fatica di più, questi certamente non oseranno, dinanzi a una città circondata da tanti pericoli, dinanzi a una città che ha già fatti tanti sacrifizii, essi che ne hanno già fatti tanti, non oseranno negare questo ultimo sacrifizio ad una patria sconsolata.

La similitudine che il precedente oratore poneva tra l'onoratezza del servire per cambio, e l'onorevolezza de' pubblici impiegati, io non credo che per l'appunto abbia luogo. Io non so se nelle malattie, o nelle qualunque siansi indisposizioni di un presidente di tribunale o di un professore, si potrebbe convenientemente chiamargli tutto ad un tratto per cambio un uomo il quale altro fine non avesse a tale ufficio se non che il solletico della mercede. Questa similitudine, appunto, mette in chiaro l'inconvenienza della contraria proposta.

Quanto all'esempio, che il precedente oratore ci reca dell'uso francese, io dirò schiettamente che certo, in tempo ordinario, anche in Francia la Guardia civica scade da quella vigilanza, la quale è tanto onorevole agli uomini liberi. Ma se il pericolo sopraggiunge, allora tutti si ricordano di essere guardie civiche e militi, di essere nati soldati. Nè certamente l'esempio dei Francesi si può rammentare tra noi se non per rimprovero.

Del resto, le rimanenti obiezioni (e credo di avere a tutte risposto) le rimanenti obiezioni, che erano nel discorso del precedente oratore, vengono sciolte da una considerazione sommaria. Se un qualche inconveniente nella legge che ora si fa, temporanea, potesse incontrarsi, sarà dalla legge stabile, che si va maturando, rimediato. Ma in questo momento, che il pericolo è urgente, in questo momento che l'Assemblea ha ben a tempo riconosciuta l'urgenza della legge che si propone, io non credo convenga abbandonarsi a condiscendenze e mollezze, dopo diciotto mesi di condiscendenze e mollezze che ci hanno perduti.

Finalmente mi farò lecito, con la riverenza ed affezione che è debita ad un uomo di tale ingegno quale è il Benvenuti, ad un nostro collega, mi farò lecito notare essergli fuggita da ultimo una parola, che è forse non troppo riverente alla nostra Assemblea. Egli ha detto la

legge non solamente essere ingiusta, ma contraria alla dignità di questo consesso. Io non credo che ad un rappresentante sia lecito innanzi alla decisione dell'Assemblea prevenirne con parole così severe il giudizio. Il precedente oratore per ispaventare voi, o rappresentanti, dal sancire questa legge, ha detto che nel caso nostro il peso del servizio schiaccerebbe l'onore. Io rispondo che sarebbe un onore molto piccolo quello che si lasciasse schiacciare da peso tale; io credo, al contrario, che l'onore del peso lo farebbe più leggiero, anzi soave, ad uomini liberi.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Tenendo dietro alle varie osservazioni dell'onorevole Tommaseo, si capisce che alla fin fine, o sotto il nome di cambii o sotto quello di dispense, in una forma o nell'altra, è forza in molti casi derogare alla legge, che si vuole ora sancire. Egli stesso vi dice: *volete che chiami i medici, se debbono servire gli spedali?* Ma non chiamandoli voi commettete un abuso, voi violate la legge. Egli trova che per alcuni bottegai sarebbe assai gravoso mettere un cambio; ma è ella questa una buona ragione per vietar loro ogni sostituzione? Sarebbe assai più logico e giusto esentarli affatto da ogni servigio.

In somma, come ho detto poc'anzi, si andrebbe da un abuso in un altro, e si aprirebbe la via ad ogni maniera d'arbitrii. Meglio è stare alla legge che abbiamo, la quale provvede a sufficienza. Basta solo che sia rispettata, basta che venga eseguita.

Mi si rimprovera di aver detto che l'Assemblea commetterebbe un atto contrario alla sua dignità. Ma si accorderà certamente che quando un uomo dice: *ciò che vorreste fare sarebbe, per mio avviso, ingiusto*, viene necessariamente a dire: facendolo, voi fareste un atto non degno di voi, da cui tutti aspettan giustizia. Se la espressione dispiace, io ben volentieri la ritiro; ma confessiamo che tutti noi, quando sosteniamo che una proposizione è ingiusta, vogliamo dire, per chi sa intendere, che fa un assai triste ufficio colui, il quale l'adotta. In questo senso soltanto dichiarai che l'Assemblea comprometterebbe la sua dignità.

Il rappresentante Tommaseo mi ha rimarcata la espressione, da me adoperata, di *basse classi*. Credo che siasi inteso dall'Assemblea aver io introdotto queste parole piuttosto per combatterle che per sostenerle. Ho detto che molti ammettono di fatto queste distinzioni sociali. Vi sono molti, che si vantano purissimi democratici, ma non mantengono il loro principio nelle caserme; e quando ci veggono della gente mal vestita, gridano, e fanno la distinzione delle *basse classi*. Io la fo con le parole, essi coi fatti.

Il rappresentante Tommaseo osserva che, ammettendo le sostituzioni, si verrebbe ad offendere quella, che ho chiamata *giustizia distributiva*, perchè, dice, *mentre alcuni nostri fratelli si sono mobilizzati, tutti devono servire, altrimenti si aumenta il peso di chi rimane*. Io sono in ciò perfettamente d'accordo con lui. Egli deve ricordarsi le parole, con cui io ho cominciato il mio discorso. Ho detto e ripeto che ciò nulla ha che fare con la nostra quistione. Siamo tutti e due d'accordo, che conviene aumentare, per quanto è possibile, il numero delle guardie ci-

viche. Ma a ciò servono le altre misure da voi adottate, serve la nuova inscrizione da voi ordinata nei ruoli della Guardia civica.

La quistione dei cambi non ci entra. Essa non dà un uomo nè di più, nè di meno per la Guardia civica. Quando sono chiamato al servizio, o ci vado io, o ci va un altro in mia vece. Il resto della Guardia non soffre alcun peso, e nessuno è tenuto per la mia mancanza ad un maggiore o più grave servigio.

Quanto poi alle varie dimande, fatte dal rappresentante Ruffini, io non ho che a dargli una sola risposta.

I sostituti, secondo la legge che io vorrei conservare, sono tratti tutti dalla Guardia civica. Quando dunque voi tacciate questi sostituti in genere di tutte le macchie che avete esposto, quando dite che le guardie civiche attive si rifiutano per buone ragioni di venire in unione ad essi, dite in ultima analisi *che tutti* i sostituti sono indegni di appartenere alla Guardia civica. Allora, signori, bandite quasi tutta la riserva, allora sancite con decreto la distinzione tra basso popolo e popolo colto.

Io vi dico: come voi vi fidate di loro la domenica, così vi dovete fidare anche negli altri giorni della settimana; dico anzi che voi vi dovete fidare di più nel corso della settimana, perchè nei giorni festivi tutto il servizio, od almeno la maggior parte, dev'esser fatto dalla sola riserva, mentre negli altri giorni i sostituti appartenenti alla riserva servono in unione a guardie civiche attive. Il pericolo dei mali da voi temuti, è quindi molto minore nel caso delle sostituzioni, ed esse offrono il grande vantaggio che, mettendo i sostituti a contatto delle guardie attive, cioè di cittadini colti e disciplinati, si migliorano anch'essi, e sono quasi costretti a prestare un migliore servigio di quello che presterebbero uniti a compagni affatto simili a loro.

Aggiungerò che, per prevenire i temuti inconvenienti, vi è *un rimedio* nel Regolamento, che credo abbastanza esplicito. Se non lo fosse, vi si dovrebbe provvedere.

L'articolo del Regolamento non dice già che si debba accettare qualunque sostituto, che venga offerto, sol che appartenga alla Guardia civica; dice che ci vuole l'approvazione del capitano.

Il capitano sul quale pesa, come si disse, tanta responsabilità, ha anche quella di fare una buona scelta dei sostituti, perchè la cattiva scelta genera indignazione e mal umore in tutta la sua compagnia.

Credo che la mancanza finora sia stata dei capitani; credo che vi sieno stati degli abusi nei sergenti maggiori; ma toglieteli questi abusi, cercate che i sergenti maggiori ed i capitani facciano il debito loro, rigettando i sostituti che disonorerebbero le compagnie, ed accettando quelli che le onorano. Forse anzi, se venissero adottate alcune acconce misure, se, per esempio, si dicesse che non potrà essere accettato per sostituto chi abbia commesso una qualsivoglia mancanza nel servizio; voi trovereste la massima docilità e disciplinatezza nei cittadini, che ordinariamente si prestano come sostituti, perchè il loro stesso interesse li consiglierebbe a servire convenientemente per non essere poi in altri casi rigettati.

E credetelo, o signori, i sostituti non accettati alla cieca vi serviranno assai meglio dell'uomo di 54 anni, del quale da un momento all'altro volete formare un guerriero.

La discussione sul progetto di legge in generale è chiusa.

Il *presidente*: Si passerà ora alla discussione dei singoli articoli, mentre l'ordine del giorno non può essere votato prima che incominci la discussione sugli articoli.

Il *rappresentante Varè*: Io combatterei l'ordine del giorno, ma non posso ammettere, come disse il presidente, che l'ordine del giorno non possa andare tosto ai voti.

Io voterò per il *no*, ma credo che l'ordine del giorno debba essere messo ai voti prima di entrare nella discussione degli articoli della legge, mentre l'articolo 33 del nostro Regolamento appoggia questa mia opinione.

Mi pare poi che sia chiaro che, se l'Assemblea vuole entrare nella discussione, nella votazione dei singoli articoli, voterà contro l'ordine del giorno, e se vuole invece voterà a favore della stessa. Si guadagna così sulla regolarità e sul tempo.

Il *presidente*: Io credo che ciò valga quando si tratta di una proposta nuova; ma ritengo che qui, trattandosi di una proposta sulla quale fu già nominata una Commissione, che ha anche fatto il suo rapporto, la votazione dell'ordine del giorno non dovrebbe seguire che all'atto di votare sul primo articolo. Ora domando se vi è nessuno che voglia parlare sul modo, con cui è formulato l'ordine del giorno proposto dal rappresentante Chiereghin.

Il *rappresentante Chiereghin*: Vorrei far osservare soltanto, che io, col mio ordine del giorno, non tronco la questione, ma l'aggiorno al momento in cui la Commissione, creata per fare il nuovo Regolamento per la Guardia civica, produrrà il suo rapporto.

Il *presidente*: Questo risulta dal contesto del di lei ordine del giorno.

Il *rappresentante Tommaseo*: Prima che si passi ai suffragi intorno all'ordine del giorno, fo due osservazioni: prima, che l'ordine del giorno nega l'urgenza, mentre che l'Assemblea riconobbe l'urgenza; in secondo luogo, che l'ordine del giorno si appoggia alla esecuzione di una legge che per tanti mesi mai non è stata eseguita.

Il *presidente*: Osservo, per ciò che concerne l'urgenza, che l'Assemblea potrebbe averla ammessa colla intenzione di togliere sollecitamente ogni dubbiezza sull'argomento, non per ritenere la questione risolta positivamente o negativamente.

Il *rappresentante Tommaseo*: Io fo una sola osservazione; che, cioè, gli abusi che sono nati finora continueranno, se non dalla legge, dall'arbitrio.

Il *rappresentante Chiereghin*: Non ho bisogno di cercare risposta sulla osservazione del rappresentante Tommaseo, perchè me la somministra un grande filosofo: *si tolgano gli abusi, e si lascino come sono le cose.*

Il *rappresentante de Giorgi*: Io aggiungerei all'ordine del giorno del Chiereghin le parole: *richiamando l'autorità, cui spetta, all'esatta osservanza del Regolamento.*

Il *rappresentante Varè:* Il rappresentante de Giorgi vuole che nell'ordine del giorno apparisca un biasimo dato all'autorità, per l'inosservanza per lo passato del Regolamento.

Il rappresentante Chiereghin assente all'aggiunta proposta dal rappresentante de Giorgi, e quindi si passa alla votazione a scrutinio segreto sull'ordine del giorno ch'è ammesso con voti favorevoli 51 e contrarii 27, essendo i votanti 78.

Il *presidente*: Passeremo al terzo punto dell'ordine del giorno, sulla proposta del rappresentante Giustinian, relativa agl'impiegati.

Finchè arriva il relatore, inviterò il rappresentante Foscarini a leggere il rapporto sulle petizioni.

Il *rappresentante Foscarini* (*legge*):

« Il Consiglio di disciplina degli avvocati domanda, che sia tolto il divieto ad essi fatto dalle leggi anteriori al 22 marzo 1848, d'intervento e patrocinio negli sperimenti di conciliazione e nelle cause di turbato possesso.

« Alcuni dei componenti la Commissione permanente di legislazione dichiararono che questa domanda può essere presa in esame. Essa deve quindi seguire il corso ordinario delle proposizioni fatte da un rappresentante, a senso dell'articolo 39 del Regolamento interno dell'Assemblea. »

Il *presidente:* Porremo dunque questa petizione all'ordine del giorno per la presa in considerazione in altra adunanza. Il rappresentante Tommaseo ha la parola per alcune comunicazioni relative alle cose annonarie.

Il *rappresentante Tommaseo* (*legge*): Incomincio da cosa che stringe in nobile vincolo le due Commissioni, alle quali immeritamente appartengo, de' fatti onorevoli e dell'annona, dico la questua che, aiutato dal parroco zelante e da un promotore sperimentato, ho compiuta nella parrocchia di S. Giovanni in Bragora per provvedere di farina gialla per alcun tempo le famiglie necessitose. Settecentrentotto lire abbiamo raccolte, delle quali il conto è visibile presso il parroco (*); ed è assai in parrocchia povera, e in tempi d'angustie; le quali daranno per un mese alla metà degl'indigenti, e per il secondo mese all'altra metà, mezza la quantità della farina gialla occorrente al vitto quotidiano. Il soccorso così misurato, lascia luogo all'industria del povero, che assicurato del tutto, potrebbe addormentarsi, e poi la indigenza seguente appresso parergli più dura. Io potevo sulle più agiate famiglie della parrocchia imporre quasi una taglia, la quale avrebbero prontamente pagata, e per tal modo da pochi trarre somma più grande: a me piacque volgermi alla libera carità sin del meno benestante; e non ebbi a pentirmene. Il patrizio veneto, e la povera serva di casa povera; il conte di terrafer-

(*) Altre cento furono offerte da un innominato benefattore, che avrà centuplicate le benedizioni del popolo.

ma, e il marinaro d'armata; il vecchio soldato di Napoleone, e la giovane guardia civica; il padre veterano di prodi uffiziali di mare, e la madre desolata degli uccisi per l'amore d'Italia; l'avvocato, e il poeta; il letterato, e il carbonaio; la maestra di scuola, e l'inviato a politico parlamento; il deputato, e il biadaiuolo; il giornalista, e lo speziale; il tintore, ed il segretario di Governo; il vinaio, e l'arsenalotto; il magnano, e l'orefice; l'archibusiere, ed il medico; il colonnello, ed il vescovo; il parroco latino, ed il greco; porsero, mandarono, recarono le offerte loro. Fossimo andati da quelli stessi che di tali offerte saranno giovati, anch'eglino, son sicuro, avrebbero dato il loro soldo pe' poveretti lor pari. Ve n'era che, dando, parevano chiedere: e pur davano con ilare viso. Le querele uscivano dalla bocca di chi soffre meno, chiedevano scusa del dar poco con più pudore, che non certuni accattassero scuse del dare nulla. E convien mettere insieme certe elemosine di tre persone così dette civili, per fare la somma data da qualche poveretto. Un biadaiuolo fece la più generosa offerta di tutti. E il modo e il tempo, ripeto, rendono i doni ben più preziosi. Nel punto che il pane per non naturale carestia mancava alla mensa perfin degli agiati, dopo tante carità profuse, dopo tanto male speso danaro, andare a chiedere altro danaro, egli è un aver fede nel cuore de' Veneziani; e chiedere, e non ricevere in risposta nè pure una parola di rimprovero, non che d'oltraggio, ma raccorre tal somma da vincere l'aspettazione fin di coloro che hanno provata la generosità della parrocchia ne' tempi più lieti, egli è uno di que' tanti prodigii a cui Dio ha abituata Venezia, e Venezia abituato chi l'ama. Il simile s'andrà facendo, dietro al primo e sempre più commendevole esempio di Pietro Bigaglia, in altre parrocchie, e con provento maggiore, se non con merito più grande, siccome in più ricche. E già più parrochi adempiono il doppio dovere del sacerdote e del cittadino, sovvenendo al bisogno del povero, tra' quali è da numerare quello di Santo Stefano, nella cui parrocchia la nobil donna Morosini Gatterburg espia con la carità la ricchezza. Molti in molte parti della città danno l'uso gratuito de' mulini a mano, il cui numero dicesi che passi i mille. La famiglia Levi, ch'è al ponte ai Dai, oltre a' mulini, dispensa ogni settimana farine a chi porta il biglietto del parroco. Giova del resto che l'Assemblea dimostri anche con le questue al popolo la sua stima; e l'Assemblea deve da ultimo rimanerne più grata al popolo, ch'egli il popolo ad essa.

Giunsero accette le parole che la Commissione vostra gl'indirizzò per ringraziarlo della sua dignitosa sofferenza, e a novello esercizio di virtù confortarlo. Essa Commissione crede, se non giovato, di non avere nociuto, persuadendo la distribuzione del pane e della farina per via di biglietti, modo combattuto da molti, o palesemente o in segreto, o con le parole o con le inerzie o cogl'indugi. Non crediamo avere nociuto invitando la Civica a custodire i pozzi artesiani, che sono un tesoro serbatoci da Dio nelle profondità della terra, i quali con quasi prodigiosa opportunità zampillarono a pro' della nostra libertà, che sarebbe da gran tempo perduta senz'essi; alla quale custodia la Civica per preghiere

nostre, invitata poi e dal Governo e dall'autorità militare, da ultimo condiscese. Non crediamo avere nociuto pregando essa autorità militare che ai militi vietasse vendere il loro pane, e con violenza, come taluni facevano, comperare il serbato al popolo, testimone addolorato di tali soprusi. Nè il lamento da noi primi mosso contro la incetta del pesce, doppiamente spietata, fu senza effetto, chè all'insufficiente ordine del Municipio, altri si aggiunsero della Commissione primaria d'annona, i quali fanno accompagnare il pesce libero dall'incetta per insino al mercato, e fanno assistere alla vendita uomini del Municipio e della Commissione d'annona, e fissano il prezzo massimo a che i pesci più comuni, e non di lusso, non possano mai passare. Ma codesto ancora non basta: conviene che il povero pescatore venga protetto non solo da' compratori violenti che l'assalgono fuori del porto, ma e dagli altri più mansueti che possono sul mercato stesso imporgli leggi dure; conviene che siccome alla piazza si determina il massimo prezzo che il pesce può vendersi, così si determini il minimo, sotto il quale non possano i rivenditori dal pescatore comprarlo. Questa idea cadutaci in mente, e confermataci dalla opinione d'uomo esperto e benemerito, espongo qui, acciocchè quest'Assemblea abbia l'onore d'avere in tempo di guerra e d'angustia provveduto a cosa a cui non pensarono governi umanissimi in tempo d'agiatezza e di pace; alla sorte di quegli uomini che sono nell'umana società forse tra i più puri e animosi, certo tra i più pazienti e più crudelmente negletti: i poveri pescatori.

Abbiamo domandato se fosse vero che dai mulini della Giudecca portassersi fuori farine sotto uno o altro pretesto. Taluno negò; altri l'afferma, e per riparo consiglia che sia assolutamente vietato estrarne farina alla spicciolata a nessun titolo, che un portinaio guardi l'ingresso e due civici. E fu similmente richiesto alla Vigilanza che vegli acciocchè arrivino sul mercato, scortati da un biglietto del Cordone, i carichi di patate, e non li trafughino gl'incettatori per via.

La severità che alleviasse i mali del popolo, sarebbe pietà delle più delicate. Ma dal marzo del quarantotto noi siamo, per tutto che spetta a disciplina, caduti a tali condiscendenze che snervarono i forti affetti, aggiunsero audacia alle ignobili cupidigie. Le Commissioni secondarie debbano, sempre che trovino reità ostinata, sevire non solo con multe, che ai venditori men poveri è leggier peso, e li provoca a vendetta sul popolo peggiorando la qualità o frodando sulla quantità della merce, non solo con multe, ma con arresti, e con chiudere le botteghe a coloro che per l'ingordigia del lucro dovrebbero avere maggiore gastigo: perchè sprovvisto per modo che alle botteghe soddisfacciano alle necessità pubbliche invece di quelle. Dovrebbe la pena cadere severa segnatamente sui facitori di pane non sano, e schifoso a vedere, che in più luoghi facevasi a' dì passati. Alle precauzioni usate fin qui del fare alla mescolanza delle due farine assistere un ispettore eletto dal Governo, e due delle Commissioni secondarie, potrebbesi aggiungere, per più guarentigia del popolo, questa precauzione ancora; che un negoziante di biade, e venditore di pane, o altri che di farine s'intenda, assistesse, alla

volta sua, alla mescolanza nel mulino dell'Oexle; e che non solo delle due farine miste tenessesi la mostra, ma anco della ségale da sè e del frumento da sè. Delle adulterazioni sarebbe prova ancor più manifesta il paragone de' pani fatti, venduti qua e là, con un pane fatto dal più onesto ed esperto che le Commissioni in ciascun circondario scegliessero. Alla salubre e saporita cottura molto potendo la forma, anco a questa dovrebbero le Commissioni por mente, e ingiungere che la sperimentata migliore sia per tutto seguita. A questo e ad altri simili fini giova che le otto Commissioni s'intendano fraternamente, e gli ordini siano conformi, e gli avvisi debitamente divulgati, massime per bocca dei parrochi. Come fare altrimenti che il popolo conosca non potersi da' pesciaiuoli il pesce vendere impunemente per la città oltre il tal prezzo? Come provvedere che l'olio più presto non manchi, se non consigliando l'uso delle candele che pare scarseggino meno, e che non piaceva a questo popolo, il quale in ogni uso dimostra l'antichissima civiltà? Vero è che l'olio manca meno forse di quel che si tenga: e il vino così, del quale certamente dovrebbesene trovare ai feriti. Ma, ammaestrato che sia il popolo sul suo meglio, vinceremo le molte lentezze che hanno resi men utili i provvedimenti della Commissione primaria: lentezze nella scrittura de' registri da parecchie settimane ordinati, ed ancora non messi in atto; lentezze nel notificare i viveri che sono presso le private famiglie; lentezze nell'assicurare a uso pubblico tutte le uve, che sono non poche nelle vigne de' lidi e delle isole circostanti.

Diremo qui d'una lettera, che credemmo non inutile indirizzare ai fratelli nostri di Chioggia, perchè colgano agevolezze che hann'ora maggiori a provvedersi di viveri, e facciano anche noi di qualche sollievo partecipi. La flotta potrà, dal suo lato, proteggere co' molti cannoni le barche de' pescatori, e indirettamente fornire qualche poco di cibo all'aspettazione lunga nostra. Speriamo che questa speranza non parrà troppo ardita, e noi vogliamo si creda che la nostra parola non suona rimprovero. È la Commissione operosa d'annona, da noi talvolta sollecitata, lo sa. Ma a taluni certe osservazioni fatte da noi parevano ingiuste, e non erano. Affermavamo per esempio, giorni fa, che dugento sacca al dì per gli otto circondarii eran pochi: e taluni rispondono che dugento sacca per l'appunto se ne danno anche adesso, e la città n'è contenta. Ma non pensano che il numero, adesso, è di dugenventi e più: non pensano che adesso viensi macinando farina privata; non pensano (e quest'è il più) che nelle strette dell'angustia, il timore, il disordine delle compere, e l'appetito stesso che cresce, fanno consumare più derrate, ed essere gli animi più scontenti. Certamente il disordine c'era, e grave il pericolo di disordini vie peggiori. E ne scrivemmo alla pubblica Vigilanza, la qual rispose ch'era men grave di quel che noi temevamo. Scrivemmo ad essa altresì di certa canzone cantata per la città, dove mettonsi in mostra al popolo celiando i disagi della carta moneta, e simili incomodità del presente nostro stato, alle quali il popolo intelligente e buono sorride, senza por mente che simili beffe del suo patire possono essere tentazioni a viltà, certamente più pericolose che le face-

zie di qualche giornale, lette da pochi, intese da meno. Pregammo la Vigilanza che canti siffatti fossero al povero popolo risparmiati, e tale censura crediamo santa. Queste e simili son cure minute, sappiamo, e non le diamo per grandi; e non le abbiam punto ambite: ma, chiamati, credemmo poterle nobilitare con l'affetto dell'anima, il quale ingentilisce e ingrandisce ogni cosa. Ad altri le nostre osservazioni giungeranno importune, a nessun savio colpevoli, a nessuno onesto oltraggiose. Ogni autorità, sia pubblica, sia privata, rado è che delle istanze altrui, per sommesse che siano, non s'uggisca o ne adonti: ma quell'uomo e quel Governo avrà vita degna, ch'è docile, che fa pro' de' consigli, anche non autorevoli, che non li respinge sprezzando. Consiste nell'educabilità la grandezza.

Il *presidente*: Invito il relatore della proposta Giustinian a leggere il rapporto.

Il *rappresentante G. B. Avesani, relatore* (*legge*): Il rappresentante G. B. Giustinian ha fatta la seguente proposta:

« Sarà conservato il posto e continuato l'assegno a quegl'impiegati dello Stato, che venissero compresi nella mobilizzazione della Guardia civica, ordinata dall'Assemblea col decreto 19 luglio corrente.

« Gl'impiegati stessi non percepiranno il soldo, di cui tratta l'articolo 17 del decreto surriferito. »

Voi avete ordinato che la Commissione medesima dei nove, la quale vi propose quel decreto, vi facesse rapporto anche su questa proposta.

Ora la Commissione unanime, eccettuato l'avvocato Benvenuti, che vi dirà le sue ragioni, reputa così fuori di dubbio la soluzione del quesito, che forma il tema della proposta, che stima non occorra un'altra legge dell'Assemblea, se vi propone perciò il seguente ordine del giorno motivato:

« Considerando essere fuori di dubbio che una Guardia civica mobilizzata non è perciò privata del suo impiego:

« Considerando essere conforme alle norme generali di amministrazione pubblica, che non si cumulano due soldi, ma si percepisce il soldo maggiore,

« L'Assemblea passa all'ordine del giorno. »

L'Assemblea delibera che la discussione su questo rapporto debba seguir subito.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Vengo a dare gli schiarimenti, ai quali sono chiamato dal rapporto della Commissione. Io acconsento nella massima; il mio dissenso non parte che da considerazioni d'ordine. La proposta contiene due principii. Il principio primo è, che ogni pubblico impiegato dello Stato o del Comune non perde il suo impiego nè il suo soldo, mobilizzandosi. Convengo nella massima, e credo anche che non occorra un'apposita legge, perchè credo che sia sottinteso da sè, senza bisogno di spiegazione, che chi serve nella Guardia civica, non per questo cangia la propria condizione, nè perde il posto che copriva prima nello Stato, essendo, per così dire, in temporaneo congedo.

Il secondo principio riguarda il togliere a quest'impiegati il soldo,

a cui hanno diritto per la mobilizzazione. Io converrei nella massima che non dovessero avere due soldi; ma dico: questa è una nuova legge, anzi una modificazione della legge decretata ier l'altro. Al caso che or si contempla non si è pensato, quando la legge fu fatta. Pensiamoci adesso: ma abbiamo anche il coraggio e la franchezza di dire che rimediamo ad un male l'altro giorno commesso. Io dico che nella seconda parte veniamo a togliere quel soldo, che abbiamo inteso colla legge dell'altro giorno di dare a tutti indistintamente i cittadini. Abbiamo fatto male, lo accordo; si vuole rimediarvi e vi si rimedii: ma s'introduca il rimedio nelle vie legali, cioè mediante una legge e con triplice votazione, giacchè l'urgenza non fu adottata.

Il *presidente*: La Commissione, eletta dall'Assemblea per fare rapporto sulla proposta del rappresentante Giustinian, conchiude il suo rapporto col proporre un ordine del giorno motivato. Se nessun altro domanda la parola, lo metterò a' voti. Se il rappresentante Benvenuti vuole però sostituire qualche sua proposta, da considerarsi come emenda, lo invito a presentarla.

Il *rappresentante B. Benvenuti:* Io intendo di fare una emenda che adesso formulerò, nel senso cioè che l'ordine del giorno si ammetta per una parte, e che per l'altra parte sia invece fatta una legge.

Il *presidente:* Il rappresentante Benvenuti divide in due parti la proposta Giustinian: la prima riguarda la conservazione del posto agl' impiegati compresi nella mobilizzazione, la seconda riguarda l'esclusione di quest'impiegati dalla percezione del soldo, fissato dalla legge per le guardie civiche mobilizzate.

Su queste due parti della proposta Giustiaian, il rappresentante Benvenuti, quanto alla prima, propone il seguente ordine del giorno:

« Considerando esser fuori di dubbio che una guardia civica mobilizzata non è perciò privata del suo impiego;

« L'Assemblea passa all'ordine del giorno. »

Sulla seconda parte poi propone la seguente legge:

« L'Assemblea decreta:

« Gl'impiegati dello Stato o del Comune mobilizzati non avranno che un solo soldo, cioè o quello stabilito dall'art. 17 del decreto 19 luglio corrente, o quello annesso al loro impiego; e ciò a loro scelta. »

Per questa legge osservo che occorrerebbero le tre deliberazioni. Mi pare pertanto che la proposta Benvenuti consista in questo di prendere in considerazione la sola seconda parte della proposta Giustinian, dimodochè, se nell'odierna prima deliberazione non ammette l'Assemblea la prima parte della proposta Giustinian per le considerazioni esposte dal rappresentante Benvenuti, e mantiene invece la seconda parte, si adotta a puntino quello che domanda lo stesso rappresentante Benvenuti. Allora prima di tutto metterò a' voti l'ordine del giorno, come fu proposto dalla Commissione, e non venendo questo adottato, metterò a' voti la prima parte della proposta Giustinian coi *considerando* del rappresentante Benvenuti, e poscia la seconda parte colla emenda Benvenuti.

Il *rappresentante Varè*: Mi pare che la proposta dell'avvocato Ben-

venuti si riduca ad una domanda di divisione dell' ordine del giorno. Sulla prima parte dell' ordine del giorno, proposto dalla Commissione, sono d' accordo : si metta a' voti prima quella. Sulla seconda parte la Commissione propone l' ordine del giorno, l' avvocato Benvenuti una legge, e su questa avrà la preferenza l' ordine del giorno, e in caso che non passi, andrà a' voti la legge. Mi pare che questo sia l'ordine logico.

Il *presidente*: Domando alla Commissione se aderisce alla divisione dell' ordine del giorno.

Il *rappresentante Avesani*: Non mi oppongo se non in quanto fa perdere del tempo.

L' ordine del giorno motivato, sulla prima parte della proposta Giustinian, viene adottato.

Il *rappresentante de Giorgi*: Senza torre alle osservazioni, fatte dal rappresentante Benvenuti, tutto il valore che meritano, mi pare che in sostanza, ammessa la prima parte delle conclusioni della Commissione, ne venga di conseguenza necessaria che debba essere ammessa anche la seconda.

Cosa dice l' ordine del giorno, proposto dalla Commissione? Dice così: Considerando che è nella natura del sistema amministrativo che non si accumulino due soldi, ec. Ora, giacchè si stabilisce in massima che l' impiegato non perda il suo carattere d' impiegato, allorchè entra nella Guardia civica mobilizzata, ne viene di conseguenza che deve conservare il suo soldo. La legge 19 luglio corrente è generale; non ha nessuna clausola, la quale faccia delle eccezioni alle massime in corso. Mi pare quindi che oggi non si tratti che d' interpretarla. Noi abbiamo fatto l' altr' ieri un ordine del giorno che interpreta molto più largamente la nostra legge, e per casi non preveduti dalla legge stessa, ma che in qualche modo si oppongono alla lettera della medesima.

Io credo che si possa considerare l' ordine del giorno, proposto dalla Commissione, come un' interpretazione della legge, e quindi non ci è bisogno di votazione sulla seconda parte della proposta Giustinian, perchè la legge non abroga i principii generali dell' amministrazione.

Il *presidente* : Il rappresentante de Giorgi non fa che appoggiare la proposta della Commissione e avversare la proposta del Benvenuti.

Il *rappresentante B. Benvenuti* : La questione appunto sta nel vedere se s' interpreta la legge e se la si cambia. Io credo che la si cambi. Io confesso che non ho pensato in quel giorno, in cui fu fatta la legge, a questo caso. Io confesso di aver ritenuto che si dovesse dare il soldo di milite a qualunque guardia, senza riguardo all' impiego che occupasse.

Mi si parla di norme generali d' amministrazione. Ma queste sono parole, che in sostanza non hanno un valore determinato. Io posso dire che non conosco queste norme; posso dire di più che la mobilizzazione fatta in agosto, non ha ammesse distinzioni: si diede a tutti il soldo senza riguardo agl' impieghi; ciò che induce tanto più a credere che l' altro giorno siasi inteso di estendere lo stesso assegno a tutti, senza riguardo all' impiego che alcuno occupasse.

Del resto, trattandosi di una questione nella quale in sostanza siamo

tutti d'accordo sul merito, mi pare che si potrebbe decidere per alzata e seduta, senza bisogno dello scrutinio secreto.

Il *presidente*: Invito il secretario a fare l'appello nominale.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Avea proposto che, riducendosi la questione a pura questione di ordine, si procedesse per alzata e seduta, invece che per iscrutinio secreto. Credo che l'Assemblea non avrà nessuna difficoltà.

Il *presidente:* Ma quando sorge questione, il Regolamento è troppo preciso, e si deve procedere alla votazione secreta.

Il *rappresentante B. Benvenuti:* Poichè la questione è ridotta ad una questione d'ordine, poichè tutti siamo d'accordo sul merito, e vedendo già che la maggioranza ritiene d'interpretare la legge, ritiro la mia emenda, e mi adatto all'ordine del giorno.

Il *presidente*: Allora, essendo tutti d'accordo, metteremo ai voti la seconda parte dell'ordine del giorno.

Anche la seconda parte dell'ordine del giorno, proposto dalla Commissione, è approvato.

Il *presidente*: Seguendo l'ordine del giorno, la Commissione di legislazione dovrebbe far leggere il rapporto sulla proposta del rappresentante Benvenuti per l'annullazione del decreto 21 maggio 1848 sulla prescrizione ed usucapione; ma la Commissione di legislazione domanda che la lettura di questo rapporto sia differita ad altra adunanza.

Quindi passeremo alla prosecuzione della seconda deliberazione sulla proposta del rappresentante Lunghi, di concentrare in apposito Ufficio i protesti cambiarii.

L'altro giorno abbiamo votati tutti i quattordici articoli del progetto; ora bisogna votare i 15 articoli del Regolamento interno e la tariffa notarile. (*V. il Regolamento.*)

Gli articoli 1., 2., 3., 4. sono approvati senza discussione.

Si passa all'art. 5. così concepito:

» Il preposto dirige l'Ufficio, corrisponde colle autorità e coi particolari, sorveglia il ricevimento degli effetti cambiarii, firmandone gli scontrini, fissa la distribuzione degli stessi ai notai che ne dovranno levare i protesti, sottoscrive le copie rilasciate dall'Ufficio, ha una chiave della Cassa, e sopravveglia all'esatta trascrizione degli atti, nonchè all'ordine del registro, libri ed altri atti dell'Ufficio. I coadiutori dipendono dalle disposizioni del preposto, in quanto all'accettazione e rilascio degli scontri degli effetti cambiarii, alla distribuzione ai notai, all'equa ripartizione del lavoro fra gli scrittori, ed alla ricevuta dei protesti. »

Il *rappresentante Bigaglia:* Mi pare che occorrerebbe dire che, in mancanza del preposto, potessero firmare i coadiutori. Perchè qui sempre si ritiene che la firma debba essere esclusivamente del preposto.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Convengo pienamente che, nel caso d'impedimento, sia data la firma al più anziano dei notai dell'associazione.

Il *rappresentante Ferrari Bravo:* Mi pare che sarebbe necessario di aggiungere all'articolo, ove dice: *firmandone gli scontrini*, le seguenti parole: *con annotazione dell'ora di presentazione.*

Il *presidente*: La Commissione assente?

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Assente.

Il *rappresentante Errera*: Quando sia prima dell' ora prescritta, delle tre, mi pare non occorra.

Il *presidente*: Possono presentarsi anche dopo, e sarà meglio abbondare che mancare.

Viene così adottato l'articolo 5., e sono adottati senza discussione gli articoli 6., 7., 8., 9., 10., 11., 12., 13., 14.

Si passa all'articolo 15., del seguente tenore:

« Essendo l'Ufficio dei protesti sotto la immediata sorveglianza della Camera di commercio, dovrà ogni semestre presentare alla Camera medesima i libri, onde ne sia ispezionata la regolarità, ritraendo su ciò una dichiarazione d' ufficio. Oltre a ciò, avrà diritto la stessa Camera di far visitare l'Ufficio dai suoi incaricati, qualunque volta lo creda opportuno. »

Il *rappresentante Bigaglia*: Poichè si è creduto prescindere dal registro, tenuto prima d'ora dalla Cancelleria del tribunale, avrei proposto che questa pratica fosse seguita dalla Camera di commercio, tenendo anch'essa un repertorio simile a quello che si teneva dalla Cancelleria del tribunale.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Come fu detto nella precedente seduta, la registrazione, voluta dall'articolo 176 del Codice di commercio, aveva uno scopo suo particolare, cessato il quale, cessa il bisogno della registrazione. Oltre ciò, è una formalità molto incomoda, molto noiosa, il dover trascrivere in duplo tutti gli atti, ciò che porta non lieve imbarazzo all'Ufficio dei notai.

Ricordiamoci, inoltre, che se prima si avevano garantie, adesso se ne hanno maggiori. Non è più un notaio isolato che faccia quello che vuole, è un Ufficio di tutti i notai; adesso abbiamo garanti la fede e l'esattezza di tutti coloro che esercitano la professione notarile, od almeno della massima parte.

Non conviene poi dimenticare le altre disposizioni della legge. Con questo articolo si dà, e si diede pure nella prima parte dell'articolo 12., il diritto di sorveglianza alla Camera di commercio. Essa dunque ha tutti i mezzi possibili per procurarsi le nozioni che credesse utili.

Si deve, ripeto, aver riguardo al grande vantaggio, che prima si correva la fede di un solo, ed ora vi si sostituisce quella del ceto notarile; perciò crederei inutile la formalità proposta dal rappresentante Bigaglia.

A dire il vero, nel compenso assegnato dalla tariffa, ci siamo ristretti a certi limiti, che lasciano poco guadagno ai notai. Non convien dunque aggravarli di spese e di brighe non necessarie: ragione di più per rigettare l'emenda.

Il *presidente*: Il rappresentante Bigaglia insiste?

Il *rappresentante Bigaglia*: Siccome si tratta di una garantia di più, insisto.

Il *presidente*: Allora lo pregherò di formulare la sua emenda.

Il *rappresentante de Giorgi*: Trovo di aggiungere un'altra osservazione a quelle fatte dal rappresentante Benvenuti, che, se non ho male sentito, mi pare non abbia detta.

Dire che ci debba essere il registro alla Camera di commercio, è dire quello ch'è già prescritto dalla legge stessa. Il registro è già lì *materialmente* nella Camera di commercio, e lo è pure *virtualmente* perchè la Camera di commercio ha diritto di andarlo a vedere quando vuole.

Stando all'emenda proposta, ci sarebbero adunque due registri nel medesimo locale.

Il *presidente:* All'articolo 15. del progetto, il rappresentante Bigaglia vorrebbe sostituire il seguente:

« Il registro, che era prima tenuto dalla Cancelleria del tribunale di commercio, sarà tenuto dalla Camera di commercio. Oltre a ciò avrà diritto la stessa Camera di far visitare l'Ufficio dai suoi incaricati, qualunque volta lo crede opportuno. »

L'emenda non è appoggiata e l'articolo 15. posto ai voti è approvato.

Si procede alla votazione della tariffa.

Il *rappresentante Errera*: Domando la parola sull'art. 4. della tariffa.

Non ammetto la possibilità che il notaio abbia il dovere di recarsi più d'una volta ad intimare al debitore il pagamento d'una cambiale. Se il notaio trova la persona in casa, lo dichiara e le intima che paghi; se non trova la persona, leva il protesto, dichiarando non aver trovata la persona al domicilio. Guai se i notai dovessero andare tre o quattro volte, sino che trovano la persona al domicilio!

In conseguenza, non credendo che possa nascere il caso che il notaio debba portarsi più di una volta in una medesima casa, ommetterei affatto quell'art. 4.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: La questione è ridotta soltanto a questione di possibilità, che si verifichino questi casi, perchè non abbiamo inteso accordare compensi per capricci dei notai e gli abbiamo esclusi colla parola *occorrendo*.

Ora si tratta di vedere se ci sia il caso. Il caso ci è, perdoni il rappresentante Errera. Quando si tratta di accettazioni, il notaio deve recarsi al domicilio della parte, e 24 ore dopo deve tornarvi perchè la parte ha diritto di accettare o di rifiutare entro questo termine; ecco che il caso è. Di più, v'ha un altro caso contemplato dallo stesso Codice di commercio, quello cioè della falsa indicazione di domicilio, nel quale il notaio deve fare il così detto *atto di perquisizione*. Anche in questo caso dunque il notaio può recarsi in più case. È ragionevole che la tariffa contempli, per questi casi possibili, un compenso da darsi al notaio; tanto più che un atto di perquisizione è cosa molto imbarazzante e noiosa, e il notaio può perdere per ciò tutta una mattina.

Credo quindi che non si debba far luogo alla emenda proposta dal rappresentante Errera.

Il *presidente*: Insiste il rappresentante Errera nella sua emenda?

Il *rappresentante Errera*: Non insisto.

Il *presidente*: Allora metteremo ai voti la tariffa (*E' approvata*). Ora passeremo allo scrutinio, per passare, in altro giorno, alla terza deliberazione.

Il *rappresentante De Giorgi*: Domando la parola, per un' osservazione che non verte sul contesto della legge.

Dico soltanto che la legge che si vota, è in parte *legge*, in parte *regolamento*. Desidero che questo caso parziale, in cui si vota anche un *regolamento*, non serva di regola per l'avvenire.

Il *presidente*: Questa era un'osservazione da farsi prima; doveva anzi farla la Commissione di legislazione. Adesso che l'Assemblea ha discusso il *regolamento*, bisogna che lo voti.

Risultato della votazione sul complesso della legge:

Votanti	. . . . .	N. 67
In favore	. . . . .	» 66
Contrarii	. . . . .	» 1

Si adotta di passare alla terza deliberazione in altra adunanza.

Il *presidente*: Molti rappresentanti fecero conoscere che oggi l'ora è troppo tarda per trattare un argomento così importante com'è quello delle cause civili, che verrebbe secondo l'ordine del giorno.

Intanto devo avvertire l'Assemblea che i rappresentanti, dott. Nardo, Valtorta, Scarpa, Perlasca, Desiderio, Palazzi, Arrigoni e Fovel, fecero la seguente proposta di urgenza (*legge*):

« I sottoscritti domandano che l'Assemblea sia convocata in Comitato secreto onde dirigere al Governo delle importanti interpellazioni, relativamente alle condizioni politiche ed economiche del paese, al qual effetto domandano altresì che ne sia dato avviso al Governo medesimo, perchè ne dichiari il giorno al più presto possibile. »

Contemporaneamente, la presidenza aveva ricevuto avviso dal Governo ch'esso aveva comunicazioni importanti a fare per sabato.

Secondo il regolamento, non potrei mettere ora a' voti la domanda dei rappresentanti, pel disposto dall'art. 61, e sarebbe necessario unirsi un altro giorno, ed appena uniti decidere se si vuole tenere un'adunanza secreta. Ma, prescindendo da tutte queste formalità, mi pare che l'Assemblea possa tenere la seduta sabato prossimo. Crederei quindi domandare all'Assemblea se crede per sabato adunarsi in Comitato segreto?

Il *rappresentante Errera*: Il Governo domanda di fare le comunicazioni in Comitato segreto?

Il *presidente*: Segreto.

Il *rappresentante Errera*: Dunque non c'è bisogno di deliberare.

Il *presidente*: Ma ci erano alcuni rappresentanti che volevano l'adunanza per domani. Io cerco di conciliare le sue dimande, mettendo la giornata di sabato, perchè taluno potrebbe insistere per domani. Se nessuno si oppone, resta fissato per sabato a mezzogiorno.

Letto ed approvato l'ordine del giorno per la successiva seduta pubblica, la seduta è levata alle 4 1/2.

A compimento del rapporto, ieri riferito, della Commissione incaricata dell'esame della proposta Tornielli-Ruffini concernente i sostituti nella Guardia civica stazionaria, pubblichiamo il progetto di legge, qual fu dalla Commissione medesima modificato:

« Considerando che, in pendenza degli studii dell'Assemblea per un nuovo regolamento organico della Guardia civica, è urgente di provvedere perchè il servigio ordinario sia esattamente prestato da ciascun cittadino, affinchè divenga meno gravoso per tutti, e perchè la milizia cittadina possa esercitare sempre meglio la sua influenza morale;

« Decreta:

« I. Gli art. 75 e 82 del Regolamento organico 20 maggio 1848 per la Guardia civica, sono modificati come segue:

« Il servigio della Guardia civica stazionaria è obbligatorio e personale. Ogni sostituzione è proibita pel servizio ordinario, fuorchè tra padre e figlio, tra fratello e fratello, tra zio e nipote, e tra affini del medesimo grado, purchè sieno guardie civiche.

« II. L'articolo 131 del Regolamento organico è pure modificato come segue:

« 1. La Guardia civica chiamata al servizio, che lo ricusa o manca di presentarsi senza giustificare l'impedimento al capitano prima dell'ora del servizio, è punita per la prima volta con una ammonizione ed una multa di correnti lire sei, la quale andrà a vantaggio del battaglione per l'abbigliamento delle guardie più bisognose e zelanti; se la multa non è pagata entro 24 ore dall'intimazione al capitano quartiermastro di legione, la pena si converte in un giorno di arresto, da subirsi immediatamente nella Camera di disciplina.

« Per la seconda volta, con un simile arresto di due giorni, e con l'inserzione del nome nell'ordine del giorno.

« Per la terza volta, con un simile arresto fra i cinque e i dieci giorni, e con la pubblicazione del nome a stampa per il circondario di legione.

« In caso di ogni nuova recidiva, con un simile arresto tra i 10 e i 20 giorni, e con la pubblicazione del nome a stampa per tutta la città.

« 2. Non si considera recidiva la mancanza avvenuta dopo che la guardia avrà obbedito esattamente a dieci consecutive chiamate al servizio.

« 3. Per la prima e seconda mancanza, il giudizio compete al capo battaglione, che si farà assistere dal capitano relatore e dal sottotenente segretario del Consiglio di disciplina. Per la terza e per le successive, il giudizio compete al Consiglio di disciplina a tenor del regolamento.

« 4. La guardia che, chiamata ai giudizii predetti, non comparisce, è giudicata in contumacia.

« 5. Sono soggette alle pene suesposte tutte indistintamente le guardie, senza riguardo al grado che coprono. Venendo commesse le mancanze dagli uffiziali, il giudizio spetta al competente Consiglio di disciplina.

« III. Il Comando generale della Guardia civica è incaricato della esecuzione del presente decreto ».

LA FRANCIA

GIUDICATA DA' PROPRII ATTI NELLA CAUSA DELLA INDIPENDENZA D'ITALIA.

(*V. pagina* 336.)

ASSEMBLEA NAZIONALE DI FRANCIA

Sessione del 6 *agosto* 1849.

INTERPELLAZIONI SULLE COSE D'ITALIA.

Il sig. di *Tocqueville* (ministro degli affari esterni): Signori, l'Assemblea desiderò che vi avesse un dibattimento sulle cose di Roma; ella può rammentarsi ch'io non ci ho consentito se non a malincuore. Vedeva in questa discussione inconvenienti che scorgo ancora; ciò non pertanto mi sottopongo alla sua volontà, e seguirò l'onorevole preopinante nella disquisizione da lui aperta; ma prego l'Assemblea di ben considerare le difficoltà della condizione, nella quale mi trovo, essendo pendenti le negoziazioni. (*Esclamazioni e risa ironiche a sinistra.*)

Questo principio è talmente elementare, che in verità e' bisogna esser ben giovine nella vita politica per venir qui a contrastarlo. (*Approvazione a destra.*)

Ripeto adunque che la condizione del ministro degli affari esterni è abbastanza difficile, perchè gli si conceda di dire quello soltanto che gli parrà assolutamente indispensabile per rispondere al desiderio dell'Assemblea.

Imiterò l'onorevole preopinante in un punto; come lui, non entrerò nel campo delle discussioni retrospettive; credo che questo subbietto sia esaurito. (*Leggieri rumori a sinistra.*) Molte discussioni susseeutive, un voto dell'Assemblea nazionale dinanzi alla quale io parlo, chiudono, a mio credere, il campo. Nè io ci entrerò; io per me mi farò alla discussione dell'affare, dal punto in cui e' si trovava, quando giunsi al posto che occupo in questo momento.

Dirò all'Assemblea come al primo tratto considerai la questione, e quali sono le soluzioni, ch'io previdi; e per non farle perdere inutilmente il tempo, credo conveniente di porre subito sott' a' suoi occhi il dispaccio medesimo ch' indirizzai a' nostri agenti, tre giorni dopo aver assunto il mio ufficio, a' signori Rayneval e d'Harcourt, e dapprima al sig. d'Harcourt, ministro plenipotenziario della repubblica francese alla santa Sede.

Ecco il dispaccio:

6 *giugno* 1849.

« . . . Non ho a spiegarmi con voi su quanto precedè il momento attuale, ma è necessario che v'indichi in qual modo si dee adoperare per trarre il miglior profitto possibile dalla presa risoluzione.

« Mandando un esercito in Italia la Francia aveva in vista parecchie mire, di cui nessuna debb'essere da voi dimenticata.

« Ella voleva far riconoscere e mantenere la giusta influenza ch'ella ha da esercitare nella penisola italiana.

« Ella desiderava che il papato riprendesse quello stato indipendente e libero, del quale ha bisogno tutto il mondo cattolico, e ch'è dell'interesse di tutti i governi che dirigono popolazioni cattoliche, di mantenergli.

« Ella intendeva di assicurare gli Stati romani contro la rinnovazione degli abusi dell'antico governo.

« Ell'aveva infine la persuasione che adoperando in tal guisa sarebbe d'accordo con la maggioranza del popolo romano, il quale benchè molto avverso agli abusi del governo pontificio, non era per nulla avverso al papato.

« Questi, se non erro, sono i giusti motivi, per cui fu risoluta la spedizione d'Italia. Bisogna non dimenticarne nessuno.

« Trovai, entrando in ufficio, che l'ordine d'impadronirsi di Roma immediatamente era stato dato da otto giorni, e intesi poco dopo da un dispaccio telegrafico del 1.° giugno, che quest'ordine stava per essere tosto eseguito. Suppongo dunque che la città sia già caduta nelle nostre mani, o stia per cadere, e ragiono in conseguenza di ciò.

« Non ho bisogno di raccomandarvi di non lasciar trattar Roma, qualunque sia stata la resistenza de' suoi difensori, come città conquistata. Noi siamo venuti a combattere gli stranieri che la opprimevano, non ad opprimerla noi stessi. (*Richiami a sinistra. Approvazione a destra ed al centro.*)

Voi ne avrete tosto la pruova. Continuo:

« Spero che dal momento in cui questi stranieri saranno stati vinti, vi sarete dato il pensiero d'interrogare la popolazione sui sentimenti, che noi in essa supponiamo, e che da per tutto, dove si estende la nostra preponderanza, sarà stato il medesimo. Voi avrete senza dubbio promosso egualmente la istituzione d'un'amministrazione municipale. Bisogna che l'armata agisca nel limite esatto richiesto dalla sua sicurezza e da' suoi bisogni.

« Noi dobbiamo prevenire ogni sorta di reazione violenta, sia contro le persone, sia nelle cose: perciò è necessario che non vengano ristabilite quelle istituzioni e quelle forme del passato ch'hanno dato motivo a lagni, fino a che le questioni che vi si riferiscono siano state regolate d'accordo con sua Santità.

« Fino a nuov'ordine, noi dobbiamo occupare Roma.

« Non perdete finalmente di vista, e ciò diviene ora il punto capitale, che noi vogliamo assicurare agli Stati della Chiesa istituzioni liberali e sincere. Non dubito che S. S. che ha dato tanti splendidi pegni delle sue benevole e liberali disposizioni, non comprenda la necessità della nostra condizione in tale riguardo ed il bisogno del popolo.

La Francia repubblicana ha dato al santo padre prove luminose di simpatia. In compenso di queste testimonianze, in premio dei sacrificii che sono già stati fatti, la Francia ha il diritto d'aspettarsi che non vengano rifiutate le condizioni necessarie all'esistenza d'un governo liberale

e degno della sapienza del secolo. Questo appunto voi dovete ripetere vivamente al santo padre con piena fiducia, ma con rispettosa fermezza. Fategli ben comprendere tutti i gravi accidenti che possono uscire dalla presente condizione di cose; indirizzatevi, senza mediatori, alla sua coscienza ed al suo cuore; mostrategli l'immensa malleveria, che peserebbe sopra di lui, se la pace del mondo intero potesse esser posta in pericolo per conseguenza de' suoi rifiuti. » (*Viva approvazione a destra.*)

Voi vedete, o signori, tre fini erano indicati: stabilire in Italia la giusta influenza che ci è dovuta; rendere al Papa l'indipendenza ch' è necessaria al governo delle nazioni cattoliche, e finalmente ottenere per gli Stati romani riforme e istituzioni liberali e sincere. (*Rumori a sinistra.*)

Io riprenderò, se l'Assemblea me lo permette, le questioni ad una ad una e farò vedere quali sono le soluzioni che abbiamo ottenuto e quelle che speriamo ottenere. E prima di tutto, per cominciare dalla prima, la giusta influenza che dobbiamo esercitare per regolare le questioni italiane; noi non abbiamo fatto mistero a nessuno che tal fosse una delle principali mire della nostra spedizione. Abbiamo detto a tutte le grandi nazioni d'Europa, ed alcuno non ci ha contrastato questo diritto, che noi non intendevamo minimamente che il nostro arrivo in Italia avesse in mira nessuno spirito di conquista: che noi non pretendevamo nè meno che avessimo la volontà od il diritto di darci ad una lunga occupazione del paese; ma che pretendevamo, e ciò, lo ripeto, non è stato mai contrastato, che la Francia, posta com' è in quel grado di potenza, a cui è giunta, avesse diritto di prendere parte a tutte le negoziazioni, a tutti i fatti che avevano per oggetto di regolare la questione italiana.

Ciò che noi abbiamo detto, l'abbiam fatto, e la spedizione del nostro esercito in Italia ebbe, se non per unico scopo, almeno per principale, di far riconoscere ed assicurare questa legittima influenza.

Ora, o signori, questo scopo l'abbiamo raggiunto? È cosa ben facile, oggi che i fatti sono in parte compiuti, e che per conseguenza la critica è agevole, oggi è cosa ben facile di criticare ciò ch'è stato fatto. (*Interruzione a sinistra.*)

Un membro: Noi non abbiamo atteso oggi per farlo!

Il ministro degli affari esterni: Dico che prima di criticare ciò ch'è successo sarebbe giusto di pensare a ciò che si sarebbe detto, se la nostra spedizione non fosse succeduta, se noi fossimo rimasti timidi e semplici spettatori di questo componimento compiuto delle cose italiane. (*Approvazione a destra ed al centro.*) Allora i lagni che ci si muovono oggidì sarebbero stati rivolti contro di noi più forti, senza dubbio, e in ogni caso più giusti.

A destra: È vero! Benissimo!

Il sig. *di Tocqueville*: E che! dimentichereste, o signori, lo stato in cui si trovavano le cose d'Italia nel momento, in cui si fece la spedizione? Non vi ricordate che a settentrione la Lombardia era sottomessa, i ducati occupati, il Piemonte vinto e ridotto a condizione....

Un membro a sinistra: Bisognava non lasciar fare all'Austria.

Il *ministro degli affari esterni*: Al mezzodì la Sicilia era soggiogata, e di tutta la penisola italica non rimaneva fuori di questo riordinamento, fatto più o meno dalle nazioni straniere, non rimaneva che l'Italia centrale . . . .

Un membro a sinistra: E Venezia?

Il sig. *di Tocqueville*: E nell'Italia centrale non era egli evidente agli occhi di tutti, che se noi non fossimo intervenuti, altri stavano per intervenire contro di noi, senza di noi? (*Nuova interruzione a sinistra.*)

Non vedeva, o signori, se non due maniere d'uscire da tali difficoltà: la guerra in favore della repubblica romana, che voi non avete voluto riconoscere, o fare ciò che abbiam fatto; la guerra che l'Assemblea costituente non volle, la guerra, che in ogni caso ella ci avrebbe impedito di fare, togliendo dal budget, negli ultimi giorni della sua tornata, le somme necessarie. (*Esclamazioni a sinistra. Approvazione a destra.*)

Il sig. *Cordier a' pie' della bigoncia*: Avete pur trovato denaro per attaccare la repubblica romana!

Il *presidente*: Ritornate al vostro posto. Voi non siete qui per interrompere, così in sul viso, l'oratore alla ringhiera. (*Si ride.*)

Il sig. *di Tocqueville*, volgendosi a sinistra. Sì, voi parlate di guerra, or che non si tratta di farsi eleggere, ma in quel tempo, allora quando era d'uopo cattivarsi la benevolenza degli elettori . . . (*Richiami a sinistra. Segni d'approvazione a destra.*)

. . . allora non si parlava di guerra, ma di risparmii. (*E' vero.*) Allora si domandavano nel budget riduzioni, le quali, come testè diceva, rendevano impossibil la guerra; si domandava una riduzion così fatta ch'era uopo rimandar alle loro case più di 100,000 soldati. (*Rumori a sinistra.*)

A destra e al centro: Sì! sì! (*Benissimo! benissimo. Parlate! continuate!*)

Il *ministro degli affari esterni*: E chi negò tali risparmi imprudenti e intempestivi? Noi membri della maggioranza d'oggidì. Ed ora ci si accusa d'avere un amore smodato e intemperante della pace? (*Benissimo! benissimo!*)

Entro nella questione e dico che bisognava o far la guerra per la repubblica romana, o fare ciò che facemmo, o astenerci.

Se ci fossimo astenuti, quegli stessi uomini ch'ora ci accusano, quegli stessi sarebbero venuti a dirci: Vedete a qual grado d'abbassamento avete fatto discendere la repubblica! E che? La Francia non già da sessant'anni, ma da trecento, non lasciò operarsi nessun grande mutamento in Italia, senza prenderci parte; e ciò che non è avvenuto nei giorni più fiacchi e più tristi della monarchia, lo lascia far la repubblica? Vergogna a voi! . . . . Ecco ciò che ci avrebbero detto. (*Rumori e risa ironiche a sinistra. Approvazione a destra.*)

Un membro che tiensi a' piè della scala de' banchi di sinistra, nel corridoio, proferisce alcune parole che non possiamo intendere.

Il sig. *Dufaure, ministro dell'interno*: Qual singolare linguaggio! Dove dunque siete stato educato?

Il sig. di *Tocqueville*, indirizzandosi al presidente: sarebbe buona cosa che i membri che sono nel corridoio riprendessero i loro seggi: lo domando altamente. (*Moto d'approvazione.*)

Il *presidente*: Invito i signori rappresentanti a riprendere i loro posti. Quand'altri vuol essere lasciato ne' corridoi, non può farlo se non ad una condizione, di mantenere il silenzio anche più che ne' banchi.

Il *ministro degli affari esterni:* Non abbiamo voluto dare all'opposizione questo tema facile: siamo intervenuti. Oggi, che accade? Accade che un esercito francese occupa un sito formidabile nel centro stesso d'Italia. Non è questo un avvenimento grave? È egli tale da diminuire la parte della Francia nel mondo? Per me credo il contrario. (*Assenso a destra.*) Non solo la presenza del nostro esercito in Italia è tale da vantaggiare la nostra condizione nel mondo; ma, fortunatamente posso dirlo, ciò che la vantaggia anche più che la presenza del nostro esercito, è il modo mirabile, con cui quest'esercito s'è comportato. (*Vivo assenso*).

Un membro a destra. Le nazioni straniere ci rendono ben giustizia.

Il sig. di *Tocqueville.* E poichè sono in questo campo, mi sia lecito un'ultima volta di ribattere le odiose calunnie, che si mossero a quest'esercito, non solamente in Italia, ma in Francia. (*Approvazione a destra. Mormorii a sinistra.*)

Voci eloquenti e generose l'hanno già detto dall'alto della bigoncia inglese e son fortunato di ripeterlo qui. Sì, lo dichiaro senza temere che il cielo . . . (*Rumore.*) Sì, cerco invano nella storia uno spettacolo più singolare di quello che presentò l'assedio di Roma.

Ecco un esercito che giunge a' piè d'una piazza ch'egli vuol prendere; in questa piazza si trova un lato che è più difficil degli altri, che più che tutti gli altri è pericoloso di attaccare, e non solamente pericoloso perchè attaccandolo l'uomo si espone a quella morte gloriosa che sa affrontare il soldato, ma perchè si espone ad esser colto dalle febbri, che la stagione conduce. Si preferiscono tutti questi pericoli e perchè? Perchè si va da questo lato solo ad assalire la piazza? Per questa sola ragione, che arrivando da tal lato . . . (*Interruzione a sinistra.*)

Il *presidente*, volgendosi verso gl'interruttori. Si crederebbe che non comprendeste nè la importanza, nè la dignità della questione. (*Benissimo! benissimo!*)

Un membro a sinistra: E l'onor della Francia!

Il *presidente*: Ha un certo numero di voi, e veggo che i loro vicini ne sono afflitti, i quali interrompono per sistema. Veggo che la metà di voi s'adopera a far tacer l'altra; e non ci riesce. (*Si ride.*)

Il *ministro degli affari esterni:* Quando si tratta, signori, della nostra politica, di noi, che c'interrompiate, nulla di meglio; ma non sarà lecito di fare dinanzi ad un'Assemblea attenta l'elogio del nostro esercito? (*Benissimo! benissimo!*)

Dico, che quanto accadde a Roma, quanto vi narro, è unico nella storia. E domandava a me stesso, quando mi s'interruppe, per qual motivo quest'esercito scelse quel lato il più pericoloso di tutti. Perchè,

giungendo di là, s'ei certo risica la vita dei soldati che lo compongono, ei mette in salvo la popolazione innocente della città; risparmia l'obbligo crudele d'uccider donne, vecchi, fanciulli, il che accade negli assedii ordinarii. Egli fa di più; con uno spirito di civiltà raffinata, che fa la gloria del nostro tempo, ei si mette a quei grandi pericoli, e perchè? Per salvare i monumenti. (*Benissimo! benissimo!*) Per salvare le venerande reliquie delle antiche età.

Un membro all'estrema sinistra: Il sangue de' nostri soldati val meglio che i monumenti!

Il sig. *Jules Favre*: Per questo non si rimase di bombardar la città.

Una voce: E la cornice di S. Pietro! Non ci tenevate dunque! (*Si ride.*)

Il sig. *di Tocqueville*: Dico, che questi esempi sono ammirabili, e che un paese, il cui esercito diede tali esempii, s'è fatto più grande nel mondo. Ecco ciò che aveva a dire.

Ora qual è stato l'effetto della spedizione? Che abbiamo fatto, dopo aver vinto gli stranieri ch'erano in Roma? Qui si presenta, o signori, la questione che volle più specialmente trattare l'onorevole preopinante. Domanderò all'Assemblea la licenza di non seguirlo in tutte le spiegazioni, mi permetterò di dire, più teologiche che politiche, alle quali s'è dato; le domanderò la licenza di ricondurre la questione a quei termini, che mi paiono più semplici e pratici.

L'onorevole preopinante disse che la questione della indipendenza del papato, era una questione religiosa. Non lo nego. Ma non siamo qui in un concilio, siamo in un'Assemblea politica. Ora ciò, che debbe maggiormente occuparne, è la questione politica, che si nasconde sotto la question religiosa. Questa questione politica è grave; non ve n'ha forse di più gravi al mondo; importa non solo alle coscienze, ma a' governi, ma agl'individui, che il Papa abbia un potere indipendente, una condizione indipendente nel mondo.

Che che si faccia, o signori, i poteri religiosi e temporali saranno talmente frammisti; la religione, bench'ella non sia di questo mondo, influirà in modo sì diretto e sì costante sugli avvenimenti di questo mondo, che vi sarà sempre pericolo, e pericolo grave pei popoli e pei governi se l'uomo, qualunque egli sia, il quale esercita un potere preponderante sulla religione, deve in pari tempo sottostare ad un potere, da cui i governi ed i popoli possono patire.

Ecco, se non erro, ciò ch'è un assioma politico, chiaro e irresistibile. (*Risa ironiche a sinistra. Assenso a destra.*)

Sono convinto, per parte mia, che nello stato attuale delle cose, quale le discordie e le opinioni cattoliche l'hanno fatto, quale la necessità medesima dei casi l'ha prodotto, non v'ha oggi (non so quali saranno le conseguenze dell'avvenire, ma gli uomini politici non debbono parlare che delle contingenze attuali o dell'avvenir prossimo) non v'ha oggi o in un prossimo avvenire, altro mezzo di rendere il sovrano pontefice indipendente, che lasciandogli una potenza temporale.

Col sistema contrario, arriverete sempre a ciò che direttamente o

indirettamente una potenza straniera eserciterà sulla volontà del santo padre una pressura, di cui la Francia in particolare, e il mondo cattolico in generale possono avere a lamentarsi. (*E' vero! è vero!*)

Non esitai dunque, quanto a me, a pensare, e non esito un istante a dire, ch' uno dei primi oggetti della nostra spedizione in Italia dovette essere di rendere al Papa la sua indipendenza, la quale, secondo me, non poteva essergli restituita, se non col poter temporale. (*A destra: sì! sì!*)

Il sig. *Lavergne*: Uopo era dirlo all' Assemblea costituente: voi l' avete ingannata.

Il sig. *di Tocqueville:* Dico che l' interesse visibile, l' interesse capitale non solo della nazione francese ma di 150 milioni di cattolici, che sono sparsi nel mondo, era che il santo padre fosse indipendente, e che per conseguenza riassumesse la sua potestà temporale.

Il sig. *Lavergne*: Conveniva dirlo fin dal principio: ci avete ingannato.

Il *ministro degli affari esterni*. Io non ci era. (*Impressioni diverse.*)

Il sig. *Lavergne*: Se non è opera vostra, è opera di quelli che vi han preceduto.

Il sig. *di Tocqueville:* Non abbiamo dunque esitato a pensare, che non conveniva opporsi alla ristorazione del Papa a Roma. Di più, abbiamo forti ragioni onde credere, come lo dissi già nella nota che lessi all' Assemblea, che tale ristorazione era ne' voti della maggioranza del popolo romano. (*Richiami a sinistra.*)

Voce a destra: Salvo i cittadini romani che son qui.

Il sig. *di Tocqueville:* Ciò che ne sembrava ancora più certo è che la repubblica romana, quale sussisteva a Roma nel momento in cui l' abbiamo assalita, era un governo di terrore. (*Mormorii e negazioni a sinistra.*)

A destra: Sì! sì! e d' uccisioni.

Il sig. *di Tocqueville* . . . . , e che non si sosteneva, se non col terrore. Vi son mille fatti che potrebbero provarlo. (Qui il ministro legge una lettera del sig. Bixio, quindi due dispacci del sig. di Lesseps al ministro degli affari esterni in data del 25 e 28 di maggio, e que' mille fatti si riducono ad alcune amare e particolari opinioni del sig. Bixio sull' indole della rivoluzione romana, e del sig. di Lesseps sulle qualità e l' ingegno del Mazzini, ch' ei dipigne co' più tetri e falsi colori.)

Il sig. *Jules Favre:* Il velo s' è alla fine squarciato; la moralità della spedizione di Roma può essere omai giudicata per la confessione del gabinetto, e noi possiamo pur misurare fino al fondo la via senza uscita e sanguinosa, in cui ci gettò l' imperizia de' nostri uomini di stato. (*Al centro: Oh! oh! — Rumorosa approvazione a sinistra.*)

Il sig. ministro degli affari esterni ci diceva, che la discussione gli sembrava inutile; gli chieggo la permissione, dopo aver inteso il suo discorso, d'essere d'un parere affatto contrario.

Se questa discussione avesse bisogno di luce, la luce è fatta, e oggimai non rimangono più se non due cose a fare. La prima, che la moderazione ch' io venero nel sig. ministro degli affari esterni, non potrà certo impedire, è di proferire un giudizio sul passato, e la seconda

di sapere qual sia il legame necessario che sussiste, legame d'onore, non dimenticatelo, legame d'interesse intimo per la Francia, legame di conservazione a fronte dell'Europa, qual sia dissi il legame necessario che sussiste tra questo giudizio, e il partito che vi rimane a prendere. Benchè la malleveria del sig. ministro degli affari esterni, non dubito di riconoscerlo, sia compiutamente salva, quanto alla risoluzione della spedizione romana, ed al modo con cui ella fu condotta fino al 1.° di giugno, epoca in cui egli entrò in ufficio; benchè la sua malleveria, diceva, sia compiutamente salva, il sig. ministro degli affari esterni riconoscerà con me, ch'è assolutamente indispensabile di rendersi esatto conto della volontà, che presedette a tale risoluzione, che la inspirò, che le assegnò la sua via: questa volontà qual era?

Era ella forse quella volontà sotterranea, che frappose tempo, prima di far saltar in aria la mina, che abbiamo veduto oggi scoppiare; quella volontà che si nascondeva nel gabinetto dietro a dichiarazioni ufficiali, che converrà bene che vi metta sott'occhio, dichiarazioni che per mala sorte non sono se non dichiarazioni di perfidia e di tradimento? No, non è quella la volontà che potete invocare. (*A sinistra: Benissimo! benissimo!*)

Non è quella, ripeto, la volontà, che potete invocare. Questa volontà è la volontà della Francia: e la Francia, il 17 aprile, epoca nella quale è stata risoluta la spedizione, era l'Assemblea costituente. Sia lecito a voi, oggi ch'ella visse .... (*Interruzione.*)

Signori, non comprendo il motivo di questi rumori.

Un membro dal fondo della sala: È il vostro gesto, il vostro tuono.

Il sig. *Jules Favre*: Un onorevole membro mi fa l'onore di dirmi che questi mormorii son cagionati dal mio gesto. (*Sì.*) Se in un'Assemblea francese, quando si discute una questione d'onore e d'interesse pel paese, vi fate a notare le ridicolaggini dell'oratore, per interrompere il suo pensiero, siete ben miserabili. (*Approvazione a sinistra. Rumori a destra.*)

Un membro a destra: All'ordine, all'ordine.

Il *presidente:* Invito l'Assemblea al silenzio; non prenderò giammai la parte degl'interruttori, perchè hanno sempre torto.

Il sig. *Jules Favre*: Diceva, signori, che per renderci esatto conto della volontà, che aveva preseduto alla spedizione romana, conveniva interrogare gli atti dell'Assemblea costituente; conveniva sapere qual era il linguaggio tenuto nel suo seno dagli uomini che rappresentavano il potere esecutivo, ed aggiunsi ch'era possibile a certi uomini di parlare con disprezzo di quell'Assemblea; ma che quando non si volesse insorgere contro il suffragio universale a questa bigoncia, era necessario di chinarsi dinanzi i voti sovrani dell'Assemblea costituente, e che quando il ministro degli affari esterni vi diceva ch'era poco importante di risalire a quegli studii retrospettivi, ei davasi nell'istante medesimo una mentita, leggendovi i dispacci ch'egli stesso spediva a uno dei suoi agenti, il sig. di Rayneval, al quale ei diceva:

« Specialmente guardatevi bene dal perder di vista i motivi della spedizione. »

È il linguaggio del ministro medesimo e non poteva tenerne altro; poichè e' sarebbe, il confesserete, o signori, supporre che una grande nazione fosse ben discesa a tristi estremità, se si vedesse ch'ella facesse sbarcare sulle spiaggie d'un popolo amico i suoi eserciti, e li guidasse alla ventura, seguendo una politica, condotta di dì in dì, e che cangia cogli uomini che possono succedersi al timon dello stato.

No; il sig. ministro degli affari esterni l'ha perfettamente compreso; e in ciò operò saggiamente: egli ha potuto ripudiare l'eredità degli errori ch'erano stati commessi prima di lui; ma assumendo il timon dello stato in questo momento difficile, difficile soprattutto in ciò che concerne la spedizione romana, gli è stato impossibile di non rannodare il presente e l'avvenire al passato che li dominava.

Voi lo vedete quindi, o signori, noi siamo forzatamente ridotti a farci due domande.

La prima è questa: qual è stato il fine, il fine palese, il voto bandito in faccia all'Europa, della spedizione che noi abbiamo guidata prima a Civitavecchia, e poi a Roma? E come compimento di questa domanda, in qual guisa è stato raggiunto tal fine? in qual maniera la volontà sovrana, che l'ha indicato, è stata effettuata dal potere esecutivo? Questa è la prima domanda che noi dobbiamo esaminare alla vostra presenza.

In secondo luogo, bisognerà bene che noi ce ne facciamo un'altra. (*Rumori a destra.*)

Se parlo al cospetto d'impazienti, che non siano disposti ad ascoltare questa discussione, essi possono subito dare al paese la prova della parte che prendono alla sua grandezza. (*Voci diverse: Parlate!*) Quanto a me, che sono a questa bigoncia, credo che la questione non è stata fino ad ora se non accennata, e credo essere del mio dovere di cercar di trattarla. (*Parlate!*)

Delle due questioni che io voglio proporre all'esame dell'Assemblea, la prima è dominata da una considerazione capitale, che certo vi avrà colpito la mente, ed è che la volontà perseverante, non dirò soltanto dell'Assemblea costituente, ma della Francia intera, è stata, nei limiti del possibile, l'indipendenza dell'Italia e la risurrezione della nazionalità.

Dico, o signori, che tale è stata la volontà dell'Assemblea costituente; e per ciò non ho bisogno di ricordare il voto solenne del 24 maggio 1848: non ho che a farvi riflettere, che l'indipendenza dell'Italia è stata in ogni tempo, sotto tutti i governi, in tutte le politiche, una delle condizioni essenziali della grandezza, della sicurezza del libero sviluppo degl'interessi francesi.

L'oratore rimonta all'epoca della battaglia di Fornovo, ricorda quella di Marengo; e ritornando agli avvenimenti contemporanei, parla delle discussioni che si sono sollevate sopra l'Italia, all'Assemblea costituente. Voi potete, egli dice, riferirvi alle discussioni che si dibatterono il 30 ed il 31 marzo 1848; voi vedrete qual era l'attitudine del gabinetto. Il sig. presidente del Consiglio lo prometteva all'Assemblea (e sono certo che tal voto era nel suo cuore) che non solamente l'integrità

del Piemonte sarebbe stata conservata, ma ancora che tutte le altre questioni che risguardavano, in Italia, l'onore e la dignità della Francia, sarebbero state sostenute. Soltanto il signor presidente del Consiglio ci aveva chiesto di non compilare un ordine del giorno in modo troppo assoluto. Noi avevamo primieramente parlato per l'occupazione, che domandavamo con istanza, d'un punto del litorale nell' alta Italia. Il signor presidente del Consiglio ed il signor ministro degli affari esterni d'allora, ci chiesero una compilazione più generale, per non impedire le operazioni del governo.

Noi vi abbiamo acconsentito, e abbiamo provato pure, per dirla di passaggio, che non siamo punto animati da quello spirito d'opposizione sistematica, da quelle ostilità che ci furono tante volte e sì ingiustamente rinfacciate. No, tutte le volte che noi abbiamo veduto il gabinetto entrato in una via che ci pareva salutare, tutte le volte ch'egli ci mostrò sentimenti patriottici, noi gli abbiamo dato il nostro appoggio, e noi, Dio ce lo perdoni!, glielo abbiamo dato più tardi. (*Risa ironiche a sinistra.*)

A quell'epoca, non ostante, molti membri del Comitato degli affari esterni ebbero alcuni scrupoli, e si temette, non già, o signori, che si mancasse di parola, non siamo giunti ancora a tanto; noi vi ritorneremo più tardi (*segni d'impazienza*); ma si temette che un'influenza che si notava già nel ministero, e ch'era perfettamente conosciuta, che si travedeva, e male si dissimulava, si servisse della fiducia mostrata dall'ordine del giorno per oltrepassarne la formula; e che invece d'intervenire in nome della libertà, nell'Italia del settentrione, non s'intervenisse, in nome del dispotismo e del clericato, nell'Italia del centro.

Questo scrupolo, o signori, fu accennato ai due onorabili membri del gabinetto, ch'erano nel seno della giunta, ed essi si scagliarono con virtuosa indignazione contro ogni specie di cosi fatti sospetti; essi si accertarono che niente di simile era stato allora disposto.

Non di meno essendo stato posto a' voti l'ordine del giorno, alcuni di più tardi, il 16 aprile, voi lo sapete, il sig. presidente del Consiglio salì a questa bigoncia e venne a sottoporre al voto dell'Assemblea Costituente un progetto di legge, nel quale si trattava d'autorizzare una spesa di 1 milione 200,000 franchi. Questa spesa fu autorizzata, ma ne siamo un po' lontani; essa doveva essere impiegata ad una spedizione mandata a Civitavecchia per opporsi all'influenza dell'Austria, per difendervi la libertà, per salvarla, s'era possibile.

Ed in vero, il signor presidente del Consiglio diceva: « Non credo d'uscire dalla riserva che mi è imposta, rispondendo che non andremo in Italia per imporre un governo agl'Italiani, non quello della repubblica, nè alcun altro .... (*Movimento.*) »

E più abbasso:

« Noi non vogliamo ch'un avvenimento importante, che può avere grande importanza sul destino d'Italia, al quale può andare unita la legittima influenza debita alla Francia in questo paese, si compia da una straniera influenza. Non vogliamo che la lontananza della Francia, che

l'esclusione d'ogni sua influenza, rechi pregiudizio alle garantie ed alle libertà che hanno tutte le nostre antiche simpatie. »

Ciò è chiaro e formale, e domando che il signor presidente del Consiglio voglia bene accordarsi col signor ministro degli affari esterni, che ci ha detto che lo scopo è stato sempre di ristabilire l'autorità del Papa, che in ciò era il vero interesse della Francia .... Ed ora sentite questo: « Noi non poniamo le forze della Francia al servigio di tale o tal altra forma di governo; non ne abbiamo nè la volontà nè il diritto; ma manterremo queste forze per tutelare gl'interessi e la legittima influenza del nostro paese. » (*Nuovi segni d'impazienza a destra.*)

E finalmente, o signori, voi avete inteso le parole del rapporto; esse non sono equivoche; esse pongono molto chiaramente la Francia, rispetto all'Austria, in uno stato di rivalità dimostrata.

« La Francia va in Italia per proteggervi la libertà; ella v'incontrerà l'Austria, e l'Austria non farà un passo di più sul suolo che la Francia avrà coperto della sua protezione. »

Ebbene. Il sig. presidente del Consiglio che ci aveva formalmente detto, nel seno della Commissione, ch'egli non attaccherebbe la repubblica romana, ch'egli non si batterebbe contr'essa, dice, terminando il suo discorso: « Io non rinego nulla delle parole che ho dette nel seno della Commissione. »

« Il vessillo della Francia non sarà, credetemi, impegnato se non per l'interesse francese, per la sua legittima influenza, in tutta la nostra indipendenza d'azione e nell'interesse di quella causa antica che ha tutte le nostre simpatie. »

Per tal modo, il sig. presidente del Consiglio, pubblicamente, nel seno dell'Assemblea nazionale, in faccia all'Europa, diceva che lo scopo della spedizione francese non era d'imporre all'Italia tale o tal altra forma di governo, d'attaccarne tale o tal altra. No; noi andavamo in Italia perchè una sventura doveva scoppiarvi; noi vi andavamo, come protettori e come liberatori.

Ciò non ostante quest'opinione, come voi dovete crederlo, incontrò contraddizioni nel seno dell'Assemblea. Vi furono persone e particolarmente un oratore dell'opposizione, che pretesero che, sotto il velo di queste dichiarazioni, fosse facile di riconoscere che il gabinetto non avea altro scopo che di ristaurare il potere temporale del Papa.

Del resto, un uomo, che dal sig. presidente del Consiglio non sarà disapprovato, l'onorevole generale de Lamoricière, essendo salito alla bigoncia per ispiegare il senso della spedizione, per dire che l'esercito francese doveva andare a Civitavecchia ed entrarvi ad ogni costo, e colà aspettare l'attitudine della popolazione romana, e non marciare sopra Roma se non quando egli vi fosse chiamato dal voto delle popolazioni, il sig. generale de Lamoricière diceva: « Se noi avessimo creduto, se la Commissione avesse pensato che la Francia dovesse andare in Italia per adoperare nel senso austriaco, noi non vi avremmo recato alla tribuna il rapporto che ci abbiam recato ». Il presidente del Consiglio si alza e dice: « Saremmo colpevoli se l'avessimo proposto ». (*A sinistra; benissimo! benissimo!*).

Forse che voi non avete adoperato per avventura nel senso austriaco? (*A destra, al centro: No! no!*) Per mala sorte ve lo proveremo sovrabbondantemente più tardi. (*Mormorii a destra*).

Ed ora, vel chieggo, rispondete a questa interrogazione. Che voleva l'Austria? Qual era il suo interesse, il suo scopo? L'Austria, per esser signora de' suoi movimenti nelle provincie minacciate, voleva che la libertà, la quale era ancora in piedi nell'Italia centrale, come lo diceva testè il sig. ministro degli affari stranieri, fosse uccisa. Ella prese la spada della Francia, e voi, voi avete ingannato la Francia. (*A sinistra: Sì! sì! Al centro: No! no!*)

Se l'Austria prese per voi la spada della Francia.... (*Rumori di indignazione a destra*).

A sinistra: È vero.

Al centro e a destra con forza: (No! no: All'ordine! all'ordine.)

Il sig. *Jules Favre*: L'Austria abbattè in Roma gli ultimi ripari, che s'opponevano alla libera azione de' suoi eserciti. (*Nuovi rumori e negazioni sui banchi della maggioranza.*)

Rispondete a questa interrogazione: Qual differenza fate tra le spedizioni che han bombardato Ancona, e quella che fulminò Roma col cannone? Se volete fare il paragone dei bandi, delle disposizioni che furono prese nelle città, vi mostrerò una perfetta identità; voi avete promulgato il Papa, avete promulgato la sua autorità contro il voto delle popolazioni....

Al centro e a destra: No! no!

A sinistra: Sì! sì! (*Le proteste e le interpellazioni si succedono con vivacità a sinistra ed al centro.*)

Il sig. *Jules Favre*: Sì, voi faceste esattamente ciò che fece l'Austria; ma ella adoperava nel suo interesse patente; non celava la sua bandiera. Quanto a voi, voi l'avete velata d'una falsa maschera di patriottismo a fine di sedur l'Assemblea. (*Applausi a sinistra. Benissimo.*)

Una voce a destra: Quest'è patriottismo.

Il sig. *Jules Favre*: Signori, voi lo sentite; ecco il vostro giudizio, e sarà ben mestieri che più tardi ve lo rammenti. (*A destra. Ah! Ah! A sinistra: Sì! sì!*) E' sarà ben mestieri che più tardi ve lo rammenti; voi avete dichiarato in faccia al paese, che se voi adoperaste nel senso dell'Austria, e come gli Austriaci, sareste colpevoli. Vedremo come avete adoperato. (*Moti diversi.*)

La spedizione è ordinata; ella si parte; arriva a Civitavecchia..... (*Movimenti d'impazienza a destra.*) Qui importa, o signori, per l'onor della Francia di non ommettere nessun fatto, nessun documento, i quali possano illuminare la sua religione e la vostra.

Quando la spedizione tocca a Civitavecchia, si scaglia un bando; questo bando, o signori, era siffattamente il pensier del governo, che era stato scritto in Consiglio. Sentite qual è il linguaggio, che si fa tenere al comandante generale del corpo di spedizione. (*Segni d'impazienza a destra.*)

Una voce: Il conosciamo.

A sinistra: Leggete! Leggete!

Il sig. *Jules Favre*: Signori, le maggioranze provano ogni di che esse hanno molto potere; ciò che loro è più difficile è di mostrare che elle ne usino bene.

Quanto a me son risoluto di ritrarmi da questa bigoncia, se il voto della maggioranza m'interdice la parola. Quando leggo documenti, che possono illuminare il mio paese .... (*Mormorii a destra.*)

Ma a fronte di segni d'impazienza, giammai; userò del mio diritto fino allo estremo, quali sieno le vostre manifestazioni. (*Parlate! Parlate!*)

Il *presidente*: Non perdete il tempo in interruzioni.

Il sig. *Jules Favre*: Ecco, signori, il bando del generale Oudinot. (*Rumori! — Silenzio! — Aspettate!*)

Il *presidente*: Non potete dire che l'oratore non sia nella questione; ei risponde a un ministro, dovete ascoltarlo.

Il sig. *Jules Favre*: « Dichiarazione del corpo di truppe francesi a' presidi di Civitavecchia.

« Il governo della repubblica francese, sempre animato d'uno spirito liberalissimo, dichiara voler rispettare il voto della maggioranza del popolo romano. »

Voi ben comprendete: per rispettarlo, convien conoscerlo; per conoscerlo uopo è consultar la nazione, e non metterle la sciabola alla gola. (*Approvazione a sinistra.*)

A destra: Nè il pugnale.

Il sig. *Jules Favre* ..... dichiara voler rispettare il voto della maggioranza delle popolazioni romane, e viene sul loro territorio amichevolmente, con lo scopo di mantenere la sua legittima influenza; egli è di più risoluto di non voler imporre a queste popolazioni nessuna forma di governo che non fosse da loro scelta. » (*A destra: E bene scelta!*)

Laonde, signori, non bastava la dichiarazione positiva, annunziata alla bigoncia francese dal capo del gabinetto, mentre la spedizione francese entrava in Italia, quand' ella si permette questo fatto enorme, evidentemente contrario al diritto delle genti, e che non poteva scusarsi altrimenti, che coll' interesse d'alto protettorato, che una potenza, come la Francia, poteva fino a un certo punto esercitare riguardo all'Italia.

Ad onta di tali resistenze, si forma un contratto tra l'Italia e la Francia; l'Italia apre le porte, ed accoglie i nostri soldati. Ma la lealtà francese, la lealtà militare? Noi dobbiamo esserne i guardiani. Quali sono gl' impegni, quali sono i termini di queste condizioni che sono subito bandite, e che l'Italia accetta? E' sono che il voto della maggioranza della popolazione sarà rispettato, e che non si fonderà in Italia altra forma di governo, che quella che verrà scelta dalle popolazioni. Dunque tuttociò che sarà fatto fuori di queste condizioni, sarà contro il diritto, contro tutte le leggi divine ed umane.

E ciò che voi fate è la guerra, una guerra empia e fratricida, e tutto il sangue versato ricade su voi. (*Approvazione a sinistra.*)

Voce a destra: Deve ricadere su' cittadini romani.

Il *presidente del Consiglio*: Ciò è stato sventuratamente ripetuto tre o quattro volte, e da più eloquenti che voi, il giorno innanzi al 13 giugno.

Il sig. *Jules Favre*: Il sig. ministro della giustizia mi fa l'onore di dirmi, che ciò è stato sventuratamente ripetuto tre o quattro volte; e rispondo che sventuratamente egli ha ripetuto più di tre o quattro volte, ch'ei non fonderebbe a Roma un governo con la forza, e che non attaccherebbe la repubblica romana; e sventuratamente egli fondò un governo con la forza, e attaccò la repubblica romana. Non falso dunque io la mia parola, egli la falsa. (*Bravo, a sinistra.*)

Il *presidente*: L'oratore non ha bisogno di tali sostegni (*No! no!*) e nulladimeno voi credete aiutarlo. (*Ilarità universale.*)

Il sig. *Jules Favre*: Quali erano le istruzioni, le quali, partendo, aveva ricevuto il generale Oudinot? Queste istruzioni erano state lette in una sessione di cui converrà ch'io parli or ora. (*Segni d'impazienza a destra*).

A sinistra: Sì! sì!

Il sig. *Jules Favre*: Debbo dichiarare all'Assemblea che amo meglio di tacermi subito, che di non dire quanto mi pare che debba esser detto. Aggiungo, che quanto ho a dire ancora è necessariamente lungo. Questa non è colpa mia.

Voce a sinistra: A domani! domani!

Voce a destra: No! no! parlate.

Il sig. *Jules Favre*: Supplico l'Assemblea d'avere un po' di pazienza. (*Interruzione, segni reiterati d'impazienza.*)

Alcune voci: A domani! domani!

Il sig. *Jules Favre*: Se l'Assemblea non vuole ascoltarmi ulteriormente, domanderò io stesso l'aggiornamento a domani. (*Sì! sì! parlate!*)

Il sig. *presidente*: Tutti vi confortano a parlare; ed io conforto tutti a tacere.

Un membro a destra: È il terzo partito che domanda il differimento a domani.

Il sig. *Victor Lefranc*: Che parlate voi di terzo partito? Forse che non si può domandare un aggiornamento al dimani, senz'essere interpellato?

Un membro a destra: Siete voi, sig. Lefranc, il rappresentante del terzo partito?

Il sig. *Jules Favre*: Assolutamente l'Assemblea non mi ascolterà.

Il *presidente*: Aspettate il silenzio.

Il sig. *Jules Favre*: Ebbene! Che avvenne? Il bando di cui ho testè parlato è del 26 aprile. Il 27 il generale Oudinot scrive al ministro degli affari esterni: « Gli uomini che sono al timon dello stato non vogliono lasciarlo; lungi dall'obbedire alle nostre intimazioni, pretendono di conservare le redini del governo. Accetto la disfida; e benchè tutte le macchine d'assedio non sieno ancora sbarcate, marcio contro Roma. »

Qui, fermo il gabinetto e gli pongo quest'alternativa: o il general

Oudinot, lasciando Parigi, aveva istruzioni secrete diverse dalle istruzioni scritte, o il generale Oudinot prendeva sopra di sè di trasgredire le istruzioni che aveva ricevute.

Poteva egli dire il generale Oudinot, ch' era chiamato a Roma dal voto della popolazione? No, questo era affatto impossibile; poichè il 26 aprile il generale Oudinot era stato messo in comunicazione col console di Civitavecchia, e il console gli aveva fatto conoscere la sua opinione sullo stato delle menti. Questa opinione è scritta in un dispaccio, spedito al ministro degli affari esterni, e vi si legge:

« Le notizie son tutte di resistenza. Si lavora alle barricate. Si assicura che il ponte Sant' Angelo, il Vaticano e diversi altri edifizii sono minati. » Lungi dunque dall' essere chiamato dal voto delle popolazioni (*rumori*) egli era, anzi tratto, sicuro della loro ostilità... (*Vivi richiami a destra.*)

Non sono molto esigente (*sì! sì!*); domando al presidente del Consiglio ciò che aveva l'onore di domandargli in altra congiuntura..... (*Rumore*).

Il sig. *O. Barrot*: In tre altre congiunture. Eccone una quarta.

Il sig. *Jules Favre*: È la quarta volta che lo chiedo: questo significa che il signor presidente del Consiglio non mi rispose. (*Risa a sinistra.*)

Voce a destra: Tutto questo è passato; molte volte fu risposto.

Il *presidente*: Il presidente del Consiglio non può rispondervi, se non interrompendovi, ed egli ha ragione di non interrompervi. Vi darà più tardi la risposta. Non convien eccitare le interruzioni.

Il sig. *Jules Favre*: Diceva dunque, e certo non perchè il sig. presidente del Consiglio m' interrompesse, ma per ricordargli un fatto il quale, per altra parte, è registrato ne' processi verbali e nelle colonne del *Moniteur*, domandava al presidente del Consiglio la pruova che il generale Oudinot fosse stato chiamato dalla popolazione romana.

Questa pruova non si è mai data, non si darà mai. Lungi dall' essere stato chiamato, il general Oudinot diceva, ne' suoi bandi, alle popolazioni italiane: « Siamo fratelli, noi veniamo amichevolmente verso di voi, non vogliamo distruggere il vostro governo. » Il generale Oudinot mandava a' triumviri ch' erano alla testa del governo uscito dal suffragio universale..... (*Oh! oh! No! no!*)

A sinistra: Sì! sì!

Il sig. *Jules Favre*.... una intimazione di doverlo ricevere.

Una voce a destra: Era il governo provvisorio.

Il sig. *Jules Favre*: Una delle due: o il generale Oudinot adoperava in virtù d' istruzioni secrete, o non ascoltava che le proprie istruzioni, come questo è accaduto? Una mischia deplorabile s'appiccò il 30 aprile sotto le mura di Roma.

D' allora il fatto assume un' altra forma: l' Assemblea costituente interviene nella questione.

Una sola voce a destra: Lo sappiamo. Basta.

Il sig. *Jules Favre*: Se l'Assemblea vuole rimetter a domani....

A destra: No! no!

A sinistra: Domandiamo il differimento a domani.

A destra: No! no! parlate!

Una voce a sinistra: Resteremo qui fino a mezzanotte.

Il sig. *Jules Favre*: L'Assemblea è perfettamente padrona di fare ciò che vorrà. Ma i dissidii politici non possono impedire d'osservare alcuni riguardi verso un collega. Questi riguardi li aspetto qui, e ricordo all'Assemblea che ognun sa ch'io sono stato e sono ancora in uno stato di grande patimento e di fatica. Dopo ciò l'Assemblea farà quello che crederà; sono a' suoi comandi.

Molte voci: Parlate! Parlate!

L'Assemblea rimette la discussione al domani, e toglie la sessione a sei ore e mezzo.

Sessione del 7 agosto.

Il sig. *Jules Favre*: Signori, nella sessione d'ieri dimostrai in modo incontrastabile, che lo scopo della spedizione romana era stato di proteggere, e non di soffocare la libertà italiana. Dimostrai egualmente che le parole date dal gabinetto, le sue istruzioni, i bandi de' suoi agenti conducevano tutti alla medesima conseguenza; e infine che se il generale Oudinot aveva nella giornata del 30 aprile impreso una dimostrazione ostile, l'aveva fatto senza istruzione per parte del suo governo, e contro alle proprie istruzioni.

Ne volete, signori, solo due pruove, e perentorie? Un onorevole membro di quest'Assemblea, che tutti consulteremmo se avessimo un punto d'onore da risolvere, l'onorevole generale Bedeau s'indignava nella sessione del 17 maggio al pensiero, che si potesse alla leggiera proferire una parola di biasimo contro uno de' suoi fratelli d'arme, ed egli, nella ignoranza de' fatti, generosamente saliva in bigoncia per difenderlo.

E che diceva, egli che conosceva tutta l'estensione del dover militare? Ch'era impossibile che un comandante supremo d'una spedizione, prendesse, senz'ordine, sopra di sè un passo, una decisione così grave, quanto quella che poteva condurre una guerra con una potenza amica.

Tali erano, o signori, le parole dell'onorevole generale Bedeau: ei diceva ch'era impossibile che il generale Oudinot agisse senza istruzioni.

E più tardi, signori, come si spiegava in questo particolare il ministro degli affari esterni? Egli diceva: la questione è questa. Abbiamo dato per istruzioni al generale Oudinot di attaccare la repubblica romana? Ebbene, queste sono questioni di buona fede; invoco tutti coloro che hanno letto le istruzioni, e loro chieggo se ci trovano una sola indicazione di questa fatta. Fu detto che il generale Oudinot doveva fare un'intimazione al governo romano perch'ei deponesse il potere; chieggo che si produca la pruova di tale intimazione.

Laonde nel pensiero del sig. ministro, le istruzioni, date al generale Oudinot, non lo autorizzavano a muovere contro Roma. Il generale Oudinot avrebbe dunque oltrepassato il suo mandato; ed ebbi diritto di dir

ieri, che a lato della volontà dell'Assemblea nazionale, a lato delle parole uffiziali, proferite dal gabinetto, vi aveva, e voi la vedrete già manifestarsi con maggior energia in altre e frequenti occasioni, una volontà occulta, sotterranea, perseverante, la qual dominava a dispetto di tutte le dichiarazioni uffiziali. Il generale Oudinot ad essa obbediva.

Una delle due: o conveniva dopo il 30 aprile giustificare ch'egli aveva adoperato giusta le proprie istruzioni, o destituirlo.

Voi sapete, o signori, quando la notizia di questo deplorabile scontro giunse in Francia, l'Assemblea costituente si commosse; la sua autorità era stata manifestamente disconosciuta; ella aveva voluto venire in soccorso delle popolazioni italiane, e non ispiegare riguardo loro la bandiera della legge marziale. Nella sessione del 7 maggio furono fatte interpellazioni al gabinetto. Si propose la nominazione d'una giunta incaricata d'esaminare le istruzioni date dal gabinetto. Questa giunta fece il suo rapporto nella sessione della sera, e sapete quali ne furono le conchiusioni.

La giunta venne a proporre all'Assemblea di dichiarare, con un ordine del giorno, ciò che segue:

« L'Assemblea nazionale invita il governo a prendere senza indugio le disposizioni necessarie perchè la spedizione d'Italia non sia più a lungo sviata dallo scopo che le era stato assegnato. »

Non ho uopo, signori, d'aggiugnere che le dichiarazioni del rapporto, che presentava quell'ordine del giorno, stabilirono fino all'ultima evidenza, che nel pensiero della giunta gli atti del governo non erano stati conformi alla volontà dell'Assemblea, e che le sue istruzioni avevano sviato la spedizione dallo scopo, che le era stato precedentemente assegnato.

Quest'ordine del giorno, come pure sapete, fu approvato dall'Assemblea costituente. Quali n'erano la importanza e le conseguenze? Ve n'ha due, che saltano agli occhi dell'uomo men prevenuto. La prima di queste conseguenze è che l'Assemblea nazionale, giustamente indignata dell'abuso che si era fatto del mandato, di cui il ministero era stato investito, intendeva d'ingiungergli di far tosto cessare una guerra empia, e che non aveva pur l'ombra di pretesto per essere principiata.

Tal era l'intendimento del voto del 7 maggio; ve n'ha un secondo, che non posso ommettere dinanzi ad uomini politici, dinanzi ad uomini di stato. Questo intendimento era, signori, un biasimo gagliardo del contegno del ministero, e non so, signori, se, nella storia parlamentaria, un'Assemblea sia stata mai collocata nella crudele necessità di disapprovare così pubblicamente coloro, a' quali ell'ha affidato il governo della pubblica cosa.

Qual era la conseguenza costituzionale di questo voto? Era il ritiro del gabinetto.

Voce a destra: Ei ben fece a rimanere al suo posto!

Il sig. *di Montalembert*: Voi fate in ciò la teorica del governo costituzionale.

Il sig. *Odilon Barrot*: Ecco il mio delitto.

Il sig. *Jules Favre*: Il sig. presidente del Consiglio mi fa l'onore di dirmi, che in ciò è riposto il suo delitto. Mi contento di rispondergli ch'egli non è il giudice della questione; poichè ci ha troppo personale interesse. (*Rumori a destra. Risa d'approvazione a sinistra.*)

Il sig. *di Montalembert:* Il suffragio universale ha giustificato il ministero: le elezioni gli dieder ragione.

Il sig *Jules Favre*: E quanto a' mormorii che mi vengono da questa parte, la destra, e' mi riescono nuovi da parte d'una maggioranza, la quale non intende probabilmente di abdicare o rinunziare la sua onnipotenza.

Forse che non dobbiamo levarci al di sopra di queste tristi quistioni di persone, per farci infine alla teorica ed a' principii, cioè, a quello che conserva e salva gli stati? (*Rumori a destra.*)

Ebbene che direste voi se domani, sopra una questione vitale per l'onore e l'interesse della Francia, infliggeste un biasimo diretto al gabinetto, e che tal gabinetto rimanesse al timon del governo? Prendereste quest'atto, come un atto d'insurrezione contro la maggioranza e avreste ragione. Potreste dire che in quel giorno le istituzioni costituzionali sono falsate: e avreste ragione; e potreste aggiungere ciò, ch'è esattamente e rigorosamente vero, che tutti gli uomini di stato, che accettano simigliante condizione, fanno tal sagrifizio alla personale lor dignità, che converrebbe che ci fosse sotto un assai grande compenso per ispiegarlo. (*Bravo a sinistra. — Mormorii e negazioni a destra ed al centro.*)

Il sig. *Abbatucci*: Questa non è cosa seria; le elezioni diedero al ministero una pluralità immensa.

Il sig. *Jules Favre:* Si videro in effetto gabinetti lasciare il potere per esagerate delicatezze, e quando una sola insinuazione risultante da un voto poteva toccarli. Ma lo ripeto, nella storia parlamentaria è un fatto nuovo, vedere un ministero formalmente biasimato da un'Assemblea sovrana, con la maggioranza di 46 voti, convinto d'avere sviato una spedizione francese dal suo scopo, inchinarsi dinanzi il voto, dichiarare ch'egli ci si adatterà, e ch'ei serberà il potere, benchè sia umiliato nelle sue mani (*Moti diversi.*)

Ebbene, o signori, quando testè parlava di compenso necessario, non si crederà che m'entrassero nel pensiero miserabili questioni di personal interesse? No, tolga Iddio! che io voglia fare ai signori ministri una simil ingiuria; dico che evidentemente per accettare tal condizione, per falsare così le molle costituzionali, conveniva un grande interesse, e un partito preso anzi tratto, il quale si voleva raggiungere a qualunque costo, perfino mettendosi in ginocchio, dinanzi all'Assemblea nazionale, che condannava. (*Benissimo! benissimo.*)

Questo partito preso era in pari tempo di far le elezioni: e' s'era detto, nol si nascondeva; s'era già fatta la formula de' dispacci telegrafici, che dovevano ingannare la Francia. (*Vivo assentimento a sinistra.*)

A destra: Ciò fu giudicato.

Il sig. *Jules Favre*: L'altro partito era di giungere al conquisto di Roma, di giungervi, non per eseguire la volontà dell'Assemblea, ma per uccidere la libertà romana, e restituire il poter temporale del Papa.

A sinistra: È vero. (*Benissimo! benissimo!*)

Il sig. *Jules Favre:* Ecco ciò che voleva farsi. Per questo si conservò il potere; per questo si dichiarò che accettavasi il voto dell'Assemblea costituente, benchè tal voto dovesse destare nel fondo del cuore agli uomini del gabinetto secrete amarezze. Ben sono costretto a dire che nello stesso momento, in cui quelle parole erano proferite, vi aveva nel seno del gabinetto, e non so dove, quella medesima volontà perseverante, persistente, che irrideva l'Assemblea costituente, e che annunziava ch'ella sarebbe più forte di essa, più forte del paese (*richiami*), e ch'ella ristabilirebbe malgrado l'autorità costituente, l'autorità del Papa in Roma. (*Rumorosa interruzione — Interpellazioni diverse e prolungate.*)

Il sig. *Taschereau:* Ei vi ha messo in quarantena.

Un membro: Sì; e' v' ha messo fuor della Camera.

Il sig. *Jules Favre:* .... e voi vedrete pure continuarsi quel doppio, quel deplorabile giuoco, che additai nella sessione d'ieri, e che per mala sorte apparirà in quella d'oggi con più luminosa chiarezza.

Che dice il sig. presidente del Consiglio? Alla bigoncia ei si sottoporrà al voto dell'Assemblea. In effetto il domani stesso è spedito un inviato. Quali sono le istruzioni che stanno per essergli date? Il *Moniteur* che contiene le discussioni della sessione del 7. E, come se tale lettura non bastasse, il gabinetto, che voleva porgere della sua sommissione al biasimo dell'Assemblea una pruova non equivoca, un pegno che la tranquillasse, sceglie un diplomatico che l'accidente aveva condotto nelle ringhiere, il giorno in cui tale questione si discuteva in quel ricinto, e che per conseguenza doveva esser compreso dello spirito che l'aveva dominata. Egli non aveva perduto nessuna scena di questa discussione; aveva assistito a quel voto che dalla maggioranza dell'Assemblea era stato accolto con grida di *Viva la repubblica!*, poichè ell'aveva sentito che non era posta a repentaglio soltanto la libertà d'Italia, ma la libertà francese eziandio, la repubblica del nostro paese. (*Viva approvazione a sinistra.*)

Ebbene! il sig. di Lesseps arriva a Roma; è investito del mandato di negoziare e negozia; deve esaminare ed esamina; l'effetto di questo esame lo manda al ministero; e se il ministero avesse un istante dubitato, il dubbio a' suoi occhi svanisce; non è più, o signori, una città, che sia sotto l'oppression dei faziosi; è una città signora di sè, ed ell'è risoluta a difendersi sino alla morte. Sono 50,000 combattenti che stanno nelle sue mura, pronti a dare la vita per la indipendenza nazionale. (*Richiami a destra.*) Sono giovani di famiglia .... (*Vive negazioni a destra; segni d'approvazione a sinistra.*)

Voci diverse: V'eran tra loro Francesi!

Il sig. *Jules Favre:* Sì, giovani di famiglia, le classi laboriose, l'intero commercio, sono in piedi e attendono l'aggressione dello straniero per rispondervi come uomini liberi, i quali amano meglio morire che vedere nella loro città armi straniere. (*Approvazione a sinistra. Mormorii e negazioni a destra.*)

Una voce a destra: Noi siamo a Roma, ed ei non son morti; stanno benissimo e son contentissimi.

Un'altra voce al centro: È la storia di Francia, nello stile del padre Loriquet, ma in senso opposto.

Il sig. *Jules Favre*: Avete un bel mormorare e sorridere; non torrete nulla all'autorità di questo documento, e non rimarrà men fermo che tale è la informazione ricevuta dal ministro degli affari esterni, e che dovette servirgli per prendere quelle determinazioni che ora esamineremo.

E non dite, come s'è tentato di fare nelle sessioni dell'11 o del 12 giugno, che abbiamo a vendicare l'onore delle nostre armi; che il combattimento del 30 aprile era stato un infame agguato. S'è sempre affermato; ma dov'è la pruova? Siamo stati forse chiamati a Roma da un tradimento? Ricordatevi delle parole, che nell'ultima sessione posi sotto i vostr'occhi, e le quali si leggono in un carteggio del generale Oudinot, che diceva d'aver intimato a' triumviri di lasciare il potere; ch'essi vi si volevano aggrappare, e ch'ei marciava per iscacciarli.

Vi supplico di notare che il 29 maggio il ministero era informato dai dispacci, che aveva ricevuto dal sig. di Lesseps, e che gli facevano conoscere il vero stato delle cose. Ei sapeva che non era una resistenza di venturieri, quella che si sarebbe incontrata a Roma, ma una resistenza nazionale; sapeva che non si doveva venir alle mani, con un pugno di soldati stranieri, ma con la intera popolazione, la quale era sorta in armi per difendere la repubblica (*richiami a destra*); sapeva che sarebbe forzato di far passare i soldati francesi sui corpi di giovani di famiglia, di bottegai, degli abitanti della città di Roma.... (*Approvazione a sinistra. — Negazioni al centro e a destra.*)

Un membro a destra: Allora e' sono aristocrati!

Il sig. *Jules Favre*: Il dispaccio del sig. di Lesseps arriva a Parigi il 22 o il 23 maggio. Il 28 o il 29 è dato un ordine, e in quest'ordine è scritto al generale Oudinot: « Attaccate ad ogni costo la città eterna, e piantatevi la vostra bandiera. »

Chi sta per eseguire, per applicare quest'ordine? Dove sarà il diritto che lo legittimerà?

Imperciocchè, non vi dimenticate, e questa considerazione si stende su tutta questa discussione, non si tratta di forza, ma il diritto, il diritto che solo può scusarci, e quando si trae la spada contro gli uomini, conviene avere per se, se non il diritto, almeno il pretesto del diritto; e voi non ne avete; ve lo provo. (*A destra: sì! sì! A sinistra: no! no!*)

Una voce al centro: L'inquisizione! (*Si ride.*)

Il sig. *Jules Favre*: Dico che l'ordine del 29 maggio, quell'ordine d'attacco, quella dichiarazione di guerra, quella parola, con cui si sono gittati in Italia i tesori della Francia, che ha fatto scorrere il sangue de' suoi figli, quell'ordine non può essere giustificato da nessun legittimo motivo.

In effetto, non avete forse solennemente promesso dalla bigoncia dell'Assemblea, che non attacchereste la Repubblica romana? Forse che la nostra costituzione non vi diceva, art. 5, « che la Francia rispetta le

nazionalità straniere, com' intende di far rispettare la propria; ch' ella non intraprende nessuna guerra con vedute di conquista, e non adopera giammai le sue forze contro le volontà di nessun popolo. » Forse che l'ordine del giorno del 7 marzo, dinanzi al quale vi siete inchinati, non era un ordine formale di tregua, e che metteva tra' due campi la volontà sovrana dell'Assemblea nazionale? Forse che non avete detto in modo formale che accettavate quella volontà? Non avevate forse impegnato l'onor vostro per rispettarla e farla eseguire? Il sig. di Lesseps non era stato forse mandato con questo scopo, e collo scopo secondario di farvi conoscere se la resistenza di Roma era fittizia o nazionale?

Ebbene, la vostra parola d'onore, data dieci volte, la Costituzione del vostro paese, che, probabilmente, avete giurato, e che dovevate far difendere, il voto sovrano dell'Assemblea; la vostra umiliazione dinanzi a quel voto; l'invio del vostro agente, tuttociò voi conculcate, lo tenete come non avvenuto, e perseveranti nello scopo che volete audacemente conseguire, malgrado tante barriere, le quali vi dicevano di non doverlo tenere come eseguibile, questo scopo voi volete correrlo attraverso di tutti questi ostacoli. (*Approvazione a sinistra.*)

Una voce in fondo della sala: È cosa compassionevole! (*Movimenti diversi.*)

Membri della sinistra: All'ordine l'interruttore!

Quest'ordine d'attacco, lo provai testè, violava quanto ha di più sacro fra gli uomini: la legge fondamentale, l'onore civile, l'onor militare, la volontà della sovranità nazionale, tuttociò è calpestato. Volete che vi sciolga dalla stretta di tutta questa malleveria; che per un istante vi supponga investiti in questo paese della potestà sovrana? Forse non sarei ancora in diritto di domandarvi in nome di qual principio adoperate; qual è l'interesse che avete difeso, e perchè scatenate contro un popolo amico il flagello della guerra? Perchè? rispondetemi; rispondetemi, non con sutterfugi e grandi parole, ma con un diritto che mi consoli, che rilevi la diplomazia francese da quell'abbassamento, in cui ella è gittata, ad onta della nostra vittoria. E che? siamo forse in un sogno? Sono forse rovesciati tutti i principii? Perdute tutte le norme del diritto e del sentimento? Siam nel secolo decimonono, siamo una nazione che conquistò la sua libertà, cacciò via i suoi re, dichiarò che presso lei la sovranità popolare sarebbe il dogma fondamentale; ed accade, nell'atto che compiemmo tale rivoluzione sulla fede d'alcuni tribuni, i quali scorrevano, commovendole, le provincie di Francia a perorare in favore d'un diritto, che, subito giunti al potere, cercarono di abbattere; accade, dico, che una nazione amica, in una condizione più ardua, più intollerabile, soggiacendo al più insopportabile fra' giogli, marcendo nella ignoranza, vittima della sua cattiva amministrazione .... (*Richiami a destra.*)

Il sig. *Dechagelles*: Dove sono gli elogii pomposi che si facevano a Pio IX? (*Rumore.*)

Il *presidente*: Non avete la parola, vi richiamo all'ordine.

Il sig. *Jules Favre*: Chiedo a quelli che m'interrompono, in pena

della loro interruzione (*richiami a destra*), di salire a questa bigoncia. (*Interruzione prolungata.*)

Il sig. *Dechagelles dal suo posto*: Chiedo di rispondere.

Il *presidente*: Ancora una volta, non avete la parola. Vi richiamo all'ordine.

Il sig. *Jules Favre*: Sarebbe, o signori, strano che, allorchè si usa della libertà di questa bigoncia . . . (*Rumori a destra*) e che si è interrotto quasi ad ogni frase . . . . (*Parlate! parlate!*) per la tolleranza della maggioranza sovrana, sarebbe, dico, strano che non si avesse il diritto di rispondere all'interruttore e di mettersi a fronte di lui. Non ho inteso di muovere alcuna provocazione. Se a questo riguardo la mia parola fosse andata più lungi del mio pensiero, io la ritrarrei.

Il sig. *presidente:* Provocazione a prendere la parola . . . Non ho inteso altro. (*Risa diverse.*)

Il sig. *Jules Favre:* Tengo poco alla forma, purchè la sostanza mi resti. Ciò che voleva dire, che ho il diritto di dire, ciò ch'io domandava soltanto a quello che m'ha fatto l'onore d'interrompermi, era di salire a questa bigoncia e di chiedere pel suo paese il beneficio del governo sacerdotale. (*Approvazione a sinistra. — Interruzione prolungata a destra.*)

Il sig. *presidente*: Continuate! Voi date la parola all'interruttore; ma io non gliela concedo.

Il sig. *Jules Favre:* E quando diceva, o signori, facendo allusione allo stato della Romagna, che le sue finanze erano sprecate, che la sua amministrazione era corrotta fino alla putrefazione, che la giustizia, ciò che vi è di più sacro al mondo, era violata dalla frode, dalla violenza o dalla dissolutezza . . . (*Mormorii a destra.*)

A sinistra: Sì! sì! Benissimo!

Il sig. *De Montalembert*: Che cosa sapete voi?

Il sig. *Jules Favre*: L'onorevole sig. De Montalembert mi chiede ciò che ne so. So, perchè lo studiai da vicino . . . .

Il sig. *De Montalembert*: Dove dunque?

Il sig. *Bourzat:* Ciò non fu alla scuola dei gesuiti!

Il sig. *presidente:* Non interrompete dunque! Voi rendete impossibile ogni discussione.

Il sig. *Jules Favre*: . . . . e se voi volete fare un'investigazione sopra queste cose . . . (*Esclamazioni ironiche a destra.*)

Una voce a destra: L'investigazione! l'investigazione! Quest'è il loro gran cavallo di battaglia!

Il sig. *Jules Favre:* La storia è pronta a decidere l'eguaglianza: la storia è pronta ad apprenderci se il governo che l'onorevole sig. De Montalembert difende ed ama con passione, è quello della prosperità e della grandezza delle nazioni. Ed io gli rispondo con le campagne di Roma completamente incolte, e col deserto che si estende intorno alla città eterna, e ch'è il dominio ecclesiastico.

A sinistra: Benissimo! benissimo!

Il sig. *Jules Favre:* Ebbene, lorchè la Romagna volle, poichè ella

lo volle, non potete negarlo, scuotere i suoi ferri; quando dopo il 1831, ella ha chiesto a tutta l'Europa di consacrare la separazione del potere temporale dal potere spirituale; quando più volte ella suggellò questa petizione col sangue e che sul nostro esempio, un giorno, ella s'è alzata nella sua spontaneità morale e civile; quando ella ha detto, come il sublime filosofo francese: « Penso, dunque io sono; penso, sono illuminato, quindi la benda è caduta da' miei occhi e le tenebre dell'ignoranza e le antiche superstizioni e i vecchi pregiudizii non sono omai nulla per me; io intendo d'ora innanzi contare come persona civile nella grande famiglia d'Europa; » quand'ella ha detto queste cose, quand'ella si è costituita in nazione indipendente, siete voi, o signori, e la Francia repubblicana che interviene, che uccide questa giovane libertà a profitto dell'Austria.

Ecco ciò che ha nell'ordine del 29 maggio.

Quanto a me, vi domando di giustificarvi, non già per riguardo alla violazione della vostra parola d'onore, alla violazione della Costituzione, ch'è inconfutabile; non già per riguardo alla violazione della volontà dell'Assemblea nazionale, che non si può contrastare; ma per riguardo al diritto delle genti, della religione, dell'umanità, della sovranità popolare; ve ne getto la disfida più solenne davanti al mio paese. (*Segni d'approvazione a sinistra.*) Quest'ordine del 29 maggio è stato dunque un atto di forza, un atto di barbarie a profitto dell'Austria e contro la Francia . . . (*Rumori e negative al centro ed alla destra.*)

A sinistra: Si si! è di tutta evidenza!

Il sig. *Jules Favre*: Dico contro la Francia, perchè ho bene il diritto d'aggiungere, che non solamente, contro tutte le autorità che ho testè accumulato a questa bigoncia, si passò oltre per ristabilire in Romagna il potere detestato dal clero, ma quest'ordine fatale del 29 maggio è stato eziandio per la libertà francese una occasione di caduta fragorosa; che se questo paese si è fermato nella via, ch'ei proseguiva, se insurrezioni vi hanno scoppiato, se il sangue fu sparso, se noi siamo nello stato d'assedio, se la libertà fu violata, il 29 maggio solo è colpevole, e sopra di lui solo ricade la malleveria. (*Approvazione a sinistra.*)

Diversi membri a destra: Ed il 13 giugno. (*Ah! ah!*)

Il sig. *Jules Favre*: Ho bisogno di rispondere qui a chi ha detto a questa bigoncia in altra sessione, in un momento di entusiasmo della passione politica, che l'opposizione aveva visto in questa grande sventura una specie di soggetto di gioia di cui ella avea fatto capitale dinanzi il paese? Non era mestieri di rispondere, signori, ch'ell'era un'indegna e abominevole calunnia (*approvazione a sinistra*), e perciò ho uopo soltanto di pregarvi d'aprire le colonne del *Moniteur*. In esso vedrete che se vi fu alcuno ch'ebbe a cuore il sangue e la salute de' nostri soldati, fu l'Assemblea costituente; non già l'opposizione, ma la maggioranza; la maggioranza volle che i nostri soldati non fossero sacrificati per una causa antifrancese; la maggioranza volle che i nostri battaglioni rimanessero in Italia, attendendo l'avvenimento, proteggendo la libertà, ma non andando ad ucciderla al prezzo del sangue de' nostri soldati. E

se quei battaglioni sono stati sacrificati, se si spesero 40 milioni, che furono tolti all'artigiano, all'operaio, al lavoro, se il commercio è ruinato, chi l'aveva voluto? (*Approvazione a sinistra. Rumori al centro e a destra.*)

Il sig. *Segur Daguesseau*: Ci farà far risparmii il 13 giugno?

Il sig. *Jules Favre*: Quanto a' nostri soldati, m'unisco alle nobili parole, che furono proferite nella sessione di ieri dal ministro degli affari esterni. Sì, essi furono ammirabili, eroici, sono morti da martiri del dovere e della loro bandiera; mostrarono ciò che potrebbero fare, il giorno in cui servissero una causa nazionale. (*Mormorii.*)

Sì, poichè sapevano che ne' petti ch' essi assalivano, battevano cuori, ch' erano devoti alla Francia, ed essi pure rimasero fedeli alla loro bandiera.

Voce a destra: E i francesi che si battevano contro i nostri soldati a Roma?

Il sig. *Jules Favre*: I nostri soldati sono morti nobilmente; gloria ad essi e vergogna a coloro che gli hanno spinti a quella strage. (*Mormorii a destra*).

Il sig. *Taschereau*: Vergogna a coloro che trucidarono i nostri soldati nel giugno 1848.

Il sig. *Jules Favre*: Eh! signori, non m'è forse permesso di dire egualmente, poichè siamo vittoriosi, che non sarebbe nè generoso nè nobile il non riconoscere nel carattere di questa lotta ciò che v' ebbe di onorevole e di grande per parte di coloro che la sostennero, di tutti coloro, di cui parlava l'agente spedito dal ministero, di quegli uomini del lavoro, di que' bottegai, di que' figli di famiglia, di quel fiore della nobiltà italiana, che andarono incontro al nostro esercito?

Signori, quando ricevevamo que' bullettini, in cui si dimostrava che i prodi nostri soldati incontravano una sì gagliarda resistenza, i pretesi uomini di stato, che rifiutavano agl'Italiani il diritto d'essere cittadini, s' hanno un po' di cuore, dovettero stranamente patire, vedendo come questi ridicoli perturbatori sapevano morire, difendendo la lor libertà. (*Approvazione a sinistra.*)

La conchiusione che deve trarsi da tutto questo, signori ....

Membri a destra: Ah! alfine la conchiusione.

Una voce dalla medesima parte: V'ingannate, non è la conchiusione del discorso. (*Agitazione.*)

Il sig. *Jules Favre*: La conchiusione che convien dedurre da tutto questo è, che le informazioni del sig. di Lesseps erano esatte; è che la resistenza di Roma, non fu il fatto d'un pugno di venturieri, ma sì bene della intera popolazione; giacchè non voglio ammettere, che il nostro valoroso esercito sia stato arrestato per un intero mese da un pugno di stranieri, che avrebbero avuto tutta la città contro di sè, e che collocati così fra due fuochi abbiano tenuto in rispetto la più brava nazione del mondo, volendo senza dubbio risparmiare i monumenti delle arti, ma non volendo nè meno sagrificare inutilmente la vita.

È dunque certo che la resistenza fu vera, perchè la resistenza era

nazionale; era egualmente certo che il ministro lo sapeva, che n'era informato, e che ad onta della convinzione, in cui era, che tale resistenza fosse nazionale e disperata, ci diede l'ordine di attaccare.

Siamo a Roma. Quale sarà per essere la nostra attitudine e il nostro linguaggio? Prendendo possesso di Roma, ecco quali sono le parole che proferisce il generale Oudinot. « L'esercito mandato dalla repubblica francese sul vostro territorio ha per missione di ristabilire l'ordine richiesto dal voto delle popolazioni. Una minoranza faziosa o traviata ci costrinse di dar l'assalto a' vostri bastioni. Noi siamo padroni della piazza; compieremo il nostro mandato ».

Ebbene, o signori, noi dimentichiamo per un istante quanto fu, non ha guari, svolto a questa bigoncia, lo spettacolo affliggente di tutte queste violazioni dei diritti. Il generale Oudinot annunzia che, vittorioso a Roma, egl'intende ristabilire il governo richiesto dal voto delle popolazioni; in nome della libertà ei sta per disperdere quelle torme straniere che opprimono il voto nazionale. Le parole uffiziali stanno forse anche questa volta per essere smentite dagli atti?

Roma è conquistata; non ci s'incontra resistenza; coloro che chiamavano stranieri, più non sono; nulladimeno v'ha qualche cosa fra le nazioni libere di grande e solenne: è l'Assemblea sorta dal suffragio universale e la Costituente che siede nel Campidoglio, protetta in pari tempo dall'aureola delle sue grandi memorie e dalla consacrazione della sua giovine libertà. Che stiam per fare, o signori, noi che veniamo come apostoli della libertà, come campioni della popolazione romana per difenderla? Due giorni dopo la presa di Roma, un battaglione francese circonda l'Assemblea costituente, e con la forza l'Assemblea costituente è disciolta!

Ecco il prim'atto, e lasciatemi dire ch'ei sarà giudicato più severamente che l'attentato del 18 brumaire, e che voi avete fatto sostenere a' nostri soldati una parte peggio che quella degli agitatori del 15 maggio: nelle tenebre della barbarie, voi avete fatto immolare la libertà. (*Vive e numerose esclamazioni a destra ed al centro. — Assenso a sinistra*).

E questo è tutto? No. L'Assemblea costituente è disciolta; forse in nome del diritto? No: in nome della forza, della forza brutale soltanto; la forza brutale trionfa! E poi dite che siete accolti come liberatori . . . . .

Il ministro degli affari esterni diceva ieri alla bigoncia: ecco il governo che avete distrutto; in conseguenza il pensiero romano, sì lungamente cattivo, sta per far conoscere, con solenne espansione, all'Europa tutti gli attestati della gratitudine ch'egli ha verso l'esercito francese.

Ebbene voi l'incatenate; la libertà della stampa è sospesa; fate godere a quella popolazione romana tutte le dolcezze dello stato d'assedio; le togliete il diritto d'unione, il diritto d'andare attorno; bisogna che tutti vadano a letto a 8 ore. (*Si ride!*) In questa città, che avete testè liberata, mostrate d'aver paura della vostr'ombra.

Il sig. di *Montalembert*: Paura degli assassini!

Il sig. *Jules Favre*: Vedremo ora le conseguenze di quest'atto. Voi siete venuti a liberare, e le prigioni s'empiono; s'empiono di patriotti.

Voce a destra: D'assassini!

Il signor *Jules Favre*: E i posti sono dati, non agli uomini di Pio IX, ma a quelli di Gregorio XVI. Andate a ristabilire per avventura la Costituzione ch'era stata acclamata sulla piazza del Quirinale, alla quale Pio IX aveva dato la sua adesione? Avevate detto, che venivate, per istudiar prima, per consacrar poi il voto del popolo romano e attentate alla sua sovranità, cacciate coloro che l'hanno difeso, e in breve, pochi di dopo, il capo della vostra spedizione vi scrive da Gaeta questo: « Si vive in grandi illusioni; qui nessuno vuole il governo dei preti. »

Parla il generale Oudinot; e quando disse tali cose, quando le annunziò al governo in data del 16 luglio, bandite la ristorazione pura e semplice del potere temporale del Papa. E poi, come se questo non fosse abbastanza, annunziate per mezzo del capo della spedizione, ne' discorsi uffiziali, che « la ristorazione coll'autorità temporale del sommo pontefice, nella sua capitale è il pegno certo della pace del mondo. La Francia non risparmiò nessun sagrifizio per compiere quest'opera in pari tempo sociale e religiosa; ella troverà il suo compenso nella prosperità degli stati dei Romani, e nella stima delle nazioni cattoliche. È questa l'unica sua ambizione. »

« La restaurazione dell'autorità temporale del santo padre è l'opera di tutta la Francia. Noi, soldati, non siamo stati se non gli strumenti d'una nobile e santa causa. Al nostro governo si debbe dunque tribuire la lode di questa impresa, tribuire alla protezione della Provvidenza il prospero successo che la coronò. »

Fatevi addietro. Risalite al 17 aprile; trasportatevi col pensiero a quella discussione ardente, nella quale l'onorevole sig. Ledru Rollin interrogando il sig. Odilon Barrot, e spingendolo di conseguenza in conseguenza, gli disse: « Voi andate a ristabilire il Papa! — No! no! » gridava il sig. Odilon Barrot. E quando il signor di Lamoricière diceva: « Andate a fare ciò che fa l'Austria! — Saremmo colpevoli, se lo volessimo » rispondeva il sig. Odilon Barrot.

Ed ecco che il capo della vostra spedizione, quegli che non avete disapprovato, quegli ch'ha il vostro pensiero intimo, sente dopo la vittoria che lo scopo della impresa non fu altro che la ristorazione della autorità temporale del Papa. Cioè a dire che quanto avete detto dalla ringhiera non era se non inganni; che questa pretesa obbedienza a' voti dell'Assemblea nazionale era una indegna commedia rappresentata dinanzi l'Europa; che si nutriva questo pensiero fermo, intimo, che ci si persisteva, ad onta di tutti gli ostacoli, e che si gettò la maschera quando si è riuscito a bene. (*Applausi a sinistra.*)

Non solo ristabilite l'autorità temporale del Papa; ma ecco un ordine del generale Oudinot in virtù del quale la giustizia è ripristinata, secondo le forme antiche; in cui è detto (è il linguaggio del generale francese, il quale s'inginocchia, egli, dinanzi l'autorità temporale del Papa): « A sua Santità sola appartiene di segnare i limiti della giuris-

dizione, e non dovetti proporre se non disposizioni le più temporarie affine di lasciare tutta la libertà all'amministrazione, che il santo Padre non tarderà a istituire.

E il popolo, signori, e quella Roma che voi volevate liberare, e quella grandezza e quella maestà della sovranità nazionale, che ne avete fatto? Le avete cancellate con la vostra spada vittoriosa. Ma io vi rammento, e ve lo rammenterà pure la storia, che dichiaraste che facevate la guerra per liberar Roma e proteggervi il voto delle popolazioni. Non ne avevate il diritto, perchè nessuno vi aveva costituiti giudici di quelle grandi quistioni; non vi apparteneva di far così la polizia a mano armata, spargendo rivi di sangue per non so quali ambizioni, per non so quali interessi, che non erano quelli della Francia.

Qualunque sia la maschera, che si prendea, e il posto che si occupi nel gabinetto, non avevate il diritto di fare nessuna di quelle cose, e le avete fatte: annunziaste che il facevate per proteggere la libertà del popolo romano, e la libertà, dopo averla sgozzata, l'incatenate, e sul suo carcere voi ristabilite l'autorità temporale e assoluta del papa, e il sant'ufficio, e le mani morte. (*Applausi a sinistra.*)

E direte che tali risultamenti possono essere accettevoli, perch'e' son la conseguenza del voto delle popolazioni? Il vedremo or ora.... (*Oh! oh! — Segni numerosi d'impazienza.*)

A sinistra: Parlate! Parlate!

Il sig. *Jules Favre*: Vedrete or ora che ho un mezzo semplicissimo di riconoscerlo; ma per giudicare, signori, la popolarità del governo clericale ristaurato dal generale Oudinot, dopo aver inteso il generale Oudinot, il quale ingenuamente dice: « Qui nessuno vuole il governo de' preti » ascoltate ciò che dice un altro generale, il quale ristabilisce, per parte sua, l'autorità temporale del papa nella provincia che governa.

« Il governo del sovrano pontefice è restituito. Tutte le insegne della repubblica debbono cedere il luogo a quelle del papa Pio IX. Le truppe francesi, che pugnarono per ricondur l'ordine (ch'è quanto dire il dispotismo), e la legalità, (cioè il governo clericale), sapranno far rispettare l'antica bandiera e l'antica coccarda del governo pontificio. Ogni dimostrazione contraria sarà punita col maggior rigore. »

E che? voi siete allo stato d'assedio; siete vincitori, siete armati, siete in mezzo una popolazione unanime, di cui raccogliete i voti, e minacciate di pena capitale coloro che si faranno lecita la menoma dimostrazione contro il proprio voto? Chi crederà tali cose, e non vedrà che avete sempre, in quest'ultimo caso, come ne' precedenti, abusato della forza per violentare il voto della popolazione? (*Approvazione a sinistra.*)

Ecco nulladimeno il risultamento della spedizione romana; ecco la via senza uscita nella quale vi siete gittati; ecco come, d'inganno in inganno, s'adoperò il denaro, il sangue della Francia, il suo onore per ristabilire in Italia un governo giustamente detestato.

Ebbene! giunti a questo punto della discussione, domando ad un'As-

semblea francese, qual partito volete prendere? Non ne ho che due, o abdicare compiutamente, dichiarare che quanto si fece non fu che pura ipocrisia, che si parlò della sovranità nazionale per irriderla, della libertà romana per rinnegarla, della indipendenza italiana per ucciderla, delle istituzioni liberali per disertarle; oppure sarà necessario di dire un giorno al Papa: Siamo nella vostra capitale, vi abbiamo ricondotto l'ordine e la libertà, conviene ora che per parte vostra accettiate le condizioni che vi porgiamo; e se voi non le accettate, poichè vi ha sempre quest'ultimo *casus belli* in tutte le pratiche anche le più pacifiche, v'è chiusa la porta della vostra metropoli.

Ecco, o signori, l'ultima espressione del discorso del sig. ministro degli affari esterni. E quanto a me, dico, che se volete, che la risoluzione del gabinetto francese sia conforme a tutte le sue precedenti, se volete rispetto alla diplomazia dell'Europa, che non abbiam la sembianza di schernire affatto le popolazioni italiane, il nostro onore c'impone di consultare il lor voto. Si ripetè a sazietà, si disse che si voleva adoperare secondo il voto delle popolazioni italiane. Ebbene ha un mezzo semplicissimo di farlo. Non direte che le popolazioni italiane sieno sotto il giogo di venturieri, non direte che soggiacciano all'influenza diversa di quella della Francia.

Ebbene! oggi stesso, sotto la stretta delle baionette francesi, accettiam la sperienza: se siete di buona fede in questo vi giudicherà il paese. Aprite i comizii italiani, consultate le popolazioni. Dicano se vogliono o no il governo clericale, ma sien consultate. Non conosco l'avvenire; ma dichiaro che, qual sia l'esito, mi sottometterò; e benchè tale spedizione sia stata accompagnata da deplorabili errori, e potrei adoperare parole più severe, se il voto generale è consultato, mi ci acconcerò.

Ma se il voto nazionale dichiara che il governo papale compiè la sua giornata; che tutti gli abusi del potere sacerdotale non possono essere restituiti in questa misera Italia, abbiate almeno il coraggio della vostra onestà. Seguite attenti gli esempi della nostra famiglia; ricordatevi, che nel 1809 l'imperator Napoleone, di cui citate qualche volta le azioni, e convien seguirle quand'elle sono gloriose e nazionali . . . .

A sinistra: Benissimo!

Il sig. *Jules Favre*: Ricordatevi che l'imperator Napoleone incontrò pure la resistenza del Papa, e che in un bando ch'ho qui, ei dichiarava che la potenza temporale del Papa era incompatibile con una buona e sana amministrazione, e ch'ella doveva cessare; e alla parola dell'imperatore, qual'altra convien contrapporre? Quella di suo nipote, il presidente attuale della repubblica francese, il quale nel 1831 scriveva a Gregorio XVI, che le popolazioni stanche del giogo clericale volevano diffinitivamente scuoterlo; che la luce della civiltà aveva risplenduto, le tenebre erano dissipate, ed ei supplicava il santo Padre di rinunziare al potere temporale.

E voi, voi siete andati in Italia per raccogliere il voto delle popolazioni romane e probabilmente per rispondervi ed eseguirlo, e se tal voto è qual lo suppongo, non temete nulla, ripeto, nè dall'Austria, ne

da Napoli. Non avete bastanti esempi; che se la Francia assume un'attitudine degna ed altera, ella sarà accolta con unanimi acclamazioni? Venezia non resiste ancora dal fondo delle sue lagune? Gli Ungheresi non tengono in rispetto, non pur l'Austria, ma ancora la Russia? Essi muoiono, non pure per conservare i paterni lor campi, per sottrarsi alla schiavitù, ma ancora per la causa della democrazia, di cui essi sono il vivo e luminoso esercito . . . (*Applausi prolungati a sinistra.*) Ah! ben so, e questo è l'ultimo tratto che ci riserbava il *Moniteur*, ben so che quegli uomini eroici si chiamano insorti!

Insorti! Quelli che combattono pel diritto, per la Costituzione, che l'Austria ha insolentemente lacerato con la sua spada, e che combattono per esser uomini liberi al cospetto del Creatore dell'Europa, quelli voi chiamate insorti? Ah! la protesta ch'esce da questa bigoncia li vendichi di tale insulto, e loro faccia comprendere che ha ancora in Francia migliaia di cuori che battono co' loro. (*Bravo! Applausi a sinistra.*)

Io per me non vi domando d'avere il loro coraggio, non vi domando d'imitar l'eroismo del loro esempio; non vi domando se non una cosa: ricordatevi della parola d'onore, ch'è stata data dalla Francia, quella parola d'onore è ancora sospesa. Abbiate il coraggio d'essere onesti, e non coronate la vostra spedizione con uno spergiuro.

(Questo discorso è seguito da' più ardenti applausi della sinistra.)

Il sig. *di Falloux, ministro dell'istruzione pubblica;* Signori, io comprendo e rispetto l'importanza dell'Assemblea, e nessuno rispetta più di me il pregio del suo tempo; ma l'Assemblea comprenderà pure che, dopo un discorso sì violento, sì personale a tutti i membri del gabinetto, non è permesso lasciar che l'Assemblea si separi ed il paese rimanga attonito sotto l'impressione d'un così fatto discorso, senza ch'altri tenti alcune parole di replica.

Codesto discorso si divide, per me, in tre parti, che tratterò in modo assai diseguale. La prima è quella ch'io chiamerò delle ingiurie... (*Fragorose rimostranze a sinistra; viva approvazione a destra.*)

Una voce a sinistra: Le non sono ingiurie, ma verità spiacevoli.

Il *presidente*: Avete applaudito quanto avete voluto; ora ascoltate.

Un rappresentante a sinistra: Noi non abbiamo applaudito alle ingiurie. (*Sì, sì!*)

Il *presidente*: Si risponde ad un discorso di due ore e tre quarti, ed al primo periodo già interrompete!

Un rappresentante: Ed un'ora e mezzo ieri.

Il sig. *Monet:* Non fu ancor detto tutto!

Il *presidente:* Sedete, signore, e tacete. Non interrompete; non avete facoltà di parlare: dovete stare tranquillo al vostro posto.

Il sig. *di Falloux:* Non credeva che l'impressione del discorso dell'onorevole sig. Jules Favre fosse così presto cessata, fra'suoi amici in ispecie, ch'e' potessero contrastarmi la parola che ho proferita. Chieggo di mantenerla, perchè debbo risponderci.

Divido dunque, e ne ho il diritto, il suo discorso in tre parti: prima, la parte delle ingiurie; in secondo luogo, la parte degli argomenti

assolutamente spettanti al passato, attinti alle discussioni dell'Assemblea costituente; ed infine alcuni argomenti più diretti, derivanti da' fatti ultimi, successi dalla separazione dell'ultima Assemblea fino al giorno presente.

Per le ingiurie, non ho a rispondere se non se una parola.

L'onorevole sig. Favre, che profuse con tanta insistenza i vocaboli affronto, vergogna, umiliazione, disprezzo, mancamento all'onore; l'onorevole sig. Favre, che parve compiacersi tanto di codesti effetti oratorii, dee sapere che l'ingiuria, a fare il colpo ch'altri vuol ch'ella faccia, dee trovare la sua autorità stessa nell'arringo, negli atti, nell'età di colui che la dice. (*Viva approvazione a destra ed al centro.*)

L'ingiuria, l'onorevole sig. Jules Favre lo ignora forse, e siccome ei mostra di pregiar molto tal mezzo di discussione, non gli sarà discaro impararlo; il sig. Jules Favre ignora forse che l'ingiuria sottostà alla legge stessa dei corpi fisici, e non acquista gravità se non in ragione dell'altezza da cui ella cade. (*Lunghi applausi a destra; mormorii a sinistra.*)

Mi permetterete di dirgli, per compiere il mio pensiero su questo particolare, e non me ne occuperò più, ch'egli ha a questa bigoncia stessa, da diciotto mesi, cangiato troppo spesso di scartabello, perchè certi rimproveri . . . (*Nuovi applausi e risa prolungate al centro.*)

Il sig. *Jules Favre:* Chieggo di parlare.

Un rappresentante a sinistra: E l'articolo del Regolamento, il quale proibisce di dire ingiurie?

Il *presidente*: Qui non c'è ingiuria, c'è solo difesa legittima.

Il sig. *di Falloux:* Non cerco di ripetere la frase, chieggo solo di terminarla . . . perchè certi rimproveri possano ottenere in bocca sua tutto il peso, ch' egli assegna loro.

Quanto alla passione degli argomenti tolti all'Assemblea costituente, le rimembranze di quell'Assemblea stessa son troppo recenti, perchè mi occorra ridestarle. (*Bisbigli a sinistra.*) Avrei, d'altra parte, una risposta, che potrebbe dispensarmi da tutte le altre; ciò è che la politica dell'Assemblea costituente non obbliga in nessun modo la politica di questa.

Il sig. *Charras:* La parola d'onore d'un ministro obbliga!

Un rappresentante a destra: Ella non ha obbligato il paese.

Il sig. *di Falloux*: Sarebbe oltremodo deplorabile, in molte occasioni, che sorgesse conflitto fra codeste due Assemblee, e questo pericolo non è a temersi; ma non c'è solidarietà assoluta. E quando il paese medesimo ha pronunziato nelle ultime elezioni, egli ha pronunziato sulle questioni interiori; ha pronunziato sugli uomini esclusi, come sugli uomini rimandati qui; ha pronunziato sulla politica cui intendeva attenersi, e su quella che intendeva proibire.

Tutti i vostri rimproveri circa quelli che dite mancamenti di parola, ci furono indirizzati e prima delle elezioni e poi; giacchè, come l'onorevole presidente del Consiglio disse ieri all'onorevole sig. Jules Favre, codesti rimproveri furono qui recati per la quarta, per la quinta volta, e furono confutati. (*Benissimo! benissimo!*)

Or bene! noi fummo giudicati in piena cognizione di causa, a petto

di codeste medesime imputazioni di mancamento alla parola e di mancamento all'onore; la causa fu agitata in contraddittorio, ella fu udita da una parte e dall'altra; può piacere a voi di ricominciarla del continuo; avete il diritto di maledire i vostri giudici, perchè foste condannati: ma, dal canto nostro, noi teniamo il giudizio per buono e per decisivo. (*Benissimo! benissimo!*)

Or giungo (e ben vedete che due parti dell'argomento non occuparono a lungo l'attenzione dell'Assemblea) or giungo alla terza parte, e gli argomenti . . . (*Violenta interruzionne a sinistra.*)

Signori, non ho altro mezzo di ripugnare al tumulto, che tacere e aspettare . . .

Il sig. *Testelin*: Noi stiamo in silenzio.

Il *presidente*: Sig. Testelin, voi non avete cessato mai d'interrompere, poichè vi sto osservando da molto tempo.

Il sig. *di Falloux:* Sotto la forma più precisa, sotto la forma più incalzante, sotto la forma del dilemma, l'onorevole sig. Jules Favre ci diceva: Arresto qui il ministero, e gl'intimo di risponderci:

O il generale Oudinot ha oltrepassato le sue istruzioni, od egli aveva istruzioni secrete; codeste istruzioni derivavano da quell'influsso, al quale egli ha sì spesso fatto allusione, ma che, a malgrado di tali allusioni sì numerose, io non ho riconosciuto; influsso secreto, occulto, che fu tanto perseverante, tanto ostinato in un disegno, di cui e' non ci ha ancora svelata tutta la trama.

Ripiglio il dilemma: « O il generale Oudinot oltrepassò le sue istruzioni, od egli aveva istruzioni secrete. » Io porrò alla mia volta un dilemma all'onorevole sig. Jules Favre, e gli dirò:

Od il generale Oudinot si credeva chiamato a Roma il 30 aprile, o si credeva rispinto; se si credeva chiamato, egli operò giusta le nostre dichiarazioni, giusta i nostri discorsi, giusta i nostri impegni e giusta le nostre informazioni; s'ei si credeva rispinto, e dato ch'abbia obbedito alle sue istruzioni secrete, codeste istruzioni potevano esse ordinargli d'andare all'assalto d'una città fortificata con 3,500 uomini, e di lasciare a sè dietro il suo parco d'artiglieria ed il resto della spedizione, che doveva seguirlo ventiquattr'ore dopo?

Ecco il dilemma ch'io pongo all'onorevole sig. Jules Favre. (*Si ride.*) O il generale Oudinot non aveva istruzioni secrete, ed allora operò sulla fede delle informazioni, ch'egli aveva motivo di credere certe, e che tali erano in fatti, poichè la cosa dipendette da ventiquattr'ore, dall'entrata di Garibaldi; senza l'arrivo del Garibaldi, le previsioni del generale si sarebbero verificate: l'effusione del sangue, che non fu per buona ventura tanto grande quanto si disse, sarebbesi risparmiata.

Lo ripeto, il generale Oudinot fu ingannato, ed egli non aveva istruzioni secrete, o le istruzioni secrete importavano ch'ei rimanesse a Civitavecchia, vi concentrasse le sue forze, e non movesse sopra Roma se non coi mezzi di far trionfare una volontà, quand'ella imporre si vuole con le armi.

Il sig. Jules Favre si fece forte altresì dei dispacci del sig. di Les-

seps; e, siccome mi parve osservare che gli piaceva la forma del dilemma, gli chieggo la permissione di farne uso di nuovo con lui.

Qual è il sig. di Lesseps, al quale il sig. Jules Favre si compiace d'attribuire una sì grande autorità in questa discussione? Il sig. di Lesseps, che il *National* pubblicamente accusò di mentecattaggine, o quello di cui e' fece otto giorni dopo un de' più grandi uomini dell'età nostra? (*Si ride.*) Il sig. di Lesseps, il qual diceva che il sig. Mazzini era la schiuma del socialismo e delle società secrete, o pure il sig. di Lesseps, il quale chiamava Mazzini uno degli eroi del tempo moderno? (*Nuove risa.*) Prima di recare simili autorità alla bigoncia e di tentar di fulminarne i suoi avversarii, converrebbe che l'onorevole sig. Jules Favre si fosse posto d'accordo con uno di que' due signori di Lesseps, o gli avesse posti d'accordo fra essi. (*Risa prolungate.*)

Voci a sinistra: Questa è contumelia, non discussione.

Una voce a destra: La retorica lo permette; egli è quello che si chiama argomento *ad hominem*.

Il sig. *di Falloux*: La non è contumelia; è, da parte mia, tentativo di tener dietro alla discussione, nel campo in cui il mio avversario l'ha posta.

Si tentò di farci un rimprovero in nome di ciò che più alto vibra nel sentimento nazionale, in nome del sentimento militare. Si disse che avevamo fatto passare la spada della Francia nelle mani dell'Austria. No; ma abbiamo negata la spada della Francia a Mazzini. Non abbiamo voluto che la spada della Francia fosse tenuta dalle stesse mani che avevan tenuto o sanzionato il pugnale. (*Violenti mormorii a sinistra.*)

Parecchie voci: Questa è una infame accusa!

Altre voci: La è una calunnia gesuitica!

Il sig. *Pasquale Duprat*: Si sgozza la libertà romana con la spada della Francia.

Il *presidente*: Il ministro difende la Francia e l'esercito, e voi difendete i loro avversarii. (*Viva approvazione a destra*; *mormorii a sinistra.*)

Un rappresentante a sinistra (*in mezzo allo strepito*): Voi avete posto la spada della Francia in mani inette.

Il sig. *di Falloux*: No, la spada della Francia (rispondo a queste parole, non per quest'Assemblea, ma per l'impressione ch'elleno possono produrre di fuori); no, la spada della Francia è rimasta nelle mani francesi più valorose e più degne, e tutta l'Europa ben le ha riconosciute e salutate come tali; tutta l'Europa riconobbe in esse quelle qualità cavalleresche e generose, che si chiamano anzi tutto e sopra tutto le qualità francesi. Nessuno prese abbaglio, eccetto l'oratore, cui succedo in bigoncia. (*Approvazione a destra.*)

Non crediate, del resto, che se confuto brevemente alcune fra le espressioni, che più mi ferivano nel discorso al quale rispondo, e che, così credo, feriscono più la coscienza pubblica, io voglia cansare la sostanza della discussione; no, c'entro subito, e spero toccarne il fondo.

Noi siamo andati a Roma, credendo d'andarci a portar la liberazio-

ne; siamo andati a Roma perchè abbiamo creduto che la sua liberazione fosse aspettata da noi, e da noi dovesse venire.

Or bene! non ci siamo ingannati. (*Risa ironiche a sinistra.*) L'onorevole ministro degli affari esteri vel provò ieri; egli ha voluto pormi in grado di provarvelo sovrabbondantemente oggi. E poichè quest'è ancora il forte dell'argomentazione del sig. Jules Favre, poichè si dice sempre che siamo andati a sgozzare (non si fa uso di più moderata parola che questa) a sgozzare la libertà, a calpestare i sentimenti ed i voti d'una popolazione, mi permetterete di citare, in seguito al dispaccio che il sig. di Tocqueville vi lesse ieri, alcuni estratti dei dispacci d'un nostro collega, la cui lealtà, la parola e la scrupolosa esattezza essere non possono certamente rivocate in dubbio, credo, da nessuno in questo ricinto: l'onorevole sig. di Corcelles. (*Rumori a sinistra.*)

Voci a sinistra: E il sig. di Lesseps!

Il sig. *di Falloux*: Lo lascierò parlare senza commenti. Se io facessi le asserzioni, che or ora udrete, l'onorevole sig. Jules Favre non m'aggiusterebbe fede senza dubbio. Per tutte queste ragioni dunque, il sig. di Corcelles dee aver qui la parola, ed io gliela cedo in tutto . . .

Qui il ministro legge gli estratti di parecchi dispacci del sig. di Corcelles, il quale afferma che la resistenza degli assediati fu fomentata dal gran numero di profughi ch'erano convenuti a Roma, da essi riguardata come l'ultima loro fortezza; e che i Francesi furono accolti con gran gioia dalla popolazione romana.

Il sig. *di Falloux*, *ministro dell'istruzione pubblica*, dopo aver terminata la lettura dei dispacci del sig. di Corcelles, che ieri accennammo, così ripiglia il discorso:

.... Ecco la risposta all'onorevole sig. Favre per le sue domande circa il difetto di manifestazione de'sentimenti e delle simpatie popolari di Roma, circa i provvedimenti vigorosi, che il generale Oudinot fu obbligato di prendere. Il sig. Favre può sapere che lo stato d'assedio può essere messo in vigore in una capitale per reprimere atti audaci, atti rei, senza che per ciò il paese sia costituito in istato selvaggio, sottoposto ad una compressione assoluta; gli atti e gli editti, voi li vedete.

Lo stato d'assedio, mi duole il dirlo, è a voi noto, sapete le origini ch'egli ha: e' non è più vigoroso e significativo contro la libertà a Roma, che a Parigi. (*Approvazione a destra.*)

È dunque appieno provato, provato da testimonianze irrepugnabili, da fatti incontrastati, che Roma fu liberata da noi, e che Roma benedisse alla sua liberazione. (*Risa ironiche a sinistra.*)

Molte voci a destra: Sì, sì!

Il sig. *di Falloux*: Ora, signori, vi ferirò molto più addentro, e ve ne chieggo scusa (*no, no!*), benchè non ne abbia altrimenti l'intenzione.

Il sig. *Paschal*: Non ci ferite punto.

Il sig. *di Falloux*: Dico che Roma benedisse alla sua liberazione, e mi sarei soprammodo stupito che la cosa fosse ita diversamente appo i Romani. Imperciocchè, volete voi permettermi di dirvi la differenza che

corre fra la condizione in cui volevate porli voi, e quella in cui noi li poniamo?

Voi volevate costituire la repubblica romana, isolata in mezzo alle popolazioni, che o non l'accettano, o la ributtano; volevate porre quella repubblica fra tutte le pressure italiane, fra la Toscana, il Piemonte e Napoli; volevate lasciare nel suo isolamento una repubblica, minacciata da tutte le parti, una repubblica appena comparabile a' più volgari Stati, che si possano enumerare in Europa. Ecco la gran parte che assegnavate a' Romani!

E qual è la parte che noi diamo loro, e ch' e' vollero in ogni tempo? Non già quella di repubblica romana, di cui e' ben conoscono il pericolo, l'inanità (*rumori a sinistra*); ma la parte che Roma sostiene nel mondo da diciotto secoli e che vogliamo restituirle: quella di capitale della repubblica universale cristiana. (*Esclamazioni a sinistra; a destra: benissimo! benissimo!*) Quella d'essere la prima città del mondo.

Il sig. *Frichon*: Dite la capitale de' Gesuiti. (*Violenti mormorii.*)

Il sig. *di Montalembert*: Ci siamo! In buon'ora; eravate in ritardo. (*Si ride.*)

Il *presidente*: Invito il sig. Frichon a non proferire parole ingiuriose.

Un rappresentante a sinistra: Voi dunque riguardate l'epiteto di gesuita come un'ingiuria?

Il sig. *di Kerdrel*: Quest'è l'opinione del presidente.

Alcune voci a destra: La non è un'ingiuria.

Il *presidente*: Perchè la parola suscitò ella le vostre rimostranze, se non era disdicevole?

Le stesse voci: Ella non era punto ingiuriosa.

Il *presidente*: Ad ogni modo, non bisognava interrompere ..... Io biasimo ad un tempo l'intenzione, il fatto e l'interruzione. (*Benissimo!*)

Il sig. *di Falloux*: Mi dichiaro incompetente nella discussione, perchè non ho udito nulla.

Noi vogliamo, diceva, restituire a Roma la parte ch'ella aveva da tanti secoli, il nome ch'ella porta con tanta gloria ed alterezza, il nome di città eterna; nome che voi le date ancora per distrazione, mentre le togliete tutte le condizioni che tale la fanno.

Parigi è la capitale dell'intelligenza e delle arti, noi il diciamo ogni dì: chi ha pensato mai a chiamar Parigi la città eterna?

Londra è la capitale del più gran movimento marittimo e mercantile del mondo: chi ha mai pensato a chiamar Londra la città eterna?

Perchè Roma continua ella a portare codesto nome che voi le date, pur mentre gliene contrastate le condizioni? Ella porta tal nome magnifico, che nessuno le contende, per cagione di quel titolo stesso ch' io le dava in mezzo a' vostri mormorii; perch'ella è in effetto, se non da diciotto secoli, almeno da molti secoli, la capitale, l'antica capitale della repubblica cristiana; perch'è la seconda patria di tutto il mondo. (*Applausi iterati a destra.*)

Voi volete fare della repubblica romana la repubblica d'alcune migliaia di repubblicani chimerici, noi vogliamo farne la seconda patria

di tutto il mondo (*benissimo! benissimo!*); vogliamo farne il paese nel quale, dopo il proprio, ciascuno vive per l'intelligenza, pel cuore, per le simpatie; ove, da diciotto secoli, ciascuno andò a portare la sua pietra, il suo rispetto; ove la polvere stessa è impregnata di venerazione, del sangue dei santi, degli eroi, de' martiri. Ecco ciò che rende Roma la città eterna; ecco ciò ch'è Roma, ciò che vuol essere, ciò che continuerà ad essere. (*Interruzione e rumore a sinistra.*)

Il *presidente:* Sappiate rispettare almeno l'ingegno dell'oratore! Ascoltate, in un'Assemblea deliberativa, tutto ciò che può farvi onore!

A destra: Benissimo! Bravo! bravo!

Il sig. *di Falloux:* Fui molto sorpreso d'udire ieri l'onorevole signor Arnaud proferire la parola servitù parlando della spedizione di Roma e del governo, che stavamo per introdurre colà; fui sorpreso d'udire chiedere all'onorevole signor di Montalembert s'ei cancellava dalla sua bandiera le parole di sovranità del popolo.

Rappresentanti della sinistra, ridendo: Ah! ah!

A destra: Queste risa sono intollerabili.

Il *presidente:* Non si può proferire un nome onorevole, senza che sorgano mormorii, nè un nome di fazioso senza che gli si facciano acclamazioni. (*Rimostranze a sinistra.*) Io non addito nessuno, ma noterò il carattere delle interruzioni e di coloro che vi partecipano. Il paese, al quale v'appellate sì spesso, giudicherà.

A sinistra: Sì, sì!

Parecchie voci a destra: Egli ha già giudicato. La cosa è fatta.

Il *presidente:* Questa è violenza pretta e genuina. (*Lunga agitazione.*)

Il sig. *di Falloux:* Fui, non dirò sorpreso (quando parlo ad un uomo come l'onorevole sig. Arnaud, debbo valermi d'un altro vocabolo, d'un vocabolo più amico e fraterno) fui molto profondamente afflitto, allorchè l'udii valersi della parola *servitù* per parlare della ristorazione dell'autorità temporale del Papa a Roma, e dire che gli uomini, i quali avevano potuto applaudire alla spedizione, avevano cancellato dalla loro bandiera la parola *libertà*.

Ma l'onorevole sig. Arnaud, il quale sì ben possiede il linguaggio del cattolicismo in alcune occasioni, non sa egli forse che a Roma, quella che i Romani nel loro linguaggio sempre eloquente e religioso, chiamano eglino stessi la servitù, la *cattività di Babilonia*, è il tempo in cui Roma fu privata de' suoi Papi?

Il sig. *di Montalembert:* Benissimo! (*Rumori a sinistra.*)

Il sig. *di Sèze:* E' non lasciano parlare nessuno della destra.

Un rappresentante alla destra: E' non comprendono niente, non sanno niente.

Il sig. *Baune:* Sappiamo dove volete condurci.

Molte voci a destra: All'ordine! all'ordine!

Il sig. *di Falloux:* Quando il viaggiatore passeggia a Roma in mezzo ai monumenti di tutte le età (ed è pur mestieri che mi permettiate di introdurre nella lingua parlamentaria, forse per la prima volta, questa parola *monumenti:* ma a Roma i monumenti son levati a grado di per-

sonaggi storici, di personaggi vivi, e l'onorevole sig. di Tocqueville ben vi diceva, non ha guari, sino a qual punto il nostro esercito si fosse associato a tal sentimento di rispetto) quando il viaggiatore passeggia in mezzo a que' grandi personaggi storici, che si chiamano i monumenti di Roma, egli chiede assai spesso: « Come avviene che non troviamo monumenti del medio evo fra questi magnifici capolavori del paganesimo e questi stupendi capolavori del risorgimento? « Ed il romano, il vero romano risponde con tristezza: « Ah! perchè quello era il tempo della nostra cattività; perchè allora il Papa era ad Avignone; perchè nulla vi fu edificato: non troverete una pagina di legge, non troverete una traccia de' nostri annali mentre i Papi erano assenti; solo ci troverete la traccia della ruina e dell'assenza. » (*Vivi applausi a destra.*)

E non solamente è questo il linguaggio de' tempi antichi, de' tempi a' quali voi credete forse che siamo obbligati d'aver ricorso per trovar la fede e l'amore del papato; egli è altresì il linguaggio dei tempi e dei fatti moderni. Un Papa fu tolto da Roma poco tempo fa (la non è la prima volta che la repubblica francese si trovò alle prese con tale questione); or bene, furono fatti calcoli, e' sono qui; non parla la fede, parla la statistica: quando il papa Pio VII rientrò a Roma, ei trovò la popolazione ridotta a 77,000 anime, e nel 1850, dopo quindici anni di pontificato, la popolazione era risalita a 170,000. Ecco ciò che Roma comprende; ecco il linguaggio, che parlano a un tempo e la religione e l'utile e la politica; ecco ciò che non le farete obbliare con declamazioni e con pruove come quelle per cui l'avete fatta passare.

Un altro rimprovero ci fu indirizzato, non dal sig. Arnaud, ma dal sig. Favre: ciò è che, in virtù del governo, che noi cerchiamo di ristabilire a Roma, quel paese fu condannato a vivere nell'ignoranza e nell'abbrutimento. Qui però il sig. Favre s'è arrestato. Per consueto, quand'altri si vale di tal argomento, che non è nuovo, vi si aggiugne la Spagna, e si fa una pittura di tutte le popolazioni particolarmente cattoliche. Or bene! io riprendo il vostro argomento tutto intero, qual l'avete introdotto qui.

Come! il cattolicismo ha abbrutito le popolazioni italiane, o qual altra avete designata?

A sinistra: Ei non ha detto questo. (*Sì, sì!*)

Un rappresentante: Non il cattolicismo, ma il poter temporale.

Il sig. *di Falloux*: Odo una rettificazione, alla quale mi affretto di far onore. Non dunque il cattolicismo, si il poter temporale: ma, fino ad ora, sebben distinti, e' furono spesso confusi; per conseguenza, il rimprovero che all'uno si fa, è difficile che non si faccia all'altro. Non entrerò in una discussione particolareggiata, bench'ella sia degna dell'Assemblea; ne avremo occasione in progresso.

Piacciavi riferirvi all'origine del cattolicismo. Vedete il suo trono spartirsi in due: da una parte, Costantinopoli e Mosca; da un'altra, l'impero di Carlomagno. Vedete da qual lato è la servitù, da qual lato è la libertà! (*Benissimo! benissimo!*)

Dite da qual lato è l'abbrutimento, da qual lato è la servitù. Que-

ste due grandi linee parallele, è facile seguirle; elle sono eloquenti e fulminanti come l'immensità.

E, quanto alla popolazione italiana, credete voi che le farete illusione circa il proprio suo stato, che le farete credere d'essere una popolazione degradata, ella, la madre di tutte le scienze, di tutte le arti? Non era ella forse più splendida nel tempo in cui era più cattolica? Il cattolicismo, il poter temporale, abbrutirono forse Dante ed il Tasso? (*Esclamazioni a sinistra, a destra: All'ordine! all'ordine!*)

Tutti i più grandi ingegni di quel paese non fiorirono forse in pari tempo che il poter temporale dei Papi? Non v'armate dunque d'alcune particolarità transitorie e molto contendibili, per recar qui argomenti, i quali non hanno nè valore reale, nè valore storico ....

Il sig. *Pasquale Duprat*: Chieggo di parlare.

Il *presidente*: Parlerete. Questo è meglio che interrompere. (*Risa d'approvazione a destra.*)

Il sig. *di Falloux*: Or mi affretto di lasciar questo campo, nel quale ebbi forse il torto di lasciarmi trarre e di lasciar parlare il mio sentimento intimo, invece di parlare il linguaggio politico, che siete in diritto d'esigere unicamente da me; ma mi rifò alla questione.

Noi abbiamo dunque operato in modo consentaneo all'utile, alla grandezza della vera repubblica romana. Oltre a ciò, avevamo un grande scopo e l'abbiamo raggiunto; avevamo uno scopo cattolico, quello di rendere alla santa Sede l'indipendenza, di cui tutti i cattolici hanno bisogno, e di far apparire in questa grand'opera, in quest'opera europea, di far apparire, dico, in modo più generoso ed efficace ancora la mano della Francia.

Questo scopo fu da noi raggiunto. Ne avevamo un altro ancora, quello di porgere alle popolazioni romane il sostegno della Francia, non già sicuramente contro il suo venerabil padre, contro Pio IX, l'autore, il promotore di tutto il movimento liberale in Italia da due anni; lui che avete salutato con tante acclamazioni, contro cui sembrava che aveste inventata la cospirazion delle ovazioni, poichè condotto l'avete di trionfo in trionfo, sino al dì in cui l'avete precipitato ... (*viva approvazione a destra*); lui che non aveva per difendersi altro che la maestà della sua missione, altro che lo schermo, sempre per mala sorte troppo fragile, de'suoi benefizii, fu da voi condotto così d'acclamazione in acclamazione, di riconoscenza in riconoscenza, sino al giorno in cui fatto avete splendere sulla soglia del suo palazzo il pugnale e la torcia.

E qui torno sul delitto, che serve d'origine a quella sedicente repubblica romana ... (*A sinistra: Eh! via; a destra: Sì, sì!*) ... su quel delitto, che v'interdice per sempre d'istituire nessun'analogia, nessuna solidarietà fra quella repubblica e la nostra. Se insisto su questo fatto, non insisto soltanto per disdir tale analogia, che già disdetta fu più ch'una volta in quest'Assemblea e nell'Assemblea costituente, ed in termini più eloquenti che non potessi fare; ma perchè ci trovo un carattere profondamente politico. Un delitto in parole, è la violazion della legge, ma, in politica, è la confessione dell'impotenza, la confessione dell'impopolarità, la confessione della minoranza.

Sì, se si avesse sentito, non dico voi, ma se gli uomini che diressero il colpo, avessero sentito dietro a sè una popolazione intera, fremente, matura per le istituzioni che si voleva darle, desiderosa d'entrare in quell'arringo risicoso, ch'erale aperto dinanzi, e'non avrebbero contaminata la loro storia, le loro istituzioni, con un abbominando delitto; non avrebbero avvelenato alla sua fonte stessa il bene che avrebber potuto conquistare in maniera gloriosa, con l'assenso delle popolazioni, con l'assenso e la sanzione della maggioranza.

Il ripeto, il delitto è, in politica, la confessione della impotenza, l'espediente della minoranza. Quando pur non avessimo avuto se non questo segnale del vero spirito delle popolazioni, io affermo ch'eravamo autorizzati a dire che il Papa stato era l'oggetto dell'estrema ingratitudine e della più ignominiosa trama, e che nulla c'era di comune fra cotesto e la storia del papato, la ristorazione del governo temporale del Papa, i voti sinceri e legittimi delle popolazioni. (*Benissimo! benissimo!*)

Non però di meno, il sig. Favre insistette molto su questo punto; gli piacque rappresentarci come facienti violenza a quello spirito sì liberale e sì paterno di Pio IX; ci disse che saremmo in breve obbligati, o di lasciare vergognosamente il campo che abbiamo conquistato, o di andar volgere le nostre armi contro il santo Padre medesimo.

Or bene, me ne rincresce per l'onorevole sig. Favre, ne godo pel mio paese, ne godo per l'umanità, e' si è ingannato a partito, e ringrazio il mio collega degli affari esterni d'aver voluto autorizzarmi, in suo nome, a leggere un solo frammento d'un dispaccio, ch'e' non aveva creduto di dover portare ieri alla bigoncia, non pensando ch'altri si valesse con tanta insistenza di tale argomento.

Il sig. di Corcelles al ministro degli affari esterni.

« *Roma* 20 *luglio.*

« Com'ebbi l'onore d'annunziarvi, sono partito da Roma per Gaeta nella notte del 15 al 16 luglio, dopo aver veduto tutte le manifestazioni della città per la ristorazione dell'autorità del Papa.

« Era evidente che un vero assenso nazionale, protetto, ma non comandato dalla nostra forza militare, erasi dichiarato.

« Io aveva premura di giugnere il primo a Gaeta, a fine di presentarci la mia missione sotto l'impero d'una sì buona nuova. Ho dovuto in fatti raccontare al Papa ei primo tutti i casi varii della giornata del 15. »

Poscia, entrando nelle particolarità delle conversazioni politiche, il dispaccio continua:

« Come volete, mi disse il santo Padre, ch'io dimentichi la natura puramente morale del mio dovere a tal segno, da impegnarmi in modo decisivo, quando null'ho ancora deciso terminativamente riguardo alle questioni accessorie, e massime quando sono chiamato a parlare rimpetto ad un esercito di 30,000 uomini e d'una potenza di primo ordine, le cui insistenze non sono un mistero per chi che sia? Debbo io con-

dannarmi a mostrar di soggiacere all'impression della forza? Se fo qualcosa di buono, non convien egli che i miei atti siano spontanei ed abbiano l'apparenza d'essere tali? Non conoscete forse le mie intenzioni? Non sono elleno rassicuranti? Non ho io preso l'inizio delle riforme di cui mi parlate? »

Indi, siccome l'inviato gli chiedeva se non potesse, in attesa che le pratiche fosser compiute, ottenere dal santo Padre una manifestazione pubblica, il santo Padre rispose: « Qual più gran pruova volete, oltre le numerose dichiarazioni che vi ho fatte? Sapete quali sono le mie intenzioni. Il governo francese è in piena facoltà di fare delle dichiarazioni mie l'uso che gli parrà più conveniente; non mi oppongo punto a ciò ch'egli parli apertamente. Il ministero francese faccia uso di quel che sa; non sarà egli questo il medesimo che una manifestazione pubblica da me fatta? » (*Rumori a sinistra.*)

Spero dunque che ormai e la parte della Francia ed il carattere del sommo Pontefice non siano più rivocati in dubbio, e che le inquietudini esagerate dell'onorevole sig. Jules Favre non avranno più occasione di prodursi fino a nuov'ordine. (*Interruzioni a sinistra.*)

Ma l'onorevole signor Favre ha voluto sconfiggerci con un ultimo raffronto. Chieggo perdono all'Assemblea se prolungo ancora la mia risposta; ma quel raffronto mi parve una tale imprudenza per parte del mio avversario, che non resisto alla tentazione d'approfittarne. Egli citò l'imperator Napoleone; volle porre il nipote di lui, il presidente della repubblica, e noi, a petto di una tal rimembranza e sconfiggerci.

L'onorevole signor Jules Favre dimentica sola una cosa. Come io diceva poc'anzi, la non è questa la prima volta che la repubblica ebbe a fare col governo pontificio: Napoleone trattò con esso il dì seguente alla battaglia di Marengo. Trattò ei forse per iscacciare Pio VII, ch'era rientrato a Roma in mezzo ad alcuni Spagnuoli? No; il primo console, dopo la vittoria di Marengo, che, il confesso per parte mia, noi non abbiamo ancor guadagnato; il primo console si pose in relazione col Papa, non mica per contrastare alla sua potenza, non mica per ispogliarlo della sua sovranità temporale, ma per trattare con lui, per fare con lui quella legge, sotto la quale ancora viviamo: il Concordato.

Ben so che più tardi, Napoleone, divenuto imperatore, non si attenne a tal norma di contegno; ben so che quella potenza, ch'egli era sì lontano dall'avere in non cale, l'assediava a tal segno nelle sue preoccupazioni, ch'ei trascorreva contr'essa sino alla persecuzione. Ma voi pure sapete ch'elle non sono codeste le più utili e gloriose pagine della sua storia, e se volete avere un'opinione intima e diretta sulla questione che ci occupa, io riconosco dall'allusione del sig. Jules Favre l'occasione di dirvela qui tutta intera, qual la trovo nella storia:

« L'istituzione che mantiene l'unità della fede, vale a dire il Papa, custode dell'unità cattolica, è un'istituzione ammirabile, diceva il primo console. Si rimprovera a quel capo d'essere un sovrano straniero. Sì, certo, quel capo è straniero, e bisogna renderne grazie al cielo.

« Come! si può egli immaginare nello stesso paese un'autorità si-

mile, a lato del governo dello stato? Congiunta al governo, tale autorità diverrebbe il dispotismo de' sultani; separata, ostile forse, ella produrrebbe una rivalità orrenda, intollerabile.

« Il Papa è fuor di Parigi, e va bene; ei non è nè a Madrid, nè a Vienna, e perciò appunto noi sopportiamo la sua autorità spirituale. A Vienna, a Madrid, hanno cagione di dire altrettanto.

» Credesi forse che, s' ei fosse a Parigi, i Viennesi, gli Spagnuoli, consentirebbero a ricevere le sue decisioni? È dunque una grande fortuna ch' ei risieda fuor di casa nostra, e che, risiedendo fuori della nostra casa, non risieda in casa di rivali, ch' egli abiti in quella città, Roma, lontan dalla mano degl'imperatori di Germania, lontan da quella dei re di Francia, o dei re di Spagna, tenendo la bilancia fra' sovrani cattolici.

» I secoli hanno fatto questo, ed hanno ben fatto. Pel governo delle anime, ell' è la migliore, la più benefica istituzione che si possa immaginare.

» Nè sostengo queste cose, aggiugneva il primo console, per ostinazion di bacchettoneria, ma per ragione. »

Or bene! noi abbiamo detto come l' imperatore, ne chieggo perdono alla sua memoria, abbiamo ripetuto quel ch' egli disse: i secoli hanno fatto questo, ed hanno ben fatto. Abbiamo detto come l'imperatore. Questa istituzione per le anime, pel governo delle anime, è la più bella istituzione che possa esser mai. E finchè il sig. Arnaud abbia trovato per quest'ammirabile istituzione delle anime un altro posto, un' altra sede, un trono meglio guardato da ogni suggestione straniera, da ogni inconveniente, da ogni pericolo; finch' egli l'abbia trovato, finchè abbia dimostrato che, così dicendo, l' imperatore aveva disertata la causa della rivoluzione e dello spirito del XVIII secolo, io ripeterò come lui: Ell' è la più bella istituzione pel governo delle anime. (*Benissimo! benissimo!*)

(Qui il ministro passò a confutare nel seguente modo l' idea de' suoi avversarii, di riuscire alla pace universale, all'unità fra' popoli:)

L'unità, esclama il sig. *di Falloux*, l'unità fu ella mai un pegno di pace? L'Europa non fu già ella unitaria? L'Europa non fu ella per più secoli tutta quanta feudale? E quando abbiam noi veduto versarsi tanto sangue, quanto in quel tempo? *(Rumore.)*

L'Europa, sotto Luigi XIV, non fu ella interamente monarchica? L'unità monarchica non regnò forse più secoli in Europa? Or que' secoli furono forse esenti da battaglie e da effusione di sangue? No, quella pace universale non fu, non sarà mai; poichè sarebbe necessario per ciò distruggere le leggi primitive della specie umana. Ecco lo scoglio, a cui urta sempre la vostra politica; ne avrete fra non molto la pruova nella discussione della legge sull' assistenza pubblica; voi non volete migliorare la condizione del povero, senza distruggere la condizione del ricco; volete fare, contro la legge di Dio, che non ci siano più ricchi nè poveri . . . . *(Rumore a sinistra: Alla questione!)*

Or bene, riguardo agli affari esterni, voi correte dietro alle stesse chimere, alle stesse impossibilità; e, mentre accarezzate tali impossibilità, lasciate cadere il vostro paese in abissi . . . *(Viva approvazione a destra ed al centro.)*

A sinistra: Questo fate voi!

A destra: No, voi!

Il sig. *di Falloux*: E per ciò mi permetto d'avvertirvi.

Vel ripeto, voi non assalite il tale o tale sistema politico, non assalite la monarchia o la repubblica; assalite, e per ciò vanamente il farete, e non farete sì gran danno, quand'anche voleste farlo, al vostro paese; assalite le leggi primordiali della specie umana e del cuore umano. *(Rumori a sinistra: segni d'approvazione a destra.)*

Il sig. *Foret*: Voi avete la maggioranza, fate qualche cosa.

Il sig. *Prudhomme*: Aspettiamo i suggerimenti del sig. Foret. *(Rumore.)*

Il sig. *di Falloux*: Sì, poichè mi obbligate ad insistere sopra un argomento, che credeva tanto semplice ed esatto, poichè mi contrastate; sì, finchè non avrete distrutto gl'interessi mercantili, gl'interessi internazionali; finchè non avrete cangiato il corso delle nazioni e de' fiumi; finchè non avrete impedito alle onde della Schelda di correre pel loro verso cogl'interessi che portano; finchè non avrete impedito alle onde del Danubio di correre pel verso loro cogl'interessi che portano seco . . . . *(interruzione a sinistra)*; finchè non avrete impedito che le montagne siano qui ostacoli, ed i fiumi siano altrove facilità, inegualmente distribuite fra' popoli, che se le contendono come vantaggi *(esclamazioni a sinistra)*; finchè non avrete impedito al sole d'imprimere un carattere più o meno virile a' popoli . . . *(Agitazione fragorosa a sinistra.)*

In fondo alla sala: Non c'è presidente!

Il sig. *Molé*: Signor presidente, piacciavi far fare silenzio.

Il *presidente* agita il campanello; ritorna la quiete.

Il sig. *di Falloux*: Sì; finchè non avrete cangiata la configurazione del globo; finchè non avrete distrutti gl'interessi opposti dei popoli ed i vantaggi che le nazioni si contendono; finchè non avrete cangiata la legge de' climi e delle razze, non riuscirete a far nulla col vostro sistema d'unità. *(A destra ed al centro: Benissimo!)*

E in questa via appunto noi non ci vogliam mettere. Sì: noi vogliamo migliorare quel che è; vogliamo trarre dalle nostre alleanze all'esterno, dalle nostre tradizioni all'interno, tutto quanto se ne può far uscir di bene, d'intelligenza, di libertà, di progresso; ma codesta lotta sovrumana contro le tradizioni ed il carattere dei paesi che ne circondano, contro i costumi e le tradizioni che vivono nel nostro paese, noi non l'abbiamo intrapresa, non l'intraprenderemo . . . *(numerose approvazioni; benissimo! benissimo!)*; non l'intraprenderemo perch'essa è la rovina di tutti coloro che la bramano e che l'intraprendono. *(Lungo scoppio d'applausi.)*

Il rimanente della sessione non ebbe importanza. Quanto all'esito della discussione, null'altro possiamo dire se non che l'Assemblea passò all'ordine del giorno puro e semplice.

Fine dell'ottavo ed ultimo Tomo.

INDICE

INDICE

DELLE MATERIE CONTENUTE NEL VOLUME OTTAVO ED ULTIMO.

A

Abitanti di Venezia, *la Commissione sanitaria centrale dà loro suggerimenti e consigli per impedire al possibile la diffusione del cholera* . pag. 299

Acerbi (Giovanni), *tenente dell'artiglieria da campo veneta, mette in fuga con valoroso ardimento una mano di Austriaci saliti di soppiatto sul piazzale del Ponte della strada ferrata* . . . . . » 104

Albanella (Tommaso), *si slancia con generoso ardimento sopra un drappello di Austriaci saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata e li mette in fuga precipitosa* . . . . . » ivi

Andreasi, *capitano d'artiglieria marina, si slancia con valoroso ardimento contro un drappello di Austriaci saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata e li mette in fuga precipitosa* . . » 191

Antonio (S.), *V. Batteria s. Antonio*

Arnaud (dell'Ariège), *suo discorso, pronunziato all'Assemblea nazionale di Francia nella seduta del 6 agosto, intorno all'intervento armato della Francia in Roma* . . . . . » 351

Arrigoni, *legge all'Assemblea veneta nella seduta del 20 luglio un rapporto sullo stanziamento di una legge per la leva di 600 uomini di mare in sussidio della Marineria militare* . . . » 223

— *tenore di detta legge* . . . . . » 229

Arrolamento nei corpi dell'esercito veneto, è facilitato mediante la soppressione di alcune leggi emanate sotto il governo provvisorio della Repubblica veneta . . . . . » 97

— *nuove norme in aggiunta e derogazione a quelle pubblicate dal governo provvisorio della Repubblica* . . . . » 98

Assemblea dei rappresentanti dello Stato di Venezia, ordine del giorno 2 luglio, che riferisce le materie da trattare in pubblica seduta » 32

— *rendiconto delle materie discusse nella sessione del detto giorno* » ivi

— *elegge una Commissione coll'incarico di raccogliere i fatti di virtù cittadina e militare che accadono giornalmente per rimeritarli del debito guiderdone* . . . . . » 35

— *ordine del giorno 3 luglio delle materie da trattare in pubblica sessione* . . . . . » 36

— *rendiconto della sessione tenuta il 3 luglio stesso* . . . » 41

— *ordine del giorno 5 luglio delle materie da trattare in pubblica seduta* . . . . . » 62

— *rendiconto delle materie trattate in detta sessione* . . » 66

— *relazione delle materie trattate nella seduta del 10 luglio* . » 111

— *ordine del giorno 14 luglio delle materie da discutere in pubblica sessione* . . . . . » 127

— *relazione delle materie discusse nella seduta del 14 luglio* . » 136

— *ordine del giorno 17 luglio delle materie da trattare in pubblica seduta* . . . . . » 148

Assemblea dei rappresentanti dello Stato di Venezia, convoca la nuova Assemblea dei rappresentanti dello Stato stesso . . . pag. 149
— *relazione delle materie trattate nella sessione del 17 luglio* . » 164
— *elegge una Commissione straordinaria per discutere sulla proposta di mobilitare parte della Guardia civica di Venezia* . » 176
— *simile per la leva di 600 marinai dai 18 ai 30 anni* . . » 177
— *ordine del giorno del 19 luglio delle materie da trattare in pubblica seduta* . . . . . » *ivi*
— *relazione delle materie trattate in detta sessione* . . . » 191
— *relazione delle cose discusse nella sessione del 20 luglio* . . » 222
— *approva la legge sulla leva di 600 uomini di mare* . . » 239
— *ordine del giorno delle materie da trattare nella seduta del 24 luglio* . . . . . » *ivi*
— *determina che qualunque decreto o sentenza di giudice, sia civile, sia criminale, debba essere accompagnata dalla esposizione dei motivi, benchè confermi quella di un giudice inferiore* . » 241
— *si raduna in comitato segreto per udire alcune comunicazioni del Governo sulle condizioni politiche ed economiche del paese, e delibera coraggiosamente di durare nella resistenza* . » 259
— *indirizzo al popolo di Venezia con cui il loda della sua mirabile costanza nel sostenere il grandinare delle palle austriache in città, e il viene animando col conforto che i suoi sacrifizii saranno premiati* . . . . . » 276
— *relazione delle cose trattate nella sessione del 24 luglio* . » 379
— *ordine del giorno delle materie da trattare nella seduta del 26 luglio suddetto* . . . . . » 404
— *relazione delle cose trattate nella sessione stessa* . . . » 405
— *relazione delle cose discusse nella seduta del 31 luglio* . . » 292
— *concentra novellamente i poteri nel presidente del Governo perchè provvegga alla meglio alla salvezza ed all'onore di Venezia* » 301
— *relazione degli argomenti discussi nella seduta del 4 agosto* . » 303
— *stanzia nuove disposizioni risguardanti le elezioni dei rappresentanti la nuova Assemblea* . . . . . » 296
— *nazionale di Francia, discussione sulle interpellazioni intorno alle cose d'Italia fatte nella sessione del 6 agosto* . . . » 351
— *relazione delle materie trattate nelle sessioni 6 e 7 agosto* . » 437
Auditorato generale di Venezia, smentisce le calunnie apposte al sacerdote dott. Domenico Vianello dalla malevolenza . . . . . » 110
Avesani (Francesco), legge all'Assemblea veneta nella seduta del 10 luglio il rapporto della Commissione di legislazione relativa alla proposta del rappresentante Benvenuti sulla trattazione delle cause civili . . » 123

B

Balbi (Cesare), propone all'Assemblea veneta che sia instituita una Commissione d'incoraggiamento per le milizie ed il popolo . . . » 223
Baldisserotto, tenente di vascello nella Marineria veneta, fa palese, l'autore delle osservazioni alle proposte dell'Austria fatte a Venezia, essere l'intendente della Marina, Bressan . . . . . » 267
Banca nazionale veneta, avvisa dell'obbruciamento di una somma di moneta patriottica . . . . . » 63
— *annunzia l'abbruciamento di un valsente di moneta patriottica e comunale* . . . . . » 337
Banca nazionale. V. Consiglio di reggenza.
Banco-giro, *ivi è aperto un locale per la vendita di riso, paste ec., a' soldati* . . . . . » 284

Barbarich, *uffiziale nella Marineria veneta*, *risponde a nome di quaranta uffiziali suoi compagni all'indirizzo di Nicolò Tommaseo*, *facendosi a confutare le cose in quello accennate a disonore della Marineria stessa* . . . . . pag. 289

Baso (Pietro), *cannoniere nella Marineria veneta*, *si slancia con grande ardimento sopra un drappello di Austriaci*, *saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata*, *e li mette in fuga precipitosa* » 191

Bassani (Giuseppe), *gendarme veneto*, *si slancia con sommo ardimento sopra una mano di Austriaci saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata e li mette in fuga precipitosa* . . . . . » 104

Batteria Rosaroll, *è dato questo nome alla nuova batteria sulla prima piazzetta del Ponte della strada ferrata* . . . . . » 62

— *s. Antonio sul piazzale del ponte della strada ferrata*, *dopo poche ore dell'assalto dato al piazzale stesso dagli Austriaci*, *ripiglia il fuoco da tutti i suoi pezzi* . . . . . » 94

Benvenuti (Adolfo), *legge all'Assemblea veneta un rapporto per appoggiare l'urgenza della proposta Mainardi*, *di prestare aiuto e conforto a' feriti* . . . . . » 41

— *(Bartolomeo)*, *legge nella seduta del 10 luglio dell'Assemblea veneta il rapporto della Commissione di legislazione circa la proposta di obbligare i giudici a dire i motivi delle loro decisioni*, *anche quando confermino quelle dei giudici subalterni* . » 122

— *legge all'Assemblea veneta nella seduta del 14 luglio un rapporto sulla proposta del rappresentante Ferrari-Bravo*, *che vorrebbe dichiarare inamovibili i giudici* . . . . . » 146

— *espone all'Assemblea veneta nella sessione del 17 luglio schiarimenti intorno alla proposta fatta di abolire qualunque procedura per le contravvenzioni di finanza commesse innanzi il giorno 23 marzo 1848* . . . . . » 164

— *pone innanzi nella stessa seduta schiarimenti sopra l'altra sua proposta di abolire il decreto della Repubblica veneta 21 maggio 1848 con cui fu sospesa la decorrenza d'ogni termine di prescrizione ed usucapione a cominciare dal 22 marzo 1848* » 166

— *(Adolfo)*, *legge all'Assemblea veneta*, *nella seduta del 19 luglio*, *il rapporto della Commissione instituita per conoscere la urgenza e la convenevolezza della mobilitazione di parte della Guardia civica* . . . . . » 192

— *progetto di legge relativo alla detta mobilitazione* . . . » 193

Bevilacqua (Cristoforo dott.), *primo chirurgo addetto alla Marineria di guerra veneta*, *la domanda di congedo da lui fatta è dichiarata atto di viltà in faccia al nemico* . . . . . » 64

Bigaglia (Pietro), *per suoi eccitamenti*, *alcuni benemeriti cittadini mettono insieme alquante lire per comperar farina gialla e legna e distribuirle a' poveri a prezzi convenienti* . . . . . » 115

Bigatti, *tenente del secondo battaglione del primo reggimento di linea veneto*, *è messo in istato di disponibilità per trascuratezza nel servigio* . » 64

Biscotto di farina di frumento mista a segala, *è stabilita la meta del prezzo di vendita* . . . . . » 135

Blocco, *corre voce che le truppe austriache*, *le quali lo stringono intorno a Venezia*, *abbiano avuto ordine di ritirarsi a dieci miglia di distanza dalla laguna* . . . . . » 257

Boa, *milite de' cacciatori del Sile nell'esercito veneto*, *con un legno scagliato sulla testa ad un de' soldati austriaci arrampicatosi sul piazzale del Ponte della strada ferrata*, *salva la vita al comandante di quelle fortificazioni Enrico Cosenz* . . . . . » 136

Boccadoro (D. Giovanni), *suo scritto intitolato* Le tre vedute, *cioè* Gaeta, il Porto e Roma . . . . . » 332

Boldoni, *tenente-colonnello*, *direttore dell'artiglieria e del Genio nell'esercito veneto*, *merita di esser lodato pel valore mostrato in una esplo-*

razione alla sponda destra del Brenta per riconoscere se gli Austriaci siensi tolti dall' assediar Brondolo ed abbiano sgomberato colle artiglierie e gli altri stromenti di guerra, con che s'erano accinti ad espugnarlo . . . . . pag. 240

Boldoni, comanda una spedizione di truppe, incaricate di distruggere le opere di fortificazione fatte dall' Austriaco dinanzi a Brondolo, e ne riesce con esito fortunato, impadronendosi di molto legname abbandonato dall'inimico . . . . . » 244

Bonsembiante (Gaetano), sonetto, intitolato il trionfo di Venezia sciolta dal giogo tedesco nel marzo 1848 . . . . . » 37

— *altro suo sonetto, relativo alla deliberazione presa dall' Assemblea dei rappresentanti dello Stato veneto, di resistere all'Austriaco ad ogni costo* . . . . . » 38

— *altro, intorno ad un attacco dato dagli Austriaci al piazzale del Ponte della strada ferrata* . . . . . » *ivi*

Bottura, brigadiere nella gendarmeria veneta, si slancia con ardimentoso coraggio sopra una mano di Austriaci saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada-ferrata e li mette in fuga precipitosa . . » 104

Bressan, sue osservazioni sulle proposte del Governo austriaco risguardanti la resa di Venezia, dettate allo scopo di smuovere l'Austria dalla sentenza di ostracismo bandita a danno degl' ii. rr. uffiziali che presero servigio presso il Governo provvisorio veneto » 264

— *(A.), suo scritto, intitolato* Una degna dichiarazione, *con cui si sforza di giustificare l'altro suo scritto:* Osservazioni sulle proposte fatte dall'Austria per la resa di Venezia . . » 269

Brondolo, gli Austriaci levano l'assedio posto a questo forte, non vi si potendo tenere per la disagiatezza e malsania delle posizioni, e sgomberano i dintorni del Brenta che occupavano con batterie, cannoni e barricamenti . . . . . » 240

— *ottimo riuscimento della spedizione di truppe venete mandate fuori del circondario di questo forte per riconoscere lo stato delle truppe austriache* . . . . . » 283

Bruck (de), ministro del commercio presso il gabinetto austriaco, avverte il Governo provvisorio di Venezia di esser disposto ad ascoltare le trattative di conciliazione che Venezia intendesse di fare all'Austria . . . . . » 16

— *conferenze da lui avute con gl' incaricati del Governo provvisorio Caluci e Foscolo per trattare sulla condizione politica più conveniente a Venezia* . . . . . » 17

— *gli sono chiesti schiarimenti dagli stessi incaricati intorno ad alcune comunicazioni fatte loro al momento delle dette conferenze* . . . . . » 19

— *risponde alle interpellazioni fattegli* . . . . . » 20

— *gli si chieggono altre illustrazioni a chiarire le sue risposte* » 21

— *dà i chiestigli schiarimenti* . . . . . » 23

— *è pregato di accordare un regolare salvocondotto ad altri due incaricati del Governo veneto per discutere a voce, meglio che in iscritto, sulla forma di governo che l'Austria intenderebbe di accordare a Venezia* . . . » 24

— *accorda il domandato salvocondotto, e ferma il giorno e il luogo ove debbono tenersi le conferenze* . . . . » *ivi*

— *dopo la conferenza avuta in Verona con gl'incaricati del Governo provvisorio Giuseppe Caluci e Lodovico Pasini, offre a Venezia certe concessioni in aggiunta ai patti di resa intimati dal feldmaresciallo Radetzky* . . » 29

— *le offerte concessioni vengono rigettate dall' Assemblea dei rappresentanti perchè in ultimo non altro che disonorevoli patti di capitolazione* . . . . . » 31

Brulotto, spinto dalla Divisione navale veneta addosso la fregata austriaca la Venere, reca ad essa danni non lievi . . . . . pag. 178
Bucchia (Achille), protesta a nome di 50 uffiziali della Marineria veneta suoi compagni contro uno scritto dell' intendente Bressan, nel quale studiavasi di giustificare gl' ii. rr. uffiziali che presero servigio sotto il Governo provvisorio di Venezia . . . . . » 268
— *risponde, con insultanti parole, all'indirizzo di Nicolò Tommaseo alla Marineria veneta, nel quale la eccitava ad operare fatti generosi a salvezza ed onore di Venezia* . . . . . » 288
— *soggiunge altre parole insolenti al Tommaseo sullo stesso argomento* . . . . . » *ivi*
Bullettino di guerra sui fatti accaduti al piazzale del Ponte della strada ferrata » 59
— *del 5 luglio dei fatti seguiti sul piazzale ridetto* . . . . » 63
— *del 7 luglio sull' assalto al piazzale del Ponte della strada ferrata tentato dagli Austriaci senza alcun effetto* . . . . » 93
— *del 9 luglio sopra una minaccia d'assalto al piazzale stesso e valorosa resistenza opposta dalle armi venete* . . . . » 98
— *dell' 11 luglio sopra una ricognizione fatta dalle truppe venete intorno al progresso dei lavori nemici* . . . . . » 103
— *sul nuovo attacco dato il 29 luglio dagli Austriaci al piazzale del Ponte della strada ferrata, e al forte s. Secondo, nel quale dalle batterie nemiche piovvero, per la prima volta, bombe in Venezia* . . . . . » 260
— *sui fatti avvenuti il 2 agosto al piazzale del Ponte della strada ferrata e al forte di s. Secondo* . . . . . » 282
— *relativo ad un attacco dato dagli Austriaci al piazzale del Ponte della strada ferrata* . . . . . » 324
— *della Marina di guerra, relativo alla concentrazione delle forze navali venete agli Alberoni* . . . . . » 325
— *della Marina di guerra, con cui si annunzia la preda di un trabaccolo carico di vino, fatta dalla Divisione navale veneta* » 330
— *della Marina di guerra, con cui si accenna il ritorno in porto della Divisione navale, per motivi riconosciuti pienamente attendibili* » 338
— *sullo apparente scontro seguito tra la Divisione navale veneta e la flotta austriaca* . . . . . » 347
Buoni e Coupons *relativi al prestito di tre milioni di lire costituito col decreto 19 settembre 1848 a garantia della moneta patriottica, descrizione della loro conformazione e tempo in che saranno emessi* . . . . » 221

C

Calmiere del frumento di Galatz e della fava . . . . . » 134
— *del biscotto di farina di frumento mista a segala* . . . . » 135
— *del pane composto di quattro quinti di segala e un quinto di frumento* . . . . . » 343
Caluci (Giuseppe), fa conoscere al Governo provvisorio di Venezia, in uno al suo compagno Giorgio Foscolo, l'esito delle conferenze avute col cav. De Bruck, ministro del commercio del gabinetto austriaco intorno alla condizione politica di Venezia . . . . . » 17
—— *chiede schiarimenti al sunnominato ministro intorno ad alcune comunicazioni fattegli nelle conferenze* . » 19
—— *risposte avutene dal cav. De Bruck* . . . . » 20

Caluci (Giuseppe), domanda nuove illustrazioni a schiarimento delle dette risposte . . . . . pag. 21
—— *riscontro avutone dal ministro* . . . . . » 23
—— *rende conto al Governo provvisorio di Venezia dell' esito della conferenza avuta in Verona col cav. De Bruck per trattare sulla futura condizione politica di Venezia* . . . . . » 25
—— *discute all' Assemblea veneta intorno alle cose annonarie* » 84
Carteggio diplomatico del Governo provvisorio di Venezia co' ministeri d' Inghilterra e di Francia e con le Autorità austriache intorno a' futuri destini politici di Venezia . . . . . » 3
Casolin, caporale del primo reggimento di linea veneto, si slancia con sommo ardimento sopra una mano di Austriaci, saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata, e li mette in fuga precipitosa . » 104
Castagna, chirurgo primario nello spedale delle Convertite di Venezia, si loda per abilità e solerzia nelle operazioni chirurgiche a pro' de' militi feriti per la difesa di Venezia . . . . . » 144
Cavedalis (Giambatista), capo del Dipartimento della guerra presso il Governo provvisorio, prescrive che tutti gli ufficiali, anche fuori di servigio, debbano indossare la militare divisa . . . . . » 41
Cerutti (Giambatista), è nominato membro della Commissione annonaria centrale . . . . . » 103
Cholera, discipline sanitarie per impedire la diffusione di esso tra le truppe venete . . . . . » 297
Circondarii elettorali, si rendono noti i locali ove riseggono i rispettivi uffizii . . . . . » 218
— *per salvarli dalle offese dei proiettili austriaci se ne tramutano in altri luoghi gli ufficii* . . . . . » 299, 301
Cittadini (alcuni), raccomandano l' ordine, la tranquillità e la cessazione dei tumulti . . . . . » 327
Coen, chirurgo primario nello spedale delle Convertite di Venezia, è lodato per abilità e solerzia nelle operazioni chirurgiche a pro' de' militi feriti per la difesa di Venezia contro l' Austriaco . . . . . » 144
Coletti (Agostino) è nominato membro della Commissione annonaria centrale . . . . . » 94
— *data rinunzia, gli è sostituito Giambatista Ceruti* . . . » 103
Colussi, veneto capitano di artiglieria, è colto dallo scoppio di una bomba austriaca, caduta sul piazzale del Ponte della strada ferrata, e muore, dolente non d' altro che del non poter prestare più oltre il suo braccio alla patria . . . . . » 63
Comandi di corpi o di legioni nell' esercito veneto, possono accettare direttamente in servizio quegl' individui che si presentassero all' arrolamento ed avessero le qualificazioni necessarie . . . . . » 97, 99
Comando generale della Guardia civica veneta, chiama i cittadini dai 18 ai 55 anni ad eseguire od a rinnovare entro un tempo prefisso la propria inscrizione nella Guardia civica » 215
—— *proroga la durata del tempo statuito alla inscrizione suddetta* . . . . . » 216
—— *contro una diversa interpretazione, avvisa che tutt' indistintamente i cittadini dai 18 ai 55 anni debbono inscriversi nei ruoli della Guardia civica* . . . » 219
—— *della Guardia civica, avvisa che la Commissione mista per giudicare sulle esenzioni dalla mobilitazione sta per radunarsi a trattare circa le norme da adottare nei giudizii medesimi* . . . . . » 220
—— *statuisce il termine perentorio alla iscrizione dei cittadini dell' età dai 18 ai 55 anni* . . . . . » 242
—— *annunzia la cessazione del Consiglio di revisione e della Commissione d' appello che giudicavano delle esenzioni*

dal servigio, e la composizione delle Commissioni miste instituite in luogo di quelli dall'Assemblea . . pag. 244
Comando generale, avvisa le Commissioni miste instituite a giudicare delle esenzioni dalla mobilitazione e dal servizio interno della Guardia civica avere impreso i loro lavori; e chiama i cittadini a produrre ad esse i titoli alle esenzioni suddette . . . . . » 256
—— dà a' capitani severe prescrizioni sull' accettazione dei sostituti nel servigio interno della Guardia civica . » 258
—— porge alcuni schiarimenti relativi a' giorni statuiti per le inscrizioni dei cittadini al servigio della Guardia . » ivi
—— pubblica disciplinari disposizioni per contribuire al mantenimento della organizzazione della Guardia civica, pregiudicata da moltissimi precarii mutamenti di domicilio » 276
—— prescrive di arrestare le persone e le barche che dal cadere al levare del sole fossero trovate vaganti nei recinti e canali della città abbandonati dai cittadini per sottrarsi alle offese del nemico . . . . . » 291
—— prescrive che le Guardie notifichino il preciso loro domicilio, mutato per mettersi in salvo dai proietti nemici . » 300
—— raccomanda alle guardie civiche l'onore e la salvezza della patria dopo che l'Assemblea per la gravità degli avvenimenti s'è spogliata d'ogni suo potere . . . » 322
—— invita tutte le guardie civiche a rivista generale nella piazza di s. Marco . . . . . » 327
Comitato di pubblica vigilanza, vieta di tenere dopo il tramonto lumi accesi in tutte le stanze dalle quali si possono vedere le posizioni nemiche . . . . . » 151
— invita i cittadini a portare i proiettili derivanti dalle batterie austriache alla Direzione di artiglieria marina nell'arsenale . » 283
Commissione annonaria, si giustifica sul ritardo apposto nella erezione dei mulini in Venezia . . . . . » 74
— consultiva, è composta di cinque rappresentanti e addetta all'Assemblea veneta per suggerire provvedimenti al miglior approvvigionamento della città . . . . . » 88
— centrale, accettata la rinunzia data in pieno da' membri che la compongono, è ricostituita da' cittadini Coletti Agostino, Correr Pietro, Fario Paolo, Grimani Michele, Locatelli Rocco, Moschini Carlo, Pasini Lodovico . . . . . » 94
— municipale degli oggetti annonarii, sanitarii ecc. del VII circondario, pubblica alcuni utili provvedimenti per la miglior distribuzione dei generi di prima necessità . . . » 95
— degli oggetti annonarii, sanitarii ecc. del VII circondario, proibisce la compra-vendita all'ingrosso dei pomi di terra e dei fagiuoli per impedire il monopolio che alcuni tentassero di fare nella vendita di essi . . . . . » ivi
— annonaria centrale, chiama i cittadini a notificare i generi di prima necessità che possedessero oltre una quantità da essa assegnata, e descrive i precisi generi che debbono essere notificati . . . . . » 128
— avvisa che per alcuni giorni, in causa del riacconcio dei mulini principali della città e del trasporto di altri in luogo più sicuro, le farine venali saranno appena sufficienti a' bisogni della popolazione; e per ciò raccomanda il diffondimento dei mulini a mano ecc. . . . . » 130
— onoraria del VII circondario, invita i cittadini a soffrire in pazienza il momentaneo difetto di farina gialla, proveniente dal trasporto dei mulini a vapore della strada ferrata . » 133
— militare di guerra e marina, avvisa che la nuova esplosione avve-

nuta nella polveriera in isola delle Grazie, ha recato lievissimi danni . . . . . pag. 134

Commissione annonaria centrale, pubblica la meta del prezzo del frumento di Galatz e della fava . . . . . » *ivi*

— *consultiva per le cose annonarie, avvisa il popolo di Venezia di alcuni provvedimenti adottati alla miglior distribuzione del pane e di altri generi di prima sussistenza* . . . » 156

— *centrale annonaria, avvisa che la vendita al minuto del pane, della farina gialla e del grano da macinare ne' mulini a mano sarà fatta alle famiglie mediante* viglietti di assegno . » 157

— *ai mulini, invita tutti quelli che ne posseggono a farne la regolare notificazione, sotto comminatoria della perdita dei mulini stessi* . . . . . » 217

— *municipale per gli oggetti annonarii del III circondario, prescrive che il pane porti il timbro del venditore, e che non si levi nè si aggiunga farina ad esso pane per migliorarlo o peggiorarlo, stante che dev'essere tutto di una medesima qualità* » *ivi*

— *per gli oggetti annonarii e sanitarii del VII circondario, avvisa di aver attuato venti mulini a mano al fine che chi ne ha d'uopo macini gratuitamente il frumento per la propria famiglia, e di tener un deposito di frumentone, da vendere a' più necessitosi* . . . . . » 243

— *d'appello della Guardia civica veneta, cessa dalle sue funzioni per la instituzione delle Commissioni miste incaricate di decidere sommariamente sulle esenzioni dal servigio interno e dalla mobilitazione* . . . . . » 244

— *militare di guerra e marina, rende conto della inutilità degli sforzi degli Austriaci nel bombardamento di Venezia* . » 271

— *stanzia discipline sanitarie per impedire la diffusione del cholera tra le truppe venete* . . . . . » 297

— *centrale sanitaria, pubblica avvertenze e consigli al popolo di Venezia per impedire al possibile la diffusione del cholera* » 299

— *invita gli studenti di medicina, che volessero prestare l'opera loro in assistenza dei cholerosi, a produrre i lor titoli per essere provvisoriamente abilitati a sostenere quell' esercizio* » 339

— *centrale annonaria, pubblica il calmiere del pane, composto di un quinto di frumento e quattro quinti di segala* . . » 343

— *centrale annonaria, prescrive le discipline e la meta inalterabile per la vendita del pesce pescato nelle lagune venete* . » 247

— *centrale di sanità, suggerisce alcuni semplici preservativi contro il cholera* . . . . . » 344

— *municipale per gli oggetti annonarii ecc. del VII circondario, avvisa di aver una quantità di carne di manzo da vendere a prezzi discreti per i malati necessitosi* . . . » 362

— *governativa veneta, avvisa che, in forza della cessazione del Governo provvisorio, assume essa tutti i poteri governativi* . » 371

— *fa conoscere quali classi di persone debbano sgomberare da Venezia, assegnando il tempo alla loro partenza* . . » 372

— *pubblica l'elenco delle persone civili che debbono allontanarsi da Venezia e da tutti gl' ii. rr. Stati austriaci* . . . » *ivi*

— *avvisa che la moneta comunale proseguirà ad aver corso al valor nominale sino a tutto il 26 agosto 1849* . . . » 374

— *prescrive il giorno della partenza di tutte le persone civili che debbono lasciar Venezia per la via di mare, ed accenna le discipline cui debbono assoggettarsi nel prendere imbarco* » 375

— *protrae la riduzione della moneta comunale a tutto il 27 agosto* » 376

— *avvisa che i legni che debbono tragittare fuori degli Stati austriaci le persone compromesse nella rivoluzione del 22 marzo 1848 non partiranno che il 28 agosto suddetto* . » 377

Commissione centrale di sanità, raccomanda la temperanza nei cibi e nei liquori per impedire il progredimento del cholera . . . pag. 377
Commissioni permanenti dell' Assemblea dello Stato veneto: elezione dei membri che le debbono comporre nei mesi di luglio ed agosto » 36
— *annonarie di circondario, i membri che le compongono debbono essere in numero di sette con un presidente, ed hanno lo incarico di sopravvedere a tutto ciò che appartiene all' annona nel rispettivo circondario* . . . . . » 131
— *speciali doveri che loro incombono* . . . . . » 132
— *annonarie municipali di circondario, elenco della ubicazione, del nome e cognome dei membri che le compongono e delle parrocchie che formano ciascun circondario* . . » 161
— *miste incaricate di giudicare sommariamente sulle esenzioni dal servigio interno e dalla mobilitazione della guardia civica, numero dei membri di cui sono composte* . . . » 244
— *cominciano i loro lavori per le esenzioni dal servigio della guardia civica* . . . . . » 255
Condizioni imposte dall' Austria a Venezia per indurla a cedere; osservazioni del Governo provvisorio sulla loro inaccettabilità . . . » 10
Congregazione municipale, s'associa alcuni dei principali cittadini per meglio provvedere alla salvezza personale, nei momenti supremi in che il Governo provvisorio, costretto dall' impero delle circostanze, sta per cedere il proprio potere . » 366
— *suo indirizzo agli abitanti di Venezia, alla Guardia civica ed alle truppe, con cui raccomanda loro la salvezza e il decoro della città* . . . . . » 367
— *pubblica i finali risultamenti delle pratiche instituite con le autorità austriache per la rioccupazione della città.* » 368
Consigli straordinarii permanenti di guerra e marina, instituiti in Venezia ed in Chioggia, regolamento risguardante le loro attribuzioni . » 182
Consiglio di reggenza della Banca nazionale. V. *Banca nazionale.*
— *di revisione della guardia civica veneta, cessa dalle sue funzioni per la instituzione delle Commissioni miste, incaricate di decidere sommariamente sulle esenzioni dal servigio interno e dalla mobilitazione* . . . . . » 244
— *di reggenza della Banca nazionale, annunzia l' abbruciamento di un valsente di moneta patriottica e comunale* . . » 336
— *fa conoscere la quantità di carta comunale e patriottica che sta per essere abbruciata, e riferisce in riassunto la somma di moneta patriottica ammortizzata in dieci abbruciamenti* . » 365
— *invita i contribuenti al prestito di tre milioni gettato col governativo decreto 19 settembre 1848 a ricevere i* buoni *coi relativi* coupons *a garantia dello stesso prestito* . . . . » *ivi*
— *avvisa d'un altro abbruciamento di moneta patriottica* . » 364
Correr (Pietro), è nominato membro della Commissione annonaria centrale » 94
Cosano (Antonio), gendarme veneto, si slancia con valoroso ardimento sopra una mano di Austriaci saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada-ferrata, e li costringe a darsi in fuga precipitosa . » 104
Cosenz (Enrico), tenente-colonnello, comanda intrepidamente un drappello di valorosi, che si slanciano sul piazzale del Ponte della strada-ferrata a scacciarne gli Austriaci che l'aveano preso d'assalto . » *ivi*
Coupons *e buoni, relativi al prestito di tre milioni di lire costituito col decreto 19 settembre 1848 a garantia della moneta patriottica, descrizione delle loro forme e tempo in che saranno emessi* . . » 221
Crichi (Bernardino), si presta con zelo affettuoso come presidente della Commissione municipale annonaria . . . . . » 138

D

Dalbò, soldato nella legione dei Cacciatori del Sile, si slancia con sommo ardimento sopra un drappello di Austriaci saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata e li mette in fuga precipitosa . pag. 104

De Bruck. Vedi *Bruck (de).*

De Filippis. Vedi *Filippis (de).*

De Giorgi (Alessandro), legge nella seduta dell' Assemblea veneta del 17 luglio, in nome della Commissione permanente di legislazione, un rapporto sulla proposta del rappresentante Ferrari Bravo per la pronta elezione dei rappresentanti della nuova Assemblea . . . . . » 168

— *avversa, nella sessione del 19 luglio dell' Assemblea veneta, la proposta fatta da un rappresentante di mobilitare parte della Guardia civica* . . . . . » 195

De Gobis (Leonardo), suoi indirizzi ai Veneziani ed ai rappresentanti la nuova Assemblea . . . . . » 274

De La Cour (E.) Vedi *La Cour.*

Delegazione provinciale di Venezia, chiama gli uomini di mare dai 18 a' 45 anni ad inscriversi nei ruoli della Marineria militare . » 220

Dell' Antonio, caporale nel primo reggimento di linea veneto, si slancia con sommo ardimento sopra una mano di Austriaci spintisi nottetempo sino sul piazzale del Ponte della strada ferrata, e li mette in fuga precipitosa . . . . . » 104

Della Valle (Casimiro), cannoniere nella Marineria veneta, si slancia con valoroso ardimento sopra un drappello di Austriaci, saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata, e li mette in fuga precipitosa . . . . . » 191

Demetrio, brigadiere nella Gendarmeria veneta, si slancia con sommo ardimento sopra un drappello di Austriaci, saliti nottetempo sul piazzale della strada ferrata, e li mette in fuga precipitosa . . » 104

De Paoli (Alessandro), gendarme veneto, si slancia con coraggioso ardimento sopra una mano di Austriaci, saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata, e li mette in fuga precipitosa . » ivi

D. F. e V., loro sonetto, improvvisato sui palloni che gli Austriaci si apparecchiano di mandare sopra Venezia . . . . . » 37

Difesa di Venezia, *articolo tratto da un Giornale italiano in cui è lodata la eroica resistenza opposta dai Veneziani all' Austriaco* . . » 250

Direzione del Monte di pietà. Vedi *Monte di pietà* . . . . . » 277

Dorin, brigadiere nella gendarmeria veneta, si getta con sommo coraggio sopra un drappello di Austriaci, saliti nottetempo sul piazzale della strada ferrata, e li mette in fuga precipitosa . . . . . » 104

Drouyn de Louys (E.), ministro degli affari esteri della Repubblica francese, risponde alla preghiera di protezione indirizzatagli dal Governo provvisorio di Venezia, dichiarando di non poterne assumere alcuna, e consigliandolo a cogliere la opportuna occasione di trattare direttamente colle Autorità austriache per la salvezza di Venezia . » 8

— *versione del detto dispaccio* . . . . . » 9

Durelli (Rocco), tenente del primo reggimento di linea veneto, mette in fuga con valoroso ardimento una mano di Austriaci saliti di soppiatto sul piazzale del Ponte della strada ferrata . . . . » ivi

E

Elenco delle Commissioni annonarie municipali di circondario, alle quali chiunque si dee volgere per denunziare i disordini che scoprisse sulla qualità o distribuzione de' commestibili . . . . . pag. 159
— *delle persone civili che debbono allontanarsi da Venezia e da tutti gli stati austriaci* . . . . . » 372
Erberia, viene tramutata nel campo di s. Zaccaria a scampare i venditori e compratori d'erbaggi dal grandinare delle palle nemiche . . » 273
Errera (Abramo), propone all'Assemblea veneta nella seduta del 19 luglio che siano tolte le sospensioni accordate col decreto 23 giugno 1848 relativo agli effetti cambiarii . . . . . » 191
Esenzioni dalla mobilitazione e dal servigio interno di guardia civica, quali individui vi abbiano diritto . . . . . » 256

F

Falloux, ministro della istruzione pubblica al gabinetto di Francia, discorso da lui pronunziato all'Assemblea nazionale nella seduta del 7 agosto, intorno al contegno del governo negli affari di Roma . » 465
Fario (Paolo), è nominato membro della Commissione annonaria centrale » 94, 103
Ferrari-Bravo, espone all'Assemblea veneta una sua proposta sulla legge elettorale per la convocazione di una nuova Assemblea » 58
— *propone all'Assemblea veneta lo stanziamento di una legge sulla indipendenza dell'ordine giudiziario* . . » 81
— *presenta all'Assemblea veneta alcuni schiarimenti circa la legge proposta all'Assemblea stessa sulla inamovibilità dei giudici* . . . . . » 111
Filippis (Gioachino de), tenente dell'artiglieria da campo veneta, rispinge con sommo valore una mano di Austriaci saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata . . . . . » 104
Fontana, capo dello stato maggiore del generale in capo, suo ordine del giorno, con cui prescrive che tutti gli uffiziali debbano rimanere a' lor posti, sotto comminatoria di venire arrestati e puniti . » 328
Foscarini, legge all'Assemblea veneta, nella seduta del 14 luglio, un rapporto sulla petizione del libraio Gnoato, che vorrebbe i pignoramenti e le vendite di libri dovessero essere accompagnati da un perito libraio . . . . . » 146
Foscolo (Giorgio), fa conoscere al Governo provvisorio di Venezia, in uno al suo compagno Giuseppe Caluci, l'esito della conferenza avuta col cav. De Bruck, ministro del commercio del gabinetto austriaco, intorno alla condizione politica di Venezia . . . . . » 17
— *chiede schiarimenti al sunnominato ministro intorno ad alcune comunicazioni avute nella stessa conferenza* » 19
— *risposte avutene dal cav. De Bruck* . . . » 20
— *indirizza al De Bruck nuove interpellazioni a schiarimento delle sue risposte* . . . . . » 21
— *riscontro datogli dal ministro* . . . . . » 23
Francia. Vedi *Drouyn de Lhuys.*
— *(la), giudicata da' proprii atti nella causa della indipendenza di Italia: interpellazioni intorno a questo tema ch'ebbero luogo in quell'Assemblea nazionale* . . . . . » 350

Francia (la), giudicata da' proprii atti nella causa della indipendenza di Italia: discussioni seguite nelle pubbliche sedute dell'Assemblea nazionale di Francia . . . . . pag. 437

Favre (Jules), discorso da lui pronunziato all'Assemblea nazionale di Francia nella seduta del 6 agosto, in biasimo del contegno usato dal Governo nella ristorazione del papa contrariamente al voto della stessa Assemblea . . . . . » 444

Freddi (Pietro), maresciallo d'alloggio nella gendarmeria veneta, si slancia con valoroso ardimento contro una mano d'Austriaci, saliti sul piazzale del Ponte della strada ferrata, e li mette in fuga precipitosa . » 104

F. V. e D., loro sibillone a rime obligate, improvvisato circa a' palloni che gli Austriaci si apprestano di mandare sopra Venezia . . . » 37

G

Galandrea, tenente di artiglieria nella Marineria veneta, è lodato dal generale in capo delle truppe venete per i disinteressati e proficui servigi prestati alla Patria . . . . . » 40

Gamba, chirurgo primario nello spedale di Chioggia, si presta con amore e grande intelligenza a pro' dei militi feriti nella difesa di Venezia » 145

Garoni (Nicolò Cesare), suoi versi ai Veneziani . . . . . » 280

Gazzetta di Milano. Vedi Governo provvisorio di Venezia.

— *universale d' Augusta, descrive la forma dei palloni incendiarii slanciati dagli Austriaci sopra Venezia* . . . . . » 179

Generi di prima sussistenza, i capi di famiglia che ne possedessero una quantità superiore alla prescritta debbono farne regolare notificazione presso gli Ufficii dell'ordine pubblico del rispettivo sestiere . . . » 128

Gidoni, brigadiere nella gendarmeria veneta, si slancia con sommo valore contro una mano di Austriaci, saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata, e li mette in fuga precipitosa . . . » 104

Giordani, espone all'Assemblea veneta alcuni provvedimenti annonarii che desidererebbe fossero adottati in Venezia a scemare i danni dello stato di blocco e di assedio . . . . . » 76

Gobbi, caporale del primo reggimento di linea veneto, si slancia con sommo ardimento sopra una mano di Austriaci, saliti nottetempo sul piazzale del ponte della strada ferrata, e li mette in fuga precipitosa . » 104

Governo provvisorio di Venezia: carteggio avuto co' ministeri di Inghilterra e di Francia, nonchè con le Autorità austriache per trattare sui futuri destini politici di Venezia . . . . . » 3

— *prega con lettera l'ambasciatore della Repubblica francese in Vienna, di chiedere al Governo austriaco un salvocondotto per un incaricato veneto, che si recherebbe colà a trattare per la salvezza di Venezia* . . . . . » 10

— *versione italiana della detta lettera* . . . . . » 11

— *sua dignitosa risposta alle intimazioni di resa fatte a' Veneziani dal tenente-maresciallo austriaco Haynau e dal feldmaresciallo Radetzky* . . . . . » 15

— *gli è fatto conoscere da' suoi inviati Calucci e Foscolo l'esito delle conferenze avute col cav. De Bruck, ministro del commercio del Governo austriaco, per trattare sulla condizione politica più conveniente a Venezia* . . . . . » 17

— *sue osservazioni in confutazione di un articolo inserito nella Gazzetta di Milano a giustificazione dei patti imposti dall' Austria a Venezia per indurla a cedere* . . . . . » 100

— *resoconto delle entrate e delle spese da esso incontrate nel mese di giugno 1849* . . . . . » 162

Governo provvisorio di Venezia, fa conoscere le singole residenze degli ufficii di circondario, aperte per ricevere le schede contenenti i nomi dei nuovi rappresentanti dell'Assemblea . . . . . pag. 218
— *protrae il termine alla presentazione delle schede per la nomina dei nuovi rappresentanti dello Stato veneto* . . . . . » 322
— *getta una sovraimposta di 6 milioni a carico di tutti gl' immobili compresi nei Comuni ora soggetti allo Stato veneto* . . » 338
— *sospende tutt' i termini processuali, le comparse in giudizio, il corso degli atti esecutivi o cauzionali, nonchè gli effetti delle comminazioni convenzionali* . . . . . » 346
— *dichiara di essere costretto dalla imperiosa necessità a cessare dalle sue funzioni, ed a rimettere la città nelle mani del Municipio* » 367
Gran-Brettagna: quel governo dichiara a Venezia di non poter prendere veruna parte nella quistione politica sussistente tra lo Stato veneto e l'Austria, e lo consiglia a cogliere la opportuna occasione di entrare in trattative di aggiustamento colle Autorità austriache direttamente » 7
Grazie (isola delle), altra esplosione avvenuta nella polveriera ivi eretta » 134
Grida al popolo veneziano, con cui lo si eccita a far solenne giuramento di vincere o di morire . . . . . » 323
Grimani (Michele), è nominato membro della Commissione annonaria centrale . . . . . » 94
— *dà la sua rinunzia e gli è sostituito Eliodoro Radaelli* » 103
Guardia civica veneta stazionaria, se ne rende mobile una parte (1000 uomini) per dare un ordinamento più stabile e più efficace al concorso volonterosamente prestato dall'altra parte che fu mobilitata per la difesa del paese e dei forti . » 179
— *considerazioni sulla proposta di proibire ogni sostituzione nel servigio interno da essa prestato, fatta nella seduta dell'Assemblea veneta del 24 luglio* . . . . » 245
— *Vedi Consiglio di revisione, Commissione d'appello, Commissioni miste.*

H

Haynau, tenente-maresciallo austriaco, comandante il secondo corpo di armata di riserva, accennata la sconfitta dell'esercito piemontese sui piani di Novara, e di conseguenza le fallite speranze dei liberali d'Italia, intima al Governo di Venezia la resa della città, cessando una resistenza ch'egli intitola affatto inutile e dannosa . . . . . » 13

I

Imbarcazioni di pescatori che dal litorale e dalla laguna veneta vanno al mare, non possono trovarsi in mare dal tramonto al levar del sole . . . . . » 36
— *pene inflitte a chi contravviene a tale prescrizione* . » 37
Inghilterra. Vedi Gran-Brettagna e Palmerston.

K

Kossuth (Luigi), governatore dell' Ungheria, suo proclama con cui eccita il popolo ad accorrere in difesa della Patria, mentre le orde russe e croate le stanno sopra per ridurla di nuovo in ischiavitù . . . . . pag. 185

—— *suo proclama agl' Italiani, con cui manda loro un fraterno saluto e promette sostegno nella guerra della indipendenza ch' essi combattono* . . . . . » 252

L

La Cour (E. de), incaricato di affari della Repubblica francese a Vienna, risponde al Governo provvisorio di Venezia, di non aver potuto procurargli dal ministero austriaco il salvocondotto chiestogli per un inviato veneto, e mostra per la infelice sorte di Venezia affettuose simpatie . . . . . » 11

— *versione italiana della detta risposta* . . . . . » 12

Legazione di Francia in Vienna. Vedi *La Cour.*

Locatelli (Rocco), è nominato membro della Commissione annonaria centrale . . . . . » 94, 103

Lunghi (Luigi), espone all'Assemblea veneta alcuni schiarimenti intorno alla proposta da lui fatta sui dibattimenti criminali . » 88

— *legge all'Assemblea veneta nella seduta del 10 luglio un rapporto sulla proposta di concentrare in apposito ufficio i protesti cambiarii* . . . . . » 118

M

Macello pubblico a s. Giobbe, viene trasportato nel locale detto Stallone *a Rialto, per salvarlo dalle bombe austriache* . . . . . » 99

Mainardi, propone che sia nominata una Commissione coll'incarico di raccogliere tutt' i fatti di virtù cittadina e militare che avvengono giornalmente e farne relazione all'Assemblea dei rappresentanti dello Stato veneto . . . . . » 34

Manin (Daniele), sua lettera, in qualità di presidente del Governo provvisorio di Venezia, a' ministeri d'Inghilterra e di Francia, con cui invoca la loro mediazione nella quistione politica sussistente tra Venezia e l'Austria . . . . . » 3

— *versione italiana della detta lettera* . . . . . » 5

— *sua lettera al signor La Cour, ambasciatore della Repubblica francese a Vienna, con cui il prega di ottenergli dal Governo austriaco un salvocondotto per un incaricato d'affari che si recherebbe a Vienna per trattare sulla sorte politica di Venezia* . . . . . » 10

— *versione della detta lettera* . . . . . » 11

— *sua risposta data alle intimazioni di resa fatte dal tenente maresciallo Haynau e dal feldmaresciallo Radetzky* » 15

— *dichiara al cav. De Bruck, ministro del commercio presso il Governo austriaco, di esser pronto ad intavolare le pratiche occorrenti per conchiudere un componimento*

che assicuri a Venezia una conveniente condizione politica, e chiede regolari salvocondotti per due veneziani che si recherebbero a trattare con lui . pag. 16
Manin (Daniele), avverte il ministro De Bruck che, non avendo potuto l'Assemblea dei rappresentanti dello Stato veneto formarsi il giusto concetto della forma di Governo che l'Austria vorrebbe dare a Venezia, avrebbe desiderio d'inviargli altri due incaricati, per i quali chiede un regolare salvocondotto . . . . . » 24
— gli è accordato . . . . . » ivi
— in esito delle deliberazioni prese dall'Assemblea, dichiara al De Bruck di dover rigettare le concessioni da lui offerte a Venezia, perchè non altro in fine che disonorevoli patti di capitolazione . . . . . » 31
— l'Assemblea gli concede novellamente pieni poteri affinchè provveggа alla meglio all'onore e alla salvezza di Venezia . . . . . » 301
— sue parole dette al popolo dal palazzo nazionale dopo la seduta dell'Assemblea del 6 agosto . . . » 302
— suo discorso tenuto nella sera del 7 agosto in risposta alle ricerche indirizzategli dal popolo radunato sulla gran piazza . . . . . » 321
— sue parole rivolte al popolo la sera del 10 agosto alle ore 8 1/2 . . . . . » 331
— sue parole alla Guardia civica di Venezia schierata nella piazza di s. Marco il giorno 13 agosto 1849 . » 339
— sue parole proferite la sera del 18 agosto in risposta alle interpellazioni fattegli dal popolo intorno alle condizioni politiche di Venezia, alla Marina ed all'approvvigionamento della città . . . . . » 348
— sue parole, dette dal poggiuolo del palazzo nazionale al popolo ragunato per conoscere i risultamenti delle trattative da lui iniziate con l'Austria . . . » 365
Marina militare, sono chiamati ad arrolarsi in servigio di essa 600 individui, dai 18 ai 45 anni, tolti tra' cittadini di Venezia, di Chioggia, delle isole e dei litorali . . . » 189
— obblighi relativi ecc. ivi
— gl'individui soggetti alla coscrizione suddetta sono chiamati ad inscriversi nei ruoli . . . . . » 220
Marinai matricolati, che debbono formar parte del contingente di 600 uomini, sono chiamati ad estrarre a sorte il numero del loro rango . » 261
Marsich (G.). Vedi Comando generale della Guardia civica.
Martini, veneto capitano d'artiglieria, rimane ferito dallo scoppio di una bomba austriaca caduta sul piazzale del Ponte della strada ferrata » 63
Marzani (Lorenzo dott.), primo chirurgo addetto alla Marina di guerra veneta, la domanda da lui fatta per avere un congedo è dichiarata atto di viltà in faccia al nemico . . . . . » 64
Marzari (Carlo), è nominato membro della Commissione annonaria centrale » 103
Maurogonato. Vedi Pesaro.
Mastrovich, capitano nell'esercito veneto, guida un drappello di gendarmi, cacciatori del Sile e soldati del primo di linea contro una mano di Austriaci che nottetempo s'era spinta sul piazzale del Ponte della strada ferrata . . . . . » 93
Mezzacapo, tenente colonnello nell'esercito veneto, è nominato comandante della compagnia di artiglieria ungherese . . . . » 65
Milesi (Pietro), pubblicò come editore uno scritto intitolato osservazioni sulle proposte del Governo austriaco risguardanti la resa di Venezia, con cui si tratta la causa degl'ill. rr. uffiziali che presero servigio presso il Governo provvisorio . . . . . » 265

Minotto (Giovanni), legge all'*Assemblea veneta un rapporto sopra proposte relative all'annona* . . . . . pag. 44

Mircovich (Demetrio), *sua lettera all'*Operaio, *giornaletto che si pubblicava in Venezia, con cui gli viene mostrando la inopportunità di raffermare per la nuova Assemblea i rappresentanti dell'attuale* . . . . . » 252

— *sua lettera al feldmaresciallo Radetzky, con cui, accennata la mirabile perseveranza dei Veneziani nel resistere alla irruente furia austriaca, ripete, il loro desiderio non altro essere se non che di riacquistare la propria nazionalità* . . . . . » 273

Moneta del comune, somme derivanti da sovraimposta e da tabacchi e sali che devono essere ammortizzate mercè dell'abbruciamento . » 242

— *per agevolare il pagamento di grosse somme, sono messi in corso biglietti da lire 50* . . . . . » 290

— *patriottica, se ne abbrucia un valsente di L. 800,350* . . » 356

— *comunale simile di L. 99,257* . . . . . » *ivi*

— *ne sono messi in circolazione altri sei milioni a carico di tutti gl'immobili compresi nei Comuni ora soggetti allo Stato veneto* . » 338

— *se ne abbrucia un valsente di L. 232,614.61* . . . . . » 363

— *patriottica, simile di L. 653,450* . . . . . » *ivi*

— *comunale, dopo il 26 agosto il suo valore nominale è ridotto alla metà* . . . . . » 364

— *il ribasso della metà è protratto sino al 28 suddetto* . . . » 376

Monico, sua circolare al clero ed al popolo di Venezia con cui ordina nuove preci per la liberazione di Venezia dalle sventure che la bersagliano » 284

Monte di pietà e cassa risparmii, rende noto che, a toglimento de' pericoli, che potrebbero derivare dal troppo concorso di persone nello stabilimento esposto ai proietti nemici, si tramuta in un locale posto ne' dintorni dell'Arsenale, ove non si accetteranno che le impegnate, rimanendo sospesi i ricuperamenti, le rimesse e le vendite delle impegnate » 277

Moras (Giovanni), maresciallo d'alloggio nella gendarmeria veneta, si slancia con valoroso ardimento sopra una mano di Austriaci, saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata, e li mette in fuga precipitosa . . . . . » 104

Morell, capitano di artiglieria nell'esercito veneto, dirige con lodevole ardimento una ronda di barche armate lungo il Ponte della strada ferrata per riconoscere se gli Austriaci abbiano oltrepassate le loro posizioni . . . . . » 103

— *si loda la sua imperturbabilità nella direzione delle barche di ronda, avamposti del piazzale del ponte della strada ferrata e di san Secondo* . . . . . » 282

Moschini (Carlo), è nominato membro della Commissione annonaria centrale . . . . . » 94

— *dà la sua rinunzia e gli è sostituito Carlo Marzari* . . . » 103

Movimento misterioso delle truppe che tengono il blocco di Venezia . » 257

Mulini a mano, n'è raccomandata la diffusione in Venezia . . . » 131, 132

— *se ne instituiscono in varie parti della città per sopperire al difetto de' mulini a vapore che provveggono a' bisogni della popolazione e abbisognano di riacconcio* . . . . . » 243

Municipalità di Venezia, avvisa essersi trasportato il pubblico macello a san Giobbe nel locale detto Stallone *a Rialto* . . . . » 99

— *ad impedire il monopolio sulla vendita del pesce pubblica alcune prescrizioni da osservare tanto dagl'introduttori, che dai venditori all'indigrosso* . . . . . » 105

— *stabilisce la meta del prezzo del biscotto di farina di frumento mista a segala* . . . . . » 135

— *avverte che le cedole di moneta comunale da L. 100, saranno impresse sopra carta cerulea inglese, in luogo di quella adoperata per l'innanzi* . . . . . » *ivi*

Municipalità di Venezia, *fa conoscere le somme di moneta comunale esistenti nella cassa del Comune e che devono essere ammortizzate mercè dell'abbruciamento* . . . . . pag. 242
— *chiama i marinai matricolati ad estrarre a sorte il numero del proprio rango* . . . . . » 261
— *avvisa che la pescheria di Rialto viene traslocata a s. Giovanni in Bragora in quel tratto di riva degli Schiavoni ch'è tra i due ponti del Sepolcro e della Ca' di Dio, e ciò per salvarla dal grandinare delle palle nemiche* . . . . » 292
— *avvisa che l'erberia è trasportata nel campo di s. Zaccaria* » 273
— *avvisa che nel campo di s. Giacomo di Rialto è aperto un locale fornito di riso, paste, griess, ecc. per la esclusiva vendita ai militi* . . . . . » 284
— *avvisa di aver messo in corso biglietti di moneta comunale di lire 50 per agevolare i pagamenti di grosse somme* . » 290
— *rende noto il valsente dei tabacchi lavorati e dei sali cedutile dal Governo e spettante al Comune nel mese di luglio* . » 323
— *invita i cittadini a comporre un fondo in effettivo danaro da essere distribuito a quelle truppe di terra e di mare ed a quei cittadini compromessi che devono partire da Venezia per opinioni politiche* . . . . . » 361
— *eccita la Guardia civica a mantener l'ordine e la pubblica tranquillità nei supremi momenti della patria* . . . » 364
Musolo (Adriano), *primo tenente del 2. battaglione del 1. reggimento di linea veneto*, *è messo in disponibilità per trascuratezza nel servigio* » 64

N

Napoletani residenti in Venezia, *protestano contro la diceria sparsa che siano per abbandonare la difesa della città*, *approfittando della amnistia accordata loro dal Borbone di Napoli* . . » 188
— *sono loro rendute azioni di grazia dai Veneziani per le affettuose protestazioni suddette* . . . . . » 215
Nardo (Gio. Domenico), *sue parole indirizzate ai rappresentanti dell'Assemblea veneta*, *con cui*, *tocche sommariamente le cause che fanno disperata la condizione di Venezia*, *invita i rappresentanti stessi a radunarsi in comitato segreto per decidere definitivamente sui suoi destini politici* » 248
Noaro, (*) *colonnello*, *comandante il terzo circondario di fortificazione*, *ordina esplorazioni sulla sponda destra del Brenta per assicurarsi se gli Austriaci abbiano levato l'assedio al forte di Brondolo ed abbiano sgomberato colle artiglierie e gli altri tormenti di guerra, con che s'erano accinti ad espugnarlo* . . . . . » 240
Nota dei templi e palazzi ruinati dalle bombe e dalle palle austriache . » 348

O

Operaio, *giornaletto di Venezia*, *contro il suo avviso che i rappresentanti dell'Assemblea veneta meritino di essere raffermati anche dopo scorso il periodo del loro mandato*, *Demetrio Mircovich gli fa alcune osservazioni, dichiarando quelli indegni di sì nobile missione* . . . » 252

(*) Nel testo è stampato per errore *Novaro*.

Operaio, *sue considerazioni intorno ad uno scritto dell'intendente della Marina veneta Bressan, volto a giustificare gl'ii. rr. uffiziali che presero servigio nell'esercito del Governo provvisorio di Venezia* . . pag. 267

Ordine del giorno del generale in capo, con cui fa sapere di aver passato in rassegna la Divisione navale veneta, e loda il contegno dei comandanti e l'ardente desiderio del combattere delle ciurme . . . . . » 40

— *del capo del dipartimento della guerra presso il Governo veneto, con cui prescrive che tutti gli uffiziali debbano indossare la militare divisa anche fuori di servigio* » 41

— *del generale in capo, con cui imparte il nome di* batteria Rosaroll *alla nuova batteria costrutta sulla prima piazzetta del ponte della strada ferrata* . . . » 62

— *del generale in capo, con cui pubblica i nomi degli uffiziali e dei militi che si distinsero nel rispingere una mano di Austriaci che nottetempo e di soppiatto scalarono il piazzale del Ponte della strada-ferrata* » 104

— *aggiunta al detto ordine del giorno* . . . » 191

— *V. Assemblea dei rappresentanti dello Stato di Venezia* » 127

— *del generale in capo, con cui loda la costanza degli uffiziali, sott'uffiziali e militi nel difendere con incrollabile ardimento le fortificazioni di Venezia, e viene preparando l'animo loro agli estremi destini della Patria* » 271

— *del generale stesso, con cui dà conto di due spedizioni militari, una fuori del forte di Brondolo, l'altra verso la Cava-Zuccherina* . . . . . » 326

— *del capo dello stato maggiore del generale in capo, con cui è prescritto che gli ufficiali senza regolare permesso non possono allontanarsi dai loro posti* . . » 328

Osservazioni sulle proposte del Governo austriaco risguardanti la resa di Venezia; scritto di alcuni uffiziali della Marineria veneta, compilato dall'intendente dell'Arsenale Bressan, nello scopo di mitigare la deliberazione stanziata dall'Austria a danno degli ufficiali della Marineria medesima . . . . . » 264

P

Palle infuocate e bombe, la grandine di esse, che viene slanciata dalle batterie austriache, non isgomenta punto la popolazione, la quale, a fuggire da morte, esula dalle proprie case, e ricovera ne' luoghi sicuri della città . . . . . » 262

— *danni da esse recati a' templi e palazzi della città* . . » 348

Palloni aerostatici incendiarii, nuova invenzione dell'Austria, sono slanciati sopra Venezia per incendiarla; descrizione di essi . . . » 179

Palmerston, ministro degli affari esteri della regina della Gran Brettagna, sua risposta alla lettera del presidente del Governo provvisorio di Venezia, nella quale gli dichiara di non poter prendere veruna parte nella quistione politica tra Venezia e l'Austria, e gli suggerisce di venire a trattative con essa sinchè le circostanze sono favorevoli . . . . . » 7

— *versione della detta risposta* . . . . . » 101

Pasini (Lodovico), rende conto al Governo provvisorio di Venezia dell'esito della conferenza seguita in Verona col cav. De Bruck, ministro del commercio presso il Governo austriaco, intorno alla futura condizione politica di Venezia . . . . . » 23

— *è nominato presidente dell'Assemblea dei rappresentanti dello Stato veneto* . . . . . » 35

Pasini (Lodovico), è nominato membro della Commissione annonaria centrale . . . . . pag. 94, 103
Pastori (Giuseppe), primo tenente del battaglione veneto-napoletano, è messo in istato di disponibilità per trascuratezza nel servigio . . . . » 64
Pasuello (Luigi), gendarme veneto, si slancia con valoroso ardimento sopra una mano di Austriaci, saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata, e li mette in fuga precipitosa . . . . » 104
Pepe Guglielmo, suo ordine del giorno, sulla rassegna da lui fatta della Divisione navale veneta, con cui loda il sapere dei comandanti dei legni veneti e lo entusiasmo patriottico delle ciurme . » 40
— *suo ordine del giorno, con cui pubblica i nomi degli ufficiali e dei soldati che si distinsero nel respingere un drappello di Austriaci, saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata* . . . . . » 104
— *aggiunta al detto ordine del giorno* . . . . . » 191
— *suo ordine del giorno, con cui loda la costanza degli ufficiali, sottufficiali e militi nel difendere con incrollabile ardimento le fortificazioni di Venezia, e viene preparando l'animo loro agli estremi destini della Patria* . . . . . » 271
— *suo ordine del giorno circa le spedizioni militari eseguite dalle truppe venete fuori del forte di Brondolo e verso la Cava Zuccherina* . . . . . » 326
Perazzo (Giuseppe), tenente della legione dei Cacciatori del Sile, *fuga con sommo ardimento una mano di Austriaci, saliti sul piazzale del Ponte della strada ferrata* . . . . . » 104
Pesaro Maurogonato, tratta all'Assemblea veneta intorno alle cose dell'annona, studiandosi al possibile di giustificare i provvedimenti adottati dal Governo sul difficilissimo argomento dell'approvvigionare Venezia . » 68
Pescatori, le loro imbarcazioni non debbono trovarsi in mare dal tramonto al levar del sole . . . . . » 36
— *pene loro comminate ove contravvenissero a tal prescrizione* . » 37
Pesce che si pesca nelle lagune venete, meta inalterabile del prezzo di vendita e discipline che devono essere osservate da quelli che ne fanno smercio all'ingrosso e al ritaglio . . . . . » 247
— *gl'introduttori di esso in Venezia non possono recarlo se non se alle pubbliche pescherie, e debbono venderlo a prezzi di tutta convenienza, affinchè sia rivenduto con vantaggio della popolazione* » 104
Pescheria di Rialto, per salvarla dal grandinare delle palle austriache, è traslocata in quel tratto di riva degli Schiavoni ch'è tra i due ponti del Sepolcro e della Ca' di Dio . . . . . » 272
Piacentini, capitano nell'esercito veneto, si slancia con sommo ardimento sul piazzale del Ponte della strada ferrata per fugarne una mano di Austriaci salitivi di soppiatto nottetempo . . . . . » 104
Piovesan (Giosuè), cannoniere nella Marineria veneta, si slancia con istrenuo ardimento sopra un drappello di Austriaci, saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata, e li mette in fuga precipitosa » 191
Pisentini, caporale del primo reggimento di linea veneto, si slancia con sommo valore sopra una mano di Austriaci saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata, e li mette in fuga precipitosa . » 104
Polidori (Polidoro), soldato dei Cacciatori del Sile *nell'esercito veneto, si slancia con sommo ardimento sopra un drappello di Austriaci saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata, e li mette in fuga precipitosa* . . . . . » 104
Pompieri, è lodata la infaticabile opera da essi prestata singolarmente nello estinguere gl'incendii originati dalle bombe e granate slanciate dalle batterie austriache . . . . . » 337
Popolo di Venezia, è eccitato a resistere all'Austriaco sino all'ultimo pane » 154
— *è avvisato dalla Commissione consultiva per le cose annonarie di alcuni provvedimenti che saranno messi in*

vigore alla miglior ripartizione di alcuni generi di prima sussistenza . . . . . pag. 158
Popolo di Venezia, è eccitato a procedere con prontezza ed amore alla elezione dei rappresentanti per la nuov'Assemblea » 259
— *lodi dategli per la imperturbabilità con che accolse le palle austriache e le bombe pioventi con terribile sibilo in città* . . . . . » 262
— *lo si eccita a far solenne giuramento di vincere o di morire* . . . . . » 323
— *lodi tributategli per la coraggiosa resistenza durata contro il grandinare dei proiettili nemici* . . » 327
Prestinai, debbono apporre il proprio timbro al pane che vendono ed è loro vietato di levare o di aggiungere ad esso pane farina per migliorarlo o peggiorarlo, dovendo essere tutto della stessa qualità . . » 217
Priuli (Nicolò), rinunzia al carico di rappresentante all'Assemblea veneta » 44
— *la sua rinunzia non è accettata* . . . . . » *ivi*
— *dà ringraziamenti all'Assemblea dell'affetto mostratogli* . » 66
— *sua lettera al presidente dell' Assemblea veneta, nella quale espone le ragioni della sua rinunzia dal carico di rappresentante del popolo* . . . . . » 92
— *legge nella seduta dell' Assemblea del 4 agosto un rapporto a nome della Commissione instituita sulle misure prese per dare alloggio e lavoro ai cittadini che in forza degli ultimi attacchi nemici passarono d'una in altra parte della città* . . . . . » 306
Processo verbale contenente i patti della sottomissione di Venezia al Governo austriaco . . . . . » 369
Proclama di Luigi Kossuth governatore dell'Ungheria, con cui eccita il popolo ad accorrere in difesa della Patria mentre le orde russe e croate le stanno sopra per ridurla di nuovo in ischiavitù » 185
— *del feldmaresciallo Radetzky, con cui invita i sudditi lombardo-veneti, esuli in terra straniera, a rimpatriare con animo sicuro di non essere molestati per le loro opinioni politiche, e pubblica una nota di quelli che debbono tenersi lontani dagli stati austriaci* » 357
— *agli abitanti di Venezia, con cui li invita novellamente ad arrendersi* . . . . . » 368
Progetto per preparare un fondo in numerario e in effetti cambiarii realizzabili all'estero da cambiare con esso alcune somme di carta monetata agl'individui dell'esercito di terra e di mare che dovessero allontanarsi da Venezia . . . . . » 358
Proiettili pioventi in Venezia dalle batterie austriache non iscompigliano punto i cittadini, i quali, a scamparne i danni, esulano con dignitosa rassegnazione dalle proprie case e riparano a' luoghi sicuri . . . . . » 262
— *s' invitano i cittadini a portarli alla Direzione di artiglieria marina nell'Arsenale* . . . . . » 283
Prospetto dimostrante i sussidii e gli assegni giornalieri accordati ai feriti o superstiti dei morti per la difesa della Patria dal 20 maggio al 13 luglio anno corrente . . . . . » 155
Protestazione dei Napoletani, residenti in Venezia, contro la diceria sparsa che siano per abbandonare la difesa della città approfittando della amnistia accordata loro dal Borbone di Napoli . . . » 188
Protesti, regolamento interno per l'ufficio che si propone d' instituire in Venezia . . . . . » 120
— *tariffa relativa* . . . . . » 121

R

Radaelli (Eliodoro), è nominato membro della Commissione annonaria centrale . . . . . pag. 103
Radetzky feldmaresciallo, comandante in capo le truppe imperiali in Italia, intima a' Veneziani di arrendersi, dichiarando loro che, se cederanno, egli coll'ulivo in una mano recherà pace, se dureranno nella resistenza, colla spada nell'altra porterà la guerra sino allo sterminio . . . . . » 14
— *dignitosa risposta del Governo veneto alla suddetta intimazione* » 15
— *sue parole in riscontro, colle quali ripete essere volontà dell'imperatore di riacquistare Venezia a qualunque costo, e di non accettare veruna mediazione di altre potenze* . . . » 16
— *suo proclama, con cui eccita i sudditi lombardo-veneti, esuli in terra non italiana, a rimpatriare con animo sicuro di non ricever molestie per le opinioni politiche, e pubblica una nota di quelli che non possono soggiornare negli stati austriaci* . . » 357
— *altro suo proclama agli abitanti di Venezia, con cui li invita novellamente ad arrendersi a discrezione* . . . . . » 368
Rapporto di Giuseppe Caluci e Giorgio Foscolo sulla conferenza avuta col cav. De-Bruck, ministro del commercio del Governo austriaco, nel trattare sulla condizione politica di Venezia . . » 17
— *di Giuseppe Caluci e Lodovico Pasini al Governo provvisorio di Venezia sopra una nuova conferenza avuta collo stesso ministro De-Bruck intorno alla futura condizione politica di Venezia* . . . . . » 25
Regolamento per i Consigli straordinarii permanenti di guerra e marina, instituiti in Venezia ed in Chioggia dalla Commissione militare con pieni poteri . . . . . » 182
Rensovich (Nicolò), fa alcune osservazioni, nella seduta del 19 luglio della Assemblea veneta, intorno alle armi da provvedere alle mille guardie cittadine che debbono essere mobilitate . . . . . » 201
Resoconto delle entrate e delle spese del Governo provvisorio di Venezia nel mese di giugno 1849 . . . . . » 162
Ricordini, alfiere di fregata nella Marineria veneta, si loda per valore nel comando nella piroga la Valente, spintasi innanzi per bersagliare gli Austriaci . . . . . » 282
Riflessioni sulla proposta di proibire qualunque sostituzione nel servigio interno della Guardia civica, fatta nella seduta dell'Assemblea veneta del 24 luglio . . . . . » 245
Rocca, chirurgo primario dello spedale alle Convertite in Venezia, è lodato per abilità e solerzia nelle operazioni chirurgiche a pro' dei militi feriti nella difesa di Venezia . . . . . » 144
Rosaroll, è intitolata del suo nome la nuova batteria sulla prima piazzetta del Ponte della strada ferrata . . . . . » 62
Rubbi, primo tenente nell'esercito veneto, si slancia con valoroso ardimento contro una mano di Austriaci saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata e li mette in fuga precipitosa . . . » 104
Ruffini (Giambatista), legge all'Assemblea veneta nella seduta del 10 luglio il rapporto della Commissione di legislazione sulla proposta del rappresentante Benvenuti di comunicare, nei processi criminali, al difensore dell'accusato tanto la relazione del giudice istruttore quanto le sue conchiusioni prima di farne lettura al consesso giudicante . . . . . » 126
— *(C.), legge, nella seduta dell'Assemblea veneta del 26 luglio, un discorso contro le sostituzioni nel servigio interno della Guardia civica* . . . . . » 419

S

Saglietti (Antonio), pubblica uno scritto sul bombardamento di Venezia pag. 278
Saibante, capitano del Genio nell'esercito veneto, è messo in disponibilità per trascuratezza nel servigio . . . . . » 64
Sanfermo (Giuseppe), tenente-colonnello, si celebra l'utilità dell'opera sua e de' pompieri da lui comandati, nello estinguere gl'incendi originati dalle bombe e dalle granate slanciate in città dalle batterie austriache » 337
Sant'Antonio, batteria così denominata, posta sul piazzale del Ponte della strada ferrata, dopo poche ore dell'assalto dato al ponte stesso dagli Austriaci, riprende il fuoco da tutt'i suoi pezzi . . . » 94
Santini (Matteo), cannoniere della Marineria veneta, si slancia con sommo valore sopra un drappello di Austriaci, saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata e li mette in fuga precipitosa . » 104
Savornian (Marco), tenente della legione dei Cacciatori del Sile, *mette in fuga con sommo ardimento una mano di Austriaci saliti di soppiatto sul piazzale del Ponte della strada ferrata* . . . . . » 104
Scapin (Giovanni), sue parole in risposta ad un articolo sottoscritto da alcuni cittadini, nel quale si raccomandava al popolo ordine e tranquillità . . . . . » 331
Scotti (L.), sonetto intitolato un quadro . . . . . » 146
Segale, meta sul pane composto di quattro quinti di essa e un quinto di frumento . . . . . » 343
Segati (Ignazio), cannoniere nella Marineria veneta, si slancia con valoroso ardimento sopra un drappello di Austriaci, saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata, e li mette in fuga precipitosa » 191
Siro, chirurgo primario nello spedale delle Convertite in Venezia, è lodato per abilità e solerzia nelle operazioni chirurgiche in pro' dei militi feriti nella difesa di Venezia . . . . . » 144
Sirtori, tenente-colonnello, dirige una spedizione di truppe fuori delle fortificazioni di Brondolo, riuscita con ottimo esito . . . . » 383
Sostituzioni nel servigio interno della Guardia civica, considerazioni sulla proposta fatta, nella seduta del 24 luglio dell'Assemblea veneta, di proibirle . . . . . » 245
— *sul servigio interno della Guardia civica, responsabilità incombente ai capitani nell'accettazione di esse* . . . » 258
Stallone, nel locale così denominato, posto nel campo delle beccherie, è trasportato il pubblico macello per preservarlo dai danni delle bombe austriache . . . . . » 99
Stefani (Agostino), venuto in sospetto di traditore della Patria, rimane vittima del furor popolare . . . . . » 34
— *si propone che lo Stato soccorra alle strettezze della sua famiglia* . . . . . » 56
— *che sia posta una inscrizione in luogo pubblico a memoria del fatto* . . . . . » *ivi*
— *lettera relativa alle indagini che sta eseguendo l'Autorità criminale per iscoprire gli autori del di lui omicidio* » 61
Steffanini, direttore dello spedale delle Convertite in Venezia, è lodato delle cure affettuose e sollecite usate nella direzione del detto spedale ove si raccolgono i militi feriti . . . . . » 143
Stucchi, maggiore, conduce valorosamente una colonna di militi veneti fuori del circondario di fortificazione di Brondolo, per assicurarsi se effettivamente gli Austriaci ne abbiano levato l'assedio, e sgomberate le vicinanze dei tormenti di guerra . . . . . » 240
Suppini, caporale del primo reggimento di linea veneto, si slancia con sommo coraggio sopra una mano di Austriaci, saliti sul piazzale del Ponte della strada ferrata, e li mette in fuga precipitosa . . . . » 104

T

Tardinovich (Marco), primo tenente del 2. battaglione del 1.° reggimento di linea veneto, è messo in disponibilità per trascuratezza nel servigio pag. 64

Tommaseo (Nicolò), legge all'Assemblea veneta una sua giunta alla proposta fatta dal rappresentante Mainardi, di creare una Commissione incaricata di raccogliere i fatti di virtù cittadina e militare che avvengono giornalmente e farne relazione all'Assemblea stessa . . . . . » 34

— *eccita l'affetto dell'Assemblea sopra l'infelice sorte di Agostino Stefani, rimasto vittima del furor popolare per ingiusto sospetto di tradimento* . . . . . » *ivi*

— *vorrebbe fosse posta una inscrizione in luogo pubblico per memoria del fatto* . . . . . » 56

— *legge un rapporto all'Assemblea veneta sulla opportunità di raccogliere gli esempi di civile generosità e di guerresco coraggio che si mostrano nel popolo e nelle milizie venete e di pubblicarne co' tipi la relazione* . . » 55

— *assoggetta all'Assemblea veneta alcuni provvedimenti in materia d'annona che intenderebbe fossero adottati in Venezia a scemare i danni dello stato di blocco e di assedio* . . . . . » 81

— *legge all'Assemblea veneta nella seduta del 10 luglio un suo discorso sopra alcuni provvedimenti relativi all'annona.* » 113

— *legge all'Assemblea veneta nella seduta del 14 luglio il rapporto della Commissione destinata a raccogliere i fatti onorevoli avvenuti nel popolo e fra le truppe* . . » 136

— *legge nella stessa seduta alcuni ragguagli in nome della Commissione consultiva eletta dall'Assemblea per l'annona* » 137

— *propone d'urgenza, nella seduta del 17 luglio dell'Assemblea veneta, di stanziare una legge per la leva di 600 marinai dai 18 ai 30 anni* . . . . . » 176

— *sostiene, nella seduta del 19 luglio dell'Assemblea veneta, la urgenza di rendere mobile una parte della Guardia civica* . . . . . » 198

— *legge all'Assemblea veneta nella seduta del 20 luglio alcune eloquenti parole sulla necessità di operare generosi fatti sul mare, al che è indispensabile la leva di 600 marinai, già proposta all'Assemblea veneta* . . » 230

— *indirizzo alla Marineria veneta in nome del popolo di Venezia, con cui la viene eccitando ad operare fatti arditi e generosi ad onore e salvezza di Venezia* . » 286

— *risponde ad Achille Bucchia, comandante la Divisione navale, il quale con insultanti parole intendeva di giustificare la codarda inerzia della Marineria veneta* . » 288

— *alcuni uffiziali della Marineria veneta confutano le cose da lui dette nel suddetto indirizzo* . . . . . » 289

— *legge all'Assemblea veneta nella seduta del 31 luglio un discorso a nome della Commissione sui fatti onorevoli* » 292

— *legge altro suo rapporto sullo stesso argomento nella seduta del 4 agosto* . . . . . » 304

— *sue affettuose parole con cui prende congedo dal popolo di Venezia* . . . . . » 374

— *legge, nella seduta del 26 luglio dell'Assemblea veneta, un*

discorso contro le sostituzioni nel servigio interno della Guardia civica . . . . . pag. 413
Tommaseo (Nicolò), legge nella stessa seduta un discorso intorno a' fatti onorevoli operati da' cittadini . . . . . » 425
Tocqueville, ministro degli affari esterni al gabinetto di Francia, suo discorso, pronunziato nella seduta del 6 agosto all'Assemblea nazionale, intorno alla spedizione di truppe negli Stati pontificii . . . . . » 437
Tonelli (G. B. dott.), sua inscrizione per la benedizione di una bandiera donata da donne vicentine al 1. battaglione della 3. legione del Brenta e Bacchiglione . . . . . » 133
Toppani (Giovanni), suo scritto intitolato Preghiera *della oppressa Italia ai liberi cittadini del nuovo mondo, con cui eccita gli Americani ad accorrere in aiuto della pericolante libertà d'Italia, ormai rifuggita nella sola Venezia* . . » 96
— *suo scritto al concistoro di Gaeta, in risposta all'allocuzione attribuita a Pio nono* . . . . . » 106
— *avvertimento ai buoni Veneziani sulla seduzione dei traditori austriacanti* . . . . . « 152
— *celebra l'eroismo del popolo veneziano nella perseverante resistenza opposta all'Austriaco anche dopo il fiero grandinare di palle delle di lui batterie* . . . » 264
— *suo indirizzo ai prodi della terrestre milizia per la sortita da Brondolo ed incoraggiamento alla milizia marittima* » 329
— *altro suo indirizzo al tiranno d'Aspre* . . . » 334
Torniello (p. Antonio), presenta all'Assemblea dello Stato veneto un pane di pessima qualità datogli in piazza, e chiede che siano adottati provvedimenti per migliorarlo . . » 320
— *parla eloquenti ed affettuose parole a' militi feriti nella eroica difesa di Venezia e degenti nello spedale delle Convertite* . . . . . » 144

U

Ufficii di circondario per le elezioni dei rappresentanti della nuova Assemblea, si fanno conoscere i locali ove sono posti . . . . . » 218
Ufficio centrale per la emissione dello cartelle di prestito, dà avviso di aver consegnato alla Banca nazionale di Venezia i buoni *e i* coupons *relativi al prestito di tre milioni di lire costituito col decreto 19 settembre 1848 a garantia della moneta patriottica, e ne descrive le forme* » 221
Ungherese compagnia di fanteria nell'esercito veneto, è trasformata in compagnia di artiglieria con le competenze spettanti al corpo dell'artiglieria terrestre . . . . . » 65
Varè (G. B.), discute all'Assemblea veneta intorno all'annona relativamente all'approvvigionamento di Venezia . . . . . » 67
— *legge all'Assemblea veneta, nella seduta del 10 luglio, il rapporto della Commissione di legislazione sulla proposta del rappresentante Ferrari Bravo risguardante le nuove elezioni e le riforme alla legge elettorale* . . . . . » 115
— *propone d'urgenza, nella seduta dell'Assemblea veneta del 17 luglio, una legge per la mobilitazione di parte della Guardia civica veneta* . . . . . » 172
la sua proposta d'urgenza è adottata . . . . . » 175
— *sostiene, nella sessione del 19 luglio dell'Assemblea veneta, la proposta fatta di rendere mobile parte della Guardia civica* » 197

V

Vendaor (*venditore*), *luogo delle pescherie venete ove deve esser recato il pesce ad esser venduto all' indigrosso* . . . . . » 247
Venere, *fregata austriaca, cacciatole addosso dalla Divisione navale veneta un brulotto, ne vien guasta notabilmente* . . . . . » 179
Venezia, è lodata per la eroica resistenza opposta da essa all' Austriaco » 250
— *si viene accennando la fortezza d'animo con cui sostenne essa il lungo e fitto e terribile grandinare dei proiettili austriaci* » 341
— *suoi templi e palazzi rimasti danneggiati dalle palle e dalle bombe austriache* . . . . . » 348
Veneziani, rendono azioni di grazie a' Napoletani residenti in Venezia, che protestarono di voler difendere la città sino a che non odano assicurate le sue sorti . . . . . » 215
— *non si spaventano punto alla grandine di palle pioventi in città dalle batterie austriache, ed a scampare da morte esulano con calma dignitosa dalle proprie case riparando a' luoghi sicuri* » 262
— *lodi date loro per la perduranza nella coraggiosa resistenza contro la grandine delle palle nemiche* . . . . . » 302
Veneziano popolo. V. Popolo.
V. F. e D., loro sibillone improvvisato sui palloni che gli Austriaci si apparecchiano di mandare sopra Venezia . . . . . » 37
Vianello (dott. d. Domenico), a giustificarsi dalle calunnie appostegli, pubblica un attestato rilasciatogli dall' Auditorato generale di Venezia . » 110
Viglietti di assegno, la vendita e la giornaliera distribuzione del pane, della farina gialla e del grano da macinare ne' mulini a mano si faranno in Venezia mercè di essi, consegnandone uno a ciascuna famiglia . . . . . » 157
— *modo in che devono essere distribuiti* . . . . . » ivi

W

Wlten (Federico), presenta all' Assemblea veneta una petizione indiritta a mostrare la necessità di un radicale riordinamento della Guardia civica veneta . . . . . » 222

Z

Zuliani, brigadiere nella gendarmeria veneta, si slancia con sommo ardimento sopra una mano di Austriaci, saliti nottetempo sul piazzale del Ponte della strada ferrata, e li mette in precipitosa fuga . . . » 104

INDICE

CRONOLOGICO E RAGIONATO

degli atti legislativi dell'Assemblea dei rappresentanti, del Governo provvisorio, e di altri Uffizi dello Stato veneto, dal 1.° febbraio a tutto il 27 agosto 1848 (*).

Numero dell'atto	Data	CONTENUTO	Pagina
1	1993	1 febb. 1848	Riconoscimento degli elettori di alcuni circondari che le nomine di rappresentanti che ebbero per altri circondari	3
2	60	4 detto	Precisa somma della moneta patriottica assegnata in circolazione	10
3	30	detto	Costituzione di una riserva di veliti, composta di duecento uomini	28
4	79	7 detto	Abbruciamento di L. 4[illegible] di moneta patriottica	29
5			Arredi, presenti o riferibili al servizio militare, presentati da soldati o sottoufficiali, debbono essere innanzi raccolti dai rispettivi Comandi, indi trasmessi al ministero della guerra	ivi
6	2438	9 detto	L'Assemblea, instituita col decreto 3 giugno 1848, è assoluta	38
7	3450	detto	L'Assemblea, instituita col decreto 2 dicembre 1848, è convocata pel 15 febbraio 1849	ivi
8	2529	detto	Il Comitato della strada ferrata lombardo-veneta è disciolto, e il Governo assume l'amministrazione della impresa	39
9	—	detto	Quali siano i delitti militari che debbono essere assoggettati a procedura giudiziale	ivi

(*) Questo indice si riferisce ai volumi 6.°, 7.° e 8.° — Le date dei decreti e degli altri atti furono verificate col riscontro dei bollettini e degli atti pubblicati ufficialmente.

INDICE

CRONOLOGICO E RAGIONATO

degli atti legislativi dell'Assemblea dei rappresentanti, del Governo provvisorio, e di altri Uffizii dello Stato veneto, dal 1.° febbraio a tutto il 27 agosto 1849 (*).

Numero progressivo	Numero dell'atto	Data	CONTENUTO	Volume	Pagina
1	1992	1. febb. 1849	Riconvocazione degli elettori di alcuni circondarii per la nomina di rappresentanti che ottarono per altri circondarii	VI.	3
2	60	3 detto	Precisa somma della moneta patriottica esistente in circolazione . .	»	10
3	30	detto	Costituzione di una coorte di veliti, composta di due centurie . . .	»	28
4	79	7 detto	Abbruciamento di L. 108000 di moneta patriottica	»	29
5	——	detto	I reclami privati o riferibili al servizio militare, presentati da soldati o sottouffiziali, debbono essere innanzi raccolti dai rispettivi Comandi, indi trasmessi al ministero della guerra	»	*ivi*
6	2458	9 detto	L'Assemblea, instituita col decreto 3 giugno 1848, è disciolta. . . .	»	38
7	2459	detto	L'Assemblea, instituita col decreto 24 dicembre 1848, è convocata pel 15 febbraio 1849	»	*ivi*
8	2529	detto	Il Comitato della strada ferrata lombardo-veneta è disciolto, e il Governo assume l'amministrazione della impresa	»	39
9	——	detto	Quali siano i delitti militari che debbono essere assoggettati a procedura giudiziale	»	*ivi*

(*) Questo indice si riferisce ai volumi 6.°, 7.° e 8.° — Le date dei decreti e degli altri atti furono rettificate col riscontro dei bullettini e degli atti pubblicati ufficialmente.

Numero progressivo	Numero dell'atto	Data	CONTENUTO	Volume	Pagina
10	——	11 febb.	Prescrizioni per chi vuole assistere alle pubbliche sedute dell' Assemblea dei rappresentanti dello Stato veneto	VI.	48
11	1049	17 detto	Discipline per i trattori, osti e bettolieri che tengono i loro spacci nel forte di Marghera	»	135
12	90	24 detto	È aperto l' arrolamento per costituire la coorte dei veliti	»	209
13	3406	26 detto	È proibito l' aggio sulle monete di rame	»	214
14	3504	28 detto	Viene tenuto in vigore, sino a nuove disposizioni, il listino dei cambii .	»	255
15	3615	2 mar.	Per *listino dei cambi* s' intende *listino delle valute*	»	300
16	——	detto	È instituita una compagnia di Guardia civica marittima	»	*ivi*
17	159	3 detto	Abbruciamento di altra quantità di moneta patriottica	»	303
18	——	detto	Quoti delle sovraimposte da attivare colla seconda rata prediale . . .	»	338
19	——	7 detto	Nominazione di Daniele Manin a capo del potere esecutivo, col titolo di presidente del Governo	»	406
20	——	8 detto	Nuovo abbruciamento di moneta patriottica	»	407
21	4028	10 detto	Agostino Milonopulo è nominato provvisorio comandante superiore della Marina, in luogo di Leone Graziani, eletto capo del Dipartimento governativo della Marina . .	»	408
22	4029	detto	Antonio Bellinato è nominato membro del Consiglio dei giureconsulti .	»	*ivi*
23	4030	detto	Nuova distribuzione degli Uffizii del Governo provvisorio e nominazione dei capi dei varii ministeri .	»	409
24	3934	12 detto	Riconvocazione degli elettori di alcuni circondarii per la nomina di nuovi rappresentanti dell'Assemblea in sostituzione dei mancanti . . .	»	414
25	——	14 detto	Il giorno 22 marzo è dichiarato festa nazionale	»	415
26	4224	15 detto	L'Assemblea dei rappresentanti viene prorogata di 15 giorni; gli uffiziali di terra e di mare sono chiamati immediatamente a' loro posti.	»	419

Numero progressivo	Numero dell'atto	Data	CONTENUTO	Volume	Pagina
27	——	14 marzo	Specchio dei varii pezzi di moneta patriottica messi in circolazione .	VI.	437
28	4456	17 detto	È ribassato il prezzo del tabacco da naso e da fumo	»	444
29	4526	18 detto	È abrogato il decreto 30 aprile 1848 N. 4828 in quella parte che deferiva ai tribunali ordinarii criminali i delitti non militari delle persone addette alla milizia . . .	»	469
30	2016	21 detto	Si stanziano le misure per la vendita della cervogia	»	479
31	2107	detto	Instituzione di otto Commissioni per sopravvegliare il contegno de'venditori al ritaglio, tanto circa la qualità de' generi che spacciano, quanto circa i pesi e le misure .	»	484
32	8050	24 detto	Nuove tariffe sul trattamento dell' armata veneta regolare di terra. .	»	489
33	8297	detto	Ripartizione della ispezione amministrativa dei corpi componenti l'armata veneta di terra	»	490
34	197	27 detto	Abbruciamento di altra quantità di moneta patriottica	»	507
35	——	2 aprile	Venezia decreta di resistere all' Austriaco ad ogni costo.	VII.	3
36	5457	6 detto	Instituzione di due auditorati, uno di brigata, l'altro di guarnigione, per le truppe di terra	»	30
37	210	4 detto	Si fa conoscere la quantità di moneta patriottica messa in circolazione .	»	33
38	5566	9 detto	È imposto un nuovo prestito per procurare i mezzi necessarii alla decretata resistenza	»	37
39	5913	16 detto	Si attua il pagamento degl' interessi semestrali dei prestiti, costituiti a garantia della moneta patriottica .	»	58
40	99	detto	Si accresce di due centurie la coorte dei veliti	»	59
41	6036	18 detto	Schiarimento circa le pene comminate ai falsificatori delle pubbliche carte di credito	»	71
42	6047	20 detto	Giorgio Bua è nominato presidente del Consiglio militare di seconda istanza	»	76
43	3120	23 detto	Le lettere dirette alla terraferma debbono essere improntate del timbro		

Numero progressivo	Numero dell'atto	Data	CONTENUTO	Volume	Pagina
			del Comitato di vigilanza e quelle provenienti dalla terraferma debbono essere consegnate all'apostamento del Cordone per essere trasmesse al Comitato medesimo.	VII.	79
44	2846	23 aprile	Consegna alla Banca nazionale del ricavo della prima rata della sovraimposta dei 12 milioni di moneta comunale	»	*ivi*
45	159	detto	Primo abbruciamento di moneta comunale, derivata dal pagamento della prima rata della suddetta sovraimposta	»	80
46	—	24 detto	Inscrizione volontaria per l'armamento straordinario della Marina . . .	»	84
47	6559	26 detto	La competenza giurisdizionale degli Auditorati di brigata viene esercitata per circondario	»	145
48	240	5 maggio	Si fa conoscere il preciso valsente di moneta patriottica esistente in circolazione	»	176
49	273	8 detto	Abbruciamento di moneta patriottica.	»	179
50	275	14 detto	Si rilasciano le cartelle agli azionisti della Banca, dalla lettera A alla lettera E	»	198
51	8256	26 detto	È ordinato lo sgomberamento del forte di Marghera	»	288
52	3836	detto	Per agevolare i pagamenti di grosse somme con moneta del Comune, se ne fabbricano cedole da lire 100	»	289
53	8276	28 detto	Il Governo cede alla Comune tutto il sale e i tabacchi ch' esistono nei depositi erariali e ne riceve in concambio il valsente di oltre tre milioni di moneta comunale . .	»	295
54	3915	detto	Emissione della detta somma di carta monetata	»	*ivi*
55	3836	detto	Si distribuiscono le cartelle agli azionisti della Banca, dalla lettera F alla lettera O	»	296
56	—	31 detto	Si rafferma la deliberazione di resistere all'Austriaco ad ogni costo.	»	303
57	8567	3 giugno	Le adunanze dei Circoli sono vietate sino a nuova disposizione . . .	»	328
58	8649	5 detto	Sono decretati assegni di pensione a' padri ed alle vedove delle guardie		

Numero progressivo	Numero dell'atto	Data	CONTENUTO	Volume	Pagina
			civiche, dei militi non giurati e degli operai civili che nel combattere o nel lavorare per la difesa della Patria restino feriti dal nemico o divengano incapaci di sostenere le fatiche della guerra o di esercitare l'arte propria . .	VII.	335
59	311	4 giugno	Abbruciamento di moneta patriottica.	»	336
60	——	9 detto	Meta sui prezzi delle farine e del pane	»	337
61	5323	detto	Meta sui prezzi di altri generi di vittuaria	»	358
62	——	16 detto	È creata una Commissione con pieni poteri per tutto quello che alle cose militari appartiene	»	402
63	9242	17 detto	Presidente della detta Commissione è nominato il generale in capo delle truppe, Guglielmo Pepe . . .	»	411
64	13	detto	Si richiama tutta la polvere da fucile o da cannone ch' esistesse presso i privati	»	413
65	25	18 detto	Sono concentrati nella Commissione militare tutti i poteri governativi e ministeriali che si riferiscono alla guerra ed alla Marina . . .	»	414
66	34	detto	Nel Dipartimento della guerra sono compenetrati lo stato maggiore del Comando in capo e lo stato maggiore del Comando della città e fortezza	»	415
67	35	detto	Il tenente di vascello Achille Bucchia viene promosso al grado di capitano di corvetta e nominato comandante della Divisione navale con pieni poteri	»	416
68	36	detto	Il contrammiraglio Graziani è promosso a vice-ammiraglio	»	*ivi*
69	37	detto	La negligenza e la incuria degli uffiziali nel servizio sono punite colla destituzione e con più gravi gastighi secondo la gravità di quelle .	»	417
70	66	19 detto	Le domande di congedo o di temporaneo permesso, non giustificate da invincibile necessità, sono giudicate come atto di viltà in faccia al nemico.	»	443

Numero progressivo	Numero dell'atto	Data	CONTENUTO	Volume	Pagina
71	78	19 giugno	I militari, assenti, senza regolare permesso, dal loro posto, sono considerati come disertori se entro due giorni non ritornino a' loro posti o non giustifichino regolarmente la loro assenza	VII.	444
72	110	20 detto	Il corpo degli artiglieri Bandiera e Moro viene costituito in corpo di regolare milizia, ritenendo gli statuti organici della sua fondazione.	»	451
73	156	detto	È instituita una Commissione di chimici ed artiglieri per l'esame dei processi relativi ad ottenere sollecitamente polvere e materia prima occorrente, e per sorvegliare l'attivazione della fabbrica . . .	»	452
74	170	detto	È aperto un volontario arrolamento al servizio militare della Marina .	»	453
75	121	21 detto	Tutti i delitti e le trasgressioni militari devono essere denunziati direttamente alla Commissione militare	»	458
76	228	detto	Sono riaperti i ruoli all' inscrizione nel corpo degli artiglieri Bandiera e Moro	»	459
77	281	22 detto	È instituita una compagnia aggregata al corpo dei marinai, per i trasporti militari per acqua in Venezia e nei prossimi circondarii .	»	462
78	332	23 detto	Sono chiusi i ruoli della coorte dei veliti, e viene accordato a questi il trasferimento in qualunque corpo di artiglieria	»	467
79	4812	24 detto	Per aumentare le materie prime che servono alla preparazione dei medicinali e degl' ingredienti della polvere da guerra, è prescritta la raschiatura delle botti vuote per ricavarne la *gripola* che dev'essere consegnata al Governo	»	484
80	5907	26 detto	Si proibisce severamente di togliere, sotto pretesto di formarne pietre per mulini a mano, i macigni dalle pubbliche strade	»	486
81	9765	28 detto	È gettata una sovraimposta di sei milioni a carico di tutti gl' immobili		

Numero progressivo	Numero dell'atto	Data	CONTENUTO	Volume	Pagina
			compresi nei Comuni soggetti al Governo veneto	VII.	489
82	——	30 giugno	È approvato dall' Assemblea il decreto che nomina presidente della Commissione militare il generale in capo delle truppe	»	510
83	——	detto	È aperto un arrolamento volontario pel corpo dei zappatori e per quello d'artiglieria	»	511
84	906	2 luglio	È proibito alle imbarcazioni, che dal litorale e dalla laguna vanno a mare, di trovarsi in mare dal tramonto al levar del sole	VIII.	36
85	3722	3 detto	È vietato agli ufficiali dell'armata, di qualunque grado ed arma, d'indossare, anche fuori di servigio, altro vestito fuorchè la divisa militare .	»	41
86	343	4 detto	Abbruciamento di moneta patriottica.	»	63
87	1533	6 detto	La compagnia di fanteria ungherese è trasformata in compagnia di artiglieria	»	65
88	9915	7 detto	Rinunzia dei membri della Commissione annonaria centrale e sostituzione di altri in loro luogo . .	»	94
89	1650	9 detto	Prescrizioni per facilitare l'arrolamento nei corpi della milizia veneta .	»	97
90	1380	detto	Simile	»	98
91	4923	10 detto	Il pubblico macello è tramutato nel locale detto *stallone* a Rialto, per salvarlo dal grandinare dei proiettili austriaci	»	99
92	10420	11 detto	Cambiamento di alcuni membri della Commissione centrale annonaria .	»	103
93	5441	detto	Prescrizioni sulla vendita del pesce .	»	105
94	6697	13 detto	Meta del prezzo del frumento di Galatz e della fava	»	134
95	5456	14 detto	Simile del biscotto di farina di frumento mista a segala	»	135
96	5519	detto	Si partecipa il cambiamento della carta delle cedole da L. 100 di moneta comunale	»	*ivi*
97	——	17 detto	Convocazione della nuova Assemblea dei rappresentanti pel 15 agosto.	»	149
98	5672	detto	Divieto di tenere dopo il tramonto del sole lumi accesi in tutte quelle case dalle quali si possono vedere le		

Numero progressivo	Numero dell'atto	Data	CONTENUTO	Volume	Pagina
			posizioni nemiche, singolarmente dal lato di Mestre e di Marghera.	VIII.	151
99	6950	18 luglio	La vendita al minuto del pane, della farina gialla e del grano da macinare è fatta alle famiglie di Venezia verso biglietti di assegno .	»	157
100	——	19 detto	Riordinamento della guardia civica stazionaria e mobilitata	»	179
101	1579	14 detto	Regolamento per i Consigli straordinarii permanenti di guerra e marina.	»	182
102	——	20 detto	Per supplire al servizio della Marina militare è fatta una leva di 600 uomini di mare	»	189
103	11014	23 detto	Si fanno conoscere le residenze degli Ufficii di circondario per la elezione dei rappresentanti dello Stato di Venezia	»	218
104	11073	detto	Si emettono i *buoni* e i *coupons* relativi al prestito di tre milioni di lire a garantia della moneta patriottica	»	221
105	——	24 detto	I decreti o sentenze di giudice si civile che criminale, devono essere accompagnati dalla esposizione dei motivi, benchè confermino quelli di un giudice inferiore	»	241
106	5220	detto	Somme di carta monetata esistenti nella Cassa del Comune da essere ammortizzate	»	242
107	——	25 detto	Istituzione delle Commissioni miste che debbono giudicare sulle esenzioni dal servigio della Guardia civica stazionaria e mobilitata	»	244
108	7318	26 detto	Prescrizioni sulla vendita del pesce, e meta del prezzo di quello pescato nelle lagune	»	247
109	——	28 detto	Prescrizioni a' capitani della Guardia civica sull' accettazione dei sostituti nel servigio interno. . . .	»	258
110	6011	30 detto	Estrazione a sorte del numero di rango pei marinai matricolati . . .	»	261
111	6150	31 detto	La pescheria è tramutata provvisoriamente in quel tratto di riva degli Schiavoni a s. Giovanni in Bragora, compreso tra i due ponti del Sepolcro e della Ca' di Dio . .	»	272

Numero progressivo	Numero dell'atto	Data	CONTENUTO	Volume	Pagina
112	6149	31 luglio	L'erberia è trasportata, pure provvisoriamente, nel campo di s. Zaccaria	VIII.	273
113	1034	1 agosto	Il Monte di pietà e la Cassa dei risparmi sono trasportati sulla fondamenta della Madonna, presso l'Arsenale.	»	277
114	——	2 detto	I proiettili derivanti dalle batterie nemiche debbono esser portati alla Direzione di artiglieria marina nell'Arsenale	»	283
115	6241	3 detto	Si emettono biglietti di moneta comunale da lire cinquanta . . .	»	290
116	——	4 detto	Disposizioni per la nomina dei rappresentanti dell'Assemblea veneta.	»	298
117	2876	detto	Discipline sanitarie per impedire la diffusione del *cholera* nelle truppe.	»	297
118	——	8 detto	L'Assemblea concentra ogni potere nel presidente del Governo Daniele Manin, e lo incarica di provvedere, come crederà meglio, all'onore e alla salvezza di Venezia . .	»	301
119	11785	detto	Si proroga la elezione dei rappresentanti dell'Assemblea veneta . . .	»	321
120	6380	detto	Abbruciamento di moneta comunale .	»	323
121	——	9 detto	La Guardia civica è invitata ad una solenne rivista sulla gran Piazza .	»	327
122	412	10 detto	Abbruciamento di moneta patriottica e comunale	»	336
123	12014	12 detto	È gettata una sovraimposta di sei milioni a carico di tutti gl' immobili compresi nei Comuni soggetti al Governo veneto	»	338
124	7681	13 detto	Il pane viene composto di quattro quinti di farina di segala e di un quinto di frumento	»	343
125	12215	16 detto	Sono sospesi tutt' i termini processuali; nessuno può essere obbligato a comparire in giudizio fuorchè per oggetti criminali o politici ecc. .	»	346
126	6783	20 detto	Sono invitati i cittadini a mettere insieme un fondo in effettivo danaro per provvedere di scorta le truppe e le persone che debbono abbandonare Venezia.	»	361
127	392	detto	Abbruciamento di moneta patriottica e comunale	»	362

Numero progressivo	Numero dell'atto	Data	CONTENUTO	Volume	Pagina
128	391	20 agos.	Emissione dei *buoni* e *coupons* a' possessori delle cartelle dei prestiti che guarentiscono la moneta patriottica	VIII.	363
129	412	detto	Altro abbruciamento di moneta patriottica e comunale	»	364
130	6977	24 detto	La Congregazione municipale, per provveder meglio alla salvezza degli abitanti, si associa alcuni fra' principali cittadini	»	366
131	——	detto	La stessa Congregazione municipale partecipa di essere sottentrata nel potere al Governo provvisorio, che se n' è dimesso, e raccomanda agli abitanti, alla Guardia civica ed alle truppe disciplina, zelo e tranquilità	»	*ivi*
132	12742	detto	Il Governo provvisorio dichiara di cessare dalle sue funzioni, delle quali ha investito il Municipio. . . .	»	367
133	6977	detto	Condizioni della sommissione di Venezia all'Austria	»	368
134	4	detto	Dei poteri governativi è investita una Commissione, composta della Congregazione municipale e di alcuni fra' principali cittadini	»	371
135	14	detto	Prescrizioni per la partenza da Venezia di tutte le persone compromesse	»	*ivi*
136	——	detto	Nota degli esiliati dagli Stati austriaci.	»	372
137	——	25 detto	Il valor nominale della moneta del Comune dura a tutto il 26 agosto.	»	374
138	109	detto	Discipline per la partenza delle persone compromesse	»	375
139	233	26 detto	Riattuamento delle corse postali . .	»	376
140	258	27 detto	La diminuzione del valor nominale della moneta del Comune decorrerà dal 28 agosto	»	*ivi*

Fine degl'indici dell'ottavo ed ultimo volume.

Numero progressivo	Numero istitutivo	Data	CONTENUTO	Volume	Pagina
[illegible]	301	20 agos.	Emissione dei *buoni* e *cassoni* a' possessori delle cartelle dei prestiti che garentiscono la moneta patriottica	VIII.	[illegible]
129	412	detto	Altro abbruciamento di moneta patriottica e comunale	»	[illegible]
130	6077	24 detto	La Congregazione municipale, per provvedere meglio alla tolleranza degli abitanti, si associa alcuni fra' principali cittadini	»	[illegible]
131	——	detto	La stessa Congregazione municipale partecipa di essere sottomessa nel potere al Governo provvisorio, che se n'è dimesso, e raccomanda agli abitanti, alla Guardia civica ed alle truppe disciplinate, [illegible]	»	[illegible]
132	12742	detto	Il Governo provvisorio dichiara di essere dalle sue funzioni, delle quali ha investito il Municipio	»	[illegible]
133	6077	detto	Condizioni della sommissione di Venezia all'Austria	»	[illegible]
134	6	detto	Dei poteri governativi è investita una Commissione, composta della Congregazione municipale e di alcuni fra' principali cittadini		[illegible]
135	44	detto	Prescrizioni per la [illegible] di tutte le persone compromesse	»	[illegible]
136	——	detto	Nota degli esiliati degli Stati austriaci	»	373
137	——	25 detto	Il valor nominale della moneta del Comune durerà tutto il 26 agosto	»	373
138	460	detto	Disciplina per la partenza delle persone compromesse	»	373
139	231	26 detto	Riattivamento delle corse postali	»	373
140	208	27 detto	La diminuzione del valor nominale della moneta del Comune decorrerà dal 28 agosto	»	[illegible]

Fine degl'indici dell'ottavo ed ultimo volume.